



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

23e Législature — 4e session

Vol. 1 - Séances du 7 novembre au 14 décembre 1951

1951-1952

Texte établi par David Dubois et Donald Chouinard

Orateur : l'honorable Alexandre Taché

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

23e Législature – 4e session

Vol. 1 - Séances du 7 novembre au 14 décembre 1951

1951-1952



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

23e Législature — 4e session

Vol. 1 - Séances du 7 novembre au 14 décembre 1951

1951-1952

Texte établi par David Dubois et Donald Chouinard

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	David Dubois Donald Chouinard Maria Buttazzoni
Introduction:	Olivier Côté
Traduction:	Conceptum
Révision et édition:	Michel Rhéaume Donald Chouinard Caroline Bilodeau Marie Auger
Indexation:	Josée Levasseur
Collaboration:	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Louise Ouimet Martin Pelletier Jocelyn Saint-Pierre Sylvie Turcotte Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés

Dépôt légal – 3^e trimestre 2010

Bibliothèque et Archives nationales Québec

ISBN 978-2-551-23971-9

ISSN 0847-4273

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le Québec, le Canada et le monde

La prospérité économique et la peur du monde communiste modèlent le Québec des années 1951-1952. Encore dominant à cette époque, l'idéal traditionaliste se situe en décalage avec l'industrialisation et l'urbanisation accélérées de la société québécoise et l'émergence d'idéologies modernistes. Les envolées oratoires de Duplessis sur son attachement à la religion catholique, à la langue française, aux origines glorieuses et aux traditions rurales canadiennes-françaises plaisent aux milieux ruraux et cléricaux, milieux cléricaux qui, à l'exception des réformistes jésuites et dominicains, appuient largement l'Union nationale¹.

Le haut clergé catholique, pour une grande part de tendance conservatrice, est tout aussi dévoué à la cause duplessiste, le premier ministre tenant mordicus à conserver les prérogatives sociales de l'Église en éducation et en santé². Mais, en privé, les relations de l'épiscopat avec Duplessis ne sont pas unanimement cordiales, surtout depuis la mort du cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve en 1947. « Tout l'épiscopat [...] subissait de temps à autre les conséquences de la protection jalouse qu'exerçait Duplessis sur les prérogatives de l'État », résume l'historien Conrad Black³.

À la même époque, nombreux sont les intellectuels, les artistes, les syndicalistes et les hommes politiques qui contestent ouvertement le clériconalisme de Duplessis, sa consécration de l'alliance de l'Église et de l'État québécois, du séculier et du religieux. Des idéologies modernistes, de moins en moins à la marge de la société, circulent dans certains milieux : le néolibéralisme des intellectuels dans la mouvance de *Cité libre*, du *Devoir* et du Parti libéral du Québec; le néonationalisme des historiens comme Guy Frégault, Maurice Séguin et Michel Brunet (Université de Montréal) et surtout d'André Laurendeau⁴, qui mettent au cœur de la problématique nationale les questions sociales et urbaines; les mouvements de gauche – le Parti ouvrier-progressiste, dont l'orientation est communiste; le Cooperative Commonwealth Federation, anticommuniste et social-démocrate –, qui sont durement réprimés par le régime duplessiste⁵.

La population québécoise s'accroît rapidement. Le Québec compte maintenant quatre millions d'individus, une augmentation décennale de 21,7 %⁶. Le baby-boom poursuit sa lancée, alors que les femmes âgées de 15 à 49 ans ont en moyenne 3,84 enfants. Pas moins de 25 % des Québécois ont moins de 10 ans. Et, pour la première fois depuis 30 ans, le solde migratoire du Québec est positif⁷.

D'autres indicateurs confirment la prospérité économique globale de la province de Québec : le taux d'inflation québécois se situe autour de 0,4 %⁸; la province connaît le plein emploi (taux de chômage de 3,3 %) ⁹. Mais le tout ne profite guère à la classe ouvrière.

Les investisseurs américains peuvent compter sur les conditions généreuses et libérales du gouvernement de Duplessis dans l'extraction des matières premières : un faible taux de taxation, des coûts d'acquisition abordables (masse salariale moindre, coût de l'énergie compétitif) et une législation du travail favorable à l'entreprise privée, qui se traduit par un environnement de travail très stable plutôt réfractaire aux droits des ouvriers. Les demandes de l'industrie de guerre aux États-Unis ont pour conséquence d'augmenter l'investissement de capitaux américains au Québec, particulièrement dans le secteur de l'exploitation des mines de fer. Sur cette thématique, le chef du Parti libéral, Georges-Émile Lapalme, accuse le gouvernement de l'Union nationale, le 11 août 1951, de brader les richesses ferrières de la province au prix dérisoire d'« un sou la tonne », expression qui deviendra le slogan libéral de la campagne électorale de 1952¹⁰.

On ne compte qu'une moyenne de 35 grèves par année pour la période de 1945 à 1959, comparativement à 70 sous la gouvernance du Parti libéral d'Adélard Godbout, de 1940 à 1944¹¹. Tout de même, pour les années 1951-1952, plusieurs grèves d'importance sont enclenchées, soit celle à la compagnie d'aluminium de Shawinigan (24 février 1951), celle à la Singer Manufacturing de Saint-Jean-sur-Richelieu (6 juin 1951) et celle à l'Imperial Tobacco de Montréal et ailleurs (14 août 1951). En décembre 1951, la Wabasso Cottons de Shawinigan ferme son usine à la suite d'un conflit de travail avec le syndicat de la Confédération des

travailleurs catholiques du Canada (CTCC), qui compte le syndicaliste Michel Chartrand parmi ses membres. La Fédération du travail du Québec s'oppose alors aux « unions de boutique¹² », inféodées par le patronat. Le cabinet de Duplessis demande, en réaction, à la Commission des relations ouvrières, de vérifier l'indépendance des formations syndicales.

Des projets d'envergure sont entrepris à la même époque. Le 27 mai 1951, Hydro-Québec commence les travaux de barrage dans la rivière Manicouagan. Par ailleurs, le gouvernement fédéral autorise, le 12 décembre 1951, la création d'une entité administrative pour gérer la construction de la voie maritime du Saint-Laurent, laquelle facilitera le transport des matières premières vers les États-Unis lors de son parachèvement en 1959.

À cette prospérité enthousiasmante de l'après Seconde Guerre mondiale, qui marque l'émergence d'une nouvelle société de consommation et des banlieues planifiées, se superposent les craintes populaires que suscite la guerre froide, celui de la double menace nucléaire et de l'espionnage communiste dans les pays « libres et démocratiques ». Quatre ans après les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki par les Américains, en août 1945, l'URSS teste la première bombe A, la RDS-1. En octobre 1951, les Soviétiques mettent au point le réacteur nucléaire et la première bombe à hydrogène¹³.

Aux États-Unis, les Soviétiques Ethel et Julius Rosenberg, accusés d'avoir livré les secrets de l'arme atomique à l'URSS, sont condamnés à mort pour espionnage, le 5 avril 1951. Cette condamnation s'inscrit dans un climat de psychose d'« infiltration communiste », auquel contribue le sénateur Joseph McCarthy qui dénonce la présumée présence de « communistes » dès l'année 1950¹⁴. Au Québec, également, Duplessis et certains autres députés entretiennent une peur du bolchevisme et des idées héritées du socialisme.

La guerre de Corée (1950-1953) est le terreau géopolitique de l'affrontement entre le bloc communiste et le « monde libre », résultante de la politique d'endiguement du communisme du président américain Harry S. Truman, en 1945, et de la stratégie stalinienne d'intégration de pays satellites. Le 14 mars 1951, les troupes de l'Organisation des Nations unies reprennent Séoul; le 22 avril, les forces onusiennes franchissent le 38^e parallèle; du 22 au 25 avril, les forces canadiennes résistent aux troupes chinoises. À la fin de la guerre, en 1953, pas moins de 25 000 soldats canadiens auront participé à ce conflit¹⁵.

En Indochine française (Vietnam), les forces françaises s'enlisent dans une guerre d'indépendance qui l'oppose, depuis 1946, aux indépendantistes vietnamiens et à l'armée communiste chinoise. L'ancien empire colonial français est, pour l'heure, en train de se désintégrer.

Au Canada, sur la scène politique fédérale, le premier ministre libéral Louis Saint-Laurent demeure bien en selle à la tête du gouvernement, et ce, depuis 1949. Il est l'instigateur de nombreux programmes sociaux qui contribuent à construire l'État-providence fédéral. « Saint-Laurent préside aux destinées de l'État comme un président de compagnie dirige son conseil d'administration, et enregistre chaque année (sauf une) un surplus budgétaire », de commenter l'historien Jean-Paul Couturier¹⁶.

Sur la scène mondaine québécoise, le 7 avril 1951, Vincent Auriol, président de la République française, est de passage à Québec. Duplessis profite de la réception organisée en son honneur par le lieutenant-gouverneur Gaspard Fauteux pour faire la promotion de l'immigration française et belge au Canada. C'est aussi l'occasion de constater tout le chemin parcouru entre l'ancien premier ministre Louis-Alexandre Taschereau et Duplessis, qui, entre 1927 et 1936, avaient été de farouches adversaires politiques. Un Taschereau pondéré explique au visiteur français : « M. Duplessis et moi, nous nous sommes battus visière levée, face à face, loyalement. Nous nous sommes donné des coups, mais nous pouvons nous considérer comme des amis, malgré nos divergences d'opinions sur la politique.¹⁷ »

Les 8 et 9 octobre 1951, la princesse Élisabeth, future reine Élisabeth II, et le duc d'Édimbourg effectuent une visite officielle de Québec parmi d'autres destinations canadiennes. Ils sont reçus à un dîner d'État au Château Frontenac¹⁸. À l'ouverture de la session de 1951-1952, Duplessis et George Carlyle Marler, chef de l'opposition officielle, louent d'ailleurs la présence en terre canadienne de la couronne britannique.

Sur la scène culturelle du Québec, les grands courants internationaux de l'avant-garde soufflent un vent de renouveau artistique : les peintres expressionnistes Paul-Émile Borduas, Jean-Paul Riopelle et Marcelle Ferron, du *Refus global* (1948), donnent la réplique aux artistes plasticiens dans la mouvance du manifeste de *Prisme d'Yeux* (1948), d'Alfred Pellan et de Jacques de Tonnancour, plusieurs d'entre eux étant exilés à Paris (Riopelle, Pellan, Borduas). Les romans de Gabrielle Roy, *La petite poule d'eau*, d'Anne Hébert, *Le torrent* et, de Roger Lemelin, *Les Plouffes*, sont moins ruraux qu'urbains; la poésie anglo-montréalaise d'expérimentation et de critique sociale s'exprime avec fougue (recueil collectif *Cerberus*); sont fondées à Montréal de nouvelles troupes et compagnies théâtrales (Les Compagnons de saint Laurent, le Théâtre du Nouveau Monde, le Rideau Vert). À Québec, en 1951, Jean-Paul Lemieux peint le tableau *Les Ursulines*. À Paris, le 20 février 1951, Félix Leclerc gagne le grand prix du disque de l'Académie Charles-Cros pour sa chanson *Moi mes souliers*.

La radio tout comme le cinéma demeurent des médias immensément populaires¹⁹. Au début des années 1950, la radio rejoint 90 % de la population, alors que les succès commerciaux des films *La petite Aurore, l'enfant martyr* (1951); *Ti-Coq* (1952), *Le Rossignol et les cloches* (1952) marquent l'appropriation identitaire du cinéma québécois par les Canadiens français.

Les parlementaires

À l'ouverture de la session parlementaire, le 7 novembre 1951, on dénombre 82 députés de l'Union nationale, 8 députés libéraux et 2 députés indépendants, sur un total de 92 sièges à l'Assemblée législative.

La maladie frappe des députés, situation qui modifie sensiblement l'équilibre des forces en présence sur le parquet de l'Assemblée. Notons, en l'occurrence, l'absence, du 7 novembre 1951 au 20 décembre 1951, du député libéral Henri Groulx (Montréal-Outremont), qui réduit le nombre de députés d'un Parti libéral déjà affaibli²⁰; celle des députés et ministres Roméo Lorrain (Travaux publics) et Omer Côté (secrétaire et registraire de la province, titulaire du ministère de l'Instruction publique) après les Fêtes de 1951.

La composition du Conseil législatif demeure inchangée par rapport à la session précédente. Aucun remaniement ministériel n'est venu modifier la composition du Conseil exécutif.

Au Conseil exécutif, Duplessis occupe les fonctions de procureur général, en plus de celle de premier ministre. Une telle concentration des pouvoirs, combinée à la domination et à la fascination exercées par Duplessis sur ses ministres²¹, a pour effet de réduire l'influence des autres membres du Conseil exécutif. Pour la session à l'étude, les principaux membres du Conseil sont Onésime Gagnon, ministre des Finances; Laurent Barré, ministre de l'Agriculture; Antonio Barrette, « un vrai travailleur », qui est ministre du Travail; et Roméo Lorrain, ministre des Travaux publics. Omer Côté, « un homme énergique, intelligent, combatif et retors²² », est le secrétaire et registraire de la province.

La session de 1951-1952 en est une de peu d'éclat et de rebondissements. En Chambre, les ministériels s'en tiennent tous à la ligne de parti et défendent avec conviction les orientations de l'Union nationale. Lorsque les questions de l'opposition sont potentiellement compromettantes pour ses ministres, Duplessis s'arroge le droit de répondre à leur place²³. Le chef de l'opposition, George Carlyle Marler, s'en tient aux débats d'idées plutôt qu'aux attaques personnelles. Malgré l'approche imminente des élections générales, il tire peu profit des scandales et des controverses qui affectent le gouvernement.

Duplessis et l'Union nationale

L'Union nationale est l'affaire d'un seul homme : Maurice Duplessis. Avocat de formation, député du comté de Trois-Rivières à partir de 1927 et premier ministre du Québec de 1936 à 1939 et depuis 1944, Duplessis exerce un contrôle rigide sur son parti. Il est assisté du trésorier du parti et conseiller législatif de la division de Lauzon, Gérard Martineau, qui prélève, pour garnir la caisse électorale, des ristournes auprès des entreprises bénéficiant des contrats du gouvernement²⁴. L'administration générale du parti revient à Joseph-Damase Bégin, dont

Duplessis se méfie beaucoup et que celui-ci « [...] tolère parce qu'il est irremplaçable²⁵ ». Les députés unionistes et leurs organisateurs, quant à eux, se contentent souvent de distribuer les « faveurs publiques », soit les contrats et les emplois gouvernementaux²⁶.

Le principal cheval de bataille politique de Duplessis est le juste partage des compétences fédérales-provinciales. Pour lui, l'autonomie provinciale s'inscrit dans le respect intégral du pacte confédératif de 1867 :

Il faut de plus en plus affirmer dans tous les domaines la souveraineté des provinces. Les gouvernements provinciaux sont des gouvernements responsables exerçant le contrôle des subsides conquis après tant de luttes héroïques [...]. Nous voulons ici non pas un gouvernement pensionnaire, mais un gouvernement responsable, démocratique, ayant un contrôle entier sur la perception et l'emploi des deniers publics. (20 novembre 1951)

Pour plusieurs observateurs, l'autonomie politique et fiscale de Duplessis, plutôt que d'être un projet politique porteur, n'est qu'une simple réaction défensive de l'État provincial contre les réformes centralisatrices prônées par le gouvernement fédéral²⁷.

Sur le plan économique, Duplessis est à la fois libéral et conservateur. Son rejet de toute nationalisation et de toute intervention directe du gouvernement dans l'économie, son utilisation des capitaux américains et anglo-canadiens pour développer la province et créer de nouveaux emplois et sa valorisation des investissements dans les entreprises manufacturières font de lui un défenseur du libéralisme économique, à la manière du premier ministre Louis-Alexandre Taschereau²⁸. Mais son appui à la production locale de certaines matières premières (produits forestiers) et des produits agricoles (le lait et le beurre particulièrement, par opposition à la margarine étrangère) le rapproche de la tendance économique conservatrice dans sa variante protectionniste.

Conservateur, Duplessis l'est aussi dans son appui à l'agriculture familiale et à l'instauration d'une législation sociale de base²⁹. Il fait du maintien de la prérogative de l'Église dans le domaine social et de l'initiative privée des « institutions investies par la petite bourgeoisie traditionnelle », un contre-modèle à l'État-providence du gouvernement fédéral³⁰.

Duplessis est également anticommuniste et franchement opposé à la liberté religieuse des Témoins de Jéhovah, qu'il perçoit comme un groupe subversif et criminel. C'est dans ce contexte que le 2 mai 1951, le juge Gordon Cecil MacKinnon accueille favorablement la poursuite en dommages de Frank Roncarelli, qui avait perdu son permis d'alcool à la suite des allégations d'appui aux Témoins de Jéhovah du premier ministre et procureur général Maurice Duplessis. Ce dernier doit rembourser 8 123 \$ à ce propriétaire de restaurant de l'avenue Crescent, à Montréal. La cause est toutefois portée en appel par Roncarelli et Duplessis, le premier pour obtenir des dommages-intérêts plus importants et le second, pour faire casser le jugement³¹.

Duplessis loue néanmoins, en Chambre, la fratrie québécoise existant entre les minorités religieuses (juifs, protestants), qu'il amalgame à de la tolérance interethnique : « Nulle part au monde les minorités ne sont mieux traitées que dans notre province. Et je parle non seulement de la minorité protestante, mais de toutes les minorités. Je crois que c'est un exemple pour tout le Canada et pour le monde entier. » (Duplessis, 18 janvier 1952)

La base électorale de l'Union nationale est diversifiée. Le discours unioniste plaît ouvertement aux élites traditionnelles, aux notables locaux et au clergé des milieux ruraux et des petites villes; son autonomisme courtise les milieux nationalistes; la défense unioniste de la libre entreprise rapproche Duplessis des milieux d'affaires autant francophones qu'anglophones. Au demeurant, son populisme n'est pas sans déplaire à l'électorat ouvrier³². L'organisation du parti peut donc s'appuyer solidement sur cette base.

La direction bicéphale du Parti libéral

Le Parti libéral du Québec des années 1948 à 1952 arrive difficilement à se démarquer de son vis-à-vis unioniste, et pour cause : sa défense inconditionnelle du fédéralisme est moins

populaire chez les Canadiens français que l'option autonomiste de l'Union nationale. Qui plus est, l'appui public du premier ministre canadien, le libéral Louis Saint-Laurent, à la politique économique de Maurice Duplessis, en matière de ressources naturelles, plombe l'alliance entre les libéraux fédéraux et les libéraux provinciaux; certains libéraux fédéraux contestent même ouvertement le leadership du chef provincial Georges-Émile Lapalme³³. Pour comble, le charisme de Duplessis surpasse celui, combiné, de George Marler et de Georges-Émile Lapalme³⁴.

George Carlyle Marler représente la circonscription de Westmount-Saint-Georges et assume le rôle de chef de l'opposition libérale à l'Assemblée législative³⁵. Né à Montréal le 14 septembre 1901, notaire de formation, vice-président du comité exécutif de la Cité de Montréal de 1940 à 1947, Marler fut auparavant chef intérimaire du Parti libéral de 1948 à 1950. Anglophone et francophile, il possède une bonne maîtrise de la langue française. Il n'est toutefois pas un grand orateur³⁶.

Éditeur et coauteur d'un ouvrage de droit intitulé *The Law of Real Property*, Marler prône le libéralisme économique, ce qui fait de lui un grand défenseur du droit la propriété privée. Il est opposé à toute intervention étatique dans la sphère économique, bien qu'il ne dédaigne pas dénoncer l'incurie du gouvernement dans l'attribution des terres forestières et des mines, ainsi que l'absence de redevances justes et profitables à l'ensemble de la société québécoise.

Le chef officiel du Parti libéral est toutefois, depuis le 20 mai 1950, Georges-Émile Lapalme (1907-1985). Avocat de Joliette non élu, autrefois député fédéral de Joliette-L'Assomption-Montcalm (1945-1950), il exerce une influence certaine sur la vie politique à l'Assemblée législative du Québec. On doit à Georges-Émile Lapalme d'avoir intégré aux programmes politiques du Parti libéral la notion de justice sociale, soit l'élargissement de la couverture sociale à tous (soins médicaux accessibles, institution de tribunaux du travail, régime des rentes, logements abordables, etc.)³⁷.

Sur le parquet du Salon vert, Duplessis ne manque pas une occasion de se moquer du caractère inhabituel de la cohabitation de Lapalme et de Marler au sein du Parti libéral. Il cherche à semer la dissension entre eux sur la question de la nationalisation des ressources naturelles en Iran³⁸, Lapalme ayant appuyé cette idée « politiquement dangereuse » (dixit Lapalme) dans une déclaration maladroitement incendiaire publiée dans le *Montréal-Matin*, *Le Devoir* et *The Gazette*³⁹ :

Il [Marler] a approuvé tout ce qu'a dit le chef absent. On se rappelle que le chef absent a dit qu'en voyant l'Iran se battre pour ses riches ressources naturelles, il se demande si la province de Québec ne deviendra pas l'Iran de l'Amérique, quand son parti sera au pouvoir. Il a ajouté qu'il adopterait les méthodes de l'Iran, à l'encontre des capitaux anglais et américains. Voilà ce qu'a dit le chef absent, et le chef de l'opposition n'a pas eu le courage de dénoncer cette déclaration. (19 décembre 1951)

Chez les députés libéraux, peu se démarquent durant la session. Seul Arthur Dupré, député de Verchères et maire de Belœil, trouve bonnes grâces aux yeux de Marler. Georges-Émile Lapalme indique à cet effet : « [I]ls étaient là sous la houlette du député de Montréal-Westmount qui, ramassant ses mots et ses impressions, n'allait cueillir dans le paysage qu'un seul fruit : "Il n'est rien que je puisse refuser à Arthur"⁴⁰. » Dupré se distingue véritablement en Chambre dans ses attaques agressives contre le gouvernement sur les questions de favoritisme et de patronage. Le député libéral Paul Earl, du comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, quant à lui, ne comprend ni ne parle le français, ce qui le handicape fortement pour prendre part aux débats⁴¹.

Les députés indépendants

Notons la présence en Chambre de René Chaloult (1901-1978), député indépendant de Québec depuis 1944. Ancien député de l'Union nationale dans Kamouraska en 1936, fondateur, avec un groupe de dissidents unionistes, du Parti national en 1937, député nationaliste

d'opposition dans Lotbinière en 1939, membre du caucus libéral de 1940 à 1942, puis partisan du Bloc populaire, Chaloult changea souvent de parti, mais demeura toujours fidèle à ses idées.

Chaloult est un ardent nationaliste canadien-français anti-impérialiste. Il figure, parmi d'autres intellectuels catholiques et nationalistes, comme signataire du *Programme de restauration sociale* (1933). Il partage avec l'Union nationale sa doctrine économique protectionniste, son amour de la colonisation comme moteur de développement économique et de la survivance de la « race canadienne-française », de même que son aversion pour la centralisation fédérale. En contraste, il dénonce la mainmise des intérêts étrangers dans l'économie, les abus du capitalisme en matière de conditions ouvrières qui ont pour effet de maintenir les Canadiens français dans un état de sujétion économique :

Nos forêts ne nous appartiennent pas. Elles sont exploitées au profit des étrangers, bien que les bûcherons, les gagne-petit, soient Canadiens français. Nos ressources hydroélectriques, qui sont peut-être notre plus grande richesse, sont aussi exploitées par les étrangers et à leur profit. Nos mines d'amiante appartiennent également à des étrangers. Mais descendez au fond de la mine et vous verrez que ceux qui creusent pour trouver du minerai sont des Canadiens français [...] On entend dire parfois que nous sommes porteurs de flambeau. C'est vrai que, proportionnellement à notre population, nous fournissons probablement le plus de missionnaires. Mais comment pouvons-nous exercer une influence quand nous ne sommes pas libres dans notre propre maison? Si nous ne sommes pas maîtres chez nous? (15 janvier 1952)

Dans la salle de l'Assemblée législative, Chaloult siège vis-à-vis Maurice Duplessis en compagnie de Marler. Tout juste derrière Chaloult se trouve Daniel Johnson, l'homme de confiance du premier ministre, qui, croit-il, surveille ses allées et venues⁴².

Fait particulier, pour que ses motions puissent faire l'objet de discussion à l'Assemblée législative, le député indépendant Chaloult n'a d'autre choix que de faire appel à Duplessis, à défaut de l'appui du chef de l'opposition George Marler, le premier ministre secondant habituellement ses motions « parfois en maugréant⁴³ ».

L'autre député indépendant, Frank Hanley (1909-2006), représentant de Montréal-Sainte-Anne, ancien champion de boxe élu en 1948, joue un rôle plutôt effacé en Chambre. Il appuie sans condition le gouvernement unioniste et n'intervient que très rarement.

Le discours du trône

Le 7 novembre 1951, le faste du cérémonial du discours du trône traduit bien l'état d'esprit de cette époque prospère, à la fois fidèle à la tradition parlementaire et à la truculence florissante de la modernité. *L'Action catholique* rapporte :

À 3 heures cet après-midi, 15 coups de canon tirés des hauteurs de la citadelle ont annoncé à la population que les Chambres étaient ouvertes. Le discours du trône a été lu par l'honorable M. Gaspard Fauteux. Pour la première fois depuis 1939, le lieutenant-gouverneur portait l'uniforme du service civil de seconde classe. [...] Une foule élégante et nombreuse se pressait sur le parquet de la Chambre haute. La cérémonie qui a marqué l'ouverture de la session a été particulièrement brillante. Jamais depuis le début de la dernière guerre l'on n'avait été témoin de tant de faste et de splendeur à une pareille démonstration. Les vieilles coutumes parlementaires, les rites désuets, les procédures officielles ont été rigoureusement observés. Une magnifique réception a également été offerte à l'hôtel du gouvernement à tous les invités d'honneur⁴⁴.

Le discours du trône affirme avant tout la supériorité de l'État libéral par rapport au modèle communiste, dénégateur des libertés individuelles et du libre exercice des entreprises. Il témoigne de l'importance du respect des droits des ouvriers (liberté d'association), mais selon les balises fixées par le « capital » (le système économique capitaliste) et celles du « bien commun ».

Il met l'accent sur l'importance du conservatisme social – ou traditionalisme – (foi catholique, institutions traditionnelles rurales, importance cardinale de la famille nucléaire) dans le maintien de la cohésion sociale et, en corollaire, d'une politique « familiale », « sociale » et « nationale » unioniste ancrée dans la doctrine sociale de l'Eglise.

Le gouvernement unioniste privilégie au premier rang l'agriculture, cette « forteresse de l'ordre et fondement de tout progrès durable ». Dans ce sens, il souhaite adopter des lois qui bonifient le financement agricole (prêt agricole provincial), parachèvent l'électrification rurale, accélèrent la mécanisation des fermes, suscitent la colonisation de nouveaux territoires et facilitent la mise en marché des produits agricoles à juste prix pour les consommateurs et les producteurs. Ce développement agricole passe aussi par le pavage de la voirie rurale.

L'exploitation des forêts et des mines s'inscrit exclusivement dans une logique productiviste. Le gouvernement annonce sur ce plan la construction de routes pour faciliter le transport des extractions minières et des coupes forestières en Abitibi, au Saguenay, en Gaspésie et au Nouveau-Québec. Le gouvernement s'intéresse marginalement aux pêcheries et affirme vouloir faciliter la mise en marché des produits de la pêche.

Sur le plan social, le gouvernement marque sa ferme intention de donner suite à une entente conclue avec le gouvernement fédéral étendant la couverture des pensions de vieillesse aux personnes de 65 ans à 70 ans. Il ambitionne également de bonifier les services de santé « pour toutes les classes de la société » en multipliant la construction d'hôpitaux et de sanatoriums. Il poursuit sa politique d'investissement en matière d'éducation dans la construction et la rénovation des installations d'enseignement en collaboration avec les communautés religieuses. Le gouvernement propose aussi l'amélioration des rapports entre locataires et propriétaires par l'adoption d'une loi.

Ces investissements en matière sociale ne signifient pas pour autant que le gouvernement duplessiste adhère aux principes généraux de l'État-providence fédéral en émergence. Bien au contraire. Dans le discours du trône, il s'oppose à son « paternalisme » et à sa tendance à la centralisation qui compromet, selon lui, l'essence même du libéralisme politique et économique et les traditions « nationales » et « religieuses » du Québec.

Dans son adresse en réponse au discours du trône, le gouvernement de l'Union nationale réaffirme surtout l'importance de l'autonomie provinciale dans l'espace « national » canadien. Comme l'indique Jean-Jacques Bertrand, député de Missisquoi, la politique unioniste est nationale en ce qu'elle est un exemple de collaboration dualiste entre « Français » et « Anglais », les deux peuples fondateurs du Canada, au sein du système politique fédéral canadien, mais dans l'esprit que ces deux groupes conservent leur autonomie politique. (8 novembre 1951)

George Marler formule ses principales critiques le 14 novembre 1951. Après un bref hommage aux 25 ans de carrière politique de Maurice Duplessis, Marler s'évertue d'abord à défaire la rhétorique électoraliste unioniste selon laquelle l'Union nationale a été la seule instigatrice de lois et d'investissements porteurs pour la société. Il reproche au gouvernement de faire augmenter les coûts de la construction des hôpitaux, des établissements d'enseignement et de divers travaux en agriculture (drainage, extractions du roc, du tuf et de la terre, électrification rurale) en favorisant, dans l'octroi de contrats sans soumissions publiques, les partisans de l'Union nationale. Ceux-ci, affirme-t-il, doivent obligatoirement souscrire à une caisse électorale occulte.

Marler s'interroge sur les écarts salariaux entre les ouvriers du Québec et ceux de l'Ontario, de même que sur la faible rémunération des fonctionnaires, qui ne suit pas l'augmentation du coût de la vie. Il accuse le gouvernement de n'avoir rien fait pour normaliser la situation.

Le chef de l'opposition propose surtout une politique économique avant-gardiste, celle de la transformation des matières premières au Québec et celle de l'imposition d'un loyer plus juste lors de l'octroi de permis d'extraction minière, pour l'Iron Ore en Ungava notamment, tenant compte des conséquences environnementales de sa présence.

L'adresse est adoptée le 16 novembre 1951.

Les finances publiques

Après avoir souligné le 100^e anniversaire de l'octroi d'une charte royale à l'Université Laval (1852-1952) et vanté les orientations économiques de l'Union nationale, Onésime Gagnon prononce le discours du budget, le 9 janvier 1952. Il souligne qu'à la faveur de l'augmentation de l'impôt sur les corporations et de celui sur les successions, les revenus de l'année fiscale qui se termine s'établissent maintenant à 270 590 400 \$. Les « dépenses ordinaires et imputables au capital » s'élèvent à 269 421 000 \$, ce qui permet au gouvernement de dégager un surplus global de plus d'un million de dollars. Il peut compter sur un surplus au compte ordinaire de 63 598 400 \$, ce qui signifie qu'il n'a pas dépensé l'ensemble des crédits mis à sa disposition lors du dernier exercice financier.

L'augmentation des dépenses de l'État québécois sont attribuables, en grande partie, aux nouveaux besoins des enfants du baby-boom. La construction d'écoles et l'urbanisation accélérée de la province nécessitent l'ajout conséquent de nouvelles infrastructures. En cette année 1951-1952, la Voirie accapare 25,3 % des dépenses; viennent ensuite la Santé avec 13,8 %, l'Instruction publique à 9,5 %, le Bien-être social et Jeunesse avec 8,3 %, et les Travaux publics avec 7,4 %; l'Agriculture et la Colonisation, qui occupent pourtant une place de choix dans le discours du ministre des Finances, ne monopolisent respectivement que 5 % et 4,1 % du budget. Autrement dit, le Québec et l'État se modernisent, mais le discours unioniste, lui, reste fixé dans le temps.

La dette nette du Québec est estimée à 256 millions de dollars, soit une diminution de 52 millions de dollars par rapport aux données en date du 31 mars 1945. Cela correspond à une dette per capita située à 92,48 \$, la plus basse du Canada.

Le budget prévisionnel de l'année 1952-1953 s'inscrit dans un contexte préélectoral. Gagnon cherche à montrer aux électeurs qu'il administre son budget en bon père de famille. Il indique que le gouvernement anticipe un surplus global de 1,8 million avec des revenus et des dépenses inférieurs d'une dizaine de millions (revenus à 262 700 000 \$; dépenses à 260 848 244 \$). Il prévoit une baisse des dépenses surtout concentrée dans le ministère de la Voirie qui accapare maintenant 19,5 % du budget (50,8 millions au lieu de 68,3 millions).

Gagnon enchaîne en parlant de la défense de l'autonomie provinciale, de la poursuite de la construction d'écoles, du maintien du crédit agricole, du parachèvement de l'électrification des zones rurales, de la continuation du développement industriel et minier de la province à la faveur du développement de l'hydroélectricité, d'une politique économique peu interventionniste et tout autant favorable aux ouvriers qu'au capital :

Notre programme, c'est de servir la province sous la direction sage du chef de l'Union nationale, et le résultat de ces dernières années est à lui seul tout un programme. Le programme de l'Union nationale, vous le voyez dans ses œuvres, vous le voyez dans le développement économique et industriel de la province. Il est inspiré par l'unique désir de développer le Québec et d'augmenter la somme de bien-être de la production.

En réaction au discours du budget, le 10 janvier 1952, le chef de l'opposition George Marler conteste d'abord le fait que le gouvernement multiplie « les autorisations permanentes » qui consacrent des dépenses non approuvées par l'Assemblée législative, situation qui s'applique singulièrement au ministère de la Colonisation. Il s'en prend surtout au manque de transparence comptable du gouvernement en ce qui a trait aux dépenses et à la présence d'opérations irrégulières visant à masquer des déficits récurrents. Marler croit que ces calculs ont pour conséquence directe l'augmentation de la dette consolidée de 31 000 000 \$ depuis l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale en 1944.

Marler est interloqué par la diminution anticipée des revenus, explicable par la baisse d'entrée d'argent en provenance de la Commission des liqueurs. Le gouvernement fera-t-il observer la loi des liqueurs ou est-on en présence d'un nouveau subterfuge pour maintenir le niveau des impôts prélevés et « pour cacher les revenus réels », s'interroge-t-il. Pour ce qui est

des dépenses de la même année, elles n'incluent pas, selon lui, « toutes les dépenses projetées ». (10 janvier 1952)

Le budget est rapidement adopté le 11 janvier 1952.

Faits marquants de la session

Lors de la session 1951-1952, 161 projets de loi, surtout de nature privée, sont présentés à l'Assemblée législative. De ce nombre, 155 ont été sanctionnés par le lieutenant-gouverneur. La plupart des projets de loi viennent modifier des lois antérieures en fonction de la nouvelle réalité socioéconomique. Ils se situent en continuité de lois qui demeurent perfectibles.

Georges-Émile Lapalme, bien qu'absent en Chambre, décrit bien l'ambiance qui règne alors au Salon vert : « Siéger en face de Duplessis n'était pas de tout repos. Le gouvernement, c'était lui. La Chambre, c'était lui; il en était le maître, je dirais même le propriétaire. Les règlements, c'était lui. À tel point que le président de la Chambre n'a jamais rendu une décision favorable à l'Opposition⁴⁵. »

Il faut dire, au demeurant, que l'opposition se heurte à de nombreux sujets intouchables qui cantonnent son action. L'éducation, l'agriculture et la colonisation sont en effet des domaines incriticables, à cause de leur association avec le traditionalisme canadien-français. Celui qui critique l'action gouvernementale en ces domaines est inévitablement rabroué au nom des intérêts supérieurs de la nation⁴⁶.

Les pensions de vieillesse

Dès la rentrée parlementaire, le 8 novembre 1951, le gouvernement unioniste adopte en priorité le projet de loi 2 sur l'assistance aux personnes âgées. Cette mesure sur les pensions de vieillesse constitue une bonification de l'ancien programme, négocié par le gouvernement Taschereau en 1935 et pour la première fois mise en œuvre par Duplessis en 1936 conjointement avec le gouvernement fédéral⁴⁷.

Le nouveau programme de pension est la résultante d'échanges cordiaux, d'abord durant la conférence de Québec de 1950 et ensuite sur une base bilatérale entre l'ensemble des provinces et le gouvernement fédéral dans le cadre de la conférence sur les pensions de vieillesse (23 mai 1951), sur le partage des compétences et la répartition des coûts financiers en matière de législation sociale. Le gouvernement québécois a notamment défendu le principe voulant que les provinces, autonomes sur le plan politique, avaient des droits égaux à Ottawa. Son refus de transférer entièrement au gouvernement fédéral le domaine des pensions constitue un jalon majeur dans le maintien de l'autonomie de la province en matière de compétences constitutionnelles⁴⁸.

Cette loi prévoit le versement d'allocations, « exemptes de taxes et insaisissables », aux personnes « dans le besoin » âgées de 65 à 69 inclusivement. Le gouvernement québécois paie 50 % du coût des allocations et le fédéral, l'autre moitié. C'est le fédéral qui fixe le montant des allocations. Auparavant, la loi québécoise ne prévoyait le versement de pensions qu'à partir de l'âge de 70 ans.

Pour Duplessis, la loi provinciale constitue une alternative crédible à l'État-providence dans sa sauvegarde de la « responsabilité personnelle » des particuliers et dans le caractère parcimonieux de l'action gouvernementale.

Le Québec se dote donc d'un nouvel organisme, la Commission des allocations sociales, qui aura la responsabilité de fixer les seuils de revenus donnant droit aux allocations pour les personnes âgées et qui gèrera aussi la distribution de « l'assistance aux aveugles » et les « allocations maternelles » (allocations familiales).

Duplessis donne à la Commission le pouvoir discrétionnaire d'« accorder des allocations dans certains cas sympathiques qui rencontreront l'esprit de la loi », s'inspirant ici de l'amendement de 1947 à la loi des mères nécessiteuses.

Le chef de l'opposition, George Marler, bien qu'il soit d'accord avec l'objectif général de la loi, ses bienfaits dans le « domaine de la justice et de la sécurité sociale », craint que cette loi ne devienne un prétexte au détournement politique de fonds publics, une occasion partisane pour le régime duplessiste d'exercer son favoritisme. Dans cette perspective, Marler exige que les cas spéciaux soient rendus publics dans la *Gazette officielle*. Il souhaite, tout comme le député libéral de Montréal-Verdun Lionel-Alfred Ross, que la loi à adopter accorde un droit d'appel aux décisions de la Commission et que la législation sociale de l'Union nationale soit élargie pour inclure les infirmes.

Duplessis n'est pas réceptif aux demandes des libéraux. Il rejette la notion de droit d'appel sous prétexte qu'elle est illégale dans le cadre constitutionnel actuel. Il se refuse à rendre publics les cas spéciaux en vertu du droit à la vie privée des familles. Au final, à toutes les lectures, le projet de loi reçoit l'appui de l'ensemble des députés. Il est sanctionné le 15 novembre 1951.

Une législation sociale

La législation sociale, telle que mise de l'avant par l'Union nationale, est fermement enracinée dans la notion de charité chrétienne plutôt que dans la notion de justice sociale, si chère au Parti libéral. Elle pose comme principe l'aide ciblée aux plus démunis, de préférence à l'universalisation de la couverture sociale.

Le projet de loi 33 consacre le renforcement du système de santé, qui est entièrement privé à cette époque. Le gouvernement souhaite accorder un budget de six millions de dollars sur trois ans pour l'établissement de centres de diagnostic (radiographie, tests divers), ce qui fait l'unanimité chez tous les députés de la Chambre.

L'objectif fondamental du projet est de renforcer l'accessibilité aux soins de santé, d'abord dans les grands centres (Montréal, Québec), puis en périphérie, en évitant l'utilisation des hôpitaux, trop coûteuse pour les patients, où la pratique est inaccessible aux médecins de famille et qui sont alors particulièrement encombrés.

La loi répond à une certaine volonté de charité chrétienne. La législation autorise, entre autres choses, les médecins de famille à référer leurs clients aux centres de diagnostic, dont l'utilisation est gratuite pour les gens à revenus modestes. Il s'agit aussi de sauvegarder le rôle traditionnel assumé par le médecin de famille⁴⁹, rôle compromis par la prise en charge des patients dans les hôpitaux par les médecins spécialistes, et ce, tout en assurant l'accès des Québécois aux soins spécialisés.

Autant l'Union nationale que le Parti libéral et René Chaloult se gardent bien toutefois d'appuyer l'instauration d'un système de médecine d'État. Rappelons d'ailleurs qu'en 1945 Duplessis fit abolir la Commission d'assurance-maladie de Québec, dont le mandat était d'étudier l'instauration d'un programme universel⁵⁰. Le projet de loi reçoit finalement la sanction royale le 19 décembre 1951.

D'autres lois adoptées à l'unanimité confirment le soutien de l'État envers les familles et les personnes vulnérables, dont :

- le projet de loi 12 relatif aux maladies mentales, sanctionné le 4 décembre 1951, qui autorise le gouvernement à assumer les coûts de la construction, de l'agrandissement et de l'aménagement d'hôpitaux pour les malades mentaux et de la formation de spécialistes en maladie mentale jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars;
- le transfert, par la loi sur l'assistance publique (loi 34) sanctionnée le 19 décembre 1951, de la responsabilité financière en matière de soin et d'hospitalisation gratuits des « indigents » des municipalités rurales vers le gouvernement provincial, lequel assume désormais, avec les institutions religieuses, 85 à 90 % du coût total de la facture ;

- le projet de loi 44 relatif à l'exécution de certains jugements en matière alimentaire, qui reçoit la sanction royale le 23 janvier 1952 et qui consent aux femmes non divorcées⁵¹, dont les maris fuient leurs responsabilités familiales, le droit de les poursuivre en justice dans la province où ils se trouvent pour réclamer leur pension alimentaire en vertu d'une entente qui entérine les échanges de renseignements entre les provinces ;
- une réforme partielle de la loi sur la Régie des loyers (projet de loi 30), qui vise à concilier les intérêts divergents des locataires et des propriétaires. Cette loi est sanctionnée le 4 décembre 1952.

L'Assemblée législative promulgue aussi l'extension, jusqu'au 1^{er} août 1951, de l'aide financière temporaire accordée aux sinistrés de l'incendie de Rimouski. En revanche, les victimes de la tempête dévastatrice du littoral gaspésien (22 novembre 1951) et celles de l'incendie à Sept-îles (20 décembre 1951) n'auront droit à aucune aide spéciale au-delà du soutien moral unanime de l'Assemblée législative.

Le développement rural

En matière de développement rural, le gouvernement unioniste est particulièrement prolifique sur le plan législatif, même si la quantité de projets de loi adoptés ne fait que confirmer le conservatisme économique du gouvernement.

Le projet de loi 7, qui entérine l'octroi de 10 millions de dollars supplémentaires à l'Office du crédit agricole (total du budget imparti : 96 millions de dollars), est susceptible d'augmenter le nombre de prêts accordés aux agriculteurs. Malgré les protestations des députés libéraux Marler et Dupré, le gouvernement maintient le plafond de 6 000 \$ par prêt pour encourager l'agriculture familiale, porteuse des traditions séculaires canadiennes-françaises, au détriment de l'agriculture industrielle, laquelle nécessiterait des capitaux plus substantiels⁵². La loi reçoit la sanction royale le 4 décembre 1951.

Le projet de loi 8 institue, quant à lui, un comité d'enquête de trois membres pour étudier les problèmes agricoles, comité d'enquête qui avait fait partie des demandes de l'Union catholique des cultivateurs (UCC). Le comité sera chargé d'étudier les problèmes relatifs à la production, à la vente et à la distribution des produits agricoles à juste prix pour le producteur et le consommateur. Il a pour mission de proposer de nouveaux marchés aux produits agricoles et les meilleures possibilités de mise en marché.

Pour l'opposition, il s'agit d'une loi éminemment électoraliste qui vise à séduire la « classe agricole ». Malgré un long débat houleux, le projet de loi est adopté à l'unanimité et la loi est sanctionnée le 19 décembre 1951. Les recommandations du comité mèneront ultimement à la création de l'Office des marchés agricoles en 1956.

La forêt

La loi sur l'exploitation rationnelle de certains territoires forestiers (projet de loi 15) fixe le seuil minimum de vente des réserves de bois à 500 \$ le mille carré et exige des compagnies forestières la protection des forêts contre les incendies et le paiement de diverses redevances à la province. Cette loi confirme donc le maintien du régime forestier productiviste.

Le chef de l'opposition, George Marler, s'oppose à cette mesure parce qu'il considère qu'elle cède les ressources naturelles « à des prix dérisoires ». (20 novembre 1951) Il fait remarquer que les conditions de vente des réserves de bois de la loi ne reflètent pas le marché du bois. Il propose que l'ensemble des ventes soient faites aux enchères, ce à quoi Duplessis réplique que cette méthode favorisait autrefois « la vente de feu » de nos forêts, le favoritisme et la constitution de compagnies monopolistiques, amies du régime en place.

Le premier ministre défend surtout le pouvoir d'allocation du gouvernement qui lui permet de « mieux » répartir les coupes à bois et l'emploi entre les régions. Il se transforme en

apôtre de l'équilibre entre écologie et productivité. Le député René Chaloult croit, au contraire, que le régime forestier du gouvernement risque de compromettre l'existence des forêts québécoises d'ici 20 à 25 ans.

Si le projet de loi 15, qui reçoit la sanction royale le 4 décembre 1951, modèle les balises gouvernementales du partage privé des forêts publiques québécoises, inversement, le projet de loi sur l'acquisition de certains territoires forestiers (projet de loi 21) entérine l'expropriation de terrains forestiers privés en fonction de « l'intérêt public ». Par mesure protectionniste, le gouvernement s'autorise à confisquer certaines terres localisées dans les comtés de Rimouski et de Saguenay pour éviter que les propriétaires ne vendent leur bois directement aux États-Unis, au détriment de la petite industrie locale et, singulièrement, des papetières.

Marler est plutôt en désaccord avec cette mesure qui est contraire au libéralisme économique. Il plaide que ce projet de loi risque de consacrer le pouvoir arbitraire du gouvernement d'exproprier toute propriété comme bon lui semble dans l'ensemble de la province. Le projet de loi est finalement sanctionné le 19 décembre 1951.

La margarine

Tout aussi protectionniste, mais électoraliste dans son objectif de courtiser les électeurs ruraux⁵³, l'arrêté ministériel sur la margarine, qui fait suite à la loi de 1949, vise à limiter la vente de ce produit au Québec. Le gouvernement souhaite taxer les huiles végétales « pour que l'on soit obligé de vendre la margarine au même prix que le beurre » (Duplessis, le 11 janvier 1952). L'enjeu est de protéger le producteur laitier contre une concurrence déloyale et le consommateur, de fausses représentations commerciales.

Les mines

Les 19 et 20 décembre 1951, il est question de la concession minière de l'Iron Ore dans l'Ungava. Le chef de l'opposition croit qu'il est possible d'augmenter les redevances de cette compagnie minière et de transformer les matières premières au Québec. Cette dernière proposition reçoit l'appui du député indépendant René Chaloult qui va jusqu'à proposer une plus grande implication des élites économiques canadiennes-françaises. Dans un « maîtres chez nous » pré-Révolution tranquille, le chef de l'opposition déclare avec assurance que « le temps est passé où il fallait faire appel à l'étranger pour obtenir des capitaux ». (20 décembre 1951)

Fort de l'appui moral du premier ministre du Canada, appui qu'il avait obtenu le 26 février 1951, Duplessis rétorque que les redevances de l'Iron Ore sont beaucoup plus avantageuses qu'il n'y paraît et que la transformation des matières premières, notamment de l'amiante dont le Québec contrôle 85 à 90 % de la production mondiale, ne peut se faire « sans marché suffisant ». Dans le cas, dit-il, où une loi exigerait que la matière brute soit nécessairement transformée au Québec, le risque serait trop grand que les États-Unis, en guise de représailles, instaurent des tarifs protectionnistes; et, comme il est dangereux pour la libre entreprise que l'État s'implique dans l'économie, selon la doctrine économique conservatrice que partage la députation unioniste, il vaut mieux ne pas intervenir en cette matière. Duplessis ne propose pas en conséquence de nouvelle loi réformatrice.

Problèmes métropolitains

Si les lois adoptées à l'Assemblée législative concernent souvent les zones rurales, forestières et minières, elles ne négligent pas pour autant le développement urbain et les problèmes qu'il suscite. Il faut dire que le Québec de 1951 compte un taux d'urbanisation de 66,8 %⁵⁴. À la demande des autorités municipales de Montréal, en vertu d'un amendement à la charte de la métropole, le gouvernement crée un comité d'études qui s'intéressera particulièrement à la répartition équitable des coûts des services avec les municipalités avoisinantes, à la circulation automobile et au système de taxi⁵⁵.

Des balises législatives chrétiennes

Certaines lois visent à maintenir la moralité chrétienne⁵⁶ par un contrôle social plus étroit des relations entre les hommes et les femmes. Par exemple, le projet de loi 35, qui modifie le code municipal, donne aux conseillers municipaux le contrôle des salles de danse, soit le pouvoir de les interdire et de restreindre leurs activités. Il reçoit la sanction royale le 23 janvier 1952.

Un autre sujet qui préoccupe l'opposition libérale est celui de la consommation démesurée de boissons alcoolisées et de ses conséquences. Les 15 et 16 novembre 1951, les députés Paul Earl, Dave Ross et Marler proposent, à l'instar des évêques pétitionnaires qui ont recueilli plus de 700 000 signatures à l'été 1951, l'application rigoureuse de la Loi des liqueurs, soit un contrôle plus strict de la vente de l'alcool, des heures d'ouverture des clubs et des heures de fermeture des grills⁵⁷, et la diminution progressive du nombre de permis d'alcool.

Duplessis réplique que la principale réforme envisageable est celle de l'individu et qu'une politique prohibitionniste serait sans effet. Il souligne qu'il est disposé à donner les pleins pouvoirs d'intervention à la Sûreté provinciale et à la police municipale de Montréal pour faire régner l'ordre. Il fait grand cas, en Chambre, de la fermeture de la « barbotte » de Côte-de-Liesse par 50 policiers. Le journaliste Gérard Fillion insiste, dans *Le Devoir*, sur l'absurdité de cette action gouvernementale : « Pourquoi fermer la barbotte de la Côte-de-Liesse et laisser opérer celle de Saint-Léonard⁵⁸? » Il faudra attendre le 18 janvier 1952 avant que Duplessis propose, avec l'approbation de Chaloult et de Marler, la réduction stricte des permis d'alcool.

Sur la question des jeux de hasard, le premier ministre est tout aussi rigoriste. Soulevant une question de privilège, le 20 novembre 1951, Duplessis revient sur une saisie policière de billets, la veille, pour un tirage au sort qui devait avoir lieu au Colisée de Québec. Le premier ministre explique qu'il a appliqué le Code criminel en matière de jeux de hasard et qu'il a agi en fonction de la volonté des évêques qui « ont déjà publié une lettre collective défendant les jeux de bingo ».

Fait aussi débat à l'Assemblée législative, le 11 décembre 1951, la question de l'ouverture des magasins montréalais Eaton, Morgan, Simpson, Ogilvy et autres magasins à rayons le jour de l'Immaculée Conception, fête catholique. Dans une question de privilège, le député indépendant René Chaloult qualifie cette situation de bravade capitaliste à la morale catholique. Le gouvernement choisit de ne pas agir pour l'instant, évoquant le respect du domaine de compétence de la municipalité de Montréal.

Le péril rouge

D'autres lois et interventions reflètent bien le climat de guerre froide, la peur des communistes qui teintent les perceptions de la société de l'époque.

Le premier ministre, qui cumule également la fonction de procureur général, souhaite étendre à cette époque l'application de la loi du cadenas (1937) pour fermer les maisons « reconnues comme foyers communistes ». Il fait la chasse « aux agents de Moscou » à la manière du sénateur américain Joseph McCarthy en vue de maintenir la paix sociale.

Le 30 novembre 1951, dans une question de privilège, Duplessis se réjouit du refus d'accréditation d'un syndicat (« union ») « communiste » à la Canadian Westinghouse de Trois-Rivières, refus qui s'inscrit dans une stratégie offensive concertée entre le clergé, les groupes nationalistes et les centrales syndicales catholiques contre les organisations syndicales les plus militantes⁵⁹. Duplessis affirme que cette union avait pour but de semer des idées révolutionnaires et de favoriser « le sabotage, le désordre et l'athéisme ». Il a mandaté M^e Noël Dorion pour « pousser les choses » auprès de la Commission des relations ouvrières, avec pour résultat net, affirme Duplessis, « que les communistes se sont sauvés, qu'ils ont renoncé à demander la certification de leur union ». L'action du premier ministre et le dénouement de l'histoire suscitent les applaudissements nourris des députés de l'Assemblée législative.

Le projet de loi 54 concernant l'usurpation des charges publiques est tout aussi révélateur du climat de suspicion vis-à-vis des présumés partisans communistes. Il a pour objectif immédiat

d'empêcher Henri Binder, membre du Labor Progressive Party et présumé agent propagandiste de la cause communiste, de se présenter aux élections municipales et de conserver son siège au conseil municipal de Montréal, siège qu'il a remporté en décembre 1951; fait à noter, Binder avait déjà été reconnu coupable d'avoir fait circuler des pamphlets contre la guerre, contre le recrutement et d'avoir encouragé la désaffection. À dessein, la loi que propose Duplessis restreint grandement les « mesures dilatoires » dans les procédures en contestation de l'élection d'un conseiller municipal. Dès que la Cour supérieure rend un jugement déclarant criminelle une personne, cette dernière doit quitter ses fonctions publiques. Il s'agit de l'exécution immédiate d'un jugement provisoire. L'application générale de la loi vise surtout à empêcher la candidature aux élections de personnes ayant un casier judiciaire. Anticommuniste, la loi protège, au dire de Duplessis, « l'ordre public, la décence et la morale » contre les rouges et les criminels. (20 décembre 1951) La loi est adoptée sans aucune opposition et sanctionnée le 23 janvier 1952.

En complément, un autre projet de loi, qui fait l'unanimité, interdit aux « criminels » de siéger à l'Assemblée législative. En deuxième lecture, Marler demande tout de même que soient exclus de la loi les gens trouvés coupables d'homicide involontaire dans un accident d'automobile, proposition qui reçoit une fin de non-recevoir de Duplessis. (22 janvier 1952) Le projet de loi sera sanctionné par le lieutenant-gouverneur le 23 janvier 1952.

Protéger le patrimoine juridique, culturel et historique des Canadiens français

Des lois protègent le patrimoine juridique, culturel et historique des Canadiens français. D'abord, le projet de loi 11 concernant la refonte des lois de la province – il s'agit de la première refonte en dix ans – marque la création d'une commission qui devra présider à la révision juridique du Code civil, « élément protecteur du caractère ethnique des Canadiens français », note Duplessis. Les parlementaires, Chaloult, Duplessis et Marler en tête, insistent singulièrement sur l'importance d'employer une langue qui sauvegarde l'« esprit français » du Code civil. Le projet de loi est sanctionné le 3 décembre 1951, mais il faudra attendre au 27 janvier 1955 avant que soit créé l'Office de révision du Code civil, présidé par le juge à la retraite Thibault Rinfret, dont l'objectif sera d'adapter le Code civil aux besoins de la vie moderne⁶⁰.

Un autre projet de loi, le bill 42, fait l'unanimité et modifie la loi de 1922 qui a consacré la création de la Commission des monuments historiques. Il clarifie les concepts de monuments et de sites historiques, de même qu'il amorce leur classification et celle des immeubles qui les entourent. Il permet l'expropriation, à des intérêts privés, des monuments et des immeubles adjacents en fonction de leur protection. Le projet de loi confirme aussi l'embauche de deux nouveaux membres à la Commission des monuments historiques, qui s'ajoutent aux sept membres déjà en fonction. Au final, il marque la réactivation de cet organisme « à l'activité très réduite » et une nouvelle protection du patrimoine canadien-français. La loi est sanctionnée le 23 janvier 1952.

Favoritisme, patronage et fonction publique

En Chambre, George Marler et Arthur Dupré pourfendent le patronage et le favoritisme présumés du gouvernement unioniste et exigent le rétablissement des soumissions publiques dans l'octroi des contrats gouvernementaux.

Dès le discours sur l'adresse, dans les discussions sur les *Comptes publics* (décembre 1951), puis dans les débats sur le budget (10 janvier 1952), Marler sonne la charge. Le chef de l'opposition fait la nomenclature des mécanismes de patronage qui consacrent la mauvaise utilisation de l'argent des contribuables par l'Union nationale : la présence de nombre de commissions et de comités inutiles; les nominations politiques d'anciens organisateurs unionistes dans des emplois gouvernementaux; l'absence de soumissions publiques pour les contrats gouvernementaux; le caractère élevé du prix des services et des achats pour le gouvernement; et la présence d'une caisse électorale occulte à laquelle les entrepreneurs qui ont obtenu des contrats gouvernementaux ont l'obligation de contribuer.

Plus particulièrement, le 18 décembre 1951, Marler accuse le gouvernement de népotisme dans l'embauche des employés de la Commission du salaire minimum, tous issus de

la mouvance conservatiste-unioniste; le 11 janvier 1952, il cite l'exemple des projets de drainage, attribués pour plus de la moitié à un seul entrepreneur, dont les prix furent peu avantageux pour le gouvernement; le 15 janvier, il accuse le gouvernement d'attribuer les contrats de construction des écoles à des partisans unionistes; le 16 janvier, Dupré incrimine le ministre de l'Agriculture, Laurent Barré, d'avoir remplacé le directeur de la betteraverie de Saint-Hilaire, Louis Pasquier, par un organisateur politique de l'Union nationale⁶¹; le 17 janvier, l'opposition mentionne que le gouvernement favorise l'entretien « des routes d'amis de l'Union nationale » et que les ingénieurs du ministère de la Voirie « cèdent à des pressions politiques », de telle sorte que les coûts des travaux sont plus grands au Québec qu'en Ontario.

À toutes ces attaques, Duplessis et ses ministres répliquent que du temps des libéraux le favoritisme dans l'octroi des contrats était tout aussi présent, exemplifié par les coûts finaux beaucoup plus élevés des appels d'offres publics, dont les devis favorisaient l'achat des produits des « amis du régime »; que, par ailleurs, les coûts élevés dans l'attribution des contrats s'expliquent par une politique de décentralisation des achats favorable aux régions, aux petites entreprises et à l'emploi, politique que le politologue Vincent Lemieux qualifie de favoritisme dans l'octroi « de contrats et d'achats liés à l'activité gouvernementale⁶² ». La réplique agressive suivante d'un Duplessis piqué au vif est typique : « Qu'est-ce que veut l'opposition? Elle voudrait que ses amis obtiennent des contrats plantureux comme autrefois. Elle s'ennuie de ce qu'on a appelé "la petite suce à patronage". C'est cet ennui paralysant, émotionnant, émouvant qui lui fait tenir de pareils propos. » (11 janvier 1952)

Semblable est le débat entourant la question de la rémunération salariale de la fonction publique, question qui préoccupe l'opposition depuis l'élection de l'Union nationale en 1948. Le premier point qui achoppe, dès l'examen des comptes publics en décembre 1951, est celui de la fixation du salaire des fonctionnaires en fonction de la hausse du coût de la vie. Les députés George Marler, Arthur Dupré et René Chaloult évoquent notamment la difficulté des employés pères de famille à assumer pleinement leur rôle de pourvoyeurs. Ils dénoncent le favoritisme unioniste dans l'embauche et dans la fixation des salaires, l'absence d'échelle salariale rationnelle et le maintien, à l'emploi du gouvernement, de fonctionnaires rentiers dont la condition empêche le plein emploi.

À la modernisation de la fonction publique québécoise, qui implique nécessairement une expansion de la taille de l'État, et à l'argument de l'augmentation des salaires en fonction du coût de la vie, Duplessis oppose sa vision paternaliste :

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les fonctionnaires ont d'autres avantages que ceux qui ont été énumérés jusqu'à présent. Par exemple, le cadeau du jour de l'An est passé de \$3 à \$25.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Si le gouvernement ne paie pas suffisamment ses employés, comment veut-il avoir le personnel qu'il faut? Et comment peut-il compter sur son personnel? Ils ne peuvent montrer beaucoup d'enthousiasme à voir le salaire des autres augmenter alors que le leur reste le même. Le premier ministre a parlé de \$7,000,000 d'augmentation des salaires, et pourtant beaucoup d'employés touchent le même salaire qu'en 1944, bien que le coût de la vie ait doublé. (4 décembre 1951)

Des ministres – Laurent Barré et autres – affirment par surcroît que la détermination de classes d'emplois est amorcée et qu'une échelle salariale existe bel et bien dans les ministères, ce qui laisse l'opposition dubitative.

Finalement, à la veille de Noël et en prévision des élections, le gouvernement unioniste accorde une augmentation globale du salaire des fonctionnaires québécois en vertu du projet de loi 53, « par suite d'une promotion et de la connaissance de qualifications nouvelles de certains employés » (20 décembre 1951), puisée à même un budget supplémentaire du fonds consolidé du revenu. Marler s'oppose à la façon dont le gouvernement procède en dehors des estimés budgétaires. Au vote, 62 sont favorables à la loi, tandis que les 7 députés libéraux présents en Chambre s'y opposent lors des deuxième et troisième lectures. La loi est sanctionnée le 23 janvier 1952.

Le rapport de la commission d'enquête sur l'effondrement du pont Duplessis

Le 31 janvier 1951, le pont Duplessis s'était effondré dans la rivière Saint-Maurice et avait causé la mort de huit personnes. Le 18 février 1951, Duplessis avait institué une commission d'enquête, présidée par les juges Lippé et Dansereau, sur les causes de la catastrophe, sans toutefois lui donner pour mandat de déterminer les responsables de la chute du pont, comme le demandait, à la session précédente, une motion du chef de l'opposition George Marler. Finalement, le 21 novembre 1951, le rapport exonère le gouvernement et les entrepreneurs de tout blâme.

Le rapport de la commission d'enquête met de l'avant la thèse du sabotage et « une cause scientifiquement inconnue » pour expliquer l'effondrement du pont. En réaction, Marler met en lumière, dans une motion déposée le 28 novembre 1951, la partialité de Léon Méthot. Ce vice-président du comité exécutif central du Parti conservateur au Québec et reconnu comme supporteur de l'Union nationale, plaide Marler, assumait à la fois le rôle d'avocat-conseil de la commission et d'avocat du Service des travaux publics, donc était juge et partie dans cette histoire.

Le chef de l'opposition est interloqué par le fait que l'acier utilisé dans les plaques du pont effondré résistait mal aux chocs et aux basses températures. Il mentionne que le rapport de la commission d'enquête ne glisse mot de cet élément de preuve, qu'elle n'a jamais convoqué d'experts pour déterminer les causes de l'effondrement, que le gouvernement n'a jamais effectué d'analyse convaincante sur les débris du pont, alors qu'un précédent rapport, soumis par la Dominion Bridge au gouvernement lors de précédents travaux de réparation des fissures du pont, faisait état des faiblesses du pont. Il accuse les fonctionnaires de ne pas être intervenus malgré « l'avertissement clair donné par les fissures de février et de mars 1950 et par le rapport de la Dominion Bridge ». Il dénonce surtout la commission d'avoir mis de l'avant la possibilité d'un sabotage pour obscurcir les éléments de preuve incriminants pour le gouvernement.

Duplessis est évasif dans ses réponses aux attaques de Marler. Bien qu'il défende la probité des commissaires et les conclusions éclairantes du rapport, il tente, pour l'essentiel, de transformer les questions de fond de Marler en attaques personnelles. Duplessis se pose ici en victime d'un bourreau immoral :

Est-ce qu'on va prétendre qu'un citoyen de Trois-Rivières, élevé à Trois-Rivières, y ayant toujours vécu, aimant les gens de Trois-Rivières, y ayant des amis ou des parents, n'a pas donné le meilleur de lui-même dans la construction de ce pont? Est-ce qu'on va prétendre qu'un homme sérieux, honnête et dévoué comme le ministre des Travaux publics n'a pas donné le meilleur de lui-même, se rendant, sans y être obligé, à de nombreuses reprises sur les lieux des travaux durant la construction de ce pont-là? [...] il [Marler] a accompli une besogne qui répugne à un homme de bien [...] il retourne le fer dans le cœur de ceux qui ont souffert. Il évoque avec une apparente complaisance les souvenirs d'un malheur qui les a affligés profondément. (28 novembre 1951)

De nouveau, le 23 janvier 1952, Marler demande au gouvernement si « les plans et devis au sujet de la qualité de l'acier ont été modifiés comme le demandait la Dominion ». Mais Duplessis use de la figure sophistique du sabotage par les communistes pour se laver de toute responsabilité, idée de complot communiste qu'il a fait sienne en d'autres circonstances⁶³ : « Chacun sait que les espions russes se rencontrent, courent le monde et qu'ils se livrent partout à des sabotages. Au Canada comme aux États-Unis, une foule d'avions tombent ces temps-ci sans que l'on puisse définir les causes des chutes ou prennent en feu sans raison apparente. Seulement ceux qui ferment les yeux sur ce qui se passe peuvent ne pas voir le travail des communistes. »

Commission Massey et autonomie provinciale

Est déposé, le 1^{er} juin 1951, le rapport de la commission royale d'enquête du gouvernement fédéral sur l'avancement des lettres, des arts et des sciences au Canada (commission Massey). Ce rapport consacre la centralisation fédérale du champ de compétence culturel et des télécommunications, de même qu'il encourage l'investissement fédéral dans les

universités canadiennes. Il suscite des réactions particulièrement vives à l'Assemblée législative⁶⁴.

Le 15 novembre 1951, le député indépendant René Chaloult craint que l'investigation du champ universitaire par le fédéral fasse tache d'huile en éducation (enseignement primaire et secondaire), champ de compétence provincial. Du rapport, il apprécie tout de même sa « très haute valeur spirituelle », sa reconnaissance du caractère « bi-ethnique » du Canada et sa volonté de contrer l'américanisation par un « sain nationalisme canadien ».

Duplessis, reconnu pour son autonomisme provincial, ne propose pas de nouvelles mesures pour contrecarrer la mise en application des recommandations du rapport Massey. À la proposition du député René Chaloult qui, à l'instar d'un mémoire de la Chambre de commerce de Montréal, suggère d'instaurer un impôt provincial de 5 % pour bonifier le financement aux universités, déductible sur l'impôt fédéral⁶⁵, Duplessis préfère le statu quo dans l'immédiat. Il ne veut pas se mouiller sur le financement fédéral des universités pour éviter que ses adversaires l'accusent « d'affamer les universités ». Il compte plutôt aborder cette question de front après les élections de l'année 1952⁶⁶.

En réplique à la proposition de Chaloult de créer un impôt, Duplessis s'inquiète de la réaction des évêques et de l'atteinte qu'elle porterait à l'indépendance financière de la province :

Si on accepte la proposition de la Chambre de commerce, on se trouvera à approuver cet impôt contre l'opinion des évêques. De plus, il y a une tendance à Ottawa, chez les bureaucrates surtout, que les provinces sont des gouvernements de retailles, à 5 % ou à 4 % ou à 3 %, alors qu'Ottawa serait un gouvernement à 95 % ou à 98 %. On ne peut pas accepter 5 % dans un domaine où nous prétendons avoir priorité. (15 novembre 1951)

En coulisse, Duplessis considère que les subventions fédérales aux universités constituent une intervention outrancièrement dangereuse du gouvernement fédéral dans un champ de compétence provincial. À son avis, le gouvernement provincial peut faire face à ses obligations, à la condition expresse que le gouvernement fédéral répartisse équitablement les pouvoirs de taxation. Dans l'immédiat, Duplessis accepte temporairement l'argent fédéral; il délègue à un comité conjoint fédéral-provincial, composé de Douglas Charles Abbott et d'Onésime Gagnon, le soin de déterminer la répartition et la distribution du financement fédéral aux universités⁶⁷. Il faudra attendre l'année 1953 avant que le gouvernement crée un véritable impôt provincial.

Dans un autre contexte, le 20 décembre 1951, en guise de réplique à l'Office national du film, qu'il considère comme un organe de diffusion du communisme, Duplessis mentionne qu'il compte poursuivre le financement du service québécois de ciné-photo, qui produit des films moraux chrétiens et des films promotionnels sur le Québec. Ce service marque les premiers balbutiements de la politique culturelle québécoise avant que les recommandations de la commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (rapport Tremblay⁶⁸) soient appliquées.

En revanche, le gouvernement unioniste refuse d'ouvrir des agences commerciales de la province à l'étranger (Londres, Paris, Rome), malgré les demandes répétées du député indépendant René Chaloult, qui y voyait une manière de contrecarrer la publicité « désastreuse », sur le Québec, du ministère de l'Immigration canadien à l'étranger.

En cette session de 1951-1952, la seule mesure législative adoptée qui s'inscrit dans une stratégie autonomiste est celle du changement du titre de trésorier provincial en ministre des Finances, le 29 novembre 1952.

Les bons mots de la session

Duplessis n'a de cesse d'attaquer la crédibilité de l'opposition par des quolibets et des boutades. Le 9 novembre 1951, durant l'étude au comité plénier de la loi sur l'assistance aux personnes âgées (bill 2), Marler complimente le premier ministre sur le fait qu'il soit de bonne humeur. La réplique de Duplessis est tout à la fois révélatrice de sa finesse d'esprit et de son

assurance en Chambre : « Je suis toujours de bonne humeur, je ne puis pas regarder l'opposition sans rire. »

Le 13 novembre 1951, lors de discussions consacrées aux prêts agricoles, le député libéral Arthur Dupré compare l'Union nationale à ce médecin qui dit à son patient qu'il aurait besoin, pour survivre, de deux pilules, mais qui lui en prescrit une seule. Ce à quoi Duplessis rétorque habilement par une phrase assassine : « Cette pilule vaut tout de même mieux que le chloroforme libéral. »

Le 11 janvier 1951, dans un échange à trois entre Marler, Barré et Duplessis, le député Laurent Barré fait allusion au développement, par le Collège Macdonald, de « plantes hâtives » et de « moyens de détruire les mauvaises herbes ». Duplessis saisit la balle au bond pour attaquer le chef absent Georges-Émile Lapalme : « Le Conseil de recherches a fait des études sur "Lapalme". Il a trouvé que c'est une plante qui pousse en Afrique et qui sèche au Canada. » Marler, peu décontenancé, de défendre métaphoriquement son chef : « On s'apercevra bientôt que c'est un arbre fort. »

Durant l'adresse en réponse au discours du trône, le député René Chaloult rend un vibrant hommage à Duplessis pour ses 25 ans de carrière. À court d'images évocatrices, le député Chaloult, flagorneur, mentionne que Duplessis aurait sans doute été nommé cardinal du temps de Richelieu⁶⁹. Un Duplessis cultivé, outrecuidant, de renchérir : « Le cardinal Richelieu était un Duplessis. »

Quelques situations particulières en Chambre étonnent. D'abord, ce débat sur la distribution des petits numéros de plaques minéralogiques, censés permettre aux dirigeants de l'Union nationale et aux amis du régime de ne pas être punis pour toute infraction au code de la route. Il semble bien, à l'aune de l'échange suivant, que la situation soit beaucoup plus grise que ne le laisse croire la rhétorique politique libérale :

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Comment procède-t-on cette année avec les petits numéros?

L'honorable M. Gagnon (Matane): La liste des petits numéros ne change pas énormément d'année en année. Nous écrivons à ceux qui en avaient l'an dernier pour leur demander s'ils désirent les conserver. Je dirai même qu'hier un homme charmant, un député de l'opposition, est venu me voir pour obtenir un petit numéro et j'ai été heureux de le lui accorder.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Le député, c'est moi. Mais je tiens à faire une mise au point. Le petit numéro, ça n'était pas pour moi mais pour un prêtre qui m'avait demandé ce service. Moi, les petits numéros, ça ne me dit rien et je n'en veux pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le député trouve que la pratique des petits numéros est condamnable et qu'il veut placer un prêtre dans une mauvaise situation.

(Rires)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): En ce qui me concerne, j'ai un numéro dans les 260,000. Si j'avais un petit numéro, j'aurais peur que les gens me prennent pour un de ces gens de l'Ungava! Pourquoi m'a-t-on envoyé un formulaire spécial alors que j'ai déjà mon numéro?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends le chef de l'opposition. Les petits numéros se voient facilement. Et ceux qui ont quelque chose à cacher n'aiment pas à être vus, remarqués. Le gouvernement a eu la délicatesse de faciliter à des gens qu'il connaît l'émission de leur permis. C'est tout et c'est simple.

Une formule spéciale a été envoyée au chef de l'opposition par délicatesse et par courtoisie, pour lui éviter des déplacements. Le geste ne se répètera pas, parce qu'il n'est pas apprécié.

Une autre anecdote surprenante : le fait que Maurice Duplessis se porte garant du projet de loi privé du journaliste Pierre Laporte, neveu du marchand de salaisons et ancien député libéral Alfred Leduc dont l'entreprise, Compagnie E. et A. Leduc Ltée, est menacée d'être expropriée par le gouvernement fédéral pour la construction du tunnel de la rue Atwater à Montréal. Cette expropriation porterait atteinte au patrimoine familial de la famille Leduc. La loi concernant la Compagnie E. et A. Leduc Ltée est finalement sanctionnée le 19 décembre 1951, et cela, malgré l'opposition du chef libéral George Marler⁷⁰.

Un dernier fait cocasse de la session est le pari que Marler prend avec Duplessis sur le dénouement de leurs élections respectives. Marler mise un dollar que sa majorité dans le comté de Westmount sera plus grande que celle du premier ministre, lequel accepte le défi lancé par le chef de l'opposition. Pour connaître le dénouement de cette histoire, il faut se référer à l'introduction générale de la session 1952-1953, section des faits divers, faits cocasses.

Olivier Côté

Critique des sources

La Tribune de la presse en 1951-1952

Le président de la Tribune de la presse est le journaliste Pierre Laporte du *Devoir*; le vice-président, Dostaler O'Leary, appartient au journal *La Patrie*; Henri Dutil, du *Soleil*, est le secrétaire-trésorier. Sont aussi membres de la Tribune : Guy Beaudry, du *Montreal Daily Star*; Maurice Bernier, du *Montréal-Matin*; Hervé Biron, du *Nouvelliste*; Paul Bouchard, de *La Nation*; Calixte Dumas, de *L'Action catholique*; Amédée Gaudreault, de *La Tribune*; Charles Hamel, du *Canada*; S. Kearnes, dont l'affiliation n'est pas connue; Arthur-W. Langlais, de *La Presse*; Jacques Monnier, de *L'Événement-Journal*; Charles-Eugène Pelletier, du *Droit*; Marcel Thivierge, du *Devoir*; Jacques Verrault, de *L'Action catholique*; Abel Vineberg, de *The Gazette*⁷¹.

En cette année 1951-1952, aucun parlementaire n'a de critique à formuler aux courriéristes. Dans le contexte des vœux de fin d'année de la séance du 20 décembre 1951, Marler et Chaloult louangent le « travail formidable » accompli par les journalistes de la tribune parlementaire.

Les journalistes auraient tout de même tendance à embellir le niveau de langue employé par les députés pour leur plus grand bénéfice : « En lisant le journal, beaucoup de députés se rendent compte qu'ils ont parlé mieux qu'ils ne pensaient, et c'est là le grand mérite des journalistes », affirme René Chaloult, le 20 décembre 1951.

En ce qui a trait à la reconstitution des débats⁷², certains extraits divergent aussi sensiblement, selon qu'ils aient été rapportés dans *L'Action catholique* ou dans *Le Devoir*. Ainsi, *Le Devoir* du 9 janvier 1952, à la page 5, ne rend pas compte du même ordre des discours pour ces discussions sur les pensions alimentaires que *L'Action catholique* et *Le Soleil* du même jour. Mais, pour l'ensemble, on peut conclure que les débats reconstitués de la session 1951-1952 constituent un portrait fidèle de ce qui s'est dit dans l'arène parlementaire.

Olivier Côté

Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. Conrad Black, *Maurice Duplessis*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, tome 1, 1999, p. 277.
2. Évidemment, il faut exclure de cette tendance M^{re} Charbonneau, qui était intervenu en faveur des grévistes d'Asbestos, en 1949, au détriment de la position du régime duplessiste.
3. C. Black, *Duplessis...*, p. 377.
4. André Laurendeau (1912-1968) est un grand intellectuel québécois, qui fut à ses heures musicien, romancier, dramaturge, essayiste, journaliste et homme politique. Il fut successivement directeur de la revue *L'Action nationale* (1937-1943; 1948-1954), chef et député élu du Bloc populaire (1944-1947), éditorialiste, rédacteur en chef adjoint et rédacteur en chef du *Devoir* de 1947 à 1968. Il coprésida par ailleurs la commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme de 1963 jusqu'à ce qu'il décède subitement, le 1^{er} juin 1968.
5. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec...*, p. 210 et p. 347-358.
6. *Ibid.*, p. 212.
7. *Ibid.*, p. 222.
8. Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain (Le Québec depuis 1930)*, Montréal, Boréal, 1989, p. 204.
9. *Ibid.*, p. 309.
10. Conrad Black, *Duplessis*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1997, p. 275.
11. *Ibid.*, p. 462.
12. Une « union de boutique » est un syndicat qui s'inspire du nationalisme traditionnel canadien-français, qui est peu agressif sur le plan des revendications ouvrières et qui est généralement non affilié aux syndicats internationaux. Gerald Fortin, « Le nationalisme canadien-français et les classes sociales », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 22, no 4, 1969, p. 531.
13. Jean Provencher, *Chronologie Québec : 1534-2007*, Montréal, Boréal, 2008, 375 p.
14. Don Gillmor, *Canada : A People's History*, Toronto, McClelland and Stewart, 2001, p. 219.
15. *Ibid.*, p. 225.
16. Jacques Paul Couturier, *Un passé composé : le Canada de 1850 à nos jours*, Moncton, Éditions d'Acadie, p. 286.
17. Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps (tome II : 1944-1959)*, Montréal, Fides, 1973, p. 389.
18. R. Rumilly, *Maurice Duplessis...*, p. 411.
19. On parle d'une consommation moyenne de 12 films par année. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec...*, p. 387.
20. Le *Montréal-Matin* du 5 décembre 1951, à la p. 3, note que le député de Montréal-Outremont, M. Henri Groulx, n'a pas occupé son siège depuis le début de la session. C'est ce qui explique le nombre de sept députés de l'opposition. Pourtant, *L'Action catholique* du 8 novembre 1951 précisait, en p. 2, « La physionomie de la Chambre était la même que lors de la dernière session. Aucun changement dans le diagramme. Aucune vacance parmi la députation ».
21. *Ibid.*, p. 262-263.
22. *Ibid.*, p. 256.
23. *Ibid.*, p. 263.
24. C. Black, *Duplessis...*, p. 248.
25. *Ibid.*, p. 264.
26. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec...*, p. 362-363.
27. Jacques Beauchemin, « Politisation d'un nationalisme ethnociste dans le Québec duplessiste », dans Michel Sarra-Bournet, *Les nationalismes au Québec du XIX^e au XXI^e siècle*, Québec, PUL, 2001, p. 117.
28. Jocelyn Létourneau, « Saisir Lapalme à travers les enjeux d'une époque. Notes sur le développement économique du Québec », dans Jean-François Léonard, *George-Émile Lapalme*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1988, p.43-44. Michel Sarra-Bournet écrit sur cet aspect : « Peu différent de celui de Taschereau, son modèle de développement économique visait à créer de l'emploi en attirant les investisseurs étrangers. Paradoxalement, ce libéralisme économique contribuait à déposséder les Canadiens français de la maîtrise de leur économie. » Michel Sarra-Bournet, « Maurice Duplessis », *Dictionnaire biographique du Canada*, site Internet : <http://www.biographi.ca/>
29. M. Sarra-Bournet, « Maurice Duplessis »...
30. Jacques Beauchemin postule plutôt que l'autonomie provinciale de Duplessis, ses luttes constitutionnelles visaient la défense de la régulation sociale libérale plutôt que du traditionalisme. Beauchemin, « Politisation d'un nationalisme... », p. 125.
31. De 1946 à 1953, Duplessis engage 1 665 poursuites contre les Témoins de Jéhovah, ayant trait surtout au non-respect des règlements municipaux, ce qui laisse un goût amer de persécution religieuse. C. Black, *Duplessis...*, p. 302; Michel Sarra-Bournet, *L'affaire Roncarelli : Duplessis contre les Témoins de Jéhovah*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, 196 pages.
32. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec...*, p. 361-362.
33. Georges-Émile Lapalme cite la déclaration suivante du premier ministre Louis Saint-Laurent, laquelle contredit la position du Parti libéral du Québec : « ... quant à moi, bien que j'habite la province de Québec, je ne me plains pas de dispositions qui ont été prises en vue d'exploiter ces ressources. Je sais, certains de mes amis ont reproché à l'administration provinciale le marché qu'elle a conclu. Pour ma part, je suis plutôt porté à croire qu'il faut la féliciter d'avoir conclu des ententes qui marquent le début de l'exploitation de la région. » Louis Saint-Laurent se rétractera, mais, comme l'indique Lapalme, « Maurice Duplessis garda toujours dans sa poche le texte de la bienheureuse félicitation qu'il avait reçue, et jusqu'à sa mort, en Chambre et dans la province, il asséna à notre parti, régulièrement et sans répit, l'argument massue qu'il lisait partout avec les accents de la volupté. » Georges-Émile Lapalme, *Le vent de l'oubli (mémoires, tome II)*, Ottawa, Leméac, 1970, p. 85 et 93.

34. Vincent Lemieux, *Le Parti libéral du Québec : alliances, rivalités et neutralités*, Sainte-Foy, PUL, 1993, p. 98.
35. *Ibid.*, p. 71.
36. René Chaloult, *Mémoires politiques*, Montréal, Éditions du Jour, 1969, p. 70.
37. *Ibid.*, p. 118-119.
38. Le 15 mars 1951, le gouvernement iranien propose de nationaliser la production du pétrole en expropriant l'Anglo-Iranian Oil. Le 30 avril, alors que le Parlement iranien approuve cette décision gouvernementale, les pays occidentaux imposent un embargo aux sociétés pétrolières sur l'achat du pétrole iranien. Le 21 août, le médiateur américain W. Averell Harriman menace de suspendre l'aide américaine si le gouvernement iranien ne parvient à aucun accord avec la Grande-Bretagne. La question ne sera résolue qu'en 1956, à la faveur des forces occidentales, avec l'emprisonnement du premier ministre Mohammad Mossadegh et son désaveu par le shah d'Iran.
39. R. Chaloult, *Mémoires*..., p. 98-99.
40. *Ibid.*, p. 56.
41. *Ibid.*, p. 58-62 et p. 181.
42. R. Chaloult, *Mémoires politiques*..., p. 184.
43. *Ibid.*, p. 182.
44. *L'Action catholique*, 8 novembre 1951, p. 2.
45. Raymond Paradis, *Nous avons connu Duplessis*, Montréal-Nord, Éditions Marie-France, 1977, p. 26.
46. G.-É. Lapalme, *Le vent*..., p. 117.
47. M. Sarra-Bournet, « Maurice Duplessis »...
48. Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard écrivent pourtant : « [...] en 1950-1951, il [le gouvernement fédéral] obtient l'accord de toutes les provinces pour amender la constitution de manière à détenir l'autorité sur les pensions de vieillesse, dont il assume entièrement le coût et qui deviennent universelles. » P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec*..., p. 379.
49. Dans la campagne québécoise, il y avait trois personnages importants : le curé, le médecin de famille et le notaire. C'est partiellement pour garantir le maintien des piliers traditionnels de la société que Duplessis soutient la loi sur les centres diagnostics.
50. M.-S. Bournet, « Maurice Duplessis »...
51. À cette époque, la province de Québec est fermement alignée sur les pratiques de l'Église catholique : elle interdit le divorce judiciairisé, bien que dans les faits les gens se séparent.
52. Dans ce débat, le gouvernement sert un avertissement aux industriels du Québec pour protéger les terres arables au potentiel agricole du développement industriel et ainsi sauvegarder le traditionalisme canadien-français : « J'espère que les industriels de la province de Québec et du pays réaliseront le danger d'établir de grandes industries sur les ruines de l'agriculture [...] Il ne faut pas encourager les industries à s'établir en pleine campagne, parce que cela favorise le déracinement des cultivateurs. » (Duplessis, 13 novembre 1951)
53. C. Black, *Duplessis*..., p. 291.
54. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec*..., p. 276.
55. R. Rumilly, *Maurice Duplessis*..., p. 423.
56. La moralité chrétienne est ici autant unioniste que libérale et ses principaux gardiens sont les autorités religieuses.
57. Un grill est un restaurant qui sert des viandes grillées et des boissons alcoolisées; une salle de danse y est généralement attenante.
58. Cité dans R. Rumilly, *Maurice Duplessis*..., p. 414.
59. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec*..., p. 358.
60. Voir à ce sujet l'introduction aux débats de la session 1954-1955.
61. Dupré accuse aussi l'Union nationale de saborder l'industrie de la betterave en accordant des prix trop bas aux agriculteurs, de sorte qu'ils réduisent leur production. Dupré : « Il y a sabotage par les moyens suivants : une mauvaise publicité, des efforts pour détruire l'association de la betterave, le refus de payer un prix raisonnable et justifié aux producteurs de betterave, la destitution du gérant, la nomination d'un contrôleur qui est organisateur politique, la diminution du nombre des agronomes spécialisés dans cette culture et le changement dans le système de comptabilité pour cacher les profits aux cultivateurs [...] Toutes les publications fournies aux cultivateurs par le ministère de l'Agriculture ont laissé planer un doute sur le succès de cette entreprise. Les cultivateurs sérieux n'ont pu faire autrement que de se poser des questions, de se demander s'il valait la peine de s'organiser pour produire de la betterave. » (16 janvier 1952)
62. V. Lemieux, *Le Parti libéral*..., p. 82.
63. Entre autres au sujet « [...] des trésors polonais enfermés sous bonne garde au Musée de la province, au sujet de certains postes radiophoniques, contre l'hôtel de ville, de Montréal, pour l'entrepôt de mitrailleurs, pour le renversement de son régime ». G.-É. Lapalme, *Le vent de l'oubli*..., p. 83.
64. L'historien Robert Rumilly écrit sur le rapport de la commission : « Les commissaires adoptent la distinction suggérée par le Père Lévesque entre l'éducation, que la constitution réserve aux provinces, et la culture, champ libre où l'État fédéral peut s'engager. Duplessis récusait aussitôt cette distinction spéieuse. Mais le rapport Massey devient la charte des centralisateurs. » R. Rumilly, *Maurice Duplessis*..., p. 401.
65. Le journaliste Pierre Laporte se fait le chantre de cette revendication : « M. Duplessis n'a qu'à décréter un impôt provincial de 5 p.c. sur le revenu et il encaissera près de \$10.000.000 [sic] par année. Le contribuable ne paiera rien de plus puisqu'il pourra déduire cette taxe de son impôt fédéral, comme l'y autorise la loi. Seul Ottawa y perdra. Et Québec pourra avec les millions arrachés au gouvernement central – millions qui appartiennent aux provinces – sauver l'autonomie éducationnelle. Si M. Duplessis fait cela, la session 1951-1952 sera vraiment à la gloire de l'autonomie et il en aura le crédit. S'il ne le fait pas et s'il ne trouve

pas un autre moyen de régler le problème, sa réputation déjà entamée d'autonomiste aura vécu. » Pierre Laporte, « La session provinciale », *Le Devoir*, le 5 novembre 1951, p. 4.

⁶⁶ R. Rumilly, *Maurice Duplessis...*, p. 409-410.

⁶⁷ *Ibid.*; C. Black, *Duplessis...*, p. 353-354.

⁶⁸ Le rapport Tremblay (1956), publié en quatre volumes, considère que le régime politique de 1867 a pour fonction de faire cohabiter les communautés anglophone et francophone dans une même infrastructure. Il propose une plus grande autonomie des provinces, le transfert conséquent des programmes sociaux du fédéral au provincial et une réforme fiscale du cadre confédératif canadien.

⁶⁹ Armand Jean du Plessis (1585-1642), cardinal-duc de Richelieu et duc de Fronsac, fut le principal ministre de Louis XIII. Il est considéré par plusieurs historiens comme l'un des principaux fondateurs de l'État moderne français, en raison de ses méthodes de gouvernement ancrées dans la raison d'État et de son féroce combat en faveur du renforcement du pouvoir royal.

⁷⁰ R. Rumilly, *Maurice Duplessis...*, p. 414.

⁷¹ Bibliothèque de l'Assemblée nationale, *Les membres de la tribune de la presse : liste chronologique 1871-1989*, 1990. Pour de plus amples renseignements sur l'institution de la Tribune de la presse, il faut consulter Jocelyn Saint-Pierre, *Histoire de la tribune de la presse à Québec, 1871-1959*, Montréal, VLB éditeur, 2007, 315 p.

⁷² Voir à ce sujet : Gilles Gallichan, « Le Parlement "rapaillé" : la méthodologie de la reconstitution des débats », *Les Cahiers des Dix*, no 58 (2004), p. 275-296.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement-Journal, L'
Gazette, The
Herald, The
Montreal Star, The
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action, L'
Autorité nouvelle
Avant-poste gaspésien L'
Avenir du Nord, L'
Berthelais, Le
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadian Labour Press, The
Canadien de Thetford, Le
Chronique de Magog, La
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Clarté, La
Courrier de Bellechasse, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Montmagny, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Dorchester, Le
Droit, Le
Drummondville Spokesman, The
Écho abitibien, L'
Écho de Frontenac, L'
Écho de Lotbinière, L'
Écho de Louiseville, L'
Écho de Portneuf-Presse, L'
Écho des Laurentides, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Éclaireur, L'
Étoile du lac, L'
Étoile du Nord, L'
Feuille d'érable, La
Front, ouvrier, Le
Frontière, La

Gazette de Valleyfield, La
Gazette des campagnes, La
Gazette du Nord, La
Guide, Le
Homme libre, L'
Joliette-Journal
Journal de Waterloo, Le
Lakeshore News, The
Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Monde ouvrier, Le
Montréal-Matin, Le
Nicolétain, Le
Nouvelliste, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de Coaticook, Le
Progrès de L'Islet, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Richelieu
Progrès du Saguenay, Le
Régional, Le
Réveil, Le
Revue de Granby, La
Rouyn-Noranda Press, The
Saint-Laurent, Le
Salaberry, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sherbrooke Telegram
St. Maurice Valley Chronicle, The
Stanstead Journal, The
Temps, Le
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Lévis, La
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Victoire de Deux-Montagnes, La
Voix de l'Est, La
Voix de Shawinigan, La
Voix des Bois-Francs, La
Voix des Mille-Isles, La
Voix du peuple, La

Autres sources

Gagnon, Onésime. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable O. Gagnon, Ministre des Finances à l'Assemblée législative de Québec, 9 janvier 1952.* [s.l.]: 1952. 55 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1951-1952, Québec 1951-1952.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1951-1952, Québec 1951-1952.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1951-1952.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec- Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Session de 1951-1952, Vol. LXXXVII*, Québec, 1952, viii, 403, xl, xxxvi p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec - Statutes of the Province of Quebec*, 15-16 George VI, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1952, viii, 763 p.

Rapports des comités généraux, 4^e session, 1951-1952.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xxvi
Bibliographie.....	xxxix
Table des matières.....	xxxv
L'Exécutif en 1951-1952.....	xxxvii
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xxxix
Par ordre de circonscription	xli
Débats	
1 Séance du mercredi 7 novembre 1951	1
2 Séance du jeudi 8 novembre 1951.....	11
3 Séance du vendredi 9 novembre 1951.....	25
4 Séance du mardi 13 novembre 1951	43
5 Séance du mercredi 14 novembre 1951	59
6 Séance du jeudi 15 novembre 1951	73
7 Séance du vendredi 16 novembre 1951.....	91
8 Séance du mardi 20 novembre 1951	107
9 Séance du mercredi 21 novembre 1951	125
10 Séance du jeudi 22 novembre 1951	135
11 Séance du vendredi 23 novembre 1951.....	151
12 Séance du mardi 27 novembre 1951	165
13 Séance du mercredi 28 novembre 1951	175
14 Séance du jeudi 29 novembre 1951	187
15 Séance du vendredi 30 novembre 1951.....	201
16 Séance du mardi 4 décembre 1951.....	217
17 Séance du mercredi 5 décembre 1951.....	227

18 Séance du jeudi 6 décembre 1951	235
19 Séance du mardi 11 décembre 1951	249
20 Séance du mercredi 12 décembre 1951	269
21 Séance du jeudi 13 décembre 1951	279
22 Séance du vendredi 14 décembre 1951	289
23 Séance du mardi 18 décembre 1951	297
24 Séance du mercredi 19 décembre 1951	313
25 Séance du jeudi 20 décembre 1951	325
26 Séance du mardi 8 janvier 1952	341
27 Séance du mercredi 9 janvier 1952	361
28 Séance du jeudi 10 janvier 1952	409
29 Séance du vendredi 11 janvier 1952	423
30 Séance du mardi 15 janvier 1952	437
31 Séance du mercredi 16 janvier 1952	455
32 Séance du jeudi 17 janvier 1952	471
33 Séance du vendredi 18 janvier 1952	493
34 Séance du mardi 22 janvier 1952	507
35 Séance du mercredi 23 janvier 1952	529
 Index des participants	 543
Index des sujets	575
Index des bills publics et privés	607

L'HONORABLE GASPARD FAUTEUX

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif 1951-1952

L'honorable Maurice Le Noblet Duplessis, premier ministre et procureur général

L'honorable Bona Dussault, ministre des Affaires municipales

L'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture

L'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé, ministre du Bien-être social et de la Jeunesse

L'honorable Camille-Eugène Pouliot, ministre de la Chasse et ministre des Pêcheries

L'honorable Joseph-Damase Bégin, ministre de la Colonisation

L'honorable Onésime Gagnon, ministre des Finances

L'honorable Jean-Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Charles Daniel French, ministre des Mines

L'honorable Joseph-Henri-Albiny Paquette, ministre de la Santé

L'honorable Omer Côté, secrétaire et registraire de la province

L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Ressources hydrauliques et ministre des Terres et Forêts

L'honorable Antoine Rivard, solliciteur général

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail

L'honorable Roméo Lorrain, ministre des Travaux publics

L'honorable Antonio Talbot, ministre de la Voirie

L'honorable Joseph-Hormisdas Delisle, ministre sans portefeuille

L'honorable Antonio Élie, ministre sans portefeuille

L'honorable Tancrede Labbé, ministre sans portefeuille

L'honorable Patrice Tardif, ministre sans portefeuille

L'honorable Marc Trudel, ministre sans portefeuille

Orateur

L'honorable Alexandre Taché

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
AUGER, Antonio	UN	Lac-Saint-Jean
BARRÉ, Laurent	UN	Rouville
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BARRIÈRE, Omer	UN	Laval
BEAULIEU, Jean-Paul	UN	Saint-Jean
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BÉLANGER, Paul-Eugène	UN	Bellechasse
BELLEMARE, Maurice	UN	Champlain
BERNARD, Robert	UN	Drummond
BERNATCHEZ, René	UN	Lotbinière
BERTRAND, Jean-Jacques	UN	Missisquoi
BLANCHARD, Joseph-Léonard	UN	Terrebonne
BOUDREAU, Francis	UN	Saint-Sauveur
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
CARON, Germain	UN	Maskinongé
CHALOULT, René	I	Québec
CHARTIER, Ernest-Joseph	UN	Saint-Hyacinthe
CHARTRAND, Victor-Stanislas	UN	L'Assomption
CHOQUETTE, Hector	UN	Shefford
COSSETTE, Philippe	UN	Matapédia
CÔTÉ, Omer	UN	Montréal-Saint-Jacques
COTTINGHAM, William McOvat	UN	Argenteuil
DALLAIRE, Guy	UN	Rouyn-Noranda
DELISLE, Joseph-Hormisdas	UN	Montréal-Saint-Henri
DESJARDINS, Gérard	UN	Gatineau
DUBÉ, Alfred	UN	Rimouski
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
DUPRÉ, Arthur	L	Verchères
DUSSAULT, Bona	UN	Portneuf
EARL, Paul	L	Montréal-Notre-Dame-de-Grâce
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FLEURY, Émery	UN	Nicolet
FOX, Charles James Warwick	UN	Brome
FRENCH, Charles Daniel	UN	Compton
GAGNÉ, Bernard	UN	Richelieu
GAGNÉ, Roméo	UN	Rivière-du-Loup
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GATIEN, Joseph-François-Albert	UN	Maisonneuve
GENDRON, Aimé	UN	Montréal-Sainte-Marie
GÉRIN, Léon-Denis	UN	Stanstead
GOUDREAU, Albert	UN	Richmond
GROULX, Henri	L	Montréal-Outremont
GUAY, Gérard	UN	Québec-Centre
GUÉVREMONT, Georges	UN	Montréal-Jeanne-Mance
HANLEY, Frank	I	Montréal-Sainte-Anne
HÉBERT, Edgar	UN	Beauharnois
JEANNOTTE, Joseph-Édouard	UN	Vaudreuil-Soulanges
JOHNSON (père), Daniel	UN	Bagot
JOHNSTON, Raymond Thomas	UN	Pontiac

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
JOLICOEUR, Henri	UN	Bonaventure
KIRKLAND, Charles-Aimé	L	Jacques-Cartier
LABBÉ, Tancrède	UN	Mégantic
LABBÉ, Wilfrid	UN	Arthabaska
LABERGE, Arthur	UN	Châteauguay
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LARIVIÈRE, Nil-Élie	UN	Témiscamingue
LAVALLÉE, Azellus	UN	Berthier
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix
LESAGE, Émile	UN	Abitibi-Ouest
LÉVESQUE, Robert	L	Gaspé-Nord
LIZOTTE, Fernand	UN	L'Islet
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MARCOTTE, Antoine	UN	Roberval
MARLER, George Carlyle	L	Westmount-Saint-Georges
MATTE, Joseph-Onésime	UN	Québec-Est
MIQUELON, Jacques	UN	Abitibi-Est
OUELLET, Pierre	UN	Saguenay
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PELLETIER, André	UN	Témiscouata
PLOURDE, Alfred	UN	Kamouraska
POULIN, Georges-Octave	UN	Beauce
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
PRÉVOST, Yves	UN	Montmorency
PROVENÇAL, Paul	UN	Montréal-Laurier
RENNIE, John Gillies	UN	Huntingdon
RIENDEAU, Hercule	UN	Napierville-Laprairie
RIVARD, Antoine	UN	Montmagny
ROCHE, John Redmond	UN	Chambly
ROCHON, Dave	L	Montréal-Saint-Louis
ROSS, Lionel-Alfred	L	Montréal-Verdun
SAMSON, Joseph-Albert	UN	Lévis
SAUCIER, Jean-Alphonse	UN	Québec-Ouest
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
TACHÉ, Alexandre	UN	Hull
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi
TARDIF, Patrice	UN	Frontenac
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THIBEAULT, Gérard	UN	Montréal-Mercier
THUOT, Yvon	UN	Iberville
TRUDEL, Marc	UN	Saint-Maurice
VACHON, Henri	UN	Wolfe

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI-EST	UN	Miquelon, Jacques
ABITIBI-OUEST	UN	Lesage, Émile
ARGENTEUIL	UN	Cottingham, William McOvat
ARTHABASKA	UN	Labbé, Wilfrid
BAGOT	UN	Johnson (père), Daniel
BEAUCE	UN	Poulin, Georges-Octave
BEAUHARNOIS	UN	Hébert, Edgar
BELLECHASSE	UN	Bélanger, Paul-Eugène
BERTHIER	UN	Lavallée, Azellus
BONAVENTURE	UN	Jolicoeur, Henri
BROME	UN	Fox, Charles James Warwick
CHAMBLY	UN	Roche, John Redmond
CHAMPLAIN	UN	Bellemare, Maurice
CHARLEVOIX	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	UN	Laberge, Arthur
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
COMPTON	UN	French, Charles Daniel
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	UN	Bernard, Robert
FRONTENAC	UN	Tardif, Patrice
GASPÉ-NORD	L	Lévesque, Robert
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	UN	Desjardins, Gérard
HULL	UN	Taché, Alexandre
HUNTINGDON	UN	Rennie, John Gillies
IBERVILLE	UN	Thuot, Yvon
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	L	Kirkland, Charles-Aimé
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
KAMOURASKA	UN	Plourde, Alfred
L'ASSOMPTION	UN	Chartrand, Victor-Stanislas
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	UN	Auger, Antonio
LAVAL	UN	Barrière, Omer
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	UN	Samson, Joseph-Albert
L'ISLET	UN	Lizotte, Fernand
LOTBINIÈRE	UN	Bernatchez, René
MAISONNEUVE	UN	Gatien, Joseph-François-Albert
MASKINONGÉ	UN	Caron, Germain
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MATAPÉDIA	UN	Cossette, Philippe
MÉGANTIC	UN	Labbé, Tancrede
MISSISQUOI	UN	Bertrand, Jean-Jacques
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	UN	Rivard, Antoine
MONTMORENCY	UN	Prévost, Yves
MONTRÉAL-JEANNE-MANCE	UN	Guévremont, Georges
MONTRÉAL-LAURIER	UN	Provençal, Paul

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTREAL-MERCIER	UN	Thibeault, Gérard
MONTREAL-NOTRE-DAME-DE-GRACE	L	Earl, Paul
MONTREAL-OUTREMONT	L	Groulx, Henri
MONTREAL-SAINTE-ANNE	I	Hanley, Frank
MONTREAL-SAINTE-MARIE	UN	Gendron, Aimé
MONTREAL-SAINT-HENRI	UN	Delisle, Joseph-Hormisdas
MONTREAL-SAINT-JACQUES	UN	Côté, Omer
MONTREAL-SAINT-LOUIS	L	Rochon, Dave
MONTREAL-VERDUN	L	Ross, Lionel-Alfred
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Riendeau, Hercule
NICOLET	UN	Fleury, Émery
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	UN	Johnston, Raymond Thomas
PORTNEUF	UN	Dussault, Bona
QUEBEC	I	Chaloult, René
QUEBEC-CENTRE	UN	Guay, Gérard
QUEBEC-EST	UN	Matte, Joseph-Onésime
QUEBEC-OUEST	UN	Saucier, Jean-Alphonse
RICHELIEU	UN	Gagné, Bernard
RICHMOND	UN	Goudreau, Albert
RIMOUSKI	UN	Dubé, Alfred
RIVIERE-DU-LOUP	UN	Gagné, Roméo
ROBERVAL	UN	Marcotte, Antoine
ROUVILLE	UN	Barré, Laurent
ROUYN-NORANDA	UN	Dallaire, Guy
SAGUENAY	UN	Ouellet, Pierre
SAINT-HYACINTHE	UN	Chartier, Ernest-Joseph
SAINT-JEAN	UN	Beaulieu, Jean-Paul
SAINT-MAURICE	UN	Trudel, Marc
SAINT-SAUVEUR	UN	Boudreau, Francis
SHEFFORD	UN	Choquette, Hector
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
STANSTEAD	UN	Gérin, Léon-Denis
TÉMISCAMINGUE	UN	Larivière, Nil-Élie
TÉMISCOUATA	UN	Pelletier, André
TERREBONNE	UN	Blanchard, Joseph-Léonard
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL-SOULANGES	UN	Jeannotte, Joseph-Édouard
VERCHÈRES	L	Dupré, Arthur
WESTMOUNT-SAINT-GEORGES	L	Marler, George Carlyle
WOLFE	UN	Vachon, Henri
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

Séance du mercredi 7 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché¹

La séance est ouverte à 3 h 07².

La législature ayant été prorogée le 14 mars 1951, les députés se sont réunis aujourd'hui pour l'ouverture de la quatrième session de la vingt-troisième législature, après convocation par proclamation pour l'expédition des affaires.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire³, apporte le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif et, après quelque temps⁴, reviennent à la salle de l'Assemblée⁵.

Projets de loi:

**Prestation
des serments d'office**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Cette loi, dit-il, démontre la supériorité des élus du peuple. C'est une affirmation de principe d'une assemblée délibérante que l'on pose au commencement de chaque session dans les législatures provinciales.

(Applaudissements à droite)

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône⁶

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, aujourd'hui, auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur, dans la salle du Conseil législatif, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

À l'aube de la quatrième session de notre vingt-troisième législature, il me fait plaisir de réitérer à Notre Gracieux Souverain, Sa Majesté le roi, nos meilleurs souhaits de santé.

La population de la province conserve un agréable souvenir de la visite de Leurs Altesses Royales la princesse Elizabeth et le duc d'Édimbourg. Ce mémorable événement a mis, une fois de plus, en relief la cordiale hospitalité et la traditionnelle loyauté du Québec.

À l'heure où plusieurs nations sont rongées par des idéologies malsaines et désastreuses, qui n'ont pas de place dans notre province, Québec jouit d'une prodigieuse prospérité et donne au monde l'exemple d'une stabilité exceptionnelle, solide fondement de la véritable sécurité. L'invincible attachement à nos saines et excellentes traditions et la pratique, par le gouvernement, d'une politique familiale, sociale et nationale, qui nous convient, demeurent de solides garanties de bien-être réel et de prospérité grandissante.

Nous savons que la sécurité scolaire, municipale et nationale est intimement liée à la sécurité constitutionnelle. Il est juste et nécessaire que notre province, en tout temps, et spécialement à l'occasion des développements prodigieux dont elle bénéficie et qui s'annoncent de plus en plus merveilleux, puisse jouir, dans leur plénitude, des droits, prérogatives et libertés qui lui appartiennent légitimement et que lui reconnaît la Constitution canadienne. C'est pourquoi le règlement définitif des problèmes constitutionnels est plus à l'ordre du jour que jamais.

L'atmosphère d'amicale et mutuelle compréhension dans laquelle s'est tenue, en 1950, la conférence de Québec, réunion historique et sans

précédent à laquelle ont participé les premiers ministres des onze gouvernements du pays, est de bon augure. Elle a permis aux gouvernements fédéral et provincial de favoriser une entente qui sera soumise à votre approbation et en vertu de laquelle les personnes âgées de 65 ans et plus recevront une assistance financière, et les aveugles, un traitement plus approprié.

Nous avons l'intime conviction que le gouvernement responsable et démocratique et la véritable unité nationale nécessitent un système confédératif, approprié et juste, qui accorde aux autorités fédérales, provinciales, municipales et scolaires, chacune dans leur sphère respective, les facilités et les moyens d'exercer tous les pouvoirs essentiels: législatifs, administratifs et financiers.

C'est la ferme et agréable intention de mon gouvernement de coopérer au règlement définitif et juste des problèmes vitaux constitutionnels. Nous sommes certains que la fidélité de notre province à ses traditions religieuses et nationales, auxquelles nous tenons comme à la prune de nos yeux, constitue, pour le pays, un actif précieux et particulièrement remarquable.

Nos saines traditions s'opposent, avec raison, au paternalisme d'État que nous considérons comme une menace pour le régime démocratique et une source de désastres irréparables.

Aussi, mon gouvernement est-il convaincu que l'initiative personnelle et sa meilleure manifestation, l'entreprise privée, constituent un système progressif et démocratique bien adapté aux besoins de notre province, conforme à ses meilleurs intérêts et capable d'assurer à notre jeunesse de brillantes et fructueuses carrières.

Parmi les entreprises privées, le premier rang revient à l'agriculture, forteresse de l'ordre et fondement de tout progrès durable. Mon gouvernement entend lui conserver la place prépondérante qui lui appartient, à bon droit, dans notre économie.

C'est pourquoi vous serez appelés à voter des sommes considérables pour perpétuer l'œuvre salubre du prêt agricole provincial, pour compléter l'électrification rurale qui favorise grandement l'activité agricole et contribue beaucoup au bien-être du cultivateur ainsi qu'au règlement de plusieurs de ses problèmes.

Le gouvernement vous demandera aussi de mettre à sa disposition les fonds nécessaires à la mécanisation des travaux de la ferme, à l'expansion du domaine arable et au perfectionnement des communications rurales. En outre, vous serez soumis à un projet de loi dont le but est de faciliter la vente des produits agricoles et de rendre pleine justice aux cultivateurs sans léser les droits des consommateurs.

Mon gouvernement entend appliquer la meilleure politique de colonisation possible dans les circonstances actuelles. Il est persuadé que la colonisation est indispensable à la véritable prospérité de notre province.

Le gouvernement est d'opinion qu'une juste et loyale coopération entre le capital et le travail est synonyme de progrès et de prospérité et conforme à l'intérêt public. Il fera tout en son pouvoir pour que les droits de tous et chacun soient entièrement sauvegardés, en particulier ceux des ouvriers.

Pour toutes les classes de la société, la santé, celle du corps et celle de l'esprit, est le plus précieux de tous les biens terrestres. Pour protéger la santé physique, mon gouvernement s'efforcera de compléter la politique efficace et progressive qu'il a instaurée en multipliant les hôpitaux et les sanatoria et en appliquant les meilleures méthodes de sauvegarde et d'hygiène.

Quant à la santé de l'esprit, elle est conservée et développée par une saine éducation. Mon gouvernement est toujours d'opinion que le progrès de l'éducation, à tous ses paliers, est le moyen indispensable d'assurer l'établissement permanent et profitable de notre jeunesse dont le succès lui tient bien à cœur.

L'enseignement primaire, l'enseignement secondaire, l'enseignement spécialisé et l'enseignement universitaire ont une place de choix dans les préoccupations de mon gouvernement. Il se propose de réaliser de nouvelles et importantes améliorations et de maintenir, dans leur intégrité, les droits de la province dans ce domaine vital.

La multiplication des facilités éducationnelles permet et permettra à notre jeunesse, en particulier, de jouer un rôle de première importance dans le développement de nos immenses ressources naturelles que mon gouvernement est toujours décidé à mettre en valeur de la façon la plus efficace et la plus juste.

Mon gouvernement est conscient de la grande richesse qui découle de nos forêts et s'occupera toujours d'en assurer la permanence et d'obtenir l'utilisation complète des produits forestiers.

La mise en valeur de nos richesses minières, particulièrement dans l'Abitibi, le Saguenay, la Gaspésie et le Nouveau-Québec, et la construction d'une voirie minière adéquate contribuent et contribueront puissamment au progrès et à la prospérité de notre province. Dans ce domaine important, mon gouvernement continuera et améliorera, s'il y a lieu, sa politique progressive.

Mon gouvernement continuera à attacher beaucoup d'importance à la voirie rurale et à la voirie en général et s'emploiera à assurer le succès

de la grande industrie du tourisme qui a pris un essor considérable en ces dernières années.

La petite propriété est un gage de bien-être et de paix sociale. La crise du logement, née de conditions étrangères au gouvernement de la province, s'est sensiblement améliorée, mais mon gouvernement vous demandera de l'autoriser à faire davantage à ce sujet. Il vous proposera des améliorations à la loi concernant les rapports entre locataires et propriétaires.

Il aidera au progrès de la petite industrie, favorisera la décentralisation industrielle désirable et encouragera la diversité d'entreprises.

Dans le domaine important des pêcheries maritimes et des pêcheries sportives, mon gouvernement adoptera les meilleures méthodes pour obtenir à nos pêcheurs des marchés avantageux, leur en ouvrir de nouveaux et faire en sorte qu'ils bénéficient de ces grandes richesses, pleinement et d'une manière constante.

Plusieurs projets de loi, susceptibles d'améliorer le sort de toutes les classes de notre population, vous seront soumis.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* de la dernière année fiscale vous seront communiqués et vous voudrez bien voter les subsides nécessaires à l'administration.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je demande à la divine Providence de bénir et de féconder vos travaux et de répandre ses bienfaits sur notre chère province.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance en ce qui concerne les discours du proposeur et du seconneur seulement.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que:

Attendu qu'il est urgent que soient étudiés et décidés par la Chambre, dans le plus court délai possible, les projets législatifs ci-après:

- Loi concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante et cinq à soixante-dix ans;
- Loi des allocations aux aveugles;
- Loi portant à quatre-vingt-seize millions de dollars les sommes destinées aux prêts agricoles;
- Loi modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation;

le débat sur le discours du trône, après les discours du proposeur et du seconneur de l'Adresse en réponse au discours du trône, soit ajourné jusqu'après l'adoption définitive par cette Chambre des quatre projets de loi ci-dessus mentionnés, et que préséance soit en conséquence accordée auxdits quatre projets de loi.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
J'acquiesce à la proposition. Elle découle, dit-il, d'une entente préalable.

La motion est adoptée.

Institution des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et des élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

Il est proposé que les mêmes comités que l'an dernier soient constitués. Ils auront le même président, les mêmes membres, et le quorum légal reste le même.

La motion est adoptée.

Comité spécial

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité permanent dont la Chambre vient de décider la formation et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de chacun de ces comités; et que les honorables MM. Duplessis, Gagnon, Élie, Delisle, Groulx et MM. Langlais, Vachon, Rennie, Bellemare, Marler et Kirkland forment ledit comité spécial.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) transmet à M. l'Orateur le message suivant de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur.

Imprimeur du Roi

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 7 novembre 1951
(Document de la session no 3)

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai rencontré, hier, le chef de l'opposition et tous deux nous sommes entendus pour que les 27 projets de loi au *Feuilleton* soient adoptés séance tenante en première lecture, et que la préséance soit accordée aux quatre premiers bills, avec l'entente que les députés pourront les discuter aussi longtemps que

bon leur semblera. Pour leur faciliter cette tâche, la Chambre commencera par l'étude des résolutions, afin de permettre questions et réponses.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'ai consenti à adopter en première lecture les 27 bills au *Feuilleton*, mais nous ne sommes pas prêts à procéder dès aujourd'hui sur les quatre bills auxquels on a accordé la préséance. Je me demande s'il ne vaudrait pas mieux attendre à une séance ultérieure pour adopter les autres en première lecture. Je remercie le premier ministre de sa courtoisie, mais on admettra que l'opposition, même en possession des bills, ne peut procéder immédiatement sur tous les bills. Elle a besoin de renseignements qu'elle ne peut obtenir sans faire les démarches nécessaires. Il ne peut pas être question d'adopter les lois sans les discuter à fond. L'opposition fera tout son possible pour hâter le travail sessionnel, mais elle veut bien se renseigner.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis les 25 ans que je siége à la Chambre, c'est la première fois qu'un chef du gouvernement envoie au chef de l'opposition, deux ou trois jours avant l'ouverture de la session, une copie des principales lois pour qu'il les étudie à loisir. J'ai donné au chef de l'opposition des facilités que je n'ai jamais eues quand je siégeais à gauche. Jamais, avant l'Union nationale, les projets de loi du gouvernement n'étaient prêts et distribués en aussi grand nombre à l'ouverture d'une session. Si l'opposition n'est pas prête, nous remettrons au lendemain l'étude des résolutions. Nous n'en forcerons pas l'adoption.

L'adoption des bills en première lecture aujourd'hui a tout simplement pour but de hâter la procédure et sauver des frais d'impression. Nous voulons que la Chambre soit plus en mesure que jamais de prendre position sur les bills qui lui sont soumis. Quand il y a tant de pain sur la planche, ce serait un mauvais exemple à donner que de faire des séances de une heure trente quand nous pouvons en faire de trois heures. Les députés auront tout le temps voulu pour se renseigner, mais la Chambre pourrait commencer tout de suite l'étude des principales législations.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'ai vu les dispositions principales des lois, mais je n'ai pas eu le temps de les étudier à fond.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Demain, après les discours du proposeur et du second, nous pourrions peut-être commencer par

étudier les résolutions du bill des pensions. Cela permettra un échange de vues générales. Nous n'en forcerons aucunement l'adoption. L'étude sera remise à une autre séance, si besoin en est.

Projets de loi:

Assistance aux personnes âgées

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 2 concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante et cinq à soixante-dix ans.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Allocations aux aveugles

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 3 des allocations aux aveugles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Prêts agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 4 portant à quatre-vingt-seize millions de dollars les sommes destinées aux prêts agricoles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Conditions de l'habitation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 5 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Électrification rurale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 6 pour favoriser l'électrification rurale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Office du crédit agricole

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de

présenter le bill 7 concernant l'Office du crédit agricole du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Législation agricole

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 8 relatif aux problèmes de législation agricole.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Transport maritime aux Îles-de-la-Madeleine

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 9 modifiant la loi pour assurer à la population des Îles-de-la-Madeleine un bon service de transport maritime.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Registres de l'état civil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 10 pour permettre la reconstitution de certains registres de l'état civil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Refonte des lois

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 11 concernant la refonte des lois de la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Maladies mentales

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 12 relatif aux maladies mentales.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Collège de Lévis

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 13 concernant le Collège de Lévis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sinistrés de Rimouski

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 14 concernant l'aide aux sinistrés de Rimouski.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi sur
l'exploitation des forêts**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 15 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rivière Shipshaw

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 16 modifiant la loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Indemnités des députés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 17 modifiant la loi de la Législature.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hydro-Québec et
Beauharnois Light, Heat and Power Co.**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 18 modifiant la loi des prêts hypothécaires d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat and Power Company.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
tribunaux judiciaires**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 19 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Assermentation
à la Cour du recorder**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 20 concernant le délai d'assermentation des recorders et de certains officiers de la Cour du recorder.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Acquisition
de territoires forestiers**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 21 concernant l'acquisition de certains territoires forestiers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Droits de mine et
concessions minières**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 22 abrogeant la loi concernant le renouvellement des titres de certains droits de mine et concessions minières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Procureur général

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 23 modifiant la loi du département du procureur général.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des commissions d'enquête

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 24 modifiant la loi des commissions d'enquête.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hôpital Sainte-Justine

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 25 pour faciliter le succès de la souscription en faveur de l'hôpital Sainte-Justine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Expropriation par certains hôpitaux

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 26 concernant le droit d'expropriation par certains hôpitaux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'hygiène publique

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 27 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ministère des Finances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 28 concernant le ministère provincial des Finances.

Assistance aux personnes âgées

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 2 concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante et cinq à soixante-dix ans.

Adopté.

Allocations aux aveugles

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 3 des allocations aux aveugles.

Adopté.

Prêts agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 4 portant à quatre-vingt-seize millions de dollars les sommes destinées aux prêts agricoles.

Adopté.

Conditions de l'habitation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 5 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

Adopté.

Électrification rurale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 6 pour favoriser l'électrification rurale.

Adopté.

Législation agricole

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 8 relatif aux problèmes de législation agricole.

Adopté.

Transport maritime aux Îles-de-la-Madeleine

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 9 modifiant la loi pour assurer à la population des Îles-de-la-Madeleine un bon service de transport maritime.

Adopté.

Registres de l'état civil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10 pour permettre la reconstitution de certains registres de l'état civil.

Adopté.

Refonte des lois

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 11 concernant la refonte des lois de la province.

Adopté.

Maladies mentales

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 12 relatif aux maladies mentales.

Adopté.

Loi sur l'exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 15 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Adopté.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 19 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

Acquisition de territoires forestiers

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 21 concernant l'acquisition de certains territoires forestiers.

Adopté.

Loi des commissions d'enquête

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 24 modifiant la loi des commissions d'enquête.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant, et lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à 3 heures, demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 8 novembre 1951, à la page 2, nous donne quelques petits détails concernant la Chambre lors de l'ouverture de la session: "La physionomie de la Chambre était la même que lors de la dernière session. Aucun changement dans le diagramme. Aucune vacance parmi la députation. Mêmes figures chez les cercles sessionnels. Quelques nouveaux seulement chez les pages."

2. *L'Action catholique* du 8 novembre 1951, à la page 2, décrit comme suit la cérémonie entourant l'ouverture de la session:

"À 3 heures cet après-midi, 15 coups de canon tirés des hauteurs de la citadelle ont annoncé à la population que les Chambres étaient ouvertes. Le discours du trône a été lu par l'honorable M. Gaspard Fauteux. Pour la première fois depuis 1939, le lieutenant-gouverneur portait l'uniforme du service civil de seconde classe qu'on appelle communément, mais à tort, "l'habit Windsor". Il s'agit d'un uniforme d'apparat, tout chamarré d'or. Une foule élégante et nombreuse se pressait sur le parquet de la Chambre haute. La cérémonie qui a marqué l'ouverture de la

session a été particulièrement brillante. Jamais depuis le début de la dernière guerre l'on n'avait été témoin de tant de faste et de splendeur à une pareille démonstration. Les vieilles coutumes parlementaires, les rites désuets, les procédures officielles ont été rigoureusement observés. Une magnifique réception a également été offerte à l'Hôtel du gouvernement à tous les invités d'honneur."

3. Dans *L'Action catholique* du 8 novembre 1951, à la page 2, il est question des coutumes entourant le travail du gentilhomme à la verge noire ainsi que du cérémonial entourant la première séance de la législature:

"Quant aux députés, ils se réunissent d'abord à l'Assemblée législative où, suivant la coutume, le gentilhomme huissier à la verge noire, sur l'ordre du lieutenant-gouverneur, va les avertir que leur présence est requise au Conseil législatif. Précédés de la masse, emblème de l'autorité et de l'Orateur de la Chambre, ils se rendent alors à la barre du Conseil pour entendre la lecture du discours du trône. Lorsqu'il s'agit de la première session d'une législature, ils doivent, avant d'entendre lire le discours du trône, retourner à l'Assemblée législative pour se choisir un Orateur.

"Pour ceux qui étaient au Conseil législatif et qui ont entendu dans l'autre Chambre des bruits répétés donnant l'illusion d'un tremblement de terre, disons que chaque fois qu'un huissier à la verge noire vient porter un message à l'Assemblée législative, il doit saluer profondément, en entrant faire trois pas, saluer encore profondément, faire encore trois pas, et saluer toujours profondément. Pour retourner, il répète les trois saluts et les trois pas, mais en marchant à reculons. Une coutume qui se perd dans la nuit des temps veut que chaque salut soit souligné par les députés en faisant claquer énergiquement les couvercles des pupitres ou en frappant sur les pupitres. Cela fait six bruyantes manifestations qui ne manquent jamais d'intriguer ceux qui ne sont pas initiés aux rites parlementaires. C'est le major Pierre Gelly qui remplit maintenant et très dignement, en plus de fonctions protocolaires, la charge de gentilhomme huissier à la verge noire. Il a remplacé M. Arthur Saint-Jacques qui a pris sa retraite.

"L'Hôtel du gouvernement avait été magnifiquement décoré pour l'ouverture des Chambres. Un grand tapis avait été déployé dans les couloirs où devait passer le cortège officiel depuis la porte d'entrée du parlement jusqu'à la salle du Conseil législatif. Le grand escalier sculpté qui conduit à l'étage des deux Chambres semblait une

allée de verdure. De grandes palmes ornaient le hall principal. Des membres de la Sûreté provinciale, en tenue de gala, montaient la garde à l'intérieur.

"A l'extérieur, sur la place du Parlement, une garde d'honneur de 100 hommes commandés par le capitaine Guy Vaugeois avait été fournie par le Royal 22^e Régiment et s'alignait en face de la fontaine. Cette garde était accompagnée de la fanfare du 22^e Régiment, sous la direction du capitaine Edwin Bélanger. L'honorable M. Gaspard Fauteux, accompagné du lieutenant-colonel D.-B. Papineau, aide de camp, avait une escorte spéciale pour faire le trajet qui sépare le Bois-de-Coulonge de l'Hôtel du gouvernement. À son arrivée sur la place du Parlement, 15 coups de canon furent tirés de la citadelle par un détachement du 6^e Régiment de campagne. La garde présenta les armes et la fanfare joua *God save the King*. Accompagné du capitaine Vaugeois, l'honorable M. Fauteux passa ensuite l'unité en revue tandis que la fanfare jouait des airs militaires.

"Le lieutenant-gouverneur fut reçu à la porte du parlement par l'honorable M. Maurice Duplessis, premier ministre de la province, et quelques membres de son cabinet. Pour se rendre au Conseil législatif, le lieutenant-gouverneur et le premier ministre étaient précédés par un groupe d'une quarantaine d'officiers supérieurs de nos trois armes qui servaient d'escorte. Lorsque les députés, en réponse au message qu'ils avaient reçu, furent rendus au Conseil législatif, le lieutenant-gouverneur fit en français et en anglais la lecture du discours du trône. La quatrième session de la vingt-troisième législature de Québec était officiellement ouverte."

4. Selon le *Montréal-Matin* du 8 novembre 1951, à la page 3, "le lieutenant-gouverneur a pris vingt minutes pour lire le discours inaugural en français et en anglais devant une assistance de 600 personnes qui avaient bravé une tempête de vent et de grêle pour assister à l'imposante cérémonie".

5. Selon le *Montréal-Matin* du 8 novembre 1951, à la page 3, le premier ministre est entré à l'Assemblée législative à 4 h 15, et la députation ministérielle lui a fait une longue ovation, qui a redoublé encore d'intensité lorsque le chef du gouvernement s'est levé pour proposer le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

6. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le

lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 2, rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur. De plus, aucun quotidien ne mentionne ni ne fait référence à cette possible exemption. Conformément aux *Journaux de l'Assemblée législative*, il est fort probable que l'Orateur ait repris la lecture du discours du trône. Toutefois, seule la lecture à l'Assemblée législative n'est retenue dans le présent contexte, afin d'éviter une répétition du texte qui ne comporte aucun élément nouveau.

Séance du jeudi 8 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de l'hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte de manière à augmenter la valeur des immeubles (M. Gatién);
- de dame Immaculata Laferrière, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre certaines propriétés immobilières délaissées par M. Eugène Farly (M. Gatién);
- de Denis Pérusse, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à l'étude de la profession de notaire (M. Johnson);
- de dame Claire Yale et de Me Marc Vermette, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir la modification de certaines clauses du testament de feu Arthur Yale (M. Thibeault);
- de Joseph-Jean-Jacques-Maurice-Louis Ship, demandant l'adoption d'une loi modifiant son nom en celui de Gingras (M. Thibeault);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe spéciale dite taxe d'éducation (M. Prévost);
- de Marie-Bibianne-Simonne Guimont, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Marie-Bibianne-Simonne Authier (M. Prévost);
- de Canada Steamship Lines Limited, demandant l'adoption d'une loi validant et confirmant son titre à un morceau de terrain (M. Johnson);
- des Frères mineurs capucins de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Matte);
- de Julien Chouinard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat (M. Saucier);
- de J.-Alphonse Cimon et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Union du Commerce, compagnie d'assurance-vie

(Union of Commerce, Mutual Life Assurance Company) (M. Johnson);

- de la corporation du canton Langelier (La Croche) et des commissaires d'écoles, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement, et concernant l'évaluation municipale des biens imposables possédés par la Shawinigan Water & Power Co. (M. Ducharme);

- de Protestant Foster Home Centre, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de Children's Service Centre (M. Fox);

- de la municipalité scolaire catholique de Bedford, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre certains lots et bâtisses (M. Bertrand);

- de Frederick Francis Myson, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Griggs (M. Bertrand);

- de Roland Milette, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à l'étude de la profession de notaire (M. Fleury);

- de Frederick Augustus Blackadder Koettlitz et autres, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de changer leur nom de famille de Koettlitz en celui de Blackadder (M. Saucier);

- de la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal, demandant l'adoption d'une loi dans le but de changer son nom en celui de Federation of Jewish Community Services of Montreal (M. Rochon);

- de dame Eugénie De Grandpré et de Charles-Auguste De Grandpré, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre un lot délaissé par Joseph De Grandpré (M. Lavallée);

- de Joseph-Edgar-André Tanguay, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui d'Adjutor Huot (M. Matte).

Rapports du comité spécial:

Composition des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des onze chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre.

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis pour son président.

Votre comité a nommé le président et les membres de chaque comité permanent et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités ainsi qu'il suit:

Comité permanent des règlements:

Président: M. Blanchard.

L'honorable M. Barrette; MM. Bélanger, Bertrand, Choquette, Cossette, Dallaire, Earl, Hanley, Laberge, Larivière, Leclerc, Lévesque, Miquelon, Ouellet, Rennie, Ross.

Nombre des membres: 17.

Quorum: 8.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication:

Président: M. Chartier.

Les honorables MM. Bégin, Bourque, Delisle, Labbé, Lorrain, Paquette, Rivard, Talbot, Tardif, Groulx; MM. Auger, Bernatchez, Boudreau, Choquette, Cossette, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Hanley, Jeannotte, Johnston (Pontiac), Labbé (Arthabaska), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Lesage, Lévesque, Marcotte, Marler, Matte, Miquelon, Ouellet, Plourde, Provençal, Riendeau, Rennie, Rochon.

Nombre des membres: 39.

Quorum: 10.

Comité permanent des privilèges et des élections:

Président: M. Jolicoeur.

Les honorables MM. Barrette, Duplessis, Labbé, Sauvé, Tardif; MM. Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Chartrand, Choquette, Cossette, Cottingham, Dupré, Gatién, Gérin, Goudreau, Hébert, Johnston (Pontiac), Kirkland, Labbé (Arthabaska), Lesage, Marler, Provençal, Riendeau, Rennie, Rochon, Ross, Saucier, Thibeault, Thuot, Vachon.

Nombre des membres: 34.

Quorum: 10.

Comité permanent des bills privés en général:

Président: M. Ducharme.

Les honorables MM. Barrette, Beaulieu, Bourque, Côté, Delisle, Duplessis, Dussault, Élie, Gagnon, Labbé, Paquette, Rivard, Sauvé, Tardif, Trudel, Groulx; MM. Auger, Barrière, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dupré, Earl, Fleury, Fox, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay,

Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson (Bagot), Johnston (Pontiac), Kirkland, Labbé (Arthabaska), Langlais, Larivière, Lavallée, Lesage, Lévesque, Marcotte, Marler, Matte, Miquelon, Ouellet, Poulin, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Roche, Rochon, Ross, Saucier, Thibeault, Vachon.

Nombre des membres: 73.

Quorum: 15.

Comité permanent du Code municipal:

Président: M. Goudreau.

Les honorables MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bourque, Delisle, Dussault, Élie, Paquette, Sauvé; MM. Auger, Barrière, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Boudreau, Chartrand, Choquette, Desjardins, Dubé, Earl, Fleury, Fox, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gérin, Guay, Guévremont, Jeannotte, Johnson (Bagot), Jolicoeur, Kirkland, Laberge, Lavallée, Lévesque, Lizotte, Marcotte, Matte, Ouellet, Plourde, Poulin, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rochon, Ross.

Nombre des membres: 48.

Quorum: 10.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

Président: l'honorable M. Barré.

Les honorables MM. Barrette, Beaulieu, Bégin, Bourque, Côté, Delisle, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gagnon, Labbé, Lorrain, Paquette, Pouliot, Rivard, Sauvé, Talbot, Tardif, Trudel, Groulx; MM. Auger, Barrière, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Dupré, Earl, Fleury, Fox, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson (Bagot), Johnston (Pontiac), Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lévesque, Lizotte, Marcotte, Marler, Matte, Miquelon, Ouellet, Pelletier, Plourde, Poulin, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Roche, Rochon, Ross, Saucier, Tellier, Thibeault, Thuot, Vachon.

Nombre des membres: 90.

Quorum: 15.

Comité permanent des comptes publics:

Président: l'honorable M. Beaulieu.

Les honorables MM. Bourque, Duplessis, Sauvé, Tardif, Trudel, Groulx; MM. Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Chartrand,

Choquette, Cottingham, Earl, Fox, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gendron, Goudreau, Kirkland, Marler, Saucier, Thibeault.

Nombre des membres: 25.

Quorum: 10.

Comité permanent des bills publics en général:

Président: l'honorable M. Duplessis.

Les honorables MM. Beaulieu, Côté, Delisle, French, Gagnon, Paquette, Pouliot, Rivard, Sauvé, Talbot, Tardif, Trudel, Groulx; MM. Bélanger, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Cossette, Cottingham, Fox, Gatién, Gérin, Goudreau, Jeannotte, Johnson (Bagot), Jolicoeur, Kirkland, Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Marler, Miquelon, Poulin, Prévost, Riendeau, Rennie, Roche, Ross, Thibeault.

Nombre des membres: 46.

Quorum: 9.

Comité permanent des industries et du commerce:

Président: M. Bernard.

Les honorables MM. Beaulieu, Bourque, Delisle, Dussault, French, Labbé, Paquette; MM. Barrière, Bernatchez, Boudreau, Chartier, Chartrand, Choquette, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Dupré, Earl, Fleury, Fox, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gendron, Goudreau, Guay, Hanley, Hébert, Johnston (Pontiac), Laberge, Larivière, Lesage, Matte, Miquelon, Ouellet, Pelletier, Plourde, Poulin, Provençal, Riendeau, Rennie, Rochon, Ross, Saucier, Thibeault, Thuot, Vachon.

Nombre des membres: 48.

Quorum: 12.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Règlements
de la cité de Québec**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que, vu l'urgence qu'il y a de passer le plus tôt possible le bill 29 concernant les règlements numéros 807 et 818 adoptés par la cité de Québec en 1951, il soit permis à l'honorable ministre des Affaires municipales (M. Dussault) de présenter ledit bill immédiatement.

La ville de Québec traverse des temps difficiles au point de vue financier. J'ai eu

récemment la visite du maire Borne et des principaux officiers de la ville. Ils m'ont exposé le problème qui requiert une solution immédiate. La ville de Québec a passé un règlement d'emprunt de \$3,500,000 qui a servi à payer la construction du Colisée, avec l'approbation de la Commission municipale de Québec.

L'émission a été vendue à des banquiers américains, à de bonnes conditions favorables à la ville. Mais les acheteurs ont consulté des avocats qui ont déclaré que le règlement d'emprunt n'est pas légal parce que la ville l'a basé sur des pouvoirs d'emprunt accordés à la cité de Québec par une loi de 1935, qui permet d'emprunter pour aider aux sans-travail et pallier au chômage. Ce sont là des technicalités, car l'emprunt a été approuvé par la Commission municipale.

Il n'est pas juste de faire payer inutilement \$700 par jour aux citoyens de Québec à cause de cela, parce qu'il faut payer des intérêts à la banque en attendant que la transaction soit complétée. Le gouvernement veut aider la ville de Québec en présentant lui-même un bill pour ratifier les règlements d'emprunt.

Je fais donc motion pour qu'il soit permis au ministre des Affaires municipales de présenter un bill qui permettra à la Commission municipale d'apposer sur les obligations un certificat qui les rendra incontestables.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas d'objection à passer tout de suite une loi qui empêcherait la ville de Québec de payer chaque jour des sommes considérables.

Cependant, dit-il, il n'y a pas de copie du règlement municipal attachée au projet de loi. Puisqu'il s'agit d'une dépense capitale et non pas d'équilibrer le budget, affirme-t-il, il y a lieu d'adopter la loi immédiatement. La signature et le certificat de la Commission municipale faciliteront l'échange de ces obligations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La ville de Québec possède, au sujet des travaux de chômage, des pouvoirs quasi-illimités. Ce pouvoir peut être trop vaste, mais le ministre des Affaires municipales croit qu'une loi est nécessaire immédiatement pour protéger les contribuables de la ville de Québec. Le gouvernement s'est rendu à son désir et c'est le but de cette loi.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi ne donne pas de pouvoirs additionnels à la ville de Québec. Elle permet seulement à la Commission municipale d'apposer son certificat aux obligations.

La motion est adoptée.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 29 concernant les règlements numéros 807 et 818 adoptés par la cité de Québec en 1951.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je consens, dit-il, à ce que le bill passe à la deuxième lecture.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 29 sans l'amender.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:**État des mandats spéciaux**

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10, chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 8 novembre 1951		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
1.	Terres et Forêts:			
	Protection des forêts:			
	Extinction d'incendies forestiers.....	\$ 490,000.00	\$ 264,658.30	\$ 225,341.70
	(A. C. no 1125, du 10 octobre 1951)			
2.	Conseil exécutif:			
	Réception de Leurs Altesses			
	la Princesse Elizabeth et			
	le Duc d'Édimbourg.....	30,000.00	12,862.19	17,137.81
	(A. C. no 1164, du 25 octobre 1951)			
		\$ 520,000.00	\$ 277,520.49	\$ 242,479.51

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

L'auditeur de la province,
A.-J. Dolbec

Québec, le 8 novembre 1951

(Document de la session no 4)

**Adresse en réponse
au discours du trône**

M. Bertrand (Missisquoi)¹ propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Rennie), que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

Je présente d'abord mes hommages à M. l'Orateur de la Chambre, l'honorable Alexandre Taché; au premier ministre, le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), dont nous célébrerons les 25 ans de vie parlementaire; au chef de l'opposition, M. George C. Marler, qui s'acquitte avec dignité de la tâche difficile de critique officiel; à Leurs Altesses Royales la princesse Elizabeth² et le duc d'Édimbourg, qui nous ont rendu visite récemment, et à Sa Majesté le roi, à qui je souhaite un retour prompt et complet à la santé.

Situé près de la frontière de l'État du Vermont, le comté de Missisquoi a une superficie de 374 milles carrés. Il groupe trois villes, Bedford, Cowansville et Farnham, ainsi que 15 municipalités rurales. La principale production dans ce comté, c'est la pomme. Le comté de Missisquoi remercie le gouvernement de son aide, de ses octrois scolaires, de ses prêts agricoles, de son excellente politique de voirie, d'été et d'hiver, de ses travaux publics, du drainage, et de son aide pour l'organisation des loisirs de notre jeunesse.

Le développement du comté de Missisquoi et son essor ne sont qu'un aspect de la formidable poussée que l'on remarque dans toute la province de Québec. Trois causes expliquent ce progrès: la Providence qui nous a richement dotés, nos ancêtres qui furent des bâtisseurs, et le gouvernement actuel, qui a une politique nationale, familiale et sociale, politique génératrice de stabilité et de prospérité. Le gouvernement a reconnu que le rôle de l'État n'est pas de tout faire, ni de se substituer à la personne individuelle ou de remplacer celle-ci, mais de diriger, d'encourager et d'aider les initiatives privées, ce qui constitue la seule garantie d'un progrès durable.

Cette politique est nationale parce qu'elle répond aux aspirations profondes de notre peuple catholique et français, à qui elle a donné un drapeau, qui a redonné un nom français à la demeure du lieutenant-gouverneur et qui a permis que des représentants officiels de la province aillent s'associer aux grandes cérémonies religieuses des dernières années à Rome et au Canada. Elle est nationale aussi parce qu'elle perpétue une collaboration franche de compatriotes de langue et de religion différentes et en ce qu'elle offre l'exemple de la coopération avec le gouvernement central, en autant que le permet l'exercice d'une saine autonomie politique. La minorité anglophone du Québec est bien traitée. Alors que dans les autres provinces un épineux problème concernant les écoles pour les minorités prend naissance, au Québec, on a trouvé la solution depuis très longtemps.

Chez nous, 16 % des dépenses pour l'éducation vont à la minorité protestante et plus de \$4,000,000 ont été consacrés à la construction d'écoles et aux universités McGill et Bishop. Nos compatriotes anglophones savent qu'ici, dans cette province, il n'y a pas de discrimination raciale et qu'ils peuvent compter sur l'appui de notre gouvernement. Depuis 1760, les deux peuples, auxquels la Providence a permis de vivre, travailler et collaborer au développement des magnifiques ressources du pays, et en particulier de la province, ont donné au monde un exemple important de fraternité chrétienne.

Cette politique est nationale encore en ce qu'elle offre l'exemple de la coopération avec le gouvernement central en autant qu'elle permet l'exercice d'une saine autonomie politique. Le premier ministre a toujours reconnu que la vie économique et sociale de notre peuple exigeait, pour se développer avec plénitude, une autonomie politique conforme à l'esprit du pacte de 1867. Cette attitude, on la retrouve dans chacune des conférences fédérales-provinciales qui ont lieu depuis quelques années.

La politique de l'Union nationale est de plus familiale et sociale par les actes posés par le gouvernement pour le bien-être de notre classe rurale, pour l'éducation de notre jeunesse, pour la sauvegarde de la santé publique, pour la colonisation. Au contraire de l'éducation, le gouvernement est d'avis que les parents ont l'autorité sur l'enfant et l'instruction. Conformément aux directives du Conseil de l'instruction publique, le rôle de l'État consiste à aider. L'Union nationale s'est acquittée de ce devoir. Elle a construit 1,100 écoles nouvelles et elle en a réparé 6,500. L'enseignement à tous ses degrés reçoit une aide qui s'accroît chaque année.

La justice sociale n'est pas, dans l'Union nationale, un panneau-réclame accroché à une estrade comme celle affichée par un certain chef de parti, mais elle signifie une action déterminée pour l'amélioration de la classe ouvrière conformément aux lois de la province et en sauvegardant le bien commun. L'examen de la législation ouvrière prouve encore les préoccupations sociales du gouvernement. Il (M. Bertrand) mentionne le prêt agricole, l'électrification rurale, le drainage et les millions pour la colonisation.

Il (M. Bertrand) donne l'exemple des importantes installations de conservation frigorifique pouvant contenir 300,000 boisseaux, qui ont été construites par la coopérative des pomiculteurs de Farnham avec l'aide financière fédérale et provinciale. Il s'agit d'un simple exemple de l'aide que le gouvernement provincial accorde à ses électeurs. Puis il énumère une liste impressionnante, affirme-t-il, des réalisations du gouvernement dans tous les domaines d'activité à l'échelle de la province.

Il aborde les progrès de la province dans le domaine de la santé et rappelle que l'honorable Paul Martin, ministre fédéral de la Santé, a déclaré assez récemment qu'aucune province n'avait fait autant que la nôtre dans le domaine de l'hospitalisation. Relativement à la mise en valeur des mines de fer du Nouveau-Québec, précise-t-il, l'honorable Louis Saint-Laurent a appuyé l'attitude prise par le premier ministre de notre province.

Regardez le passé de l'Union nationale et vous n'hésitez pas à faire confiance au gouvernement de l'Union nationale. L'Union nationale attend avec confiance le verdict de l'histoire et celui que rendra le peuple quand viendra le temps de juger le gouvernement à ses œuvres, aux prochaines élections générales. Si le passé est garant de l'avenir, je dis à l'ouvrier, au cultivateur, au colon, à l'étudiant, au fonctionnaire: Regardez le passé de l'Union nationale et vous n'hésitez pas à faire confiance, comme moi et tous mes collègues, à l'Union nationale, sur qui nous comptons pour le présent et pour l'avenir³.

M. Rennie (Huntingdon)⁴: Je remercie le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) de m'avoir invité à seconder l'adresse. C'est un honneur dont je suis reconnaissant au premier ministre, déclare-t-il. Il (M. Rennie) remercie également les citoyens de Huntingdon de leur coopération.

Le comté de Huntingdon fut fondé vers le début du XIX^e siècle. À ce moment, la majorité des colons venait des colonies américaines qui sont

devenues par la suite les États du Vermont et de New York. Ces gens étaient, en plus grande partie, d'origine irlandaise, anglaise et écossaise. Puis, en même temps, un petit nombre de colons venant directement de ces vieux pays furent aussi dirigés vers le comté de Huntingdon. L'établissement de ces colons est dû, en majeure partie, aux démarches que firent certains hommes d'affaires de Montréal qui étaient entrés en possession d'une grande partie des terres de la couronne.

Ces gens étaient intéressés à vendre leurs terres aux nouveaux colons, moyennant de gros profits pour eux-mêmes. Les comtés de Châteauguay et de Beauhamois avaient, à ce moment, été établis en seigneurie, et quelques familles vivant sous ce régime devinrent mécontentes des conditions de vie qu'on leur imposait et déménagèrent dans ce qui est aujourd'hui le comté de Huntingdon.

Ces pionniers durent surmonter de graves difficultés, car il n'y avait pratiquement pas de terre défrichée dans toute la région. Ils durent s'établir en pleine forêt. La plus grande partie de leurs maigres revenus venait de la vente du "potasse" et du bois de haute futaie qu'ils vendaient aux chantiers maritimes de Montréal et qui parvenait à destination par la drave qu'on en faisait sur le fleuve.

Depuis les premiers temps de la colonie, il devint évident que ce comté se développerait surtout dans le domaine de l'agriculture. La terre était fertile, facilement labourée et offrait un bon drainage naturel. En plus de tous ces facteurs, ce n'était pas trop loin des marchés de Montréal. Le développement fut nécessairement lent, mais la persévérance de ces premiers colons fut largement récompensée. Aujourd'hui, nous avons un des comtés les plus agricoles de la province.

Pendant plusieurs années, notre agriculture fut surtout basée sur l'industrie laitière et la vente des troupeaux de haute qualité, aussi bien au marché domestique qu'au marché étranger. En ces dernières années, la culture des fruits a pris une place prépondérante chez nous. Cette industrie est surtout prospère dans les régions montagneuses de notre comté et on y récolte surtout des pommes.

Il n'y eut point de développement industriel notoire, dans le comté de Huntingdon, à venir jusqu'à la fin de la première guerre. Vers 1920, une laiterie vint s'établir dans la ville de Huntingdon. Dès le début, l'industrie du textile devint très prospère et nous avons maintenant plusieurs maisons importantes fabriquant des lainages de toutes qualités. Deux teintureries sont venues se joindre aux laineries et une maison de France a entrepris la

fabrication de fine lingerie. Il est intéressant de noter qu'approximativement un sixième de tout le lainage employé à la fabrication d'habits d'homme sort des ateliers de la ville de Huntingdon. Il est à prévoir que l'avenir ne fera qu'apporter un accroissement de cette industrie.

La frontière ouest du comté est le Saint-Laurent ou, plus précisément, le lac Saint-François sur les bords duquel s'est développé un endroit de villégiature renommé. Une grande partie des habitants de l'endroit tirent leurs revenus des marchandises qu'ils vendent aux villégiateurs. Le lac Saint-François est aussi le site d'une petite pêche commerciale bien prospère. Entre 20 et 30 pêcheurs s'occupent de ce commerce. L'on y pêche surtout l'esturgeon dont la majeure partie est vendue sur le marché de New York.

À ce point-ci de mon discours, M. l'Orateur, j'aimerais faire un bref exposé de l'essor qu'a pris l'enseignement dans mon comté. Dès les premiers temps de la colonisation, les colons réalisèrent l'importance de l'instruction, mais, dû au manque de moyens de locomotion, les premiers efforts dans ce domaine furent laissés presque entièrement entre les mains du clergé. Il n'était pas rare de voir les prêtres organiser de petites écoles privées dans leur maison. Elles étaient fréquentées par les enfants de la région et ils n'y recevaient qu'une instruction rudimentaire.

À mesure que le comté prenait de l'essor, les municipalités scolaires furent instituées et des écoles furent construites. L'instruction prit alors un caractère plus sérieux. La plupart de ces écoles ne consistaient qu'en bâtiments d'une seule pièce construits en rase-campagne. Dans ces écoles, on enseignait aux enfants jusqu'à la septième année et ceux qui désiraient parfaire leur éducation devaient s'enregistrer dans les académies situées dans les villes et villages voisins. Il y a environ 25 ans, un système de consolidation fut établi. Sous ce système, plusieurs écoles rurales fermèrent leurs portes et les élèves durent transférer aux écoles centrales.

En ce qui concerne l'instruction protestante, pratiquement tout l'enseignement, dans Huntingdon, se fait aujourd'hui dans des écoles consolidées. Ce n'est que tout dernièrement que ce régime fut établi pour les élèves de religion catholique romaine. Depuis 1947, quatre écoles centrales furent bâties dans le comté de Huntingdon pour les étudiants catholiques. Il est à prévoir que ce mouvement continuera jusqu'à ce que les besoins entiers du comté soient comblés.

À travers les années, les points de vue religieux et sociaux n'ont pas été négligés. Nous

sommes tout particulièrement favorisés d'avoir, dans tout le comté, une vie religieuse bien développée, tant protestante que catholique. Plusieurs de nos activités sociales sont centralisées autour des organisations religieuses et d'autres se sont développées indépendamment, afin de permettre à nos citoyens d'employer leurs loisirs pour le bien de la communauté.

Le comté de Huntingdon, que je représente à l'Assemblée depuis 1947, connaît un développement qui pourrait s'appliquer à n'importe lequel des 92 comtés de la province.

Pendant les 12 derniers mois, nous avons vu une série d'événements remarquables qui ont fourni à notre province l'occasion de démontrer notre progrès et notre coopération dans les affaires mondiales. Ces événements sont trop nombreux pour que je puisse en faire l'énumération ici, mais je veux signaler en passant la visite encore toute récente de Leurs Altesses Royales la princesse Elizabeth et le duc d'Édimbourg et, le printemps dernier, la visite de M. Vincent Auriol, président de la République française. En ces deux occasions, les citoyens de la province ont eu l'opportunité de démontrer publiquement leur attachement à leurs deux pays d'origine tout en constatant l'efficacité du système démocratique chez nous, en affermissant en eux le désir de le garder intègre.

Aujourd'hui, la Législature de notre province est convoquée pour le commencement d'une autre session et nous remarquons, en examinant le discours du trône, que c'est l'intention du gouvernement de continuer le développement de notre province sur une base bien équilibrée. Le progrès d'une province ou d'un pays dépend en majeure partie des habitudes de tous ces citoyens. Ici dans la province de Québec, nous avons une population bien orientée, et nous réalisons que les citoyens n'entendent pas par le mot "progrès" seulement un programme matériel, mais qu'ils considèrent plutôt qu'une nation bien développée doit l'être dans le domaine spirituel, familial, économique et aussi dans celui de l'enseignement.

Depuis la Confédération, le progrès de notre province dans les domaines précités a continué de s'effectuer selon ces grands principes démocratiques qui sont la base de notre existence. Pour mettre en pratique de tels principes, un peuple dépend entièrement de ses représentants élus. Heureusement, nous avons toujours eu des gouvernements qui ont admis ces principes et qui ont travaillé à les appliquer. L'efficacité des gouvernements a varié sensiblement pendant ce dernier siècle, selon le

degré de compréhension de ces idées fondamentales et l'habileté de ses chefs dirigeants.

À certaines périodes de notre histoire provinciale, notre progrès a été retardé parce que nous n'avons pas eu les chefs ayant la compréhension et l'énergie nécessaires pour réaliser ces grands principes. Je regrette qu'un ancien gouvernement ait refusé de donner au peuple des mesures aussi importantes que les pensions de vieillesse, le prêt agricole et l'assistance aux malades. Heureusement, pendant ces récentes années, nous avons constaté un changement notable et une marche accélérée dans le progrès de notre province.

Ce changement est dû entièrement à notre premier ministre actuel qui, par sa compréhension de nos problèmes et son dévouement, a remédié aux lacunes qui existaient auparavant. Grâce à son énergie, le développement ici a continué sans cesse et nous avons la conviction qu'il continuera dans l'avenir, car le premier ministre a la confiance de la grande majorité de la population de la province.

Certaines personnes prétendent que nous progresserions davantage en faisant de notre province "l'Iran du Canada". Ces personnes affirment probablement cette opinion par manque d'expérience, par bravade ou par une étonnante pauvreté. De toute façon, cette assertion ne pèse pas beaucoup dans la balance.

Au cours des années d'après-guerre, la province a connu un développement formidable, et ça ne fait que commencer. Je doute qu'il existe un autre endroit au Canada qui soit aussi riche en ressources naturelles que cette province qui est la nôtre. Pour des raisons inconnues, nos ressources naturelles sont restées inutilisées et notre province a perdu tout avantage qu'elle aurait pu tirer d'une exploitation légitime.

Il y a toutefois une providence qui semble guider les affaires des hommes et des nations, et nous sommes particulièrement chanceux d'en être à ce stade de notre développement à un moment où les affaires de notre province sont dirigées par le premier ministre le plus dévoué et le plus capable que nous ayons jamais eu.

Malgré le développement exceptionnel dont profite le Canada présentement, je regrette que le gouvernement ait à faire face à une attitude du public qui semble exiger de plus en plus un État paternaliste.

Un certain groupe de personnes semble penser qu'un gouvernement est un système où l'on essaie de faire tout pour tous. Pour ces personnes, le

gouvernement devrait exercer un contrôle sur la vie, du berceau au cercueil, et tout avantage matériel devrait être obtenu simplement sur demande auprès d'un gouvernement compatissant.

Heureusement, il n'est pas aussi simple de contrôler la vie. La nature oblige l'homme à travailler pour vivre. Aucun gouvernement ni aucune autorité ne peut changer cette loi. Le plus tôt reconnaitrons-nous la vérité de cet énoncé, le mieux ce sera pour toutes les parties concernées. Le gouvernement peut aider, mais il ne peut pas remplacer l'initiative individuelle. Nous devons apprendre à être autonomes et autosuffisants.

Le discours du trône, cette année, indique clairement l'intention du gouvernement de continuer dans la bonne voie⁵ et, pour cette raison, j'ai le plaisir de seconder la résolution proposée par mon collègue le député de Missisquoi (M. Bertrand).

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Avant de proposer l'ajournement du débat, il me fait plaisir d'exprimer aux proposeur et seconneur de l'adresse mes félicitations sincères pour la façon dont ils se sont acquittés de leur tâche. Ce n'est pas mon rôle d'apporter des louanges au gouvernement, et aussi je m'abstiens de partager tous les sentiments qui ont été exprimés dans ces discours. J'ai été frappé de la qualité des discours qui ont été prononcés et aussi de la manière dont les deux députés ont prouvé qu'ils savent manier les deux langues avec une égale habileté.

C'est une bonne chose, quand on choisit un proposeur et un seconneur, de désigner des représentants des deux grandes races. C'est d'ailleurs un usage qu'il est bon de conserver. Chaque fois qu'on a l'occasion de souligner le caractère bilingue du pays, on constate l'importance de la collaboration des deux races qui l'ont bâti, collaboration qui est essentielle au progrès du pays.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un plaisir très vif de signaler la manière dont le député de Missisquoi (M. Bertrand), gendre du regretté conseiller législatif l'honorable Giroux⁶, a proposé l'adoption de l'adresse. Il a fait plaisir à ses amis et a fait honneur à son comté, à sa famille et à la députation. Je n'ai pas d'hésitation à dire que c'est l'un des membres les plus brillants de sa génération. Il n'est pas besoin d'être prophète pour entrevoir un avenir des plus fructueux pour lui.

Il (M. Duplessis) souligne ensuite le patriotisme manifesté par le député de Huntingdon (M. Rennie) dans son discours. Sa mère et son

épouse sont heureuses de ses succès aujourd'hui. Le succès est une assurance de plus grands succès et de plus grandes réalisations dans l'avenir.

Comme je suis en train d'offrir des félicitations (sourire), je ne peux ne pas profiter de l'une des trop rares occasions qui me sont offertes de féliciter le chef de l'opposition. C'est sans doute la partie la plus éloquente de son discours qu'il ait prononcée aujourd'hui. Quand il laisse parler son cœur, il fait d'excellents discours. C'est certainement la meilleure partie du discours que le chef de l'opposition va prononcer sur l'adresse.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Voilà une décision prématurée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Moins prématurée que les prophéties de l'opposition.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 29 concernant les règlements numéros 807 et 818 adoptés par la cité de Québec en 1951.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill suivant:

29 Loi concernant les règlements numéros 807 et 818 adoptés par la cité de Québec en 1951.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Projets de loi:

Assistance aux personnes âgées

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 2 concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que les dépenses occasionnées à la province par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution, y compris le versement des allocations d'assistance, soient payées à même les deniers votés à cette fin, chaque année, par la Législature; s'il n'en est pas voté ou s'ils sont insuffisants, elles seront payées, jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire, à même le fonds consolidé du revenu.

Il (M. Duplessis) trace à grands traits l'histoire des conférences fédérales-provinciales qui ont eu

lieu depuis 1945 et auxquelles il a assisté. Il rappelle qu'en 1950 il s'est tenu, à Québec, une conférence unique où régnait une atmosphère de compréhension comme jamais auparavant. C'était la première des réunions, convoquées par le gouvernement fédéral, des premiers ministres de toutes les provinces, y compris Terre-Neuve. Maintenant ces hommes connaissent le Québec et ils peuvent s'élever au-dessus des préjugés que l'on avait dressés contre notre province. Je souligne également le régime de mutuelle compréhension établie depuis entre le Québec et Ottawa. Je crois qu'en invitant les premiers ministres à se réunir à Québec en cette occasion, nous avons fait un geste aux répercussions essentiellement heureuses.

Il (l'honorable M. Duplessis) insiste ensuite sur l'importance de doter notre pays d'une Constitution essentiellement canadienne, rédigée au Canada, par des Canadiens. Cependant, à cause des problèmes multiples et souvent complexes qu'il faut résoudre, on ne peut procéder avec une trop grande rapidité.

Le problème de la Constitution canadienne a été posé à la conférence. Or, ce problème constitutionnel est particulièrement compliqué par suite de ses aspects multiples. Il est évident qu'il doit être résolu par les Canadiens, pour les Canadiens. En cherchant sa solution, il importe de ne pas perdre de vue le bien public. Cela explique qu'il ne conviendrait pas de régler avec une trop grande rapidité un tel problème.

J'ai assisté à toutes les conférences intergouvernementales depuis 1945. J'ai donc pu apprécier à sa juste valeur la grande différence qui a marqué la conférence de Québec et les conférences antérieures. Il reste bien des points à régler, mais les délégués, à Québec, ont posé de très intéressants points de législation sociale et on a proposé plusieurs projets pour la pension aux personnes âgées. Pour les comprendre et les régler ces points, il faut de l'expérience et une liberté d'esprit que ne peut posséder celui qui a des attaches ailleurs.

La conférence de Québec a été suivie d'une autre réunion, à Ottawa, au cours de laquelle des délégués ont posé d'intéressants principes de législation sociale. Le très honorable Louis Saint-Laurent, premier ministre du Canada, l'honorable M. Stuart Garson, ministre de la Justice à Ottawa, et les premiers ministres des provinces canadiennes ont participé à la réunion, et de la correspondance a été échangée par la suite entre notre province et M. Garson qui préside le comité des procureurs généraux. Je dois dire que M. Garson a manifesté une courtoisie remarquable que nous apprécions en

tâchant de lui rendre la réciprocité. La province de Québec a fait des suggestions, les autres également.

Au cours de ces conférences et des échanges de vues auxquels elles ont donné lieu, plusieurs projets ont été proposés dans le but de jeter les bases solides d'une nouvelle législation sociale au bénéfice des personnes âgées de 65 ans et plus. Les suggestions fondamentales du Québec ont été acceptées et incorporées au projet, et ont été incorporées dans l'amendement définitif. Cet amendement a pour effet de donner aux autorités fédérales certains pouvoirs concernant les pensions de vieillesse. Il ne sera pas question de pensionnés, mais d'assistés.

Nous avons eu comme principal souci de conserver intacts les droits de la province. On avait suggéré, par exemple, d'inclure l'amendement dans un chapitre qui parle de divers domaines où Ottawa a la priorité en cas de conflit. C'eût été de nature à donner au fédéral une autorité supérieure à celle des provinces. Nous avons obtenu que l'amendement soit placé sous un titre séparé, de façon à lui donner une identité complète.

Je me suis opposé, dit-il, à ce que l'affaire des pensions de vieillesse tombe sous l'article 95 qui traite d'autres domaines comme l'agriculture et l'immigration. Une clause a été ajoutée, 95A, sous le titre de "pensions de vieillesse", qui protège les droits sacrés des provinces, ajoute-t-il. Il fut question des sources de revenus, le fédéral ayant déclaré qu'il fallait trouver de l'argent pour payer les millions de dollars nécessaires, vu qu'on assumait de nouvelles charges. Le gouvernement fédéral a manifesté depuis son désir d'imposer de nouvelles charges au peuple pour payer les pensions aux personnes de 70 ans et plus. Nous n'avons rien à y voir. Seulement, la province de Québec n'a pas voulu accepter la suggestion.

Le gouvernement d'Ottawa a proposé de lever une taxe spéciale, offrant aux provinces une taxe de vente de 3 %. Nous avons répondu que la province de Québec n'est pas une province à 3 % ni à 4 % et nous avons insisté sur la nécessité de délimiter une fois pour toutes les champs de la taxation au Canada, pour rendre à chaque pouvoir législatif ce qui lui est dû en vertu de la Constitution. Et nous avons réclamé nos droits dans leur plus entière intégrité. À notre avis, l'offre de pourcentage tendait à placer les gouvernements provinciaux dans une position secondaire.

Nous ne voulons pas consacrer des précédents en vertu desquels la province de Québec aurait des droits dans une proportion de 3 %. Nous sommes décidés à conserver l'intégrité de nos droits. Ces

petits pourcentages créent une ambiance qui laisse croire que les gouvernements provinciaux seraient des gouvernements secondaires. À notre point de vue, ce sont des gouvernements égaux, aussi nécessaires et aussi indispensables que le gouvernement fédéral.

Comme l'a dit Laurier, les provinces exercent, dans les limites de leur juridiction, les pouvoirs d'un État souverain. Nous avons carrément refusé. Comme le fédéral, les provinces ont droit à leur souveraineté. Le gouvernement de Québec n'imposera pas de nouvelles taxes et il paiera sa part de 50 % pour les pensions à même ses revenus.

L'assiette fiscale du Canada n'est pas solide et elle craque, ce qui n'est pas de nature à garantir la sécurité économique du pays. Ce qui presse, c'est de délimiter au plus vite les pouvoirs de taxation du fédéral, des provinces, des municipalités et des corporations scolaires. Le droit de percevoir des revenus est un corollaire du droit de légiférer. Et l'amendement à la Constitution était nécessaire non seulement pour permettre à Ottawa de légiférer sur les pensions aux personnes de 70 ans et plus, mais aussi pour lui permettre d'imposer des taxes pour payer les pensions. En n'imposant pour sa part aucune taxe nouvelle, la province de Québec indique une fois de plus son intention de coopérer à une distribution définitive des champs de taxation.

Il (l'honorable M. Duplessis) aborde ensuite le paiement des pensions à tous les Canadiens âgés de 70 ans et plus par le gouvernement fédéral, à partir du mois de janvier. Pourquoi, dit-il, payer ces pensions à tous, même aux gens riches? À mon avis, la réponse est simple, c'est que ces revenus additionnels dans la poche des individus vont changer, pour plusieurs, la classe dans laquelle ils se trouvent relativement à l'impôt sur le revenu. Cela rapportera des millions de plus au gouvernement central, mais il fallait à ce dernier obtenir les pouvoirs nécessaires, du consentement des provinces. Avec cette augmentation des dépenses, le fédéral se trouvait forcé de demander le pouvoir d'imposer des taxes.

En d'autres termes, la reconnaissance d'un droit ne vaut rien si on n'a pas les moyens de l'exercer. Le gouvernement fédéral a donc été obligé d'obtenir des revenus additionnels et c'est pourquoi, aujourd'hui, nous avons une augmentation de taxe dans le domaine du revenu, de la taxe de vente et des corporations. À Québec, il n'y aura pas de taxes nouvelles pour payer les pensions. Bien que la loi d'Ottawa base la pension, après 70 ans, sur une somme de \$40 par mois, après évaluation des ressources, il n'y a rien de tel dans notre loi, celle qui

est devant cette Chambre. Notre loi à nous ne limite pas l'assistance à \$40 par mois. Nous verserons notre part de 50 %, peu importe le montant qui aura été décidé.

Nous allons faire administrer la loi par un nouvel organisme, la Commission des allocations sociales du Québec, qui va administrer en même temps l'assistance aux aveugles et les allocations maternelles. Il n'y aura plus d'enregistrement d'hypothèques ou privilèges sur les biens des pensionnaires, ce qui est un amendement considérable. Les hypothèques et privilèges existant en vertu de l'ancienne loi seront rayés gratuitement dans les registres, ce qui libérera les propriétés de toutes redevances envers l'État.

L'honorable Paul Martin, qui a présidé la conférence sur les pensions de vieillesse, a été très courtois et a pris une attitude amicale. Il a consenti, par exemple, à retrancher une disposition de l'ancien texte disant que les pensionnaires continuaient d'avoir droit de vote aux élections provinciales et municipales. C'était une ingérence sur un terrain provincial.

La loi actuelle permet à la province de payer toute la pension dans le cas où, de bonne foi, Ottawa refuserait de rembourser sa part de 50 %. Nous sommes disposés à y ajouter un amendement comme celui qui existe dans la loi des allocations aux mères nécessiteuses, depuis 1947, et qui permet de payer l'assistance même à des personnes qui ne rencontrent peut-être pas 100 % des conditions requises, mais qui, selon l'équité, ont le droit d'être secourues. Cette clause s'est avérée très efficace en ce qui concerne les allocations aux mères nécessiteuses et n'a prêté jusqu'ici à aucun abus.

Cette loi sociale est la plus généreuse, la plus large que jamais un gouvernement provincial ait présentée. Elle est plus généreuse que la loi d'Ontario, de la Saskatchewan et autres provinces. Nous devrions faire en sorte de l'adopter rapidement pour en commencer l'application. Je serais même disposé, dans le cas des allocations aux mères nécessiteuses, à proposer un amendement qui permettrait au gouvernement de régler certains cas sympathiques, même si la loi ne couvre pas ces cas.

Il (l'honorable M. Duplessis) cite des cas où il faut aider des mères de famille dont les enfants, dépassant l'âge mentionné dans la loi, ont quand même besoin de l'aide de l'État pour qu'ils finissent leurs études. Il ne serait pas humain de leur refuser les allocations maternelles. D'ailleurs, le gouvernement a agi de cette façon dans le passé et il est prêt à continuer si la Chambre le permet.

M. Chaloult (Québec): Est-ce que le premier ministre pourrait nous dire combien les nouvelles pensions vont coûter à la province? Quel sera le montant approximatif de la contribution de la province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est difficile à dire, car la longévité des gens est quelque chose d'incertain. Toutefois, il est certain qu'il y a beaucoup plus de personnes de 65 à 70 ans qu'il n'y en a de 70 ans en montant. Rendue là, notre fusée est pas mal épuisée.

Toutefois, je puis dire que le président de la Commission actuelle des pensions de vieillesse, M. J.-R. Forest, a fait des recherches et que, d'après ses statistiques, ça va nous coûter à peu près la même chose que l'an dernier, soit \$8,000,000.

L'an prochain, ça nous coûtera de \$500,000 à \$600,000 de plus; en 1953, environ \$9,000,000 et, en 1954, \$10,000,000.

En somme, ça nous coûtera de \$1,200,000 à \$1,500,000 de plus qu'actuellement. Les statisticiens d'Ottawa ont estimé que ça coûterait moins cher qu'actuellement. Cependant, M. Forest est un homme très compétent et je crois que nous pouvons nous fier à ses chiffres, même si nous sommes dans un domaine où il y a beaucoup de problématiques.

M. Chaloult (Québec): Comme ça, le 50 % que le provincial va payer cette année équivaut à peu près au 25 % qu'il payait avant?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ça. La loi ne fixe pas de limite aux allocations d'assistance et, si elles étaient un jour portées à \$50, Québec en paierait tout simplement \$25, \$70, \$35, etc. Il y a des gens qui voudraient que l'État paie tout, sans s'intéresser à savoir où il faudrait prendre l'argent.

Ça peut faire l'affaire de nos amis de la Co-operative Commonwealth Federation (C.C.F.), mais, au Québec, ça ne convient pas. Incidemment (sourire), on dit que C.C.F., ça veut dire: "Can Carry Faisies" ou "Can Catch Fools". Je l'ignore. Nous, nous prenons nos responsabilités. C'est en agissant ainsi que le chef de l'opposition pourra aller au ciel.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne suis pas pressé, je vais attendre mon tour.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends, le chef de l'opposition veut continuer à en endurer pour acquérir des mérites.

Autrefois, un fils qui n'aidait pas ses parents était ostracisé. Aujourd'hui, tout cela est disparu.

À Ottawa, on a insisté pour que le mot "pension" soit remplacé par le mot "assistance". Il ne sera donc pas question de pensionnés, mais d'assistés.

M. Chaloult (Québec): Les amendements constitutionnels auxquels le premier ministre a consenti, à Ottawa, il l'a fait en vertu du mandat qui lui avait été accordé ici à la dernière session?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. Et j'ai suggéré à M. Garson, qui a d'ailleurs accepté de bonne grâce, que le texte de cet amendement soit envoyé à Londres dans les deux langues, de façon à consacrer une fois de plus le principe du bilinguisme au pays. Ce qui a été fait. L'amendement suggéré accorde au gouvernement de la province un pouvoir facultatif. Ce n'est pas une obligation. Nous pourrions accorder des allocations dans certains cas sympathiques qui rencontreront l'esprit de la loi. L'amendement de 1947 n'a provoqué aucune difficulté.

M. Chaloult (Québec): Il faut y songer deux fois, avant d'adopter un principe comme celui-là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On veut par là s'occuper des cas dignes de sympathie, s'occuper de cas qui rencontrent l'esprit et les buts de la loi, même s'ils ne cadrent pas entièrement avec le texte.

Actuellement, sous le système actuel de pensions, on paie annuellement pour environ \$400,000 de pensions pour des cas de ce genre. Souvent, ça permet à des jeunes gens, dont les parents sont soudainement frappés par un malheur, de terminer leurs études.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ceci est très intéressant, mais ça pose des difficultés techniques très sérieuses. En 1947, quand on a amendé la loi, ça ne concernait pas la totalité du paiement des pensions.

En somme, nous avons un système conjoint et l'on veut y greffer un système unique. Et s'agit-il d'allocations pour tout le monde ou encore pour les gens qui sont au moins aux alentours de 65 ans? Nous aimerions obtenir des renseignements plus précis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a une clause qui dit que le gouvernement

provincial paiera seul le montant des pensions, dans ces cas, si le fédéral ne juge pas à propos d'en payer une partie.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'État ne peut tout payer. L'effort personnel, dit-il, est toujours nécessaire. Il faut garder le sens de la responsabilité personnelle. L'argent des gouvernements provient des taxes. Les gouvernements ne peuvent se faire faux-monnayeurs.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Mais y aura-t-il des spécifications au sujet de l'âge?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'amendement sera semblable à celui que nous avions apporté à la loi des mères nécessiteuses en 1947 (chapitre 55).

Il autorisera la Commission des allocations sociales à accorder des allocations aux personnes âgées de 65 à 70 ans dans des cas spéciaux ne rencontrant pas les conditions de la présente loi, mais dans lesquels la Commission, après enquête, jugera équitable et conforme à l'esprit de cette loi d'accorder de telles allocations.

M. Chaloult (Québec): Je comprends très bien le but humanitaire de l'amendement et je l'approuve. Mais n'y a-t-il pas un danger que des abus sérieux se produisent, enfin que l'on utilise une telle clause pour faire du favoritisme politique?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): (En riant) Jamais.

M. Chaloult (Québec): Je crois qu'il faut y songer deux fois avant d'adopter cet amendement, même s'il est inspiré par une grande générosité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a rien de parfait sur la terre. Tout dépend de l'interprétation que l'on donne aux lois. D'ailleurs, les meilleures sont celles de l'Union nationale. Et il y a parfois des choses dangereuses qui sont une nécessité, comme les armes à feu, pour se protéger des voleurs, le poison. Ou encore l'opposition; même si elle n'est pas dangereuse, elle est nécessaire.

M. Ross (Montréal-Verdun) demande des précisions au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant. J'espère, dit-il, que l'on puisse terminer l'étude du bill 2 assez tôt pour permettre aux députés de la région de Montréal de prendre le train de 6 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Selon *L'Action catholique* du 8 novembre 1951, à la page 23, le député serait, avec six mois de moins, le benjamin de la Chambre. Il siège depuis 1948 et il a 35 ans.

2. Fille aînée du roi George VI, la princesse Elizabeth, née Elizabeth Alexandra Mary Windsor le 21 avril 1926, lui succédera le 6 février 1952, ce dernier s'étant éteint dans son sommeil. Elle portera le nom d'Elizabeth II, reine du Royaume-Uni, et sera couronnée le 2 juin 1953. Outre le Royaume-Uni, elle est reine de 16 États indépendants et chef du Commonwealth. Le 20 novembre 1947, elle épouse le prince Philip, duc d'Édimbourg. Celui-ci, devenu sujet britannique, avait auparavant renoncé à ses titres de prince de Grèce et du Danemark.

3. Selon le *Montreal Star* du 9 novembre 1951, à la page 25, le discours de M. Bertrand a duré 40 minutes.

4. Selon *Le Soleil* du 9 novembre 1951, à la page 12, M. Rennie débute son discours en français. Selon *L'Action catholique* du 8 novembre 1951, à la page 23, il est élu député de l'Union nationale à l'Assemblée législative lors de l'élection partielle du 23 juillet 1947, succédant au député libéral M. D. J. O'Connor, décédé en fonction le 26 novembre 1946.

5. Selon le *Montréal-Matin* du 9 novembre 1951, à la page 5, M. Rennie a eu, à la fin de son discours, une longue ovation.

6. Louis-Arthur Giroux (1893-1945), secrétaire du lieutenant-gouverneur Pierre-Évariste Leblanc, de 1915 à 1918. Candidat du Parti conservateur défait dans la circonscription électorale de Brome en 1931. Nommé conseiller législatif de la division de Wellington, le 23 février 1937, et décédé en fonction le 16 juin 1945.

Première séance du vendredi 9 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de The Protestant Industrial Rooms of the City of Montreal, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à ce que ladite institution soit liquidée volontairement et qu'elle soit dissoute (M. Rennie).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de l'hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte de manière à augmenter la valeur des immeubles (M. Gatien);
- de dame Immaculata Laferrière, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre certaines propriétés immobilières délaissées par M. Eugène Farly (M. Gatien);
- de Denis Pérusse, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à l'étude de la profession de notaire (M. Johnson);
- de dame Claire Yale et de Me Marc Vermette, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir la modification de certaines clauses du testament de feu Arthur Yale (M. Thibault);
- de Joseph-Jean-Jacques-Maurice-Louis Ship, demandant l'adoption d'une loi modifiant son nom en celui de Gingras (M. Thibault);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe spéciale dite taxe d'éducation (M. Prévost);
- de Marie-Bibianne-Simonne Guimont, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Marie-Bibianne-Simonne Authier (M. Prévost);
- de Canada Steamship Lines Limited, demandant l'adoption d'une loi validant et

confirmant son titre à un morceau de terrain (M. Johnson);

- des Frères mineurs capucins de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Matte);

- de Julien Chouinard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat (M. Saucier);

- de J.-Alphonse Cimon et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Union du Commerce, compagnie d'assurance-vie (Union of Commerce, Mutual Life Assurance Company) (M. Johnson);

- de la corporation du canton Langelier (La Croche) et des commissaires d'écoles, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement, et concernant l'évaluation municipale des biens imposables possédés par la Shawinigan Water & Power Co. (M. Ducharme);

- de Protestant Foster Home Centre, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de Children's Service Centre (M. Fox);

- de la municipalité scolaire catholique de Bedford, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre certains lots et bâtisses (M. Bertrand);

- de Frederick Francis Myson, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Griggs (M. Bertrand);

- de Roland Milette, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à l'étude de la profession de notaire (M. Fleury);

- de Frederick Augustus Blackadder Koettlitz et autres, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de changer leur nom de famille de Koettlitz en celui de Blackadder (M. Saucier);

- de la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal, demandant l'adoption d'une loi dans le but de changer son nom en celui de Federation of Jewish Community Services of Montreal (M. Rochon);

- de dame Eugénie De Grandpré et de Charles-Auguste De Grandpré, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre un lot délaissé par Joseph De Grandpré (M. Lavallée);

- de Joseph-Edgar-André Tanguay, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui d'Adjutor Huot (M. Matte).

Projets de loi:**Assistance
aux personnes**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 2 concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante et cinq à soixante-dix ans.

En comité:

Présidence de Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), jeudi le 8 novembre courant, et dont le texte se lit comme suit:

Que les dépenses occasionnées à la province par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution, y compris le versement des allocations d'assistance, soient payées à même les deniers votés à cette fin, chaque année, par la Législature; s'il n'en est pas voté ou s'ils sont insuffisants, elles seront payées, jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire, à même le fonds consolidé du revenu.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous posons actuellement un acte d'une conséquence énorme qui va répandre des bienfaits considérables dans la province de Québec, et nous assistons à une avance extraordinaire dans le domaine de la justice et de la sécurité sociale par cette loi qui va donner des pensions aux gens de 65 à 69 ans.

Il (M. Marler) déclare qu'il ne s'attachera pas à suivre l'ordre des conférences fédérales-provinciales, comme l'a fait le premier ministre, mais qu'il veut faire une revue sommaire des lois qui ont été adoptées, tant à Ottawa qu'à Québec, au sujet des pensions de vieillesse, parce qu'il y a des leçons à tirer de cette étude.

La question des pensions de vieillesse remonte à 1926, dit le chef de l'opposition. On se rappelle en effet que M. King, premier ministre libéral d'Ottawa, présentait alors la première loi des pensions. Les gens se rappelleront...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si on commence dans ce domaine qui ne relève pas de la loi qui est devant nous, cela pourrait prolonger le débat en lançant la Chambre dans un débat général.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai jamais pensé qu'après mon discours le premier ministre serait tenu de se taire, mais je suis dans mon droit et, avec votre permission, M. le président, je vais continuer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien! Mais il y aura sûrement des mises au point!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Vous en ferez, si c'est nécessaire. Il est dans l'ordre de faire l'historique de cette question et je n'ai pas du tout l'intention d'éterniser le débat. La pension de vieillesse au Canada remonte à 1925, quand le gouvernement libéral d'Ottawa a proposé la loi qui accordait une pension de \$20 par mois aux Canadiens âgés de 70 ans et plus, sujet à la preuve des moyens. Le gouvernement King fit adopter un plan conjoint de participation fédérale et provinciale. On se rappelle que plusieurs provinces ont alors accepté le plan et passé des lois pour établir chez elles des pensions de vieillesse. Québec y adhéra en 1936.

Je passe maintenant à la province de Québec. C'est à la première session de 1936 que le gouvernement Taschereau a présenté une loi pour établir chez nous un système général de pensions de vieillesse. La loi fut sanctionnée le 10 juin 1936 et une entente avec le fédéral était conclue le 13 août de la même année. Le paiement des pensions fut commencé le 1^{er} novembre 1936.

C'est en 1945 que le gouvernement King a fait pour la première fois, dans une conférence fédérale-provinciale, cette proposition fondamentale qui est consacrée par la loi actuellement devant la Législature provinciale de Québec. Cette proposition comportait que le gouvernement d'Ottawa paierait seul les pensions à tous les Canadiens de 70 ans et plus et partagerait avec les provinces le coût des pensions aux gens de 65 à 69 ans, après preuve de moyens. C'était une des propositions du fédéral dans la série de celles qu'il fit alors aux provinces. En 1947, le gouvernement fédéral a augmenté les pensions à \$40 par mois. Je veux donner crédit à l'Union nationale d'avoir alors adopté les arrêtés ministériels pour donner effet à cette augmentation dans la province, et d'avoir négocié avec Ottawa pour l'établir chez nous.

Une nouvelle conférence a été tenue en 1950, et le fédéral a de nouveau offert de payer des pensions aux gens pauvres dont l'âge va de 65 à 69 ans. Durant la dernière session à Québec, nous avons discuté les amendements constitutionnels

nécessaires pour cela. Pour le moment, qu'il suffise de dire que le gouvernement de Londres, à la suite de cette conférence, a adopté l'amendement constitutionnel pour donner à Ottawa le droit de légiférer avec les provinces sur la question des pensions de vieillesse. En dépit du fait que les pensions de vieillesse sont essentiellement une question provinciale, l'initiative dans ce domaine a toujours été prise par le gouvernement fédéral. Ce fait a beaucoup de signification, à mon sens.

Un autre fait qui en a, c'est la publicité faite par l'Union nationale sur cette question. En dépit du fait que c'est le gouvernement Taschereau qui a fait voter la loi des pensions dans le Québec, les propagandistes du gouvernement disent partout que c'est l'Union nationale. C'est bien dans la tradition de l'Union nationale de prendre 100 % du crédit des actes des autres, mais ce n'est pas juste de renseigner le peuple de cette façon. Un homme qui se respecte doit rester dans la vérité et ne pas induire les gens en erreur. Ce n'est pas dû à l'Union nationale si les pensions ont été augmentées.

La loi actuellement devant les Chambres provinciales n'est pas votée et, déjà, les propagandistes de l'Union nationale, dans les journaux, disent que "c'est grâce à l'Union nationale et à son chef si les vieillards de 65 à 69 ans vont recevoir une pension à partir du 1^{er} janvier". L'Union nationale commence déjà à s'attribuer tout le mérite et le crédit d'une loi d'initiative entièrement libérale. En matière de pension de vieillesse, toutes les initiatives sont venues du gouvernement fédéral et ont été d'inspiration libérale.

La province retire depuis quelques années des sommes énormes, environ \$250,000,000 par an, l'an dernier, et peut être plus cette année. Le gouvernement de Québec n'a jamais proposé quoi que ce soit de constructif dans le domaine des pensions de vieillesse. Il a prêché partout l'autonomie, mais, dans ce domaine exclusivement provincial, il n'a rien fait. Son autonomie n'est qu'un cheval de bataille, une autonomie négative.

Il (M. Marler) passe ensuite à la question des dispositions de la loi. Les conditions requises pour en bénéficier sont assez nombreuses. Le projet de loi, ajoute-t-il, mentionne d'abord que les bénéficiaires devront être âgés de 65 à 69 ans. Mais je note que le texte ne spécifie pas la pension maximum ni les conditions requises du bénéficiaire. Vous pouvez lire le projet de loi au complet sans savoir quelle sera la pension versée au bénéficiaire. L'article 2 du bill parle de verser à des personnes, réunissant les conditions prévues par l'article 3 de la loi fédérale,

"une allocation d'assistance égale au double de la contribution la plus élevée que le gouvernement fédéral est autorisé à payer à la province à cette fin". Il est donc nécessaire de se référer à la loi du gouvernement fédéral pour apprendre que la pension maximum sera de \$40 par mois. Ottawa paiera la moitié des pensions et la province, l'autre moitié.

L'article 12 du projet de loi déclare qu'advenant le cas où le gouvernement du Canada refuserait de payer 50 % d'un versement déjà fait par la province, le gouvernement provincial paiera. Ce cas pourrait se produire par suite d'une erreur du bénéficiaire, d'une erreur de la Commission; ce cas pourrait se produire pour des gens ne répondant pas aux conditions fixées par la loi. Mais il ne faut pas pouvoir donner au projet de loi une autre signification.

La pension maximum de \$40 ne sera payable qu'à ceux qui n'ont pas des ressources dépassant \$240 par année. Quarante dollars par mois! Est-ce suffisant? Il faudrait élever le maximum de \$240 par année que peut gagner une personne si elle veut toucher sa pension. Avec les \$480 de la pension, cela ne lui fait que \$720 pour subsister. La pension de \$40 avait été fixée en 1949. Depuis, le coût de la vie a changé; l'indice a passé de 156 environ à 190. Le montant de \$40 n'est pas mieux aujourd'hui que \$20 en 1927. Et, de jour en jour, le pouvoir d'achat de l'argent diminue. On veut payer des pensions aux personnes âgées de 65 à 69 ans à cause justement de la diminution de leur pouvoir d'achat et de leur manque de ressources.

Le titre donné au bill aurait dû être plus précis. Ce titre "Loi concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante et cinq à soixante-dix ans" donne l'impression de pensions pour tout le monde. De nombreuses conditions sont pourtant posées. La loi fédérale prévoit que le bénéficiaire doit résider au Canada depuis 20 ans au moins. La loi fédérale prévoit que le bénéficiaire ne doit pas toucher une pension d'aveugle ou une pension d'ancien combattant. Le projet de loi provincial stipule que le bénéficiaire doit demeurer dans la province. Il faut encore qu'une enquête détermine que les ressources personnelles du bénéficiaire sont insuffisantes. Or, le projet de loi du gouvernement ne mentionne pas les conditions requises. Le projet de loi devrait être plus explicite, de manière à ce qu'il soit inutile de toujours se référer à la loi fédérale.

Il (M. Marler) reproche ensuite au député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) de n'avoir pas parlé davantage, dans son discours, de l'enquête sur les moyens de subsistance. Il faut, dit-il, que les

enquêteurs comprennent que les pensions aux personnes âgées de 65 à 69 ans ne sont pas de la charité. Les gens ont gagné ces pensions par les taxes qu'ils ont payées.

Jusqu'à présent, pour toucher sa pension complète, un pensionné célibataire ne devait avoir, en dehors de cette pension, que \$120 d'autres revenus. Le nouveau système de pensions de vieillesse double cette somme. C'est un encouragement pour le pensionné. Mais je me demande si l'on ne pourrait pas trouver un meilleur système. En effet, avec le système actuel, on décourage plus d'un pensionné qui aurait peut-être quelque velléité de travailler. Si ce pensionné travaille et gagne annuellement entre \$120 et \$600 (\$600, somme équivalente à la pension maximum annuelle, soit \$480 plus les \$120 de revenus personnels tolérés actuellement), il n'améliore pas sa condition; il n'a pas plus d'argent à sa disposition qu'avec seulement \$120 de revenus personnels, car on réduit sa pension.

Il (M. Marler) exprime ensuite l'espoir de voir le paiement des pensions soustrait à toute ingérence politique. Il insiste aussi une nouvelle fois, de peur que le gouvernement ne développe chez les inspecteurs le sentiment qu'il ne s'agit pas d'une charité envers les personnes éligibles à la pension mais d'un droit.

Je suis heureux, déclare-t-il, d'avoir entendu le premier ministre dire que les pensions ne coûteraient pas plus cher sous le nouveau régime qu'elles ne coûtaient sous l'ancien. Il a parlé de \$8,000,000. Seulement, je m'étonne que l'an dernier, lors d'une première discussion des prémices de cette loi par la Chambre, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse ait parlé de \$15,800,000 et qu'il ait mentionné un chiffre de 225,000 personnes susceptibles de recevoir les pensions. Je me suis même demandé s'il n'avait pas abordé la discussion à Ottawa avec ces chiffres et demandé un peu plus. Je suis heureux aussi que le premier ministre nous ait annoncé que les nouvelles pensions seront établies sans qu'il ne soit nécessaire d'imposer de nouvelles taxes.

Il (M. Marler) fait ensuite un parallèle avec la loi de 1936. Il rappelle que lors de la première session, cette année-là, le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), qui était chef de l'opposition, avait fait des remarques justes et bien à propos. Dans ces remarques, déclare-t-il, le député de Trois-Rivières signalait qu'en Ontario les demandes de pensions devaient être soumises à des magistrats au lieu de l'être à une commission gouvernementale. Dès son arrivée au pouvoir, il a, comme premier

ministre, reconnu ce principe. Il a amendé la loi de M. Taschereau en y inscrivant un article qui déclarait que le paiement des pensions serait obligatoire de la part du gouvernement envers tout citoyen qui y aurait droit.

Au cas où la Commission des pensions de vieillesse refuserait une demande, le demandeur pouvait s'adresser aux magistrats. En 1938, il y eut un autre amendement limitant la portée du premier aux seuls cas de refus de la Commission d'accorder la pension; le candidat refusé pouvait encore s'adresser aux tribunaux. Je regrette qu'il n'y ait pas de disposition analogue dans la loi actuelle. Le droit d'appel est supprimé. Je regrette que la seule protection réside dans l'entente entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial et qui déclare que les provinces s'engagent à examiner tous les cas. Jadis, même si on ne s'en est pas prévalu, on savait que ce droit existait.

Je voudrais aussi attirer l'attention des députés sur le fait que, bien que notre système d'allocations sociales soit assez complet, on ne pense pas aux infirmes...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que l'on s'en tienne à la législation actuelle. Le chef de l'opposition s'est écarté neuf fois sur dix du sujet.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Je sais que le premier ministre a toujours voulu que les députés dans cette Chambre suivent les sentiers qu'il a tracés lui-même. J'ai le sentiment qu'en parlant des infirmes, je ne m'écarte pas du sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le cas des infirmes ne rentre pas dans la loi actuellement en discussion. J'ai laissé le chef de l'opposition s'écarter de son sujet et il l'a fait neuf fois sur dix au cours de son argumentation. Il s'agit maintenant d'une pension aux vieux. S'il veut parler d'autres sujets, qu'il fasse des motions, je n'en ai aucune objection. Mais, pour le moment, qu'il reste dans le sujet.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Le premier ministre a peut-être raison dans une certaine mesure, mais j'ai l'impression que le cas des infirmes rentre dans un plan d'ensemble de législation sociale. Je répète qu'en cette année 1951, on a fait, au Canada et dans notre province, un grand pas dans la voie de la législation sociale. Pour me résumer sur la loi devant nous, je regrette qu'il soit nécessaire de recourir à la loi fédérale pour la

reconnaissance des droits. Je regrette que l'on ait supprimé l'appel aux magistrats. Mais, dans l'ensemble, je trouve cette loi bonne; elle marque un pas vers le progrès et nous sommes en faveur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition veut faire de la politique avec cette loi; nous allons le suivre sur son terrain. (Il se lève.) Lorsque j'ai présenté cette loi, j'en ai exposé les points saillants, j'ai fait rapport des pourparlers intergouvernementaux et donné des comptes rendus des conférences qui se sont tenues à ce sujet. Le chef de l'opposition a voulu entrer sur le domaine purement politique. Je le suis. Il a prétendu que les pensions aux vieux et aux vieilles ont été accordées par l'administration libérale. Cette affirmation est contraire aux faits.

En 1927, M. King était au pouvoir à Ottawa. Il a établi un système de pensions de vieillesse. En 1927, il y avait un gouvernement libéral à Québec depuis 30 ans. Il a refusé de payer les pensions pour lesquelles le gouvernement fédéral payait 50 %. Durant ces 30 ans que le gouvernement libéral a été au pouvoir, on cherche une volonté, une intention de payer la pension. On ne trouvera pas un iota.

En 1935, M. Bennett était au pouvoir. Il a alors offert de payer 75 % du coût des pensions. Les libéraux ont refusé. Pendant neuf ans, les vieux et les vieilles de la province de Québec ont donc été privés de la pension à laquelle ils avaient droit. Pendant neuf ans, c'est donc \$60,000,000 qui ont été perdus par les vieux et les vieilles de la province de Québec, parce que M. Taschereau, ses amis et les amis de l'opposition actuelle refusaient de verser la pension. Pendant ce temps-là, Québec payait pour verser des pensions aux vieux et aux vieilles des autres provinces. Voici ce que c'est que le régime de justice sociale préconisé par l'opposition et les amis de l'opposition.

En 1936, ce n'est que rendu à l'agonie et forcé par l'opposition, que le gouvernement Taschereau a fini par voter une loi à la dernière minute. Malgré que l'opposition que je dirigeais à ce moment ait présenté motion sur motion, le gouvernement libéral avait toujours refusé de payer la pension aux vieux et aux vieilles de la province de Québec. C'est ça, la vérité irrévocable et irréfutable. Après deux mois de pouvoir de l'Union nationale, au mois de novembre 1936, les pensions étaient payées dans la province. D'un côté, vous avez deux mois de pouvoir et les pensions payées; de l'autre côté, vous avez 40 ans de pouvoir et \$60,000,000 de perdus pour la province de Québec.

En 1939, les libéraux sont revenus au pouvoir dans la province. Pensez-vous qu'ils ont fait mieux, M. le président? Non, et je le prouve. De 1939-1941 à 1943-1944, le gouvernement Godbout a payé \$10,364,736 en pensions de vieillesse à 191,262 personnes. De 1944-1945 à 1949-1950, le gouvernement de l'Union nationale a versé \$36,481,000 à 365,810 personnes. Pendant 40 ans au pouvoir, les libéraux n'ont même pas pensé à accorder la pension de vieillesse. Pendant leur nouvelle administration, de 1939 à 1944, ils l'ont réduite. Nous, nous l'avons augmentée.

Le régime Godbout, de 1940 à 1944, a réduit comme suit la pension mensuelle aux vieux et aux vieilles: 1940, \$2.07; 1941, \$1.79; 1942, 83 cents; 1943, 56 cents, ce qui fait en tout une réduction mensuelle d'environ \$5. De 1940 à 1951, le nombre de bénéficiaires d'une pension, dans la province, a progressé de la façon suivante: 1944, 49,198; 1945, 50,044; 1946, 54,175; 1947, 57,440; 1948, 63,459; 1949, 67,528; 1950, 72,097; 1951, 73,366. En argent, l'Union nationale a versé environ \$26,000,000 de plus à ces pensionnaires, de 1944 à 1951, que le régime libéral de 1940 à 1944.

Le chef de l'opposition a dit que la loi avait été votée le 10 juin 1936. On sait ce qui s'est passé le 10 juin 1936. L'opposition devrait s'en rappeler. Je le regrette pour elle, je ne veux pas lui être désagréable, mais elle devrait s'en rappeler.

Le chef de l'opposition a dit que les libéraux avaient prévu que les juges décideraient dans le cas où la Commission ne voudrait pas payer la pension. Il nous demande pourquoi cette disposition est disparue? C'est parce qu'elle était illégale. C'est M. Dunning lui-même qui l'a dit. La loi ne permettait pas ça. Nous sommes ici dans deux domaines différents. Il s'agit d'une convention bilatérale. Pour faire des changements, il faut la collaboration des deux parties. Les juges n'ont rien à faire dans cette loi. Ces allocations seront payables suivant une entente subordonnée à une législation fédérale, puisqu'il y aura des contributions fédérales, et à une législation provinciale, puisqu'il y aura des contributions provinciales. On ne peut pas faire autrement, il s'agit d'une convention bilatérale.

Le chef de l'opposition a parlé d'autonomie négative. Je lui dirai que, s'il y a un gouvernement qui a pratiqué l'autonomie positive, c'est bien le gouvernement actuel, celui qui, pour la première fois dans l'histoire de la Confédération, vient de faire reconnaître les droits de la langue française en faisant envoyer à Londres le texte français d'un amendement à la Constitution. C'est aussi celui qui a

donné un drapeau à la province de Québec. Autonomie positive encore, celle d'un gouvernement qui a donné à la résidence vice-royale un nom canadien-français en changeant le nom de Spencer Wood en celui de Bois-de-Coulonge. Autonomie positive, celle d'un gouvernement qui a posé dans le Québec le geste sauveur du prêt agricole provincial, alors que le prêt fédéral ne prêtait pas et qu'il ne nous convenait pas. Autonomie positive, celle d'un gouvernement qui, alors que les commissions scolaires de la province étaient aux abois, leur est venu en aide et a dépensé \$100,000,000 pour garantir l'existence de nos écoles et sauver les commissions scolaires de la faillite.

C'est plus que prêcher des accaparements insidieux, ça! Nous avons encore fait valoir les droits du Québec dans de multiples autres domaines. Ottawa avait autorisé certaines firmes pétrolières à procéder aux expropriations nécessaires pour la pose de pipelines; c'était un empiètement sur nos droits. J'ai dû protester et j'ai obtenu gain de cause. Nous avons empêché l'infiltration fédérale dans celui de la voirie, dans celui des ressources naturelles et même dans le domaine fiscal. Je pourrais citer à l'infini les actes positifs que nous avons posés. Et nous n'avons pas fait que cela. C'est aussi poser un acte positif que d'empêcher la maison de brûler. Dans le domaine des pensions de vieillesse, nous avons empêché des empiètements fédéraux en faisant adopter par le fédéral des choses qui n'étaient pas admises auparavant. Nous avons défendu, aux conférences intergouvernementales, les droits de la province et l'accord sur les pensions, dont la loi d'aujourd'hui est le résultat.

Le chef de l'opposition a voulu porter la discussion de cette question sociale sur le terrain de la partisannerie, une affaire qui regarde l'ensemble de la population. J'aurais préféré que l'on garde au débat son élévation. Il a voulu le rapetisser; cela m'a permis de résumer un peu de ce qu'a fait l'Union nationale pour l'autonomie. À un point de vue, je le remercie, parce qu'il m'a permis d'expliquer, sommairement évidemment, mais d'expliquer quand même les réalisations de l'Union nationale. L'Union nationale est en faveur de la véritable sécurité sociale. Pas celle qui consiste à tout attendre du gouvernement et à ne rien faire soi-même. Celle qui ajoute au sens de la responsabilité personnelle, qui aide financièrement les gens à jouir de la vie et du confort, mais qui veut qu'ils fassent, eux aussi, leur possible.

M. Chaloult (Québec): La conception que l'on se fait aujourd'hui n'est pas celle d'il y a 30 ans.

Pour comprendre l'attitude de l'ancien premier ministre Taschereau, il faut se replacer à son époque. Je me souviens qu'à ce moment-là M. Jean-Charles Magnan dénonçait la participation de la province aux pensions de vieillesse parce qu'il les trouvait antisociales, antichrétiennes et antifamiliales. Il prétendait très sincèrement qu'elles détruiraient l'esprit de famille.

Il n'était pas le seul à parler comme cela et il n'avait peut-être pas complètement tort. Cela explique l'attitude du gouvernement libéral provincial d'alors, car M. Taschereau était très conservateur en politique et très chatouilleux aussi des droits de la province. Il voyait là une ingérence dangereuse d'Ottawa. Mais il a finalement, à son corps défendant, passé la loi de 1936; il l'a fait sous la pression de l'opinion publique, représentée à ce moment-là par le Parti conservateur et par l'Action libérale nationale. Il l'a passée, sans doute, mais c'était tellement contraire à ses convictions personnelles qu'on doit se demander si on doit lui en attribuer aujourd'hui les avantages électoraux. Si la province de Québec a d'abord boudé la loi des pensions de vieillesse, c'est à cause de sa mentalité conservatrice et traditionaliste.

Je regrette que dans le domaine social, qui relève des provinces, ce soit toujours Ottawa qui prenne l'initiative. C'est le cas des pensions de vieillesse, des allocations familiales, qui ne sont pas conformes à notre mentalité, et bientôt viendra le tour de l'assurance-santé. Ottawa a pris avec les années une partie de plus en plus grande de nos revenus et il a en même temps assumé de plus en plus de charges provinciales. Je suis contre l'assurance-santé, mais je sais très bien que nous finirons par l'avoir et que, là encore, la province de Québec devra suivre.

Les pensions de vieillesse sont nécessaires parce que les conditions économiques ont changé profondément depuis le début du siècle. Autrefois, il y avait plus de sécurité, les gens pouvaient s'amasser un petit capital et prendre leur retraite quand venait la vieillesse. Avec la venue de l'industrialisation, source de progrès sans doute, nous avons eu le libéralisme économique et toutes ses erreurs. Nous avons connu le règne du capitalisme et de ses abus, des compagnies anonymes, sans cœur, du capital souillé, des ouvriers que l'on considérait comme de simples machines. Cela a conduit à la dictature économique, qui a engendré la misère et qui est certainement une des grandes sources du communisme dans le monde. Ce régime économique justifie les pensions de vieillesse. Il y a d'autres raisons: l'inflation et les taxes élevées non seulement empêchent les gens d'économiser, mais leur enlèvent jusqu'au goût.

Le projet de loi est aussi bon qu'il peut l'être dans les circonstances. Les critiques du chef de l'opposition ne m'ont pas convaincu et je ne crois pas qu'elles puissent donner lieu à des réserves graves. Il y aurait peut-être eu moyen de faire mieux, mais cela ne dépend pas du gouvernement provincial.

En 1927, la pension de vieillesse était de \$20 par mois. Elle est aujourd'hui de \$40, mais cela ne représente guère plus qu'en 1927. Comment un homme peut-il, en 1951, songer à vivre avec une telle pension?

Sans doute qu'il faut tenir compte de la capacité de payer, mais Ottawa paie une partie de cette pension et il l'a, lui, la capacité de payer. Ottawa qui paie sans compter pour les œuvres de mort devrait être capable de payer pour les œuvres de vie. Le gouvernement fédéral trouve des milliards de dollars pour préparer la guerre, pour faire mourir les gens, mais il en manque pour des œuvres de paix.

Il (M. Chaloult) dénonce à nouveau les empiétements d'Ottawa dans les domaines de juridiction provinciale et soutient que le rapport Massey¹ est une conséquence du rapport Sirois².

Les créditistes réclament depuis 10 ans déjà une pension de \$60 par mois à 60 ans. Il y a 10 ans, on les a pris pour des fous et, dans 10 ans, ils seront probablement dépassés. On en arrivera là un jour, si on considère l'évolution accomplie depuis 20 ans. Les créditistes auront eu le mérite de cette idée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pas le mérite, mais le crédit!
(Rires)

M. Chaloult (Québec): Ils (les créditistes) ont demandé plus que cela et réclament un dividende national et mensuel. Avec toutes les lois sociales actuelles: pensions de vieillesse, allocations familiales, pension aux aveugles, pension aux mères nécessiteuses, etc., je me demande s'il ne serait pas préférable de décréter immédiatement un dividende national qui remplacerait tout cela et qui serait payé à tous les Canadiens. La loi actuelle est aussi bonne qu'elle peut l'être. Elle n'est pas parfaite, mais gouverner, c'est l'art du possible.

Malheureusement, les pensions de vieillesse signifient un autre empiétement d'Ottawa dans le domaine des provinces. Ces empiétements seront de plus en plus nombreux et de plus en plus dangereux. Je comprends que le gouvernement provincial actuel est lié par des précédents qu'il doit subir, mais c'est quand même regrettable, car l'autonomie y laisse lentement la vie, et Ottawa ne peut pas appliquer les

lois sociales conformément à notre mentalité, en dépit de la bonne volonté de M. Paul Martin, ministre fédéral de la Santé et du Bien-être, qui me paraît un homme véritablement social et d'une largeur de vue exemplaire. Je crains qu'Ottawa ne continue à empiéter sur nos droits.

Comme le disait hier le premier ministre, il faut de toute urgence récupérer nos pouvoirs de taxation. Autrement, je me demande si c'en n'est pas fait des provinces. Ottawa, après nous avoir volé nos revenus, s'en vient prendre le reste. Je comprends qu'il ne sera pas facile de rentrer dans nos droits fiscaux et je me demande même si la situation n'est pas désespérée. Lorsque dans quelques mois nous irons devant le peuple, ne faudra-t-il pas le mettre au courant du danger très grave qui le menace? Lui demander si notre vie elle-même n'est pas en jeu?

Il (M. Chaloult) demande au gouvernement de mener rondement la bataille autonomiste. Il approuve la loi et déclare qu'il votera pour son adoption.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) se déclare en faveur du bill et il déclare que nos pouvoirs de taxation sont insuffisants et, surtout, dans le domaine général, mal répartis. Une révision s'impose, ajoute-t-il. J'ai assisté à la conférence intergouvernementale canadienne de Québec, en 1950, et j'ai été impressionné par les délibérations. C'est grâce à la coopération du premier ministre de la province si elles se sont poursuivies dans une atmosphère de compréhension. J'espère que les autorités fédérales se décideront un jour à laisser plus de revenus à la province de Québec, de telle sorte qu'elle puisse augmenter encore l'assistance aux personnes dans le besoin.

M. Ross (Montréal-Verdun) déclare qu'il est favorable aux pensions pour les nécessiteux de 65 à 70 ans et qu'il votera donc pour le bill, bien qu'il trouve que celui-ci pourrait être amélioré. Il répond ensuite au premier ministre qui avait dit que son gouvernement avait payé davantage en pensions, de 1944 à 1950, que le régime libéral, de 1939 à 1944, parce que l'espace de temps était plus court et surtout que, avec la collaboration fédérale, le montant des pensions fut successivement porté, en 1947 et en 1949, de \$25 à \$30 et de \$30 à \$40. Les pensions coûtent \$26,000,000 de plus que sous le régime Godbout.

Le député de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé), dit-il, avait déclaré l'an dernier que ces pensions coûteraient à la province quelque \$16,000,000, et l'opposition est heureuse aujourd'hui de constater que les estimés qu'elle avait alors

soutenus sont les mêmes que le premier ministre a donnés hier, au bout d'un an, et que ses pensions ne coûteront, en définitive, qu'à peu près le même montant que celles qui sont payées actuellement.

Il (M. Ross) se dit également d'avis que la loi provinciale devrait donner les conditions d'éligibilité, afin d'être complète et d'éviter aux intéressés de se référer sans cesse aux Statuts fédéraux. Nous faisons, dit-il, une loi provinciale. Le droit d'appel devrait être maintenu, parce qu'il est dangereux de laisser à la Commission le droit de décider en dernier ressort, dans tous les cas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un pas de géant. Coûteux au point de vue argent, mais avantageux au point de vue social. Il donne le texte d'un amendement qu'il a l'intention de proposer cet après-midi.

Je proposerai, dit-il, un second amendement afin de permettre aux personnes qui auront 70 ans d'ici le 1^{er} décembre et qui pourraient ne pas recevoir de pensions d'ici-là, à cause des formalités à remplir, d'être protégées jusque-là quand même.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 9 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Dominique Bolduc et autres, demandant l'adoption d'une loi créant pour les horlogers-joailliers de la province de Québec une corporation (M. Johnson);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hanley);

- de la part de la municipalité de Chatham;

- de Jewish Peretz School Inc., demandant l'adoption d'une loi afin d'exempter de taxes municipales et scolaires la propriété immobilière qu'elle possède (M. Rochon);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi permettant de prélever une taxe d'éducation (M. Blanchard);

- de la cité d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Limbour, demandant l'adoption d'une loi modifiant l'arrêté en conseil aux fins de définir les limites de ladite corporation (M. Desjardins);

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Chartier);

- de la ville de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);

- de la municipalité de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi pour ériger une partie de son territoire en ville sous le nom de la corporation de la ville de Saint-Vincent-de-Paul (M. Barrière);

- de Montreal Stock Exchange, demandant l'adoption d'une loi à l'effet d'augmenter la somme à laquelle est limitée, par sa charte, la valeur des biens de la corporation (M. Johnson);

- de la cité de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Choquette);

- de la communauté des religieuses de l'Hôpital général de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);

- de M. l'abbé Léo Clément et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de l'hôpital d'Argenteuil (M. Cottingham);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui

permettant de continuer le prélèvement de l'impôt de 1 % et d'en modifier le mode de répartition (M. Gendron);

- de dame Lactitia Le Fèvre, en religion mère Marie de Jésus, et autres, demandant l'adoption d'une loi conférant certains droits et pouvoirs à la corporation du futur hôpital, l'Hôtel-Dieu d'Alma (M. Auger);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ross);

- de Joseph-André Mayer, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à l'étude de la profession de notaire (M. Gendron);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Joliette, demandant l'adoption d'une loi aux fins de prélever et imposer une taxe spéciale dite taxe d'éducation (M. Tellier).

Projets de loi:

Assistance aux personnes

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 2 concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante et cinq à soixante-dix ans.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), jeudi le 8 novembre courant, et dont le texte se lit comme suit:

Que les dépenses occasionnées à la province par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution, y compris le versement des allocations d'assistance, soient payées à même les deniers votés à cette fin, chaque année, par la Législature; s'il n'en est pas voté ou s'ils sont insuffisants, elles seront payées, jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire, à même le fonds consolidé du revenu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement de l'Union nationale a payé en cinq ans \$26,000,000 de plus, en pensions de vieillesse, que le gouvernement Godbout durant la

période correspondante, soit de 1939 à 1944. En outre, sous les libéraux, il y a eu 191,262 pensionnaires et, sous l'Union nationale, 366,810.

Jusqu'ici, les autorités fédérales rendaient les gouvernements provinciaux responsables des pensions versées à des personnes n'y ayant pas droit et il fallait des hypothèques sur les propriétés. Nous abolissons ça. Mais Ottawa nous oblige à déclarer dans la loi des punitions pour ceux qui réclament sans droit ou qui aident d'autres personnes à obtenir sans droit.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je suis heureux de voir que le premier ministre est de bonne humeur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis toujours de bonne humeur, je ne puis pas regarder l'opposition sans rire.

Sous l'Union nationale, les gens reçoivent beaucoup plus en pensions. À quoi sert-il d'avoir une loi pour des pensions et de ne pas en distribuer?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'ai vérifié dans les *Comptes publics* les chiffres qu'a donnés, cet avant-midi, le premier ministre et j'ai constaté qu'ils étaient grandement exagérés. De 1940 à 1945, le gouvernement provincial a payé, pour les pensions, un peu plus que \$14,000,000. De 1945 à 1950, la somme consacrée aux mêmes fins a été de \$27,611,436. Il y a donc un écart de \$13,000,000 et non de \$26,000,000 comme le premier ministre l'a prétendu.

Cette différence s'explique facilement. En 1940, les pensions étaient de \$20. En 1943, elles sont passées à \$25. Elles sont demeurées ainsi durant les deux dernières années de l'administration libérale. Il en a été de même sous les deux premières années de l'Union nationale. En 1947, elles ont été portées à \$30 et, en 1949, à \$40. C'est donc logique que les dépenses aient augmenté, puisque chaque fois que le gouvernement central a décrété des augmentations, le gouvernement provincial a ensuite fait de même. C'est donc là un exercice de statistiques qui ne démontre rien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le chef de l'opposition veut conserver sa réputation d'être fort en chiffres, il ferait bien de ne pas avancer trop de théories comme celle-là. J'ai devant moi le rapport du président de la Commission des pensions, un homme qui a été nommé sous le gouvernement Godbout, et ce rapport révèle que de 1927 à 1936, en refusant d'appliquer la loi des pensions offerte par Ottawa, notre province, qui

payait quand même pour les pensions payées dans les autres provinces, a perdu \$60,000,000.

En 1940, la moyenne mensuelle a baissé de \$2.07 par mois, par pensionnaire; en 1941, de \$1.79; en 1942, de 83 cents; en 1943, de 56 cents. Cela fait une réduction de plus de \$5 par personne.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est enfantin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le nombre des pensionnaires, sous l'Union nationale, était de 49,118, en 1944; 50,644, en 1945; 54,175, en 1946; 57,440, en 1947; 63,459, en 1948; 67,728, en 1949; 72,097, en 1950; 75,366, en 1951. L'Union nationale augmente le nombre des pensionnaires et les pensions, alors que le Parti libéral, de son côté, a refusé d'en faire bénéficier la province pendant neuf ans avant de diminuer les pensions et le nombre des pensionnaires.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante et cinq à soixante-dix ans soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): De quelle façon le gouvernement s'y prendra-t-il pour faire le calcul des revenus permis à une personne qui veut avoir une pension de l'État? Il faudrait mieux définir ce qu'on a convenu d'appeler la preuve des moyens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans le cas des pensions, la question de la preuve des moyens a été considérée et discutée. Dans le cas de la sécurité sociale, il importe de penser que toutes les lois sociales d'une province comme Québec constituent un tout complet. Il faut considérer l'assistance publique, qui coûte \$40,000,000, l'aide à l'habitation, la pension aux instituteurs, l'assistance aux malades pauvres, la construction et l'aménagement des hôpitaux, de même que les avantages fournis à la classe étudiante par la construction d'écoles et les octrois aux institutions d'enseignement.

En résumé, cela prend la moitié du budget de la province. Depuis 1945, je n'ai pas d'hésitation à dire que nous avons dépensé au-delà de \$600,000,000 pour les lois sociales. Mais la meilleure sécurité, c'est celle de la stabilité. La présente loi constitue un pas de géant et elle sera profitable à tous les points de vue.

Les deux classes les mieux traitées dans la société telle qu'actuellement constituée sont les riches et les pauvres. Entre les deux, la pauvre classe moyenne a de la peine à respirer.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) prend la parole.

M. Dupré (Verchères): Comment procédera-t-on pour établir le revenu des cultivateurs quand il varie d'une année à l'autre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est la Commission des allocations sociales qui décidera. Personne n'a jamais accusé la Commission des pensions de vieillesse d'avoir causé des injustices à qui que ce soit. Il en sera de même avec l'autre commission.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande de dire clairement dans la loi que celui qui remplit les conditions de la pension a droit de l'avoir.

M. Ross (Montréal-Verdun): Quelle sera l'attitude de la Commission dans l'évaluation des ressources d'une personne qui aurait de l'argent en banque? Si elle a \$3,000, on sait que la banque va lui payer \$90. Mais, à Ottawa, dans le cas de l'impôt sur le revenu, on fixe le revenu à celui que fournissent les rentes viagères.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) remercie le député de Verdun de lui donner l'occasion de dire son opinion sur le sujet et la chance de parler

de la bureaucratie d'Ottawa. Il y a, dit-il, des gens à Ottawa qui sont comme dans une tour d'ivoire; ils veulent tout contrôler. Quand on est rendu à établir un revenu non pas sur ce qu'il est en réalité, mais sur ce qu'une institution fédérale donnerait, je dis qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Les fonctionnaires du fédéral, et non pas les ministres, partagent l'idée que le gouvernement d'Ottawa fait preuve d'une supériorité quasi divine sur les provinces. Ils essaient dans bien des cas de faire du chantage et de l'intimidation. Ces personnes veulent tout contrôler et obtenir plus d'argent, plus de prestige et plus de pouvoirs. L'autonomie est une bataille entre la démocratie et la bureaucratie.

Il cite ensuite une série d'empiétements du fédéral, suscités par la création des oléoducs. On a, dit-il, donné aux compagnies le permis d'exproprier, ce qui est exclusivement du domaine provincial. On a voulu obliger les registraires à enregistrer les titres, mais le fédéral ne peut donner d'ordre à des fonctionnaires provinciaux. Et enfin, on permettait aux compagnies de se servir des ressources naturelles pour leur usage, alors que la province seule a le pouvoir de disposer des ressources naturelles. J'ai dû protester chaque fois auprès du fédéral. L'autonomie provinciale, ce n'est pas seulement une lutte entre les tenants de la suprématie des provinces et ceux qui favorisent la centralisation législative, c'est aussi la lutte de la démocratie contre la bureaucratie.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse peut conclure, pour le compte du gouvernement de la province, avec le gouvernement du Canada ou tout ministre autorisé à agir pour son compte, une convention comportant le paiement à la province, par le gouvernement du Canada, conformément à la loi fédérale et aux règlements adoptés sous son empire, d'une contribution égale à cinquante pour cent des sommes versées par la province, à titre d'allocations d'assistance, aux personnes visées par l'article 2."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges), Ottawa ayant fixé son allocation mensuelle à \$40 par mois, reproche de ne pas avoir mentionné le même montant dans son projet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne voulons pas, nous, que notre charité soit

limitée à \$40 par mois. Nous paierons la moitié de tout ce qu'Ottawa donnera, quel que soit le montant. Notre loi est plus généreuse qu'aucune autre. Elle porte la marque de pionniers et de réalisateurs dans le domaine de la justice sociale.

Le gouvernement actuel n'a jamais été un créateur d'appétits, mais un créateur d'initiatives fécondes. Il ne s'est jamais inspiré de la démagogie, mais toujours des intérêts supérieurs de la province. Notre politique se fonde sur une conception nette des devoirs des administrateurs et de ceux des administrés.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Le gouvernement est de plus autorisé à conclure avec le gouvernement du Canada toute entente additionnelle à l'effet d'augmenter le montant des allocations d'assistance et, le cas échéant, à verser aux bénéficiaires les allocations d'assistance prévues par une telle entente."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) présente un amendement qui sera intercalé dans le projet de loi. Cet amendement se lit comme suit:

Que l'article 4 du bill 2 intitulé: "Loi concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante et cinq à soixante-dix ans" soit amendé en y ajoutant le paragraphe ci-après:

"En outre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter, modifier ou abroger des règlements, qu'il juge appropriés, pour autoriser la Commission à accorder des allocations d'assistance aux personnes âgées de 65 ans inclusivement à 70 ans exclusivement, dans des cas spéciaux ne rencontrant pas strictement les conditions de la présente loi, mais dans lesquels la Commission, après enquête, juge équitable et conforme à l'esprit de la présente loi d'accorder de telles allocations."

L'amendement, dit-il, permettra une application encore plus humaine et plus juste de la loi qu'il n'était originellement prévu.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose des questions sur l'amendement à l'article 4. Si les cas exceptionnels doivent rester dans les limites de 65 à 69 ans, ajoute-t-il, ils ne concerneront que deux aspects des conditions posées par la loi: le séjour minimum et les revenus. Il demande au premier ministre de donner des éclaircissements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) cite le cas de l'impôt sur le revenu qui n'accorde qu'une exemption de \$150 par enfant alors que les dépenses des parents sont considérables.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) suggère que les arrêtés ministériels qui seront adoptés en vertu de cet amendement soient déposés en Chambre, à moins qu'ils ne soient publiés dans la *Gazette officielle*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La production de tout document public peut être demandée en Chambre.

Sans avoir présentement d'opinion arrêtée sur ce sujet, je me demande s'il serait bon de publier les noms de tous ceux qui bénéficieraient de ces cas spéciaux.

Il s'oppose à la diffusion des noms des personnes qui reçoivent de l'aide, car ce serait une atteinte à la vie privée des familles.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne veux parler que des décisions d'ordre général afin de dissiper dans l'opinion du public l'impression qu'il pourrait s'agir de favoritisme.

Cette publication aiderait à créer chez les gens l'opinion que ce sont des règlements généraux. Il s'agit plutôt de faire connaître les classes des bénéficiaires plutôt que les noms des individus.

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. Il appartient à cette Commission de recevoir et d'entendre toutes les demandes d'allocation d'assistance et de les décider en dernier ressort conformément à la convention conclue en vertu de l'article 3 et, le cas échéant, à celle conclue en vertu de l'article 4. Elle peut en tout temps réviser ses décisions et en rendre d'autres.

"Toute décision de la Commission sur une demande d'allocation d'assistance doit être communiquée sans délai au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse et à la personne qui a fait la demande."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande quelles démarches ont été déjà faites pour se mettre en contact avec les personnes âgées susceptibles de se prévaloir des avantages des pensions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des formules sont prêtes. Elles seront envoyées par ordre du gouvernement aussitôt que la loi aura été votée.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous serons prêts dès le 1^{er} janvier. Nous paierons dans le courant de janvier.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je crois que généralement les pensions de vieillesse du mois de janvier se paient pour le 31 janvier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est exact. Tout ira bien. Nous avons déjà le personnel voulu. La Commission des allocations sociales aura la même composition que la Commission des pensions de vieillesse. Nous paierons le plus tôt possible.

L'article 6 est adopté

Les articles 7 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. Lorsqu'un bénéficiaire consent à ce que ses allocations d'assistance soient versées à une personne, société ou institution qui est tenue à sa subsistance ou s'en charge, la Commission peut statuer que ces allocations seront versées, pour le compte de ce bénéficiaire, à cette personne, société ou institution."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) fait remarquer que l'article 10 semble contredire l'article 8.

Les allocations d'assistance effectuées en vertu de la présente loi sont incessibles, insaisissables et exemptes de toutes taxes provinciales et municipales. L'article 8 prévoit que les allocations seront incessibles, dit-il. Or, l'article 10 vise à permettre de rédiger les chèques des pensions au profit de personnes, sociétés ou institutions se chargeant des pensionnés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pour régler certains cas difficiles.

L'article 10 est adopté.

Les articles 11 à 15 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 16 qui se lit comme suit:

"16. La loi des pensions de vieillesse, de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 179) et ses amendements seront abrogés à l'expiration de l'année 1951 et l'existence de la Commission des pensions de vieillesse, de Québec, prendra alors fin."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'article 16 tend à abolir la loi des pensions de vieillesse de Québec qui prendra fin à l'expiration de l'année 1951: "et l'existence de la Commission des pensions de vieillesse (...) prendra alors fin", ajoute l'article.

Il fait ajouter à cette dernière phrase les mots "sauf en ce qui concerne les réclamations faites en vertu de ladite loi avant le 31 décembre 1951".

L'amendement est adopté.

L'article 16, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 17 à 20 sont adoptés.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) fait une observation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne peux répéter tout ce qui s'est dit au cours des conférences fédérales-provinciales, mais je puis assurer la Chambre que je n'ai pas perdu une occasion de réclamer les sources de revenus qui appartiennent logiquement aux provinces. Refuser de reconnaître aux provinces les sources de revenus nécessaires pour leur permettre d'exercer les droits et de remplir les obligations qui leur sont par ailleurs attribuées par la Constitution, c'est dire ni plus ni moins que les Pères de la Confédération ont été malhonnêtes.

M. Chaloult (Québec): Les autorités fédérales n'ont-elles pas admis que vous aviez parfaitement raison? Qu'est-ce qu'on répondait quand vous faisiez ces représentations?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On répondait que c'était une question compliquée qui devait faire l'objet de conférences subséquentes, qu'il ne fallait pas trop mêler les questions et qu'il s'agissait d'abord de s'entendre sur les pensions. En d'autres termes, on accordait une pension à la question.

M. Ross (Montréal-Verdun) soulève le cas des bénéficiaires qui pourront être hospitalisés et

demande si ces gens auront quand même les bénéfices de l'assistance publique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement veut être aussi équitable et généreux que possible et avantager le plus de monde possible. Mais il ne faut pas oublier que les deux classes les plus avantagées à l'heure actuelle sont les très riches et les très pauvres. Il ne faudrait pas que la classe moyenne, la nôtre, soit écrasée entre les deux autres.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le gouvernement a-t-il prévu des moyens de recouvrement des pensions dans les cas où elles auraient été obtenues illégalement? Il est précisé que la loi fédérale est plus explicite sur ce point.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ottawa oblige les provinces à passer une loi qui décrète des amendes contre ceux qui réclament et obtiennent une pension sans y avoir droit et contre ceux qui les encouragent à agir ainsi. Ça prouve que l'opposition voudrait faire assumer par les provinces l'odieux de mesures venues d'ailleurs et qu'elle est encore dans un état de sujétion vis-à-vis du fédéral.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 2 après l'avoir amendé.
Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) répète son objection à ce que le bill ne reconnaisse pas le principe que les pensions sont un droit, et qu'une personne âgée ne puisse en appeler devant le magistrat dans le cas où la Commission lui refuserait une pension. Il reproche au gouvernement de l'Union nationale de n'avoir jamais pris l'initiative en matière de pensions de vieillesse, une matière exclusivement provinciale, et d'avoir toujours laissé Ottawa prendre les devants dans une question aussi importante.

Les initiatives dans ce domaine ont toujours été prises par le gouvernement fédéral, dit-il. Malgré

les dires de l'Union nationale, c'est le gouvernement Taschereau qui a fait voter la première loi des pensions de vieillesse au Québec. Le gouvernement actuel du Québec n'a jamais proposé quoi que ce soit de constructif dans le domaine des pensions de vieillesse. Il a prêché partout l'autonomie, mais, dans ce domaine exclusivement provincial, il n'a rien fait.

L'autonomie du gouvernement n'est qu'un argument publicitaire, un cheval de bataille, et cette autonomie est négative, ce qui est mauvais dans les relations des provinces avec le pouvoir central, ajoute-t-il. Il passe en revue les diverses lois adoptées depuis 1926 par Ottawa et la province de Québec pour les pensions de vieillesse. C'est M. King, à Ottawa, et l'honorable Alexandre Taschereau, à Québec, qui ont pris l'initiative de donner des pensions aux Canadiens et aux Québécois de 70 ans et plus, déclare-t-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition prétend que les pensions de vieillesse ont été accordées par l'administration libérale. C'est contraire aux faits. En 1927, lorsque le gouvernement King a institué, à Ottawa, le système des pensions de vieillesse, les libéraux du Québec ont refusé de payer les pensions. Si le gouvernement libéral de 1936 a voté la loi des pensions, quelques semaines avant sa défaite, c'est sous la poussée de l'opposition qui a présenté motion sur motion pour amener le gouvernement Taschereau à présenter la loi.

Ces gens-là ont été 40 ans au pouvoir et ils n'ont rien fait. Nous étions à peine depuis deux mois au pouvoir que les vieux et les vieilles de notre province commençaient à recevoir les secours de l'État. Sous leur administration, nos vieux ont perdu \$60,000,000. De 1936 à 1944, les libéraux ont réduit les pensions de vieillesse dans la province. Depuis, nous leur avons payé des centaines de millions. Le peuple de la province saura faire la différence entre les deux partis quand le moment sera venu.

M. Chaloult (Québec): M. Taschereau n'a passé la loi de 1936 que sous la pression de l'opinion publique, représentée à ce moment-là par le Parti conservateur et par l'Action libérale nationale.

Il (M. Chaloult) s'en prend à la dictature économique engendrée par le capitalisme. Ce régime économique rend les pensions de vieillesse nécessaires, selon lui. Je suis favorable à l'entreprise privée et à l'initiative privée, mais il ne faut pas que cela favorise la dictature et la concentration des richesses.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) se prononce en faveur de la loi.

M. Ross (Montréal-Verdun) se prononce en faveur de la loi.

Adopté³. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Prêts agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 portant à quatre-vingt-seize millions de dollars les sommes destinées aux prêts agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je trouve étrange qu'on veuille passer la deuxième lecture du bill sans que le ministre de l'Agriculture nous ait dit quelles sont les sommes qui restent entre les mains de l'Office. Dans ces circonstances, je ne suis pas préparé pour discuter l'opportunité de voter d'autres millions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Adoptons la deuxième lecture du bill portant à \$96,000,000 les sommes destinées aux prêts agricoles, quitte à discuter les modalités plus tard en étudiant les résolutions.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ça n'avance en rien le travail et je demande que tout soit reporté à une séance ultérieure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste pour voter le bill en deuxième lecture.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) soulève un point d'ordre à l'encontre de cette manière de procéder, alléguant qu'en vertu de l'article 548 du Règlement, un bill de cette nature, entièrement basé sur une résolution, ne peut être présenté qu'après l'adoption par la Chambre de la résolution qui l'accompagne. On ne peut voter la deuxième lecture d'un bill comportant une dépense de deniers publics avant d'en avoir d'abord accepté les résolutions, affirme-t-il. Nous ne sommes pas prêts à discuter le projet immédiatement, dit-il.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je regrette que le premier vote de cette session soit apparemment

dirigé contre l'une des mesures les plus sages qui aient jamais été prises par un gouvernement, soit contre l'Office du crédit agricole du Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À plusieurs reprises, on a passé par-dessus cette règle.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) soulève un point d'ordre. Le ministre, dit-il, ne doit pas déformer les faits. J'ai soulevé un point d'ordre au sujet de la procédure et pas du tout sur le principe du bill. Je me suis opposé à ce que l'on vote la deuxième lecture du bill avant l'étude des résolutions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette que le chef de l'opposition ne mesure pas la portée de son vote. J'ai proposé le vote de la deuxième lecture. Il s'y est opposé. Il veut donc retarder la mesure qui vise à mettre \$10,000,000 de plus à la disposition du crédit agricole.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je demande la décision de l'Orateur.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare qu'il ne voit rien dans le Règlement qui empêche, pour le cas actuel, d'appeler la deuxième lecture du bill avant la résolution, qu'on a déjà dans le passé, à plusieurs reprises, procédé à la deuxième lecture de bills semblables avant l'adoption de résolutions les accompagnant, et il renvoie en conséquence le point d'ordre soulevé par le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler).

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Chaloult, Chartier, Cossette, Côté, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Guay, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Labbé (Arthabaska), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Lesage, Lizotte, Lorrain, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poulin, Prévost, Rennie, Roche, Samson, Saucier, Talbot, Tellier, Vachon, 55.

Contre: MM. Dupré, Earl, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 7.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) regrette que l'Office du crédit agricole soit limité à la somme de \$6,000, quelle que soit la valeur des biens qui en sont la garantie, surtout quand il s'agit d'un prêt pour les premiers établissements. Je serais heureux, dit-il, si le ministre de l'Agriculture nous disait que le gouvernement songe à porter cette somme à \$10,000. Ce maximum n'est plus conforme à la situation économique actuelle, ajoute-t-il. Le montant du prêt devrait tenir compte du coût de la vie, du coût des matériaux et de la diminution de valeur de notre monnaie. Ce maximum a été fixé en 1936 et n'a jamais été augmenté.

Il y a eu un changement radical dans les conditions économiques de la province et du pays, depuis 1936, et ce maximum de \$6,000 est tout à fait inadéquat aujourd'hui, si on veut aider les jeunes à bien s'établir. La valeur des fermes et des bâtisses a bien augmenté depuis 1936. Le coût des matériaux a plus que doublé. En 1936, \$6,000 pouvait être un montant considérable. Ce n'est pas la même chose aujourd'hui et il me semble que l'on devrait hausser ce montant maximum.

J'ai toujours pensé qu'il est très important d'encourager le fils du cultivateur à s'établir sur la terre. Il faut donc l'aider de toutes nos forces et, dans les cas d'établissements dont nous devons surtout nous préoccuper, la somme de \$6,000 s'avère complètement insuffisante. Nous ne devons plus limiter le maximum du prêt à \$6,000. Je serais heureux si le ministre de l'Agriculture nous disait que le gouvernement songe à le porter à \$10,000. Ce serait justifié par les changements économiques qui ont eu lieu depuis 1936.

Je n'ai pas d'objection à voter pour la deuxième lecture du projet de loi qui augmente de \$10,000,000 les sommes mises à la disposition des cultivateurs. J'ai d'ailleurs toujours voté en faveur de ces augmentations chaque année.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne veux pas allonger le débat. Je veux qu'on comprenne bien que je veux être bref. Mes explications seront plus courtes que le temps qui a été perdu en des discussions qui ne mènent à rien. Je veux dire ce que le crédit agricole a fait depuis qu'il existe. Je ne veux pas retourner le fer dans la plaie de l'opposition, mais j'appuie ce que le député de Westmount a dit lorsqu'il a affirmé que la situation s'était améliorée depuis 1936.

Le crédit agricole était une entreprise osée; certaines gens la proclamaient même hasardeuse, mais elle s'est révélée une entreprise sage. Pourquoi? Parce que nous avons voulu rester dans un juste milieu. Il a fait beaucoup de bien en restant dans les bornes de la modération. Si les cultivateurs empruntent au rythme de \$10,000,000 par année, c'est qu'ils trouvent la médecine bonne. Nous n'avons pas fait comme ceux qui veulent tout donner, ni comme les libéraux qui ne voulaient rien faire. Si le prêt agricole n'était pas, il n'aurait pas prêté \$10,000,000 par année.

Sur le montant de \$86,000,000 alloué, il y en avait de prêté \$84,446,570, au 31 décembre 1951. De ce montant, \$25,656,322.41 ont été remboursés, ce qui laisse un montant de \$58,790,247.59 à rembourser. Ce crédit a été très utile. Il a permis à une quantité de cultivateurs de se renflouer. On a remboursé à échéance \$10,647,265.59 et, par anticipation, \$15,009,500. Voici un autre aspect. L'Office du crédit agricole a accordé 34,775 prêts dont 13,152 représentent des cas d'établissement.

Je suis fils, petit-fils et père de cultivateurs. Sur cinq enfants, trois fils sont cultivateurs et deux filles sont mariées à des cultivateurs. C'est avec fierté et orgueil que je proclame ce résultat dans ma famille pour le mettre en opposition avec ceux qui disent qu'il faut aimer la terre et qui font tout pour décourager les cultivateurs. C'est une loi de modération, une loi d'équilibre. On proclame que l'agriculture est la base de la prospérité du peuple. On dit que l'on compte sur les cultivateurs pour maintenir l'équilibre que l'on craint de voir se rompre. Quand je vois ce qui passe, j'ai peur que l'on jette chez nous des semences de désordres et d'appétits qui produisent le contraire de ce que nos pères ont fait dans le passé.

Grâce au crédit agricole, 13,000 jeunes gens ont été établis sur des fermes, mais très rares sont ceux qui ne sont pas restés. Il (l'honorable M. Barré) rend ensuite hommage au premier ministre d'avoir établi cette loi et, répondant à la suggestion du chef de l'opposition d'augmenter le montant qui peut être prêté, il dit que cette question est à l'étude. Je ne suis pas prêt à dire, ajoute-t-il, qu'il ne sera jamais augmenté. Il y a une foule de choses à considérer. Nous étudions actuellement la possibilité d'augmenter ces prêts, car il est évident que nous sommes en période d'inflation. Il faut aussi nous souvenir qu'après la guerre de 1918, nous avons connu, aux environs de 1930, une crise.

De plus, il faut qu'il y ait, aujourd'hui et demain, des hommes assez courageux pour empêcher

que le gouvernement favorise cette inflation en faisant tout, en achetant tout. Le crédit agricole est actuellement limité à \$6,000; nous discuterons la possibilité d'une augmentation, mais nous le ferons en nous souvenant qu'il ne faut pas accorder à l'emprunteur une somme si élevée qu'il lui sera ensuite difficile de rembourser. Nous voulons un prêt utile. Et nous croyons qu'un prêt qui prête \$10,000,000 par année remplit sa fonction.

Je tiens aussi à signaler une fois de plus la très grande honnêteté de nos cultivateurs qui, sur une somme de \$48,000,000, n'ont failli de rembourser que \$419, ce qui est une fraction de 1 %. En fait, ½ cent par \$1,000 prêtés. Vraiment, la population agricole du Québec est la plus honnête au monde. Mais il ne faut évidemment pas lui accorder des prêts exagérés, difficiles à rembourser.

J'espère que la loi du crédit agricole continuera son œuvre utile et, encore une fois, si une augmentation du montant du prêt est accordée, ce sera une augmentation si sage et si modérée que le crédit agricole continuera d'être un élément de stabilité pour la population rurale. Cette institution a été le salut de la classe agricole.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Demain, on étudiera alors ce projet de loi en troisième lecture, avant de passer au bill des pensions aux aveugles et à la loi concernant l'habitation.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.
Adopté.

La séance est levée à 6 h 10.

NOTES

1. Du nom du président de la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada, Charles Vincent Massey. Cette Commission a été mise sur pied par Louis

Saint-Laurent et elle publie son rapport en 1951. Elle recommande, entre autres, la formation du Conseil des arts du Canada.

2. Mieux connue sous le nom de la commission Rowell-Sirois, la Commission royale d'enquête sur les relations fédérales-provinciales a été formée en 1937. Les deux présidents de cette commission fédérale d'enquête ont été N. W. Rowell et Joseph Sirois. Le rapport remis en 1940 recommande la dévolution des fonctions et des pouvoirs d'imposition au gouvernement fédéral et l'institution de péréquation aux provinces, afin d'assurer les frais encourus dans les domaines de leur juridiction.

3. Selon *Le Soleil* du 10 novembre 1951, à la page 11, la loi a été adoptée à 5 heures, après un très long débat.

Séance du mardi 13 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- des commissaires d'écoles pour la ville de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente de 1 % (M. Dubé);
- des syndics de la paroisse de Saint-Jean-de-Brébeuf et ses compagnons martyrs de Roberval, demandant l'adoption d'une loi modifiant les pouvoirs qui leur sont accordés par la loi des paroisses et des fabriques (M. Marcotte);
- de la ville de Beauceville-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poulin);
- de Reginald Gordon Granville, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Royal Trust Co. à lui payer sa part du capital de la succession de sa mère feu Mary Everett, veuve de feu Charles King (M. Johnson);
- de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);
- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi aux fins de prélever une taxe d'éducation de 1 % (M. Blanchard);
- des Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur acte d'incorporation (M. Gérin);
- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Goudreau);
- de la municipalité scolaire catholique de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Miquelon);
- de Dan Roston, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre à la pratique de la profession de chirurgien dentiste (M. Johnson);
- d'Alfred Leduc et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la propriété d'une partie des

actions de la compagnie E. et A. Leduc ltée, et autres fins (M. Roche);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Lizotte);

- de la ville de Sainte-Thérèse, demandant l'adoption d'une loi aux fins de refondre sa charte et de demander certains pouvoirs spéciaux (M. Blanchard).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de The Protestant Industrial Rooms of the City of Montreal, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à ce que ladite institution soit liquidée volontairement et qu'elle soit dissoute (M. Rennie).

- de Dominique Bolduc et autres, demandant l'adoption d'une loi créant pour les horlogers-joailliers de la province de Québec une corporation (M. Johnson);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hanley);

- de Jewish Peretz School Inc., demandant l'adoption d'une loi afin d'exempter de taxes municipales et scolaires la propriété immobilière qu'elle possède (M. Rochon);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi permettant de prélever une taxe d'éducation (M. Blanchard);

- de la cité d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Limbour, demandant l'adoption d'une loi modifiant l'arrêté en conseil aux fins de définir les limites de ladite corporation (M. Desjardins);

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Chartier);

- de la ville de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);

- de la municipalité de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi pour ériger une partie de son territoire en ville sous le nom de la corporation de la ville de Saint-Vincent-de-Paul (M. Barrière);

- de Montreal Stock Exchange, demandant l'adoption d'une loi à l'effet d'augmenter la somme

à laquelle est limitée, par sa charte, la valeur des biens de la corporation (M. Johnson);

- de la cité de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Choquette);

- de la communauté des religieuses de l'Hôpital général de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);

- de M. l'abbé Léo Clément et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de l'hôpital d'Argenteuil (M. Cottingham);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de continuer le prélèvement de l'impôt de 1 % et d'en modifier le mode de répartition (M. Gendron);

- de dame Laetitia Le Fèvre, en religion mère Marie de Jésus, et autres, demandant l'adoption d'une loi conférant certains droits et pouvoirs à la corporation du futur hôpital, l'Hôtel-Dieu d'Alma (M. Auger);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ross);

- de Joseph-André Mayer, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à l'étude de la profession de notaire (M. Gendron);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Joliette, demandant l'adoption d'une loi aux fins de prélever et imposer une taxe spéciale dite taxe d'éducation (M. Tellier).

Projets de loi:

Prêts agricoles

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 4 portant à quatre-vingt-seize millions de dollars les sommes destinées aux prêts agricoles.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Attendu que l'agriculture est l'industrie fondamentale de cette province et qu'il y a lieu d'aider dans la plus large mesure possible à son progrès et à son expansion;

Attendu que la loi du crédit agricole du Québec s'est avérée l'une des contributions les plus salutaires à la prospérité de l'agriculture, au bien-être des cultivateurs, à l'établissement de leurs fils sur la terre et au raffermissement des institutions paroissiales, municipales, scolaires et coopératives liées à l'économie rurale;

Attendu qu'il y a lieu en conséquence d'accorder de nouveaux crédits à l'Office du crédit agricole du Québec pour fins de prêts aux agriculteurs;

En conséquence:

Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse, aux conditions qu'il déterminera et sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, autoriser le trésorier de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, en outre des sommes que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, un montant de dix millions de dollars, pour être employé aux fins prévues par la loi du crédit agricole du Québec (1 Édouard VIII (2e session), chapitre 3), en la manière et aux conditions déterminées par cette loi avant sa modification par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 6.

En conséquence, les prêts qui seront faits aux agriculteurs à même ce crédit additionnel porteront intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement, et seront remboursables, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux, l'emprunteur ou ses ayants droit conservant néanmoins le droit de rembourser tout prêt par anticipation, en totalité ou en partie.

M. Labbé (Arthabaska): Les cultivateurs de mon comté appuient ce projet de loi dont le but est de leur venir en aide. Le député de Maskinongé (M. Caron) déclarait autrefois que l'agriculture était dans le marasme avant 1936. À ce moment-là, les cultivateurs étaient pauvres, sans soutien et ils abandonnaient leurs terres. Les écoles se fermaient,

faute d'élèves. Cette législation progressive a mis fin à l'abandon des terres. En outre, le nombre des écoles rurales s'est accru au lieu de diminuer. C'est ainsi que dans ma propre paroisse de Sainte-Victoire, on est en train de construire trois nouvelles écoles dans un même rang.

Il (M. Labbé, Arthabaska) compare la situation actuelle à l'ancienne. Le changement est dû à la loi du crédit agricole prônée par le député de Rouville (l'honorable M. Barré) et accordée par le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), ajoute-t-il. Cette loi a surtout aidé les jeunes cultivateurs à rester sur les terres. Aujourd'hui, on ne fournit pas de construire de nouvelles écoles, tellement la situation est changée. Le nombre des fils de cultivateurs qui profitent de la loi pour s'établir sur des terres augmente d'année en année.

Il fut de 331, en 1937; de 671, en 1938 et de 900, en 1939. Il y eut régression sous le régime libéral, le nombre tombant à 490, en 1940; 541, en 1941; 341, en 1942 et 224, en 1943. Puis ce fut une remontée rapide, le nombre atteignant 501, en 1944; 652, en 1945; 892, en 1946; 1,163, en 1947; 1,395, en 1948; 1,523, en 1949 et 1,535, en 1950. Preuve que la stabilité et la confiance ont fait place à l'insécurité d'autrefois, grâce au député de Trois-Rivières et à l'Union nationale.

J'appuie le bill à cause de ses effets bienfaisants. Le crédit agricole a permis à beaucoup de cultivateurs d'avoir l'électricité, a favorisé l'assainissement des finances municipales en permettant aux cultivateurs de payer leurs taxes, a amené l'amélioration de la voirie rurale, etc.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Par suite de cette loi de l'Union nationale, la certitude a succédé à l'incertitude et les cultivateurs ne craignent plus de ne pas pouvoir faire face à leurs obligations. Autrefois, par suite du manque de secours de l'État, les terres étaient abandonnées et, quand on demandait aux gouvernements libéraux d'aider l'agriculture, on répondait que les cultivateurs avaient trop de crédit. Trente-huit pour cent des prêts consentis par l'Office ont servi à l'établissement des fils de cultivateurs.

Ayant régularisé leur situation financière et fait disparaître la hantise des huissiers, les agriculteurs ont pu se donner tout entiers à l'amélioration de leur ferme et de leur cheptel. Contrairement aux craintes exprimées par les anciennes administrations libérales, les cultivateurs ont remboursé royalement, sans même attendre l'échéance la plupart du temps, de sorte que l'Office n'a perdu que \$446 sur \$86,000,000.

Les cultivateurs de mon comté m'ont chargé de vous présenter leurs remerciements, leur appui. C'est la meilleure loi qui ait jamais été votée par aucun gouvernement. Vous êtes le premier ministre qui avez donné le plus aux cultivateurs depuis la Confédération et ils vous en sont reconnaissants.

L'honorable M. Tardif (Frontenac): L'agriculture était dans le marasme, en 1929, quand le député de Trois-Rivières proposa la loi du crédit agricole que les libéraux combattirent et qu'il implanta lui-même, à son arrivée au pouvoir en 1936. Le parti oppositionniste peut aujourd'hui approuver la loi, mais le peuple n'oublie pas quand même qu'il l'a combattue jadis et que c'est l'Union nationale qui l'a donnée à la province. Où sont aujourd'hui ces prophètes de malheur qui disaient que la loi du crédit agricole serait néfaste pour l'économie de la province? Ils observent un mutisme prudent et cherchent à faire oublier qu'ils ont combattu cette loi de salut pour la classe agricole.

De janvier à octobre 1951, en 10 mois, cette législation progressive a permis l'établissement de 1,993 fils de cultivateurs; ce chiffre dépassera donc 2,000 avant la fin de l'année. Sans la loi du crédit agricole, nous assisterions, aujourd'hui, à un exode beaucoup plus considérable vers les villes. Il serait vraiment édifiant pour ces jeunes de leur faire lire des extraits de journaux des années antérieures à 1936. Ils pourraient voir alors quels ont été ceux qui voulaient l'encouragement à l'agriculture et ceux qui étaient prêts à la laisser déperir. Des provinces voisines sont presque jalouses de cette législation.

De plus, la loi du crédit agricole a eu d'heureuses répercussions sur l'économie générale de la province. Elle fait partie d'un plan d'ensemble d'une politique familiale, plan auquel sont venues se greffer plus tard les autres réalisations du gouvernement Duplessis: électrification rurale, aménagement d'écoles de campagne, d'écoles d'agriculture, voirie rurale, drainage, protection de l'industrie laitière. Résultat: essor fantastique des campagnes!

C'est une législation continue et familiale qui a assuré la stabilité de l'agriculture et sauvé le crédit de nos municipalités rurales. Tout le monde le sait, même ceux qui prononcent des discours quand nous ne sommes pas là pour leur répondre. En 1952 ou 1953, la population agricole saura comment voter.

La conséquence de ces mesures bienfaisantes, c'est que l'agriculture est en voie de prospérité. Malgré le fait que le nombre de nos fermes diminue à cause de l'agrandissement considérable de celle-ci, par suite de la mécanisation, la moyenne de la

superficie de nos terres a doublé en un quart de siècle; le nombre des vaches laitières, qui était de 1,120,000 en 1947, est passé à 1,114,000, en 1948 et à 1,129,000, en 1951; nous avons élevé, cette année, 190,000 porcs de plus que l'an dernier.

Je remercie le premier ministre de la confiance qu'il a eue en l'agriculture. Grâce à lui, les cultivateurs ont confiance en l'avenir, car l'agriculture est assise sur des bases solides et elle ne cesse de progresser. Il a eu, par sa claire vision des choses et son amour véritable pour la classe agricole, l'idée de toute cette législation.

Notre population ne pourra, devant ce passé, que continuer de nous faire confiance dans l'avenir. J'ai confiance, dit-il, en l'avenir de l'agriculture parce que nos campagnes sont en plein développement et que la population agricole est saine, ennemie des théories nouvelles.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le comité ne doit pas attendre de moi un discours du même genre que ceux qu'il vient d'entendre.

Une voix ministérielle: Vous n'aimez pas ça?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je trouve cela très intéressant, mais, quand on l'entend pour la cinquième fois¹...

Dans les discours prononcés depuis le début de la séance, il semble qu'une chose ait échappé à ceux qui ont porté la parole: le changement qui s'est produit dans l'économie agricole de notre province au cours des dernières années. Le crédit agricole a remplacé les prêteurs individuels qui autrefois avançaient les sommes nécessaires aux cultivateurs dans le besoin. Des députés ont parlé des intérêts très élevés que demandaient ces prêteurs.

J'admets que les intérêts pouvaient être élevés. Je ne crois pas, cependant, que les prêteurs aient ambitionné sur leurs voisins. Le crédit agricole a remplacé avec avantage le prêteur individuel et c'est la raison pour laquelle j'ai toujours voté les augmentations demandées pour les sommes affectées aux prêts.

Quand j'avais soulevé, en 1950, la question d'élever la limite des prêts consentis par le crédit agricole, le ministre de l'Agriculture avait dit que des changements étaient possibles, mais qu'on devrait les étudier soigneusement. Il avait raison. Mais, depuis, deux années presque ont passé et, vendredi, quand j'ai de nouveau soulevé cette question, le ministre de l'Agriculture a de nouveau répondu qu'il fallait étudier ce problème.

Les statistiques sur les prêts qu'a données le député de Rouville (l'honorable M. Barré), de même que les chiffres fournis par le député de Frontenac (l'honorable M. Tardif), démontrent le besoin réel de prêts d'établissement, et qu'en élevant la limite de ces prêts, la loi répondra mieux à son but.

Il ne s'agit pas de prêter 100 % de la valeur et il convient de rester dans les limites d'une juste évaluation. Dans le district de Montréal, pour avoir une ferme qui réponde aux besoins d'un fils de cultivateur, il faut mettre beaucoup plus que \$6,000, et c'est là la limite imposée aux prêts, même si la valeur de l'établissement s'élève à \$15,000. Puisqu'il en est ainsi, ne faudrait-il pas élever le maximum des prêts, qui est toujours resté à \$6,000 depuis 1936?

La valeur des fermes, des bâtisses et des animaux a haussé énormément depuis 1936 et, pour le coût de la main-d'œuvre agricole, il a triplé depuis 1936. Le prix du bois de construction a quadruplé. C'est ainsi que l'indice du prix du bois de construction est passé de 100, en 1936 à 456, en 1951. Le prix d'une vache laitière, qui s'établissait autour de \$75, en 1936, est aujourd'hui de \$300. Et tout marche de pair.

Il faudrait, pour répondre aux besoins actuels, porter la limite à \$8,000 ou \$9,000 par prêt, ce qui permettrait aux fils de cultivateurs de s'établir sur des fermes capables de leur rapporter des bénéfices considérables. Si nous voulons garder les gens sur la terre, il faut que l'agriculture soit susceptible de donner aux familles rurales un degré de confort équivalant à celui que l'on trouve dans les villes.

Devant l'agrandissement des fermes, il importe de prendre les moyens de faciliter aux cultivateurs leurs nouvelles acquisitions, les aidant ainsi à exploiter leurs fermes avec profit, pour le confort de leur famille et l'éducation de leurs enfants. La stabilité de la classe agricole est une chose très sûre. Mais on a vu dans le passé des cultivateurs désertir la terre pour aller vers les villes. Le meilleur moyen de garder sur la terre ces cultivateurs dont notre agriculture a besoin, c'est de leur permettre de s'y faire une vie convenable, par un prêt agricole plus généreux. Élevez les prêts; la loi pourra ainsi mieux répondre à son but.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition me rappelle l'attitude de ce brave citoyen de ma région qui avait l'habitude, régulièrement, de renouveler à tous les quatre mois son billet à la banque sans jamais donner d'acompte et qui, en réponse au gérant étonné, disait: Je suis logique avec moi-même, j'ai promis de payer et je paierai.

Voilà l'image de l'opposition. Pendant 10 ans, alors que l'agriculture québécoise était en proie à la détresse, que les campagnes se vidaient, que les taxes scolaires restaient impayées, que les fermes étaient abandonnées et que la jeunesse agricole se décourageait, le régime libéral, que l'opposition représente, ne faisait rien. Il se contentait de dire que les cultivateurs avaient trop de crédit et qu'ils n'en auraient pas d'autre.

C'est Archimède qui disait: "Donnez-moi un point d'appui et je soulèverai le monde." Dans la province de Québec comme dans tout pays, le point d'appui essentiel à l'expansion et au progrès durable, c'est l'agriculture. Le point d'appui, au point de vue administratif et économique, c'est la paroisse avec son organisation religieuse, scolaire et municipale. C'est ce point d'appui nécessaire que les amis du chef de l'opposition ont laissé saper, ont lamentablement négligé, mais que l'Union nationale a raffermi et consolidé en donnant à l'agriculture une politique stable, prévoyante et progressive.

Les corporations municipales et scolaires ne peuvent vivre sans contribuables. Sous les régimes libéraux, les contribuables paroissiaux s'en allaient et la vie paroissiale se trouvait menacée. Dès la première session après son arrivée au pouvoir, l'Union nationale a ravivé cette flamme indispensable qui projette sur toute l'activité de la province des rayons chauds et bienfaisants.

À leur retour au pouvoir, en 1939, on aurait cru que les amis du chef de l'opposition auraient ouvert les yeux à la lumière et se seraient appliqués, au moins, à continuer le bien qu'ils avaient négligé de faire. Mais non! Constants dans la négligence et continus dans l'imprévoyance, ils ont voulu saboter la loi du prêt agricole en haussant de 4 % à 5.71 % le taux de l'intérêt et, le fonds d'amortissement. Les voyez-vous, ces "Santa Claus" nouveau-nés, une fois revenus au pouvoir, s'appliquer à accroître d'une façon démesurée les charges imposées aux cultivateurs? Ils ont même eu l'audace de vouloir faire de l'argent au détriment des cultivateurs en augmentant le taux de l'intérêt sur les prêts. Peut-on avoir confiance en ces gens-là? Maintenant, l'opposition veut faire croire qu'elle a l'intention de faire le bien que jusqu'ici elle n'a pas fait quand elle en avait l'occasion.

Il (l'honorable M. Duplessis) rend un hommage au dévouement et à la compétence avec lesquels le député de Rouville (l'honorable M. Barré) administre l'un des ministères les plus importants de l'administration. L'opposition continue ses tactiques contre la classe agricole en voulant soulever des appétits.

La loi du prêt agricole est tellement bonne que les cultivateurs ont remboursé \$15,000,000 avant l'échéance de leurs prêts, affirme-t-il. Lorsqu'on préconise une augmentation du montant maximum du prêt, actuellement de \$6,000, on oublie que le gouvernement entretient et construit maintenant les chemins qui étaient autrefois à la charge des cultivateurs, qu'il paie une grande partie de la construction des écoles, de 60 % à 75 %, qu'il a mécanisé les travaux de la ferme, qu'il a électrifié les campagnes, bref, qu'il assume le paiement de presque tous les travaux publics municipaux et scolaires qui étaient autrefois laissés aux cultivateurs.

Le peuple saura faire la différence entre ceux qui promettent et ceux qui réalisent, saura où sont les vrais amis. La différence entre les éternels prometteurs, les petits faiseurs, les "Santa Claus" nouveau-nés et ceux qui ont sauvé l'agriculture de la détresse.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre semble plus intéressé à parler des élections que du prêt agricole. Il a parlé d'électrification rurale, de voirie, de chemins d'hiver et de ce que le peuple décidera aux prochaines élections. Il eût été préférable qu'il réponde aux questions que lui a posées le chef de l'opposition. Le gouvernement me fait penser à ce médecin qui disait à son patient: "Deux pilules te sauveraient probablement la vie, mais je ne t'en donne qu'une. Arrange-toi avec celle-là."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette pilule vaut tout de même mieux que le chloroforme libéral.

M. Dupré (Verchères): Si le crédit agricole est un remède nécessaire, le gouvernement devrait en donner en quantités suffisantes. Tout a augmenté, le prix des fermes, des instruments aratoires. L'augmentation a été de 50 % à 60 %, depuis 1946, et pourtant, le montant maximum du prêt agricole est resté stationnaire à \$6,000. Le ministre a-t-il peur que les cultivateurs ne remboursent pas s'il porte le montant du prêt à \$8,000 ou à \$10,000?

Le chef de l'opposition a raison de demander cette augmentation des prêts, et je l'appuie au nom des cultivateurs de mon comté et de toute la province. Si les cultivateurs ont fait honneur à leurs obligations pour \$6,000, ils seront également capables de payer s'il s'agit de \$10,000. Avec \$10,000, un père pourra acheter la terre voisine pour établir son fils. Le fils pourra, de son côté, payer la terre de son père et se construire une maison au village.

L'honorable M. Barré (Rouville) remercie le premier ministre d'avoir si bien compris les problèmes agricoles. Que j'aie compris les inquiétudes des cultivateurs avant 1936, c'est facile à comprendre, puisque je les ai partagées. Mais, que le premier ministre les ait comprises lui aussi et se soit fait l'instigateur du prêt agricole, c'est ce qu'il faut admirer. Car un homme qui comprend le malheur des autres sans l'avoir enduré fait preuve d'un grand cœur.

Je n'ai jamais approuvé, dit-il, comme a semblé le faire croire le député de Verchères, la hausse des prêts de \$6,000 à \$10,000. J'ai dit que cela mérite étude. Je me souviens trop des refus que j'ai essuyés là-dessus, avant 1936. Je crois que lorsque l'on a fixé le montant des prêts à \$6,000, c'était juste et que l'on avait raison.

Pour ce qui est des élections auxquelles fait allusion le député de Verchères, l'on parle de ce que l'on aime ou de ce dont on a peur. Le premier ministre n'a pas prononcé le mot "élection" une seule fois, mais le député de Verchères l'a prononcé au moins 14 fois. C'est probablement parce qu'il en a peur. Le crédit agricole n'est pas une question électorale pour nous; nous n'avons à cœur que le bien de la classe agricole. Il a d'ailleurs été voté non pas à la veille, mais au lendemain des élections de 1936.

Pendant les cinq années qu'ils ont été au pouvoir, les libéraux de Godbout ont prêté \$10,062,750, alors que l'Union nationale fait voter en une seule session \$10,000,000, parce qu'on en a besoin pour les prêter. Il est plus utile de faire plusieurs petits prêts qu'un seul gros.

Il (l'honorable M. Barré) relève ensuite une affirmation du chef de l'opposition à l'effet que, si l'on prêtait davantage, les cultivateurs pourraient agrandir leurs fermes, toucher plus de revenus et se donner plus de confort. Chacun est libre, dit-il, d'avoir sa propre conception de l'agriculture. Pour nous, ce qu'il faut, c'est l'agriculture familiale. Évitions les grandes exploitations qui conduiront à l'agriculture industrialisée.

Les grandes fermes exigent une main-d'œuvre difficile à trouver. Les fermes de grandeur modérée sont préférables et, lorsqu'un cultivateur veut acquérir une ferme pour son fils, ce qu'il lui faut, c'est un prêt modéré. Il ne faut pas encourager la fusion de plusieurs terres. Des prêts trop élevés encourageraient cette fusion, qui est un mal. Deux petits prêts sont plus utiles que deux gros.

Dans les comtés de Verchères et de Rouville, le domaine arable est à peu près complètement exploité; on ne pourrait l'augmenter qu'un peu par le creusement du ruisseau du Trésor. Les terres y sont

très chères et c'est, par conséquent, celles qui souffrent le plus de ce que le montant des prêts ne soit pas plus élevé. Il faut éviter d'encourager l'inflation sur les fermes, d'empêcher l'agriculture de s'industrialiser, de constituer des fermes immenses où travailleraient des mercenaires sous l'autorité de grands propriétaires. Ce n'est pas notre mentalité.

Le cultivateur, qui s'établit à l'époque de son mariage, doit attendre une dizaine d'années avant d'avoir de l'aide. Il ne faut donc pas que les remboursements soient trop considérables. Le chef de l'opposition a dit que le crédit agricole avait remplacé les prêteurs particuliers. Oui, mais après coup. La situation était devenue terrible. Il y avait eu un drainage de l'argent des campagnes vers les grandes industries. Le crédit agricole est un moyen d'irrigation pour retourner vers les campagnes l'argent qui en a été drainé.

J'espère que l'on votera ces \$10,000,000 avec plaisir et que, du côté de l'opposition, on se rendra compte que la surenchère, les promesses, l'excitation des appétits peuvent avoir certains succès, mais que la population du Québec sait trop bien qui l'a servie pour se laisser prendre par cette surenchère.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 portant à quatre-vingt-seize millions de dollars les sommes destinées aux prêts agricoles soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Allocations aux aveugles

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 3 des allocations aux aveugles.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de

résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose: 1. Que, subordonnément à la conclusion d'une convention en vertu de l'article 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le gouvernement de la province soit autorisé à verser mensuellement, à compter du 1^{er} janvier 1952 et aux conditions fixées par une telle convention, à tout aveugle résidant dans la province et réunissant les conditions prévues par l'article 3 de la loi visant les allocations aux aveugles, adoptée par le Parlement du Canada en 1951, une allocation au montant spécifié par ladite convention.

2. Que, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse puisse conclure, pour le compte du gouvernement de la province, avec le gouvernement du Canada ou tout ministre autorisé à agir pour son compte, une convention comportant le paiement à la province, par le gouvernement du Canada, conformément à la loi fédérale ci-dessus mentionnée et aux règlements adoptés sous son empire, d'une contribution correspondant à 75 % des allocations versées aux aveugles en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

3. Que le gouvernement soit de plus autorisé à conclure avec le gouvernement du Canada toute entente additionnelle à l'effet d'augmenter le montant des allocations aux aveugles et, le cas échéant, à leur verser les allocations prévues par une telle entente.

4. Que, advenant le cas où le gouvernement du Canada refuserait, pour une raison quelconque, de payer 75 % d'une allocation déjà versée par la province, il soit alors loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter que la proportion non recouvrée dudit gouvernement fera partie des dépenses d'administration de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

5. Que les dépenses occasionnées à la province par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions, y compris le versement des

allocations, soient payées à même les deniers votés à cette fin, chaque année, par la Législature; s'il n'en est pas voté ou s'ils sont insuffisants, elles seront payées, jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire, à même le fonds consolidé du revenu.

Nous avons la conscience et la certitude de bien servir notre province. L'opposition, en mal de popularité, qui se promène à travers la province en se gargarisant de législation sociale et de bien-être social, ferait bien de passer en revue l'œuvre de l'Union nationale dans le domaine social pendant ses deux stages au pouvoir, d'abord de 1936 à 1939, puis de 1944 à aujourd'hui. Ils y verront là la manifestation la plus complète de l'esprit qui anime le gouvernement actuel et son chef.

Moins d'un an après notre arrivée au pouvoir, soit dès le 1^{er} mai 1937, nous avons institué la pension aux aveugles. Nous nous sommes donc immédiatement occupés de cette classe de déshérités que les gouvernements précédents avaient surtout nourrie de promesses. Nous avons continué à montrer notre sollicitude pour elle en élevant à deux reprises le montant des pensions que nous lui payions. En mai 1947, la pension aux aveugles a été portée de \$25 à \$30, puis, en 1949, de \$30 à \$40, ce qui prouve que l'Union nationale comprend la véritable justice sociale et l'applique.

Aujourd'hui, nous faisons encore davantage. La loi permettra de conclure avec le fédéral des ententes pour augmenter le montant des allocations. Le revenu permissible sera augmenté de \$120. Le célibataire touchera \$840 au lieu de \$720, et le couple marié, \$1,320 au lieu de \$1,200. Les allocations effectuées en vertu de la loi seront incessibles, insaisissables et exemptes de toutes taxes provinciales et municipales. Il suffira d'être résidant au Canada depuis 10 ans, au lieu de 20 ans, pour pouvoir bénéficier de l'allocation.

Dans les résolutions qui accompagnent la présente loi, nous avons encore ajouté aux bienfaits déjà compris dans l'ancienne loi. Nous avons apporté certaines modifications. Tout comme dans le bill 2, on a supprimé les privilèges hypothécaires que le gouvernement pouvait détenir sur les propriétés des pensionnés; elle stipule aussi la radiation gratuite par les régistres des hypothèques déjà enregistrées.

Il (l'honorable M. Sauvé) exprime son intention d'apporter à la loi un amendement analogue à celui de la loi des pensions aux personnes de 65 à 69 ans; cet amendement prévoit les cas dits de sympathie, c'est-à-dire les cas qui ne sont pas explicitement prévus par la loi, ajoute-t-il. Une

situation identique existe dans le cas de la loi d'aide aux mères nécessiteuses depuis 1947 et ça n'a entraîné aucune plainte jusqu'ici.

Deux autres modifications seront aussi apportées pour faire annuler les certificats d'enregistrement et pour dire qu'on ne pourra plus recourir à cette procédure à l'avenir. Quant aux demandes qui ont été faites en vertu de l'ancienne loi, elles seront maintenues.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je veux corriger l'impression que les majorations de la pension viennent du gouvernement provincial. Cette aide aux aveugles est une initiative fédérale. La loi fut passée à Ottawa, en 1937, et elle accordait alors une pension de \$20 par mois. Ce montant fut augmenté à \$30, puis à \$40, toujours par le gouvernement fédéral, et la province de Québec a concouru et accepté chaque fois de payer sa part de l'augmentation. Depuis le début de cette loi bienfaisante, le gouvernement d'Ottawa paie 75 % du coût et la province, 25 % de la pension.

En 1947, le montant de la pension était haussé à \$40 et l'âge auquel l'aveugle pouvait en bénéficier était baissé de 40 à 21 ans. Ce fut un progrès remarquable.

Les lois fédérale et provinciale sont désormais distinctes et on n'aura plus besoin de référer de l'une à l'autre pour trouver les conditions de la pension. Les parts restent toujours les mêmes, soit 75 % par le fédéral et 25 % par la province. Il y a du nouveau dans le fait que le temps de résidence au Canada, pour bénéficier de la pension, est diminué de 20 ans à 10 ans.

Il (M. Marler) se dit heureux de constater que, comme dans le cas de la pension de vieillesse, les montants payés en pension aux aveugles ne seront pas réclamés de leur succession. Cela établit en principe que les aveugles ne recevront pas la charité publique, mais jouiront d'un droit, dit-il. Il (M. Marler) se déclare content de voir qu'on augmente de \$120 par année le total des revenus supplémentaires qu'un aveugle peut gagner tout en recevant sa pension. Ce changement permettra à plus d'aveugles de recevoir l'aide de l'État. Tous ces changements représentent une amélioration considérable.

Cependant, je constate en lisant les deux lois, celle des pensions de vieillesse et celle-ci, qu'elles n'ont pas le même texte. Dans la loi que nous étudions, on ne parle pas du montant de la pension. On devrait le mentionner. Le montant de la pension de \$40 par mois, même s'il y a augmentation des

revenus, ne sera pas suffisant dans certains cas de personnes qui n'auront que cette somme pour vivre. Le coût de la vie s'est élevé de façon considérable et je regrette que le montant de l'allocation ne soit pas plus élevé. Je suggère qu'on s'entende avec le fédéral pour payer \$50 par mois dans les cas pénibles.

Il (M. Marler) pose deux objections à la loi: premièrement, elle ne reconnaît pas le droit strict à la pension d'un aveugle qui remplit toutes les conditions nécessaires; deuxièmement, elle donne à la Commission des allocations sociales le droit de décider elle-même en dernier ressort, sans permettre un appel aux cours de justice. Si on changeait la loi pour éliminer ces deux défauts, elle rendrait bien plus de services, la loi serait meilleure.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le chef de l'opposition vient de dire que l'importance de la pension n'a pas été mentionnée dans le texte du projet de loi. C'est pour ne pas limiter la pension à une certaine somme et donc pour être sûr de pouvoir l'augmenter, le cas échéant, après entente avec le gouvernement fédéral.

Le chef de l'opposition nous demande pourquoi nous n'avons pas augmenté la pension. C'est que l'importance de la pension a fait l'objet d'une discussion à Ottawa. La majorité des gouvernements en est alors venue à la conclusion qu'il fallait en rester à la somme actuellement prévue par la législation fédérale.

Concernant la suppression du droit d'interjeter appel devant un magistrat, depuis la mise en vigueur de la loi de 1936, nous avons pu constater que le droit d'appel ne constituait qu'un bagage superflu et inutile, qui n'a valu aucune amélioration de la situation des aveugles. Le texte de la loi, en dehors du droit d'appel, donnait pleine satisfaction aux aveugles de la province.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): On devrait maintenir le droit d'appel, car même si on n'y a pas recours, il peut servir d'avertissement à la Commission chargée de la distribution des pensions. Il faut à ce propos que je fasse une remarque. Le ministre du Bien-être et de la Jeunesse (M. Sauvé) a laissé entendre tout à l'heure que les subventions gouvernementales aux associations et institutions s'occupant des aveugles sont plus importantes que les pensions elles-mêmes. Or, je vois que le montant payé par la province aux aveugles en pensions, au cours de l'année 1949-1950, s'est élevé à quelque \$450,000. Le ministre pourrait-il nous dire à combien se sont élevées les subventions?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Aucun montant n'est mentionné dans la loi, pour permettre au gouvernement d'augmenter la pension dès qu'il y aura entente à ce sujet. Au cours de la conférence fédérale-provinciale, la question du montant a été discutée et la majorité des délégués a décidé de laisser pour le moment la pension à \$40. Il faut aussi tenir compte de notre législation sociale dans son ensemble. Par exemple, lorsqu'on parle d'hospitalisation, on ne tient pas suffisamment compte de la loi d'assistance publique, pour laquelle le gouvernement fournit \$23,000,000 par année, et de nos subventions aux hôpitaux.

Le gouvernement paie également, actuellement, \$450,000 par année en pensions aux aveugles. Il ne faut pas oublier qu'en plus des pensions, la province verse des subventions substantielles à plusieurs organismes qui s'occupent du bien-être des aveugles. Elles ne sont pas tous les ans aussi considérables. Pour l'année courante, elles montent déjà à plus de \$200,000. Car il y a une foule d'institutions que nous aidons sans que cette aide ne figure sous la rubrique de l'aide aux aveugles.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des précisions sur l'enquête sur les ressources des candidats.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il n'y a presque pas de changement en ce qui concerne la province de Québec, car, aux conférences intergouvernementales, les délégués ont constaté que c'était le système en usage dans la province de Québec qui était le meilleur. La tendance a été nettement de calquer le système administratif en usage dans la province de Québec pour la distribution des pensions.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Comment fera-t-on pour évaluer les revenus d'une personne aveugle ayant un petit capital?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): On se base sur l'achat de rentes viagères.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) interroge le ministre sur le droit d'appel.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): On n'y a jamais eu recours.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Peut-être, mais ça n'en constituerait pas moins un

avertissement à la commission qui devrait continuer de se surveiller.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 des allocations aux aveugles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 10 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 11 qui se lit comme suit:

"11. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter tout règlement conciliable avec la présente loi, avec toute convention visée par les articles 3 et 4, avec la loi fédérale et les règlements adoptés sous son empire, pour déterminer toute modalité d'application de la présente loi et en assurer le bon fonctionnement."

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose d'ajouter l'alinéa suivant:

"Entre autres, le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter, modifier ou abroger des règlements, qu'il juge appropriés, pour autoriser la Commission à accorder des allocations aux aveugles, dans des cas spéciaux ne rencontrant pas strictement les conditions de la présente loi, mais dans lesquels la Commission, après enquête, juge équitable et conforme à l'esprit de la présente loi d'accorder de telles allocations."

Cet amendement est, dit-il, tout comme dans le cas de la loi des allocations de subsistance, adoptée la semaine dernière, et dans celle des pensions aux mères nécessiteuses, qui date de 1947. Au sujet de la loi des mères nécessiteuses, cette disposition n'a entraîné aucune plainte depuis son adoption.

La loi doit être appliquée dans le sens large de la lettre, comme dans les cas de personnes qui dépassent légèrement la limite de capacité visuelle les empêchant d'avoir droit aux pensions. Il faut aussi prévoir le cas des absences, lesquelles, d'après le Code civil, ne sont légalement constatées qu'au bout de sept ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est comme l'opposition dont le chef est absent.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Mais on va rétablir sa situation avant sept ans!

L'amendement est adopté.

L'article 11, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 12 à 15 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 3 après l'avoir amendé.
Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)
propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Conditions de l'habitation

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 5 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose: Attendu que la loi pour améliorer les conditions de l'habitation a, depuis son adoption en 1948, permis de procurer le logement à plus de 48,000 personnes;

Attendu qu'il y a lieu de continuer à coopérer, généreusement et de façon appropriée, au règlement du problème de l'habitation, par un nouvel apport financier substantiel;

En conséquence:

1. Que l'article 2 de la loi 12 George VI, chapitre 6, modifié par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 9, soit de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois, sur la recommandation de l'Office et lorsqu'il le juge à propos, en raison de l'accroissement du coût de la construction et du loyer de l'argent, garantir et effectuer le paiement de trois pour cent d'intérêt même si l'intérêt chargé par le prêteur est supérieur à cinq pour cent par année, sur chaque prêt, pourvu qu'il n'excède pas six pour cent, et cela, jusqu'à concurrence d'une somme capitale de sept mille dollars dans le cas d'une habitation à logis unique et de douze mille dollars dans le cas d'une habitation à deux logis."

Adopté.

2. Que l'article 9 de ladite loi, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, et par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement est autorisé à affecter aux fins de la présente loi une somme totale de trente millions de dollars."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 modifiant

la loi pour améliorer les conditions de l'habitation soit maintenant lu une deuxième fois.

La crise du logement, dit-il, a été une chose de tout temps et de tous les pays. Au Canada, cette situation fut aggravée par la guerre, qui a amené des brassements de population vers des villes-champignons qui, une fois la guerre finie, sont disparues. Ces populations sont venues grossir les villes déjà existantes. L'immigration qui se poursuit actuellement est un autre facteur qui n'est pas de nature à résoudre cette crise. Je note ces faits, tout simplement, sans me prononcer sur eux.

Cette loi a été vertement critiquée; des prophètes de malheur ont soutenu qu'elle serait inopérante. Leurs prédictions sinistres, leurs déclarations pessimistes ont été totalement contredites par les faits. Nous avons été de l'avant et, dès novembre 1948, dès que l'organisme administratif nécessaire à son application fut constitué, la loi entra en vigueur. La propriété est nécessaire à la stabilité d'un pays, mais il n'y a pas de propriété durable sans effort personnel. Une propriété n'est pas seulement un amoncellement de briques, de pierres et de matériaux. Les fondations et les murs doivent être soutenus par un support spirituel qui est le travail et l'effort persévérant. Ce sont ces propriétés-là qu'ont édifiées nos ancêtres. Sans ces principes de base, on court vers un socialisme dévastateur, prélude à un communisme mortel.

Les prophètes de malheur n'ont pas eu raison. En 1948, la Chambre votait \$3,500,000, une somme identique en 1949, une somme de \$5,000,000 en 1950, et de \$8,000,000 au début de la présente année, cela faisant un total de \$20,000,000 en pur cadeau pour aider ceux qui veulent se construire. Aujourd'hui, il faut davantage devant les besoins croissants de la population et la confiance accordée à la loi. La loi demande un montant additionnel de \$10,000,000, ce qui fera \$30,000,000.

Depuis sa mise en vigueur, il y a maintenant trois ans jusqu'au 31 octobre dernier, la loi a permis de loger près de 50,000 personnes qui, sans elle, n'auraient pas eu de gîte. Les nouvelles constructions ont augmenté l'actif scolaire et municipal de \$88,642,000², chiffre qui représente la valeur de ces propriétés avec leur terrain. On a soutenu que les caisses populaires ne prêteraient pas. Or, jusqu'ici, 17 compagnies ont prêté \$56,340,397 et 321 caisses populaires, \$9,482,679, formant un total de \$65,823,076.

Les engagements du gouvernement pour payer la différence entre le taux de 2 % qu'il garantit et le taux maximum de 5 % des compagnies

prêteuses se chiffrent actuellement à \$19,900,962, ce qui fait un engagement moyen de \$1,908,23; cette moyenne est un don du gouvernement à ceux qui veulent s'aider. L'âge moyen des emprunteurs est de 34 ans; parmi leurs dépendants, il y a 11,803 garçons, 11,624 filles et 638 autres. On a construit 8,375 maisons à logement familial abritant 44,721 personnes et 4,108 à deux logis.

Les demandes se font toujours de plus en plus nombreuses. Nous avons actuellement en main 1,192 dossiers complets et 810 sur le point d'être complétés; ces dossiers seront autant de prêts sur lesquels le gouvernement devra payer la différence d'intérêt. De plus, l'Office nous a fait savoir que d'ici au 31 décembre, on aura à satisfaire entre 2,000 et 2,500 autres demandes. C'est donc dire qu'il nous faut demander un autre crédit.

On se trouve donc là en présence d'une initiative éminemment sociale, qui montre le souci du gouvernement pour aider la population et qui révèle le sentiment d'humanité qui anime le gouvernement de l'Union nationale.

Le premier but de la loi est de répondre aux besoins qu'elle suscite et d'augmenter d'une autre somme de \$10,000,000 les sommes nécessaires à son application. Le deuxième but tient compte du changement de valeur de la propriété. Actuellement, le gouvernement est autorisé à payer 3 % sur des prêts dont le taux d'intérêt n'excède pas 5 %, et cela, sur le capital de \$6,000 dans le cas de la maison à logement unique et de \$10,000 dans le cas d'une habitation à deux logis.

Avec la nouvelle loi, le gouvernement pourra payer le 3 % d'intérêt même si le taux exigé par l'emprunteur s'élève à 6 %, et cela, jusqu'à concurrence de \$7,000, soit \$1,000 de plus dans le cas d'une maison à logement familial unique et de \$12,000, soit \$2,000 de plus, dans le cas d'une maison à deux logis.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): En dépit de ce qu'a dit le premier ministre, les sommes actuellement dépensées en vertu de la loi du logement dépassent à peine les \$2,000,000. Il faut aussi remarquer que le gouvernement ne fait pas de prêts. Tout se transige entre la compagnie prêteuse et le constructeur. Quand la maison est construite, un dossier est envoyé à l'Office du crédit agricole, qui décide alors de contribuer au paiement d'une partie des intérêts.

En 1948, nous avons formulé deux critiques principales, et je crois que les événements nous ont donné raison. Nous avons déclaré que les conditions économiques étaient telles, cette année-là, que celui qui

voulait se construire une maison n'avait généralement pas l'argent nécessaire pour payer la différence entre le coût de la maison et la somme qu'il pouvait emprunter en première hypothèque. Si la maison coûtait \$10,000 et que le prêt maximum était de \$7,000, le constructeur devait fournir de sa poche \$3,000. Fréquemment, il ne disposait pas de cette somme. Nous avons alors soumis que les petites gens, les petits salariés ne pouvaient jamais espérer devenir propriétaires.

Nous avons en outre prétendu que la loi ne favorisait pas la construction de logements à loyer modique. Les gens qui en ont profité sont, dans un grand nombre de cas, des personnes qui pouvaient se passer de la loi. Je ne prétends pas que le gouvernement doit donner les maisons, mais, entre donner et aider, il y a une marge considérable.

La loi provinciale a fonctionné au ralenti pendant les 14 premiers mois de son application. Seulement 2,175 prêts ont été consentis pendant cette période. Elle a commencé à rendre vraiment service quand le gouvernement fédéral, et je regrette qu'on lui ait laissé l'initiative, a modifié en 1949 la loi nationale de l'habitation pour augmenter le montant des prêts consentis sur des maisons neuves. Maintenant qu'Ottawa est revenu à sa loi d'avant 1949, les prêts consentis en vertu de la province sont déjà moins nombreux.

Nous répétons que la loi aide ceux qui ont déjà un capital assez considérable et que le gouvernement n'a peut-être pas attaché assez d'importance à ceux qui n'ont pas tout l'argent comptant nécessaire.

En moyenne, le nombre d'occupants des maisons construites en vertu de la loi provinciale est de 4.2 personnes, c'est-à-dire que cette loi favorise les petites familles. Depuis des années, rien, absolument rien, n'a été fait pour venir en aide aux grandes familles. Les loyers exigés des maisons à deux logements, construites en vertu de la loi provinciale, varient entre \$85 et \$125 par mois, et les constructeurs de ces maisons reçoivent en cadeau du gouvernement jusqu'à \$3,000.

Cette loi favorise des gens qui n'en ont pas besoin et rien n'a été fait pour la construction de logements à loyer modique. Mais je vais voter pour l'augmentation des crédits mis à sa disposition, car c'est mieux que rien du tout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est plus facile de faire des promesses que de réaliser. Les promesses de l'opposition sont irréalisables, à moins qu'on ne consente à ruiner ceux qui possèdent honnêtement.

Le chef de l'opposition préfère toujours regarder du côté d'Ottawa. Tout ce que ses amis

d'Ottawa font est bien, et tout ce qui se fait dans la province est mal. Nous, qui n'avons aucune attache à l'extérieur, nous aimons mieux légiférer pour les gens du Québec. Le gouvernement de Québec ne s'accroche à personne et il relève seulement des électeurs de la province, affirme-t-il.

Le chef de l'opposition dit que le gouvernement ne prête pas, que l'argent vient des compagnies, et que le gouvernement n'intervient qu'une fois le marché terminé. Au lieu de nous féliciter de ne pas faire de politique, il nous accuse. Il prétend que c'est Ottawa qui prête. Ottawa prête; nous, nous donnons. Nous diminuons les charges et nous rendons la construction possible pour les petites gens.

La loi provinciale a accordé des facilités de crédit à des milliers de personnes. Le gouvernement fait tellement peu de politique avec cette loi que celle-ci a permis au chef de l'opposition de faire de l'argent avec son bureau de notaire. Si les caisses populaires prêtent, c'est qu'elles ont confiance dans le crédit du gouvernement.

Le chef de l'opposition prétend que nous avons prêté à ceux qui avaient du capital. C'est injuste, c'est partisan, c'est contraire aux faits. Il (l'honorable M. Duplessis) cite le cas de la paroisse Sainte-Marguerite, à Trois-Rivières, où 400 ouvriers ont construit des maisons qui font leur orgueil. À date, ont été construites, avec l'aide de la province, 1,428 maisons unifamiliales de moins de \$4,000; 2,164 à \$6,000; 3,806 de \$6,000 à \$8,000, et 977 de \$8,000 et plus. Ce ne sont pas des millionnaires qui ont fait cela, dit-il, mais des gens moyens.

Dans le groupe des maisons à deux logis, 343 de moins de \$6,000, 412 de \$6,000 à \$8,000, 435 de \$8,000 à \$10,000, et 864 de \$10,000 et plus ont été construites avec le concours du gouvernement. Là encore, ce ne sont pas des millionnaires!

Il (l'honorable M. Duplessis) suggère au député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) de demander à Ottawa d'accorder des priorités pour la construction des logis. Les bienfaits de la loi d'aide à l'habitation sont trop patents pour qu'il soit permis de les ignorer par esprit de parti, ajoute-t-il. Le prix des matériaux et de la construction a considérablement augmenté. Le chef de l'opposition n'a pas parlé des difficultés qui nous viennent d'ailleurs. Il refuse tout simplement de rendre justice au gouvernement.

M. Guévremont (Montréal-Jeanne-Mance)

se dit surpris de voir que l'opposition n'accepte pas d'emblée une loi aussi bienfaisante que celle de l'aide à l'habitation. Évidemment, le chef de l'opposition ne représente pas l'Est de Montréal, où

des centaines de loyers ont été construits pour \$40 par mois. Ce ne sont pas des châteaux comme dans Westmount, mais ce sont des maisons de six pièces en briques qui font honneur à ceux qui les habitent, affirme-t-il.

Dans bien des cas, elle a permis à des gens de devenir propriétaires en ne payant que \$720 comme montant initial. Ce sont de jeunes ménages qui profitent surtout de cette législation, ce qui explique que le nombre d'enfants ne soit pas encore considérable.

Le député de Westmount-Saint-Georges devrait savoir que même des employés de la ville de Montréal ont pu se construire une maison grâce à la loi provinciale, ce qu'ils ne pouvaient faire auparavant. S'il y a eu léger fléchissement dans le nombre de maisons construites en 1951, la cause est aux restrictions imposées par Ottawa. Le député de Westmount-Saint-Georges devrait faire pression auprès de ses amis fédéraux pour que ces restrictions soient adoucies, sinon abolies.

M. Dupré (Verchères) demande au premier ministre ce que le gouvernement a l'intention de faire avec la limite qui serait imposée quant au coût total d'une maison pour que son propriétaire puisse bénéficier du prêt. Étant donné la hausse des matériaux, cette limite devrait être augmentée au moins de \$1,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement provincial est décidé à payer une partie de l'intérêt sur toute maison dont le coût total n'est pas spéculatif. Il s'agit d'empêcher la spéculation, et c'est pourquoi l'Office fixe un montant qui ne soit pas trop élevé.

M. Dupré (Verchères): Il y a donc une limite?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est limité au bon sens. Que le député vienne chez nous, à Trois-Rivières. Il verra la fierté des gens qui se sont construit une maison et qui disent: "C'est à nous autres. On l'a gagnée. On a travaillé de nos bras." Ça lui fera du bien au cœur. Ces maisons sont des monuments, des phares lumineux qui éclairent les routes de l'avenir.

M. Dupré (Verchères): Mais les compagnies prêteuses ne sortent pas des villes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça dépend des conseils qu'elles reçoivent de leurs notaires. À quoi l'honorable député veut-il en venir?

M. Dupré (Verchères): Je veux parler des petites municipalités comme Belœil et Masterville où les compagnies ne veulent pas prêter. Dans les petits centres, les gens ne peuvent compter que sur les caisses populaires, dont les réserves liquides sont vite épuisées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une loi des cités et villes. Il faut maintenir l'équilibre entre les villes et les campagnes.

M. Dupré (Verchères): Il y a des compagnies qui se construisent dans les petits centres et leurs employés doivent aller demeurer en ville.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a une loi dans les Statuts pour permettre aux compagnies de prêter à leurs employés. Plusieurs compagnies en ont fait bénéficier leurs employés: la Beauharnois, la Shawinigan et la Canada Iron, à Trois-Rivières.

M. Dupré (Verchères): Il n'y aurait pas possibilité d'aider les caisses populaires pour qu'elles prêtent davantage?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous leur avons aidé en leur donnant une situation privilégiée, et 321 d'entre elles ont prêté pour \$10,000,000. J'en profite pour donner un avertissement. J'espère que les industriels de la province de Québec et du pays réaliseront le danger d'établir de grandes industries sur les ruines de l'agriculture. Ce serait construire sur le sable. Il faut décentraliser l'industrie, mais l'établir dans les centres urbains.

Certaines industries viennent, achètent les terres, et ainsi ces propriétés très riches sont converties en argent liquide. J'ai empêché ça chez nous. On voulait acheter les terres de la banlieue, qui sont les plus belles terres de la province. Je dis que c'est une erreur. Il ne faut pas encourager les industries à s'établir en pleine campagne, parce que cela favorise le déracinement des cultivateurs.

M. Dupré (Verchères) propose au gouvernement de racheter les prêts consentis par les caisses populaires, afin de permettre à celles-ci de faire de nouveaux prêts. Les caisses continueraient de recueillir les versements à échéance.

M. Chaloult (Québec) demande des nouvelles de la Commission chargée d'enquêter sur le problème du logement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Commission, présidée par M. Joseph Gingras, ayant pour autre membre M. Filion, de la Fédération des métiers de la construction, et pour secrétaire M. Émile Benoît, a soumis un rapport provisoire. Les renseignements précieux contenus dans ce document nous ont permis de faire certains changements opportuns. La Commission doit prochainement nous communiquer son rapport définitif. Les conditions changent tous les jours, ce qui lui rend la tâche difficile. Les salaires augmentent; les heures de travail diminuent; la vente de certains matériaux est soumise à des restrictions.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dix-neuf des \$20,000,000 votés autrefois pour l'application de la loi de l'habitation sont déjà engagés. Les intérêts déjà payés s'élèvent à \$1,676,470.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Registres de l'état civil

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 10 pour permettre la reconstitution de certains registres de l'état civil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il le recommande à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution soient payées à même le fonds consolidé du revenu.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le bill rend authentiques les registres reconstitués et ne prévoit pas de procédure pour les contester en cas d'erreur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi générale y pourvoit, puisqu'on peut toujours contester un acte authentique par inscription en faux.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 pour permettre la reconstitution de certains registres de l'état civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 10 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Dans *Le Devoir* du 14 novembre 1951, à la page 8, il est dit plutôt "On l'entend pour la centième fois!"

2. *La Patrie* du 14 novembre 1951, à la page 2, parle plutôt d'un montant de \$89,642,000.

Séance du mercredi 14 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Saucier).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- des commissaires d'écoles pour la ville de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente de 1 % (M. Dubé);
- des syndics de la paroisse de Saint-Jean-de-Brébeuf et ses compagnons martyrs de Roberval, demandant l'adoption d'une loi modifiant les pouvoirs qui leur sont accordés par la loi des paroisses et des fabriques (M. Marcotte);
- de la ville de Beauceville-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poulin);
- de Reginald Gordon Granville, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Royal Trust Co. à lui payer sa part du capital de la succession de sa mère feu Mary Everett, veuve de feu Charles King (M. Johnson);
- de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);
- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi aux fins de prélever une taxe d'éducation de 1 % (M. Blanchard);
- des Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur acte d'incorporation (M. Gérin);
- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Goudreau);

- de la municipalité scolaire catholique de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Miquelon);

- de Dan Roston, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre à la pratique de la profession de chirurgien dentiste (M. Johnson);

- d'Alfred Leduc et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la propriété d'une partie des actions de la compagnie E. et A. Leduc ltée, et autres fins (M. Roche);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Lizotte);

- de la ville de Sainte-Thérèse, demandant l'adoption d'une loi aux fins de refondre sa charte et de demander certains pouvoirs spéciaux (M. Blanchard).

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de l'hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte de manière à augmenter la valeur des immeubles;

- de dame Immaculata Laferrière, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre certaines propriétés immobilières délaissées par M. Eugène Farly;

- de Denis Pérusse, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à l'étude de la profession de notaire;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe spéciale dite d'éducation;

- de Marie-Bibianne-Simonne Guimont, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Marie-Bibianne-Simonne Authier;

- de dame Claire Yale et de Me Marc Vermette, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir la modification de certaines clauses du testament de feu Arthur Yale;

- de Joseph-Jean-Jacques-Maurice-Louis Ship, demandant l'adoption d'une loi modifiant son nom en celui de Gingras;

- de Canada Steamship Lines Limited, demandant l'adoption d'une loi validant et confirmant son titre à un morceau de terrain;

- des Frères mineurs capucins de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de Julien Chouinard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat;

- de J.-Alphonse Cimon et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Union du Commerce, compagnie d'assurance-vie (Union of Commerce, Mutual Life Assurance Company);

- de Protestant Foster Home Centre, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de "Children's Service Centre";

- de la municipalité scolaire catholique de Bedford, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre certains lots et bâtisses;

- de Frederick Francis Myson, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Griggs;

- de Roland Milette, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à l'étude de la profession de notaire;

- de Frederick Augustus Blackadder Koettlitz et autres, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de changer leur nom de famille de Koettlitz en celui de Blackadder;

- de la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal, demandant l'adoption d'une loi dans le but de changer son nom en celui de "Federation of Jewish Community Services of Montreal";

- de dame Eugénie de Grandpré et de Charles-Auguste de Grandpré, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre un lot délaissé par Joseph de Grandpré;

- de Joseph-Edgar-André Tanguay, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui d'Adjutor Huot.

Projets de loi:

Succession d'Eugène Farly

M. Gatien (Maisonneuve) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 101 concernant la succession d'Eugène Farly.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Union du Commerce

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 103 constituant en corporation l'Union du Commerce, compagnie d'assurance-vie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Joseph-Edgar Tanguay

M. Matte (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 104 changeant le nom de Joseph-Edgar Tanguay dit Adjutor Huot en celui d'Adjutor Huot.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Donnacona

M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 110 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Donnacona.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Bedford

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 autorisant les commissaires d'écoles de Bedford à vendre certains lots.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Protestant Foster Home Centre

M. Fox (Brome) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 changeant le nom de Protestant Foster Home Centre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession de Joseph de Grandpré

M. Lavallée (Berthier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 119 concernant la succession de Joseph de Grandpré.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Roland Milette

M. Fleury (Nicolet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 120 autorisant l'admission de Roland Milette à la Chambre des notaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Frederick Francis Myson

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 changeant le patronyme de Myson en celui de Griggs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession d'Arthur Yale

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 123 concernant la succession d'Arthur Yale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

F. A. Blackadder Koettlitz

M. Saucier (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 124 changeant le patronyme Blackadder Koettlitz en celui de Blackadder.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Federation of
Jewish Philanthropies**

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 125 changeant le nom de la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal en celui de Federation of Jewish Community Services of Montreal.

Denis Pérusse

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 127 autorisant l'admission de Denis Pérusse à la Chambre des notaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Canada Steamship Lines

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 validant le titre de Canada Steamship Lines Limited à certaine propriété.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Julien Chouinard

M. Saucier (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 autorisant l'admission de Julien Chouinard au Barreau de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Les Frères mineurs capucins

M. Matte (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 152 modifiant la charte des Frères mineurs capucins de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

J.-M.-L. Ship-Gingras

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 157 relatif à Joseph-Jean-Jacques-Maurice-Louis Ship dit Gingras.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Marie-Bibianne-Simonne Guimont

M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 159 changeant le patronyme Guimont en celui d'Authier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hôpital Sainte-Justine

M. Gatien (Maisonneuve) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 161 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 8 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Missisquoi (M. Bertrand), dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) rappelle à l'Orateur de la Chambre qu'il entreprend sa huitième session au fauteuil et que personne avant lui n'a occupé ce poste aussi longtemps. Le gouverneur

a l'habitude de prouver sa reconnaissance envers l'Orateur et (en souriant) j'espère que cette tradition sera respectée et que vous ne serez pas obligé d'attendre trop longtemps.

Les divergences politiques qui nous séparent ne m'empêcheront pas de prendre cette occasion d'adresser au premier ministre mes félicitations sur le fait que, la semaine dernière, il a commencé sa 26^e session comme membre de cette Assemblée. D'avoir servi son comté comme il l'a fait pendant près de 25 ans est un accomplissement dont il a droit d'être fier, et je lui adresse mes félicitations et mes meilleurs vœux.

Il rappelle la visite récente de la princesse Élisabeth et de son mari. La population conservera de cet événement un souvenir impérissable, dit-il. Nous avons été enchantés par nos visiteurs royaux et par le discours mémorable prononcé, à Québec, par Son Altesse Royale, dans un français impeccable.

J'entends démontrer que l'Union nationale n'a pas, comme elle le prétend, tout fait dans la province de Québec. Je me propose de démontrer combien cette propagande est fausse, en faisant un examen sommaire de la situation de la province sous les administrations libérales et sous l'Union nationale.

Il (M. Marler) place les pouvoirs d'eau au premier rang de nos richesses naturelles. Les autres, comme les mines et la forêt, s'épuisent, tandis que les pouvoirs d'eau sont permanents, affirme-t-il. Ce développement doit marcher de pair avec le développement industriel. Le développement de nos ressources hydrauliques remonte à 1900. À la fin de 1935, avant même la naissance de l'Union nationale, Québec avait des installations hydroélectriques de 3,853,320 chevaux-vapeur. De 1936 à 1939 inclusivement, sous le premier régime du gouvernement actuel, on a ajouté à ce total 231,443 chevaux-vapeur. De 1940 à 1944, après le retour des libéraux, l'augmentation a été de 1,763,509 chevaux-vapeur, pour porter le total au chiffre formidable de 5,848,272 chevaux-vapeur.

En 1944, 91.5 % des forces hydrauliques de la province étaient déjà développées. Sans doute ce n'est pas le gouvernement mais des compagnies d'utilité publique qui ont accompli ce travail, mais le régime libéral doit en recevoir le crédit, comme l'Union nationale se donne aujourd'hui le mérite de l'aménagement de la rivière Péribonka ou de la Manicouagan, deux cours d'eau harnachés par l'entreprise privée. Il est d'ailleurs incontestable que le gouvernement du temps a joué un grand rôle dans ce développement par sa politique d'aménagement de barrages, qui remonte à 1910. L'Union nationale

veut faire croire qu'il n'y avait rien dans ce domaine avant elle. Mais toute personne de bonne foi reconnaîtra que les développements d'avant 1945 étaient essentiels au progrès des dernières années.

Notre richesse en énergie électrique a attiré chez nous des industries de toutes sortes. Notre industrie manufacturière a grandi de pair avec le développement de nos ressources hydrauliques. En 1944, dernière année du régime libéral, la valeur brute de notre production manufacturière a atteint le chiffre record de \$2,929,685,183, soit 20 fois la production de 1900. Il y a eu un recul de 1944 à 1947, mais la marche ascendante est recommencée et notre production a atteint récemment \$4,500,000,000. Cette augmentation s'explique, en dépit des prétentions de l'Union nationale, par la hausse des prix dont l'indice est passé de 102.5 à 166.1. Cette expansion industrielle ne pouvait avoir lieu chez nous sans énergie électrique, et je prétends que c'est grâce à la politique prévoyante des administrations libérales que les progrès actuels ont été rendus possibles.

Les régimes libéraux n'ont pas limité leur intérêt à l'industrie mais se sont occupés de la santé, de l'éducation, de la voirie, des ressources naturelles, etc. À la fin de 1944, notre réseau routier avait une longueur de 22,670 milles, dont 20,402 étaient entretenus par le gouvernement; 4,400 milles de ce réseau étaient pavés. Ces chemins n'étaient peut-être pas aussi larges que les chemins d'aujourd'hui, mais ils ne coûtaient qu'une fraction de ce qu'ils coûtent sous l'Union nationale. C'était d'ailleurs un réseau routier qui répondait aux besoins d'alors. Le budget annuel de la province n'était pas de \$200,000,000 comme celui d'aujourd'hui. La taxe provinciale sur l'essence n'était pas de 13 cents le gallon, mais de huit cents seulement.

À la fin de 1944, il y avait dans la province 53 unités et 28 sanatoriums pour la tuberculose. Cela serait insuffisant pour répondre aux besoins de la population d'aujourd'hui, mais c'était suffisant pour l'époque, surtout si l'on tient compte des revenus limités du gouvernement.

À la fin de 1944, il y avait chez nous 10,055 écoles. Nos quatre grandes universités existaient bien avant l'Union nationale. Dans le domaine de l'enseignement spécialisé, il y avait cinq écoles techniques et trois écoles spécialisées, dont l'école de papeterie de Trois-Rivières bâtie par les libéraux et agrandie par l'Union nationale.

Résumé sans doute incomplet et sommaire, mais suffisant pour démontrer que la propagande de l'Union nationale voulant qu'avant elle il n'y avait rien dans le Québec est sans fondement.

(En souriant) Le premier ministre finira par passer pour un grand découvreur de mines. Presque à chaque fin de semaine, il annonce la découverte d'une nouvelle mine. Lorsque le nouveau vient à manquer, il répète ses déclarations antérieures. Plusieurs gisements ont été découverts plusieurs fois par le premier ministre, souvent longtemps après la découverte originale. Il y a eu augmentation considérable dans la valeur de la production minière, mais elle ne s'explique que par la hausse des prix et par des quantités plus grandes de zinc, d'amiante et de matériaux de construction. La production d'or et de cuivre n'a augmenté que d'environ 10 %. La production des autres minerais ne semble pas s'être accrue sensiblement.

L'augmentation de la production nous invite à nous demander ce que nous pouvons faire pour que notre population participe davantage au développement des richesses de notre sol. On produit plus de zinc, mais il est malheureux de constater que le raffinage des concentrés ne se fait pas chez nous et que les profits de notre industrie en sont autant diminués. Les avantages de l'établissement dans le Québec d'une raffinerie pour le zinc sont si manifestes que le gouvernement, je l'espère, y apportera son encouragement et même l'aide financière.

Dans le Québec, nous produisons 85 % de tout l'amiante du monde, mais la presque totalité de cette richesse est exportée dans sa forme brute. C'est bien de parler des dépenses de certaines compagnies d'amiante, mais, malheureusement, ces dépenses visent à augmenter le nombre d'installations minières au lieu d'établir des usines dans la province. Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour que ce minerai soit ouvré chez nous? Devrons-nous rester éternellement un pays producteur de matières brutes? Il est beau de parler des dépenses considérables que projettent certaines compagnies d'amiante, mais, malheureusement, cela servira à accélérer la production pour les usines des États-Unis. Il est peut-être difficile de modifier cette situation, mais cela ne doit pas nous empêcher d'agir. Si nous avions reculé devant les difficultés en 1912, notre industrie du papier ne serait pas aujourd'hui ce qu'elle est. Nous aurions pu faire la même chose dans le domaine de l'amiante, mais le gouvernement n'a rien fait.

Le gouvernement actuel prétend qu'il est seul responsable du développement gigantesque qui se fait dans l'Ungava. Sans doute que les dépenses faites et à faire dans cette région vont nous rapporter des bénéfices, mais cela ne doit pas nous éloigner du point que nous critiquons, c'est-à-dire les conditions de la concession. La compagnie Iron Ore of Canada,

une corporation américaine, doit payer à la province un loyer de \$100,000 par année, soit un sou la tonne, pour le minimum de 10,000,000 de tonnes qu'elle espère extraire tous les ans. Si l'on songe que le gouvernement paie 10 sous la tonne le gravier qu'il achète et si l'on se rappelle les sommes considérables que doivent déboursier les compagnies qui exploitent les gisements de fer du Messabi aux États-Unis, on trouve que ce loyer est assez insignifiant. L'Iron Ore Company, me répondra le premier ministre, n'est que locataire du sol. C'est vrai, mais, à la fin de son bail dans 80 ans, le trou qu'il y aura dans l'Ungava ne sera pas moins grand parce que celui qui l'aura creusé n'aura été que locataire.

Depuis 1945, l'Union nationale prétend avoir construit 70 hôpitaux ou sanatoriums. Selon son habitude, le gouvernement réclame 100 % du crédit de ces constructions. Il eût été plus vrai de dire que le gouvernement a donné des octrois pour la construction de ces hôpitaux et que le fédéral y a contribué pour sa part. En réalité, Ottawa a payé \$1,000 par lit. L'Union nationale devrait ajouter que les octrois fédéraux sont payés comptant et sans conditions, tandis que les siens sont payés fréquemment sur de longues années et sujets à des conditions onéreuses. C'est tellement vrai qu'aujourd'hui plusieurs institutions religieuses refusent obstinément toute subvention de la province.

Les sommes minimales payées comptant par le gouvernement de l'Union nationale font peser très lourd sur ceux qui se chargent de la construction et de l'entretien des hôpitaux. Le gouvernement actuel attache en effet des conditions aux octrois qu'il accorde.

Un autre facteur influant sur l'augmentation des coûts qui accable les hôpitaux est la faible part attribuée pour l'hospitalisation des patients indigents. Dernièrement, le gouvernement n'a augmenté sa part du coût de l'hospitalisation d'un patient indigent que de \$1.50 par patient par jour, soit de \$4 à \$5.50, ce qui force l'hôpital à payer les huit autres dollars nécessaires pour les soins prodigués à un tel patient et pour son hospitalisation.

Au nombre de ces conditions, il (M. Marler) place le choix d'un architecte et d'un ingénieur ami de l'Union nationale; le choix de sous-entrepreneurs et les contrats de fourniture donnés à des amis bien vus du régime. L'Union nationale regarde chaque contrat comme un gâteau à partager aux partisans. Ce procédé a été érigé en système, la libre concurrence a été supprimée et le gaspillage s'est installé en maître, affirme-t-il. Les souscriptions à la caisse électorale, l'impôt sur la souscription et le profit personnel sont également placés à la charge du client.

Dans tous ces contrats, il y a des dépenses supplémentaires et imprévues. D'où viennent-elles? De l'action combinée de l'impôt sur le revenu et de la caisse électorale du parti. Ces deux causes entraînent parfois des augmentations de plus de 25 % et les bénéficiaires d'un octroi gouvernemental constatent qu'il eût été préférable de ne recevoir aucune aide du gouvernement. Grâce à tous ces ajouts, le contrat original, disons de \$500,000, atteindra \$750,000, voire \$1,000,000. Car, depuis la guerre, le marché noir des matériaux de construction entre en ligne de compte.

À chaque inauguration d'hôpital ou chaque fois que l'on parle des contributions du gouvernement à l'assistance publique, l'Union nationale donne une impression fautive de la véritable situation. Le ministre de la Santé publique a déclaré, lors de la pose officielle d'une pierre de l'hôpital de Lachine: "Le budget de mon ministère n'était que de \$5,900,000, en 1944; il a été de \$38,000,000, l'an dernier." Cela donne l'impression que les dépenses du gouvernement sont aujourd'hui six fois plus fortes que celles du ministre libéral de la santé publique en 1944.

Est-ce conforme aux faits? Non. En 1944, les dépenses pour la santé publique ont été de \$12,382,907. Le ministre ne savait-il pas que son propre gouvernement a complètement changé la comptabilité, en 1948? Quelle que soit la raison de sa déclaration mal fondée, il est incontestable qu'elle donne une impression fautive. En dépit de toutes ses déclarations, l'Union nationale n'a pas réglé le problème du coût annuel de l'assistance publique.

Le gouvernement actuel prétend avoir augmenté de \$4,000,000 à \$15,000,000 par année la contribution à l'assistance publique. Cela donne l'impression qu'avant 1945 le gouvernement libéral ne dépensait que \$4,000,000 pour les malades pauvres, tandis que le gouvernement actuel dépense \$15,000,000 par année pour les mêmes fins. Évidemment, c'est commode de faire des déclarations de ce genre, mais quelle est la vérité? La vérité, c'est que l'assistance publique, en 1944-1945, a coûté près de \$8,000,000 (\$7,778,884) et non pas \$4,000,000. Cette différence est le résultat d'un simple jeu de comptabilité.

Le gouvernement s'est préoccupé beaucoup de la construction de nouveaux hôpitaux, le domaine des contrats et des commandes sans soumissions publiques, mais il n'a pas réglé le problème du coût annuel de l'assistance publique. C'est un problème extrêmement inquiétant, et le gouvernement l'aggrave en refusant de se rendre compte de la réalité et de faire un tarif plus conforme à la situation actuelle.

L'ouvrier moyen de Québec gagne \$4.50 de moins par semaine que l'ouvrier moyen de l'Ontario. Il (M. Marler) reproche au gouvernement de n'avoir presque rien fait pour améliorer le traitement des fonctionnaires. Certains employés, dit-il, nommés par lui, ont reçu des augmentations, mais un très grand nombre de ses employés reçoivent aujourd'hui le même salaire qu'ils touchaient en 1944, et ce, en dépit de la hausse de plus de 60 % dans le coût de la vie depuis ce temps-là.

En 1946, l'Union nationale a prétendu résoudre le problème financier des corporations scolaires en faisant voter la loi pour assurer le progrès de l'éducation. Cette législation permettait aux corporations scolaires de se libérer de leurs dettes et elles passaient alors sous le contrôle de la Commission municipale. Elles ne pouvaient ni contracter d'emprunts ni augmenter le taux de leur taxe sans le consentement du gouvernement à qui elles devaient chaque année soumettre un budget. Pour payer les dettes qu'il avait absorbées, le gouvernement a créé le fonds d'éducation qui puisait à trois sources: la moitié de la taxe de vente, une contribution de \$2,800,000 par année de l'Hydro-Québec, et le produit de certaines taxes sur les ressources naturelles.

Le surplus de ce fonds serait disponible pour des fins éducationnelles. La Commission municipale paie chaque année, en capital et intérêts, pour les dettes des commissions scolaires, une somme qui ne dépasse pas \$6,000,000. Or, le revenu du fonds d'éducation, qui était de \$14,000,000, en 1946-1947, a été de près de \$22,000,000, en 1950-1951, ce qui crée un surplus considérable. Alors que les revenus du fonds d'éducation de la province, basés sur la taxe de vente, la taxe sur les ressources naturelles et d'autres frais, se sont élevés à \$21,794,994, l'an dernier, le petit propriétaire qui finance les écoles n'a pas pu voir son fardeau fiscal allégé.

La loi de 1946 devait contribuer à dégrever la propriété immobilière. Au contraire, à bien des endroits aujourd'hui, la taxe foncière pour fins scolaires a été augmentée. Malheureusement, le fait d'avoir relevé les commissions scolaires de leurs dettes obligatoires n'a pas réglé leurs problèmes financiers. Le fonds d'éducation a accusé des surplus considérables, mais le gouvernement n'en a pas moins autorisé dans un grand nombre de municipalités une taxe de vente de 1 % pour fins éducationnelles, supprimé la gratuité des manuels scolaires, supprimé l'autonomie scolaire, autorisé le rétablissement des rétributions mensuelles. Comme contrepartie: beaucoup de nouvelles écoles et

beaucoup de nouveaux riches. Cette loi de 1946 n'a pas réglé le problème budgétaire des commissions scolaires dans les cités et villes.

Ce qui est profondément inquiétant, c'est que la dette scolaire augmente avec une rapidité extraordinaire. Depuis 1946, de nouvelles dettes pour au-delà de \$60,000,000 grèvent nos commissions scolaires et les contribuables commencent à se demander s'ils pourront faire face aux charges qu'entraîneront ces emprunts. Cette nouvelle dette est due aux nouvelles écoles construites depuis 1946. Ce sont les contribuables qui en paieront le coût en très grande partie, même si le gouvernement prétend que c'est lui qui construit ces écoles, car ces octrois, comme d'habitude, sont répartis sur une période d'années parfois assez longue.

C'est la corporation scolaire qui emprunte, qui finance sa part et la part représentée par l'octroi du gouvernement, mais c'est le gouvernement qui contrôle le choix de l'architecte, de l'entrepreneur, de tous les fournisseurs. En retour du versement éventuel, qui ne représente qu'une partie du coût de l'école, le gouvernement s'arroge le contrôle de la construction et 100 % du crédit. La corporation scolaire, elle, assume les responsabilités. Des soumissions publiques, jamais! D'où augmentation exorbitante des frais de construction. Ce système enrichit les amis du régime, mais il a imposé un fardeau très lourd aux contributions, car il ne faut pas se faire d'illusions. Ce sont en définitive les parents des enfants qui paieront les montants gaspillés sous le régime actuel.

Au ministère de l'Agriculture comme ailleurs, c'est le régime du favoritisme. Les contrats dans le domaine agricole sont accordés sans soumissions publiques. Il y a si peu de concurrence libre que, sur un total de \$12,000,000 en contrats, de 1945 à 1950, un seul entrepreneur a obtenu des contrats qui lui ont rapporté \$6,800,000. On fait du drainage, de l'électrification rurale, mais on constate qu'un seul entrepreneur a reçu des contrats pour \$6,000,000. Les contrats octroyés ne sont pas à forfait mais à base de prix unitaires. Pour certains entrepreneurs, les prix unitaires sont bas; pour les autres, élevés.

Le gouvernement actuel, dit-il (M. Marler), a exécuté beaucoup de travaux de drainage, mais il les a payés très cher en supprimant la concurrence libre et ouverte. Il aurait pu en exécuter davantage s'il avait réalisé les économies que la concurrence entre les entrepreneurs auraient données. Pour l'extraction du roc, les prix varient de \$3.25 à \$6.50 la verge cube, selon qu'on est plus ou moins amis de l'Union nationale. Même chose pour l'extraction du tuf ou de la terre.

Le gouvernement aurait pu exécuter bien davantage s'il avait fait des économies en recourant au libre jeu de la concurrence.

Parlant de la betterave de Saint-Hilaire, il (M. Marler) rappelle qu'on vient d'augmenter de \$2 la tonne le prix des betteraves. Cela s'imposait depuis longtemps, dit-il. Le gouvernement a attendu trop longtemps pour accorder une augmentation de \$13 à \$15 la tonne de sucre de betterave que les cultivateurs livrent à la raffinerie de sucre de la province. Une autre nouvelle annonçait récemment que la raffinerie avait réalisé un profit de \$31,000 pour l'année terminée le 31 mars 1950. Ce fut une année de production record et il sera intéressant de constater par quelles opérations comptables on a pu limiter les profits à \$31,000.

Les producteurs de betteraves ne sont pas convaincus de la sincérité du gouvernement dans l'administration de la raffinerie. Ils pensent qu'elle est inspirée par le patronage politique et qu'elle n'est pas organisée sur une base d'affaires. Leur méfiance à l'égard de l'administration actuelle ne disparaîtra pas, à moins de les intéresser plus directement à l'administration et au fonctionnement de la raffinerie. Le prix payé en 1950 et l'administration de la raffinerie sont deux questions que nous réglerons après les prochaines élections.

Le gouvernement cherche à s'attribuer le crédit des augmentations de salaires se chiffrant à \$600,000,000, accordées aux ouvriers de la province. C'est une prétention ridicule. Comment se fait-il, par exemple, qu'il y ait encore une marge entre les salaires payés dans le Québec et dans l'Ontario? Cette marge, au lieu de diminuer, augmente constamment sous le gouvernement actuel. Dans un domaine où sa responsabilité est complète, je parle du fonctionnarisme, le gouvernement n'a presque rien fait pour améliorer la situation. Certains employés nommés par lui ont reçu des augmentations, mais un grand nombre sont payés au même taux qu'en 1944, en dépit d'une hausse de 60 % dans le coût de la vie.

Il (M. Marler) dit un mot sur les accidents de la route et demande au gouvernement de dépenser plus d'argent pour assurer une surveillance plus stricte de la circulation. Le gouvernement qui retirera cette année des revenus de \$250,000,000 a les moyens de protéger la vie des gens. Le nombre de policiers de la route a été augmenté et c'est un pas dans la bonne voie. Mais ce n'est pas suffisant, lorsqu'on réalise que ce sont des vies humaines qui sont en danger. Et ce n'est pas le seul changement qui s'impose.

Il existe une impression générale, dans le public, qu'il n'est pas nécessaire de respecter les lois de la circulation parce que des interventions politiques réussissent toujours à éviter des pénalités. La protection accordée par le gouvernement aux petits numéros, dont il y a cette année une deuxième série, fortifie cette impression dans le public¹. Le gouvernement doit mettre fin à ces interventions et se montrer inflexible lorsqu'il s'agit d'infractions graves aux règlements de la circulation.

Le peu de respect que l'on a pour la loi des liqueurs explique un grand nombre d'accidents de la route. Le manque de surveillance du trafic est une autre cause. Mais une troisième cause, qui n'est pas la moins importante, est la mauvaise administration par le gouvernement de la loi des liqueurs. Les hôtels et les "grills" sont ouverts jour et nuit, et la violation de la loi du dimanche est générale lorsque le trafic routier est à son maximum.

Ils vendent de l'alcool à n'importe qui. Je ne voyage pas beaucoup en automobile, mais, lorsque nous avons l'occasion de voyager sur les grandes routes et même sur les routes secondaires, tard dans la nuit, nous sommes étonnés et dégoûtés de voir le grand nombre d'automobiles stationnées autour des débits de boissons.

Je ne suis pas contre la vente modérée des liqueurs alcooliques, mais la situation actuelle est déplorable et aura des conséquences néfastes sur la jeune génération. Nos routes sont littéralement jonchées de bouteilles vides et on doit conclure, devant le nombre croissant d'accidents de la route, que la consommation des liqueurs alcooliques dans les automobiles devrait être interdite. Dans cette affaire, le scandale, c'est que le gouvernement n'applique pas la loi des liqueurs et ferme les yeux devant une situation qui s'aggrave constamment, une situation dangereuse pour toute la population.

Sous le gouvernement actuel, on a réalisé des progrès dans plus d'un domaine. Il est impossible pour le gouvernement d'une province de dépenser plus de \$1,000,000,000 dans un court espace de temps sans apporter des bienfaits. Mais je critique les méthodes suivies par le gouvernement dans ce domaine: l'insistance de sa part sur le choix de l'architecte et de l'entrepreneur, du sous-entrepreneur et des fournisseurs de matériaux, et je critique le fait que, lorsqu'il s'agit de contrats accordés par les corporations scolaires et par le gouvernement, on a délibérément écarté le système de soumissions invitées par la voie des journaux. Les mots "entreprise privée" sont toujours sur les lèvres des propagandistes de l'Union nationale.

Pour les gens bien pensants, l'entreprise privée veut dire l'initiative individuelle et une chance égale pour tout le monde; pour l'Union nationale, les mots "entreprise privée" signifient un domaine privé réservé exclusivement aux amis du régime. Selon le "poll Gallup" publié récemment, 48 % de la population favorise le Parti libéral et seulement 43 %, l'Union nationale. C'est un indice, dit-il (M. Marler), du sentiment national. Les électeurs s'en rendent compte et sont scandalisés du patronage et du gaspillage actuels. L'ensemble des mesures annoncées dans le discours du trône promettent des élections générales. Nous, les libéraux, attendons les élections avec confiance, assurés que le peuple se débarrassera du gouvernement actuel².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
(Longs applaudissements) remercie le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) d'avoir fait allusion à ses 26 ans de vie parlementaire. Il remercie également ses électeurs qui lui ont permis, par leur confiance et leur vote, d'acquérir une précieuse expérience. Il rappelle le souvenir de ses parents qui lui ont donné de bons exemples dont il s'est inspiré durant sa vie publique. L'administration de la province demande des connaissances et de l'expérience; je remercie la divine Providence de m'avoir donné les deux. Spécialement dans une période de développement intense comme celle que nous traversons, dit-il, l'expérience est un actif absolument nécessaire que je suis content de posséder.

Le discours du député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) a été l'oraison funèbre des vieux régimes. En voulant dans ses déclarations *post mortem* donner tout le mérite aux vieux régimes, il s'est identifié avec eux et a montré qu'il partageait la même mentalité. La province s'en souviendra. Comme ses auteurs, l'opposition, en face des œuvres nombreuses de l'Union nationale, se refuse à lui en donner le mérite et elle affirme qu'elle est composée d'hommes nouveaux. Le peuple est convaincu du contraire et, depuis une dizaine d'années, il ne croit plus ce que disent les libéraux.

Le chef de l'opposition n'a rien vu de bon dans nos œuvres et il a passé son temps à tenter de nous amoindrir et de nous déprécier dans l'opinion publique. Il a même insulté les communautés religieuses. Je veux croire que l'expression a dépassé sa pensée, mais il a laissé entendre que ces communautés sont parties à des transactions douteuses et qu'elles se prêteraient à des manigances qui ne sont pas correctes en accordant des subventions aux hôpitaux et aux établissements d'enseignement.

Le chef de l'opposition a parlé de la caisse électorale avec une émotion qui faisait tressaillir son cœur. Imaginez-vous cela, M. l'Orateur. Ils tentent de nous faire croire qu'ils ne savent pas ce que c'est que la caisse électorale. Leur chef n'a pas d'emploi connu et il se promène à travers la province; il parle à la radio, organise des assemblées, il a une maison d'été et une automobile. Tout cela sans caisse électorale. Comme si la génération spontanée était possible. Ils ont figure de petits anges dont plusieurs n'ont pas besoin d'ailes pour voler, et leur chef parlementaire, en nous insultant poliment, prend figure, lui, d'une vierge offensée, surtout après que ses amis aient accordé des contrats pendant 40 ans.

Nous n'avons jamais prétendu que les anciens régimes n'ont rien fait de bon, mais nous avons le droit de nous demander si, dans les 45 ans qu'ils ont été au pouvoir, ils ont fait tout ce qu'ils avaient le devoir de faire. Ce qu'il importe de savoir cependant, c'est si le gouvernement de l'Union nationale a tout fait ce qu'il lui était humainement possible de faire. Quand on compare le passé au présent, quel abîme! Il n'y a rien comme regarder les faits bien en face.

Après 45 années de régimes libéraux, qu'avons-nous trouvé dans la province de Québec? Les écoles étaient fermées, les institutrices mal payées, elles gagnaient de \$90 à \$100 par année, des chemins croches et étroits, les pouvoirs d'eau sacrifiés à vil prix, pour une bouchée de pain. Il y avait chez nous plus de décès par tuberculose que partout ailleurs, les commissions scolaires étaient en faillite, les écoles techniques insuffisantes et mal bâties.

Si on examine la situation passée et présente de la province de Québec, on trouve que, pendant 40 ans des régimes libéraux, la province n'a pas reçu toute la considération à laquelle elle avait droit. Du temps de ces gens-là, l'agriculture était dans le marasme, les ouvriers et les hommes de chantier étaient mal payés et n'avaient pas le droit de se regrouper, les cultivateurs dépossédés, les mères angoissées. Si on juge un arbre à ses fruits, on se rend compte facilement qu'alors que les libéraux étaient au pouvoir, c'était ici un océan de misère et d'imprévoyance. On se rend facilement compte que l'intérêt général était sacrifié à l'intérêt de groupe.

Nous avons décidé, en prenant le pouvoir, de donner à la province une orientation définie, suivant un plan d'ensemble bien mûri qui manquait autrefois. Nous avons d'abord sauvé l'agriculture et assuré le placement des fils de cultivateurs par le prêt agricole. Cette orientation, nous l'avons établie sur

des bases nationales, sociales et familiales, car nous avons pensé qu'en bâtissant solide, nous consolidions l'agriculture qui était aux cultivateurs la propriété du sol. Nous lui avons donné l'électrification rurale. Ce qui a permis la construction de 13,423 milles de nouvelles lignes, soit plus de trois fois la distance de Halifax à Vancouver.

Et nous avons donné un nouvel élan à la production des richesses dans tous les domaines. Après 45 ans des régimes libéraux, il y avait à peine 20 % des fermes qui étaient électrifiées. Sous l'Union nationale, en très peu de temps, cette proportion est montée à 50 %. Grâce à l'électricité, les fermiers ont amélioré leurs conditions de travail et leurs conditions de vie en général. Toujours en vertu de notre politique bien définie et bien ordonnée, nous avons donné à l'agriculture des facteurs de progrès, auxiliaires de la prospérité.

Après avoir fait tout cela, nous nous sommes dit: "La province de Québec est immense, elle a des richesses non encore développées et nous allons nous mettre à la besogne rapidement." Ces richesses existaient dans le sol, sous les régimes libéraux, mais ils n'ont rien fait, sauf quelques développements.

Ce n'est pas une simple coïncidence si la production totale de la province a augmenté tellement depuis 1945. En 1941, cette production atteignait \$2,489,000,000; en 1950, elle était de \$5,610,845,000, soit presque le double. En 1941, la production agricole était de \$179,000,000; elle est maintenant de \$440,000,000. Dans le domaine des mines, la production est passée de \$39,141,234, en 1936, à \$90,198,000, en 1944, et à \$245,000,000, en 1951.

Ce sont là des faits éloquentes. C'est évident que ce n'est pas le gouvernement tout seul qui a fait cela, que nous n'avons rien inventé, pas même un siège qui ne fasse pas peur au chef absent du Parti libéral, mais on constatera que pas un seul pays au monde ne donne actuellement l'exemple d'un développement comme celui que nous voyons dans la province de Québec. Pourquoi? Parce que nous avons une politique stable, progressive, qui ne change pas.

Dans le domaine des mines, le développement est grand parce que nous bâtissons des routes et parce que les propriétaires de mines savent où nous allons et que la province est définitivement sur la route de la prospérité. Ainsi, on n'aurait pas repéré 60,000,000 de tonnes de minerai de cuivre en Gaspésie si le gouvernement n'avait pas construit de chemins et s'il n'avait pas donné le pouvoir hydroélectrique.

Nous avons fait plus que de faire jaillir les richesses du sol québécois; nous avons ouvert à la civilisation et à la chrétienté 311,000 milles carrés de territoire dans l'Ungava. Voilà une réalisation dont je suis orgueilleux. Il n'y avait rien à cet endroit, rien que de rares Esquimaux. C'était un pays de misère et de détresse et nous sommes en train d'en faire une région de prospérité. Est-ce cela qui rend l'opposition jalouse? Elle fait des insinuations, des déclarations irraisonnées. La vérité, c'est que, s'il y a un titre de gloire dont je suis fier, c'est d'avoir ouvert ce territoire immense à la civilisation. La compagnie à qui nous avons loué un petit coin de ce pays, 300 milles carrés, dépense actuellement \$225,000,000.

Le gouvernement fédéral, qui est moins fanatique que l'opposition, dépense quelques millions pour construire des quais à Sept-Îles, qui serviront à la manutention du minerai de l'Ungava, dans une région qui deviendra immensément riche. Il fallait un chemin de fer à cet endroit, et c'est la compagnie qui l'a construit, à ses frais, pas seulement pour elle, mais pour toutes les autres qui iront s'établir dans l'Ungava. Il ne faut pas oublier que la construction du chemin de fer par la compagnie ouvre tout ce vaste pays à la prospection. On a déjà fait, à 150 milles à l'est et à 90 milles au nord de Burnt Creek, des découvertes qui prouvent que les mêmes richesses se retrouvent partout et non pas seulement dans les 300 milles carrés où devra se limiter l'exploitation de la Hollinger. Il y a, dans ce vaste pays, non seulement du fer, mais aussi du nickel, du cuivre, de l'argent, de l'or.

Les prospections les plus récentes nous démontrent que les mêmes richesses se retrouvent partout. Le chef de l'opposition a parlé d'un sou la tonne? Je le croyais assez sérieux pour ne pas répéter de pareilles sonnettes. Nous avons eu en plus de cela un chemin de fer de \$200,000,000 et des garanties de prospérité pour tout un pays qui s'étend de la Côte-Nord à la baie James. Et, en plus de la redevance annuelle de \$100,000, il aura un pourcentage sur les profits de la compagnie, 7 % sur les profits de la compagnie, pourcentage que nous pouvons augmenter. C'est le développement le plus formidable depuis 1867. Je le dis sans crainte: c'est le plus gros développement dans l'histoire de la province, et ce développement, qui coûte \$225,000,000 à la compagnie, ne coûte pas un sou à la province.

L'opposition a une bien drôle de manière de travailler au progrès de la province. Les libéraux ont tenu une convention et ils ont choisi comme chef le plus beau, le plus fin de tous. Une vraie trouvaille, un homme génial en politique. En août 1951, celui qui

est censé inspirer l'orientation de la politique provinciale, ce génie, déclarait, à Victoriaville, parlant à titre de chef du Parti libéral et énonçant la politique du parti, que, si un jour il prenait le pouvoir, il agirait dans l'Ungava comme l'Iran agit actuellement avec les intérêts anglais et américains, au sujet du pétrole.

Est-ce que le chef de l'opposition approuve une déclaration aussi malheureuse? Et c'est leur plus fin qui parle comme cela. Imaginez où irait la province s'il fallait qu'elle soit dirigée par une pareille équipe! Jamais le chef de l'opposition n'a contredit son chef sur ce sujet et je lui dis que son devoir, c'est de changer de chef. Les hommes publics doivent peser leurs paroles. Les libéraux ont préféré comme chef un député d'Ottawa plutôt qu'un de leurs anciens ministres ou un homme qui connaisse la politique de cette province.

Il est impérieux que l'opposition dégage sa responsabilité. J'ajoute, sans partisanerie politique et comme premier ministre de cette province, qu'il est heureux pour la province que cet homme choisi par la convention libérale, ce chef sans siège et sans courage, n'ait pas plus d'influence, car ses déclarations malheureuses pourraient nous coûter bien cher. Les hommes publics doivent peser leurs paroles et ne pas faire de déclarations aussi mauvaises. La province de Québec bénéficie d'un développement considérable grâce en grande partie au capital américain et anglais.

Je dis que, dans la province de Québec, le capital étranger, d'où qu'il vienne, est le bienvenu, pourvu qu'il respecte les lois de la province et respecte les droits de la population. Un chef qui essaie de soulever les préjugés de race et qui attaque les ancêtres des frères d'une autre nationalité pose un acte indigne d'un parti politique qui fut grand. Il montre par sa légèreté que la province n'a pas besoin de lui, car elle a besoin de stabilité mentale et administrative. Nous n'avons pas à nous inspirer du pays de mahométans pour nous administrer.

Les libéraux ont mis de côté les députés actuels et les anciens ministres pour aller choisir cette lumière de l'Iran. Il est impérieux que l'opposition dégage sa responsabilité. En cinq années d'Union nationale, 4,235 industries nouvelles se sont établies dans la province de Québec. La production industrielle a été portée à au-delà de \$6,000,000,000. Tous ces avantages seraient perdus si l'Iran venait s'installer dans la province de Québec. Tous ces avantages seraient perdus si le gouvernement du Québec suivait l'exemple de l'Iran et des mahométans.

Le chef de l'opposition dit que les ressources naturelles doivent profiter d'abord à la population de notre province. C'est précisément le principe dont s'inspire notre politique. Pour que la population profite des ressources naturelles, il faut qu'elles soient exploitées et, pour les exploiter, il faut du capital. Les ressources naturelles doivent être exploitées au profit des Canadiens français. Ceux qui établissent des capitaux ont droit d'être protégés et seront protégés.

Le gouvernement actuel n'a pas confiance en l'étatisation comme règle générale. Il est irrévocablement lié à l'entreprise privée. C'est notre politique avant les élections, ce sera notre politique pendant les élections, et ce sera notre politique après les élections, du moment que le capitalisme ne soit pas abusif.

C'est à cause de cette stabilité que nous avons réalisé des progrès incomparables. Les Américains qui viennent ici sont émerveillés de ces progrès. Nous voulons que les Canadiens profitent dans la plus grande mesure possible de nos ressources naturelles. C'est pourquoi nous avons racheté la seigneurie de Mingan, qui bloquait tout progrès, qui appartenait à des intérêts étrangers qui pouvaient vendre à l'étranger notre bois de pulpe. C'est aussi pourquoi nous avons acheté la Quebec Pulp.

Parce que nous voulons que les ressources naturelles profitent à la population, nous avons voulu que nos jeunes prennent leur place en multipliant les écoles dans la province de Québec dans tous les domaines, afin de former des compétences. Quand la concurrence est plus aiguë, la compétence est plus importante que jamais. Nous avons voulu donner la formation nécessaire à la population, et d'abord nous avons donné des écoles élémentaires qui sont la base de toute éducation. Sans école élémentaire, il n'y a pas d'école supérieure, pas d'études complémentaires. C'est pourquoi nous avons construit 1,300 nouvelles écoles élémentaires en l'espace de six ans, c'est-à-dire 10 fois plus que nos adversaires en l'espace de 15 ans. Nous avons reconstruit 6,337 anciennes écoles.

Nous avons construit des écoles spécialisées comme il n'y en a pas ailleurs. Nous avons établi le premier ministère de la Jeunesse au pays, et même en Amérique, et nous l'avons confié à l'un des représentants les plus brillants de sa génération. C'est sous son administration que l'on a construit, à Montréal, la plus grande école technique de l'Empire britannique. C'est sous son administration que l'on a construit, à Trois-Rivières, la plus grande et la plus belle école de papeterie au monde.

Non seulement nous avons multiplié les facilités d'éducation, mais nous avons créé chez les employeurs une mentalité favorable, une compréhension qui leur permet de contribuer à l'aménagement des écoles techniques et de confier des postes importants aux gradués de ces institutions. Dans l'enseignement universitaire, nous avons également apporté des résultats heureux. En six ans, nous avons réglé en grande partie le problème de nos universités. Ce n'est pas un problème nouveau ni un problème spécial à notre pays. Les États-Unis, qui sont le pays le plus riche au monde, se débattent avec un problème universitaire à peu près insoluble. Il faut bien penser aux dépenses urgentes et nécessaires avant de penser aux dépenses utiles.

Depuis 1945, nous avons versé \$832,000,000 aux universités. Nous avons donné des millions à l'Université Laval. Nous avons donné des millions à l'Université de Montréal et à l'Université McGill ainsi qu'à l'Université Bishop. Nous sommes prêts à faire plus. Mais il faut se rappeler qu'il n'y a rien de neuf sous la calotte des cieux; qu'il ne faut pas tuer la poule aux œufs d'or. Il faut se souvenir que le pouvoir de taxer est limité, qu'il ne faut pas taxer les gens plus qu'ils ne peuvent payer. Nous voulons régler le problème universitaire le plus tôt possible, mais nous ne voulons pas pour cela sacrifier l'école primaire ou l'école secondaire. L'école à tous ses paliers, c'est bien plus qu'une bâtisse. C'est une partie de notre âme. C'est le flambeau allumé au foyer ancestral, la garantie de nos traditions nationales et religieuses. L'école, c'est notre forteresse et nous entendons la conserver intacte. C'est une partie de notre âme et de notre cœur. Ni notre âme ni notre cœur ne sont à vendre.

Aujourd'hui, le chef de l'opposition s'est occupé uniquement de tenter de déprécier le gouvernement. Il a oublié de parler du problème de l'heure, le problème constitutionnel. Ce qui l'intéresse, c'est la caisse électorale. La question constitutionnelle est la principale à l'ordre du jour. On parle de sécurité, et avec raison, car sans sécurité il n'y a pas de stabilité. La grande stabilité dont nous ayons besoin et à laquelle nous ayons droit, c'est la stabilité constitutionnelle. On ne peut pas penser raisonnablement que les Pères de la Confédération, qui représentaient les deux grandes races du pays, se soient concertés pour adopter un pacte basé sur la fraude. Ils ont pris leur décision à une époque de calme, dans la réflexion; ils ont établi un système confédératif qui a décidé que Québec avait des droits et des obligations. À moins que les Pères de la Confédération n'aient pas été intelligents ou de

bonne foi, ils n'auraient pas donné des droits sans donner en même temps les moyens de remplir des obligations. C'est là le problème.

Alors que la province se développe de façon phénoménale, c'est le temps plus que jamais de nous occuper de nos droits. La Constitution canadienne a reconnu nos droits et c'est ça que nous voulons avoir. Quand ils nous ont donné des droits et des obligations, ils entendaient sûrement nous donner du même coup les revenus nécessaires pour exercer ces droits et remplir ces obligations. Il faut de toute nécessité que les champs de taxation soient répartis et définis une fois pour toutes. C'est ça, la question brûlante et fondamentale. Elle peut ne pas intéresser l'opposition qu'elle intéresse quand même la population de la province et le gouvernement.

Je suis convaincu que l'atmosphère de compréhension et d'entente mutuelle qui a prévalu à la conférence de Québec, alors que notre province, pour la première fois dans son histoire, a reçu les représentants des gouvernements des autres provinces et d'Ottawa, je suis convaincu, dis-je, que cette atmosphère va se continuer. Nous ne pouvons étayer l'avenir sur des bases temporaires. Il faut que le champ de taxation de chaque gouvernement soit déterminé, afin que les administrations fédérales, provinciales, municipales et scolaires aient les revenus auxquels elles ont droit pour mener à bonne fin leurs affaires dans leurs domaines respectifs. C'est là la grande question de l'heure que le chef de l'opposition ne veut pas comprendre.

Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) a parlé de patronage. Il a fait des insinuations à droite et à gauche. Ce n'est pas digne d'un gentilhomme. Il a parlé de contrats. Il s'étonne que les amis de l'Union nationale, qui remplissent les conditions exigées, obtiennent des contrats. Pendant 45 ans, quand ils étaient au pouvoir, les libéraux ont signé des contrats. Il n'y a rien de répréhensible à cela. Est-ce que les contrats étaient accordés uniquement à des adversaires? Mais, quand le chef de l'opposition a porté ses attaques, il avait autre chose dans la tête.

C'est pour attaquer indirectement M. Saint-Laurent que le chef de l'opposition a parlé de contrats sans soumissions. Il voulait s'en prendre à M. Saint-Laurent qui a félicité l'Union nationale de sa politique concernant l'Ungava. Il n'y a pas eu de soumissions pour les \$590,000³ de travaux à la nouvelle maison de M. Saint-Laurent, comme l'a révélé le vérificateur général du Canada, Watson Sellar. Ce n'est pas juste d'attaquer comme ça le premier ministre du Canada. Des soumissions n'ont

été demandées que pour de petits travaux: \$5,862 d'une part; \$11,976 d'autre part. Le chef de l'opposition doit savoir que le vérificateur des *Comptes publics* d'Ottawa a critiqué le gouvernement fédéral pour n'avoir pas toujours demandé des soumissions avant de signer des contrats.

Depuis 1945, la province de Québec a connu des progrès gigantesques. Par exemple dans le domaine des hôpitaux! Le chef de l'opposition prétend que nous n'en avons pas construit. Il oublie que ses amis prenaient 25 ans pour payer des octrois. Ils inséraient même une clause pour dire que les octrois seraient payés si le gouvernement avait de l'argent pour les payer. Nous, nous donnons des octrois et nous les payons. Nous avons donné des octrois pour les travaux de construction et personne ne les a refusés. Nous avons donné plus de \$100,000,000, depuis 1945. Nous demandons seulement d'être raisonnable et de ne pas demander trop. Grâce au ministre de la Santé publique, ministère créé par l'Union nationale, 65 nouveaux hôpitaux et sanatoriums ont été aménagés dans la province depuis 1945. Le nombre des lits d'hôpitaux a augmenté de 13,230. Et bientôt, quand les travaux actuels d'aménagement seront terminés, on pourra parler de 16,000 à 17,000 nouveaux lits d'hôpitaux dans la province depuis 1945.

Et ce n'est pas tout. Du temps du gouvernement de nos honorables amis, le budget de l'assistance publique n'était que de \$4,000,000; il est maintenant de \$23,000,000. Sans compter les \$100,000,000 d'octrois que nous avons donnés pour l'hospitalisation. Les municipalités ont été déchargées de lourds fardeaux dans le domaine de la santé. On peut dire que le gouvernement a pris aujourd'hui à sa charge au moins 50 % de tous les frais d'assistance publique. Nous avons ainsi délivré les municipalités d'un fardeau financier se montant à des centaines et des centaines de mille dollars par année.

La tuberculose faisait autrefois, du temps des libéraux, des ravages affreux dans la province. Ces gens-là ne faisaient rien pour combattre le fléau. Les morts causées par la terrible maladie ne se comptaient pas. La province de Québec était une des contrées les plus touchées par elle. Le gouvernement de l'Union nationale a réduit de plus de 60 % le nombre des décès causés par la tuberculose et l'on peut prévoir le jour où la province sera débarrassée de cette terrible maladie. Bientôt nous occuperons un rang qui ne sera dépassé par aucun pays ni par aucune province.

Dans le domaine de la voirie, il y en a qui prétendent que le gouvernement ne doit pas trop

dépenser. Un bon réseau routier constitue les artères et les veines économiques de la nation. En Gaspésie, nous avons déjà pavé 440 milles sur 561. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, le chemin de ceinture était un boulevard poussiéreux. On l'appelle boulevard Perron. Je ne sais pas pourquoi; peut-être parce que nous allions le payer. Autrefois la Gaspésie était un coin de désolation; aujourd'hui, c'est une région où règne la prospérité. J'ai fait le tour de la province. C'est la même chose dans l'Abitibi.

Nous avons également construit le chemin du Témiscouata, la route de La Tuque et, surtout, la route de Chicoutimi qui nous a valu les compliments d'ingénieurs éminents des États-Unis. Nous entretenons, en tout, 34,200 milles, soit huit fois la distance de Vancouver à Halifax. Nous avons entrepris et nous pratiquons une politique du chemin d'hiver qui n'est pas une politique à la petite semaine. Nous tenons ouverts 19,000 milles dont profitent toutes les classes et principalement la classe agricole. J'ai parcouru toute la province et j'ai remarqué partout du bien-être, de l'aisance. Et ce voyage à travers notre province ne m'a pas empêché de venir à la Législature.

Il est vrai que, pour un chef qui s'assoit sur le "poll Gallup", il n'y a rien d'étonnant qu'il galope. Qu'il s'assoie sur le "poll Gallup", nous, nous allons nous asseoir sur le "poll" des électeurs. Je comprends d'ailleurs que l'opposition s'accroche au "poll Gallup" quand elle a un chef qui galope. On a vu les résultats merveilleux qu'il a obtenus aux États-Unis. Dewey, qui était élu la veille, a failli mourir le soir du scrutin. Il a dû prendre un repos de deux mois pour se remettre.

Et puis le "poll Gallup" parle de 24 % d'indécis. Avec une telle certitude, il ne peut se tromper. Restez donc assis sur votre "poll Gallup", si cela peut vous amuser. Cela vous donne quelques moments heureux et, mal pris comme l'est votre parti, on ne peut tout de même pas vous refuser de vous laisser bercer par des illusions. Mais, nous, nous préférons les réalités.

J'ai parlé de la voirie, mais le progrès est général. Avant notre arrivée au pouvoir, pas de pension pour les vieux et les vieilles; on nous a laissé perdre \$60,000,000. Deux mois après notre arrivée au pouvoir, les vieux recevaient leur chèque de pension. Quarante ans d'inertie, en deux mois de l'action. Les pensions aux mères nécessiteuses, les allocations aux aveugles, qui les a données? Le gouvernement a donné pour \$3,000,000 de bourses d'études et de nombreuses facilités pour aller étudier à l'étranger. Les bourses d'études, qui les a

distribuées aux jeunes gens pauvres de fortune, mais riches en talent, pour leur permettre de s'instruire et de se spécialiser ici et à l'étranger?

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, il n'y avait pas deux géologues pour l'exploitation de nos mines; on devait avoir recours aux étrangers. Nous avons aidé l'École des mines de Laval. Les bourses, nous en distribuons pour \$3,000,000 par année; du temps des libéraux, cela se chiffrait à quelques milliers de dollars. Depuis que l'Union nationale est là, 555 ponts ont été construits, près de 2,000 ont été réparés, le gouvernement a donné des octrois pour développer les systèmes de protection contre le feu dans les campagnes.

Dans tous les domaines, les progrès réalisés sont énormes, incontestables, et il faut être aveugle pour le nier, il faut être aveugle ou partisan fanatique. Est-ce que le chef de l'opposition adopte cette attitude parce que ses amis n'ont pas fait ce qu'ils auraient dû faire et que nous, nous faisons ce qu'ils auraient dû faire? Nous faisons tout ce qui est humainement possible.

De plus, le gouvernement est représentatif de toutes les classes de la société et de toutes les régions de la province. Nous avons trois agriculteurs, trois médecins, un ouvrier au Travail, un fils de colon à la Colonisation, et je pourrais continuer l'énumération. Nous groupons aussi des hommes de tous les partis, des bleus, des rouges, des indépendants, parce que nous avons foi en la démocratie. La démocratie n'est pas le gouvernement du peuple, pour une classe et par une classe, mais le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Le premier ministre d'Angleterre, Winston Churchill, pouvait dire à la fin de la guerre, à l'endroit de la RAF, que "jamais dans l'histoire humaine on n'avait vu une si grande dette contractée par autant de monde envers si peu de monde". Aujourd'hui, notre peuple est dans la même situation. Nous sommes héritiers d'un peuple petit en nombre, mais grand par son histoire et par sa valeur. En 1760, 60,000 colons abandonnés se sont tenus debout, ils ont travaillé farouchement et sans compter. Grâce à leur héroïsme, grâce à la ténacité de leurs successions qui s'en sont inspirées, nous pouvons aujourd'hui offrir un spectacle qui doit, là-haut, réjouir leur cœur et nous inspirer à notre tour.

Franklin Roosevelt disait de son côté que sa génération d'Amérique avait rendez-vous avec le Destin. Notre génération de Canadiens français du Québec a aussi un rendez-vous avec la Destinée. Un auteur français disait: "Entre le passé où sont nos souvenirs et l'avenir, où sont nos espérances, il y a le

présent où sont nos devoirs." Plaçons à leur place les intérêts supérieurs de la province et présentons un front uni devant les autres provinces pour la revendication des droits essentiels. Notre destin à nous ne sera réalisé que si nous savons nous unir, nous grouper autour de la tradition transmise par les ancêtres.

Entre le passé où sont nos souvenirs, l'avenir où sont nos espoirs, il y a le présent qui doit nous voir travailler. Notre devoir aujourd'hui est de nous grouper au-dessus des mesquineries partisans, afin de présenter aux autres provinces un front uni dans la revendication de nos droits et l'affirmation de notre désir de demeurer fidèles à nos traditions, à nos croyances, à tout ce qui nous est de plus cher.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Nord (M. Lévesque), que le débat soit de nouveau ajourné.
Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Ces petits numéros de plaques minéralogiques réfèrent à un scandale mis à jour par le Parti libéral et qui est abordé régulièrement depuis un certain temps en Chambre. Selon ce dernier, les petits numéros de plaques étaient réservés aux dirigeants du parti et aux amis du régime, afin de leur éviter d'être punis pour toute infraction au code de la route. L'Union nationale a toujours nié la chose.

2. Selon *Le Soleil* du 15 novembre 1951, à la page 12, M. Marler "a parlé de 3 heures à 4 h 35."

3. Dans *L'Action catholique* du 15 novembre 1951, à la page 19, il est plutôt question de \$613,000 pour la construction de la maison du premier ministre.

Séance du jeudi 15 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);
- de la ville de Dorion, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);
- de Rose Bertha Parker et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant certaines dispositions du testament et des codicilles de feu John Parker (M. Gatien);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatien);
- de la ville de Berthierville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavallée);
- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatien);
- du village de la Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatien).

Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Saucier).

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de The Protestant Industrial Rooms of the City of Montreal, demandant l'adoption d'une loi

pourvoyant à ce que ladite institution soit liquidée volontairement et qu'elle soit dissoute;

- de Jewish Peretz School Inc., demandant l'adoption d'une loi afin d'exempter des taxes municipale et scolaire la propriété immobilière qu'elle possède;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Limbour, demandant l'adoption d'une loi modifiant l'arrêté en conseil aux fins de définir les limites de ladite corporation;

- de la cité de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la communauté des religieuses de l'Hôpital général de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de M. l'abbé Léo Clément et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de l'hôpital d'Argenteuil;

- de dame Laetitia Le Fèvre, en religion mère Marie de Jésus, et autres, demandant l'adoption d'une loi conférant certains droits et pouvoirs à la corporation du futur hôpital, l'Hôtel-Dieu d'Alma;

- des commissaires d'écoles pour la ville de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente de 1 %;

- de la ville de Beauceville-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Reginald Gordon Granville, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Royal Trust Co. à lui payer sa part de capital de la succession de sa mère feu Mary Everett, veuve de feu Charles King;

- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la municipalité scolaire catholique de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- d'Alfred Leduc et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la propriété d'une partie des actions de la compagnie E. et A. Leduc ltée, et autres fins;

- de Joseph-André Mayer, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à l'étude de la profession de notaire.

Projets de loi:

Charte d'Asbestos

M. Goudreau (Richmond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 102 modifiant la charte de la ville d'Asbestos.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxe d'éducation à Rimouski

M. Dubé (Rimouski) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 106 autorisant les commissaires d'écoles pour la ville de Rimouski à imposer une taxe d'éducation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Magog

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 modifiant la charte de la cité de Magog.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hôtel-Dieu d'Alma

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 111 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu d'Alma.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hôpital général de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 112 concernant la communauté des religieuses de l'Hôpital général de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

The Protestant Industrial Rooms

M. Rennie (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 114 concernant The Protestant Industrial Rooms de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Joseph-André Mayer

M. Gendron (Montréal-Sainte-Marie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 118 validant le brevet de Joseph-André Mayer.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

E. et A. Leduc Itée

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 128 concernant la compagnie E. et A. Leduc Itée.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession de Mary Everett

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 129 concernant la succession de feu Mary Everett, veuve de feu Charles King.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Beauceville-Est

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 137 modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Limbour, Gatineau

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 concernant les commissaires d'écoles de Limbour.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hôpital d'Argenteuil

M. Cottingham (Argenteuil) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 constituant en corporation l'hôpital d'Argenteuil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Municipalité scolaire de Val-d'Or

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 148 concernant la municipalité scolaire de Val-d'Or.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Jewish Peretz School

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 166 exemptant d'impôts municipaux et scolaires les immeubles de la Jewish Peretz School Inc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

14 novembre 1951

Résolu: Que les honorables MM. Baribeau, Bovey, Brillant, Connors, Laferté, Martineau, Nicol, Raymond et Simard forment un comité permanent pour aider le président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque; et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Il est ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

**Comité mixte
de la Bibliothèque de la Législature**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que les honorables MM. Paquette et Groulx; MM. Blanchard, Caron, Cossette, Ducharme, Dupré, Gatién, Jolicoeur, Johnson, Kirkland, Larivière, Riendeau, Roche et Samson constitueront le comité permanent de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont en cause et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé de l'administration de la Bibliothèque.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

**Comité mixte
des impressions législatives**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à l'Assemblée législative pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que l'honorable M. Barrette et MM. Bellemare, Bertrand, Choquette, Leclerc, Lévesque, Marcotte, Ross, Thibeault, Thuot et Vachon représenteront l'Assemblée audit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Projets de loi:**Succession d'Eugène Farly**

M. Gatién (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 concernant la succession d'Eugène Farly soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Union du Commerce

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 constituant en corporation l'Union du Commerce soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission scolaire
de Donnacona**

M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Donnacona soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de Bedford

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 autorisant les commissaires d'écoles de Bedford à vendre certains lots soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Protestant Foster Home Centre

M. Fox (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 changeant le nom de Protestant Foster Home Centre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
de Joseph de Grandpré**

M. Lavallée (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 concernant la succession de Joseph de Grandpré soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession d'Arthur Yale

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 concernant la succession d'Arthur Yale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Denis Pérusse

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Denis Pérusse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Canada Steamship Lines

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 validant le titre de Canada Steamship Lines Limited à certaine propriété soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Marie-Bibianne-Simonne Guimont

M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 changeant le patronyme Guimont en celui d'Authier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Joseph-Edgar Tanguay

M. Matte (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 changeant le nom de Joseph-Edgar Tanguay dit Adjutor Huot en celui d'Adjutor Huot soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Roland Milette

M. Fleury (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Roland Milette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Frederick Francis Myson

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 changeant le nom de Frederick Francis Myson en celui de Frederick Francis Griggs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

F. A. Blackadder Koettlitz

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 changeant le nom de famille de Frederick Augustus Blackadder Koettlitz et autres en celui de Blackadder soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Federation of Jewish Philanthropies

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 changeant le nom de la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal en celui de Federation of Jewish Community Services of Montreal et élargissant ses pouvoirs et ses buts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Julien Chouinard

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 autorisant l'admission de Julien Chouinard au Barreau de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Les Frères mineurs capucins

M. Matte (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 modifiant la charte de Les Frères mineurs capucins de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

J.-M.-L. Ship-Gingras

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 relatif à Joseph-Jean-Jacques-Maurice-Louis Ship dit Gingras soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Hôpital Sainte-Justine

M. Gatién (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 14 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Missisquoi (M. Bertrand), dont elle a été saisie jeudi le 8 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Chaloult (Québec): On a parlé l'autre jour d'élections. L'opposition s'est déclarée assurée de prendre le pouvoir et le gouvernement est non moins certain de le garder. Un député indépendant comme moi n'a pas de ces convictions, car les électeurs se fatiguent parfois de l'entendre déclarer qu'il n'a rien obtenu pour eux, ni chemins, ni ponts, ni jobs, et qu'il continuera de faire de même s'ils veulent bien le réélire. Certaines gens me conseillent même de me trouver un quatrième comté, car, disent-ils, les électeurs du comté de Québec ont déjà fait leur part de sacrifices.

Heureusement qu'il n'en est pas ainsi, car, grâce au premier ministre et à tous ses ministres, que je remercie collectivement, les gens de mon comté ont été généreusement traités. C'est un témoignage que je veux rendre au premier ministre et à ses ministres. Je remercie mes électeurs de leur fidélité. Ils m'ont procuré une tribune très appréciée. J'estime que si tous les députés abandonnaient leur patronage, ils n'en souffriraient aucunement. Il se trouverait

toujours des âmes généreuses pour se sacrifier, tout comme le Père Gaucher¹.

Je remercie les journalistes. Ils m'ont toujours traité très généreusement. Ils jouent un rôle ingrat, car ils sont chargés d'ordonner et souvent de refaire ce que nous disons en Chambre. En lisant le journal, beaucoup de députés se rendent compte qu'ils ont parlé mieux qu'ils ne pensaient, et c'est là le grand mérite des journalistes. On m'accuse de parler pour la galerie, car je n'ai guère d'espoir de convaincre qui que ce soit en cette Chambre.

Il (M. Chaloult) rend hommage au premier ministre qui fête cette année ses 25 ans de vie politique. Ce qu'il en a abattu de besogne au cours de ce quart de siècle! dit-il. Son esprit de travail l'honore et est un exemple pour toute la province. On a remarqué depuis quelques mois qu'il est devenu un grand catholique, qu'il manie le goupillon avec une grande dextérité et qu'il peut même rivaliser avec certains évêques. S'il ne devient pas cardinal, au moins, qu'on le nomme chevalier du Saint-Sépulcre ou de Saint-Grégoire le Grand. Si l'on était au temps de Richelieu ou si on était encore au Moyen Âge, on pourrait le nommer cardinal.

M. Duplessis: Le cardinal Richelieu était un Duplessis.

M. Chaloult (Québec): J'ai dit au premier ministre que je garderais mon rôle d'indépendant. Bien qu'il ait un caractère autoritaire, il m'a répondu qu'il ne comprenait pas autrement mon rôle en cette Chambre.

Nous avons récemment reçu de la grande visite. Nous avons reçu Leurs Altesses Royales avec sympathie et avec une curiosité toute coloniale. On se serait cru dans un conte de fées. D'après les hommes, la princesse était charmante; le prince, d'après les femmes, était bien beau. Mais gare au réveil, car il y aura un lendemain. Le jour même, on annonçait qu'une dette contractée par l'Angleterre était remise à plus tard.

Derrière cette visite, il y avait sûrement des buts politiques, et j'espère que ses conséquences ne seront pas aussi désastreuses que celles du voyage du roi et de la reine, en 1939. Peu de temps après cette visite, le Canada a pris part à une guerre qui a été la plus coûteuse, en hommes et en argent, que le pays n'ait jamais connue. Une telle aventure pourrait nous être réservée.

Il (M. Chaloult) rappelle la mémoire de son prédécesseur dans le comté de Québec, le Dr A. Marcoux, décédé depuis la dernière session, et celle du

maréchal Pétain, qui fut, dit-il, le dernier et le plus grand des maréchaux de France.

Le président des États-Unis, M. Harry Truman, se propose d'envoyer un ambassadeur auprès du Vatican. Cela nous rappelle qu'en dépit des demandes pressantes et renouvelées de cette Chambre, Ottawa refuse de poser un geste identique. Le Canada compte 40 % de catholiques et, à Rome, il y a plus de 40 pays dont plusieurs ne sont pas catholiques et qui sont représentés auprès du Saint-Siège. Beaucoup de Canadiens français ont été heureux de voir arriver à Ottawa un premier ministre de langue française. Ils ont cru naïvement qu'avec lui nous aurions ce que nous réclamions depuis longtemps: un drapeau distinctif, un hymne national et un ambassadeur à Rome. Nous n'avons rien obtenu de tout cela. Il est évident qu'il ne faut pas manifester trop de sentimentalité. Bien souvent, les avantages dont nous avons bénéficié ne nous sont pas venus des nôtres.

Il (M. Chaloult) expose ensuite les grandes lignes de son discours. Il annonce qu'il parlera des problèmes constitutionnels, des empiétements du fédéral, du rapport Massey et, incidemment, de l'évolution du très révérend père Georges-Henri Lévesque, o.p., doyen de la Faculté des sciences sociales, des problèmes éducationnels, de l'attitude des deux grands partis en présence de ces problèmes, et qu'il dira aussi un mot de M. Lapalme.

Je vais parler, dit-il, du grand problème de l'heure: le problème constitutionnel. Nous vivons dans une confédération. En 1867, nous avions le choix entre l'union législative, avec un seul gouvernement, et la Confédération, avec un gouvernement central et des gouvernements provinciaux autonomes. Sir John Macdonald était en faveur de l'union législative et George Brown, le francophobe, poussait de toutes ses forces dans cette direction. C'était un moyen facile et efficace d'absorber les Canadiens français, de les angliciser. Sir George-Étienne Cartier, qui nous représentait alors dans ces discussions, n'a manqué ni de courage ni de clairvoyance. Il a exigé et obtenu la Confédération. C'est donc nous qui l'avons demandée, car c'était dans notre intérêt, pour sauvegarder nos valeurs intellectuelles et morales: langue, culture, traditions.

Il faut donc que nous soyons logiques. Si les Pères de la Confédération, qui étaient intelligents et de bonne foi, ont voulu des provinces autonomes, ils ont nécessairement voulu qu'elles aient les revenus nécessaires à l'exercice de leur autonomie. Ils nous ont certainement donné le moyen de soutenir l'éducation, de créer nos lois sociales. Ils ont décrété

des pouvoirs de taxation. Sans doute que la Constitution dit qu'Ottawa et Québec ont des droits en matière de taxation directe, mais les provinces ont sûrement la priorité et cette priorité n'a jamais été contestée pendant près de 100 ans.

Dès le début, Ottawa a tenté des empiétements sur le domaine provincial. Ils furent mineurs au début, mais, en 1917, à l'occasion de la guerre, le gouvernement central de Borden est entré dans le champ de l'impôt sur le revenu, temporairement, disait-il, mais il n'en est jamais sorti. Ottawa a voulu aller plus loin. Avec l'habileté qui le caractérise à chaque fois qu'il a voulu nous enlever quelque chose de majeur, il a fait agir une commission. Il a fait faire une enquête, a reçu le rapport des commissaires et y a donné suite en se cachant derrière ce paravent que constituaient les rapporteurs. Dans chacun de ces rapports, on déclarait avec ostentation qu'il fallait respecter l'autonomie des provinces, mais on ne l'en attaquait pas moins.

En 1937, nous avons eu le rapport Rowell-Sirois, qui concluait à l'abandon par les provinces de certains pouvoirs de taxation en retour de subsides fédéraux, avec l'accord Godbout-King. Après la centralisation fiscale, après nous avoir volé notre argent, Ottawa a procédé à la centralisation sociale. En 1927, ce furent les pensions de vieillesse et, avec les années, l'assurance-chômage et les allocations familiales. Sans doute que les provinces auraient dû agir avec plus de célérité, mais peut-on véritablement les blâmer quand on songe qu'elles avaient déjà à ce moment-là perdu une bonne partie de leurs revenus?

Et voilà maintenant venu le tour de la centralisation éducationnelle. Ottawa procède toujours de la même manière: par cheminement et à pas feutrés. On nomme une commission, à qui on suggère habilement les conclusions à tirer de l'enquête. Puis on se retranche derrière l'autorité des commissaires pour prendre ce qu'on veut. Il en fut ainsi de l'enquête Rowell-Sirois, qui a annoncé les empiétements fiscaux. Et nous avons eu récemment le fameux rapport Massey qui annonce les empiétements dans le domaine de l'éducation. L'arrêté ministériel qui crée la commission dit que l'on veut respecter "l'intégrité de la juridiction constitutionnelle des provinces". C'est toujours la même chose.

On vit une époque de diplomatie, de compliments, ce qui rend le procédé encore plus dangereux. Là encore, on nous dit: "Soyez tranquilles, ne craignez pas pour votre autonomie" et, en même temps, on nous vole par en arrière. On dit qu'on ne veut pas nous toucher, et on nous frappe par en

arrière. Au cours de l'enquête Massey, disent les commissaires, il ne devait pas être question des universités. Mais elles ont tellement insisté qu'il a bien fallu en tenir compte. Un des commissaires, le très révérend père Georges-Henri Lévesque, o.p., disait récemment que ce sont les universités qui sont venues et revenues s'adresser à la commission. Doit-on conclure que ce sont les universités qui créent la juridiction de cette commission?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député sait-il que le gouvernement de la province a écrit au commissaire Massey pour le remercier de son invitation et l'informer que nous la déclinions? Car nous étions convaincus que cette enquête était une usurpation de nos droits. Nous avons refusé de comparaître et nous avons demandé aux universités de faire de même.

M. Chaloult (Québec): Tout n'est pas mauvais dans le rapport Massey. On a mentionné avec raison trois de ses principales qualités. Premièrement, il est d'une très haute valeur spirituelle; on mentionne même saint Augustin au début du rapport.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Avant ou après sa conversion? (Rires)

M. Chaloult (Québec): Deuxièmement, il reconnaît le caractère bi-ethnique du Canada et, troisièmement, il est imbu d'un sain nationalisme canadien et s'oppose à l'américanisation. Mais je prétends que ce qu'il a de bon rend le reste d'autant plus dangereux que ce bon tend à faire accepter le mauvais aux Canadiens français. Son but fondamental, c'est la centralisation et je dis que, dans ces circonstances, même le bon est sujet à caution.

Ce rapport tente de faire une distinction entre éducation académique et éducation extra-académique. Ce sont des distinctions laborieuses et artificielles. Sur ce point, je voudrais citer le très révérend père Georges-Henri Lévesque.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

o.p.!

M. Chaloult (Québec): Ce commissaire a dit que je n'avais pas lu le rapport avant de le critiquer. Je lui réponds que c'est probablement lui qui ne l'a pas lu avant de le signer, car autrement il ne l'aurait pas signé! L'éducation comprend trois niveaux scolaires: le primaire, le secondaire et l'universitaire. Comment alors justifier la commission Massey de

s'immiscer dans l'un des trois? On a dit que le droit canadien n'interdit nullement à un organisme, qu'il soit privé ou officiel, d'aider à l'éducation. Mais que fait-on alors de la Constitution qui déclare que les provinces auront en matière d'éducation "juridiction exclusive"?

Le rapport dit encore que, si le gouvernement canadien n'intervenait pas dans le domaine universitaire, il manquerait à son devoir envers la culture canadienne. Pourquoi alors n'intervient-il pas dans le secondaire et dans le primaire, qui sont à la base de l'universitaire? Pourquoi ne s'empare-t-il pas de tout le système d'éducation? Le révérend père Richard Arès, s.j., qui a étudié à fond le rapport, dans l'*Action nationale*, voit dans ses conclusions une tendance à l'étatisme et à la centralisation. Il ne manque pas de signaler les déclarations de l'Église sur la décentralisation de l'éducation.

On a parlé du droit naturel du gouvernement fédéral dans l'éducation. Les parents y ont un droit naturel; l'Église y a un droit naturel, l'État aussi, mais un droit indirect, et cela ne veut pas dire qu'il s'agisse de l'État fédéral. Il faut tenir compte de la Constitution, et de l'article 93 qui dit formellement que les provinces ont en cette matière juridiction exclusive.

Le très révérend père Georges-Henri Lévesque, o. p., a dit que le fédéral avait un droit naturel à l'éducation, mais qu'il y a renoncé. S'il y a renoncé, il ne l'a plus! La Constitution ne fait pas de distinction entre l'éducation scolaire et extra-scolaire, comme le font les commissaires.

La conséquence du rapport Massey? Celui qui paie finit toujours par contrôler. Il est même normal qu'il ait un certain droit de regard. Quand Ottawa aura payé pendant un certain temps, il voudra contrôler, lui aussi; quand il sera intervenu dans l'enseignement universitaire, il jettera ses regards sur l'enseignement secondaire et sur le primaire. Il emploiera d'ailleurs toujours le même argument: son droit naturel et le bien commun.

Si Ottawa contrôle l'éducation, nous aurons la neutralité scolaire des écoles catholiques du Canada français. Et qui nous dit que nous n'aurons pas un de ces jours un gouvernement fédéral socialiste? Ce sera alors un gouvernement centralisateur par définition. Croit-on alors qu'il n'interviendra pas résolument dans le domaine de l'éducation? Ce qui m'étonne, c'est le peu de réaction devant ce danger. Je comprends qu'on offre de l'argent et que cela est tentant, mais je ne puis m'empêcher de déplorer que des gens qui ont renoncé aux valeurs matérielles se laissent ainsi tenter.

Le très révérend père Georges-Henri Lévesque, o.p., a écrit plusieurs choses. En 1935, il publiait une brochure intitulée *La mission des intellectuels canadiens-français*, qui rapportait les paroles prononcées par le père Lévesque, à la Palestre nationale, en 1935. Il déclarait dans cette brochure que le problème capital de la Confédération, c'était la centralisation, que c'était là pour notre peuple le grand danger et que l'accepter serait peut-être courir au suicide. Il allait même jusqu'à parler de la possibilité de recourir au séparatisme au nom de la survivance nationale. Un an plus tard, il écrit une autre plaquette, sur le crédit social, celle-là. Elle est intitulée *Crédit social et catholicisme*. Si vous ne voulez ni du socialisme ni du capitalisme, écrivait-il, opposez-leur le crédit social. Le très révérend père n'aime pas qu'on lui rappelle aujourd'hui, maintenant qu'il est rendu de l'autre côté de la barricade, ces souvenirs d'il n'y a pas tellement longtemps.

J'avais plus confiance au père Lévesque dominicain qu'au père Lévesque commissaire. Le très révérend père Georges-Henri Lévesque, o. p., doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval et commissaire, est un guide peu sûr et un maître inquiétant pour la jeunesse. Je trouve étrange que le père Lévesque puisse avancer que le fédéral a certains droits en matière d'éducation et qu'il ajoute aussitôt après qu'il les a abandonnés lors du partage constitutionnel. Par conséquent, il ne les a plus!

Il ne suffit pas de critiquer, il faut proposer des solutions. L'Union nationale a d'ailleurs fait quelque chose en ce sens en donnant \$32,000,000 aux universités. Le premier ministre a dit qu'il était prêt à faire davantage encore. Il a raison, car la situation des universités est précaire, leurs besoins sont très grands et il est essentiel qu'elles puissent donner à notre jeunesse un enseignement qui se compare à celui des meilleures universités de l'extérieur. Nos universités canadiennes-françaises doivent être dans une situation qui leur permette de rivaliser avec les autres universités canadiennes, spécialement dans le domaine des sciences.

Des professeurs de carrière ne gagnent souvent que \$3,000 à \$4,000 par année, ce qui est bien insuffisant. Plusieurs doivent quitter l'enseignement pour aller gagner leur vie ailleurs, et je dis qu'en face de cette situation, l'État doit être encore plus généreux. J'invite donc le gouvernement à agir après avoir pris connaissance de la situation.

Il y a quatre solutions possibles. La première est la reprise de nos droits, mais je me demande si cela est encore possible. Nous avons fait la dernière

élection sur cette question. Il faut reprendre les sources de revenus qui nous ont été enlevées par Ottawa, de façon à pouvoir aider plus généreusement les universités. Est-ce possible de reprendre ces impôts? Qu'est-ce qui s'est fait depuis?

Deuxième solution, il y a le rapport de la Chambre de commerce. Il reconnaît les besoins des universités, reconnaît que le problème est provincial et suggère au gouvernement de décréter un impôt provincial de 5 %, ce qui rapporterait environ \$10,000,000 et ne coûterait rien de plus aux contribuables parce qu'il serait déductible de l'impôt fédéral.

Cette proposition soulève certaines objections, mais elle mérite d'être étudiée très sérieusement. On a dit qu'il y avait des objections d'ordre électoral, qu'on va s'imaginer qu'on lui impose une nouvelle taxe, que la population comprendrait difficilement cela. Je comprends cet argument. Mais j'y vois de gros avantages.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai reçu le mémoire de la Chambre de commerce. Leur suggestion est faite de bonne foi et je l'en remercie. Elle est basée sur l'impôt fédéral créé à Ottawa et contre lequel l'épiscopat s'est élevé en demandant de plus fortes exemptions, de \$1,500 pour les personnes seules et à \$3,000 pour les gens mariés. Si on accepte la proposition de la Chambre de commerce, on se trouvera à approuver cet impôt contre l'opinion des évêques. De plus, il y a une tendance à Ottawa, chez les bureaucrates surtout, que les provinces sont des gouvernements de retailles, à 5 % ou à 4 % ou à 3 %², alors qu'Ottawa serait un gouvernement à 95 % ou à 98 %. On ne peut pas accepter 5 % dans un domaine où nous prétendons avoir priorité.

Il y a plus encore. L'article de la loi sur lequel se base la Chambre de commerce dit que l'individu pourra réduire 5 % de l'impôt fédéral. C'est dangereux. Les précédents sont particulièrement dangereux en droit constitutionnel britannique. Sans compter qu'il ne s'agit pas dans la clause concernée de 5 % du revenu, mais de 5 % de l'impôt fédéral, ce qui équivaut peut-être à 1.75 % du revenu imposable, qu'on laisserait aux provinces. Une maison ne s'accroche pas aux étoiles. Il lui faut un solage, et ce solage, c'est l'impôt fédéral. Or, nous ne le connaissons pas, cet impôt, c'est une chose confidentielle. Comment pouvons-nous nous servir d'une chose que nous ne connaissons pas?

Les universités jouent un rôle essentiel, sans doute, mais elles ne sont qu'un des éléments de l'éducation. Il y a le primaire et le secondaire. Or, ne

croyez-vous pas qu'il serait dangereux de créer un mouvement anti-universitaire en créant un nouvel impôt à une époque où nous en payons déjà peut-être trop? Nous sommes prêts à recevoir les suggestions, mais il n'y a pas de moyen humain d'imposer une taxe sur un revenu que nous ne connaissons pas.

M. Chaloult (Québec): Je comprends les objections du premier ministre. Je répondrai brièvement au premier ministre que l'épiscopat n'est pas opposé à l'impôt sur le revenu; que nous serions mieux de percevoir 5 % que 0 %; que nous pourrions accepter cela en déclarant catégoriquement que ce n'est là qu'une partie de notre dû; qu'il doit y avoir un moyen de connaître le montant de l'impôt fédéral.

Je crois qu'il y aurait lieu de faire étudier la question par des techniciens. L'opinion libre serait heureuse qu'on ne rejette pas a priori la suggestion de la Chambre de commerce.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne l'avons pas rejetée a priori. Je donne simplement les objections sérieuses qui me viennent à l'esprit.

M. Chaloult (Québec): Comme troisième solution, il y aurait la primauté de l'éducation sur la voirie ou sur les travaux publics. Ces deux départements ont des budgets considérables. S'il faut rogner sur les budgets de ces deux départements, faisons-le, car l'éducation doit passer la première. Et enfin, quatrième solution, celle que j'estime la moins bonne: on pourrait dire à Ottawa de payer les sommes à titre de remise sur l'impôt qu'il nous doit en passant par les provinces, et distribué à leur discrétion aux universités.

On entend dans le public des objections à l'aide provinciale. Des gens affirment que l'octroi fédéral serait libre de toutes conditions, de façon automatique, tandis qu'il n'en va pas toujours de même de l'impôt provincial. Il y a eu des tracasseries dans nos universités à la suite des dons provinciaux. Ottawa, dit-on, donne d'une manière mécanique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'une manière matérialiste.

M. Chaloult (Québec): Si l'on veut. Cet argument du don fédéral sans attaches est spécieux. Aujourd'hui on donne sans contrôler, mais cela peut changer. M. Saint-Laurent n'interviendra certainement pas dans l'éducation, mais il ne sera pas toujours là. Et, de la même façon, on peut dire que

les ingérences de la province ne dureront peut-être pas toujours.

D'ailleurs, cela ne change pas la question de principe et l'on ne ferait pas voir le danger qui nous menace. Qu'on regarde ce qui se passe dans les autres provinces au point de vue éducation; qu'on songe au traitement qui nous est réservé dans le fonctionnarisme fédéral, dans l'armée. On voudrait après cela qu'on livre à la majorité anglaise d'Ottawa notre système d'enseignement? Ce serait une grave erreur.

Il arrivera peut-être qu'un gouvernement socialiste prendra le pouvoir. Et c'est là qu'on interviendra. Quand ça vient de Québec, on peut toujours résister aux pressions. Ça se passe entre nous et c'est moins grave. Mais, quand ça viendra d'Ottawa, nous ne pourrons plus résister et nous serons absorbés.

D'autres disent que la centralisation est inévitable, que mieux vaut prendre le parti de se battre sur le terrain fédéral et accepter que les provinces deviennent de simples conseils municipaux. C'est malheureusement une idée qui tend de plus en plus à se développer chez nous. Je réponds à cela: Comment serons-nous traités lorsque tout sera réglé par Ottawa?

Comment sommes-nous traités dans les provinces où nous sommes en minorité? Et comment sommes-nous traités dans le fonctionnarisme fédéral, dans l'armée? Quand on ne peut même pas avoir de français dans l'armée, nous prendrions le risque de livrer notre système d'enseignement à Ottawa?

Le premier ministre a été très catégorique dans ses déclarations sur le rapport Massey, à Acton Vale, en réfutant la distinction spécieuse entre la culture et l'éducation. Il s'est déclaré contre. Le solliciteur général, l'honorable Antoine Rivard, a fait de même en disant qu'il contenait des germes de mort.

Et les libéraux? Leur chef, M. Georges Lapalme, a déclaré récemment, dans un discours prononcé au Club de Réforme de Montréal: "Nous réglerons le problème académique de la province." Cela nous avance évidemment beaucoup! Comment va-t-il le régler? En acceptant les propositions d'Ottawa? Une attitude aussi vague et aussi imprécise n'offre aucune garantie. Il a déclaré ailleurs qu'il ne veut pas énoncer son programme parce qu'il a peur qu'on le lui vole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Code criminel dit que pour qu'il y ait vol, il faut que l'article ait une valeur d'au moins 25 cents.

M. Chaloult (Québec): S'il veut vraiment le bien de sa province, M. Lapalme n'aura pas peur qu'on le lui vole, son programme. Si le gouvernement me vole plusieurs de mes idées, je le féliciterai, car ce sera pour le bien de la province. Et, si M. Lapalme ne veut pas faire connaître son programme, comment veut-il qu'on y adhère? Il y a dans la province un vote libre de 15 % à 20 % qui détient la balance du pouvoir. Comment les indépendants, les nationalistes, les créditistes pourraient-ils faire pencher la balance du côté de M. Lapalme s'ils ne connaissent pas son programme? Je suis allé écouter M. Lapalme à Rivière-du-Loup. C'est un bel orateur. Mais j'ai été tenu de constater que, s'il y a de l'éloquence dans ses discours, il y a bien peu d'idées. Il serait temps pour lui d'exposer avec précision et clarté ce qu'il ferait, s'il prenait le pouvoir.

La situation me paraît très grave. Ottawa s'est accaparé 77 % de toutes les taxes, ne laissant que 23 % à partager entre les provinces, les municipalités et les commissions scolaires. C'est inadmissible. Une fois en possession de nos revenus, il en a profité pour s'introduire dans le champ social. Et voilà qu'il veut maintenant intervenir dans le domaine de l'éducation. C'est notre dernier retranchement. C'est le dernier droit vital qui reste encore aux provinces. Ottawa veut nous l'enlever. C'est pour nous une question de vie ou de mort. "To be or not to be", comme disait Shakespeare.

S'il faut prendre les grands moyens pour lutter contre les ingérences d'Ottawa, qu'on les prenne. Je me demande si nous ne devons pas songer à porter la bataille sur le terrain fédéral, tenter de faire élire des gens d'un autre parti à Ottawa, obtenir la balance du pouvoir et faire échec à la centralisation. Allons-nous toujours nous contenter de protester? J'estime qu'il est temps d'agir, de porter la question sur le terrain électoral. Autrement, il nous faudra accepter l'épithète dont parlait un jour Armand Lavergne: "Ci-gît un peuple mort de bêtise".

Le débat est suspendu.

La Chambre suspend ses travaux à 7 heures.

Reprise des travaux à 8 h 15

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 concernant l'assistance aux personnes âgées de 65 à 70 ans;
- bill 3 des allocations aux aveugles;
- bill 4 portant à quatre-vingt-seize millions de dollars les sommes destinées aux prêts agricoles;
- bill 5 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation;
- bill 10 pour permettre la reconstitution de certains registres de l'état civil.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 2 Loi concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans;
- 3 Loi des allocations aux aveugles;
- 4 Loi portant à quatre-vingt-seize millions de dollars les sommes destinées aux prêts agricoles;
- 5 Loi modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation;
- 10 Loi pour permettre la reconstitution de certains registres de l'état civil.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Adresse en réponse au discours du trône

La Chambre reprend le débat, suspendu au cours de la présente séance, sur la motion du

représentant de Missisquoi (M. Bertrand): Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Barrette (Joliette) félicite les proposeur et secondeur de l'adresse. Il adresse des compliments à l'honorable Alexandre Taché pour la façon très digne avec laquelle il préside aux délibérations de la Chambre. Puis il relève une attaque lancée contre l'Union nationale par le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) qui a dit que les écoles construites sous la direction du gouvernement le sont sans soumissions. Dans mon comté, dit-il, cinq écoles ont été construites après demandes de soumissions et toutes ont été accordées au plus bas soumissionnaire.

Je connais cependant des cas où il n'y a pas eu de soumissions, mais ce n'est pas sous l'Union nationale. Dans son rapport, M. Watson Sellar, auditeur général du Canada, reproche au gouvernement de donner des contrats considérables sans soumissions. Ce fait s'est produit à Joliette même, pour la construction d'un bureau de poste; le contrat initial, qui était de \$179,000, a été porté sans soumissions à \$385,000.

Je félicite le député de Québec (M. Chaloult) de sa réfutation éloquente et courageuse du rapport Massey.

Les libéraux parlent de nouveaux riches. Il y en a, mais ces gens se sont enrichis dans le commerce et l'industrie grâce à la prospérité établie dans la province par l'Union nationale: j'en connais un chez nous, un nouveau riche, si on en juge par son train de vie. C'est un homme qui aime mieux un siège de "pullman" qu'un siège à l'Assemblée législative. Il doit payer un joli montant à l'impôt sur le revenu, à moins que ce qu'il dépense ne soit fourni par ses amis. Dans ce dernier cas, ce n'est pas taxable, mais c'est un fort mauvais placement.

Je veux présenter à la Chambre une synthèse des relations sociales ouvrières sous le gouvernement de l'Union nationale qui, depuis quelques années, a fait un travail immense dans ce domaine.

Dès 1936, le premier ministre actuel de la province proclamait hautement la primauté du capital humain sur le capital argent. On a là en germe toute la philosophie sociale du gouvernement. Nous sommes toujours restés fidèles à cette devise et nous continuerons d'y rester fidèles dans l'avenir. On assiste présentement, grâce à l'énergie et à la vision du premier ministre, à un développement inespéré et inconcevable dans la province de Québec.

Dans le cours des derniers mois, nos progrès magnifiques ont eu un écho dans des déclarations d'hommes publics comme le président des États-Unis, M. Truman, et son secrétaire d'État, M. Dean Acheson, qui proclamaient qu'ils comptaient beaucoup sur les ressources naturelles de la province de Québec pour la défense du monde occidental.

C'est avant tout pour garantir le bien-être des classes laborieuses que nous avons donné au développement des ressources naturelles un essor qui eût été inconcevable il y a quelques années. Quand nous favorisons l'entreprise privée, c'est encore pour assurer la liberté du travail. Car la conscription du capital engendre inévitablement la conscription du travail.

En 1936, c'était la misère dans les familles ouvrières de la province de Québec, nos citoyens et les ouvriers avaient perdu confiance dans l'avenir et en eux-mêmes, ils étaient désespérés. Ils savaient que nous avions des richesses naturelles considérables que le gouvernement libéral leur promettait de développer, mais ils ne voyaient rien venir. Le Parti libéral avait, depuis 40 ans, implanté dans le sol québécois un arbre qui devenait de plus en plus grand chaque année. Chaque année, on promettait sans rien faire, mais un homme vint qui abattit l'arbre et on découvrit qu'il était sec.

Dès 1936, l'Union nationale a déblayé le terrain et commencé à semer, et on a vu une belle floraison d'œuvres sortir de terre. Avant 1936, les ouvriers de la province n'étaient pas protégés. Il a fallu l'Union nationale pour leur donner droit à l'union et pour réduire les heures de travail. Dans ce temps-là, on travaillait 90 heures par semaine. Il n'y avait pas de salaire minimum. C'est l'Union nationale qui a donné à l'ouvrier et aux petits salariés sa grande charte du travail par l'ordonnance No 4. En 1939, les libéraux ont saboté l'œuvre de l'Union nationale en augmentant seulement de quelques cents les salaires de quelques catégories de travailleurs. En 1941, à cause de la guerre, on supprimait les augmentations.

De 1946 à 1950, le gouvernement actuel a haussé les taux de l'ordonnance No 4 par trois fois,

formant une augmentation totale de 70 %. Par l'ordonnance No 2, on accordait le paiement du temps supplémentaire après 48 heures. Le 16 janvier 1951, le ministère fédéral du Travail publiait un bulletin estimant à 400,000 le nombre des ouvriers qui ont bénéficié de l'ajustement de 20 % en 1950. De plus, nous avons limité les heures de travail à 48 heures par semaine et nous avons donné les vacances payées.

Il (l'honorable M. Barrette) traite ensuite du cas des bûcherons dont le sort a été grandement amélioré sous l'Union nationale, dit-il, en vertu de l'ordonnance No 39 qui fut révisée une première fois en 1948 avec une hausse de salaire de 40 %, une deuxième fois en 1950 avec une augmentation de 20 %, et une troisième fois en 1951, au mois de septembre, avec une hausse de 10 %. Par suite de ces augmentations, le salaire hebdomadaire du bûcheron est passé de \$22.39, en 1945, à \$47.64, en 1951.

Sous l'Union nationale, les salaires des ouvriers et salariés du Québec ont été augmentés d'une somme de \$755,000,000, de 1944 à 1951. Nous avons fait cela parce que nous voulons donner à chacun sa part de justice, de lumière et de liberté. Nous n'avons pas attendu que l'ouvrier demande et nous sommes allés au-devant de ses désirs. Nous n'avons pas de plus grande satisfaction que de servir ceux que nous aimons.

On sait que le service de conciliation fut établi en 1938. De 1940 à 1944, sous un régime libéral, il y a eu 82 conciliations et, de 1945 à 1951, sous l'Union nationale, 1,823 conciliations, soit une moyenne de 20 conciliations par année sous les libéraux et de 303 sous l'Union nationale, ou encore 15 fois plus sous l'Union nationale. Dans le domaine de l'arbitrage, 19, de 1940 à 1944, et 532, de 1945 à 1951, soit cinq arbitrages par année en moyenne sous les libéraux et 88 sous l'Union nationale, ou encore 17 fois plus d'arbitrages sous l'Union nationale. Dans celui des grèves, il y en a eu 355 affectant 143,780 ouvriers, de 1940 à 1944, et 295 affectant 87,990 ouvriers, de 1945 à 1951, soit une moyenne de 88 grèves par année avec 35,945 grévistes, du temps des libéraux, et de 40 grèves avec 14,665 grévistes, du temps de l'Union nationale.

On accuse le gouvernement actuel d'être contre les syndicats. Or, en janvier 1944, il y avait dans la province 673 syndicats et, en janvier 1950, 955, soit une augmentation de 43 % sous l'Union nationale. En 1944, il y avait 175,993 syndiqués et, en 1950, 236,399. De 1940 à 1944, il n'y a pas eu de luttes contre les activités antisyndicales, les libéraux ne s'en occupant pas. De 1945 à 1951, il y a eu

556 enquêtes sur activités antisyndicales, soit une moyenne de 92 par année.

Il (l'honorable M. Barrette) se dit ensuite heureux d'avoir pu contribuer, en décembre 1950, au règlement de la grève légale de 900 employés à la Canadian Tube & Steel, de Montréal, et il cite les télégrammes de remerciements et de félicitations qui lui furent alors envoyés par M. J.-R. Lamoureux, directeur régional des ouvriers unis de l'acier (CIQ). Comme résultat du règlement, le salaire de base fut porté de 92½ cents à \$1.05 l'heure, ajoute-t-il.

En ce qui concerne le contrat de travail conclu dans le domaine de l'amiante avec les compagnies Asbestos, Johnson's, Johns-Manville, Quebec Asbestos et Flinkote, ce règlement, conclu sous l'inspiration du premier ministre et qui doit d'ailleurs porter son nom, a permis aux ouvriers de l'amiante de bénéficier d'une augmentation de 25 cents l'heure ou \$12 par semaine. En 1944, sous le régime libéral, le salaire de base dans l'industrie de l'amiante était de \$3.96 par jour ou \$23.76 par semaine, et aujourd'hui il est de \$1.25 de l'heure ou de \$60 par semaine. À la Canadian Johns-Manville, le salaire hebdomadaire moyen est de \$67.02 par semaine.

D'ailleurs, ces chiffres ne sont pas propres à la seule industrie de l'amiante; ils sont en vigueur dans toutes les industries basées sur l'exploitation de nos ressources naturelles, qu'il s'agisse de pulpe, d'amiante, etc., alors que le salaire moyen varie de \$67 à \$72 par semaine. En plus, moyennant une modique cotisation de 40 cents par semaine, les employés de la Canadian Johns-Manville jouissent d'un plan d'hospitalisation couvrant toute la famille. En considération d'une contribution variant de 15 à 21 cents, l'ouvrier reçoit des bénéfices de maladie allant de \$23 à \$32. Enfin, l'assurance-vie coûte à l'ouvrier 43 cents par mois pour chaque \$1,000 d'assurance.

Les ouvriers qui travaillent à l'exploitation de nos ressources naturelles reçoivent des salaires de \$70 par semaine. Un relevé de la Chambre de commerce de Montréal indique qu'une enquête auprès de 245 compagnies, employant 78,000 personnes à Montréal, a révélé les faits suivants: 95 % des employés bénéficient d'un plan d'hospitalisation; 90 % des employés bénéficient d'un plan d'assurance-groupe; 80 % des employés bénéficient d'un plan de congé-maladie; 75 % des employés bénéficient d'un plan de pension. Il est donc possible d'établir, sans détruire la responsabilité personnelle et en un coût raisonnable, la sécurité pour les employés d'industrie par collaboration du capital du travail et d'un gouvernement conscient de ses responsabilités.

Ça, c'est de la justice sociale. Et le micro-chef du Parti libéral qui se promène avec des banderoles de coton sur lesquelles sont imprimés les mots "justice sociale" ne paraît pas le savoir, à moins que, le sachant, il ne veuille tromper la population.

Le sort des ouvriers du bâtiment s'est lui-même considérablement amélioré. Les métiers de la construction ont vu, entre 1944 et 1951, des hausses considérables de salaires. Le briqueteur qui, en 1944, gagnait \$1.05 l'heure gagne actuellement \$1.75, augmentation de 70 cents, augmentation de 66 %. Le menuisier qui gagnait 95 cents l'heure, en 1944, gagne maintenant \$1.55, augmentation de 60 cents, augmentation de 63 %. Le plombier qui gagnait, en 1944, \$1 par heure gagne aujourd'hui \$1.73, augmentation de 73 cents, augmentation de 73 %. Avant l'Union nationale, les ouvriers du bâtiment ne connaissaient pas les vacances payées; l'Union nationale les leur a données. On estime qu'environ 550,000 salariés du commerce et de l'industrie bénéficient de l'ordonnance No 3 (1946) prévoyant une semaine de vacances annuelles payées pour tous les salariés non protégés par une convention collective.

Nous avons réglé la grève du personnel de l'établissement Singer à Saint-Jean et, comme chaque fois, après le règlement de la grève les deux parties en présence se sont déclarées satisfaites de l'entente intervenue sous l'égide du gouvernement de la province de Québec. À la suite du règlement de la grève de la Singer, M. René Martin, président du syndicat local 3784 de l'Union des métallurgistes d'Amérique, a écrit une lettre au ministre du Travail, une lettre de remerciements:

"Nous sommes convaincus que votre honnêteté, votre compétence et votre prestige ont joué un grand rôle dans l'accord survenu ces jours derniers. Tous les ouvriers groupés dans le syndicat local 3784 de Saint-Jean se souviendront de ce que vous avez fait pour eux."

Il (l'honorable Barrette) souligne l'esprit de justice qui préside au règlement des grèves.

Cela a été encore le cas pour la grève du tabac qui a immobilisé 5,000 ouvriers et ouvrières de l'Imperial Tobacco, à Montréal et Granby notamment. Dans l'industrie du tabac, on peut dire maintenant que le salaire hebdomadaire moyen est de \$50.60 par semaine pour les femmes et de \$62.20 par semaine pour les hommes.

Nous commençons à avoir de l'industrie lourde dans la province de Québec, alors qu'autrefois toute l'industrie lourde était en Ontario. Cette circonstance va permettre de rétablir l'équilibre entre le salaire moyen payé à l'ouvrier de l'Ontario et le

salaire moyen payé à l'ouvrier du Québec. D'ailleurs, dans bien des branches de l'industrie, l'ouvrier du Québec n'a rien à envier à l'ouvrier de l'Ontario et, même souvent, jouit d'une situation meilleure.

Pendant des années, 10, 20 ans, on a cherché à développer l'industrie textile dans la province de Québec. On attirait les industriels en disant que les gens du Québec n'étaient pas exigeants. On leur disait: "Vous les paierez comme vous le voudrez." Des filatures s'ouvraient partout. La situation de la main-d'œuvre était déplorable. On payait les ouvriers 20 cents, 25 cents l'heure. En 1948, nous avons eu la grève du textile. J'ai été obligé de mettre tout le poids du gouvernement dans la balance pour obtenir un règlement satisfaisant.

Après cinq jours de délibérations, nous avons décidé de donner aux ouvriers de l'industrie du textile ce qu'ils demandaient. Et nous avons reçu des félicitations même des employeurs. Les salaires ont augmenté de \$1,000,000 par année dans quatre filatures. Récemment, nous sommes intervenus de la même façon pour les employés d'une filature de Magog. Et tout s'est terminé par des félicitations de la part des employeurs et des employés.

Les grèves de l'aluminium se sont également terminées de façon satisfaisante. Aujourd'hui, dans l'industrie de l'aluminium à Shawinigan, le salaire de base est de \$1.31 et va jusqu'à \$1.74. Voilà un bel exemple que l'exploitation des ressources naturelles dans le Québec s'effectue vraiment au bénéfice de la population en général et à l'avantage de la classe ouvrière en particulier.

Le 1^{er} septembre 1944, on comptait 97 contrats collectifs de travail en vigueur dans le Québec, sous l'empire de la loi des relations ouvrières, à comparer avec 1,221 contrats collectifs de travail en vigueur le 1^{er} septembre 1951, c'est-à-dire que près de 90 % des conventions collectives en vertu de cette loi sont nées de certifications accordées sous l'Union nationale. Le 1^{er} septembre 1944, le nombre des travailleurs protégés par la loi des relations ouvrières était de 32,652 à comparer avec 193,984 travailleurs, le 1^{er} septembre 1951, soit une augmentation de 161,332 dans le chiffre des travailleurs protégés par la loi des relations ouvrières, sous l'Union nationale, ou une augmentation de 494 % ou six fois plus de travailleurs couverts par des contrats de travail sous l'Union nationale que sous le régime libéral.

Sous l'Union nationale, même si on compare deux années, soit 1947 et 1951, on constate qu'en l'espace de quatre ans le nombre des contrats de travail est passé de 654, le 1^{er} avril 1947, à 1,198, le 1^{er} avril 1951; et le chiffre des travailleurs couverts

par des contrats de travail a passé de 91,472, le 1^{er} avril 1947, à 189,717, le 1^{er} avril 1951. Dans les deux cas, on constate, quant aux quatre dernières années de l'Union nationale, une amélioration de 100 % ou deux fois plus.

Il (l'honorable M. Barrette) parle ensuite d'un chef politique extra-parlementaire qui a prétendu qu'une personne dont la demande est rejetée par la commission des relations ouvrières est une victime en ce qu'elle ne peut en appeler à une autorité supérieure. C'est au contraire tout à l'avantage de l'ouvrier que les décisions de la Commission ne puissent être renversées, dit-il, et il cite à l'appui les critiques formulées à la suite d'un jugement du juge Cale, de la Cour supérieure d'Ontario, renversant une décision de la commission des relations ouvrières de la province d'Ontario.

M. Eamon Park, directeur de la publicité pour les métallurgistes unis d'Amérique, M. John Osler, avocat ouvrier, M. William Jenoves, président du Conseil du travail de Toronto, M. Henry Rhodes, directeur régional du Congrès canadien du travail, M. George Burt, président de la Fédération du travail d'Ontario, tous ont été unanimes à déplorer qu'un jugement de la Cour supérieure d'Ontario soit venu renverser une décision de la Commission des relations ouvrières de cette province, affirme-t-il.

Pour ce qui est de la loi de la convention collective, le nombre des salariés régis par des décrets de travail, sous l'empire de cette loi, est passé de 135,000, en 1944, sous le régime libéral, à 220,000, en 1951, sous l'Union nationale, soit une augmentation de 63 % dans le nombre des travailleurs gouvernés par des décrets, en l'espace de six ans, sous l'Union nationale.

Il (l'honorable M. Barrette) fournit le détail des augmentations de salaires, pour chacune des principales industries. D'après les chiffres connus, le salaire global de 187,893 travailleurs, régis par 68 décrets, a augmenté en bloc de \$168,364,297, sous l'Union nationale. Cela signifie, par conséquent, que les salaires, en vertu des décrets, d'après les seuls chiffres connus encore une fois, ont augmenté de 173 %, ou pratiquement triplé, en l'espace de six ans, sous l'Union nationale.

Il y a eu augmentation globale des salaires de \$738,000,000, sous l'Union nationale, entre 1944 et 1951, soit une augmentation de 118 %. Cette augmentation se répartit comme suit: sous l'empire de la loi du salaire minimum, \$446,000,000; par l'effet de la loi des relations ouvrières, \$124,000,000; en vertu de la loi des conventions collectives, \$168,000,000.

À cela il faut ajouter une augmentation de \$17,000,000 aux employés des corporations municipales et scolaires, ce qui fait que l'augmentation totale des salaires dans Québec, sous l'Union nationale, se chiffre par \$775,000,000. Il (l'honorable M. Barrette) aborde la question de la clinique de réhabilitation qui, en quatre années d'opérations, a donné 631,736 traitements de physiothérapie à 2,727 patients. Puis il cite les témoignages de divers journaux qui parlent de miracles et de merveilles. Il traite également de la clinique de réhabilitation pour les anciens tuberculeux, vantant ses bienfaits.

Il traite ensuite de la loi de l'aide à l'apprentissage. La loi votée en 1945 a permis la formation de 12 centres d'apprentissage qui ont formé 13,972 apprentis et compagnons en l'espace de six ans ou, en chiffres ronds, 200 nouveaux ouvriers qualifiés par mois depuis six ans, dit-il. Il cite plusieurs témoignages à l'effet que le centre d'apprentissage de Montréal compte parmi les plus belles réalisations sociales de notre province. Le *Financial Post* révèle que, sur 15,315 apprentis dans les métiers du bâtiment de tout le Canada, le Québec en compte 9,816 contre 5,499 pour tout le reste du pays.

Dans le domaine de l'hygiène industrielle, le ministre cite les cliniques de Thetford et d'Asbestos, fondées en 1946 et 1948. En 1950, la clinique de Thetford a effectué 3,300 examens et celle d'Asbestos, 2,500. D'autres cliniques ont été établies à Noranda et à Bourlamaque. La première a effectué 6,300 examens, de juillet 1950 à juillet 1951, et la seconde, 4,250. De 1945 à 1951, en l'espace de six ans, le personnel du service a effectué 240,000 inspections dans les établissements industriels et commerciaux dans la province. En 1950, le travail a porté sur l'industrie textile et a pris la forme d'une enquête au moulin de Magog de la Dominion Textile. L'enquête a porté sur les trois points suivants: les conditions générales du travail, l'état de santé des employés et le problème de la fatigue.

Nous nous demandons vraiment si nous pouvons aller plus loin. Il semble que nous soyons rendus à la limite du possible. Au cours de l'année 1950, les principales compagnies opérant des mines ou carrières, et employant 15,000 travailleurs, ont dépensé pour la prévention des maladies, silicose et amiantose, une somme de \$4,500,000; le nouveau sanatorium de Rosemont a été doté d'un département spécial: l'Institut Lavoisier, voué à la recherche scientifique en marge des maladies industrielles de l'amiantose et de la silicose. Au témoignage du Dr Salmont, la province de Québec a fait un pas de géant dans ce domaine³.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande au gouvernement de réviser ses lois du trafic et des liqueurs pour donner aux résidents de la province et aux touristes une meilleure protection. Il accuse le gouvernement d'avoir manqué à son devoir de mettre à la raison les conducteurs en état d'ivresse et ceux qui font de la vitesse sur nos routes. Il réclame des examens obligatoires pour les chauffeurs et une police de la route qui patrouille sans cesse les chemins du Québec. La seule condition qu'on pose actuellement à l'obtention d'un permis de conduire, c'est le paiement du \$2 fixé par la loi, affirme-t-il.

Le gouvernement devrait mettre en force un système d'assurance obligatoire qui est actuellement opéré par quatre des provinces du Canada et dans 32 États des États-Unis. On devrait suspendre les permis de ceux qui causent des morts dans un accident de la route. Depuis que le Manitoba a mis une loi de cette nature dans ses Statuts, le nombre des accidents a diminué. Pourquoi ne ferait-on pas la même chose dans la province de Québec?

Il (M. Earl) reproche au gouvernement de laisser les jeunes se perdre au point de vue moral dans l'usage des boissons fortes et de ruiner leur santé par le même moyen. Quand ces jeunes sortent des clubs de nuit, ils deviennent une menace grave à la sécurité publique, dit-il. En résumé, il (M. Earl) réclame la mise en force des lois du trafic et des liqueurs, pour la protection de tous les citoyens de la province de Québec.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) fait allusion à la visite royale. Il (M. Hanley) parle de la conférence interprovinciale qui a abouti à une entente au sujet des pensions de vieillesse.

Il fait ensuite allusion à un passage du discours du trône, à l'effet qu'une juste et loyale coopération entre le capital et le travail est conforme à l'intérêt public. Après avoir souligné la récente ordonnance de la Commission du salaire minimum augmentant de 10 % le salaire minimum en vertu de l'ordonnance No 4, il entreprend de résumer l'œuvre de l'Union nationale dans le domaine ouvrier.

Les relations entre le capital et le travail inquiètent non seulement l'industrie, mais les villes et les gouvernements, avance-t-il. Heureusement que, dans la province, l'entente et la coopération du ministre du Travail et les services de conciliation et d'arbitrage ont un excellent actif à leur crédit et réussissent à aplanir les difficultés et à maintenir un régime de paix industrielle.

Il (M. Hanley) rappelle le chaos dans lequel se trouvait le monde du travail avant l'adoption de la

loi des relations ouvrières, et il signale les grèves récentes au cours desquelles le ministre du Travail est intervenu et a forcé les partis à en venir à une entente. Il cite la grève de la compagnie Singer et celle de l'Imperial Tobacco. Des centaines de milliers d'employés des deux sexes ont obtenu des augmentations de salaires considérables au cours des dernières années, ajoute-t-il. Il en donne le crédit au ministre du Travail, au chef du service de conciliation, M. Cyprien Miron, et aux chefs de l'industrie québécoise.

Il parle des bienfaits de la loi pour améliorer les conditions de l'habitation et il remercie le gouvernement provincial d'être intervenu pour protéger les locataires de la province. La Régie provinciale des loyers a fonctionné avec efficacité et rapidité, selon lui. Elle a tenu 3,000 enquêtes, du 15 septembre à la fin d'octobre. Dans 50 % des cas, il y a eu entente et il n'y a eu qu'un petit nombre d'appels. Il est certain que les améliorations nécessaires seront apportées par le projet de loi du gouvernement pendant la session actuelle, et il espère qu'un jour la ville de Montréal soit en mesure d'entreprendre une vaste campagne visant à éliminer les taudis. Je ne veux pas prendre davantage le temps de la Chambre et je me reprendrai lors du débat sur le budget.

M. Ross (Montréal-Verdun) félicite le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) pour son discours sur l'adresse. Il offre ses hommages au député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), à l'occasion de son 25^e anniversaire de vie politique, même s'il ne partage pas toutes ses opinions politiques. Il souligne ensuite le passage récent de la princesse Elizabeth et du duc d'Édimbourg dans notre pays.

Puis il déclare que le coût de la vie ne cesse de monter, qu'il a atteint un indice de 196.4, à Montréal, récemment, et il regrette que le gouvernement provincial ne fasse rien pour lutter contre la spirale inflationniste. Au contraire, le gouvernement continue d'accroître le fardeau du contribuable, affirme-t-il. Cette année, il imposera près de 50 taxes et il récoltera environ \$250,000,000. À la dernière session, il a imposé une nouvelle taxe de 2 cents par gallon sur la gazoline.

Il (M. Ross) réclame ensuite la disparition de la taxe sur les repas de 60 cents et sur l'huile à chauffage. Puis il réclame une aide pour les infirmes, afin de compléter notre système de sécurité sociale. Il souligne également que trop de nos fonctionnaires provinciaux reçoivent des salaires de famine, notamment dans les palais de justice de Montréal, et il réclame de meilleurs traitements pour eux.

Il (M. Ross) déclare ensuite que la situation générale dans la province, dans le domaine de la vente des liqueurs alcooliques, est tellement déplorable qu'elle vient de provoquer le lancement d'une requête par les autorités religieuses du diocèse de Montréal. Le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), sur ce point, dit-il, n'a pas encore répondu aux accusations du député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La principale chose là-dedans, c'est que les gens boivent trop. Quand ils boivent, ils le veulent. Personne n'est obligé de boire. Malheureusement, il y en a trop qui boivent trop. Même si on fermait les hôtels 20 heures par jour, ceux qui veulent boire boiraient autant en quatre heures. C'est ça, le mal. Que l'opposition fasse une motion pour discuter de cette question et nous allons la vider à fond. C'est là que nous verrons que les gens de l'opposition, qui prennent un air de vierge offensée, auront le costume blanc qui correspond à leurs activités passées.

M. Ross (Montréal-Verdun): Que dites-vous de la lettre des évêques et de la résolution qu'on va vous présenter? Et qu'avez-vous à dire de la situation dans les grills?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai lu au sujet de la pétition, mais je ne l'ai pas encore vue. Je suis en mesure de produire de très nombreux certificats provenant d'archevêques, d'évêques et de sociétés de tempérance me félicitant de l'excellente administration de la loi des liqueurs, et le gouvernement va continuer de l'améliorer. Les deux tiers des permis actuels de spiritueux existaient du temps des libéraux et il y a actuellement à Montréal, à Québec et à Trois-Rivières moins de permis que sous le régime libéral. Les "grills" n'existaient pas avant le gouvernement Godbout. C'est lui qui a institué ça, de manière à provoquer des abus. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, il y avait des "grills" avec des chambres à coucher à côté. À date, nous avons fait disparaître les chambres à coucher.

Ce n'est pas encore parfait, mais nous allons continuer à améliorer. Je le répète, la principale réforme, c'est celle de l'individu. Bien plus, nous allons passer, à cette session, une loi en vertu de laquelle les permis de salle de danse, dans les municipalités rurales, seront accordés par le conseil municipal de l'endroit. Nous ne pouvons tout de même pas avoir des policiers à tous les poteaux de

télégraphe. Il y a la police provinciale, la Gendarmerie royale, la police des liqueurs, la police municipale; il ne faut pas faire une armée de policiers. Il faut tout de même qu'il reste un peu de gens en dehors de la police!

Personne n'est obligé de boire. La réforme des personnes qui boivent, c'est la seule réforme nécessaire. L'ivrognerie relève plus de la morale que de l'opération policière. Il s'agit plus de l'éducation que de l'esprit du remaniement des heures de fermeture des établissements où Jean-Baptiste satisfait à sa passion millénaire pour les spiritueux. Il ne peut être question de comprimer le tour de l'horloge pour l'alcoolique qui n'aura alors qu'à boire plus vite.

Il faut prendre la nature humaine comme elle est et appliquer des mesures qui tendront à remédier aux abus, sans attenter à la liberté individuelle. Si on enlève à la population les maisons où elle peut boire honnêtement, on risque de voir surgir un peu partout de ces bouges où on vendra de la boisson frelatée.

Il (l'honorable M. Duplessis) cite tout spécialement le cas de Montréal où il serait impossible de fermer les restaurants licenciés à 2 heures du matin, parce que c'est un grand centre, un port de mer et que beaucoup de gens y travaillent la nuit.

Il souligne les actes que son gouvernement a déjà posés pour réprimer les abus dans le jeu et la vente des liqueurs alcooliques en rappelant que, quelques heures plus tôt, la Sûreté provinciale venait d'opérer une descente massive dans une barbote bien connue à la Côte-de-Liesse. Je suis disposé, dit-il, à donner à la police municipale de Montréal le pouvoir de procéder à des descentes dans les bouges de toute l'île de Montréal.

Il n'y a pas un gouvernement, dit-il, qui ait fait autant que le gouvernement actuel a fait pour combattre les abus de l'alcool, et je citerai à la Chambre, en temps et lieu, des certificats d'évêques, d'archevêques et de ligues de tempérance nous félicitant de notre lutte contre les abus de l'alcool.

M. Ross (Montréal-Verdun): Nous réclamons la fermeture des grills à partir du samedi soir à minuit jusqu'à lundi matin à 8 heures, de façon à assurer le respect intégral du dimanche. Il blâme le gouvernement d'avoir augmenté le nombre des permis de vente de boisson dans la province. Il déclare que le nombre de ces permis est passé de 3,123, en 1942, à 4,789, en 1950, et qu'il doit dépasser les 5,000, à l'heure actuelle. De 1939 à 1948, le chiffre des

ventes des liqueurs est passé de \$86,295,963 à \$106,522,640, et le volume de la consommation a plus que triplé en neuf ans. La loi des liqueurs n'est pas défectueuse, mais elle n'est pas observée, par la faute du gouvernement, ajoute-t-il.

Il (M. Ross) contredit les chiffres que le gouvernement cite souvent relativement à la mortalité par la tuberculose. En 1941, le taux de cette mortalité dans la province de Québec, par 100,000 de population, était de 80.6, dit-il. En 1950, il était à 39.3, soit plus élevé que le ministre de la Santé le dit si souvent. Il n'y a donc pas eu réduction des deux tiers, mais seulement de 5 % environ. Il y a donc encore de l'amélioration à faire dans ce domaine.

Il (M. Ross) reproche au gouvernement de ne pas employer tout le produit d'éducation pour aider nos écoles à tous les paliers de l'enseignement. Citant les *Comptes publics* de la province, il déclare qu'il y a un surplus qui dépasse les \$15,000,000, dans ce fonds, et que le gouvernement l'a versé au fonds consolidé sans se soucier d'aider les municipalités scolaires qui ont commencé à s'endetter de nouveau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je remercie le député de me complimenter sur mon don d'anticipation, mais je lui dirai que nous allons continuer à faire des améliorations.

M. Ross (Montréal-Verdun) parle ensuite de l'enquête Gallup, dont le dernier rapport donne 48 % des votes aux libéraux et 43 % à l'Union nationale. Il ajoute que le 24 % restant se compose en grande majorité de libéraux. Mais ils ne parlent pas, ajoute-t-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Alors, ceux qui favorisent le Parti libéral ont honte de le dire.

M. Ross (Montréal-Verdun): Non, ils ont peur. Mais l'heure de la reddition des comptes va bientôt sonner.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Et l'opposition va se faire rosser.

M. Ross (Montréal-Verdun): Je puis dire la date. Ce sera un chiffre divisible par 7, comme d'habitude.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non, mais je dirai bien la date au député de Verdun,

à condition qu'il ne la donne pas à son chef, afin que celui-ci n'ait pas une syncope.

M. Ross (Montréal-Verdun) remercie la Chambre de sa bonne attention.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Dépôt de documents:

Petite industrie

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre les copies d'arrêtés en conseil passés en vertu de la loi pour stabiliser la petite industrie. (Document de la session no 5)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Cette référence au père Gaucher provient probablement d'une nouvelle d'Alphonse Daudet, "L'élixir du Révérend Père Gaucher". Cette nouvelle a été publiée dans les *Lettres de mon moulin*. En voici un extrait qui nous conforte dans cette idée: "Prions pour notre pauvre Père Gaucher, qui sacrifie son âme aux intérêts de la communauté."

2. Dans *L'Action catholique* du 16 novembre 1951, à la page 27, il est plutôt écrit de 2.3 % et 5 %.

3. Selon *Le Soleil* du 16 novembre 1951, à la page 27, le discours de M. Barrette a duré une heure trente minutes.

Première séance du vendredi 16 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la municipalité du village de Chambly communément appelé Chambly Canton, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);
- de la Compagnie d'Immeubles Atlas, demandant l'adoption d'une loi fixant entre elle et la corporation du village de Beauport-Est des conditions d'établissement d'une nouvelle et importante industrie de fabrication (M. Prévost);

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert);

- de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagné);

- de Sir Frederick Carson et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant les requérants et leurs successeurs, en corporation sous le nom de Reddy General Hospital (M. Earl);

- de dame Pauline Lefebvre et autres, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre, d'échanger des immeubles donnés par sa mère, dame Elméria Bélisle (M. Bernard);

- d'Albert Cousineau, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Gervais Cousineau (M. Barrière);

- de la ville de Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);

- de l'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs additionnels d'ordre administratif (M. Bélanger).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);

- de la ville de Dorion, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de Rose Bertha Parker et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant certaines dispositions du testament et des codicilles de feu John Parker (M. Gatien);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatien);

- de la ville de Berthierville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavallée);

- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatien);

- du village de la Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatien).

Adresse en réponse
au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 15 novembre courant, sur la motion du représentant de Missisquoi (M. Bertrand), dont elle a été saisie jeudi le 8 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): La population s'alarme du nombre toujours croissant d'accidents de la route qui sont une conséquence de la violation des lois. Le mauvais exemple est donné par les amis du gouvernement, ces intouchables qui se cachent derrière les petits numéros dont on a multiplié le nombre cette année¹. Dans un grand nombre de villes, les petits numéros ont défié ouvertement la police municipale, au point que, dans certains cas, cette dernière a dû recourir aux grands moyens et faire saisir les automobiles des coupables.

Il (M. Rochon) reproche au gouvernement d'avoir intercédé en faveur d'automobilistes arrêtés pour avoir conduit en état d'ivresse et d'avoir rendu

des permis de conduire enlevés par les tribunaux. Il dénonce les ravages de l'alcoolisme depuis quatre ou cinq ans dans la province.

Le gouvernement de l'Union nationale, dit-il, tolère qu'on viole la loi; il multiplie le nombre des licences permettant de vendre des boissons alcooliques, à tel point que la province compte aujourd'hui presque autant de débits de boissons que d'écoles.

Les propriétaires de débits doivent tellement payer à la caisse électorale de l'Union nationale qu'il leur faut payer en tout temps, à toute heure et à n'importe qui. L'alcoolisme explique le nombre des accidents de la route. Que fait le premier ministre en face de la situation? Il s'en lave les mains comme Ponce Pilate.

Il propose simplement de charger les autorités municipales du soin de régler le problème des salles de danse. Ce n'est pas comme cela qu'on va mettre fin au scandale de la vente de l'alcool. Il n'appartient pas aux polices municipales de faire respecter la loi sur la vente des boissons alcooliques; elles n'en ont pas le droit, d'ailleurs.

La police de la circulation routière n'a pas fait son travail de surveillance des routes. Pour ce qui est des accidents de la route, il y a trop de cas où les membres du Parlement interviennent. La plupart des accidents sont causés par l'ivresse au volant et l'ouverture en tout temps, jour et nuit et même le dimanche, des clubs et des "grills".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le député veut m'indiquer les noms de ces clubs ouverts en dehors des heures légales, je vais m'en occuper.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je vous les donnerai privément.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je m'étonne que le député mentionne des abus et refuse de donner des noms. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) l'ignore sans doute, mais, en vertu de la loi des liqueurs, la police de Montréal et le conseil de ville de Montréal ont le droit de porter des plaintes. Qu'il en fasse et je m'en occuperai.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): La police de Montréal ne peut pas intervenir, car on lui a dit de se mêler de ses affaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les détenteurs de licences de clubs de nuit à Montréal ont obtenu, dans la proportion des deux tiers, leur permis sous le gouvernement Godbout.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je ne critique pas parce que vous avez donné des licences à M. Untel ou M. Untel. Ce que je demande, c'est qu'on fasse observer la loi. Je ne dis pas que le nombre des licences ne devrait pas être augmenté, mais je dis que les règlements devraient être observés.

Il questionne le premier ministre au sujet de la pétition des évêques catholiques concernant le respect de la loi des liqueurs et la réduction des permis d'alcool.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si mon honorable ami veut être juste, qu'il me donne des noms au lieu de laisser porter des soupçons sur tous les clubs. Je m'engage à faire fermer immédiatement tous les clubs qui violent la loi. Pendant que j'y pense, j'ai reçu, il y a quatre jours, d'un brave curé de Montréal, une lettre me disant qu'il y avait, dans la Côte-de-Liesse, une barbote où les pauvres gens gaspillaient leur argent. Il n'y a aucun doute que l'existence des barbotes est causée par l'hypocrisie de la loi qui permet de gager d'un côté de la rue et qui défend de le faire de l'autre côté².

Sur réception de la lettre, j'ai immédiatement envoyé de Québec 50 policiers qui sont allés fermer la barbote. J'ai donné en même temps instruction à la police de n'accepter aucun cautionnement et j'ai demandé au juge, comme procureur général, d'envoyer en prison les propriétaires.

C'est la première fois qu'un premier ministre fait ça et se montre aussi énergique. Environ 203 personnes ont été prises lors de la descente. Si Montréal me demande le pouvoir de fermer les barbotes dans toute l'Île de Montréal, je vais donner cette autorisation à la ville, car il faut que cet état de choses cesse immédiatement.

L'intervention a été prompte parce que le jeu de barbote dans le district de Montréal doit être arrêté. Mais la police provinciale ne peut pas tout faire. La police ne peut s'occuper de toutes les violations des lois. Il y a des causes criminelles, des violations des lois de la circulation et des liqueurs, aussi bien que nombre de plaintes générales.

Nous avons une province de 611,000 milles carrés. Il faut que la police municipale fasse aussi sa part, et je m'engage à lui donner le pouvoir et l'autorité nécessaires pour faire son devoir partout dans l'Île de Montréal. La police de la métropole a vu la barbote lui passer sous le nez presque chaque jour et elle prétend qu'elle n'a pu agir. Qu'elle fasse donc son devoir.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Donnez en même temps les ordres de fermer aussi les clubs de nuit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Apparemment, le député connaît les clubs de nuit qui sont en cause. Qu'il ait le courage de nous les nommer et nous agirons. S'il n'a pas le courage de me fournir les noms, lui qui est conseiller, comment voulez-vous que la police fasse son devoir?

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Il n'y a pas seulement un club de nuit dans ce cas, et la police provinciale connaît tous ceux qui vendent de la boisson en dehors des heures légales aussi bien que moi. Les policiers savent quels clubs sont ouverts, parce qu'ils les fréquentent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député s'y rend aussi? Sinon, comment pourrait-il savoir que la police y va? La déclaration du député laisse entendre qu'il fréquente ces clubs.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) proteste. Il appartient à la police provinciale d'agir, ajoute-t-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La position est bien simple. Personne ne peut mettre en doute ma bonne volonté. C'est mon désir et ma volonté de faire cesser tous les abus. Mais vous comprendrez facilement que je ne peux être partout. Qu'on ait le courage de nous donner les renseignements nécessaires, car la police provinciale ne peut pas être partout. Je suis disposé à donner à la police de Montréal le pouvoir de procéder à des arrestations en dehors des limites de sa juridiction.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): On ne peut pas donner ce pouvoir-là à la police quand on sait qu'il y a des députés dans leur comté qui y vont. Les policiers vont aller dans les clubs et vont y trouver des députés et leurs amis. Ils vont rire d'eux et ils vont leur dire de partir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'il y aille, n'importe qui. Si je le sais et si on me donne les renseignements, j'agirai sans retard.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Il n'y a peut-être pas assez de policiers et leur salaire n'est pas toujours ce qu'il devrait être. Les revenus de la Commission des liqueurs sont de \$50,000,000 par année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les revenus ne sont pas de \$50,000,000. Ce sont les ventes qui sont de \$50,000,000. Les revenus sont donc beaucoup moindres.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Mais on pourrait quand même employer plus de monde pour mieux surveiller les clubs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai déjà dit que j'étais prêt à donner à la ville de Montréal et à la police de Montréal le droit d'opérer des descentes sur toute l'île. Je ne peux pas, chaque fois qu'on me signale une infraction à la loi, dépêcher 50 policiers provinciaux comme dans le cas de la barbote d'hier. Il nous faudrait pour cela plus de 5,000 policiers. Je suis sûr même que, dans cette barbote, il devait y avoir des gens de Westmount.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'espère bien que, s'il y a des gens de mon comté, la loi sera sévèrement appliquée contre eux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On me parle aussi de fermer à 2 heures, mais Montréal est un cas spécial. C'est un grand centre, un port de mer, beaucoup de gens qui travaillent la nuit. Les autorités de la ville ont demandé que les restaurants ne soient pas fermés à 2 heures du matin. Le député de Saint-Louis (M. Rochon), qui est un charmant garçon et qui n'est pas fou non plus, devrait comprendre que l'on ne peut pas tout faire en même temps.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Si le premier ministre continue à me louer, je vais être gêné pour lui faire des reproches. Le député de Verchères (M. Dupré) vient de me dire de ne pas traverser de l'autre côté. Si ça continue, je me demande ce qui va arriver. Mais je demande au premier ministre de faire respecter la loi de la Commission des liqueurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je l'ai déjà dit l'an dernier: si je pouvais prendre toute la Commission des liqueurs et l'envoyer de l'autre côté du pôle Sud, je le ferais.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Il faudrait aussi faire respecter les lois de la circulation. Hier matin, j'ai vu, ici même à Québec, un camion qui était conduit par un chauffeur manchot. Il paraîtrait que, l'an dernier, il a eu un accident au cours duquel un citoyen de Québec aurait été tué. C'est dommage

qu'il soit infirme, mais il devrait avoir un autre moyen de gagner sa vie. On devrait aussi intervenir contre ceux qui conduisent en état d'ivresse. J'irai même jusqu'à dire que la loi est violée partout. Il n'y a pas un chauffeur de taxi dans toute la province qui fait des arrêts quand il devrait en faire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si on appliquait la loi à la lettre, on mettrait bien du monde en prison. Il faut y aller avec discernement. L'an dernier, j'ai vu de ma fenêtre un mariage où il y avait beaucoup de chefs libéraux. Après les célébrations d'usage, ils s'en revenaient titubant et caracolant vers leurs autos, et je vous assure qu'en démarant, les voitures ne marchaient pas droit. Si j'étais intervenu comme procureur général cette fois-là, on m'aurait dit que j'en voulais aux chefs libéraux.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne veux pas exagérer, mais, encore une fois, je demande au premier ministre de faire respecter les heures de fermeture des débits de boissons alcooliques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si on est trop sévère et si on réduit trop les heures, il y a un danger. Quand j'étais jeune avocat, un brave Canadien de la campagne est venu me demander de prendre des poursuites contre quelqu'un qui lui avait vendu de l'alcool de bois qui l'avait rendu aveugle. Si on enlève à la population les maisons où ils peuvent honnêtement aller boire, il y a risque de voir surgir un peu partout de ces bouges où se vendra de la boisson frelatée.

De toute façon, le meilleur moyen est de collaborer; les autorités provinciales sont prêtes à le faire avec les autorités municipales. À Montréal, dès qu'on m'a signalé des cas, j'ai agi. Il y a eu le Pigale que j'ai fermé. Il y a aussi le Gumbo qui est fermé pour toujours. Le député de Montréal-Saint-Louis peut me fournir des cas et nous agirons.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Le premier ministre sait par où me prendre. Il me connaît et il sait que les gros ont toujours le cœur placé à la bonne place. Il y a bien des choses encore que je pourrais dire... mais je ne les dirai pas.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)

offre ses félicitations à l'Orateur de la Chambre, au proposeur et au second de l'adresse en réponse au discours du trône, au député de Québec (M. Chaloult) ainsi qu'à son collègue du Travail, le député de Joliette (l'honorable M. Barrette).

Les gouvernements du Québec ont attendu bien longtemps pour s'attaquer au problème brûlant de l'enseignement. Il a fallu arriver à 1914 pour que, une première fois, un gouvernement consacre timidement \$311,000 à l'enseignement; il laissait aux parents la tâche de continuer à porter le fardeau de l'enseignement. Les exigences ont augmenté, mais les gouvernements du temps ne semblaient pas s'en rendre compte. C'est à se demander si ce manque de sens des responsabilités ne cachait pas un désir non avoué de maintenir notre peuple dans l'ignorance et la pauvreté.

C'est le gouvernement de l'Union nationale qui, le premier, a porté une attention suffisante à la question. En 1949, on a vu ce gouvernement affecter une somme de \$41,500,000 à nos écoles. Les parents ont fourni, de leur côté, cette année-là, \$35,000,000. C'est là la véritable coopération qui aurait toujours dû régner dans ce domaine vital de l'instruction et de l'éducation du peuple de Québec.

Il faut se dresser contre le mouvement croissant de centralisation qui prend aujourd'hui une ampleur dangereuse. Les tentatives de centralisation fédérale, dans le domaine de l'éducation, ont commencé en 1901 avec l'uniformité du brevet d'enseignement. Puis ce furent les tentatives menées par le truchement de la Ligue de l'enseignement et, aujourd'hui, la tentative de mainmise brutale par l'intermédiaire du rapport Massey, dont mon collègue de Québec (M. Chaloult) a fait une si magistrale étude, hier. Ce sont les gouvernements libéraux de Québec, surtout celui de Godbout, qui ont commencé le mouvement centralisateur.

Les libéraux n'ont jamais eu un véritable souci de défendre les intérêts de la province. Ils ont d'abord laissé dilapider nos richesses du Saguenay. Les gouvernements libéraux ont laissé dilapider nos ressources naturelles sans qu'elles ne profitent au peuple. Nos ressources naturelles appartiennent pourtant à la population. Les richesses du sol et du sous-sol appartiennent aux enfants de chez nous, mais il faut donner à l'enfance les moyens de les exploiter. C'est pourquoi nous avons voulu donner à nos jeunes des nouvelles écoles, des centaines et des centaines de nouvelles écoles aux classes lumineuses, à l'enseignement sain, avec de bons pédagogues, des écoles qui vont forger les intelligences pouvant assurer la survivance de la petite patrie française.

Le cinéma, le théâtre, la radio et la télévision constituent une menace pour nos enfants. La télévision obligera les pères de famille à exercer un nouveau contrôle sur l'éducation de leurs enfants, car elle pourra apporter dans les foyers des choses qui scandaliseront et déformeront nos enfants.

Il a voulu étendre l'enseignement plus loin que les limites de la ville. Il a voulu instruire les campagnes. Et c'est là le plus beau titre de gloire du chef de l'Union nationale. La politique antérieure se résumait à faire bénéficier des avantages de l'éducation à la seule classe privilégiée de la jeunesse citadine. Autrefois, les jeunes de nos campagnes n'avaient pas espoir d'avenir ailleurs qu'à l'université ou au Grand Séminaire. Mais le premier ministre leur a assuré des horizons nouveaux. Il a vu à ce que l'argent pour l'éducation soit dispersé partout, dans tous les coins de la province.

Nous avons placé l'intérêt de notre jeunesse bien au-dessus des intérêts politiques. Notre première préoccupation a été de préparer cette jeunesse à pouvoir jouer adéquatement son rôle, à se servir, car on n'est jamais mieux servi que par soi-même! Conscients d'avoir accompli notre devoir, nous avons le droit d'espérer que tout esprit sérieux et honnête le reconnaîtra.

Comme enseignant, il n'y avait que l'enseignement universitaire. On pouvait devenir médecin, avocat, mais rien d'autre. De 80 % à 85 % des jeunes qui sortaient des écoles primaires n'avaient aucun débouché dans la vie. Aujourd'hui, la situation a changé. Il y a des écoles des beaux-arts, des écoles techniques, des écoles d'agriculture, des écoles ménagères, des écoles du soir, des écoles des arts et métiers, une école des arts domestiques, une école du meuble, une école des mines, etc.

Des centaines et des centaines de métiers sont maintenant ouverts aux talents de nos jeunes qui demain pourront faire honneur à la race. Ces écoles d'enseignement spécialisé en tout genre permettent à la jeunesse de tous les milieux, du foyer rural comme de la maison des riches, d'apprendre des centaines et des centaines de métiers. Grâce au premier ministre, ce ne seront pas des porteurs d'eau.

La négligence dont les régimes libéraux ont fait preuve dans le domaine de l'enseignement a assuré aux nôtres la part congrue, comme s'ils voulaient démontrer que nous ne sommes bons que pour être des porteurs d'eau. En 1942, le gouvernement libéral du Québec a livré à Ottawa des droits qui représentent une somme de \$333,000,000 par année. Ce sont des parcelles de ce montant que les gens d'Ottawa viennent aujourd'hui nous offrir sur un plat d'argent pour les universités. Grâce à Dieu, nos organisations scolaires respectent encore les droits des parents, de l'Église et tracent avec précision les devoirs de l'État.

Nous avons foi en l'obéissance. C'est dans le Québec une garantie de paix et d'ordre social. Si la

sérénité et la paix de l'homme sont notre partage, c'est que nos enfants gardent encore dans la famille canadienne du Québec l'exemple donné par nos pères; c'est que nos enfants vivent encore quotidiennement sous la direction d'éducateurs croyants, tous dégagés de l'insécurité morale qu'engendre le matérialisme; c'est que nos enfants, en résumé, sont éduqués pour la véritable fin dernière que certains docteurs très haut placés veulent renier.

Si La Fontaine était revenu en 1935, il aurait trouvé nos droits cédés, les écoles fermées, les écoliers affligés, les portes barricadées, les terres abandonnées, l'agriculture délaissée, les colons désintéressés, les fermiers affligés, les citadins blasés, les routes non pavées, la colonisation négligée, les forêts saccagées, les usines fermées, les hôpitaux engorgés, les salaires baissés, les institutions non payées, les jeunes dégradés, les lacs vidés, les mines fermées, la faune tuée, les écoles d'arts et métiers ignorées, l'école de papeterie oubliée, l'école de marin dans l'oubli tombée, l'école de textile ignorée, les vieux abandonnés, les forêts dévastées, les mères nécessiteuses explorées, les aveugles affligés, la jeunesse désintéressée. Ce n'était pas riche!

Qu'avaient donc fait les libéraux quand ils étaient au pouvoir? Ils auraient pu répondre ce que répondit Sieyès, le révolutionnaire français, à la question: "Qu'avez-vous fait?" Il avait répondu: "J'ai vécu." Les jeunes, nous n'avions pas d'espoir, mais nous nous battions.

Un homme s'est élevé par son prestige, son amour de sa province, du sol, sa mentalité, son esprit, ses vastes conceptions de notre vie nationale, religieuse, sociale et matérielle, et cet homme a, par sa saine politique, chassé la peur et l'inquiétude. Après les matins blêmes et blafards de la première guerre, les matins brumeux de la crise et le triste réveil après la deuxième guerre, il a fait apparaître le soleil de l'espoir en nous faisant connaître le pourquoi de la valeur de notre existence nationale et le but poursuivi. Nous désirons que l'on ait présent à la mémoire que nos pères étaient des marchands de gloire. Nous sommes les petits de ces lions. Nous ne sommes pas des porteurs d'eau, mais des porteurs de diplômes.

En 1950, j'attirais déjà l'attention de la Chambre sur les dangers de l'enquête de la commission Massey en disant qu'il fallait craindre l'influence centralisatrice d'Ottawa et l'opinion d'un certain Dr Chisholm, selon lequel on a tort d'enseigner l'obéissance aux enfants. Si jamais notre système scolaire tombait entre les mains de gens qui professent les mêmes doctrines et n'ont pas la même

foi que nous, où irions-nous? Aux rudes attaques du dehors, nous opposerons une ferme défense. Nous sommes nés dans le péril; nous avons grandi dans la peur. Mais aujourd'hui, nous avons profité de ces leçons salutaires. Nous avons secoué le joug de la politique imprévoyante.

J'en arrive maintenant aux chiffres. Nous avons actuellement, dans la province de Québec, 616,831 élèves qui fréquentent nos écoles. Nous avons donné pour nos écoles, en 1949, \$41,000,000. L'incurie des gouvernements précédents était telle que, lorsque nous avons pris le pouvoir en 1944, nous ne savions même pas à combien se montaient les dettes des commissions des écoles. Finalement, nous avons pu établir que ces dettes s'étaient montées à \$17,000,000, en 1920, à \$78,000,000, en 1937, et à plus de \$100,000,000, en 1946. Le gouvernement a payé depuis quelques années pour \$101,000,000 de dettes scolaires, en vertu de la loi pour assurer le progrès de l'éducation; sur 1,050 commissions scolaires, 1,025 ont profité de la loi et deux s'apprentent à le faire. Ces commissions ont ainsi transformé un passif en actif. Cela a permis aux commissions de payer des salaires plus raisonnables aux instituteurs, d'entretenir mieux leurs écoles et d'équiper ou de meubler plus convenablement ces bâtisses.

Dans son discours de mercredi, le chef de l'opposition a prétendu qu'il y avait dans la province, en 1944, 10,055 écoles. Or, le rapport officiel du surintendant de l'instruction publique pour 1944, qui était alors M. Victor Doré, démontre que le nombre des écoles était, au contraire, de 9,161. Je me demande si le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) n'a pas plutôt puisé ses chiffres dans *Le Canada*, où l'on écrivait, le 7 novembre dernier, que le gouvernement de la province a dépensé \$6,768,000 pour l'enseignement, alors qu'en réalité les dépenses pour l'enseignement se sont élevées à \$41,000,000, en 1949.

Il a encore dit, s'inspirant encore sans doute du *Canada*, que nous n'avions que 31 bibliothèques alors que l'Ontario en a 462. Or, en 1948-1949, dans 547 municipalités, nous avons 3,243 bibliothèques auxquelles l'Instruction publique a fourni 336,233 volumes. En 1949, la province s'est enrichie de 348 bibliothèques.

Le premier ministre a rappelé, hier, que l'Union nationale a donné \$32,000,000 aux universités. Si les régimes libéraux avaient fait plus que de donner, pendant 25 ans, une pitance, nous ne serions pas acculés aujourd'hui à ce que certains prétendent être la famine, ce que je nie d'ailleurs. Vers 1900, on

donnait \$4,000 aux universités; en 1925, \$77,000; en 1944, sous l'Union nationale, \$2,256,000; en 1949, \$8,565,450. Le chef du gouvernement actuel s'est mis à l'œuvre dès son arrivée au pouvoir pour donner aux universités l'aide dont elles avaient besoin. En huit ans, l'Union nationale a donné \$32,000,000 aux universités. J'entends encore la voix ronflante d'un ancien secrétaire de la province, libéral, proclamer l'urgence de maintenir intactes nos traditions.

En 1937, il y avait 16 écoles ménagères recevant 229 élèves; cette année, il y a 39 écoles ménagères recevant 2,090 jeunes filles. À mon arrivée dans mon ministère, en 1944, les salaires des fonctionnaires du service intérieur étaient de \$700,000; aujourd'hui, ils sont de l'ordre de \$1,400,000. Les primes de traitements aux municipalités scolaires catholiques et protestantes sont passées de \$500,000, en 1935, à \$7,900,000 aujourd'hui. Ma propre mère a enseigné à Rouville pour l'affreux salaire de \$40 par année et était obligée de fournir son bois pour se chauffer.

En 1935, les octrois pour la construction d'écoles étaient de \$90,000; nous affecterons près de \$10,000,000 à la construction des écoles dans le Québec cette année. Les primes payées pour l'emploi des maîtres spéciaux étaient de \$20,000, en 1935; elles sont maintenant de \$350,000. L'octroi des collèges classiques a été augmenté de \$5,000, porté à \$15,000, et ceci, sans tenir compte des octrois spéciaux.

En 1935, il n'y avait pas d'octrois pour les institutrices des centres de colonisation, et aujourd'hui nous payons \$395,000. Les protestants n'ont pas été oubliés; ils recevaient \$44,000, en 1944, et maintenant ils reçoivent \$1,595,000. En 1935, le gouvernement payait \$386,000 au fonds de pension des institutrices; l'an dernier, nous avons consacré \$1,134,000 à cette fin. En 1935, il n'y avait pas un sou pour les écoles ménagères; nous en sommes rendus à \$400,000. On a payé \$18,914 pour les cours de perfectionnement, en 1941-1942; \$43,000, en 1943-1944; et, en 1950-1951, nous paierons \$64,633. En 1944, on n'enseignait qu'une matière à 562 élèves; aujourd'hui, sous l'Union nationale, on enseigne sept matières à 5,162 élèves.

Avant l'Union nationale, l'enseignement des travaux manuels n'existait pas. Nous consacrons maintenant \$8,000 à cette fin. Depuis 1936, 27 écoles normales ont été bâties, dont 18 sous l'Union nationale.

J'en arrive maintenant à la question des institutrices diplômées, et il me fait plaisir de dire à la Chambre que nous sommes en avant de toutes les autres provinces dans ce domaine: sur 22,769 institutrices,

21,630 sont diplômées. Cette année seulement, 1,026 recevront leur diplôme et pourront ensuite dispenser l'instruction. À l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, les inspecteurs d'écoles urbains et ruraux recevaient \$1,600 par année. Lors de leur récent congrès à Chicoutimi, ils ont offert leurs remerciements au gouvernement et aujourd'hui ils reçoivent comme salaire de base de \$3,200 à \$4,500.

Sous le régime libéral, les écoles rurales n'étaient pas éclairées. On devait, l'hiver, fermer les portes à 2 h 30 ou 3 heures de l'après-midi à cause de l'obscurité. On faisait passer le courant au-dessus de la maison d'école pour avantager celui-ci ou celui-là. Depuis le 1^{er} janvier 1945, l'Union nationale a fait électrifier 2,446 écoles. Je tiens à rendre hommage à la Shawinigan Water and Power qui, à la demande du premier ministre, a accordé à chaque école un octroi de \$50 pour l'aider à faire poser les fils.

En 1935, il y avait dans la province 1,200 institutrices qui recevaient \$126 par année. Aujourd'hui, sous l'Union nationale, il n'y en a plus: 1,659 recevaient \$200; 1,734 recevaient \$250; 1,009 recevaient \$300. Aujourd'hui, personne ne reçoit moins de \$500 et il n'en reste que six qui reçoivent ce salaire. Mais 1,585 reçoivent \$600; 2,391 reçoivent \$700; 2,382 reçoivent \$800; 1,360 reçoivent \$900; 1,078 reçoivent \$1,000; 415 reçoivent \$1,100; 451 reçoivent \$1,200; 229 reçoivent \$1,300; 153 reçoivent \$1,400; 1,004 reçoivent \$1,500; 636 reçoivent \$2,000; 466 reçoivent \$2,500 et 62 reçoivent \$3,000 et plus, et cela, dans les campagnes.

La moyenne des salaires des instituteurs laïques dans la ville de Montréal est de \$3,645, celle des instituteurs laïques de Québec, \$3,518, et celle de Trois-Rivières, \$2,837. Aujourd'hui, la moyenne des salaires des districts urbains est de \$3,000 en montant, celle des instituteurs des campagnes est de \$1,906, et celle des villes, \$2,940.32. La moyenne générale, de \$2,940.32.

Au cours de l'année, on a construit 1,677 écoles nouvelles et j'espère que ce total sera porté à 1,700. Je reproche au chef de l'opposition d'avoir déclaré faussement que les contrats d'école se donnent sans soumissions. Il a aussi prétendu que le gouvernement imposait aux commissions scolaires ou aux communautés religieuses un architecte ou un entrepreneur de son choix. Il (l'honorable M. Côté) cite le démenti publié par la *Gazette* de Montréal et signé par M. J.-P. Rowat, président du comité de construction des écoles de la commission scolaire protestante de Montréal. M. Rowat déclare que pas un seul contrat n'a été donné sans soumissions et que

tous ont été accordés à la soumission la plus basse, ajoute-t-il. Il (M. Rowat) a aussi nié catégoriquement qu'un architecte ou un entrepreneur ait été imposé aux écoles protestantes.

Quant à moi personnellement, je mets le chef de l'opposition au défi de me citer un seul contrat d'école où je suis intervenu. S'il m'en trouve un seul, je m'engage à démissionner sur-le-champ. Il y a des limites après tout aux paroles jetées en l'air, au discrédit lancé contre un gouvernement ou une province par des gens qui ne savent pas comprendre le sens de leurs responsabilités.

Je défie le chef de l'opposition de venir faire mon ouvrage à mon bureau, d'étudier les plans et les devis, de recevoir des délégations et d'accomplir toute la besogne qui m'incombe pour le bien de l'éducation dans notre province.

Le Dr L.-P. Roy, commissaire d'écoles à Giffard, a déclaré, lors de l'inauguration de l'école de Giffard: "Jamais le gouvernement n'est intervenu auprès de la commission scolaire de Giffard lors de la construction de l'école. Nous avons choisi librement notre architecte, notre contracteur, et la seule chose que le gouvernement ait faite fut de verser à la commission un octroi de \$300,000." J'aime mieux ces témoignages que ceux qui sont donnés à tort et à travers par les membres de l'opposition.

Mgr Vandry, recteur de l'Université Laval, a dit: "Nulle part ailleurs l'entente n'est aussi étroite entre l'Église et l'État dans le domaine de l'éducation." Il (M. Côté) cite ensuite les témoignages de Mgr Cousineau, de Mgr J.-A. Gauthier, curé de Giffard; Mgr Elliot, de Verdun; Mgr Rhéaume, à Noranda; Mgr P.-É. Léger, archevêque de Montréal; Mgr Langlois, évêque de Valleyfield; Mgr Chaumont, auxiliaire de Montréal, à Oka; Mgr Douville, évêque de Saint-Hyacinthe, à Bedford.

Mon ministère, dit-il (l'honorable M. Côté), a versé \$7,135,000 pour la rénovation des "high schools" protestants.

Ce qui nous réjouit encore, c'est de savoir que notre chef, qui a à son crédit tant de grandes œuvres dans son passé immédiat, a les yeux sur l'avenir et voit loin. Il a sa télévision à lui; il voit assez loin pour dépister ceux qui, sournoisement, insidieusement et hypocritement, veulent s'infiltrer jusqu'à l'intérieur de notre foyer pour s'emparer de notre jeunesse. Protégeons-nous contre les pseudo-éducateurs qui, sous le prétexte de l'Uniform Education, par le cinéma, le théâtre, la radio, la télévision, sursaturent l'atmosphère et menacent notre existence au point de vue catholique et français.

Notre philosophie, c'est celle qui veut chez nous la sauvegarde des traditions vivantes et progressives, garanties pour tous nos enfants d'un patrimoine physique et moral enrichi par la génération présente. Nous voulons bien transmettre notre héritage; nous ne consentirons jamais à trahir notre mission³.

Une œuvre comme celle-là ne peut s'accomplir au petit bonheur, une œuvre comme celle-là ne peut naître du hasard ou d'esprits aventuriers dont l'ambition n'a d'égal que le dépit et la désinvolture. Toute cette œuvre a été imaginée et réalisée sous la direction du premier ministre de la province. Bien au-dessus des partisaneries politiques, nous avons placé l'intérêt de notre jeunesse. Conscients d'avoir accompli notre devoir, nous avons droit d'espérer que tout esprit sérieux et honnête le reconnaîtra.

Au moment même où l'insécurité était complète chez les nôtres, après ces décades dégradantes où trop d'exploiteurs n'avaient été que des marchands du patrimoine national, une équipe s'élevait et donnait à la province une raison d'espérer; elle apportait aux siens la sérénité en proclamant l'union de toutes les forces vives de notre race. Dans le marasme et la faillite, deux phares lumineux guidaient, semblait-il, ces hommes. Un inlassable dévouement, une vive perspicacité et une profonde connaissance des hommes et des choses. Ils n'ont jamais renié ce double idéal catholique et français pour tracer le programme de vie, qui a fait de tant d'œuvres du gouvernement des joyaux précieux.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

En conséquence l'adresse est adoptée.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 16 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de dame Marie Landry, en religion sœur Marie Bernard, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Sœurs de la Charité de Rimouski" (M. Dubé);
- de la ville de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Samson);
- des légataires de la succession de Hugh Quinlan, demandant l'adoption d'une loi tendant à partager une portion du capital de ladite succession (M. Jeannotte).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la municipalité du village de Chambly communément appelé Chambly Canton, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);
- de la Compagnie d'Immeubles Atlas, demandant l'adoption d'une loi fixant entre elle et la corporation du village de Beauport-Est des conditions d'établissement d'une nouvelle et importante industrie de fabrication (M. Prévost);
- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert);
- de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagné);
- de Sir Frederick Carson et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant les requérants et leurs successeurs en corporation sous le nom de Reddy General Hospital (M. Earl);
- de dame Pauline Lefebvre et autres, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre, d'échanger des immeubles donnés par sa mère, dame Elméria Bélisle (M. Bernard);
- d'Albert Cousineau, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Gervais Cousineau (M. Barrière);
- de la ville de Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- de l'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs additionnels d'ordre administratif (M. Bélanger).

Projets de loi:**Charte d'Asbestos**

M. Goudreau (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 modifiant la charte de la ville d'Asbestos soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Magog

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 modifiant la charte de la cité de Magog soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Beauceville-Est

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire de Limbour,
Gatineau**

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 concernant les commissaires d'écoles de Limbour, dans le comté de Gatineau, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Municipalité scolaire
de Val-d'Or**

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 concernant la municipalité scolaire de Val-d'Or soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Jewish Peretz School

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 exemptant d'impôts municipaux et scolaires les biens

immobiliers de la Jewish Peretz School Inc. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Taxe d'éducation
à Rimouski**

M. Dubé (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 autorisant les commissaires d'écoles pour la ville de Rimouski à imposer une taxe d'éducation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Hôtel-Dieu d'Alma

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu d'Alma soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Hôpital général
de Québec**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 concernant la communauté des religieuses de l'Hôpital général de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Protestant
Industrial Rooms**

M. Rennie (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 concernant The Protestant Industrial Rooms de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Joseph-André Mayer

M. Gendron (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 validant le brevet de Joseph-André Mayer soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Compagnie E. et A. Leduc

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 concernant la compagnie E. et A. Leduc Ltée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession de Mary Everett

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 concernant la succession Mary Everett, veuve de Charles King, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Hôpital d'Argenteuil

M. Cottingham (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 constituant en corporation l'hôpital d'Argenteuil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Électrification rurale

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 6 pour favoriser l'électrification rurale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que: Attendu que depuis le 24 mai 1945, en vertu de la loi 9 George VI, chapitre 48, et de ses amendements, une somme de quinze millions de dollars a été mise à la disposition de l'Office de l'électrification rurale pour coopérer à l'électrification des campagnes;

Attendu qu'il y a lieu, pour le progrès de l'agriculture et le bien-être des cultivateurs, et dans l'intérêt général de la province, de maintenir l'élan remarquable imprimé à l'électrification rurale par suite de ces mesures;

En conséquence:

Que l'article 15 de la loi 9 George VI, chapitre 48, modifié par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 6, soit de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Pour l'exécution de la présente loi, l'Office est autorisé à dépenser vingt millions de dollars."

Il importe de pousser sans cesse plus loin les lignes électriques, à cause de la période de progrès intense par laquelle passe la province de Québec. L'économie de la province repose en grande partie sur la prospérité de la classe agricole. L'agriculture est indispensable partout dans le monde, mais, chez nous, elle a une importance particulière. Notre province est la plus riche du Canada en énergie électrique, mais, en 1945, les campagnes étaient paralysées par le manque d'électricité. Or, il faut que les populations des campagnes jouissent du même confort que celles des villes.

Sous les libéraux, l'électrification rurale se faisait par l'entremise des compagnies. Celles-ci prenaient les régions les plus avantageuses et abandonnaient les autres, ne s'occupaient pas de celles en fait qui en auraient eu le plus besoin. L'Union nationale, qui avait donné aux cultivateurs la propriété du sol, a ensuite songé à leur donner l'électricité. Le développement de la province, l'ouverture de nouvelles routes, la disponibilité de nouvelles terres arables ont constamment fait appel aux fonds disponibles.

Mon gouvernement a passé une loi, en 1945, pour autoriser la formation de coopératives d'électricité. Cette loi leur procurait des avantages extraordinaires. Cette loi permet à l'Office de prêter aux coopératives jusqu'à 75 % de leur valeur, remboursable 3 % par année pendant 30 ans. C'était un cadeau de 10 %. En fait, nous donnions près de 50 %, vu l'échéance de 30 ans. Depuis 1945, le développement des ressources hydrauliques a fait un bond prodigieux.

L'administration de la loi a été confiée à l'Office du prêt agricole. À l'heure actuelle, un montant de \$15,000,000 a été mis à la disposition de l'Office pour l'électrification rurale et plus de \$14,000,000 sont engagés. En vertu de l'amendement projeté, un montant additionnel de \$5,000,000 sera mis à la disposition de l'Office. Sous l'Union

nationale, 2,600,000 chevaux-vapeur ont été développés en cinq ans. Les nouvelles sources d'énergie électrique s'élèvent à 2,600,000 chevaux-vapeur si l'on tient compte des travaux en cours et qui seront incessamment complétés.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Que représentent exactement les travaux actuellement complétés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils représentent 568,400 chevaux-vapeur, mais le reste sera disponible sous peu. Ce qui fait 2,600,000 chevaux-vapeur en cinq ans, sous le régime actuel. Sous les régimes libéraux, 5,000,000 de chevaux-vapeur ont été développés en 45 ans. Au 31 décembre 1950, on avait construit des lignes de distribution sur une distance de 13,287 milles et, au 31 décembre 1951, tout indique que la distance dépassera 14,200 milles. Au 31 décembre 1950, l'électrification rurale comptait 83,564 nouveaux clients. Elle en comptera plus de 100,000 au 31 décembre 1951. La politique d'électrification rurale préconisée par le gouvernement est une politique essentiellement sociale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question concernant la distance couverte par les nouvelles lignes en 1951.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) remercie le chef de l'opposition. Cela va me permettre de rectifier mes chiffres, ajoute-t-il. Il (l'honorable M. Duplessis) donne ensuite des chiffres plus précis, d'après un rapport qu'il avait en main, soit: 784 milles par les coopératives d'électricité et 744 par les compagnies, soit un total de 1,528, en 1951. En 1944, 20 % des fermes étaient électrifiées; aujourd'hui il y en a 52 %. L'énergie hydroélectrique se trouve en grande majorité au nord du Saint-Laurent. Ceci a compliqué un peu les choses, comme à Gaspé par exemple. Certains experts calculent que la rivière Madeleine pourrait produire un rendement de 30,000 chevaux-vapeur, mais il s'agit d'un maximum, et d'autres pensent qu'un rendement de 20,000 serait plus réaliste. La situation a présenté un problème à l'égard des développements futurs à Gaspé.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Tous les partis ont favorisé l'électrification rurale. En 1945, le Parti libéral a préconisé l'électrification rurale par l'Hydro Québec au lieu des coopératives.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Raymond Latreille, commissaire à l'Hydro, a écrit une lettre disant que la méthode préconisée était illusoire et ne serait pas efficace.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les divergences d'opinion n'ont pas porté sur les principes, mais sur les méthodes. En 1945, nous avons soutenu que l'électrification par les coopératives d'électricité comportait des dangers en cas de tempête dévastatrice dans une région déterminée. Une tempête qui jetterait par terre les poteaux de toute une région, une compagnie peut réparer les pertes. Une coopérative locale ne peut en faire autant. Une compagnie peut faire porter la perte à tout son réseau tandis qu'une coopérative doit tout payer seule.

L'Office a-t-il des projets en vue pour demander une appropriation aussi considérable? Je suis surpris de voir qu'on ait tant dépensé en 1951. Je me demande aussi pourquoi le gouvernement demande un montant de \$5,000,000. A-t-il des projets particuliers en vue? Je me demande si les activités de l'Office vont continuer au même rythme. Je suis surpris qu'il faille voter autant d'argent pour 1952 quand, en 1951, l'Office n'a dépensé que la moitié de 1949 et, en 1949, la moitié de 1948. Je me demande s'il ne s'agit pas plutôt d'augmenter l'inventaire en achetant beaucoup de matériaux, comme cela s'est fait à la veille des élections de 1948.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'unique raison de la demande d'un montant additionnel de \$5,000,000, c'est que la province se développe de façon fantastique, que gouverner, c'est prévoir, et qu'il faut prévoir dans le domaine de l'électrification rurale, comme dans les autres, ces progrès dont nous bénéficions.

Non seulement l'Office a droit de construire des installations, mais il peut aussi acheter de l'énergie des compagnies commerciales. On voit, par exemple, des compagnies développer la Manicouagan, la Péribonka qui donnera 40,000 chevaux-vapeur, et Shipshaw qui développera 100,000 chevaux-vapeur.

Les gens qui ne seront pas desservis en électricité pourront faire appel à l'Office et celui-ci pourra forcer les compagnies à les desservir.

Il cite le cas du chemin de Val-d'Or à Barraute, afin de favoriser le développement de la Barvue Mine. Dans le passé, il fallait faire un détour par Amos pour aller d'une ville à l'autre. Sur la nouvelle route, des gens vont se construire, selon l'habitude, et ils demanderont l'électricité.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Dois-je comprendre qu'il n'y a aucun projet d'envergure?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons des prévisions en vue de projets gigantesques. Nous nous préparons à faire face aux besoins. Gouverner, c'est prévoir.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quel est le montant de l'inventaire de l'Office?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1949, l'inventaire s'élevait à \$1,800,000. Il n'était pas tout à fait exact, parce qu'on n'avait pu tenir compte du fait que l'Office possédait du matériel qu'il avait acheté en gros et vendu aux coopératives mais n'avait pas livré. Au 31 décembre 1950, cet inventaire était descendu à \$405,810.37 et, au 31 octobre dernier, il était de \$331,312.86.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je partage l'opinion du premier ministre sur l'inventaire et j'admets que c'est une bonne chose de concentrer les achats pour payer moins cher et ensuite vendre ce matériel aux coopératives au prix coûtant.

L'honorable M. Barré (Rouville): De 1939 à 1944, il y avait l'électricité dans la province, mais pratiquement pas pour les campagnes. L'apparition des coopératives a changé tout cela. L'Union nationale, à son arrivée au pouvoir, a lancé son programme d'électrification rurale qui a été un succès, et nous devons en recevoir le crédit. Car, si nous avions failli, on n'aurait pas manqué de nous blâmer. Plusieurs comtés sont maintenant totalement électrifiés.

Les compagnies ont tenté de les couler en abaissant le tarif et en accordant certains avantages. Tout cela est la conséquence de la loi de l'Union nationale. Il vante la loi sur l'électrification des régions rurales qui a permis, selon lui, d'empêcher le fermier de quitter sa ferme.

Lors de l'adoption de la loi en 1945, il y a eu des critiques et des prédictions alarmistes de la part de l'opposition. Mais l'affaire a été un succès. Ceux qui ont pris ce risque à l'avantage des cultivateurs ont bien le droit aujourd'hui de prendre le crédit du succès obtenu.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 pour favoriser l'électrification rurale soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Collège de Lévis

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 concernant le Collège de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)

M. Samson (Lévis) remercie le gouvernement de sa générosité envers une institution aussi méritante. L'adoption de cette loi permettra à cette maison d'enseignement de résoudre son problème financier, ajoute-t-il.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) appuie aussi le projet de loi qu'il trouve parfaitement dans l'ordre. Il (M. Marler) demande des précisions sur le projet de loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de donner au Collège de Lévis le droit d'emprunter sur billet et d'émettre des obligations pour trouver des capitaux nécessaires à son expansion devenue absolument nécessaire.

M. Chaloult (Québec): Je félicite le gouvernement de l'octroi qu'il a accordé au Collège

de Lévis et de ceux qu'il accorde aux autres collèges classiques, notamment l'octroi régulier annuel de \$15,000. C'est le meilleur moyen d'empêcher les empiètements du gouvernement fédéral.

En donnant non seulement un octroi annuel de \$15,000 à chacun de nos collèges classiques, mais aussi d'importantes subventions spéciales comme celle de \$100,000 versée à l'occasion de la souscription en faveur du Collège de Lévis, le gouvernement prend le meilleur moyen pour faire échec aux empiètements d'Ottawa.

Il y a, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, trois collèges acadiens qui ne reçoivent rien de leur gouvernement; ces institutions se trouvent dans des provinces pauvres par rapport à la province de Québec ou à la province d'Ontario. Aussi leur situation est-elle pénible, spécialement celle de Saint-Joseph de Memramook en Nouvelle-Écosse et celle du Collège Saint-Louis d'Edmunston. Nous avons des responsabilités envers les groupes français des autres provinces.

Canadiens français de la province de Québec, chefs de file des populations françaises d'Amérique, n'avons-nous pas des obligations morales et matérielles envers nos frères des minorités françaises du Canada et particulièrement des Provinces maritimes? Mercier le reconnaissait et je crois que le premier ministre actuel pense comme Mercier, puisqu'il a déjà donné des subventions à l'Université d'Ottawa et au collège de Saint-Boniface. Il me semble que le premier ministre devrait également faire quelque chose pour les collèges acadiens, en leur versant par exemple la même subvention qu'il accorde aux collèges de notre province.

Le premier ministre n'est pas de mon avis? Ne pourrions-nous pas accorder une aide financière aux collèges du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse? Il y a déjà des antécédents. On m'objectera que nous sommes inondés de demandes d'octroi. Ce que nous demandons n'est qu'une aide symbolique. Il s'agirait de \$30,000 ou \$40,000, pas grand-chose! Je lui en ai déjà parlé et j'ai l'intention d'y revenir tant que ma demande n'aura pas été agréée. Ainsi, si le gouvernement veut se débarrasser d'un quémendeur, c'est à lui de faire un beau geste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le député de l'intérêt qu'il porte à nos frères acadiens. Nous sommes bien disposés quant à sa demande. Je crois qu'elle est légitime. Il s'agit évidemment là d'un cas sympathique. Mais il me place dans une situation difficile. Je ne voudrais pas me débarrasser de lui. La présence d'un député

indépendant sincère est nécessaire à l'Assemblée législative.

Il est dit dans l'Évangile: "Demandez et vous recevrez!" Je crois que mon honorable ami a trouvé la solution: il demande. Mais j'attire son attention sur le fait que l'Évangile parle aussi de la multiplication des pains et des poissons.

Nous sommes bien disposés à l'égard du député de Québec (M. Chalout), mais il faut nous donner les moyens de multiplier les pains.

Je ne parlerai pas de multiplier les poissons. Ce ne serait pas une bonne chose. Ça ferait l'affaire de l'opposition. La multiplication des poissons serait sa seule chance de revenir au pouvoir.

Il y aurait peut-être moyen de faire quelque chose pour les collèges acadiens, mais je ne sais pas si nous pouvons prendre des engagements financiers pour un certain nombre d'années.

Nous allons étudier la chose et, si le député de Québec veut nous suggérer un moyen pratique, je puis l'assurer que nous sommes bien disposés.

M. Chalout (Québec): Quand même cela ne serait que pour quatre ou cinq ans!

Les articles 1 à 4, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 13 sans l'amender.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Droits de mine et concessions minières

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 abrogeant la loi concernant le renouvellement des titres de certains droits de mine et concessions minières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 22 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hôpital Sainte-Justine

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 pour faciliter le succès de la souscription en faveur de l'hôpital Sainte-Justine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une œuvre méritoire, salubre et féconde. Cet hôpital reçoit des enfants non seulement de Montréal, mais de toute la province. C'est pourquoi je propose un amendement.

Le texte actuel permet aux cités et villes de toute la province et aux corporations municipales de l'Île de Montréal de souscrire. Nous allons étendre ce pouvoir aux corporations municipales de toute la province.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'abonde dans le sens des remarques du premier ministre et félicite la population de Montréal et les anglophones, d'avoir souscrit généreusement. La réputation de Sainte-Justine dépasse les limites de la

ville de Montréal. Sainte-Justine est une source de bienfaits pour toute la population et la réponse générale de la population à l'appel de l'hôpital a été généreuse, tant du côté français que du côté anglais. Mais je me demande si c'est un bon principe d'autoriser les corporations municipales à emprunter pour souscrire. Ces subventions peuvent être réparties sur un certain nombre d'années.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est nécessaire parce qu'il s'agit d'un bon placement pour l'avenir et qu'il ne faut pas donner prise à ceux qui pourraient prétexter le manque d'argent comptant pour ne pas souscrire.

Il n'y a pas meilleur investissement pour les municipalités que le capital humain. C'est injuste que les générations actuelles aient à payer exclusivement pour ce dont les générations futures bénéficieront aussi. Il (l'honorable M. Duplessis) craint aussi des changements au sein des conseils municipaux.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 25 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Ces petits numéros de plaques minéralogiques réfèrent à un scandale mis à jour par le Parti libéral et qui est abordé régulièrement depuis un certain temps en Chambre. Selon ce dernier, les petits numéros de plaques étaient réservés aux dirigeants du parti et aux amis du régime, afin de leur éviter d'être punis pour toute infraction au code de la route. L'Union nationale a toujours nié la chose.

2. Selon le *Quebec Chronicle* du 17 novembre 1951, à la page 3, M. Duplessis fait référence à la loi fédérale qui permet le pari à certains endroits déterminés. Il fait référence à la loi sur les maisons de jeux des Statuts révisés du Canada de 1927, vol. 1, chapitre 36, partie V, articles 226 et 227. Ces articles définissent les maisons de jeux interdites ainsi que celles où il est permis de parier.

3. Selon le *Montréal-Matin* du 17 novembre 1951, à la page 6, le discours de M. Côté a duré plus d'une heure.

Séance du mardi 20 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de dame Marie Landry, en religion sœur Marie Bernard, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Sœurs de la Charité de Rimouski (M. Dubé);
- de la ville de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Samson);
- des légataires de la succession de Hugh Quinlan, demandant l'adoption d'une loi tendant à partager une portion du capital de ladite succession (M. Jeannotte).

Charte de Dolbeau

M. Marcotte (Roberval) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Auger), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation de la ville de Dolbeau, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la corporation de la ville de Dolbeau, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Charte de Hull

M. Desjardins (Gatineau) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Johnston), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Changement du nom Snoswell

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition d'Alfred-Ed. Snoswell et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom de Snoswell en celui de Jameson, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- d'Alfred-Ed. Snoswell et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom de Snoswell en celui de Jameson.

Commission scolaire de Saint-Laurent

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la Commission scolaire de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi annexant à ladite commission certains territoires et accordant d'autres pouvoirs, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la Commission scolaire de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi annexant à ladite commission certains territoires et accordant d'autres pouvoirs.

Corporation municipale de Saint-Laurent

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation de la paroisse de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi annexant à ladite corporation certains territoires, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la corporation de la paroisse de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi annexant à ladite corporation certains territoires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La date de la session a été annoncée trois mois d'avance et il ne faut pas être surpris si l'amende est réclamée pour les bills privés présentés en retard.

Questions de privilège:

Saisies de billets de loterie

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait écho à une saisie opérée lundi soir dans un établissement municipal, à Québec. Il s'agissait d'une saisie de billets pour un tirage au sort, au Colisée de Québec¹.

Le Code criminel, qui relève des autorités fédérales, défend les jeux de hasard, dit-il. Parmi les jeux de hasard, il y a les barbotas comme celle que nous avons vidée à Montréal. C'était la première fois dans l'histoire qu'une descente de cette importance était opérée, que des arrestations en masse étaient faites, que l'argent et l'ameublement étaient saisis et qu'on arrêta tous les joueurs². La loi fédérale défend encore les loteries, les tirages au sort, tout ce qui touche aux jeux de hasard. C'est notre devoir de faire respecter la loi et nous allons la faire respecter. Si des gens n'aiment pas la loi, qu'ils s'adressent aux autorités compétentes, c'est-à-dire au fédéral. Les barbotas et tous les jeux de hasard ne seront tolérés nulle part. Il serait immoral de laisser

les citoyens de notre province enfreindre une loi fédérale actuellement en vigueur.

Récemment, nos seigneurs les évêques ont déjà publié une lettre collective défendant les jeux de bingo et tout ce qui y touche, et c'est le devoir du procureur général de faire respecter les lois. Il ne serait certainement pas raisonnable de mettre de côté la loi fédérale et les enseignements des évêques, pour enfreindre une disposition du Code criminel.

Nous avons demandé au fédéral, à plusieurs reprises, la permission d'organiser une loterie provinciale pour aider les œuvres de charité, afin de canaliser, pour le bien du public, cette propension des gens aux jeux de hasard; cela répondrait dans des normes bien établies au goût du peuple pour les jeux de hasard. Mais ce pouvoir a été refusé, ajoute-t-il.

Hier, à Québec, des officiers du département du procureur général, notifiés que la loi allait être transgressée dans un édifice municipal, n'ont eu autre chose à faire que de prendre des mesures pour faire respecter la loi. Il est dans l'intérêt public que tous se donnent la main pour coopérer à l'observance de la loi.

La loi d'Ottawa a du bon. Les jeux de hasard sont des gouffres où s'en va l'épargne populaire. J'ai reçu de nombreuses lettres de femmes qui se plaignent que le salaire de leur mari disparaisse dans ces jeux. J'espère que tous se donneront la main pour assurer le respect de la loi. Encore une fois, si on ne l'aime pas, qu'on s'adresse au fédéral. D'ici là, je verrai à ce que la loi soit respectée par tout le monde. Je donne à tous les intéressés, nos amis et nos adversaires, l'avertissement qu'ils devront s'y conformer. Nous allons multiplier les interventions et opérer des arrestations, mais nous appliquerons la loi partout où se jouent les jeux de hasard, sans exception aucune.

S'il le faut, nous allons compléter notre loi. Nous avons déjà le droit non seulement de cadenasser, mais encore de saisir des maisons. Nous étendrons l'application de cette loi. On complètera la loi provinciale du cadenas, de façon à ce qu'elle s'applique aux maisons de jeux et autres établissements où la loi est violée. À l'heure actuelle, la loi du cadenas ne s'applique qu'aux maisons reconnues comme foyers communistes. Les fonctions de procureur général ne sont pas toujours agréables, mais nous allons prendre nos responsabilités. C'est mon devoir de faire respecter la loi fédérale, et j'accomplirai mon devoir. Il faut que cela arrête et j'espère que l'on tiendra compte de cet avertissement. J'entends faire mon devoir jusqu'au bout.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'espère que le gouvernement fera la même chose pour l'application de la loi des liqueurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je trouve audacieuse l'attitude du chef de l'opposition. Si jamais un parti a encouragé la violation de la loi des liqueurs, la corruption des mœurs, à la faveur de la loi des liqueurs, c'est bien le Parti libéral. À ce stade des délibérations, nous ne pouvons engager un grand débat sur cette question. J'invite nos amis de la gauche, s'ils ont un peu de courage, à faire une motion qui nous permette de discuter toute la question. Nous allons les rencontrer, preuve à l'appui, et nous allons voir où sont les sépulchres blanchis.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): La province de Québec a la meilleure loi des liqueurs de tout le Canada et des États-Unis. D'autres provinces ont copié cette loi. Il ajoute qu'il n'a pas mission de défendre le gouvernement, mais qu'il faut tout de même lui rendre justice. Quand l'administration de Montréal, sur un rapport du directeur de la police, M. Albert Langlois, a demandé au procureur général d'annuler les permis de 26 établissements dans notre métropole, cette annulation a été faite en moins de 24 heures.

Lorsque l'ordre eut été remis dans ces établissements et que la plupart d'entre eux eurent changé de propriétaire, les autorités municipales de Montréal ont demandé à la Commission des liqueurs de rétablir les permis. C'est ce qui a été fait.

Montréal est un grand centre de tourisme. Les touristes viennent chez nous par dizaines de milliers, chaque année, et laissent dans notre province d'importants revenus. La ville de Montréal a un revenu de \$300,000,000 par année, dont environ \$60,000,000 dans les cafés et les restaurants. La province de Québec doit boucler son budget. Si nous perdons ces millions du tourisme, la question à décider est de savoir si on va nous priver de ces revenus et augmenter la taxe - je ne crois pas que ce soit le moment de recourir à ce moyen - ou si on va conserver cet apport économique. C'est une question qu'il faudra décider.

Personnellement, je supporterai toute campagne de répression quand on me montrera qu'il y a quelque chose de répréhensible, mais je ne crois pas que faire circuler les pétitions parmi 1,000,000 de personnes et donner des communiqués aux journaux soit juste pour nous³. Je trouve cela impoli et je proteste. Parce qu'ils sont passés par-dessus le conseil municipal de Montréal en envoyant la

pétition et en s'adressant directement aux journaux. Ce n'est pas avec des pétitions que le problème sera réglé.

Je suis prêt à discuter cette question avec n'importe qui. Je suis également prêt à coopérer à la fois comme membre de l'administration de Montréal et comme député provincial, pourvu que je reçoive une égale coopération, d'autre part. J'espère que quelqu'un présentera une motion, pour me donner l'opportunité d'exprimer mon opinion sur la loi des liqueurs de la province de Québec.

Projets de loi:

Indemnités des députés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant la loi de la Législature soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'avenir, quand l'Orateur de la Chambre sera absent, il sera automatiquement remplacé par l'Orateur suppléant. Autrefois, il fallait qu'au début de chaque séance le greffier fasse rapport à la Chambre que l'Orateur était absent et que celle-ci invite le vice-président à occuper son fauteuil. C'était là une perte de temps. Lorsque l'Orateur sera absent, l'Orateur suppléant aura tous ses pouvoirs, mais pas son salaire, ajoute-t-il en riant.

Sous l'Union nationale, l'opposition est beaucoup mieux traitée que les libéraux ne traitaient l'opposition. J'ai fait augmenter le salaire du chef de l'opposition de \$5,000 à \$8,000 et le salaire du secrétaire de l'opposition, de \$2,000 à \$6,000. Jamais un gouvernement n'a accordé autant de facilités à l'opposition. Je comprends que, quand la tête est en dehors, les fonctions d'un conseiller juridique ont leur raison d'être. J'ai donné un conseiller juridique à l'opposition.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne me plains pas du traitement que je reçois du gouvernement. Quant au bill lui-même, je le trouve anodin et ne vois aucune raison pour ne pas l'adopter.

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 17 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Assermentation à la Cour du recorder

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 concernant le délai d'assermentation des recorders et de certains officiers de la Cour du recorder soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'ancienne loi obligeait les recorders à se faire assermenter dans les 10 jours de leur nomination, sans quoi ils étaient censés avoir refusé la fonction. Nous portons le délai à 30 jours avec effet rétroactif parce qu'il s'est trouvé des cas où le titulaire croyait réellement avoir 30 jours pour se faire assermenter.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ne serait-il pas bon de faire une réserve pour les causes pendantes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas de causes pendantes. La question n'a jamais été soulevée.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 20 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ministère des Finances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 concernant le ministère provincial des Finances soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi a une portée considérable. Je ne sais pas pourquoi dans toutes les provinces, à l'exception de la Colombie-Britannique, on donne au ministre chargé des finances de la province le nom de trésorier provincial. Cette expression indiquerait plutôt un homme qui a un trésor dans la main et qui le garde. Cette expression ne comporte aucune idée d'administration. Ce mot est incompatible avec la souveraineté de la province. Le trésorier provincial est celui qui administre les finances de la province et il est juste qu'il se nomme ministre des Finances. La

Colombie anglaise, je le répète, possède un ministre des Finances. Les provinces sont souveraines dans leur domaine. Il faut de plus en plus affirmer dans tous les domaines la souveraineté des provinces. Les gouvernements provinciaux sont des gouvernements responsables exerçant le contrôle des subsides conquis après tant de luttes héroïques.

Lorsque les conférences constitutionnelles préparatoires à la Confédération se sont tenues, à Charlottetown, par exemple, et à Québec, en 1867, les délégués ont convenu de former des gouvernements responsables dans toutes les provinces. Je n'ai pas besoin d'expliquer ce qu'est le gouvernement responsable. C'est un gouvernement ayant le contrôle des affaires du peuple, nommé par le peuple et ayant tous les pouvoirs d'un gouvernement libre et autonome: législatifs, administratifs et financiers. Il s'est livré de nombreuses luttes pour faire reconnaître ce principe et cette reconnaissance s'est concrétisée par la formule: "No taxation without representation".

Parce que la Confédération est étayée sur des gouvernements provinciaux responsables chacun dans leurs domaines respectifs, il a été décidé que chacun d'entre eux aurait le pouvoir de percevoir les revenus nécessaires à son administration. Il a été décidé que, dans deux cas seulement, le fédéral verserait des subsides aux provinces. Il s'agissait de faire face à la situation créée par la formation d'un pouvoir central.

Le gouvernement fédéral a été créé pour administrer les affaires internationales. C'est ainsi que le fédéral a pris, par exemple, l'administration des douanes. Les provinces ont cédé ce droit au fédéral. À l'époque, les douanes constituaient le principal revenu des gouvernements. Il a été décidé que, pour compenser la perte de ce revenu, le fédéral paierait un subside aux provinces. Des subsides ne sont prévus par la Constitution que dans deux cas bien définis, et cela signifie que les subsides ne doivent pas être étendus à toute l'administration. Il n'a jamais été décidé que les provinces s'accrocheraient au fédéral et qu'elles devraient vivre aux dépens du fédéral et deviennent ainsi des gouvernements pensionnaires.

Nous voulons ici non pas un gouvernement pensionnaire, mais un gouvernement responsable, démocratique, ayant un contrôle entier sur la perception et l'emploi des deniers publics. Cela est contraire à la Constitution. Chaque fois qu'on veut remplacer un pouvoir de taxation par des subsides, on va à l'encontre de la Constitution.

En mentionnant deux seuls cas où des subsides peuvent être versés aux provinces, la

Constitution a consacré le droit des provinces sur leurs sources de revenus: pour remplacer les droits de douane et d'accise qui étaient auparavant exercés par les provinces.

Il n'y a pas de gouvernement responsable, il n'y a pas d'institution qui puisse prétendre exercer un gouvernement responsable si elle est pensionnaire d'un autre gouvernement. Je n'ai pas besoin de faire l'éloge du trésorier provincial, dont la culture, la compétence et le succès en font un des plus grands ministres des Finances que le Canada n'ait jamais eus. Il est certain, la constatation est facile à faire, que l'administration des finances des provinces, et certes non moins dans Québec qu'ailleurs, comporte des responsabilités grandissantes. On ne saurait oublier que les prévisions budgétaires pour l'année en cours fixent les dépenses au total de \$236,726,000, une augmentation de plus de \$36,614 sur l'exercice précédent.

Dans le poste qu'il occupe depuis plusieurs années déjà, le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) a su conquérir la confiance de ses collègues et du public généralement par la manière prudente et avisée dont il a surveillé la rentrée et l'emploi des deniers confiés à sa garde. Il mérite assurément d'être le premier à inaugurer le ministère des Finances et à porter le titre de ministre des Finances. Le trésorier provincial a été à la peine, il est temps qu'il soit à l'honneur. Cette loi affiche pour la province le droit à la vie et à la survie. J'espère que l'opposition va l'approuver et qu'elle va nous faire des compliments.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je suis pour la loi, mais je ne vois pas la nécessité de faire des compliments au gouvernement. Celui-ci compte 82 députés et je ne vois pas que les louanges aient manqué jusqu'ici. Je ne veux pas disputer aux 82 députés de l'Union nationale la prérogative de faire des compliments au premier ministre.

L'opposition est en faveur du bill pour deux raisons. D'abord, le mot "trésorier" explique mal les fonctions remplies par le ministre. Le Trésor est un endroit où l'on dépose de l'argent pour le conserver. Avec le gouvernement actuel, l'argent ne reste pas là longtemps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais il reste dans la province.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous aurons l'occasion de dire ce que nous pensons des finances de la province lors du débat sur le budget.

La deuxième raison pour laquelle je suis en faveur de la loi, c'est que, lorsqu'il s'agit d'un gouvernement souverain, il est parfaitement exact de parler du ministre des Finances. Quand on dit "ministre des Finances", on désigne mieux les fonctions.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 28 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Procureur général

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant la loi du département du procureur général soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est arrivé un jour où j'ai dû signer 515 fois. Il m'a fallu signer 272 arrêtés ministériels, des admissions au Barreau, des permis de poursuivre en vertu de la loi du dimanche, etc. Un homme qui signe son nom 515 fois dans une journée ne peut pas avoir les doigts croches. C'est fatigant et abrutissant.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas d'objection à formuler contre le bill.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi du département du procureur général (Statuts refondus, 1941, chapitre 46) est modifiée en y ajoutant, après l'article 5, le suivant:

"5a. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, le procureur général peut, généralement ou spécialement, autoriser le solliciteur général à signer, en cette qualité, tout document relevant des fonctions du procureur général et dont une loi de la Législature de Québec prévoit la signature par ce dernier.

"Le procureur général peut également donner cette autorisation, généralement ou spécialement, à l'assistant procureur général.

"Tout document signé par le solliciteur général ou par l'assistant procureur général, en vertu d'une telle autorisation, a la même valeur qu'un document signé par le procureur général et, dans toute poursuite, civile ou pénale, il fait preuve *prima facie* de son contenu et de la qualité du signataire."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) suggère l'insertion de l'amendement suivant: "et de l'autorisation du solliciteur général", à la ligne 20 de l'article 5a.

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 23 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Expropriation par certains hôpitaux

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 concernant le

droit d'expropriation par certains hôpitaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): En vertu de l'ancienne loi, un hôpital ne pouvait recourir à la procédure d'expropriation que pour des propriétés contiguës. Il faut certainement élargir le cadre de la loi et la rendre plus pratique, mais je me demande si le projet de loi du gouvernement ne va pas trop loin en permettant d'exproprier dans toute une municipalité.

On ne conserve pas une disposition de l'ancienne loi qui obligeait l'hôpital à donner avis à l'exproprié de sa requête au ministre, de façon que celui-ci puisse être au courant des objections, s'il y en a, et puisse juger en connaissance de cause, en ayant les deux côtés de la médaille, ajoute-t-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet de loi apporte quelques restrictions. Le projet de loi stipule qu'un hôpital ne pourra exproprier un autre hôpital d'au moins 25 lits ou un immeuble servant à des fins de charité ou de religion. Nous demandons pour les hôpitaux le droit d'exproprier dans toute la ville parce que, dans certains cas, un hôpital peut avoir besoin d'une bâtisse située assez loin, par exemple à un mille ou plus.

Il faut de toute nécessité protéger les hôpitaux à l'encontre de certaines personnes toujours prêtes à demander des prix exorbitants pour faire de l'argent à même des institutions aussi méritantes. Il y a, par exemple, le cas de l'hôpital Notre-Dame à Montréal, qui a sa buanderie dans son édifice. Il en résulte des inconvénients qui n'existeraient pas si la buanderie était située dans un édifice plus éloigné. La buanderie prend de la place et incommode les malades par sa vapeur et sa fumée. L'expropriation n'est pas la confiscation.

Il est entendu que le propriétaire doit recevoir une juste indemnité. Mais nous voulons empêcher que les hôpitaux, parce qu'ils n'ont pas le droit d'exproprier des immeubles non contigus, soient

obligés de passer sous les fourches caudines de propriétaires qui ne seraient pas raisonnables.

On permet à des compagnies comme les chemins de fer d'exproprier. On exproprie pour élargir des rues. Il est normal d'accorder aux hôpitaux le même droit. La loi n'est pas appelée à être souvent invoquée. Pour les hôpitaux, le droit d'expropriation est un droit très normal. C'est dans l'intérêt du public. La santé est le trésor le plus précieux. D'ailleurs, le projet de loi prévoit que les expropriations ne pourront se faire sans une demande au ministre de la santé publique et sans une autorisation du gouvernement.

Quant aux propriétaires, leurs droits seront respectés puisqu'une expropriation ne peut se faire sans une juste indemnité.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne conteste pas la nécessité d'accorder aux hôpitaux le droit d'exproprier, mais je pense qu'accorder à un hôpital le droit d'exproprier dans toute une municipalité, c'est ouvrir un peu trop largement la porte. L'exemple du premier ministre montre justement que nous ouvrons une porte bien grande. Un hôpital aurait le droit d'exproprier n'importe quelle buanderie dans la ville où il est situé ou dans une municipalité voisine. Certes, ne permettre que l'expropriation de propriétés contiguës est insuffisant; il peut être parfois nécessaire d'exproprier de l'autre côté de la rue. Malgré toute mon admiration pour les hôpitaux, je me demande si nous pouvons aller aussi loin. Et surtout, pourquoi supprimer l'avis à l'exproprié?

Il propose qu'on amende le projet de loi, de façon qu'il soit obligatoire d'avertir le propriétaire à l'avance pour qu'il puisse formuler ses objections au projet d'expropriation. Car, selon le chef de l'opposition, l'intéressé peut avoir un point de vue tout à fait différent de celui de l'hôpital.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a déjà trop de formalités inutiles. Le projet de loi n'a pas besoin d'être amendé. Le propriétaire est suffisamment protégé, puisque toute expropriation, quelle qu'elle soit, doit être précédée du paiement d'une indemnité juste. L'exproprié sera averti. L'hôpital devra lui faire une offre.

M. Ross (Montréal-Verdun) reprend la même objection que le chef de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut une indemnité juste et raisonnable. L'hôpital est obligé de faire une offre au propriétaire. Si le

propriétaire ne juge pas cette offre satisfaisante, il pourra demander l'intervention de la justice. Mais nous ne voulons pas multiplier les formalités coûteuses et inutiles. Je suis sûr que la loi sera très peu appliquée parce que, du seul fait que les hôpitaux auront le droit d'exproprier, les propriétaires se montreront raisonnables. Pour les hôpitaux, le droit d'expropriation est un droit normal, car la santé publique est le trésor le plus précieux.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 26 sans l'amender.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des tribunaux judiciaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 19 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 216 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), modifié par l'article 1 de la loi 10 George VI,

chapitre 12, par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 19, par l'article 4 de la loi 14 George VI, chapitre 50, par l'article 3 de la loi 14 George VI, chapitre 51, et par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 52, soit de nouveau modifié en remplaçant le sixième alinéa par le suivant:

"Le nombre de juges des sessions ne doit en aucun temps dépasser vingt-sept, y compris les deux juges en chef des sessions."

2. Que l'article 266c de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, soit remplacé par le suivant:

"266c. Lorsqu'un juge de la Cour du bien-être social est absent ou incapable, pour toute autre cause, de remplir ses fonctions, le juge en chef de la Cour du bien-être social peut, avec l'assentiment du procureur général, lui désigner un suppléant.

"Celui-ci exerce la juridiction du juge qu'il remplace, pendant l'absence de ce dernier. Il reçoit le traitement que fixe le procureur général."

3. Que l'article 289 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 19, par l'article 7 de la loi 10 George VI, chapitre 12, par l'article 18 de la loi 13 George VI, chapitre 19, et par l'article 10 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, soit de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

"4. Le nombre des magistrats ne doit en aucun temps excéder trente-sept, y compris le magistrat de district en chef et le magistrat de district en chef adjoint."

La Cour du bien-être social a remplacé, il y a quelques années, la Cour des jeunes délinquants. On a voulu en faire une cour entièrement séparée des tribunaux ordinaires, la faisant même siéger dans d'autres édifices que les palais de justice. Cette Cour doit avoir un sens à la fois paternel et social. Quatre juges siègent à Montréal, deux à Québec, un à Sherbrooke et un à Trois-Rivières.

Au cours de l'été dernier, le juge Laurin, de Trois-Rivières, a pris ses vacances, richement méritées. C'est un homme consciencieux, un libéral, car son père était un des principaux organisateurs libéraux à Trois-Rivières; il s'occupe aussi d'œuvres sociales, étant notamment président de l'œuvre des terrains de jeux. Il a également été grand Chevalier de Colomb. Pour le remplacer, il nous aurait fallu un juge d'ailleurs. Or, les juges de Montréal et de Québec, comme celui de Sherbrooke, sont très occupés. Nous avons donc décidé, pour prévoir des cas de ce genre ou encore des cas de maladie, de surcroît de travail, de nommer un juge qui pourrait aller siéger partout dans la province où le besoin s'en ferait sentir, le juge Bernatchez.

Un des buts du projet de loi est de faire prêter serment aux juges de la Cour du bien-être social devant le juge en chef de cette Cour, afin de mieux distinguer ce tribunal d'avec les autres cours.

On m'a représenté que plusieurs juges, notamment à Montréal et à Québec, sont très pris par les causes d'arbitrage sur des différends entre patrons et employés, entre corporations municipales ou scolaires et employés. Ces arbitrages deviennent de plus en plus nombreux et coûtent maintenant à la province entre \$300,000 et \$350,000 par année. En passant, je dois dire que c'est une autre contribution de la province à la paix sociale.

M. le juge en chef Thomas Tremblay, de la Cour des sessions de la paix, m'a écrit dernièrement pour me signaler que ces fonctions d'arbitre prennent une grande part du temps des juges et qu'il est devenu nécessaire d'en augmenter le nombre. Nous voulons aussi continuer de décentraliser l'administration judiciaire.

Il faudra nommer ces quatre juges additionnels pour remédier à cet état de choses, probablement à Montréal ou à Québec.

J'envoie également une copie de l'amendement au député de Québec (M. Chaloult). Il veut peut-être devenir juge. Je puis lui dire que j'ai reçu du révérend père Lévesque une bonne lettre de recommandation pour lui.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le premier ministre a-t-il des candidats pour ces postes de juge?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, pas encore. Je crois que nous allons mettre des annonces dans les journaux. Nous avons eu des prières mais pas de demandes.

M. Ross (Montréal-Verdun): Pour quels districts seraient nommés les nouveaux juges?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai encore rien de défini à ce sujet. Il y aura probablement un nouveau juge de la Cour des sessions à Québec et peut-être un à Montréal. Mais il y a des arbitrages nombreux. Il se peut que nous procédions comme dans le cas du juge Bernatchez, à la Cour du bien-être social. Il y en aura un et peut-être deux à Montréal. À propos de la Cour des sessions de la paix, nous avons décidé d'augmenter le nombre de juges à la suite d'une demande du juge Tremblay.

M. Ross (Montréal-Verdun): Comme les juges seront nommés avant les élections, le premier

ministre pourrait nous dire à peu près à quelle date les nominations seront faites.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je puis répondre au député. Nous avons été élus pour un mandat de cinq ans, soit jusqu'en 1953. Nous les nommerons donc avant les élections de... 1953!

(Rires)

Les juges seront nommés avant les prochaines élections. À l'avenir, les cas d'internement de personnes souffrant de maladie mentale relèveront de nouveau des Cours de magistrat, plutôt que des Cours du bien-être social. Enfin, en vertu de cette loi, la Cour supérieure pourra siéger tous les jours ouvrables dans tous les districts de la province.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 19 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'hygiène publique

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 modifiant la loi

de l'hygiène publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il s'agit avant tout, avec cette loi, de protéger le consommateur. Il existe déjà certains articles de la loi actuelle permettant de réglementer la consommation de la viande et de certains aliments, et de surveiller ceux qui font la manutention de ces aliments.

La loi voit à ce que ces personnes soient examinées périodiquement. Dans chaque ville et village de la province, on examine les gens se livrant à la manutention de la viande et d'autres aliments, pour s'assurer qu'ils ne souffrent pas de tuberculose ou d'autres maladies contagieuses. On voit à ce que les aliments parviennent au consommateur en aussi bon état que possible.

Le bill présentement étudié a trait à certaines sortes de viande. La loi actuelle n'est pas assez claire pour que la province de Québec puisse intervenir quant à la consommation de certaines viandes, comme la viande de cheval, par exemple. Dans le cas de la viande chevaline, rien ne permet au gouvernement provincial d'intervenir. La viande de cheval se vend dans les étaux de boucherie ordinaires, de sorte que le consommateur ne peut se rendre un compte exact de ce qu'il achète.

À cause de cela, un grand nombre de personnes sont inquiètes, craignant qu'on ne leur substitue du cheval quand ils achètent, par exemple, du bœuf et que ceux qui désirent s'acheter de la viande chevaline puissent être assurés d'une viande parfaitement saine et comestible.

Le bill 27 vise à apporter à la loi actuelle des améliorations, à permettre l'adoption de règlements qui assureront à ceux qui achèteront de la viande chevaline qu'ils obtiendront une viande propre, nutritive.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je suis heureux que les changements apportés à la loi de l'hygiène visent principalement la viande de cheval. Cependant, j'estime difficile à comprendre pourquoi le ministère de la Santé veut que les nouveaux règlements prévalent sur toutes les mesures

législatives déjà existantes. Je trouve cela exorbitant, à mon sens. Le texte équivaut à donner, jusqu'à un certain point, carte blanche au gouvernement.

Tout le monde approuve que des précautions soient prises pour assurer la salubrité des aliments. Dans le cas de la viande chevaline, vu qu'il s'agit avant tout d'éviter les substitutions, cela se ramène surtout à une question de commerce, et non de santé, et je ne vois pas pourquoi la question de santé entre en jeu.

Il exprime son objection à la disposition de la loi proposée accordant préséance aux nouveaux règlements sur toutes les lois existantes. Cela, dit-il, risque de causer tout un chambardement, ce qui serait malheureux. Le ministère de la Santé possède des pouvoirs étendus, et cela, depuis 1925, et je ne sais pas à quelles extrémités peut conduire la préséance des nouveaux règlements.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Nous n'aurons jamais des pouvoirs suffisamment étendus pour contrôler les aliments mis à la disposition des consommateurs. J'assure le chef de l'opposition qu'il n'y aura jamais d'abus commis en vertu des nouveaux règlements. Il ne s'agit pas d'une loi politique, à aucun degré, mais d'une loi sociale, destinée à protéger le grand public contre l'insouciance et l'indolence de ceux qui fabriquent des aliments et les mettent en vente. Nous voulons protéger les aliments jusqu'à la porte du consommateur.

Puis, puisque les aliments concernent la santé et que la loi étudiée concerne les aliments, elle concerne la santé. Dans le cas des boucheries chevalines, le public est inquiet à cause du doute qui persiste, à savoir si la loi de l'hygiène peut s'appliquer à la viande de cheval, si les boucheries chevalines peuvent même exister. Il s'agit de régler la question une fois pour toutes. Lorsqu'il y aura des boucheries chevalines où l'on ne vendra pas autre chose, nous pourrons les surveiller, les contrôler.

En faisant des règlements selon les besoins, en modifiant la loi selon les besoins, nous pourrons voir à ce que les boucheries chevalines vendent de la viande saine, à ce que le public soit protégé. Nous voulons donc resserrer un peu les mailles, afin que les boucheries chevalines ne vendent que de la viande saine, nutritive et dépourvue de germes de tuberculose. Actuellement, nous n'avons pas les pouvoirs d'assurer cette protection. Nous voulons être couverts de ce côté.

Quand il s'agit d'hygiène publique, le titulaire du ministère de la Santé saura toujours respecter l'intérêt du public. La loi ne va pas trop loin. Chaque semaine, nous avons des difficultés avec des distributeurs d'aliments. C'est à mettre fin à ces

difficultés, pour la protection du public, que vise la loi proposée.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 27 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rivière Shipshaw

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant la loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw soit maintenant lu une deuxième fois.

Un délai pour l'aménagement des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw est devenu nécessaire, parce que le ciment et l'acier sont très rares, dit-il. La compagnie a hâte de procéder. Tout le matériel nécessaire aux travaux est rendu sur les lieux. Mais, dans les circonstances, il n'est pas pratique de commencer des travaux.

Cette loi renferme deux dispositions. La première est d'autoriser le gouvernement à prolonger, aux conditions qu'il déterminera, les délais fixés pour l'exécution des travaux d'aménagement des forces hydrauliques. La seconde limite les pouvoirs de la compagnie; l'aménagement de ces forces hydrauliques ne devra pas être utilisé de façon à compromettre la stabilité de l'industrie de la pulpe et du papier dans la province, et la compagnie ne pourra augmenter sa production industrielle sans une autorisation préalable du gouvernement, qui pourra fixer de nouvelles conditions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On a mentionné les trois moulins parce que la compagnie Price a d'autres industries ailleurs et que ces industries ne seront pas affectées par la loi.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'aurais voulu qu'on fixe un délai pour l'exécution des travaux. Les conditions imposées à la compagnie restent les mêmes, alors que la situation peut changer. Il (M. Marler) trouve que la loi va trop loin et exige qu'elle soit adoptée sur division.

La motion est adoptée après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité. Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 16 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprises des travaux à 8 heures

Projets de loi:

Loi sur l'exploitation des forêts

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 15 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 25, remplacé par l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 18, et par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 24, soit de nouveau remplacé par le suivant:

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à accorder, aux industries énumérées au présent article, des permis de coupe renouvelables sur les terres de la couronne, au prix, qui ne doit pas être inférieur à cinq cents dollars du mille carré, et à toutes autres conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera équitables et avantageuses pour la province et qu'il déterminera.

Ces permis de coupe renouvelables seront limités à des territoires ne devant pas excéder en totalité, dans chaque cas, la superficie mentionnée en regard du nom de chacune de ces industries, énumérées dans le tableau suivant:

1. D'Auteuil Lumber Company Limited	75 milles carrés
2. Dominion Shuttle Company Limited	300 milles carrés
3. Donnacona Paper Company Limited	400 milles carrés
4. Donohue Brothers Limited	400 milles carrés
5. Gaspesia Sulphite Company Limited	300 milles carrés
6. Lake Saint John Power & Paper Company Limited....	200 milles carrés
7. Sainte Anne Power Company et Sainte Anne Paper Company Limited....	400 milles carrés
8. Saint Lawrence Paper Mills Company Limited.....	250 milles carrés
9. Saint-Raymond Paper Limited	250 milles carrés
10. Price Brothers & Company Limited	100 milles carrés
11. Richmond Pulp & Paper Co. of Canada Ltd	250 milles carrés
12. Howard Smith Paper Mills Limited	400 milles carrés

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il faut remonter à 1946 pour en saisir la portée et comprendre les amendements actuels. En 1946, le

premier ministre soutient que cette loi était nécessaire pour assurer une meilleure répartition des réserves de bois de coupe, dont certaines étaient très éloignées des usines des compagnies exploitatrices. Elle devait autoriser le gouvernement à vendre les droits de coupe à un prix minimum de \$500 le mille carré et à procéder à des échanges des réserves du gouvernement pour certaines concessions des compagnies. La loi de 1946 autorisait le gouvernement à accorder 1,775 milles carrés de concessions à un groupe de compagnies dont les noms figurent dans la loi; l'amendement de 1948 ajoutait 125 milles carrés et celui de 1950, 330 milles carrés.

Cette législation n'a pas réglé grand-chose. Depuis 1946, on n'a concédé en tout que 474 milles carrés. Aujourd'hui, à la veille des élections, on augmente le territoire que l'on est autorisé à concéder de 1,195 milles carrés. Si elles n'en ont pas eu besoin, elles n'en ont pas davantage besoin aujourd'hui, à la veille des élections. Le prix minimum demeure encore à \$500, prix, à mon sens, qui est nettement trop bas. D'abord, depuis 1946, le prix du papier a grimpé de \$65 à \$100⁴ la tonne et la production en volume a au moins augmenté de 50 %.

Il est sans doute difficile de juger le prix minimum que l'on devrait fixer, mais, si on examine les prix auxquels certaines concessions ont été accordées par le gouvernement, on trouve qu'en 1947-1948 on a attribué une concession de 25 milles carrés à \$700 le mille et une concession de 450 milles carrés à \$800 le mille. En outre, sous le régime de la loi de la petite industrie, d'après les rapports déposés par le ministre des Terres et Forêts, on apprend que, par décret ministériel, on a accordé une concession de 10 milles carrés à \$700 le mille, une concession de 20 milles carrés à \$800, et une concession de 40 à 50 milles carrés à \$1,000.

On pourrait à la rigueur s'en tenir à ces prix pour des petites concessions. Mais il ne s'agit pas de petites concessions. Il s'agit de très grandes étendues. J'ai entendu et j'entends encore des critiques formulées contre les anciens gouvernements que l'on a accusés de céder nos ressources naturelles à des prix dérisoires. Il me semble que c'est ce que l'on fait ici. La seule méthode raisonnable serait de vendre nos concessions aux enchères.

En résumé, je ne puis accepter ce projet de loi qui donne au gouvernement l'autorisation générale de faire des concessions affectant une étendue de plus de 3,000 milles carrés et qui, de plus, fixe le taux minimum de vente à \$500 le mille carré, quand le prix du papier a presque doublé et que la production a augmenté de 50 %. Enfin, depuis les

cinq dernières années écoulées, les compagnies forestières n'ont pas eu besoin de la majeure partie de ces concessions. Si elles n'en ont pas eu besoin, elles n'en ont pas davantage besoin aujourd'hui, à la veille des élections. Je m'oppose donc formellement à cette loi. On devrait attribuer les réserves de bois par ventes aux enchères.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le titre "Loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers" parle par lui-même.

Le chef de l'opposition a dit que la première loi date de 1946, que les concessionnaires sont aujourd'hui les mêmes qu'alors, à peu près. Mais, depuis 1946, nous avons dû faire des inventaires, voir la valeur des concessions accordées et des besoins de chaque moulin.

Parlant du prix minimum de \$500 fixé pour les concessions, il (l'honorable M. Bourque) signale que le chef de l'opposition lui-même reconnaît que jamais les concessions ne sont cédées à ce prix minimum. Ce minimum a été fixé pour aider la petite industrie, dit-il. Mais nous procédons à des inventaires qui nous permettent de décider de la richesse des concessions et d'en établir le prix en conséquence.

Nous avons établi la loi en 1946, puis nous avons fait l'inventaire. Nous avons constaté qu'en certains cas le niveau des coupes ne convenait pas aux compagnies qui détenaient certaines concessions, d'où les changements nécessaires.

D'après le chef de l'opposition, on devrait vendre à l'enchère. Certaines compagnies qui ont besoin de petites concessions de 50 milles carrés ne pourraient se les procurer avec ce système d'enchère. On se demande si la petite industrie pourrait se procurer les concessions forestières nécessaires. Il convient de ne pas oublier que la compagnie qui obtient une concession doit assumer la protection contre l'incendie et payer diverses redevances à la province. L'Union nationale oblige les compagnies à la coupe rationnelle; elle oblige les compagnies à réduire leur exploitation de nos forêts; elle les oblige à acheter sur le marché le bois supplémentaire dont elles peuvent avoir besoin. Les compagnies se trouvent ainsi contraintes à augmenter leurs limites de bois, pour s'en tenir à la coupe rationnelle.

Il ne faut pas s'imaginer qu'une concession de 400 milles carrés est immense. Il (l'honorable M. Bourque) fait à ce propos la comparaison avec la superficie de certains comtés. La loi, dit-il, a été étudiée à fond. Les compagnies qui ont besoin de plus de bois qu'elles n'en trouvent sur leurs concessions, en s'en tenant à la coupe rationnelle, doivent acheter

le supplément sur le marché. Le fait est que les échanges de limites ne seraient pas possibles si les ventes se faisaient à l'enchère, ajoute-t-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition s'est fait encore ce soir le défenseur de l'ancien régime, de la politique que le peuple a condamnée, et il a montré aux gens qu'avec les libéraux, ce sont toujours les mêmes méthodes, la même mentalité. L'opposition se vante des actes de l'ancien régime. C'est une provocation aux électeurs qui ont mis de côté ce régime. En vertu de la loi des enchères, le gouvernement pouvait vendre ou ne pas vendre et les monopoles pouvaient s'édifier.

La situation a été créée par l'ancien régime, situation que je connais bien, à titre de citoyen de Trois-Rivières. Les forêts étaient vendues à \$5 du mille carré. La *Gazette officielle* était violée pour favoriser des amis. On antichait la *Gazette* pour arranger les détails entre la mise à l'enchère et la vente. Les forêts étaient dilapidées. C'est ainsi que nous avons de belles forêts le long du Saint-Maurice. Elles ont tellement été pillées que le gros problème est devenu celui du transport. On a pillé le bord des rivières, sans discernement, et les compagnies doivent aujourd'hui transporter le bois en camion. On ne peut presque plus se servir de la rivière, qui descend le bois gratuitement. L'état de nos bois aujourd'hui, bien que meilleur que dans les autres provinces, n'est pas ce qu'il devrait être.

Sous les anciens régimes, la province a perdu des millions parce que des ministres étaient les avocats des compagnies et qu'ils obtenaient du gouvernement la remise de la somme de \$20 par mille qu'elles devaient payer pour le transport de leurs limites. La province a perdu dans des transactions de cette nature de \$700,000 à \$800,000. Les compagnies payaient les avocats ministres, mais ne payaient pas la province.

Il (l'honorable M. Duplessis) compare cette situation d'autrefois à ce qui se passe sous son gouvernement et rappelle qu'aujourd'hui les enchères des forêts sont annoncées dans la *Gazette officielle*. Mon gouvernement a forcé la compagnie Ontario Paper à payer au gouvernement une somme de \$250,000 que le régime libéral précédent lui avait remise à la veille de l'élection de 1935, déclare-t-il. Sous les régimes libéraux, les monopoles, en se donnant la main, pouvaient toutes acheter les forêts. Aujourd'hui, c'est le gouvernement qui fait les allocations, pour favoriser toutes les parties de la province, afin de donner de l'ouvrage dans le plus grand nombre de régions possible.

Autrefois les droits de coupe représentaient une chanson et la rente foncière, une note de la population. Tel moulin qui devait fermer ses portes peut continuer à opérer. Tel autre qui était fermé a repris ses activités. Telle compagnie qui utilise les déchets de bois mérite encouragement. Telle autre qui fait des améliorations et des agrandissements de \$14,000,000, comme la Howard Smith, doit pouvoir continuer à donner des emplois. Incidemment, l'on doit en grande partie au député de Joliette (l'honorable M. Barrette), un homme dont la présence est un actif à l'Assemblée législative, le vaste programme d'expansion de la Howard Smith.

Au sujet des primes de transfert, l'ancien régime a fait perdre près de \$1,000,000 en ne réclamant pas les primes de transfert, par favoritisme. La prime de transfert est de \$20 par mille carré; elle doit être payée quand une compagnie vend à une autre ou en absorbe une autre.

La St. Maurice Lumber avait 5,000 milles de limites. Elle s'est incorporée à la Canadian International Paper. Elle devait payer 5,000 fois \$20. On a passé une petite loi pour dire que le nom de la compagnie n'avait pas changé. Et la province a perdu \$100,000. Quand la St. Maurice Valley s'est incorporée, pour former une nouvelle compagnie, elle n'a pas payé un sou et la province a perdu \$1,000,000.

Il (l'honorable M. Duplessis) cite un autre cas où la perte a été de \$200,000. Quand la Canada Paper & Power a sombré dans l'infamie, une nouvelle compagnie a surgi, la Consolidated, et un montant de \$250,000 en primes de transfert n'a pas été payé. Ça me surprend, dit-il, de voir le chef de l'opposition appuyer ce régime-là. En 1935, à la veille des élections, l'Ontario Paper a acheté à l'enchère des limites à bois. Elle devait payer \$2.35 du mille pieds, comme prime d'adjudication. Le gouvernement ne l'a pas fait payer. La perte a été de \$400,000.

Les moulins ont le droit d'avoir des limites. Faire des enchères serait permettre à ceux qui possèdent beaucoup d'acheter le reste. La présente loi est le seul moyen de vendre aux compagnies qui en ont besoin. La loi de 1946 a permis au gouvernement de régler le cas des compagnies qui avaient besoin de limites pour poursuivre leurs travaux et donner du travail, soit dans les usines, soit en forêt, à des milliers et des milliers d'ouvriers. Ces limites ont été allouées à des conditions avantageuses pour la province. Si le gouvernement n'a fait qu'une nouvelle allocation de limites boisées, c'est qu'il n'est pas pressé et prend ses précautions.

Mon gouvernement a instauré une politique de conservation de la forêt. Aujourd'hui, on ne coupe

plus au-delà des possibilités de la forêt ou des arbres qui n'ont pas la grosseur voulue. Cette politique est fort importante au moment où la province entre dans une période de prospérité sans précédent que le gouvernement se doit de favoriser. Cette loi est une garantie de progrès durable. Elle est salutaire, progressive et basée sur la justice distributive, qui empêche la concentration de la forêt entre quelques mains, et assure une prospérité durable.

La province de Québec est la seule province à posséder une politique de conservation aussi sage et aussi bien appliquée.

La politique de protection des forêts a donné les plus heureux résultats: il y a, depuis 1945, 10 fois moins d'incendies de forêt qu'auparavant et on a entrepris avec succès la lutte contre les parasites du bois.

M. Chaloult (Québec): J'interviens dans le débat, non pas comme expert, mais pour faire écho aux remarques de plusieurs techniciens et pour rappeler les dénonciations que faisait, en 1910 et en 1911 particulièrement, M. Henri Bourassa, quand il accusait le gouvernement de dilapider nos forêts. Je veux rappeler aussi à la Chambre que, de nos jours, encore, des techniciens et des ingénieurs forestiers disent que nos forêts courent actuellement trois dangers: premièrement, celui des insectes, qui s'attaquent particulièrement aux épinettes; deuxièmement, celui des feux de forêt, qui causent un préjudice considérable chaque année; troisièmement, enfin, celui de la coupe excessive. Le premier ministre pourrait-il me dire si, en pratique, les compagnies ne coupent pas plus de bois que ne le leur permet la loi et s'il y a un moyen de contrôle?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je puis certifier au député de Québec qu'il n'y a pas une compagnie qui coupe plus que la pousse annuelle, à l'exception de la Donahue, laquelle, pour des raisons exceptionnelles, autrement elle aurait fermé ses portes, pourra le faire pendant deux ans et nous dédommagera pour cela. Évidemment, je ne parle pas des terrains privés sur lesquels nous n'avons aucun contrôle. Je parle des terrains de la couronne où le contrôle est très sévère.

M. Chaloult (Québec): N'y aurait-il pas moyen d'exercer un contrôle sur les terrains privés?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est comme si nous voulions empêcher quelqu'un de vendre sa maison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ferai remarquer à la Chambre que le gouvernement de l'Union nationale a fait rentrer dans le domaine de la couronne plusieurs territoires appartenant à des particuliers: par exemple, la seigneurie de Mingan, un territoire de 150 milles par 6 milles, dont le bois pouvait être envoyé aux États-Unis et nuire à nos industries. Il y a aussi un territoire de 650 milles carrés appartenant à la Québec Pulp.

M. Chaloult (Québec): Je n'hésite pas à louer le gouvernement au sujet de ces expropriations. Mais je veux aussi attirer son attention sur les remarques faites par des gens qui n'ont aucune hostilité à l'endroit du gouvernement, qui s'expriment en toute sérénité et qui croient que, non pas par la faute du gouvernement mais celle de la nature, l'existence de nos forêts sera gravement compromise d'ici 20, 25 ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a comme ça des ingénieurs forestiers de bonne foi qui sonnent le clairon et qui attirent notre attention sur les dangers qui menacent nos forêts.

Il n'y a pas l'ombre d'un doute que la situation serait meilleure si les gouvernements qui nous ont précédés avaient été moins dilapidateurs. Mais je répète qu'aujourd'hui notre situation forestière peut se comparer favorablement à tout autre au pays.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le gouvernement emploie les mêmes arguments qu'en 1946. Les faits restent pourtant ce qu'ils sont: 3,000 milles carrés de la province sont concédés sans enchères publiques.

Toutes les compagnies inscrites aux projets de loi ont les moyens de faire face à de telles enchères, qui sont la seule façon d'obtenir les meilleurs prix possibles.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Fleury, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Prévost, Riendeau, Rennie, Roche, Saucier, Sauvé, Talbot, Tellier, Vachon, 61.

Contre: MM. Dupré, Earl, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 7.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 15 est agréée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Fleury, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Prévost, Riendeau, Rennie, Roche, Saucier, Sauvé, Talbot, Tellier, Vachon, 61.

Contre: MM. Dupré, Earl, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 7.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

demande que la troisième lecture soit remise à la prochaine séance.

Maladies mentales

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 12 relatif aux maladies mentales.

L'honorable M. Paquette (Labelle) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose: Attendu qu'il est d'importance primordiale de régler dans toute la mesure du possible les problèmes qui découlent des maladies mentales;

En conséquence:

1. Que le gouvernement puisse, sur la recommandation du ministre de la Santé, assumer le coût de la construction, de l'agrandissement et de l'aménagement d'hôpitaux pour les malades mentaux ou y contribuer, aider à la formation de spécialistes dans le traitement de ces maladies, et généralement adopter tout autre moyen propre à assurer le succès de la lutte contre ces maladies.

Adopté.

2. Que le gouvernement soit autorisé à affecter aux fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, à même le fonds consolidé du revenu, en la manière et aux conditions qu'il déterminera, pendant le cours des trois prochaines années financières, jusqu'à concurrence de dix millions de dollars.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le ministre de la Santé à conclure avec des gouvernements, corporations, sociétés et personnes toute entente qu'il jugera opportune pour la poursuite des fins prévues par ladite loi.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 relatif aux

maladies mentales soit maintenant lu une deuxième fois.

Il est urgent d'augmenter le nombre de lits à la disposition des malades dans ce genre d'institutions. La population augmente et il faut prévoir pour l'avenir, dit-il. À la suggestion du premier ministre, nous cherchons à faire la ségrégation des malades. Ainsi, un nouvel hôpital d'environ 650 lits ouvrira ses portes à Roberval dans quelques semaines pour recevoir les vieillards souffrant de débilité mentale. D'autres institutions du genre seront aménagées à Drummondville et à Montréal.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): D'après le dernier *Annuaire statistique*, il n'y a présentement que 16,000 patients dans les hôpitaux pour les maladies mentales. Je ne m'oppose pas au principe du bill, ajoute-t-il, mais je déplore que l'on mette à la disposition du gouvernement un crédit permanent qui permettra de dépenser des montants indéterminés en dehors du budget. On devrait demander des soumissions publiques par la voie des journaux.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Ce n'est pas le gouvernement qui bâtit, mais des communautés religieuses ou des corporations. D'ailleurs, pas une entreprise sérieuse ne peut actuellement prendre le risque de faire un prix fixe pour un immeuble de deux, trois ou cinq millions. Les prix des matériaux et de la main-d'œuvre sont trop instables.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Selon *La Presse* du 21 novembre 1951, à la page 4: "La descente a eu lieu au Colisée de Québec, où devait avoir lieu, à l'issue d'une séance de lutte, un tirage au sort d'une automobile. L'arrivée de la police saisissant des milliers de billets de loterie en présence de plus de 9,300 personnes a donné lieu à un commencement de bagarre." *Le Canada* du 21 novembre 1951, complète en disant: "Pour ce qui est du grand prix, l'automobile, on n'a pu la saisir, vu qu'elle n'y était pas. En fait, on dit qu'elle n'était pas encore achetée."

2. Le premier ministre fait référence à la descente dans une maison de jeux dans la Côte-de-Liesse quelques jours auparavant.

3. Le député fait référence à la pétition qui a été faite par les évêques du Québec, concernant le respect de la loi des liqueurs.

4. Selon *L'Action catholique* du 21 novembre 1951, à la page 3, il s'agit plutôt de \$110.

Séance du mercredi 21 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte
de Sherbrooke**

M. Goudreau (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Gérin), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Dolbeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Marcotte);
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);
- d'Alfred-Ed. Snoswell et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom de Snoswell en celui de Jameson (M. Johnson);
- de la commission scolaire de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi annexant à ladite commission certains territoires et autres pouvoirs (M. Johnson);
- de la corporation de la paroisse de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi annexant à ladite corporation certains territoires (M. Johnson);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Goudreau).

Rapports des comités permanents:**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 110 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Donnacona, dans le comté de Portneuf;

- bill 117 changeant le nom de Protestant Foster Home Centre;

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 115 autorisant les commissaires d'écoles de Bedford à vendre certains lots;

- bill 127 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Denis Pérusse;

- bill 119 concernant la succession de Joseph de Grandpré;

- bill 103 constituant en corporation l'Union du Commerce;

- bill 159 changeant le nom de Marie-Bibianne-Simonne Guimont en celui de Marie-Bibianne-Simonne Authier;

- bill 139 validant le titre de Canada Steamship Lines Limited à certaine propriété;

- bill 123 concernant la succession d'Arthur Yale.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Dorion, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de dame Pauline Lefebvre et autres, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre, d'échanger des immeubles donnés par sa mère, dame Elmira Bélisle;

- d'Albert Cousineau, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Gervais Cousineau;

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de continuer le prélèvement sur l'impôt de 1 %, et d'en modifier le mode de répartition;

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Montreal Stock Exchange, demandant l'adoption d'une loi à l'effet d'augmenter la somme à laquelle est limitée, par sa charte, la valeur des biens de la corporation;
- de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Berthierville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la municipalité du village de Chambly communément appelé Chambly Canton, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Régie des loyers

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 30 modifiant la loi concernant la Régie des loyers.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des précisions sur le projet de loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le nom de la loi sera modifié de façon à mieux expliquer son rôle qui est de concilier les vues des propriétaires et des locataires. Ce sera non plus la "loi des loyers", mais la "loi concernant la conciliation entre les locataires et les propriétaires".

De plus, le bill doit nous permettre d'avoir autant d'administrateurs et d'assistants administrateurs que nécessaire dans les grandes villes. Leur nombre sera déterminé par les exigences de l'ouvrage qu'il y a à faire. La loi de début 1951 ne prévoyait que la nomination d'un administrateur par 100,000 âmes. D'après l'ancienne loi, il ne pouvait y avoir qu'un administrateur et un adjoint dans une même ville. Comme ces officiers ont beaucoup de besogne devant eux, le gouvernement pourra nommer plusieurs adjoints qui auront le pouvoir d'entendre et de décider les causes, mais qui agiront sous la direction de l'administrateur. Ce sera le cas de Montréal, par exemple.

Nous voulons également modifier la loi au sujet des avis. Dans le cas où une partie désire

interjeter appel de l'arrêt d'un administrateur, elle doit, dans les 10 jours qui suivent cet arrêt, en aviser l'autre partie et l'administrateur en question, ainsi que fournir à la Commission des loyers la preuve que cette formalité a été remplie. Le projet de loi doit permettre à la Commission des loyers d'étendre le délai de 10 jours quand cela est nécessaire. Il semble que le délai de 10 jours était insuffisant dans bien des cas.

Par ailleurs, le bill vise à changer l'article 23 de la loi des loyers, prévoyant qu'un propriétaire peut reprendre possession d'un logement, occupé par un locataire, à la condition que ce soit pour l'habiter lui-même ou y loger sa mère, son père, son fils, sa fille, sa bru, son gendre, ou pour y loger tout autre parent dont il est le principal soutien. Le projet de loi que nous présentons doit permettre à un usufruitier d'avoir le même avantage qu'un propriétaire. De plus, nous voulons rectifier la loi, de façon à ce que le propriétaire ou l'usufruitier qui reprend possession d'un logis soit obligé de mettre le logement qu'il abandonne à la disposition du locataire expulsé.

Le nouveau texte donne aussi au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de faire des règlements supplétifs avec effet rétroactif à la date de l'adoption de la première loi. Donc, les mesures prévues par le bill du gouvernement doivent avoir un effet rétroactif jusqu'à la date de l'application de la loi des loyers. Nous voulons modifier cette loi, et la compléter de manière à l'assouplir. Pour proposer des modifications, nous nous inspirons de l'esprit qui a présidé à l'élaboration de cette loi.

C'est donc encore dans cet esprit que le gouvernement demande le droit des administrateurs pour des territoires situés hors des limites des villes et des cités, mais dans un rayon de cinq milles. La raison en est que la banlieue abrite une partie de la population qui travaille dans ces cités et villes.

C'est pour prévoir le cas de certaines localités de banlieue qui sont régies par le Code municipal, mais qui font partie quand même de l'ensemble économique de la cité. Le problème s'était déjà posé pour la région de Saint-Hyacinthe et de Drummondville, et nous avons pris les mesures nécessaires pour y faire face.

En résumé, nous faisons des suggestions qui doivent permettre de régler plus facilement les différends mettant aux prises propriétaires et locataires, et cela, dans l'intérêt des uns et des autres. Il s'agit de simplifier les formalités et de mettre de côté certaines technicalités. Nous voulons que la Commission des loyers soit un instrument de justice et d'équité plutôt qu'un organisme judiciaire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quand le bill sera-t-il mis à l'étude?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais, autant que possible, que le bill soit sanctionné la semaine prochaine. Nous pourrions en commencer l'étude vendredi.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Charte de Montréal

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Granby

M. Choquette (Shefford) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 105 modifiant la charte de la cité de Granby.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cap-de-la-Madeleine

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 122 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Berthierville

M. Lavallée (Berthier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 modifiant la charte de Berthierville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Dorion

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 131 modifiant la charte de la ville de Dorion.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Pointe-Claire

M. Gatien (Maisonneuve) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 133 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Lachine

M. Gatien (Maisonneuve) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Mariage de Bernard Houle et de Pauline Lefebvre

M. Bernard (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 concernant le contrat de mariage de Bernard Houle et de Pauline Lefebvre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Fort-Chambly

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 relatif à la constitution en corporation de la ville de Fort-Chambly.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Gendron (Montréal-Sainte-Marie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 146 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession de Gervais Cousineau

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 171 concernant la succession de Gervais Cousineau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Bourse de commerce de Montréal

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 173 modifiant la charte de la Bourse de commerce de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Demandes de documents:

Concessions forestières

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur

une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 25 janvier 1951 jusqu'à date, concernant des concessions forestières ou des échanges de concessions forestières.

Adopté.

Projets de loi:

Loi sur l'exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers soit maintenant lu une troisième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Voici le résumé de mes objections à la loi. Premièrement, en dépit de la hausse formidable du prix du papier journal, de \$65, en 1946, à \$110, en 1951, et du prix augmenté considérablement dans le commerce du bois de construction, le gouvernement persiste à fixer un prix minimum de \$500 le mille carré, ce qui est totalement insuffisant. Deuxièmement, le gouvernement devrait vendre nos limites à bois aux enchères.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Bien que la loi fixe une limite de \$500 le mille carré, jamais le gouvernement n'a vendu à ce prix. Avant de vendre, il y a enquête pour établir la valeur de la concession, ce qui explique pourquoi les ventes ont été faites à des prix qui varient de \$600 à \$1,200 le mille carré, et même au-delà, suivant la valeur marchande du bois qui s'y trouve. Il y a différentes façons d'apprécier la valeur d'une concession forestière. Dans bien des cas, les lacs, les savanes, les brûlés et les ravages faits par les insectes, causés 10, 15 ou 20 ans plus tôt, diminuent considérablement la superficie boisée, bien que le concessionnaire doive payer pour l'ensemble du territoire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais l'opposition n'a critiqué l'administration de cette loi qui date de 1949 et qu'on amende par le bill 15. C'est déjà une bonne note pour la loi et pour ses administrateurs. Quant à la proposition de vendre les limites aux enchères, elle a du bon et du mauvais. Il faut tenir compte que la loi n'oblige pas le gouvernement à concéder les limites ni aux plus

hauts enchérisseurs ni à la plus basse enchère. Et souvent, les enchères se font non pas suivant les dispositions des limites, mais la disposition d'esprit de celui qui dirige les enchères.

(Rires)

Une autre considération qui entre en ligne de compte, c'est que le gouvernement se doit de fournir aux moulins, dans toutes les parties de la province, pour en assurer la stabilité économique, tout le bois nécessaire, si on veut que ces industries continuent de payer des salaires raisonnables aux populations de la région et paient également des taxes. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est procurer aux usines tout le bois qui leur est nécessaire. Si le gouvernement n'a pas le droit de vendre de gré à gré, il se pourrait que de grosses compagnies, situées loin des limites en vente, les achètent en privant ainsi certaines régions du bois dont elles ont besoin.

Si l'on procédait par enchères publiques, les gros prendraient tout et les petits n'auraient rien, ce qui serait contre l'intérêt public. Celles-ci encouragent les monopoles et peuvent donner la part du lion aux grosses compagnies au détriment des petites. Il faut distribuer les limites de façon équitable et conformément aux besoins de chaque compagnie. C'est pour cette raison que la loi actuelle est préférable au système des enchères. Jamais la limite de bois n'a été cédée à des prix inférieurs à \$800, \$1,000 et \$1,200 du mille carré.

C'est une loi qui va donner des garanties d'expansion à de nouvelles usines et stabilisera leur essor. C'est cela, je suppose, qui fait mal à l'opposition. Elle ne veut pas qu'il se construise une nouvelle usine au coût de \$14,000,000 dans Joliette et une autre au coût d'environ \$1,000,000 à Lachute. Elle n'aime pas cela. Il (M. Duplessis) accuse l'opposition de s'ingénier à trouver des moyens pour empêcher l'établissement de nouvelles industries dans la province de Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) réclame le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hanley, Hébert,

Jeannotte, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Roche, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Thuot, Trudel, Vachon, 71.

Contre: MM. Dupré, Earl, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 7.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 15 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Office du crédit agricole

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 concernant l'Office du crédit agricole du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) complimente l'Office. Le président de l'Office, dit-il, reçoit \$7,000 et les deux autres régisseurs touchent chacun \$5,000. Je ne vois aucunement la nécessité de nommer un autre régisseur, ce qui aura pour effet d'augmenter les dépenses inutilement. La seule raison de nommer un autre régisseur serait de donner du travail au secrétaire qui remplit également les fonctions de secrétaire à l'Office de l'électrification rurale. L'Office a déjà prêté près de \$85,000,000 et fait 30,000 prêts avec trois régisseurs. Je ne vois pas qu'il en faudrait un quatrième pour prêter \$10,000,000 de plus. Je n'ai jamais entendu parler que le personnel de l'Office était surmené.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je remercie le chef de l'opposition du compliment qu'il nous a fait. Le travail de l'Office est considérable. Non seulement il faut faire de nouveaux prêts, mais il faut administrer les prêts déjà consentis. Je peux lui dire que ce sont les administrateurs eux-mêmes de la loi du crédit agricole qui savent le besoin d'un quatrième régisseur. La nomination d'un quatrième membre de l'Office est nécessaire et il n'en coûtera que \$17,000 par année en salaires pour administrer le budget considérable de l'Office du prêt agricole. Je crois que ce n'est pas beaucoup pour les administrateurs d'une si grande entreprise qui voit constamment son travail augmenter. Non seulement il faut accorder de nouveaux prêts, mais il faut s'occuper des prêts déjà accordés.

M. Dupré (Verchères) demande si, dans son for intérieur, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) approuve le bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons passer au comité plénier et le député pourra poser les questions qu'il voudra.

La motion est adoptée après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Dupré (Verchères) demande au député de Rouville (l'honorable M. Barré) si ce sont les régisseurs eux-mêmes qui ont suggéré cet amendement à la loi. Quelle somme de travail les régisseurs fournissent-ils? Combien de fois les régisseurs siègent-ils chaque semaine? Veut-on simplement créer une situation pour un ami du régime? Si tel est le cas, on devrait songer d'abord à augmenter le salaire de certains fonctionnaires qui crèvent de faim.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition parle de deux choses depuis le début de la session: les élections, dont ils ont peur, et le bonbon dont ils s'ennuient, le patronage.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le fait est qu'on l'a perdu depuis assez longtemps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et vous méritez de le perdre pour longtemps encore. L'affaire est bien simple. Au début, la commission administrait \$10,000,000, aujourd'hui c'est plus de \$90,000,000 et il faut ajouter à cela les \$30,000,000 de la loi de l'habitation. Rien de surprenant que nous songions à nommer un quatrième régisseur. Deux des trois régisseurs sont des cultivateurs et je me demande si le député de Verchères (M. Dupré) ne prend pas un moyen pour les critiquer indirectement. On nommera probablement l'un des membres cultivateurs de l'Office comme vice-président.

M. Chaloult (Québec): Est-il question de nommer M. Rodolphe Laplante au poste de régisseur?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui, nous songeons à le nommer, mais la recommandation viendra du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) qui fait généralement d'excellentes recommandations.

M. Chaloult (Québec): M. Laplante est un homme compétent et je féliciterais le gouvernement de le nommer.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Non, non, je ne vais pas féliciter le gouvernement. Le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) a sans doute été distrait quand il a parlé des \$30,000,000 de la loi d'habitation. Croit-il que ce sont les régisseurs qui étudient tous les dossiers, qui s'occupent du détail de l'administration? Pas du tout, ils ont un personnel nombreux pour cela. Je trouve que c'est du gaspillage de nommer un autre régisseur à \$5,000 par année.

M. Poulin (Beauce): J'ai souvent vu les régisseurs à l'œuvre et ils étudient personnellement les demandes de prêt. Il est temps qu'on leur donne de l'aide.

M. Dupré (Verchères): Si l'Office ne siège que deux ou trois fois par semaine, il n'est pas nécessaire de nommer un quatrième membre. Loin de déprécier la compétence de ses membres, comme l'a insinué le premier ministre, je suis d'avis qu'ils sont capables de faire tout le travail seuls.

L'honorable M. Barré (Rouville): Attendre que les régisseurs soient débordés de travail pour nommer un autre membre, ce serait attendre trop tard et l'opposition critiquerait. Sans compter que l'Office administre une chose qui n'est pas à lui: la loi d'habitation.

S'il avait fallu créer un autre organisme, cela aurait coûté bien plus que \$5,000 par année. Quant aux augmentations de salaire, ce sont généralement ceux qui travaillent le moins qui en demandent.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 7 sans l'amender.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Transport maritime
aux Îles-de-la-Madeleine**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 9 modifiant la loi pour assurer à la population des Îles-de-la-Madeleine un bon service de transport maritime.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose: Que l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 11, soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil est de plus autorisé à accorder à ces fins, en la manière et aux conditions qu'il déterminera, dans le cours des cinq prochaines années financières, des subventions s'élevant en totalité à cent cinquante mille dollars."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant la loi pour assurer à la population des Îles-de-la-Madeleine un bon service de transport maritime soit maintenant lu une deuxième fois.

Dès 1945, le gouvernement de l'Union nationale a voulu régler le problème du transport maritime qui se posait à la population des Îles-de-la-Madeleine, et a opté pour une politique de subventions. Deux bateaux ont pu ainsi faire la navette entre les Îles et le continent. Cela a permis de détourner vers la province une bonne partie du commerce de cette région du Québec, qui, jusqu'à présent, convergeait vers les Provinces maritimes. Les Îles font partie de la province. Il n'est que juste qu'elles commercent avec nous.

La CTMA¹ avait jusqu'ici une subvention annuelle de \$25,000 par année. Elle avait deux navires en opération. L'an dernier, elle a mis deux autres navires en service, ce qui va bénéficier grandement à la population des Îles. C'est pour l'aider à maintenir ce service en opération que le gouvernement veut porter la subvention annuelle à \$30,000 au cours des cinq prochaines années.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je suis favorable au principe du bill, mais je signale que les *Comptes publics*, à partir de 1947-1948, laissent voir que le gouvernement a versé chaque année, en plus de \$25,000, une subvention supplémentaire de \$10,000. Cela s'est-il passé de la même façon en 1950-1951 et 1951-1952?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Oui, car les compagnies ne pouvaient plus boucler le budget, vu l'augmentation considérable des frais généraux.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La loi, à mon sens, comporte un danger que n'offrait pas celle de 1945. Le texte ne parle pas d'une subvention annuelle de \$30,000, mais d'une subvention totale de \$150,000 en cinq ans. Le député de Gaspé-Sud (l'honorable M. Pouliot) et le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) ont répondu qu'en effet il pourra arriver que le gouvernement verse \$35,000 une année et \$25,000 une autre année, mais que le total ne devra pas dépasser \$150,000 en cinq ans. C'est pour permettre de répondre aux aléas de la navigation. La loi autorise le gouvernement à dépenser cette somme à son gré, de sorte qu'il puisse donner \$100,000 l'an prochain et le solde en versements échelonnés sur deux ou trois ans. On devrait procéder sur une base plus régulière et fixer la somme à verser annuellement.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le gouvernement a besoin de cette facilité au cas où la

compagnie éprouverait des difficultés financières dans le remboursement des emprunts qu'elle a faits à la caisse Desjardins, à Lévis. La Compagnie de transport maritime a dû, pour mettre en service ses deux nouveaux navires qui ont coûté plus de \$200,000, emprunter à la caisse populaire, de sorte que la compagnie doit actuellement payer une partie du capital avec les intérêts.

Si nous sommes obligés de payer une somme de \$30,000,000, nous n'irons pas payer plus, à moins qu'il n'y ait des avantages à rembourser plus tôt les prêteurs. Ce n'est pas l'intention du département de verser des sommes supérieures à celles qui seront nécessaires. Le département estime qu'avant que nous soyons revenus à des temps normaux, cela peut prendre cinq années, et l'on doit se garder une réserve en prévision de ces années.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Lorsqu'il s'agit de subventionner des activités d'année en année, le gouvernement exerce un contrôle plus efficace lorsqu'il conserve l'argent. La seule assurance que l'on avait que la somme ne sera pas dépensée de façon désordonnée, c'est l'assurance du ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est moi-même qui ai préparé la loi en question. Dans le cas des subventions à la CTMA, cela peut coûter plus cher d'une saison à l'autre et, tout en limitant le montant total qui sera accordé, il faut être en mesure de répondre aux aléas de la navigation.

M. Chaloult (Québec) se lève pour dire tout l'intérêt qu'il porte aux Acadiens des Îles-de-la-Madeleine, de même qu'à tous les Acadiens partout, et pour louer le magnifique travail qu'ils ont accompli dans ces Îles en particulier. Je remarque que le député des Îles-de-la-Madeleine n'a pas encore parlé en marge de cette mesure. C'est un modeste, mais il fait de la bonne besogne et je veux lui rendre justice en le soulignant. Les Îles-de-la-Madeleine ont été longtemps laissées dans l'abandon. Il a fallu l'arrivée du député actuel pour changer la face des Îles. Il a fait là un travail très efficace et très méritoire.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Je remercie le député de Québec de ses bonnes paroles, mais je crois avoir fait tout simplement mon devoir là-bas. Je me suis trouvé devant une population pauvre, dans le besoin, et j'ai accompli mon possible pour aider cette population à se relever économiquement. J'ai essayé de travailler au relèvement économique des Îles et je

crois avoir réussi. Les Madelinots avaient besoin de bateaux pour sortir le poisson et transporter leurs commodités.

Autrefois, ils commerçaient surtout avec les Provinces maritimes. Nous avons réussi à créer un courant commercial entre les Îles, Québec et Montréal. Les Îles réalisent des économies de cette façon, ce qui sert à l'avantage de mon comté et de toute la province. La CTMA a rendu des services signalés à tous les pêcheurs de l'Est. Nous espérons qu'elle pourra un jour transporter le poisson jusqu'aux Antilles.

La compagnie Magdalen Islands Transportation, qui devait autrefois assurer le transport maritime pour les Îles, ne s'était pas acquittée comme il convient de sa tâche, et c'est pour cela qu'on l'a remplacée par la CTMA. Cette coopérative a aidé les pêcheurs de la Côte-Nord aussi bien que ceux des Îles-de-la-Madeleine. Elle est utile, en fait, à tous les pêcheurs de l'est de la province.

Il (M. Langlais) termine en exprimant l'espoir que la CTMA pourra faire un apport plus grand encore à la prospérité de son comté, dans l'avenir.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'élève encore une fois contre le vote d'une somme globale. Le budget est là, dit-il. Le vote annuel des subventions donnerait à la députation une chance d'étudier la question à nouveau chaque fois. La discussion annuelle de tels crédits est plus conforme aux habitudes parlementaires.

Il parle d'une réduction d'un article de la loi.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des commissions d'enquête

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 24 modifiant la loi des commissions d'enquête.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de

résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que la loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1941, chapitre 9) soit modifiée en y ajoutant, après l'article 19, le suivant:

"20. Les dépenses occasionnées par l'application de la présente loi sont payables à même le fonds consolidé du revenu."

Adopté.

2. Que la loi qui accompagne les présentes résolutions ait son effet depuis le 1^{er} août 1951.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.
Adopté après division. Les résolutions relatives au bill 24 sont agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi des commissions d'enquête soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi, dit-il, donne au lieutenant-gouverneur en conseil le droit de faire faire des enquêtes, mais cette loi n'était pas exécutoire, vu qu'elle ne prévoit pas comment rétribuer les enquêteurs. Le projet de loi que nous présentons comble la lacune et stipule que les dépenses occasionnées par une enquête seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

De plus, le bill est rétroactif, la rétroactivité allant jusqu'au 1^{er} août, parce que c'est en août qu'a débuté l'enquête sur le pont de Trois-Rivières. Nous n'avions pas un sou pour payer les frais de l'enquête

et nous avons dû les inscrire dans les livres du ministère des Travaux publics, au compte "Ponts". Or, nous voulons que les budgets des ministères soient intangibles. Il est ridicule de donner le droit de faire des enquêtes sans fournir les fonds qui doivent permettre de les mener.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La loi concernant les enquêtes sur les affaires publiques semble limiter le paiement d'indemnités au paiement d'indemnités aux juges de la Cour du banc du roi et de la Cour supérieure. Je crois que, dans le cas de juges et de magistrats appelés à faire une enquête, il ne faudrait pas les payer. Ils ont été nommés juges et magistrats pour consacrer tout leur temps à la province. Les rétribuer pour leurs services au cours d'une enquête équivaut à les payer deux fois. Or, il a été reconnu que le traitement des juges devait être fixe; c'est pourquoi je suis opposé à ce qu'on verse aux juges ou aux magistrats une indemnité quand ils sont appelés à diriger une enquête. Quant aux autres enquêteurs, il n'est que juste qu'ils soient rétribués.

Par ailleurs, le bill prévoit que les dépenses entraînées par des enquêtes seront payées avec le fonds consolidé. C'est donner au gouvernement, en quelque sorte, un mandat en blanc, lui permettant de payer sans être obligé d'obtenir l'approbation de la Chambre. Je crois qu'on devrait affecter une somme bien déterminée aux enquêtes. Si, dans toutes nos lois, il y avait des clauses identiques à celle qu'on veut nous faire voter, il ne serait plus nécessaire d'avoir de budget.

Pour ce qui est de la rétroactivité, je n'ai pas d'objection à ce qu'elle aille jusqu'au 1^{er} août.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un budget n'est qu'un ensemble d'estimations et aucun gouvernement n'est tenu de limiter son activité aux estimations budgétaires. C'est pourquoi la loi prévoit des mandats spéciaux pour les cas imprévisibles d'urgence. Je suis surpris que le chef de l'opposition réclame des mandats spéciaux alors que ce que nous voulons actuellement, c'est faire adopter une loi par les députés.

Nous aurions pu recourir à un mandat spécial pour payer les frais de l'enquête de Trois-Rivières, mais nous n'avons pas voulu agir ainsi sans consulter les députés. D'ailleurs, à la fin d'un exercice financier, toutes les dépenses faites sont inscrites dans les *Comptes publics*, ce qui donne des garanties.

Comment déterminer à l'avance ce que coûteront les enquêtes? Combien y en aura-t-il? Combien de temps dureront-elles? Qui les fera? Il est impossible de répondre.

À propos des juges de la Cour d'appel et de la Cour supérieure, Ottawa, qui les nomme, interdit de les payer en plus de leur traitement. Nous, nous disons: Vous avez le droit d'être payés. C'est une façon d'affirmer l'autonomie de la province. D'ailleurs, mener une enquête entraîne toujours un travail supplémentaire; il est donc juste de payer les enquêteurs.

Pour l'enquête de Trois-Rivières, MM. Lippé et Dansereau ne recevront pas un sou de plus que leurs dépenses réelles.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Dans le cas des mandats spéciaux, le rapport est fait à la Chambre au commencement de chaque session. Quant à l'argument que la loi est soumise aux députés, la chose est vraie, mais, à partir de ce moment, tout contrôle des députés sur la dépense des deniers publics disparaît.

Le premier ministre tente de nous faire croire qu'il est facile de trouver les détails de toutes les dépenses du gouvernement dans les *Comptes publics*. Ce n'est pas juste dans tous les cas, et je veux citer le cas des \$16,000,000 votés pour la Colonisation par une loi spéciale. Le gouvernement a dépensé \$13,000,000 et, malgré bien des recherches, nous n'avons trouvé que \$1,500,000 dans les *Comptes publics*. Nous ne pouvons pas exercer notre droit de contrôle des deniers publics en votant une loi de ce genre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le détail des dépenses du gouvernement est toujours dans les *Comptes publics*, en détail, avec les montants et les noms. Il ne faut pas oublier que toutes les lois sont basées sur le fonds consolidé du revenu. C'est la caisse générale du gouvernement.

M. Ross (Montréal-Verdun) suggère qu'on paie des salaires convenables aux magistrats de district et qu'on ne leur paie plus de supplément quand ils agissent comme enquêteurs ou comme arbitres. On assurerait mieux ainsi leur indépendance, ajoute-t-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'est pas logique. Il pose comme principe que les juges ne sont pas assez payés et il critique ensuite les suppléments que nous leur versons quand ils agissent en dehors de leurs attributions de juge.

Lorsque je suis arrivé au pouvoir, les magistrats de district avaient \$5,000 de salaire et les juges des sessions, \$7,000. Le gouvernement a rétabli l'équilibre dans ce domaine en accordant \$3,000 aux juges de ces deux cours.

Le meilleur moyen d'éviter aux juges de sortir de leur sphère, c'est de créer un conseil d'arbitrage permanent, dont la composition tiendrait compte des métiers intéressés dans tel ou tel cas. Le troisième membre serait toujours un juge qui présiderait, de façon à constituer un tribunal stable. Ce projet a été refusé par les unions, et nous n'avons pas insisté, bien que le gouvernement paie toutes les dépenses des arbitrages et qu'il dépense à cette fin des sommes considérables.

M. Ross (Montréal-Verdun): Je reviens à mon argumentation de tout à l'heure et je maintiens qu'il faut assurer l'indépendance des juges en leur payant une rémunération fixe, quoi qu'ils fassent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À Ottawa, on n'est pas difficile et des juges ont été nommés, dans les mêmes conditions que nous nommons les nôtres qui sont invités à présider des enquêtes ou des arbitrages.

Le premier ministre cite à ce sujet les noms du juge T. C. Davies et du juge W.-F.-A. Turgeon, ce dernier demeurant juge tout en étant ambassadeur du Canada. Le député de Verdun est en faveur des émoluments fixes. Peut-il nous dire quels sont les émoluments fixes de son chef absent?

M. Ross (Montréal-Verdun) ne répond pas.

La motion est adoptée après division. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travaux de la Chambre:

Estimés budgétaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les estimés budgétaires seront présentés la semaine prochaine ou au plus tard le 5 décembre. Le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) est à préparer le budget supplémentaire qui sera soumis dans le plus court délai possible. Viendra ensuite le budget général.

Il (l'honorable M. Duplessis) demande que la Chambre hâte l'étude de la législation privée, afin de ne pas retenir trop longtemps à Québec les délégations municipales qui se présentent pour exposer les besoins de leur municipalité.

Il suggère que le comité des bills privés accorde plus de temps chaque jour à l'étude des bills privés, pour éviter des dépenses aux délégations qui viennent à Québec. Il déclare que d'ici à quelques jours, il y aura moyen de tenir des séances du comité des bills privés le matin et le soir, et même l'après-midi, dans certains cas.

Nous voulons, ajoute-t-il, terminer la législation privée avant la législation du gouvernement, et je donne en conséquence avis aux intéressés de se préparer. Nous sommes pressés.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) abonde dans le même sens en ce qui concerne l'opportunité d'éviter des dépenses inutiles aux délégations et d'économiser le temps de la Chambre.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTE

1. Selon *La Presse* du 22 novembre 1951, il est question de la Coopérative de transport maritime et aérien.

Séance du jeudi 22 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 152 modifiant la charte des Frères mineurs capucins de Québec;

- bill 104 changeant le nom de Joseph-Edgar Tanguay dit Adjutor Huot en celui d'Adjutor Huot;

- bill 121 changeant le nom de Frederick Francis Myson en celui de Frederick Francis Griggs;

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 120 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Roland Milette;

- bill 125 changeant le nom de la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal en celui de Federation of Jewish Community Services of Montreal et élargissant ses pouvoirs et ses buts;

- bill 151 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Julien Chouinard à l'exercice de la profession d'avocat;

- bill 157 relatif à Joseph-Jean-Jacques-Maurice-Louis Ship dit Gingras;

- bill 161 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine;

- bill 166 exemptant d'impôts municipaux et scolaires les biens immobiliers de la Jewish Peretz School Inc.

**Télégramme de Mgr J.-A. Desmarais,
évêque d'Amos**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) donne lecture d'un télégramme de Mgr J.-A. Desmarais, évêque d'Amos:

Amos, 21 novembre 1951

L'honorable Maurice Duplessis
Hôtel du Gouvernement, Québec

Les membres du clergé du diocèse, Son Honneur le maire Simard, MM. Eugène Lambert et Albert Fournier, respectivement président et secrétaire de la Société d'aide au collège, le supérieur, les professeurs et les élèves de l'institution, à la fin d'une partie de famille qui a suivi la première messe pontificale célébrée ce matin dans notre chapelle et au cours de laquelle je ne vous ai pas oublié, m'ont prié de vous adresser un message spécial pour vous réitérer nos plus vifs sentiments de reconnaissance pour les immenses bienfaits que nous procure notre maison et que nous vous devons. Que le bon Dieu vous bénisse en retour et réalise vos plus chers désirs.

(Signé) J.-A. Desmarais,
Évêque d'Amos

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) sourit.

Projets de loi:

**Les Frères
mineurs capucins**

M. Matte (Québec-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 152 modifiant la charte de Les Frères mineurs capucins de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 152 sans l'amender.

M. Matte (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Joseph-Edgar Tanguay

M. Matte (Québec-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 changeant le nom de Joseph-Edgar Tanguay dit Adjutor Huot en celui d'Adjutor Huot.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 104 sans l'amender.

M. Matte (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Frederick Francis Myson

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 changeant le nom de Frederick Francis Myson en celui de Frederick Francis Griggs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 121 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Roland Milette

M. Fleury (Nicolet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Roland Milette.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 120 sans l'amender.

M. Fleury (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Federation of Jewish Philanthropies

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 changeant le nom de la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal en celui de Federation of Jewish Community Services of Montreal et élargissant ses pouvoirs et ses buts.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 125 sans l'amender.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Julien Chouinard

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 151 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Julien Chouinard à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 151 sans l'amender.

M. Saucier (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

J.-M.-L. Ship-Gingras

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 relatif à Joseph-Jean-Jacques-Maurice-Louis Ship dit Gingras.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 157 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hôpital Sainte-Justine

M. Gatien (Maisonneuve) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 161 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 161 sans l'amender.

M. Gatien (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Jewish Peretz School Inc.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 166 exemptant d'impôts municipaux et scolaires les biens immobiliers de la Jewish Peretz School Inc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 166 sans l'amender.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Dan Roston, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre à la pratique de la profession de chirurgien dentiste;

- de la corporation de la paroisse de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi annexant à ladite corporation certains territoires;

- de la corporation du canton Langelier (La Croche) et des commissaires d'écoles, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement, et concernant l'évaluation municipale des biens imposables possédés par la Shawinigan Water & Power Co.;

- de Dominique Bolduc et autres, demandant l'adoption d'une loi créant pour les horlogers-bijoutiers de la province de Québec une corporation;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi permettant de prélever une taxe d'éducation;

- de la cité d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la municipalité de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi pour ériger une partie de son territoire en ville sous le nom de "La corporation de la ville de Saint-Vincent-de-Paul";

- de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Joliette, demandant l'adoption d'une loi aux fins de prélever et imposer une taxe spéciale dite taxe d'éducation;

- des syndics de la paroisse de Saint-Jean-de-Brébeuf et ses Compagnons Martyrs de Roberval, demandant l'adoption d'une loi modifiant les pouvoirs qui leur sont accordés par la loi des paroisses et des fabriques;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;

- de la ville de Sainte-Thérèse, demandant l'adoption d'une loi aux fins de refondre sa charte et de demander certains pouvoirs spéciaux;

- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Rose Bertha Parker et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant certaines dispositions du testament et des codicilles de feu John Parker;
- du village de la Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Compagnie d'immeubles Atlas, demandant l'adoption d'une loi fixant entre elle et la corporation du village de Beauport-Est des conditions d'établissement d'une nouvelle et importante industrie de fabrication;
- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de l'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs additionnels d'ordre administratif;
- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- d'Alfred-Ed. Snoswell et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom de Snoswell en celui de Jameson.

Résolutions et contrats pour Saint-David-de-Falardeau

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Roberval (M. Marcotte), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation de Saint-David-de-Falardeau, etc., demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions et contrats, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la corporation de Saint-David-de-Falardeau, etc., demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions et contrats.

Charte de Québec

M. Matte (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Guay), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité

de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Corporation scolaire de la ville de Laprairie

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 32 concernant la corporation scolaire de la ville de Laprairie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Terrebonne

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 108 modifiant la charte de la ville de Terrebonne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Michel

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 109 modifiant la charte de la ville Saint-Michel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Jean-de-Brébeuf et ses Compagnons Martyrs

M. Marcotte (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 113 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Jean-de-Brébeuf et ses Compagnons Martyrs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Ville de
Saint-Vincent-de-Paul**

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 126 concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ville de Côte-Saint-Luc

M. Gatien (Maisonneuve) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 132 constituant en corporation la ville de Côte-Saint-Luc.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sainte-Thérèse

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 134 refondant la charte de la ville de Sainte-Thérèse.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Canton Langelier et Rivière-Croche

M. Ducharme (Laviolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 concernant la municipalité du canton Langelier, la municipalité scolaire de Rivière-Croche, les limites de ces municipalités et l'évaluation de certains biens situés dans lesdites limites.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte d'Arvida

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 140 modifiant la charte de la cité d'Arvida.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Joliette

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Joliette.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Montmagny**

M. Lizotte (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 147 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxe d'éducation
à Terrebonne**

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 149 autorisant l'imposition d'une taxe d'éducation à Terrebonne.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la
ville de Jacques-Cartier**

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 155 modifiant la charte de la ville de Jacques-Cartier.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Horlogers-bijoutiers

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 160 du Collège des horlogers-bijoutiers de la province de Québec.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Changement
de nom Snoswell**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 162 changeant le patronyme Snoswell en celui de Jameson.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la cité de
Rivière-du-Loup**

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 164 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Louiseville

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 165 modifiant la charte de la ville de Louiseville.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Institut des Sœurs
du Perpétuel Secours**

M. Bélanger (Bellechasse) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 168 modifiant la charte de l'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Compagnie d'immeubles Atlas

M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 169 concernant la compagnie d'immeubles Atlas.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la cité de Sillery

M. Saucier (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 170 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dan Roston

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 174 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Dan Roston au nombre de ses membres.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la cité de
Saint-Hyacinthe**

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 175 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la cité de
Salaberry-de-Valleyfield**

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 176 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Corporation municipale de la
paroisse de Saint-Laurent**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 177 concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession de John Parker

M. Gatien (Maisonnette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 178 concernant la succession de John Parker.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sainte-Rose

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 180 modifiant la charte de la ville de Sainte-Rose.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Commission du service civil,
rapport 1950-1951**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport annuel de la Commission du service civil de la province de Québec, pour l'année 1950-1951. (Document de session no 6)

**Rapport d'enquête
sur le pont de Trois-Rivières**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je transmets au chef de l'opposition, à titre gracieux et sans y être obligé, une copie de l'enquête sur le pont Duplessis.

Projets de loi:**Commission scolaire de Donnacona**

M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Donnacona, dans le comté de Portneuf.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quand ce bill est venu au comité, j'ai demandé à l'avocat de la commission scolaire s'il y avait une commission protestante à cet endroit. Il m'a répondu non. Or, en revenant à mon bureau, j'ai vérifié dans les *Comptes publics* et j'ai constaté qu'il y en avait une. Je demande donc au gouvernement de partager le produit de la nouvelle taxe entre les commissions scolaires au prorata de la population écolière.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La province de Québec a toujours donné l'exemple dans le traitement des minorités. Sa conduite devrait inspirer les autres provinces du Canada et même le monde entier.

Je vais donc proposer moi-même que le bill soit amendé et que la taxe soit partagée entre les deux commissions scolaires.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'ai toujours eu une profonde admiration pour la façon dont on traite les minorités dans le Québec. Je crois que cela devrait servir d'exemple à toutes les provinces.

Les articles 1 à 6, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 110 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Protestant Foster Home
Centre**

M. Fox (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 changeant le nom de Protestant Foster Home Centre.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 117 sans l'amender.

M. Fox (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire
de Bedford**

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 autorisant les commissaires d'écoles de Bedford à vendre certains lots.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 115 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Denis Pérusse

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Denis Pérusse.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 127 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
de Joseph de Grandpré**

M. Lavallée (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 concernant la succession de Joseph de Grandpré.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 119 sans l'amender.

M. Lavallée (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Union du Commerce

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 constituant en corporation l'Union du Commerce.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 103 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Marie-Bibianne-Simonne Guimont

M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 159 changeant le nom de Marie-Bibianne-Simonne Guimont en celui de Marie-Bibianne-Simonne Authier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 159 sans l'amender.

M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Canada Steamship Lines

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 validant le titre de Canada Steamship Lines Limited à certaine propriété.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 139 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession d'Arthur Yale

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 concernant la succession d'Arthur Yale.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 123 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité Montréal

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte la cité de Granby

M. Choquette (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 modifiant la charte de la cité de Granby soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la cité du Cap-de-la-Madeleine

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 modifiant la charte de

la cité du Cap-de-la-Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la ville de Berthierville

M. Lavallée (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 modifiant la charte de ville de Berthierville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la ville de Dorion

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 modifiant la charte de la ville de Dorion soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la ville de Pointe-Claire

M. Gatién (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la cité de Lachine

M. Gatién (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville de Fort-Chambly

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 relatif à la constitution en corporation de la ville de Fort-Chambly soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Mariage de Bernard Houle et de Pauline Lefebvre

M. Bernard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 concernant le contrat de mariage de Bernard Houle et de Pauline Lefebvre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Gendron (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession de Gervais Cousineau

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 concernant la succession de Gervais Cousineau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Bourse de commerce de Montréal

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 modifiant la charte de la Bourse de commerce de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Hydro-Québec et Beauharnois Light, Heat and Power Co.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 modifiant la loi des prêts hypothécaires d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat and Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

À la veille des élections de 1944, le gouvernement d'alors, sans doute pour faire oublier son administration néfaste, a fait adopter une loi par

laquelle il prétendait exproprier la Montreal Light, Heat and Power.

La loi qu'ils ont présentée était une loi incomplète que nous avons dû amender et perfectionner à notre arrivée au pouvoir, y mettant la justice à la place de l'injustice. C'était un modèle de chantage. D'ordinaire, quand on exproprie, la loi oblige l'expropriateur à faire des offres à celui qui est exproprié. La loi de 1944 ne parlait pas d'offres et mettait de côté cet article fondamental de la loi d'expropriation.

Pourquoi? Parce que des élections devaient avoir lieu quelques mois après et que les cabaleurs pourraient dire à ceux qui possédaient des parts qu'ils auraient un montant considérable pour leurs parts après les élections; aux autres, ils disaient qu'on s'arrangerait de manière à ne pas payer. Un double jeu et un double chantage autour d'une entreprise de \$200,000,000, à la veille d'élections, c'est intéressant pour la caisse électorale. Et je n'ai pas d'hésitation à dire que cette loi constituait un modèle de chantage législatif et statutaire.

En arrivant au pouvoir, nous avons mis de l'ordre, nous avons réglé le problème, nous avons payé immédiatement et l'Hydro a commencé à fonctionner.

Il y avait à Québec un jeune compatriote qui a épousé une jeune fille de chez nous; il était professeur à l'Université Laval, pas à l'École des sciences sociales, à la bonne école, M. René Dupuis, un homme très remarquable. Nous l'avons placé à la tête de la Beauharnois, la plus importante partie de la Montreal Light, Heat and Power, et nous l'avons nommé commissaire de l'Hydro.

L'Hydro a créé un système modèle pour ses employés. Elle a d'abord constitué un fonds de pension solide, puis elle a décidé de prêter de l'argent à ses employés pour leur permettre de se construire des maisons.

Il s'agit maintenant de porter à \$2,500,000 le montant que l'Hydro est autorisée à prêter, tandis que la Beauharnois pourra affecter \$400,000 à la même fin. Trois cent deux employés de l'Hydro et de la Beauharnois ont pu se construire des habitations grâce à ces prêts, soit 267 pour l'Hydro et 35 pour Beauharnois. L'Hydro a prêté plus de \$1,000,000 et la Beauharnois, \$200,000.

Les deux corporations font actuellement de gros travaux. L'Hydro construit une nouvelle centrale au Rapide-Deux, au coût d'une vingtaine de millions, car la centrale de Cadillac, qu'on disait construite dans le fond des bois, ne fournit plus à répondre aux besoins de l'Abitibi, bien qu'on en ait déjà doublé la capacité par la construction d'un barrage au lac

Dozois; et la Beauharnois, qui ne produisait que 600,000 chevaux-vapeur en 1945, procède à des travaux gigantesques qui vont porter sa capacité à 2,000,000 de chevaux-vapeur quand tout sera fini. C'est dire que le nombre des employés va augmenter. Nous sommes convaincus que les nouvelles autorisations mentionnées dans la loi vont être absorbées rapidement. En tout cas, c'est notre devoir d'être prêts.

Sous l'Union nationale, un organisme d'État a donné à tous ses employés un exemple des bonnes relations qui doivent exister entre patrons et employés. De plus, l'Hydro a constitué un fonds pour permettre à des ingénieurs civils de suivre des cours de perfectionnement. Une centaine d'élèves ont suivi ces cours payés par l'Hydro, afin de permettre aux nôtres de prendre leur place dans le développement des ressources naturelles.

L'Hydro fait encore davantage. Elle embauche des étudiants qui font un travail facile, aisé, confortable et qui peuvent gagner leurs cours sans faire de surmenage. Depuis 1945, 200 étudiants ont pu suivre leurs cours grâce au travail qu'ils accomplissaient pour l'Hydro.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas l'intention de m'objecter au bill. Je suis surpris cependant des renseignements que le premier ministre a donnés. Il a donné l'impression qu'il s'agissait de prêts pour la construction d'habitations, alors que la plus grande partie de ces argents aurait servi au rachat d'hypothèques.

En réalité, l'Hydro n'aurait prêté que quelque \$100,000, tandis que la Beauharnois aurait prêté \$54,000. Peut-être s'agit-il alors d'une nouvelle politique. Peut-être y a-t-il des projets nouveaux. Le premier ministre a été vague, quant aux prêts faits à date. Il a fourni des chiffres un peu ronds. Mais je ne suis pas opposé au rachat des hypothèques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'argent a été employé à acquérir des maisons. Une partie évidemment a servi à racheter des hypothèques. C'est d'ailleurs ce qui s'était produit avec le crédit agricole. Les maisons, dans certains cas, étaient démembrées par les hypothèques. J'aime mieux ne pas avoir de maison que d'avoir une maison écrasée par les hypothèques. Il y a au-delà de \$1,000,000 de demandes de prêt pour 1951.

Les travaux actuels à la Beauharnois s'élèvent déjà à \$60,000,000 et ce n'est qu'un commencement. Les travaux en cours coûteront au complet de \$150,000,000 à \$200,000,000. Au lieu des 600,000

chevaux-vapeur produits en 1945, on atteint présentement près de 1,000,000 de chevaux-vapeur et, quand les travaux seront terminés, l'usine de la Beauharnois produira 2,000,000 de chevaux-vapeur.

Je crois que le montant voté sera vite absorbé par les emprunteurs, mais que toutefois l'Hydro veut être prête afin de répondre aux demandes.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) veut savoir le nombre et le montant des prêts consentis à date.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1951, 72 demandes ont été acceptées, dont 63 par l'Hydro, pour un montant de \$369,800, et neuf par la Beauharnois, pour une somme de \$46,000.

Depuis les débuts, 302 prêts ont été accordés, pour une somme totale de \$1,562,550, dont 267 par l'Hydro, pour une somme de \$1,413,650 et 35 par la Beauharnois, pour une valeur de \$148,800.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 18 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Refonte des lois

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 11 concernant la refonte des lois de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que les dépenses résultant de l'application de la loi concernant la refonte des lois de la province soient payées à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 concernant la refonte des lois de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

C'est une coutume, dit-il, de procéder à cette refonte environ tous les 10 ans. Il s'agit de coordonner les lois dans le but de clarifier et d'améliorer en général la législation. Notre Code civil est un modèle permanent de législation; il est le fruit de la science romaine à son apogée et de la culture et de la puissance françaises à son zénith. Il est établi sur des principes fondamentaux qui sont à la base même de notre civilisation. Il est un élément protecteur du caractère ethnique des Canadiens français.

Il s'agit donc, par ce projet de loi, de créer une commission dont le but sera de travailler à uniformiser notre législation en s'inspirant de l'esprit de la langue française, de façon à garder intact ce qui représente l'essence même du groupe français au Canada. Le jour où nous aurons l'uniformité législative, l'uniformité de la langue ne sera pas loin. Et le jour où il y aura uniformité de langue, l'assimilation ne sera pas éloignée.

M. Ross (Montréal-Verdun): J'endosse entièrement les remarques du premier ministre sur notre Code civil. Seulement, je voudrais savoir si c'est bien d'une refonte qu'il s'agit et non tout simplement d'une compilation. Ce n'est pas la première fois qu'on parle de refonte des lois du Québec. Une première commission fut créée en 1876; elle disparut en 1880. Il fallut attendre 1888 pour obtenir des résultats de la décision de refondre la législation.

Une seconde refonte fut décidée en 1904; il n'y a eu de résultats qu'en 1909. Un travail de refonte amorcé en 1919 se termina en 1925. La dernière refonte dura de 1937 à 1941. Elle a coûté \$356,479.54 en salaires, dépenses contingentes, impressions et reliure. On a fait surtout du découpage et du collage.

Dans les refontes précédentes, on a plutôt procédé à une compilation. Si l'on veut s'en tenir là encore cette fois, on pourrait peut-être établir un système permanent selon lequel on incorporerait chaque année aux lois les amendements votés; tous les 10 ans, on n'aurait plus qu'à procéder à la compilation.

M. Chaloult (Québec): J'admire notre Code civil; c'est un monument de bon sens et de raison, un chef-d'œuvre de coordination. Mais je ne partage pas l'enthousiasme du premier ministre et du député de Montréal-Verdun (M. Ross) pour tout ce qu'il contient. Ce code est le produit de la Révolution française et on retrouve dans notre Code les principes de libéralisme, d'individualisme, de gallicanisme et même de cléricisme qui en sont sortis. Toutefois, il ne reflète qu'imparfaitement notre mentalité à nous.

Par exemple, il favorise les vieux garçons et n'a pas de véritable caractère familial. Le chapitre du mariage ne respecte pas les prescriptions du droit canonique. Dans certaines parties, notre Code civil ne tient pas suffisamment compte de la famille.

Je suis d'avis qu'il est opportun de le refondre, mais le plus important serait de le rédiger en parfait français et de se débarrasser de toutes les formules anglaises qu'il contient. On devrait donc confier ce soin à un avocat qui, en plus de connaître son droit, devrait surtout connaître parfaitement sa langue française et qu'il adopte une méthode synthétique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis étonné d'entendre le député de Québec dire que le Code civil a été fait pour les vieux garçons. Il encourage, par exemple, le mariage d'un garçon de 14 ans avec une fille de 12 ans.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Dans votre cas, cela n'a guère donné de résultat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le chef de l'opposition regarde les œuvres de la province. Tout n'est pas parfait dans le Code civil, mais les points cardinaux sont bien protégés. L'individualisme est le rayonnement de la personne

et l'effort individuel est excellent. On ne pourra jamais mettre trop en relief la personne humaine. Fabriquer des êtres humains en série, comme on fabrique des autos, ferait disparaître la dignité et la personnalité humaines. Notre Code civil met justement en relief l'être humain avec son cœur, son âme, son intelligence, tout ce qu'il ne faudra jamais, en somme, tenter d'assimiler ou d'enrégimenter.

Le nivellement n'existe nulle part. Quand on nivelle, il faut que ce soit par le bas. Les arbres, les feuilles, les complets ne sont pas de la même grandeur. Dans la patrie céleste, où nous ne verrons pas l'opposition, je ne sais s'il y aura des indépendants, il n'y a pas non plus de nivellement. Si jamais le chef de l'opposition réussit à y pénétrer, il aura besoin d'un escabeau pour me voir. L'être humain, ne l'oublions pas, c'est le chef-d'œuvre du Créateur et c'est lui que notre Code civil protège.

Quant à la dernière refonte, si elle a coûté si cher, c'est parce que le nouveau gouvernement, en prenant le pouvoir, a mis à la porte ceux que nous avions engagés. Il a fallu tout recommencer. Mais, cette fois, il s'agit d'une refonte en bonne et due forme.

Le but de la loi est de permettre un travail qui sera dans l'intérêt des justiciables et dont la rédaction sera la plus parfaite possible. Il ne s'agit pas d'un travail politique, mais d'un travail législatif. Si l'opposition a des suggestions à faire, nous les recevrons avec plaisir.

Il y a aussi l'importance de certaines chartes municipales et l'avantage qu'il y aurait d'en faire une révision. Je n'aime pas le mot "refondus" appliqué aux Statuts. Je souhaite qu'on en trouve un meilleur.

Depuis quelques années, nos lois sont rédigées en meilleur français. Nous sommes d'avis de faire disparaître les termes qui ne sont pas français. Je crois que sous ce rapport, M. Asselin nous offre un modèle de rédaction claire et bien française. Nous voulons que le travail législatif, qui sera entrepris, soit digne de notre langue et de la langue de Shakespeare et digne de notre population.

M. Chaloult (Québec): Personne plus que moi n'est pour le respect de la personne humaine, et le Code civil devrait tenir compte davantage de la famille qui est la première cellule de la société.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le Code civil, la famille est sauvegardée. N'y dit-on pas, par exemple, que les enfants sont obligés de faire vivre leurs parents, et les parents, leurs enfants?

M. Chaloult (Québec): Pas suffisamment.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
Il s'agit bien d'une refonte en bonne et due forme. Il y a dans nos Statuts un éparpillement et un manque de cohésion. Je note également que le terme exact fait souvent défaut. Nous sommes d'avis de faire disparaître les termes qui ne sont pas français. Par exemple, pourquoi dit-on "département" au lieu de "ministère"? On doit dire ministre de la Santé, ministre du Travail. On n'est pas dans un magasin pour parler de département.

J'avais songé à créer, en plus de la charge de ministre des Finances, qui remplace celle de trésorier provincial, celle d'avocat général, qui aurait remplacé celle de solliciteur général. Il y a aussi celle de secrétaire provincial.

M. Chaloult (Québec): C'est ridicule.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Et, quand on arrive au secrétaire de la province, comment l'appeler? Ministre de l'Intérieur, mais cela ferait peur au chef de l'extérieur, et ce qu'il a sous sa juridiction. Service de l'éducation: ce n'est pas un service.

M. Chaloult (Québec): Pourquoi ne pas appeler le secrétaire de la province "ministre de l'Éducation"?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Mais vous n'y pensez pas? Et le père Lévesque, qu'est-ce qu'il en dirait?

M. Chaloult (Québec): Je n'ai pas peur des mots. Pourquoi aussi ne pas revenir à l'ancien système d'impression: un volume pour le texte français et un volume pour le texte anglais? On ne forcerait pas ainsi l'avocat à se charger d'un trop gros volume.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): On a parlé de beaucoup de choses. Je souhaiterais que ceux qui seront chargés de la révision du Code fassent preuve d'autant d'habileté que ceux qui ont procédé à la composition générale. Si les Statuts étaient rédigés dans le même esprit que le Code civil, ce serait très satisfaisant. Le Code civil doit rester un modèle de rédaction et de codification.

Je ne me permettrais pas de juger le texte français du Code. Quant à la version anglaise du Code civil, c'est peut-être à cause de l'influence du français, je puis dire qu'elle est rédigée en une

langue extrêmement pure et extrêmement soignée. Pourquoi employer 12 mots quand un seul suffit?

M. Asselin possède un talent particulier pour la rédaction des lois, talent qu'il partage avec bien peu de personnes.

Je voudrais donc que, dans l'ensemble, il s'agisse bien d'une refonte complète et non pas d'une compilation.

Je souhaiterais que ceux qui seront chargés de la révision du Code fassent preuve d'autant d'habileté que ceux qui ont procédé à la composition générale. M. Édouard Asselin est un expert en la matière. Il a, quand j'étais au comité exécutif de Montréal, participé à la refonte de la charte de la métropole et il a montré d'excellentes qualités.

Quant au principe invoqué par le député de Québec, je ne le partage pas. Il vaut mieux mettre les deux textes côte à côte, car on peut plus facilement se retrouver dans l'interprétation.

M. Chaloult (Québec): Ce n'est pas mon interprétation du bilinguisme. Je trouve que l'on devrait pratiquer le bilinguisme simultané au lieu de l'alternatif. Ce qui se fait d'ailleurs à Ottawa. Ce qui est bon pour Ottawa...

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Mais est-ce bon pour Ottawa?

M. Chaloult (Québec): En tout cas, Ottawa s'est toujours refusé à faire autrement. Pour les chèques des allocations familiales, par exemple, il envoie des chèques bilingues dans la province de Québec et des chèques exclusivement libellés en anglais dans les autres provinces. Mais le principal en la matière, c'est que la refonte de notre Code s'inspire de notre esprit français et que les textes soient conçus selon cet esprit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
On ne doit pas oublier certaines choses. On parle des progrès de la science, et j'en suis. Ces progrès sont indéniables. Mais on doit aussi se rappeler les réalisations du passé, dont certaines n'ont jamais été répétées. En dépit des progrès, on n'a pas encore trouvé le moyen de momifier, de construire des pyramides, de faire du feu grégeois.

Autrefois, les gens travaillaient plus qu'aujourd'hui et leur travail était en profondeur. Mon père, par exemple, a plus travaillé son droit que moi, lorsque j'étais avocat. Dans ce temps-là, il n'y avait pas la jurisprudence et il fallait aller à la source. Les avocats avaient le temps d'approfondir les

dossiers. Ils avaient peut-être 10 cas par année, environ un par mois. Nous ne faisons plus cela aujourd'hui. Nous sommes trop pressés. Nous sommes trop superficiels. Présentement, ils en ont 200 ou 300 par an et ils n'ont pas le temps d'étudier en profondeur les lois.

Pour bien parler français, il faut avoir l'esprit français et, pour bien apprécier un ouvrage, il faut le lire dans la langue où il a été écrit. Il est difficile de traduire d'une langue à une autre. Il dit qu'après avoir écrit son discours du trône en français pour l'ouverture de la session, le 7 novembre, il a découvert que la version anglaise contenait une erreur grave, même si le traducteur était compétent. Car, dit-il, il est impossible d'exprimer la même idée dans une langue, puis dans une autre. Il y a des nuances dans la mentalité et le processus mental entre les personnes qui parlent une langue et celles qui en parlent une autre. On traduit, mais on n'interprète pas. La mentalité anglaise et la française sont différentes, ont des façons différentes de s'exprimer.

Je connais des avocats célèbres qui sont incapables de rédiger une loi, tandis que d'autres ont la rédaction facile, mais n'ont pas le sens juridique.

Pour apprécier la valeur littéraire d'un ouvrage, il faut le lire dans sa langue originale. Dans le cas des Statuts révisés, le gouvernement entend avoir ce qu'il y a de mieux, quelque chose d'absolument remarquable. Nous recevrons avec plaisir toutes les suggestions qu'on voudra nous faire. Nous voulons mettre dans nos lois le reflet de la mentalité québécoise.

M. Chaloult (Québec) mentionne le nom de M. Joseph De la Durantaye pour effectuer le travail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un puriste.

Il (l'honorable M. Duplessis) parle ensuite de la facilité plus grande qu'ont nos cousins d'Europe d'apprendre leur langue, de leur vocabulaire plus considérable qui permet de trouver le mot juste. Aujourd'hui, déclare-t-il, malheureusement, tout se fait en série au lieu de se faire en esprit.

M. Chaloult (Québec): Le premier ministre a-t-il quelqu'un en vue pour la tâche de réviser les Statuts?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avez-vous des noms à me suggérer?

M. Chaloult (Québec): Non.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai consulté récemment un ouvrage remarquable et qui était dû à M. Gérard Trudel, avocat, professeur à l'Université de Montréal. J'en connais un autre qui ferait probablement l'affaire, mais ça lui prend deux ans pour se tourner de bord!

M. Chaloult (Québec): Un avocat occupé n'acceptera jamais une pareille charge.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout dépend des émoluments. Il s'agit ici d'un devoir public et les mieux doués se doivent de faire bénéficier la province de leur talent.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre a-t-il une idée sur la question des deux textes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, consultez ceux qui seront appelés à faire la révision. Je ne veux pas exprimer d'opinion d'avance, l'opposition va dire que je suis préjugé.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne suis pas du tout surpris de la réponse du premier ministre.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 11 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sinistrés de Rimouski

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14

concernant l'aide aux sinistrés de Rimouski soit maintenant lu une deuxième fois.

À cause de la rareté de la main-d'œuvre et des matériaux, certains sinistrés n'ont pas encore pu reconstruire leur maison, et il importe de prolonger d'un an le délai pour ce faire. J'ai reçu, dit-il, du conseil de ville de Rimouski, des représentations à l'effet que les matériaux étaient difficiles à obtenir et que la situation était telle que le délai fixé au 1^{er} août 1951 n'était pas raisonnable.

Pour bénéficier de l'octroi fédéral-provincial, accordé à la suite de la conflagration, les sinistrés devaient se reconstruire avant le 1^{er} août. Cette disposition avait été prise pour que le malheur ne devienne pas une source d'enrichissement. Mais il faut maintenant compter avec les circonstances. Nous avons trouvé raisonnable la demande du conseil de Rimouski.

Le gouvernement provincial, en plus de donner un octroi de \$2,500,000, a permis que les sinistrés bénéficient de la loi d'aide à l'habitation, sous forme de réduction des intérêts sur les prêts consentis. Le gouvernement paie la différence entre l'intérêt payé par les emprunteurs et l'intérêt exigé par les prêteurs. De plus, la législation provinciale donne à la municipalité de Rimouski le droit de prêter aux sinistrés.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne m'objecte pas à la loi, mais je demande si tous les fonds souscrits au comité Gagnon-Rivard ont été distribués.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais une petite somme a été gardée en réserve pour parer aux cas d'urgence.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande que le gouvernement publie une liste complète des souscripteurs et des personnes qui ont reçu du secours à même les fonds créés pour leur venir en aide.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette affaire ne relève ni de la loi, ni de la responsabilité, ni des prérogatives des députés, puisqu'il s'agit de contributions individuelles.

Cette conflagration de Rimouski a donné lieu à une émouvante manifestation de solidarité nationale et internationale. Non seulement le gouvernement fédéral a souscrit généreusement, mais l'Angleterre, la Colombie-Britannique et les

États-Unis ont contribué, en même temps que des milliers de citoyens qui ont transmis au chef du gouvernement de Québec des sommes d'argent pour être appliquées à secourir les victimes du feu.

M. Chaloult (Québec): Le premier ministre a dit que tout l'argent n'a pas été distribué. Ces sommes ont été offertes pour les sinistrés. Pourquoi pas leur distribuer ce qui leur revient?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet argent m'a été envoyé en fidéicomis pour être employé comme je le jugerais bon, dans l'intérêt des sinistrés. On avait confiance en moi. En conscience, nous sommes obligés d'administrer ces argents comme si c'était du domaine public.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 14 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

Première séance du vendredi 23 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de la ville de Coaticook

M. Gérin (Stanstead) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Goudreau), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des légataires de la succession de Hugh Quinlan, demandant l'adoption d'une loi tendant à partager une portion du capital de ladite succession;
- de la ville de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Sir Frederick Caron et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant les requérants et leurs successeurs en corporation sous le nom de Reddy Memorial Hospital;

- des Filles de la charité du Sacré-Cœur de Jésus, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur acte d'incorporation;

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la commission scolaire de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi annexant à ladite commission certains territoires et autres pouvoirs.

Projets de loi:

Charte de la ville de Lauzon

M. Samson (Lévis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 modifiant la charte de la ville de Lauzon.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la cité de Québec

M. Matte (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 150 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession de Hugh Quinlan

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 163 concernant la succession de Hugh Quinlan.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Saint-Laurent

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 179 concernant la Commission scolaire de Saint-Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Filles de la charité du Sacré-Cœur de Jésus

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 181 modifiant la loi

constituant en corporation Les Filles de la charité du Sacré-Cœur de Jésus.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Reddy Memorial Hospital

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 182 constituant en corporation Reddy Memorial Hospital.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la cité de Hull

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 183 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la ville de Sherbrooke

M. Goudreau (Richmond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 185 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la ville de Terrebonne

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 modifiant la charte de la ville de Terrebonne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la ville de Saint-Michel

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 modifiant la charte de la ville Saint-Michel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la cité de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville de Saint-Vincent-de-Paul

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 concernant la corporation de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la ville de Sainte-Thérèse

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 refondant la charte de la ville de Sainte-Thérèse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la cité d'Arvida

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 modifiant la charte de la cité d'Arvida soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny

M. Lizotte (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Taxe d'éducation dans la ville de Terrebonne

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 autorisant l'imposition d'une taxe d'éducation dans la ville de Terrebonne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la ville de
Jacques-Cartier**

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 modifiant la charte de la ville de Jacques-Cartier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Horlogers-bijoutiers

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 du Collège des horlogers-bijoutiers de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Changement du nom Snoswell

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 changeant le patronyme Snoswell en celui de Jameson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la cité de
Rivière-du-Loup**

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la ville de
Louiseville**

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 modifiant la charte de la ville de Louiseville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la cité de
Sillery**

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 modifiant la charte de la cité de Sillery soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la cité de
Saint-Hyacinthe**

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la cité de
Salaberry-de-Valleyfield**

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Corporation municipale de la
paroisse de Saint-Laurent**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la ville de
Sainte-Rose**

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 modifiant la charte de la ville de Sainte-Rose soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Saint-Jean-de-Brébeuf
et ses Compagnons Martyrs**

M. Marcotte (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Jean-de-Brébeuf et ses Compagnons Martyrs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ville de Côte-Saint-Luc

M. Gatien (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 constituant en corporation la ville de Côte-Saint-Luc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Canton Langelier et
Rivière-Croche**

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 concernant la municipalité du canton Langelier, la municipalité scolaire de Rivière-Croche, les limites de ces municipalités et l'évaluation de certains biens situés dans lesdites limites soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission scolaire
de Joliette**

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Joliette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Institut des Sœurs
du Perpétuel Secours**

M. Bélanger (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 modifiant la charte de l'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Compagnie
d'immeubles Atlas**

M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 concernant la compagnie d'immeubles Atlas soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dan Roston

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Dan Roston au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
de John Parker**

M. Gatien (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 concernant la succession de John Parker soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Régie des loyers

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 30 modifiant la loi concernant la Régie des loyers.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 modifiant la loi concernant la Régie des loyers soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Ross (Montréal-Verdun) rappelle l'historique de la loi des loyers, sa sanction le 7 mars 1951, son entrée en vigueur le 1^{er} mai 1951, à l'expiration de la loi fédérale. L'application de la loi provinciale des loyers a entraîné. Pendant des semaines, propriétaires et locataires sont restés dans l'indécision.

On a tardé à nommer les commissaires. Il a fallu attendre juillet pour la nomination des administrateurs. On a tardé jusqu'au 1^{er} août la date à laquelle se mettait en branle l'administration des loyers. À cette date, seulement quatre bureaux ont été ouverts dans des écoles à Montréal pour tenter de régler des milliers de cas. Le bureau de Verdun n'a été ouvert que le 23 juillet. Les bureaux des administrateurs n'étaient pas plus tôt ouverts dans les écoles qu'il a fallu les déménager pour laisser la place aux écoliers.

Pendant ce temps, l'incertitude et l'angoisse ont régné dans l'esprit des locataires. On a multiplié

les décrets modifiant ou complétant la loi. Tout cela a créé une grande confusion et de l'incertitude. On a rendu difficile la tâche de se renseigner, car il faut compulsier, outre la loi, une foule de documents. Certains propriétaires profitant de cette situation ont fait pression sur leurs locataires pour qu'ils signent des baux augmentant des loyers de 25 %, 40 %, 45 %, et même plus. Pour beaucoup de propriétaires et de locataires, les derniers mois ont été des mois d'inquiétude.

À Montréal, les premières réclamations n'ont été étudiées qu'au début d'octobre. On a commencé avec une centaine de cas par jour, et ce 23 novembre, soit sept mois après l'entrée en vigueur de la loi, dans toute la province, une foule de réclamations n'ont pas encore été examinées. Dans l'interprétation des mesures provinciales sur les loyers, les administrateurs sont dans un joli fouillis puisqu'ils doivent se reporter à la loi du 7 mars et aux règlements adoptés depuis et au bill d'amendement actuel. Cette situation ne peut durer.

Le bill semble vouloir donner de trop grands pouvoirs à certains points de vue au gouvernement et lui permettre de modifier ou d'abroger des dispositions de la loi et d'édicter des peines contre les transgresseurs. Par ailleurs, la population aurait voulu que la commission des loyers fixe une limite précise aux augmentations possibles de loyer, fixe cette limite sous forme de pourcentage, et si la hausse doit être permise, qu'elle fixe l'obligation pour les propriétaires qui veulent reprendre leur maison de prouver qu'ils en ont besoin et le droit enfin de s'adresser à l'administration des loyers et de demander une réduction des loyers dans le cas de baux consentis depuis la passation de la loi quand il y a eu pression de la part des propriétaires.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je veux signaler que la loi provinciale des loyers a été proclamée le 30 avril 1951. Ce n'est que deux mois et demi¹ plus tard que les premiers bureaux des administrateurs ont été ouverts. La loi est entrée en vigueur le 30 avril et ce n'est qu'à la mi-juillet que les administrateurs sont entrés en fonction. Je ne veux pas répéter ce que vient de dire le député de Montréal-Verdun (M. Ross), mais je signale que l'incertitude et l'angoisse ont régné dans l'esprit des locataires.

La situation a été rendue plus complexe par la multitude des déclarations faites sur la portée de cette loi par le premier ministre et par les administrateurs, déclarations qui ne cadraient pas toujours ensemble. C'est ainsi que le premier ministre a parlé d'avis que les propriétaires devaient donner avant le 1^{er} août,

tandis que des administrateurs parlaient du 1^{er} septembre. Plus tard, le premier ministre a, à son tour, parlé du 1^{er} septembre. Dans l'intervalle, les gens se sont demandé qui, du premier ministre ou des administrateurs, avait raison.

Or, la plupart des locataires ne sont pas des avocats ou des notaires et ils ne pouvaient se renseigner véritablement sur la situation devenue encore plus complexe et plus inextricable à la suite des nombreux amendements apportés à l'administration de la loi au cours de l'été.

En outre, à la dernière session, nous avions dit qu'un administrateur était insuffisant pour Montréal. Les événements nous ont donné raison, et bientôt le gouvernement a dû adopter un règlement qui permettait la nomination de huit adjoints à l'administrateur. Mais ce maximum a été insuffisant et, le 17 octobre 1951, le nombre des assistants de l'administrateur était porté à 15.

À mon avis, la loi se divise en deux parties, la première comprenant l'incorporation en forme statutaire des règlements adoptés par le cabinet et la seconde, des dispositions nouvelles.

Il (M. Marler) reproche aux rédacteurs du projet de loi de n'y avoir pas incorporé les stipulations des décrets modifiant la loi du 7 mars. La plupart des incorporations des règlements dans la loi ont été mises dans le projet discuté, mais je trouve étrange qu'on n'y ait pas mis le règlement qui défend au propriétaire d'exiger d'un locataire subséquent un loyer plus élevé que celui qu'il recevait du locataire précédent, sans avoir obtenu de la Régie des loyers un permis à cette fin. C'est une disposition très favorable aux locataires et je considère qu'elle plafonne les loyers dans la province. C'était nécessaire et je suis favorable à ce plafonnement, mais je trouve singulier que le gouvernement n'ait pas intercalé ce règlement dans la loi que nous discutons.

Je regrette également que la loi ne règle pas le problème des baux volontaires conclus entre locataires et propriétaires, sous la pression de ces derniers.

Il (M. Marler) énonce ensuite un principe qu'il aurait fallu respecter en l'occurrence, savoir placer dans la loi tous les règlements, sans aucune exception. On aurait dû consolider dans la nouvelle mesure tous les règlements édictés depuis l'entrée en vigueur de la loi actuelle. Il y a des dispositions très importantes qui ne sont pas dans la loi et que l'on trouve uniquement dans les règlements. On consacre, en premier lieu, le principe de la conciliation entre propriétaires et locataires. Je suis en faveur de cette conciliation, ajoute-t-il, parce qu'elle évite des

procès et parce qu'il faut prendre tous les moyens d'amener les deux groupes à s'entendre à l'amiable.

La disposition la plus importante du bill est celle qui permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'amender des articles de la loi, de les abroger si c'est nécessaire, et d'imposer des amendes. J'admets qu'il faut une certaine flexibilité, mais je ne peux pas approuver cette façon de procéder, surtout en ce qui concerne l'imposition des amendes. Après ces restrictions, la loi est bonne dans son ensemble et elle constitue une amélioration sur celle de l'an dernier.

Parmi les dispositions que nous approuvons, il y a celle qui met l'usufruitier sur le même pied que le propriétaire quand il s'agit de reprendre possession de la maison dont il a besoin pour lui ou sa famille; il y a celle aussi qui stipule qu'un locataire ne peut être évincé d'un logement, entre le 31 octobre et le 1^{er} mai, qu'à moins d'un besoin impérieux et urgent qui n'a pu être prouvé avant. Enfin, le principe de la conciliation me paraît excellent. L'opposition libérale votera donc en faveur du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande aux députés si d'autres ne veulent pas exprimer leur point de vue, car il veut fournir à tous et chacun l'occasion de formuler des suggestions.

(Personne ne relève son invitation)

J'insiste sur le fait que l'institution d'une régie des loyers est une chose extraordinaire et anormale en soi, mais qui répond à des conditions et des circonstances elles-mêmes extraordinaires et anormales. Celui qui est légitimement et honnêtement propriétaire a droit au respect de sa propriété, mais il arrive que, dans certaines périodes d'exception, le gouvernement soit forcé d'intervenir pour la sauvegarde de l'intérêt public qui doit primer l'intérêt particulier.

La province n'est intervenue que lorsque les autorités fédérales ont abandonné leur juridiction en la matière. Elle se devait d'agir de la sorte parce que la Cour suprême du Canada avait déclaré constitutionnelle la position prise par le fédéral. Le gouvernement fédéral ayant décidé de mettre fin à son contrôle le 30 avril, la loi provinciale ne pouvait entrer en vigueur que ce jour-là à minuit. Mais la régie fédérale avait créé une situation compliquée. Je n'ai pas été me prononcer sur les critiques justifiées ou non que l'on a formulées envers elle.

Nous n'avons pas hésité à prendre nos responsabilités malgré que nous héritions d'une situation gâtée. Je tiens à noter que la succession que nous prenions se présentait sous un aspect complexe. Nous avons laissé trois semaines devant le public le premier projet de loi que nous avions l'intention de

soumettre aux Chambres; puis, au cours de la discussion elle-même entre les députés, nous avons fourni à tous l'occasion de se prononcer. Tout a été expliqué, discuté, compris, après quoi la loi a été votée unanimement. La loi se trouve donc à avoir reçu ainsi la plus grande publicité possible, celle de l'Assemblée législative dont les débats sont rapportés par les journaux. La loi fut finalement votée à l'unanimité. Le public a eu ensuite toute l'occasion de se renseigner.

De son côté, le gouvernement a reçu des lettres de toutes parts, particulièrement des unions ouvrières, de locataires, d'associations sociales et religieuses; toutes ces lettres approuvaient notre loi et on notait, presque toujours, une comparaison entre la régie provinciale et la régie fédérale à l'avantage de la régie provinciale. Le système du Québec est meilleur que celui du fédéral qu'il a remplacé, parce que le système provincial encourage les ententes à l'amiable entre les locataires et les propriétaires. Les propriétaires ont des droits, les locataires ont des droits, et le public en général a des droits. Lorsqu'une entente est impossible, les administrateurs locaux prennent en charge le dossier, et la décision rendue peut être portée en appel devant une commission de contrôle provinciale. Il (l'honorable M. Duplessis) poursuit en disant que le système provincial offre aussi une consultation juridique sans frais aux parties concernées.

Il s'agit d'une mesure entièrement nouvelle pour la province. Le gouvernement a dû, de toutes pièces, mettre sur pied l'administration pour appliquer la loi. Mais l'administration des loyers n'est pas le seul problème qui se pose au gouvernement. Néanmoins, le gouvernement a fait diligence. Pour ne pas aggraver la crise des loyers, crise réelle et sans laquelle une régie n'aurait pas été nécessaire, le gouvernement s'est servi des locaux à sa disposition pour recevoir le public. Il a employé les écoles, en décentralisant les endroits où l'on pouvait aller aux renseignements et chercher les formules.

En résumé, tout le monde s'accorde pour reconnaître que, dans les circonstances exceptionnelles qui prévalent actuellement, la loi des loyers est une loi excellente, qui se compare avantageusement à la loi fédérale et à l'application de laquelle le gouvernement a fait tout ce qui était humainement possible de faire.

Il (l'honorable M. Duplessis) mentionne les hommes désignés par son gouvernement à la Régie des loyers, comme le juge Régnier, le notaire Savignac, M. O'Meara. Il insiste sur le fait qu'il n'y a pas eu de politique de faite dans ces nominations.

Nous avons nommé, dit-il, des conseillers chargés de renseigner gratuitement le public et qui sont payés par la province. La loi actuelle coûte près d'un million par année à la province. Ce n'est qu'à l'usage qu'on s'aperçoit des améliorations à apporter à une loi; c'est la raison du projet de loi. Il en a été ainsi dans le cas de la loi des loyers et le gouvernement, après avoir constaté les améliorations à apporter à la loi, a fait ces améliorations.

Je reproche à l'opposition d'avoir critiqué le fait que la loi soit assujettie à des règlements. Le pouvoir de réglementer est un accessoire indispensable de la loi. La loi est tellement bonne que tout le monde l'a approuvée. Nous améliorons le bon.

Il faut avoir une loi souple. Les conditions peuvent changer. Il faut être en mesure de faire face à des situations changeantes. Il y a 50 lois qui donnent un tel pouvoir. Si la loi des loyers est une loi d'intérêt public, elle ne concerne cependant qu'une minorité. Elle ne vise qu'à prévenir les abus d'une minorité. La majorité des propriétaires et des locataires n'ont pas besoin de cette loi.

Il n'est nul besoin d'inclure dans le bill 30 l'article relatif au pouvoir de réglementation, ce pouvoir étant facilement prévu par l'ancienne loi, mais nous avons voulu rendre la loi plus claire. L'opposition se plaint quand nous ne rendons pas une situation claire et, quand nous la rendons claire, elle se plaint encore.

La loi passée au sujet des loyers est la meilleure possible dans les circonstances, et ce fait a été démontré par les félicitations unanimes qu'elle a provoquées. L'opposition elle-même a dû reconnaître que c'est une bonne loi.

Est-ce que le chef de l'opposition a reçu un télégramme de M. Walter Thompson? Ou le chef de l'opposition a-t-il envoyé un message de condoléances au chef libéral ontarien (M. Thompson)? On sait que M. Thompson est un ancien collègue de M. Lapalme à Ottawa, qui a démissionné comme lui pour se lancer dans le champ provincial et qui eu le sort que le peuple réserve à l'ancien député fédéral de Joliette-L'Assomption-Montcalm. Vous savez sans doute qu'il y a eu des élections en Ontario.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas communiqué avec M. Thompson et je n'ai pas envoyé de télégramme à M. Frost comme l'a sans doute fait le premier ministre. Pas plus que je n'en ai reçu de ce dernier.

Je ferai remarquer au premier ministre qu'il y a quelques semaines, Gallup a attribué à M. Frost et au Parti progressiste-conservateur 48 % des voix;

avec ça, il a balayé la province d'Ontario. À la même époque, Gallup a accordé au Parti libéral du Québec un même pourcentage de voix. Cela signifie que nous ferons exactement comme M. Frost aux prochaines élections provinciales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est évident qu'en dépit de la crise du logement, il y a des chambres à louer du côté de l'opposition. Gallup s'est trompé de 2 %. Ça veut dire que ce n'est pas très sûr. M. Frost a recueilli 50 % des suffrages. Et voilà pourquoi M. Thomson, qui était jadis député libéral à Ottawa et collaborateur de M. Lapalme, se trouve maintenant assis entre deux sièges puisqu'il avait laissé son siège d'Ottawa. M. Thomson avait promis la lune.

Les électeurs l'ont planté là, l'ont laissé tomber. L'opposition devrait voir là l'image de ce qui va leur arriver dans la province de Québec aux prochaines élections. La province n'aime pas ceux qui sautent d'Ottawa à Québec, ou vice-versa. Elle est pour la stabilité, donc pour l'Union nationale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le

premier ministre ne parlait pas comme cela quand l'honorable trésorier provincial, M. Onésime Gagnon, nous est arrivé d'Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui, mais le trésorier n'est pas venu ici en chef; il a joué le rôle important de lieutenant, c'est tout. Il n'a jamais trahi ses électeurs en ne s'acquittant pas d'un mandat comme ceux qui, élus pour cinq ans, ont donné leur démission. L'opposition, c'est de valeur, mais elle est décapitée pour longtemps.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il

fut question du trésorier provincial comme chef avant que, dans des circonstances particulières, le chef conservateur actuel soit nommé. Tout le monde se rappelle qu'il a eu l'ambition d'être le chef.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ceci prouve que, dans notre parti, il n'y a pas qu'un bon homme. L'opposition, elle, a dû parcourir 300 milles pour se trouver un chef, ce qui n'est pas un compliment pour l'opposition.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): (En

riant) Il est regrettable qu'à l'article 1, très important, du bill des loyers, nous n'ayons pu concilier tous les points de vue. Nous allons nous fier à la règle électorale, et ça, en temps et lieu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(En riant) C'est ça, M. l'Orateur! Voilà l'opposition qui veut maintenant régir les électeurs. Cela montre bien leur mentalité tyrannique dans un régime démocratique et qui ne convient pas à la province de Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ça fait rire tout le monde, d'entendre le mot "tyran" dans la bouche du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai pas tiré fort.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 1 de ladite loi est modifié:

"a) en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

"a) "administrateur": un officier préposé à l'administration de la présente loi dans le territoire pour lequel il est nommé et un assistant de cet officier;"

"b) en remplaçant le paragraphe *e* par le paragraphe et l'alinéa suivants:

"e) "maison": une maison, un logement, un appartement, habituellement occupés comme lieux d'habitation.

"Le fait qu'un locataire utilise, pour y exercer sa profession, son art, son métier ou son négoce, une ou deux pièces de la maison qu'il habite régulièrement, n'a pas pour effet de soustraire cette maison à l'application de la présente loi, pourvu que l'espace ainsi utilisé n'excède pas le tiers de l'espace total de la maison."

M. Ross (Montréal-Verdun): La nouvelle loi fait-elle disparaître le contrôle sur les chambres?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai reçu une délégation de personnes qui se plaignent des règlements de zonage de Westmount et de Montréal et qui interdisent les maisons de chambres. Selon ces personnes, si les règlements demeurent en vigueur, les locataires de ces chambres devront partir et la situation des loyers sera empirée. Les maisons de chambres déprécient la propriété. Ces maisons ne sont pas tolérées par les règlements de zonage. Ce sont les municipalités qui sont les mieux placées pour juger de cette question. J'aimerais savoir ce qu'en pense l'opposition.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne connais pas de problème plus important que celui-là. Il (M. Marler) cite le cas du quartier Saint-André, dans Westmount, où les règlements de construction ne permettaient que des maisons unifamiliales. Les règlements de guerre, du gouvernement fédéral, ont suspendu ces dispositions de zonage, et ces quartiers furent envahis par des maisons de chambres, ajoute-t-il. La partie résidentielle est devenue très limitée. On assiste d'ailleurs à un phénomène assez généralisé. Les parties résidentielles sont donc envahies par les maisons de chambres et ceux qui désirent demeurer dans un quartier exclusivement résidentiel doivent s'établir en dehors de la ville.

J'habite la rue McGregor, reconnue comme résidentielle. À l'est de ma résidence, il y a des maisons de pension et, à l'ouest, deux maisons de chambres. Dans la rue, nous avons plusieurs maisons de chambres, les unes bien tenues et les autres moins bien tenues. En été, nous voyons des gens sans chemise s'asseoir devant la maison. Tout cela réduit la valeur de la propriété. Est-ce inévitable?

J'espère que non. Le premier ministre a raison quand il dit que c'est une question locale et qu'il faut respecter l'autonomie des municipalités. Mais il faut que les conseils municipaux s'occupent d'urbanisme.

Il faut que les quartiers résidentiels ne soient pas envahis par les maisons de chambres et les maisons de pension; il est parfaitement justifiable de vouloir que des rues soient entièrement réservées à des maisons unifamiliales. J'espère que le gouvernement fera respecter l'autonomie des conseils municipaux, mais que les conseils municipaux prendront leurs responsabilités.

La loi n'est-elle pas d'une application fort coûteuse? Il (M. Marler) cite le cas d'une agglomération de deux villes où un régisseur, un secrétaire, un évaluateur de loyers et des conseillers juridiques ont été nommés au salaire global de

\$10,000 par année et où 30 plaintes seulement ont été déposées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande de citer le cas.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) refuse en disant qu'il ne veut nuire à personne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un manque de courage de la part du député de Westmount-Saint-Georges. Quand nous nommons un administrateur, nous ne pouvons savoir à l'avance combien il y aura de plaintes. Il est impossible de nommer un régisseur sans nommer également un évaluateur et un secrétaire; et il faut également nommer des conseillers juridiques. Il se peut que, dans certains cas, les régisseurs n'aient pas eu un gros travail à accomplir. Cela prouve que la loi est bienfaisante et qu'il n'a pas été nécessaire de faire des appels.

Mais on remarquera aussi la grande sagesse de la loi. La grande majorité des nominations sont mensuelles, de sorte que lorsque les services de ce personnel ne seront plus requis, l'engagement pourra prendre fin.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je me demande si, à la lumière de ces faits, il ne serait pas préférable dans certains cas de nommer des régisseurs régionaux pour un certain nombre de petites villes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans certains cas, ce sera possible et il peut se présenter des cas où la chose sera impossible. Mais le gouvernement verra à assurer l'administration la plus économique possible.

Concernant la Régie qui pourrait posséder des pouvoirs très larges, les communistes à Verdun avaient suggéré de multiplier les plaintes au sujet des loyers, afin de bloquer le travail de cet organisme. Grâce aux pouvoirs qu'elle possède, la Régie a pu agir d'urgence. S'il n'y avait pas eu pénurie de logements, il n'y aurait pas eu de règles.

La pénurie existait pour nous comme pour tout le monde. Nous avons utilisé les écoles et donné ainsi une grande facilité d'accès auprès des administrateurs à tous les intéressés. Nous avons ensuite trouvé des locaux permanents. Quant aux nominations que nous avons faites, l'opposition n'y a pas trouvé un seul motif de reproche en dépit de sa tendance à tout critiquer.

L'administration de la loi coûte \$1,000,000 par année. Les règlements édictés sont tellement bons que l'opposition reproche au gouvernement de ne pas tous les incorporer dans la loi. Bref, notre loi a reçu un appui unanime et l'opposition admet, aujourd'hui, que les amendements l'améliorent encore. Que veut-on de plus?

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 8 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 23 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Léo Capiello

M. Rennie (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Cottingham), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Léo Capiello, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à pratiquer comme comptable public, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de Léo Cappiello, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à pratiquer comme comptable public.

Projets de loi:**Régie des loyers**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 30 modifiant la loi concernant la Régie des loyers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 8 de la loi concernant la Régie des loyers (14-15 George VI, chapitre 20) soit remplacé par le suivant:

"8. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme aussi un administrateur des loyers pour chaque territoire qu'il désire et fixe sa rémunération.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adjoindre aux administrateurs les assistants qu'il juge nécessaires pour la prompte expédition des affaires qui leur sont soumises. Ces assistants exercent, dans les territoires pour lesquels ils sont nommés, la même juridiction et les mêmes pouvoirs que les administrateurs auxquels ils sont adjoints, en ce qui concerne l'audition et la décision des demandes faites à ces derniers. Ils sont, au surplus, soumis à la direction de ces administrateurs."

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 30 modifiant la loi concernant la Régie des loyers.
Adopté.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 30 modifiant la loi concernant la Régie des loyers.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 9, paragraphe 24a:
"24a. L'administrateur, en accueillant une demande faite en vertu des articles 23 et 24, peut accorder au locataire, pour l'évacuation de la maison, un délai qu'il juge équitable mais ne dépassant pas soixante jours à compter de la date de sa décision et, dans ce cas, le locataire n'est réputé occuper cette maison sans droit qu'à compter de l'expiration de ce délai."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Les 60 jours ne sont pas pour encourager la négligence. Tout dépendra des circonstances. Vous comprenez qu'il peut se présenter, par exemple, un cas de maladie.

Le comité étudie l'article 9, paragraphe 24c qui se lit comme suit:

"24c. La décision de l'administrateur ou, en cas d'appel, celle de la Commission, accordant au propriétaire la possession d'une maison en vertu des articles 23 et 24, peut être homologuée par jugement de la Cour de magistrat ou d'un magistrat de district siégeant dans le district judiciaire où est située la maison concernée. Ce jugement est exécutoire quinze jours après sa date, à moins que l'administrateur n'ait accordé, en vertu de l'article 24a, un délai s'étendant au-delà de ces quinze jours, auquel cas le jugement est exécutoire à l'expiration de ce délai.

"Ce jugement est rendu sur production d'une copie de la décision de l'administrateur et, le cas

échéant, d'une copie de la décision de la Commission.

"La décision de l'administrateur doit être certifiée par lui ou par son secrétaire ou par l'assistant administrateur qui l'a rendue, et celle de la Commission, par un commissaire ou par le secrétaire de la Commission."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Entre autres choses, cette mesure permet d'affirmer les prérogatives de la province en matière de droit civil.

La loi des loyers n'est pas la seule loi provinciale destinée à combattre la crise du logement; il y a en effet la loi pour encourager la construction d'habitations, la loi du crédit agricole qui garde les cultivateurs à la campagne, la loi de l'apprentissage qui forme des maçons, etc.

Le comité étudie l'article 9, paragraphe 24d:

"24d. Le propriétaire qui a repris possession d'une maison pour l'une des fins énoncées à l'article 23, ne peut en aucun temps, par la suite, la louer ou en permettre l'usage pour une autre fin, à moins d'avoir obtenu de l'administrateur l'autorisation de ce faire et, s'il s'agit de la louer, la fixation d'un loyer minimum.

"Cette autorisation doit être refusée si l'administrateur, ou la commission en cas d'appel, est convaincu, d'après la preuve et les circonstances, que le propriétaire était de mauvaise foi en reprenant possession de la maison et que le motif invoqué pour cette reprise de possession était un prétexte pour atteindre une autre fin."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande d'amender l'article 9 en faisant ajouter les mots "au préalable" à la phrase suivante:

"Le propriétaire qui a repris possession d'une maison ne peut en aucun temps, par la suite, la louer ou en permettre l'usage pour une autre fin, à moins d'avoir obtenu au préalable de l'administrateur l'autorisation de ce faire et, s'il s'agit de la louer, la fixation d'un loyer minimum."

L'amendement est adopté.

L'article 9 ainsi amendé est adopté.

L'article 10 est adopté.

Le comité étudie l'article 11, paragraphe 26a qui se lit comme suit:

"26a. L'administrateur peut accorder l'annulation d'une prolongation de bail lorsque, par suite de vétusté, de délabrement, d'un événement fortuit ou de force majeure, la maison menace de ruine et devient dangereuse pour le public ou les occupants.

"Il peut aussi permettre au propriétaire qui le désire de faire des réparations à cette maison et, à cette fin, en ordonner, si nécessaire, l'évacuation temporaire, aux conditions qu'il juge opportunes de fixer pour la protection des droits du locataire."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Cet article serait dangereux si l'administrateur ne l'applique pas à la lettre.

L'article 11 est adopté.

Le comité étudie l'article 12, paragraphe 27a qui se lit comme suit:

"27a. L'administrateur peut permettre la subdivision, en plusieurs logements, d'une maison spacieuse occupée par un seul locataire en vertu d'une prolongation de bail, aux conditions qu'il détermine pour la protection des droits du locataire."

M. Ross (Montréal-Verdun) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas raisonnable de laisser une vaste demeure à l'usage exclusif d'un égoïste. Cet article est pour procurer un toit au plus grand nombre possible de personnes.

L'article 12 est adopté.

Le comité étudie l'article 13, paragraphe 28a qui se lit comme suit:

"28a. Dans le cas de vente de mobilier par le locateur au locataire comme condition ou à l'occasion d'un bail, le locataire peut, en alléguant sous serment qu'il y a lieu de croire que le prix de vente de ce mobilier est exagéré et constitue un subterfuge pour exiger de lui un supplément déguisé de loyer, s'adresser à l'administrateur pour faire évaluer ce mobilier; pour les fins de la présente loi, l'évaluation de l'administrateur fait foi de la valeur de ce mobilier.

"Cette demande doit, à peine de nullité, être faite dans les soixante jours de l'entrée en vigueur du présent article, s'il s'agit d'un bail antérieur au vingt novembre 1951, ou dans les soixante jours qui suivent la passation, s'il s'agit d'un bail postérieur à cette date.

"Le locataire a droit d'action contre le locateur pour recouvrer la différence entre la valeur du mobilier telle que fixée par l'administrateur et le prix qu'il en a effectivement payé au locateur. Cette action se prescrit par un an."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas de sympathie pour les propriétaires qui ont voulu exploiter leurs locataires, mais je me demande si la rétroactivité est juste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, car l'article ne fait que préciser l'ancien article 28 qui interdisait à un propriétaire d'exiger tout supplément déguisé de loyer.

L'article 13 est adopté.

L'article 14 est adopté.

Le comité étudie l'article 15 qui se lit comme suit:

"31. L'article 31 de ladite loi est modifié:

"a) en ajoutant après le mot "loi", dans la troisième ligne du paragraphe *a*, les mots "ou ayant l'effet de la modifier ou d'en abroger des dispositions";

b) en y ajoutant, après le paragraphe *c*, le suivant:

"d) édicter des peines pour violation des prescriptions de la présente loi;";

"c) en classifiant comme *e* le paragraphe *d*."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Au sujet de l'amendement du paragraphe, il s'agit là d'un amendement qui permet au gouvernement de changer tout le texte de la loi s'il le désire. Si j'ai quand même pris part à la discussion sur les articles précédents et que j'ai fait des critiques ou des suggestions, continue-t-il, c'est que l'on ne peut y revenir une fois qu'ils ont été adoptés. Il nous est difficile d'accepter cet article et nous voulons signaler dès maintenant que le gouvernement devra porter seul la responsabilité des amendements qu'il apportera au bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'université, au début de notre cours de droit, on nous apprend que les lois n'existent que si on est obligé de les observer et qu'il est possible de les observer. Une obligation qui n'est pas exécutoire n'existe pas.

Nous donnons une sanction nécessaire et indispensable à l'application de la loi. Il faut avoir une loi souple. Les conditions peuvent changer à tout

moment. On doit être en mesure de faire face aux changements de situation. Cinquante lois provinciales confèrent des attributions similaires au gouvernement. Toutes les lois provinciales portent un article semblable à celui-ci, permettant d'imposer des peines à ceux qui enfreignent la loi. Nous donnons des dents à la loi.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne conteste pas la justesse de l'amendement qui a trait à la pénalité, mais je n'approuve pas celui qui a pour but de donner au gouvernement le pouvoir de tout modifier.

L'article 15 est adopté.

L'article 16 est adopté.

Le comité étudie l'article 17 qui se lit comme suit:

"17. L'article 35 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsqu'il juge que les circonstances le justifient, en étendre l'application à toute autre municipalité ou territoire situés dans un rayon de cinq milles d'une cité ou d'une ville."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) exprime la crainte que certains propriétaires profitent de ce que leurs maisons sont situées juste au-delà de ces limites pour tenter d'exploiter leurs locataires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le rayon de cinq milles pourvoit à l'immense majorité des cas. Si cela devenait nécessaire, on verrait à corriger les abus qui pourraient se produire.

L'article 17 est adopté.

L'article 18 est adopté.

Le comité étudie l'article 19:

"19. Les dispositions de la présente loi ont leur effet à compter du jour de sa sanction, sauf les suivantes qui ont leur effet à compter des dates respectives ci-après mentionnées:

"30 avril 1951: articles 2, 3, 4; paragraphes *a* et *b* de l'article 5; article 8; troisième, quatrième, cinquième et sixième paragraphes de l'article 9, édictant les articles 24*c*, 24*d*, 24*e* et 24*f* de la loi modifiée; articles 13 et 14; paragraphe *a* de l'article 15; articles 16 et 17;

"29 septembre 1951: article 7; premier paragraphe de l'article 9, édictant l'article 24*a* de la loi modifiée;

"20 novembre 1951: paragraphe *c* de l'article 5; article 6; deuxième paragraphe de l'article 9, édictant l'article 24*b* de la loi modifiée; articles 10 et 11."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La nouvelle loi n'abroge pas les règlements qui existaient.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce serait une bonne chose de consolider les règlements, de façon à ce que tous puissent les comprendre.

L'article 19 est adopté.

L'article 20 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 30 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne veux pas revenir sur la discussion, mais je tiens à faire certaines réserves. Je reproche au gouvernement ses retards dans l'application de la loi des loyers votée le printemps dernier. Je crois que le gouvernement aurait dû organiser plus tôt la Régie des loyers, qu'il aurait dû ouvrir plus tôt les bureaux de la Commission des loyers. C'est pour cela que la situation est si complexe aujourd'hui.

Quant à l'esprit de la loi, j'estime que la conciliation est une excellente chose, et il y a avantage à apporter ce principe dans la loi. En somme, les dispositions de la loi sont bonnes, la présente loi comporte des améliorations et je favorise son adoption.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le problème est complexe, extrêmement difficile, et rendu plus difficile encore par les défauts de la Régie fédérale des loyers, mais mon gouvernement a fait et continuera de faire son possible pour la solution de ce problème.

La motion est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Corporation scolaire de la ville de Laprairie

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 concernant la corporation scolaire de la ville de Laprairie soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de la ratification d'un achat de propriété pour fins scolaires. Sur cette propriété, les Jésuites avaient une servitude et ils y renoncent.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): L'objet du bill n'est pas indiqué. On ne connaît rien des contrats et il faut s'en tenir à la parole du premier ministre. Nous adopterons ce bill sur division. Il demande au premier ministre de produire les contrats.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) promet de les donner à la gauche sans délai.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 32 sans l'amender.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Lauzon

M. Samson (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 modifiant la charte de la ville de Lauzon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la cité de
Québec**

M. Matte (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la cité de
Hull**

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 modifiant la charte de la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la cité de
Sherbrooke**

M. Goudreau (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Succession
de Hugh Quinlan**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 concernant la succession de Hugh Quinlan soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission scolaire
de Saint-Laurent**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 concernant la commission scolaire de Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Filles de la charité
du Sacré-Cœur de Jésus**

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 modifiant la loi constituant en

corporation Les Filles de la charité du Sacré-Cœur de Jésus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Reddy Memorial
Hospital**

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 constituant en corporation Reddy Memorial Hospital soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 4 heures.

NOTE

1. Il est écrit tel quel dans *Le Soleil* du 24 novembre 1951, à la page 3, mais nous pouvons déduire qu'il s'agit de deux mois.

Séance du mardi 27 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession
d'Édouard Biron**

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de dame Margaret Donahue et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession d'Édouard Biron, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de dame Margaret Donahue et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession d'Édouard Biron.

Rapport des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 112 concernant la communauté des religieuses de l'Hôpital général de Québec;
- bill 146 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 138 concernant le contrat de mariage de Bernard Houle et de Pauline Lefebvre;
- bill 171 concernant la succession de feu Gervais Cousineau;

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 173 modifiant la charte de la Bourse de commerce de Montréal;

- bill 118 régularisant le brevet de cléricature de Joseph-André Mayer;

- bill 142 constituant en corporation l'hôpital d'Argenteuil.

Projets de loi:

**Hôpital
général de Québec**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 concernant la communauté des religieuses de l'Hôpital général de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 112 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Contrat de mariage de
Bernard Houle et Pauline Lefebvre**

M. Bernard (Drummond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 concernant le contrat de mariage de Bernard Houle et Pauline Lefebvre.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 138 sans l'amender.

M. Bernard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession de Gervais Cousineau

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 171 concernant la succession de feu Gervais Cousineau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 171 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Bourse de commerce de Montréal

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 173 modifiant la charte de la Bourse de commerce de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 173 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Joseph-André Mayer

M. Gendron (Montréal-Sainte-Marie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 régularisant le brevet de cléricature de Joseph-André Mayer.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 118 sans l'amender.

M. Gendron (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hôpital d'Argenteuil

M. Cottingham (Argenteuil) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 constituant en corporation l'hôpital d'Argenteuil.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 142 sans l'amender.

M. Cottingham (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Gendron (Montréal-Sainte-Marie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 146 sans l'amender.

M. Gendron (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame Marie Landry, en religion sœur Marie Bernard, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Sœurs de la Charité de Rimouski";

- de la corporation de Saint-David-de-Falardeau, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions et contrats;

- de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Dolbeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Léo Cappiello, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à pratiquer comme comptable public.

Projets de loi:

Ville de Coaticook

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 154 relatif à la ville de Coaticook.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Institut Monseigneur Courchesne

M. Dubé (Rimouski) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 167 constituant en corporation l'Institut Monseigneur Courchesne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la ville de Dolbeau

M. Marcotte (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 184 modifiant la charte de la ville de Dolbeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Résolutions et contrats pour Saint-David-de-Falardeau

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 187 validant certaines résolutions et certains contrats passés par la corporation municipale de Saint-David-de-Falardeau et par les commissaires d'écoles pour la municipalité

de Saint-David-de-Falardeau, dans le comté de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Léo Cappiello

M. Rennie (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 188 autorisant l'Institut des comptables agréés de la province de Québec à admettre Léo Cappiello.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Emprunt de Trois-Rivières

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 31 concernant un emprunt de un million cent soixante-trois mille dollars, par la cité des Trois-Rivières.

À cause de l'urgence du problème, je demande à la Chambre de prendre immédiatement en considération ce bill spécial, dit-il.

Le conseil de ville de Trois-Rivières a fait un emprunt aux États-Unis. Or, en vertu de la loi, le conseil n'a pas le droit de faire un emprunt de gré à gré sans demander l'autorisation à la Commission municipale. Le maire de l'endroit se croyait trop important. Il n'a pas demandé l'autorisation. La loi a pour but de rendre légal l'emprunt qui présentement est illégal à cause de ce manque d'autorisation.

J'ai reçu une résolution du conseil municipal de Trois-Rivières, une résolution me demandant de présenter un bill déclarant cet emprunt légal. Évidemment, si ce bill n'est pas passé, ce n'est pas le conseil qui va en souffrir mais la population de Trois-Rivières. Comme j'ai à cœur les intérêts de la population de Trois-Rivières, je présente une loi dont le but est de faire revivre un emprunt illégal. Il est de notre devoir de ressusciter l'emprunt.

Les avocats américains sont méticuleux. Ils cherchent la bête noire. L'emprunt a pour but de rembourser d'anciens emprunts. Or, les procureurs américains, par l'entremise de leur représentant à Montréal, M. Prud'homme, demandent que non seulement cet emprunt soit ratifié et déclaré légal, mais aussi tous les anciens règlements d'emprunt que le nouvel emprunt va remplacer.

Ainsi, par notre loi, nous allons ratifier une résolution des autorités municipales de Trois-Rivières qui n'ont pas suivi la loi; nous la déclarons valide et incontestable et déclarons les emprunts valides. Le nouvel emprunt va modifier les échéances et il faut par conséquent aussi modifier

l'échéance des anciens emprunts. Nous ratifions donc aussi les résolutions illégales du conseil de ville de Trois-Rivières, car l'autorité municipale de cet endroit s'est crue au-dessus de la loi.

Ce n'est peut-être pas nécessaire, mais la chose nous est demandée par les avocats du syndicat américain qui offre d'acheter l'emprunt. L'offre expire le 1^{er} décembre, de sorte que le bill doit être sanctionné avant cette date. Les intérêts des contribuables de Trois-Rivières sont en jeu. En procédant comme nous le faisons avec un bill du gouvernement, nous évitons des frais aux contribuables de cette ville. Il ne serait pas juste de faire porter aux contribuables de Trois-Rivières le coût d'erreurs commises par certaines autorités municipales qui ont usurpé les pouvoirs d'une autorité supérieure.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Étant donné l'importance de cette mesure pour la ville de Trois-Rivières, je n'ai pas d'objection à ce que le bill subisse ses trois lectures à cette même séance.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1:

"1. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente loi,

"a) la résolution adoptée par le conseil de la cité des Trois-Rivières, le 22 octobre 1951, acceptant l'offre d'achat d'obligations de cette cité, au montant de un million cent soixante-trois mille dollars, et se rapportant aux règlements d'emprunt numéros 135 du 7 mars 1938, 136 du 30 mai 1938, 137 du 7 juillet 1938, 139 du 22 septembre 1938, 174 du 21 juin 1950 et 176 du 16 novembre 1950, est déclarée valide et légale;

"b) les obligations, intérimaires et permanentes, qui seront admises pour donner suite à l'acceptation de cette offre d'achat sont déclarées valides et incontestables, et le ministre des Affaires municipales est autorisé à donner, sur ces obligations, un certificat attestant cette validité et cette incontestabilité."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose un amendement au bill, à la suite d'une demande de M. Prud'homme, représentant montréalais des avocats de la compagnie américaine.

Il (M. Duplessis) propose qu'à la fin de l'article 1a soit inscrit "et lesdits règlements sont aussi déclarés valides et légaux", ainsi qu'un amendement à l'article 1b. Ainsi, l'article 1b devient 1c et l'amendement proposé devient l'article 1b suivant:

"b) Le conseil de ladite cité pourra, par simple résolution, amender lesdits règlements et émettre les obligations en question, de façon à satisfaire aux conditions de l'offre et de l'acceptation ci-dessus mentionnées et l'approbation desdites résolutions par le ministre des Affaires municipales sera suffisante pour valider et légaliser lesdites résolutions et les rendre incontestables."

Cette permission aurait dû décevement être demandée à la Commission municipale, ajoute-t-il. Comme les intérêts de la population de Trois-Rivières sont plus importants, je veux les protéger.

M. Chaloult (Québec): Pourquoi n'a-t-on pas demandé la permission au ministre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parce que certaines gens se croient au-dessus des règlements. On n'a pas été obligé d'agir, car on n'a pas demandé une permission qui aurait dû décevement et convenablement l'être. Suivant la mentalité qui règne en certains quartiers, il y a des gens qui préfèrent déformer et massacrer la vérité, prétendre que les lois ne sont pas faites pour eux plutôt que de respecter l'autorité. Je veux empêcher la population de Trois-Rivières de souffrir. C'est pourquoi je présente cette loi.

M. Chaloult (Québec): A-t-on eu peur d'essuyer un refus? Était-on justifié de craindre ce refus?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, si l'affaire avait du bon sens et était dans l'intérêt public. On n'a pas eu peur de me demander de ratifier l'emprunt. Pourquoi aurait-on eu peur d'un ministre si on n'a pas eu peur du premier ministre?

Le conseil municipal de Trois-Rivières devra adopter une autre résolution pour amender son règlement d'emprunt. La loi lui donne l'autorisation d'amender un règlement par une simple résolution à cause de l'urgence de la situation, et afin d'empêcher les contribuables de Trois-Rivières de souffrir pour les erreurs de certaines gens. L'ancien emprunt était à 3 % et l'emprunt américain est à peu près de 4 %. Ce n'est pas une transaction merveilleuse, mais elle est satisfaisante dans les circonstances.

J'ai reçu une lettre du greffier de Trois-Rivières demandant de présenter ce bill et de continuer à rendre service à ma ville natale. C'est ce que je fais.

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 31 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Acquisition de territoires forestiers

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 21 concernant l'acquisition de certains territoires forestiers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que les avances prévues par l'article 7 de la loi qui accompagne la présente résolution et les autres dépenses occasionnées au gouvernement par l'application de ladite loi soient payées à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 72.

Contre: MM. Dupré, Earl, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 7.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 21 est agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 concernant l'acquisition de certains territoires forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but du projet de loi, dit-il, est de permettre l'expropriation de certaines seigneuries ou de certains terrains qui étaient autrefois des seigneuries, dans les

comtés de Rimouski et de Saguenay, pour fins d'intérêt public, si le propriétaire ne veut pas vendre de gré à gré.

Il arrive que les propriétaires n'exploitent pas les terrains boisés au moment où nous avons besoin de bois de plus en plus pour la petite industrie. Il s'agit d'acquérir des terrains inexploités en les payant leur pleine valeur et en payant tous les dommages prévus, pour favoriser les développements agricoles des paroisses voisines, pour assurer la permanence de la petite industrie et pour empêcher l'exportation du bois aux États-Unis.

Nous avons le droit de faire des échanges, soit pour fins de colonisation, soit pour fins de distribution de limites boisées. Il arrive que ces échanges ne sont pas recommandables parce que les propriétaires ne sont pas dans la situation d'une personne qui exploite une usine fondée sur les opérations forestières. Il nous reste alors un moyen: exproprier. Mais il ne s'agit pas et ne s'agira jamais de confiscation prochaine ou lointaine. Nous voulons avoir le droit, lorsque l'intérêt public sera en jeu, d'exproprier et de procéder rapidement.

Comme dans le cas de la seigneurie Mingan déjà achetée par le gouvernement, certains territoires boisés, sur lesquels le gouvernement n'a aucun contrôle actuellement, nuisent au développement de l'industrie dans la région où ils sont situés, ajoute-t-il. Dans certains cas, on pourrait faire des échanges, mais ces transactions sont devenues impossibles à cause des exigences des propriétaires.

En acquérant la seigneurie de Mingan sur la Côte-Nord, qui appartenait à des étrangers, le gouvernement a fait entrer dans le domaine de la couronne une superficie de 900 milles carrés qui a ouvert à l'exploitation agricole et forestière de vastes terrains. Il a aussi empêché l'exploitation aux États-Unis de bois ouvré. Il a obtenu le même résultat avec l'acquisition des 600 milles de limites forestières de la Québec Pulp, à Péribonka.

Nous voulons donc, par cette loi progressive et nécessaire, exproprier des terrains qui ne servent pas et seraient utiles à l'intérêt public. Aucun bois de pulpe coupé sur les terres de la couronne ne peut être envoyé aux États-Unis sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil. Cette politique permettra au gouvernement de mettre les concessions forestières des terres de la couronne à la disposition des industries plus petites.

Il ne s'agit pas de confiscation prochaine ou lointaine, mais nous voulons que toutes les ressources forestières de la province soient ouvrées dans la province pour que la population en profite au

maximum. Ce sont des centaines de millions de dollars que nous assurons à notre population et nous aidons, encore une fois, à stabiliser la monnaie canadienne, parce que le produit ouvré exporté a bien plus de valeur que le produit brut. Avec cette loi, nous voulons nous entendre avec les propriétaires. S'ils ne veulent pas, nous exproprierons.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

L'article 1 de la loi a une portée énorme et le terrain visé par la loi a une étendue considérable. Ce bill affecte en effet tout le territoire situé entre la Rivière-du-Loup et la rivière Métis, soit une longueur de 60 milles le long du fleuve, par une largeur de peut-être trois milles et plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous ne voulons pas déranger ce qui ne doit pas l'être. Nous ne confiscons rien. Nous payons la pleine valeur. Nous prenons seulement les terrains boisés qui peuvent être plus utiles à l'intérêt public qu'à l'intérêt particulier, la propriété qui n'est pas exploitée.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le territoire dont il est question est plutôt vaste. Sur le territoire visé par le bill, il y a six seigneuries dont trois dans le comté de Saguenay. Il est bon de penser qu'il s'agit de l'expropriation en entier de tout le territoire désigné et que, sur ce territoire, il y a une douzaine de villages. Et puis le gouvernement a le droit d'exproprier en entier ou en partie seulement. La seule condition que lui impose la loi présente, c'est qu'il juge que la présence des seigneuries constitue une entrave au progrès de la région.

Ce principe est faux et il est à l'encontre du Code civil dans la section qui traite de l'expropriation, où on donne comme seule raison du droit d'expropriation l'utilité publique. Je ne crois pas qu'il s'agisse ici de la seule utilité publique, car les mêmes conditions de "freehold" existent ailleurs et le gouvernement ne s'en occupe pas. La présente loi est à l'encontre de l'esprit des dispositions concernant l'expropriation.

Ce que le gouvernement veut c'est de pouvoir, après l'expropriation, faire des concessions à même le terrain ainsi acquis; cela jouera au bénéfice des particuliers et non pas à celui du public en général. Je ne crois pas que le gouvernement ait l'intention d'exproprier tout le territoire mentionné. Il doit y avoir sur ce territoire quelqu'un qui ne se rend pas aux conditions posées par le gouvernement et on veut le forcer à agir.

Il s'oppose également au principe du mandat en blanc de nouveau mis à l'honneur par cette loi. Les dépenses que le gouvernement fera pour ces expropriations ne seront pas soumises à la Chambre et le gouvernement peut payer n'importe quel prix, ajoute-t-il. Nous ne pouvons accepter ce principe d'expropriation sans connaître toutes les conditions qui seront faites, ni accorder un mandat en blanc.

Je connais bien la région que le gouvernement couvre par ce bill et je n'ai jamais constaté que les seigneuries qui y sont constituent un obstacle au progrès. Bien au contraire, j'y ai constaté des progrès considérables chaque année.

Nous ne pouvons pas accepter ce principe du mandat en blanc. Le bill va causer de l'incertitude chez les propriétaires des territoires visés par le bill. Ils seront constamment à se demander quand le gouvernement agira et pendant combien de temps il leur sera permis d'exploiter leurs propriétés et leurs forêts. C'est une loi extrêmement dangereuse, basée sur un mauvais principe, et je suis contre le bill.

M. Chaloult (Québec): La loi me paraît bonne dans l'ensemble. Le bien commun est la loi suprême de l'État. Le chef de l'opposition nous dit qu'il connaît bien la région de Rimouski. Je veux bien, mais qu'il me soit permis d'exprimer une opinion contraire à celle du chef de l'opposition. J'ai souvent entendu dire que l'existence de seigneuries gêne l'essor industriel et économique de la région. Le chef de l'opposition a parlé d'abus possibles. N'y aurait-il pas moyen de préciser davantage, dans l'article du projet de loi, afin de ne plus laisser planer le doute et l'incertitude? La loi n'est-elle pas conçue en termes trop généraux? Est-ce que le projet de loi, tel que rédigé actuellement, ne va pas un peu loin?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition ne comprend pas que le gouvernement, qui représente le peuple, puisse acquérir des biens dans l'intérêt du public. Le droit d'expropriation est un droit fondamental pour toutes les administrations publiques et les services publics le possèdent, ainsi que les chemins de fer. Les conseils municipaux l'exercent. Pourquoi le gouvernement ne pourrait-il le faire, quand il s'agit de l'intérêt public?

De toute façon, une expropriation ne lèse personne, vu qu'elle est subordonnée au paiement du prix des biens et au versement de dommages-intérêts. Dans le projet de loi, rien ne viole la législation générale sur les expropriations. Par ailleurs, le chef de l'opposition dénonce la "carte blanche" que le bill

donnerait au gouvernement. Il est impossible de fixer des prix d'avance. Nous sommes soumis à la décision des arbitres. Le comité d'arbitrage est composé de trois membres: un nommé par le gouvernement, un autre par l'exproprié, et le troisième par les deux précédents.

De plus, si nous inscrivions dans la loi de trop petites sommes, cette loi deviendrait inapplicable. La seule façon de payer les expropriés est de prélever l'argent nécessaire sur le fonds consolidé. Si nous agissons autrement, l'opposition nous accusera de confisquer des terres.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Si un homme est propriétaire d'une terre à bois et veut exporter son bois aux États-Unis, personne ne peut l'en empêcher.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition commet une hérésie en disant qu'on ne peut empêcher le propriétaire d'un terrain boisé d'expédier du bois aux États-Unis. Si un propriétaire utilise son terrain contrairement à l'intérêt public, c'est le devoir de l'État d'intervenir. Nous ne pouvons tolérer que quelqu'un se serve du bois de la province pour faire concurrence à nos industries locales et fournir la matière première à nos concurrents de l'étranger. Je ne comprends pas un pareil raisonnement. Il n'est pas raisonnable de travailler au détriment de notre industrie papetière, la plus importante dans le domaine industriel.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je comprends parfaitement l'utilité des expropriations, par exemple pour les travaux de voirie, de construction de routes ou d'hôpitaux, mais pas pour le cas présent. Je préconise depuis longtemps que la transformation des matières premières se fasse dans la province. Le gouvernement n'a-t-il pas plutôt en vue des cas particuliers? Le gouvernement a-t-il quelque faveur à accorder ou quelques pressions à exercer sur un ou des individus? Je crois que la question de l'exportation du bois de pulpe n'est pas la vraie raison du projet de loi. Je pense plutôt que le gouvernement a des projets d'expropriation bien définis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Personne en particulier n'est visé par le projet de loi. Encore une fois, seule une question d'intérêt public est en jeu. Cette intervention a été demandée notamment par des délégations de paroisses du Saguenay et de Rimouski. J'ai déjà dit que j'avais

reçu la visite d'une délégation de la paroisse Saint-Mathieu, entre autres délégations, accompagnée du député, du maire, des membres des commissions scolaires et de M. le curé. Les délégués ont exprimé le vœu de voir le gouvernement intervenir pour que la petite industrie locale ait les matières premières dont elle a besoin.

Cette petite industrie est essentielle à l'équilibre économique de la région. La seule façon de servir l'intérêt de ces municipalités, c'est de procéder par voie d'expropriation. Les petites industries ont aussi leur droit dans la province et c'est dans l'intérêt public de leur venir en aide.

Il (l'honorable M. Duplessis) cite la seigneurie de Mille-Vaches comme une seigneurie qui pourrait rendre de bons services à la population. À propos de cette seigneurie, la Consolidated Paper voudrait faire des échanges de terrains boisés et obtenir cinq cents fois plus que ce qu'elle n'offre, signale-t-il. C'est une compagnie à compréhension limitée, à entendement nul. C'est la compagnie la plus revêche qui existe.

Des "squatters" se sont installés sur la seigneurie. Nous voulons faire un marché avec la compagnie pour régulariser la situation, mais la compagnie pose des conditions inacceptables. La province aurait payé 500 fois plus que ce que le bien acquis ne valait.

Le projet de loi prévoit des expropriations et non pas des confiscations. Si l'opposition est liée par certains intérêts, nous, nous sommes liés par l'intérêt public.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): À propos de la paroisse de Saint-Mathieu dont a parlé le premier ministre, il est question d'exproprier la seigneurie Rioux alors que non loin de là se trouvent des bois de la couronne. Cette situation m'étonne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sont les curés, les maires, les commissaires des écoles qui réclament les expropriations. Les terres de la couronne ne font pas l'affaire. Ces terres ne suffisent pas à leurs besoins, souvent parce qu'elles sont réservées à la colonisation. La petite industrie de la province a des droits; elle est indispensable à la prospérité générale.

M. Chaloult (Québec): L'article 1 parle de tout territoire détenu ou l'ayant été à titre de seigneurie, ou toute partie d'un tel territoire constituant une entrave. Il me semble vraiment que cela va trop loin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Mais il ne peut pas y avoir d'abus. On ne prend pas un coin de terre pour le donner au premier ministre, ou au chef de l'opposition. On prend pour agrandir le domaine de la couronne. On prend, mais on ne lèse pas les droits des propriétaires, puisqu'on paie et qu'on dédommage.

Nous plaçons dans le domaine public des biens qui appartiennent à des particuliers. Nous ne les donnons pas à Pierre ou à Jacques, mais nous les donnons au peuple. La petite industrie est indispensable à la prospérité générale et nous voulons l'aider, voilà tout.

M. Chaloult (Québec): Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de dire ce qu'on songe à exproprier?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les seigneuries dans les comtés de Rimouski et de Saguenay. Je me rends à la demande des curés et des populations intéressées. Pour ma part, je n'ai pas le temps d'aller prendre des mesures. Ce que je puis dire, c'est que l'intérêt public sera bien servi et que personne ne perdra un sou.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre est très illogique. Il dit qu'il veut alimenter la petite industrie et il ne fait qu'augmenter le domaine de la couronne. On ne doit pas procéder à une expropriation simplement pour agrandir ce domaine.

Par ailleurs, je trouve qu'on demande des pouvoirs trop grands et que les explications du premier ministre ne sont pas claires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous accorderons des concessions forestières aux petits industriels, ce qui n'empêchera pas les territoires concernés d'appartenir toujours à la province, et l'on empêchera l'exportation de notre bois à l'étranger.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) réclame la mise aux voix¹.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé,

Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 72.

Contre: MM. Dupré, Earl, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 7.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la prochaine séance.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 15.

NOTE

1. Selon le *Montréal-Matin* du 28 novembre 1951, à la page 5, les discussions sur ce projet de loi ont duré trois quarts d'heure.

Séance du mercredi 28 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte
de Trois-Rivières**

M. Caron (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bellemare), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 106 autorisant les commissaires d'écoles pour la ville de Rimouski à imposer une taxe d'éducation;

- bill 114 concernant The Protestant Industrial Rooms de la cité de Montréal.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 178 concernant la succession de John Parker;

- bill 128 concernant la compagnie E. et A. Leduc Limitée;

- bill 111 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu d'Alma.

Projets de loi:

**The Protestant
Industrial Rooms**

M. Rennie (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 concernant The Protestant Industrial Rooms de la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 114 sans l'amender.

M. Rennie (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
de John Parker**

M. Gatién (Maisonnette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 concernant la succession de John Parker.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 178 sans l'amender.

M. Gatién (Maisonnette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hôtel-Dieu d'Alma

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu d'Alma.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 111 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxe d'éducation à Rimouski

M. Dubé (Rimouski) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 autorisant les commissaires d'écoles pour la ville de Rimouski à imposer une taxe d'éducation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 106 sans l'amender.

M. Dubé (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Compagnie E. et A. Leduc

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 concernant la compagnie E. et A. Leduc Limitée.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 105 modifiant la charte de la cité de Granby;
- bill 133 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire;
- bill 102 modifiant la charte de la ville d'Asbestos;
- bill 137 modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est;
- bill 130 modifiant la charte de la ville de Berthierville;
- bill 135 modifiant la charte de la cité de Lachine;
- bill 131 modifiant la charte de la ville de Dorion.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 124 changeant le nom de famille de Frederick Augustus Blackadder Koettlitz et autres en celui de Blackadder.

Projets de loi:

Charte de la cité de Granby

M. Choquette (Shefford) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 modifiant la charte de la cité de Granby.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 105 sans l'amender.

M. Choquette (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Pointe-Claire

M. Gatien (Maisonnette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 133 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 133 sans l'amender.

M. Gatien (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

F. A. Blackadder Koettlitz

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 changeant le nom de famille de Frederick Augustus Blackadder Koettlitz et autres en celui de Blackadder.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 124 sans l'amender.

M. Saucier (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte d'Asbestos

M. Goudreau (Richmond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 modifiant la charte de la ville d'Asbestos.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 102 sans l'amender.

M. Goudreau (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Beauceville-Est

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 137 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Berthierville

M. Lavallée (Berthier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 modifiant la charte de la ville de Berthierville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 130 sans l'amender.

M. Lavallée (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Dorion

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 modifiant la charte de la ville de Dorion.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 131 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Lachine

M. Gatien (Maisonneuve) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 135 sans l'amender.

M. Gatien (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Demandes de documents:

Ponts Duplessis à Trois-Rivières

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie des plans et devis pour les nouveaux ponts Duplessis à Trois-Rivières, y compris les devis généraux et les devis pour l'acier.

Je veux répondre à l'invitation si souvent formulée du premier ministre de parler du pont de Trois-Rivières, débute-t-il. Il rappelle que ce dernier lui a fait cette invitation sous forme de défi, puisqu'il disait qu'il n'aura pas le courage d'en parler. Il profite donc de la récente déposition du rapport sur l'écroulement du pont et de la motion qu'il présente pour aborder la question et la débattre dans toute son ampleur.

Il (M. Marler) fait ensuite un bref historique du pont Duplessis dont la construction fut commencée en 1946 et qui fut ouvert à la circulation à la fin de 1947. Le pont est tombé le 31 janvier 1951, par une température de 26 degrés sous zéro, précise-t-il. Dès

la semaine suivante, j'ai inscrit une motion portant qu'une enquête publique était nécessaire pour déterminer la cause de la chute du pont et établir les responsabilités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La motion du chef de l'opposition parle du nouveau pont. Je n'ai néanmoins aucune objection à le laisser parler. Nous pourrions l'empêcher de sortir des cadres de sa motion, mais nous allons le laisser faire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Il y a une étroite relation entre les deux, entre la question du nouveau pont et celle du pont qu'il s'agit de remplacer. Dans la motion déposée l'an dernier, nous demandions que soit tenue une enquête publique, menée par des personnes compétentes et impartiales. Je m'efforçai alors de faire des commentaires aussi objectifs que possible. Nous n'avons essayé d'attribuer la responsabilité ni au gouvernement ni aux entrepreneurs. La seule critique que nous ayons exprimée, c'est que le premier ministre disait qu'il y avait eu sabotage, avant même d'avoir attendu les premiers rapports...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai jamais affirmé que le pont se soit écroulé à la suite d'un sabotage. J'ai dit que je ne serais pas surpris que la chute du pont soit due à du sabotage. C'est ce que j'ai dit, et je le répète.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

J'ai dit seulement que le premier ministre a parlé de sabotage avant de connaître les premiers résultats. À la suite de ma motion, le gouvernement a présenté un amendement dont la différence essentielle était qu'il ne demandait pas que l'enquête détermine les personnes responsables de l'écroulement du pont, mais les causes de cet écroulement. Mais il y avait une différence assez significative entre l'amendement et ma motion.

L'organisation de l'Union nationale a publié une grande annonce dans les journaux, en faisant l'historique des ponts écroulés avant et après la Confédération, ce qui constituait une sorte d'accusation contre le gouvernement. L'enquête a été annoncée le 3 août. Contrairement à ce que faisait le premier ministre quand il était chef de l'opposition, les libéraux n'ont pas critiqué le choix des membres de la commission, bien qu'ils aient demandé que ces membres ne dépendent en rien, de près ou de loin, du gouvernement.

Le gouvernement a nommé comme avocat de la commission d'enquête M. Léon Méthot,

vice-président du comité exécutif central du Parti conservateur dans la province de Québec et reconnu comme un supporter de l'Union nationale; ses services avaient déjà été retenus par le gouvernement en d'autres occasions. Au début de l'enquête, M. Méthot s'est identifié comme étant nommé par le gouvernement pour aider la commission. Par la suite, pendant l'enquête, il s'est identifié et il parlait à titre d'avocat du service des Travaux publics.

Il est étrange que, dans une enquête où la responsabilité du gouvernement est un des objets principaux, l'avocat des commissaires soit véritablement l'avocat du ministère dont la conduite fait l'objet de l'enquête.

J'ai écrit au premier ministre pour lui proposer que l'opposition désigne un avocat qui ne la représenterait pas nécessairement, mais représenterait ceux qui ne sont pas forcement avec le gouvernement. C'est par les journaux que j'ai appris que le premier ministre ne voulait pas se rendre à cette demande.

L'enquête a débuté le 27 août 1951. Il faut noter ici que deux fissures s'étaient déjà produites: l'une dans une travée du pont est, le 25 février 1950, entre l'île Saint-Christophe et le Cap-de-la-Madeleine, et l'autre dans une travée du pont ouest, le 2 mars 1950, entre la même île Saint-Christophe et Trois-Rivières. Les fissures se sont, elles aussi, produites au cours d'un grand froid ou d'une chute assez soudaine de température.

À la suite de ces fissures, une série d'épreuves et d'analyses ont été entreprises par la Dominion Bridge, suivant un programme approuvé par le gouvernement, pour déterminer entre autres choses la cause des fissures. Cette série d'analyses avait également pour objet de déterminer non seulement la solidité des joints soudés, mais aussi et surtout celle du pont. Après une consultation entre experts du ministère des Travaux publics et de la Dominion Bridge, on a procédé à la solidification du pont.

L'année suivante, on a continué les travaux de réparation. La Dominion Bridge a fait consolider tous les joints en tension par des couvre-joints avec plaques rivetées d'acier pour rendre plus rigide l'âme des poutres; elle a fait remplacer une section d'environ 8 pieds dans la poutre maîtresse. Les pièces ainsi remplacées et les 96 échantillons provenant des joints en tension ont servi à différentes épreuves et analyses scientifiques qui avaient pour but de découvrir la cause des fissures de 1950 et la détermination de la solidité du pont.

Le rapport de la Dominion Bridge dit que l'on a fait une "importante série d'épreuves chimiques et physiques". Ce rapport fut remis au ministère des

Travaux publics au début de décembre 1950. Ce rapport contenait, quant au matériel employé dans la construction du pont, des indications précieuses qui auraient dû faire réfléchir le gouvernement.

On lit ceci dans le rapport: "Les devis, d'après lesquels l'acier fut commandé, ne requièrent pas de silicium. Il est généralement reconnu que pour produire du bon acier en plaques de 2 pouces d'épaisseur environ, il faut au moins 10 % de silicium. Les plaques fournies par United States Steel Corporation renfermaient du silicium, mais celles fournies par Dominion Foundries and Steel Limited n'en contenaient pas".

On dit encore dans le rapport qu'une série d'expériences, avec la méthode Charpy, faites à des températures variables sur de nombreux échantillons prélevés tant sur des plaques intactes que sur des plaques fendues, ont prouvé que l'acier a été trouvé extrêmement sensible aux intempéries et n'ayant pratiquement aucune résistance aux chocs. Quoique l'on n'ait pas pu déduire des essais une température de transition bien définie, on a pu établir avec une certitude raisonnable que cette température n'était pas inférieure à 60 °F¹.

L'enquête démontre que la rupture des deux poutres du pont est due à des fissures dans les plaques formant la semelle supérieure, fissures qui existaient dans l'acier à la sortie des laminoirs ou qui se sont produites pendant les opérations de soudure à l'usine. Les essais ont démontré que la qualité de l'acier des plaques subissait, du centre au bord, de grandes variations qui les rendaient impropres à la soudure, quoique, d'après les rapports d'inspection, elles répondaient aux exigences physiques et chimiques du devis CSA-S-40. On n'a rien négligé pour connaître les causes des fractures et, quoique la preuve ne soit pas entièrement concluante, les données recueillies tendent très fortement à incriminer le genre de plaques utilisées ou leur qualité.

À la lumière de cette expérience, dit encore le rapport, il pourrait être désirable de réviser les devis, afin d'obtenir un acier de qualité et d'aptitude à la soudure plus uniforme. Le rapport de la Dominion Bridge mentionne les autres défauts suivants dans l'acier: basse teneur en manganèse; manque d'uniformité dans les concentrations de soufre et de carbone; grandes fluctuations dans la teneur en impuretés. N'importe lequel de ces défauts, dit le rapport, était susceptible de causer les fissures qui ont entraîné les deux fractures².

Le rapport de la Dominion Bridge dit: "Les épreuves de tension de l'acier sur la plaque de 2½ pouces ne répondent pas aux exigences du devis

CSA pour aucun des échantillons éprouvés. L'acier du bord de la plaque est peu résistant tandis que celui du centre manque de ductilité." Il dit également: "Les analyses chimiques démontrent que les résultats obtenus au voisinage des fractures sont représentatifs de la qualité générale des plaques du pont."

Lors de la commission d'enquête, un ingénieur civil du service des travaux publics, F.-B. Painchaud, a dit qu'il était au courant du rapport de la compagnie, mais qu'il ne l'avait pas analysé, car ce rapport était à l'extérieur de ses compétences. Plus tard, M. Painchaud a écrit un rapport à son supérieur, l'ingénieur en chef du service, M. Olivier Desjardins, en répétant en gros les conclusions du rapport, mais il n'insistait pas sur les faits perturbateurs révélés dans le rapport. Il insistait toutefois sur le point que le service avait raison de demander la consolidation des joints de tension soudés à l'usine.

Le rapport de la Dominion Bridge ne disait donc pas que les variations dans la qualité de l'acier n'ont été trouvées que près des deux joints soudés près desquels les fissures se sont produites. Au contraire, le rapport disait que les résultats obtenus des régions des fractures étaient représentatifs des plaques partout dans le pont. À mon avis, le rapport implique clairement que des défauts similaires pouvaient exister en d'autres parties du pont ou pouvaient se produire plus tard.

Lors de l'enquête, l'officier supérieur du service a essayé de prouver qu'ils n'avaient pas les compétences pour comprendre la signification des analyses chimiques et métallurgiques. Il (M. Marler) reproche aux officiers supérieurs du département des Travaux publics de n'avoir pas cherché à obtenir l'avis de personnes plus compétentes pour interpréter les analyses quant à leur portée par rapport au pont Duplessis, et ils n'ont même pas pensé qu'il eût été nécessaire de faire expliquer ce rapport par les experts de la Dominion Bridge, clame-t-il.

Nonobstant les renseignements fort inquiétants révélés par la Dominion Bridge et la déclaration très claire que l'acier n'avait pratiquement aucune résistance aux chocs et surtout à des températures basses, le département, après la réception du rapport, n'a pris aucune mesure pour empêcher les véhicules portant de lourdes charges de traverser le pont ni même pour réglementer le trafic à des époques où la température est très basse. Le gouvernement est resté indifférent à l'avertissement clair donné par les fissures de février et de mars 1950 et par le rapport de la Dominion Bridge.

L'enquête ordonnée par le gouvernement a commencé le 27 août 1951. M. L.-P. Pigeon, c.r., de Québec, et M. Jean-Louis Marchand, de

Trois-Rivières, y représentaient le chef de l'opposition, et leurs dépenses et honoraires ont été payés par le Parti libéral.

Il (M. Marler) passe en revue les principaux témoins appelés à l'enquête. Aucun de ces témoins ne pouvait expliquer l'effondrement du pont, et il ressort du témoignage des officiers supérieurs du département, qui avaient placé leur confiance dans les deux compagnies Dominion Bridge et Dufresne Engineering, que l'enquête n'a appelé aucun expert pour témoigner quant à la cause de l'écroulement. Elle n'a pas recherché les services de M. Hoyt, le grand expert américain, qui avait été consulté au cours de l'été 1950, après les deux premières fissures.

Il (M. Marler) reproche à l'avocat nommé pour assister les commissaires, M. Méthot, de n'avoir pas contre-interrogé les témoins de la Dominion Bridge qui ont laissé entendre qu'il pouvait y avoir eu sabotage. Ce sont les avocats du chef de l'opposition qui ont été obligés de faire venir des témoins du Bell Telephone pour expliquer la présence d'un fil sous le pont, et d'autres témoins demeurant tout proche pour témoigner au sujet du bruit qu'ils ont entendu lorsque le pont s'est effondré. L'avocat chargé d'assister les commissaires n'a pas appelé de témoins pour expliquer le fameux fil découvert dans les débris du pont, ni pour contredire la théorie d'une explosion.

Le gouvernement n'a rien fait pour déterminer la cause de la chute du pont. Le département s'est contenté de repêcher les débris et de les placer sur la rive. Les débris repêchés ont été transportés dans un terrain et rassemblés de façon à représenter le plus fidèlement possible les différentes travées écroulées. Après les deux premières fissures, il y a eu des analyses. Mais, après l'écroulement complet de quatre travées en 1951, aucune épreuve ou analyse n'a été faite afin de déterminer si le matériel rencontrait les plans et devis et s'il était de bonne qualité. Il n'y en a pas eu après l'écroulement complet du pont et on n'a pas admis la possibilité d'une investigation scientifique qui ferait la lumière, comme le suggérait le Dr Howard.

Les avocats du chef de l'opposition ont bien demandé, à trois reprises, de faire cette enquête scientifique, mais le gouvernement n'a pas appuyé cette demande. L'opposition, avec ses ressources limitées, ne pouvait faire elle-même une preuve pour déterminer la cause scientifique de l'écroulement du pont. En face d'une preuve absolument incomplète de la part du gouvernement, en face d'aucune contre-preuve à l'encontre de celle produite par la Dominion

Bridge, comment pouvait-on s'attendre à ce que les commissaires soient en mesure de décider de la cause de l'écroulement du pont?

Sans connaître la cause de l'écroulement, les commissaires ont dû absoudre le gouvernement de toute responsabilité. Personnellement, je trouve qu'il est bien curieux que, sans connaître la cause de l'écroulement du pont, les commissaires aient pu en venir à une conclusion quant à la responsabilité des intéressés. Quand les commissaires parlent d'une "cause scientifique inconnue", c'est une façon polie de dire au gouvernement qu'il a complètement manqué à son devoir de faire une preuve quant à la qualité du matériel. Bref, les enquêteurs n'ont oublié qu'une chose: faire établir la qualité de l'acier du pont, qualité reconnue inférieure l'année dernière. Mais que fait le gouvernement? Par ses actes, le gouvernement étaye la thèse de la mauvaise qualité de l'acier.

Tout ce qui est sorti des conclusions du rapport, c'est que le pont est tombé d'une cause scientifique inconnue et qu'il pouvait s'agir de sabotage. Relativement au sabotage, les experts qui ont appuyé cette théorie ne sont pas qualifiés comme experts dans les effets que produit le sabotage d'un pont. Chose bizarre, c'est qu'avant qu'il y ait eu explosion possible un chauffeur de taxi a passé sur le pont et a constaté qu'il dansait. Un autre chauffeur a constaté la même chose, mais il n'a pas eu le temps de traverser et il est tombé avec le pont.

Il est étrange que, dans une enquête où la responsabilité du gouvernement est un des objets principaux, l'avocat des commissaires soit véritablement l'avocat du ministère dont la conduite fait l'objet de l'enquête.

En dépit des témoignages rendus à l'effet que le pont était bien construit et bien solide, en dépit du fait que le gouvernement a fait état de la théorie du sabotage, le gouvernement répudie ces témoignages et cette théorie et ordonne la démolition de la partie du pont qui n'est pas tombée. Le premier ministre a dit que le pont avait été saboté, mais son gouvernement a fait démolir, entre l'île Saint-Christophe et Trois-Rivières, la partie encore intacte du pont et, depuis février 1951, il interdit le passage sur la partie du pont située entre le Cap-de-la-Madeleine et l'île. Ce n'est pas conséquent ni logique.

Un autre indice qui fait voir que le gouvernement n'accepte pas la théorie du sabotage, qu'il n'est pas satisfait de la solidité du pont actuel tel que construit, qu'il veut prévenir un accident, c'est qu'il a ordonné, suivant la rumeur qui circule, de refaire un pont riveté, cette fois, et non pas une structure soudée. Sans doute se rend-il compte du fait

que l'opinion publique exige le remplacement du pont. De la même façon que le public réclame le remplacement du pont, je vais, aux prochaines élections, demander le remplacement du gouvernement.

Et qui va payer le coût du nouveau pont? Le gouvernement a-t-il l'intention de tenir l'entrepreneur responsable? Ou est-ce le contribuable qui serait appelé à solder toutes les dépenses? Va-t-on demander à l'entrepreneur de payer la note?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La motion du député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) est venue sur l'ordre du jour aujourd'hui seulement. Nous allons la discuter immédiatement. Il me semble cependant que la courtoisie la plus élémentaire veut que l'on avertisse au moins deux jours à l'avance quand on veut présenter une motion. Mais la courtoisie n'est pas le fait de l'opposition.

De plus, nous aurions pu nous objecter au discours du chef de l'opposition. Sa motion se rapporte aux plans et devis du nouveau pont, mais nous lui laissons toute la latitude possible. Ainsi, il pourra se faire connaître et faire connaître et démasquer ses tactiques.

L'an dernier, tous les documents ont été remis à l'opposition; elle les a gardés. D'autres députés auraient voulu les consulter, mais l'opposition les accaparait. Elle n'a même pas donné l'avantage aux députés de la droite d'en prendre connaissance. L'enquête a commencé; l'opposition y a été représentée par un avocat qu'elle considérait brillant. Il a pu, avec les documents mis à sa disposition depuis un an, questionner et transquestionner. Le chef de l'opposition dit que son parti n'a pas eu les ressources nécessaires. Voilà une admission.

On reconnaît l'existence d'une caisse électorale. Il a donc des ressources, une caisse électorale, un mot qui paraît horrifier le chef de l'opposition. S'ils n'ont pas de caisse, où prennent-ils leur argent? L'opposition, pas d'argent! On dit que le chef absent est payé \$20,000 par année, à part ses dépenses de voyage. Et il y a ses programmes à la radio qui coûtent des milliers de dollars. L'opposition veut faire de la petite politique avec le malheur public.

En 1951, un pont s'est écroulé chez nous. La Providence a voulu que l'épreuve me frappe personnellement. J'ai accepté l'épreuve en chrétien. On sait aussi le dévouement inlassable déployé par le ministre des Travaux publics, le député de Papineau (l'honorable M. Lorrain), à l'occasion de cet événement. Les gens de cœur ne font pas de petite politique avec un événement de cette nature. Il y a une trentaine d'années, le pont de Québec est tombé

entraînant une vingtaine de pertes de vie. Personne de cœur n'a alors pensé à blâmer Sir Wilfrid Laurier. Et ceux qui l'ont alors attaqué ont reçu, lors des élections qui ont suivi, la leçon qu'ils méritaient.

Est-ce qu'on va prétendre qu'un citoyen de Trois-Rivières, élevé à Trois-Rivières, y ayant toujours vécu, aimant les gens de Trois-Rivières, y ayant des amis ou des parents, n'a pas donné le meilleur de lui-même dans la construction de ce pont? Est-ce qu'on va prétendre qu'un homme sérieux, honnête et dévoué comme le ministre des Travaux publics n'a pas donné le meilleur de lui-même, se rendant, sans y être obligé, à de nombreuses reprises sur les lieux des travaux durant la construction de ce pont-là? Le gouvernement voulait donner au comté représenté par le premier ministre une attention toute particulière.

Le chef de l'opposition remplit une mission qui devrait le faire rougir. Il commence par dire qu'il n'attaque pas, qu'il n'a jamais dit que le gouvernement était responsable, que la Dominion Bridge et la Dufresne Engineering étaient responsables. Il a commencé par minoucher les compagnies, puis il a accompli une besogne qui répugne à un homme de bien. Puis il retourne le fer dans le cœur de ceux qui ont souffert. Il évoque avec une apparente complaisance les souvenirs d'un malheur qui les a affligés profondément. Après avoir dit qu'il n'attaque pas, il prend l'attitude d'un homme qui a peur. Il procède par insinuations.

Le chef de l'opposition n'a pas été capable de dire que les deux compagnies auxquelles la construction du pont a été confiée n'étaient pas solvables ou qualifiées. Il n'a pas été capable de contester le fait que tous les ingénieurs du département des Travaux publics sont des experts qualifiés, nommés par les administrations précédentes. Si le gouvernement a donné les contrats à des compagnies solvables, expérimentées et compétentes et a confié la surveillance des travaux à de bons ingénieurs, que veut-on de plus?

Le chef de l'opposition attaque les gens qui ne sont pas ici pour se défendre. Il a été jusqu'à faire de la petite politique en accusant l'avocat chargé d'assister la commission d'être conservateur. Je ne sache pas que dans un malheur pareil il faille peindre les deuils et les responsabilités.

Il (M. Duplessis) fait alors l'éloge de M. Léon Méthot, c.r., et insiste sur le fait que son rôle ne consistait pas à conduire l'enquête. Si le chef de l'opposition avait pris la peine de regarder l'ordre en conseil, le décret ordonnant l'enquête de Trois-Rivières, il aurait vu que le gouvernement avait donné aux commissaires le soin de conduire l'enquête.

Qui étaient les commissaires? Des honnêtes gens. Un magistrat distingué et respecté et, le deuxième, un libéral, le colonel Dansereau, ancien ingénieur en chef à Ottawa, nommé récemment membre de la Commission internationale des eaux limitrophes. Il (l'honorable M. Duplessis) loue l'intégrité et la compétence de M. le juge Lippé et du lieutenant-colonel Dansereau. Est-ce que ce n'était pas une garantie d'impartialité? ajoute-t-il.

Le chef de l'opposition n'a pas eu le courage de les attaquer directement, pas plus qu'il n'a eu le courage d'attaquer directement les compagnies à la veille des élections. Mais il a insinué. Est-ce malheureux d'être rendu aussi bas! Au lieu de s'inspirer de ce que lui dictent son cœur et son intelligence, car il est très intelligent, il va s'inspirer de celui qui a peur de venir en Chambre. Par sa motion, le chef de l'opposition veut savoir ce que nous allons faire. Le gouvernement va faire son devoir. Il aura ensuite tout ce qu'il faut pour inspirer les compagnies. S'il n'a pas ce qu'il désire, il peut être assuré que l'intérêt de la province sera bien sauvegardé.

Le chef de l'opposition ne peut attaquer l'impartialité des commissaires. Après avoir rappelé brièvement les conclusions des commissaires, parlé de la preuve des experts, le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) a interprété le rapport des commissaires à sa façon. Qu'ont dit les commissaires? Ils ont dit que ce qui a fait défaut, ce ne sont pas les piliers mais la superstructure. Des experts ont été consultés. Je suis surpris que le chef de l'opposition mette en doute ce qu'ont dit ces experts, notamment le général Kennedy provenant de son propre comté, à Westmount¹. J'ai hâte de voir la réaction quand il ira répéter cela dans son comté.

Les commissaires ont dit que le gouvernement et les compagnies ne sont pas responsables de l'écroulement du pont de Trois-Rivières. Ils attribuent l'effondrement soit au sabotage, soit à une cause scientifique inconnue. Ça arrive tous les jours de se trouver en présence de causes scientifiques inconnues. Des gens meurent, et l'on ignore de quoi ils sont morts.

Pendant la guerre, un industriel américain, M. Kaiser, constructeur de bateaux d'acier, a vu couler 60 de ses bateaux.

Le chef de l'opposition, dit-il, prétend qu'il n'y a pas eu de sabotage. Le sabotage n'est pas seulement le fait de quelqu'un qui dynamite les travaux. Il peut y avoir du sabotage dans la fabrication de l'acier. Des cas du genre, on en voit rapportés dans tous les journaux du monde. Je ne dis pas que c'est nécessairement la cause de l'effondrement du pont de Trois-Rivières. C'est une possibilité tellement

grande que les commissaires n'ont pas voulu écarter la preuve du sabotage, et je les approuve.

Le lendemain du jour où le rapport de la commission chargée de l'enquête a été soumis au Conseil des ministres, j'ai moi-même remis par courtoisie ce rapport au chef de l'opposition. Le chef de l'opposition a encore prétendu que le pont dansait. S'il avait voulu être correct, pour employer une expression parlementaire, il aurait lu les témoignages des experts qui disent que tous les ponts ont un branlement quand les charges passent. S'il avait lu le rapport, il aurait constaté qu'une quantité de ponts bâtis de la même façon que le pont de Trois-Rivières sont intacts. Il est arrivé un malheur. Comme ce malheur s'est produit chez nous, cela me fait encore plus de peine.

J'ai la conscience blanche et je laisse au chef de l'opposition les remords qui doivent assaillir le cœur d'un homme quand il pense au forfait qu'il a commis.

M. Dupré (Verchères) veut prendre la parole.

Le débat est suspendu pour prendre connaissance d'un message du Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 28 concernant le ministère provincial des Finances, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre du bill intitulé "Loi concernant le ministère provincial des Finances" est changé en celui de "Loi concernant le ministère des Finances de la province".

2. L'article 1 est modifié:

a) en biffant, dans la troisième ligne du paragraphe a, le mot "provincial";

b) en biffant, dans la septième ligne du paragraphe b, le mot "provincial".

3. L'article 2 est remplacé par le suivant:

"2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

Le Conseil législatif a aussi adopté le bill 31 concernant un emprunt, au montant de un million cent soixante-trois mille dollars, par la cité de Trois-Rivières, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié:

a) dans la version anglaise seulement;

b) en remplaçant, dans la huitième ligne du paragraphe a, le chiffre "7" par le chiffre "6".

Projets de loi:

Ministère des Finances

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 28 concernant le ministère des Finances de la province.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Emprunt de Trois-Rivières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 31 concernant un emprunt, au montant de un million cent soixante-trois mille dollars, par la cité de Trois-Rivières.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Demandes de documents:

Ponts Duplessis à Trois-Rivières

La Chambre reprend le débat suspendu plus tôt, sur la motion du représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) proposant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie des plans et devis pour les nouveaux ponts Duplessis à Trois-Rivières, y compris les devis généraux et les devis pour l'acier.

M. Dupré (Verchères): Le procès devrait être vu comme une bénédiction et ceci va peut-être lui faire du bien. Les croix sont parfois des bénédictions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste à M. l'Orateur. Je ne pense pas que l'effondrement du pont soit une bénédiction.

M. Dupré (Verchères): Je n'ai pas dit ça, j'ai dit que parfois les croix étaient des bénédictions.

Le premier ministre tente d'éviter d'être blâmé en disant qu'il a donné les contrats à des compagnies solvables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est l'autopsie d'un pont, en quelque sorte. La commission cherchait à découvrir qui est responsable au point de vue de la négligence et non pas au point de vue du civil. Pour ce qui est de ce point, nous allons y voir.

M. Dupré (Verchères): J'ai écouté bien attentivement le chef de l'opposition et le premier ministre. En voyant la manière dont le premier ministre s'en prend au chef de l'opposition, je ne peux m'empêcher de penser que le premier ministre a une bien mauvaise cause en main. Le premier ministre se plaint de ce que le chef de l'opposition n'a pas donné deux jours d'avis au gouvernement avant de présenter sa motion. Il prétend que le chef de l'opposition a agi sournoisement. Or, l'an dernier, le premier ministre a défié à plusieurs reprises l'opposition de parler du pont et lui reprochait de ne pas en parler. Cette année, le même premier ministre reproche à l'opposition de parler de ce même pont.

Je ne doute pas que la chute du pont de Trois-Rivières ait fait mal au cœur du premier ministre. Je ne doute pas que le premier ministre ait donné tout son dévouement à la construction du pont. Je ne doute pas non plus du dévouement du ministre des Travaux publics. Le Parti libéral dans cette affaire de pont n'a jamais porté d'accusations contre le premier ministre ou contre le ministre des Travaux publics. Le premier ministre affirme qu'il est bon chrétien. Je le crois. Mais comme bon chrétien, il devrait considérer que les épreuves lui sont envoyées par le ciel pour le faire arrêter et non le faire réfléchir. Le premier ministre pourrait se rappeler le contrat sans soumission accordé à la Dufresne Engineering.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur demande au député de Verchères (M. Dupré) de s'en tenir à la motion.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre a reproché au chef de l'opposition d'avoir dit que le Parti libéral n'avait pas l'argent nécessaire pour pousser certaines enquêtes. Le chef de l'opposition a donné le compte rendu de toutes les enquêtes faites par la Dominion Bridge en coopération avec le gouvernement provincial, à la suite des fissures qui se sont produites en 1950. Dans les rapports fournis

par les ingénieurs du ministère des Travaux publics, ceux-ci déclarent que les expériences faites étaient en dehors de leurs connaissances. Je suis surpris qu'après cette déclaration le ministère des Travaux publics n'ait pas demandé à des compagnies plus compétentes.

Puisque le pont n'était pas dangereux, le premier ministre entend-il garder la partie qui est restée? Le gouvernement a pris le rapport fait par les experts, à la suite des fissures dans le pont Duplessis, et l'a mis dans un tiroir. Il (M. Dupré) reproche au gouvernement, quand l'enquête est venue, de n'avoir pas fait exécuter des épreuves de l'acier entrant dans la construction du pont.

Il cite l'opinion d'un ingénieur compétent, qui a affirmé qu'il n'y avait pas de mystère pour trouver la cause réelle de l'écroulement du pont. Il (M. Dupré) souligne que l'avocat de l'opposition avait demandé l'expertise de l'acier et que le gouvernement l'avait refusée.

C'était le devoir du gouvernement de faire une expertise, afin de savoir à quoi s'en tenir pour l'avenir, affirme-t-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agissait d'établir qui était responsable au point de vue délictuel et non pas au point de vue civil.

M. Dupré (Verchères): Le meilleur moyen de connaître les causes de la chute du pont, c'était de faire venir des experts qui auraient fait passer l'acier par des expériences de laboratoire pour déterminer la résistance. Cela n'a pas été fait. Il est vrai que des experts ont examiné les pièces, mais pour dire qu'elles avaient des dimensions normales. Aucune analyse n'a été faite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le député voudrait dire que les commissaires étaient partiaux?

M. Dupré (Verchères): J'explique tout simplement au premier ministre ce qui s'est passé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Au contraire, plusieurs analyses ont été faites.

M. Dupré (Verchères): On n'a fait aucune expertise avec l'acier du pont. Les experts du service des travaux publics ne comprenaient pas...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'ils ne comprenaient pas, comment le pouviez-vous, mon cher ami? Vous en savez moins qu'eux à ce sujet.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre aussi en sait moins.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des experts de réputation internationale ont examiné les fissures. Ils ont fait travailler 75 hommes en dessous du pont pendant huit mois. À qui fera-t-on croire que ces gens-là auraient pris sur eux d'exposer la vie de 75 hommes pendant huit mois?

M. Dupré (Verchères): Après les fissures, on a dit que l'acier n'était pas à l'épreuve des chocs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, ça doit être moi qui l'ai jeté à terre, ce pont-là!

M. Dupré (Verchères): Les ponts branlent, sans doute, mais une auto qui passe sur le pont Jacques-Cartier ne le fait pas branler. En parlant du mouvement de danse du pont avant qu'il ne s'écroule, l'argument du premier ministre voulant que tous les ponts dansent n'est pas conforme aux faits. Il a admis que, sur le pont Victoria à Montréal, il était possible de prendre connaissance d'un tel mouvement, mais pas sur le pont Jacques-Cartier. C'est le premier ministre qui danse, cet après-midi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a été prouvé qu'une auto fait branler le pont Jacques-Cartier.

M. Dupré (Verchères): On s'en aperçoit en dessous. Les taxis ne passent pas en dessous des ponts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le taxi dont il a été question ne passait pas en dessous du pont de Trois-Rivières.

M. Dupré (Verchères): L'Union nationale pouvait faire enquête sur la cause de l'écroulement du pont avec les débris d'acier, qui ne faisaient pas défaut. On pouvait faire le test de cet acier sous tous les rapports. Mais l'Union nationale s'est contentée des rapports déposés par le sous-ministre des Travaux publics et par les experts engagés par la compagnie. Le gouvernement a manqué à son devoir en laissant finir l'enquête sans recevoir plus de témoignages. Le premier ministre voudrait dégager sa responsabilité en disant qu'il a accordé le contrat à des compagnies compétentes, solvables, responsables. Puis il reproche au chef de l'opposition de n'avoir pas accusé la compagnie.

Il (M. Dupré) parle ensuite de la conduite de l'avocat du gouvernement...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Cet avocat n'avait rien à faire à la poursuite de l'enquête, celle-ci étant abandonnée entièrement aux commissaires, précise-t-il.

M. Dupré (Verchères): Il n'y a pas eu expertise de l'acier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) invoque des témoignages d'ingénieurs, de professeurs à Polytechnique.

M. Dupré (Verchères): Le meilleur moyen d'établir cette cause, c'était de faire faire l'expertise de l'acier du pont tombé. Il fallait tirer l'acier de là. L'avocat de l'opposition l'a demandé à plusieurs reprises et les commissaires le lui ont refusé⁴.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Avant la fin du débat, j'ai quelque chose à dire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de l'article 271, j'ai le droit de répondre⁵.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) invoque son droit de réplique. Il demande de faire quelques mises au point. Il accuse le premier ministre d'avoir consacré la moitié de son discours à des attaques à son endroit.

Il m'accuse de manquer de courage, de défendre les compagnies quand je ne parle pas du pont, et il m'accuse aussi de manque de courage quand j'en parle, ajoute-t-il. Il faudrait s'entendre. C'est son habitude, d'ailleurs, lorsqu'on l'attaque de front de répondre par la tangente. Mais je maintiens que rien n'a été fait à l'enquête pour établir la qualité de l'acier. De plus, à l'enquête, le gouvernement n'a cherché à faire aucune contre-preuve à la preuve de la Dominion Bridge tentant de prouver le sabotage.

Après l'écroulement du pont, rien n'a été fait pour constater la qualité de l'acier. Répondant aux critiques du député de Verchères (M. Dupré), le premier ministre a parlé des fissures qui se sont produites en 1950. C'est seulement en faisant l'expertise de l'acier qu'on répondra à l'une des conclusions du rapport relativement à la chute du pont: cause scientifique inconnue. J'ai parlé des responsabilités civiles et le premier ministre a gardé le silence. Comme un nouveau pont sera construit, il y a lieu de demander les plans et devis et un examen de l'acier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En vertu des règles parlementaires, j'ai le droit de rétablir les faits. Procédant par insinuation, le chef de l'opposition a prétendu qu'après les premières fissures le gouvernement n'avait rien fait. C'est contraire à la réalité. Il est faux que rien n'ait été fait. Le chef de l'opposition le sait.

Le gouvernement a fait venir les ingénieurs de la Dominion Bridge, la situation a été longuement étudiée et la Dominion Bridge a fait exécuter des travaux qui ont coûté \$150,000. Le pont a été déclaré suffisamment solide, suivant les standards scientifiques connus. C'est un accident, un malheur, et l'opposition recevra le châtiment qu'elle mérite pour faire de la petite et mesquine politique avec un malheur. Si l'opposition veut continuer de faire de la petite politique avec un malheur, elle peut déjà songer à ce qui l'attend.

Les devis et plans du futur pont ne sont pas encore prêts; je les produirai dès qu'ils le seront.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

propose, du consentement unanime, que la motion soit retirée.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

28 Loi concernant le ministère des Finances de la province;

31 Loi concernant un emprunt, au montant de un million cent soixante-trois mille dollars, par la cité de Trois-Rivières.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Ajournement**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 29 novembre 1951, à la page 9, précise qu'il s'agit de la page 12 du rapport.

2. *L'Action catholique* du 29 novembre 1951, à la page 9, précise qu'il s'agit de la page 67 du rapport.

3. Selon le journal *The Gazette* du 29 novembre 1951, à la page 29, M. Kennedy est un expert en démolition et il a agi comme témoin lors de l'enquête.

4. Selon *La Patrie* du 29 novembre 1951, à la page 5, la discussion entre le premier ministre et le député de Verchères (M. Dupré) a duré plus d'une demi-heure.

5. L'article 271 du Règlement se lit comme suit: Le ministre qui a pris la parole sur une motion demandant communication de documents, ou sur une motion proposant que la Chambre se forme en comité des subsides ou en comité des voies et moyens, peut la prendre de nouveau, et autant de fois qu'il est nécessaire de le faire, pour expliquer ou pour rétablir, s'il y a lieu, des faits qui ont été avancés après son premier discours; mais il doit se borner à expliquer ou à rétablir ces faits (L.-P. Geoffrion, *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1941, p. 86).

Séance du jeudi 29 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 101 concernant la succession d'Eugène Farly.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 132 constituant en corporation la ville de Côte-Saint-Luc;

- bill 144 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Joliette.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 129 relatif à la succession de feu Mary Everett, veuve de feu Charles King;

- bill 168 modifiant la charte de l'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours;

- bill 174 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Dan Roston au nombre de ses membres;

- bill 182 constituant en corporation Reddy Memorial Hospital.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 181 modifiant la loi constituant en corporation Les Filles de la charité du Sacré-Cœur de Jésus;

- bill 113 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Jean-de-Brébeuf et ses Compagnons Martyrs.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 165 modifiant la charte de la ville de Louiseville;

- bill 149 autorisant l'imposition d'une taxe d'éducation dans la ville de Terrebonne;

- bill 140 modifiant la charte de la cité d'Arvida;

- bill 134 refondant la charte de la ville de Sainte-Thérèse;

- bill 180 modifiant la charte de la ville de Sainte-Rose.

Projets de loi:

Ville de Côte-Saint-Luc

M. Gatién (Maisonnette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 132 constituant en corporation la ville de Côte-Saint-Luc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 132 sans l'amender.

M. Gatién (Maisonnette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession de Mary Everett

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 relatif à la succession de feu Mary Everett, veuve de feu Charles King.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 129 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Institut des Sœurs du Perpétuel Secours

M. Bélanger (Bellechasse) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 168 modifiant la charte de l'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 168 sans l'amender.

M. Bélanger (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dan Roston

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 174 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Dan Roston au nombre de ses membres.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 174 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Reddy Memorial Hospital

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 182 constituant en corporation Reddy Memorial Hospital.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 182 sans l'amender.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Filles de la charité du Sacré-Cœur de Jésus

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 181 modifiant la loi constituant en corporation Les Filles de la charité du Sacré-Cœur de Jésus.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 181 sans l'amender.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Jean-de-Brébeuf et ses Compagnons Martyrs

M. Marcotte (Roberval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Jean-de-Brébeuf et ses Compagnons Martyrs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 113 sans l'amender.

M. Marcotte (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité d'Arvida

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 modifiant la charte de la cité d'Arvida.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 140 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Sainte-Rose

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 180 modifiant la charte de la ville de Sainte-Rose.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 180 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession d'Eugène Farly

M. Gatién (Maisonnette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 concernant la succession d'Eugène Farly.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 101 sans l'amender.

M. Gatién (Maisonnette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Sainte-Thérèse

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 refondant la charte de la ville de Sainte-Thérèse.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 134 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Joliette

M. Tellier (Montcalm) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Joliette.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 144 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxe d'éducation à Terrebonne

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 149 autorisant l'imposition d'une taxe d'éducation dans la ville de Terrebonne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 149 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Louiseville

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 165 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 165 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame Margaret Donahue et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession d'Édouard Biron;

- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Succession d'Édouard Biron

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibeault),

que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 186 concernant la succession d'Édouard Biron.

Adopté.

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 186 concernant la succession d'Édouard Biron.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la cité de Trois-Rivières

M. Caron (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bellemare), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 189 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté.

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 189 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

Comité mixte des impressions législatives

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

28 novembre 1951

Résolu: Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Asselin, Baribeau, Bovey, Brillant, Connors, Delagrave, Grothé, Laferté, Marchand, Martineau, Messier, Moreau, Ness, Nicol, Ouellet, Raymond et Renaud, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

Ordonné: Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 6 pour favoriser l'électrification rurale;
- bill 7 concernant l'Office du crédit agricole du Québec;
- bill 11 concernant la refonte des lois de la province;
- bill 13 concernant le Collège de Lévis;
- bill 14 concernant l'aide aux sinistrés de Rimouski;
- bill 17 modifiant la loi de la Législature;
- bill 18 modifiant la loi des prêts hypothécaires d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat and Power Company;
- bill 19 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;
- bill 20 concernant le délai d'assermentation des recorders et de certains officiers de la Cour du recorder;
- bill 22 abrogeant la loi concernant le renouvellement des titres de certains droits de mine et concessions minières;
- bill 23 modifiant la loi du département du procureur général;
- bill 26 concernant le droit d'expropriation par certains hôpitaux.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 9 modifiant la loi pour assurer à la population des Îles-de-la-Madeleine un bon service de transport maritime, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les septième et huitième lignes, les mots "des cinq prochaines années financières" par les mots "de cinq années financières à compter de l'année 1952-1953 inclusivement".

Projets de loi:

Transport maritime aux Îles-de-la-Madeleine

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au

bill 9 modifiant la loi pour assurer à la population des Îles-de-la-Madeleine un bon service de transport maritime.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Voies et moyens

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Projets de loi:

Coaticook

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 relatif à la ville de Coaticook soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la ville de Dolbeau

M. Marcotte (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 modifiant la charte de la ville de Dolbeau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Institut Monseigneur Courchesne

M. Dubé (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 constituant en corporation l'Institut Monseigneur Courchesne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Résolutions et contrats pour Saint-David-de-Falardeau

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 validant certaines résolutions et certains contrats passés par la corporation municipale de Saint-David-de-Falardeau et par les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-David-de-Falardeau, dans le comté de Chicoutimi, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Léo Cappiello

M. Rennie (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 autorisant l'Institut des comptables agréés de la province de Québec à admettre Léo Cappiello soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Acquisition de territoires forestiers

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 21 concernant l'acquisition de certains territoires forestiers.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 21 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

C'est une mesure, nous l'avons dit, qui autorise le gouvernement à acquérir de gré à gré, par échange ou par expropriation, dans les districts électoraux de Rimouski et de Saguenay, tout territoire détenu comme seigneurie qui pourrait être une entrave ou un obstacle sérieux au progrès agricole ou industriel de la région.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande au gouvernement d'être plus précis et de ne pas se faire donner par la Chambre une autorisation sans limite d'exproprier six seigneuries en payant le

prix qu'il jugera bon. Le pouvoir ainsi accordé au gouvernement est trop vaste et peut donner lieu à des abus, dit-il. Dans le district de Rimouski, tout le littoral entre Rivière-du-Loup et Matane est constitué par d'anciennes seigneuries. Avec ce nouveau projet de loi, le gouvernement pourrait exproprier toute la rive sud, soit une distance 60 milles, qui varie de trois à six milles en largeur.

Le gouvernement pourra y exproprier non seulement les forêts, mais n'importe quel territoire. Par la loi, le Conseil des ministres se fait octroyer une autorisation générale d'exproprier huit ou neuf seigneuries, une autorisation sans limite. Je crains que le gouvernement n'utilise ce projet de loi contre certaines personnes qui refusent de se soumettre à la volonté du gouvernement.

Je ne suis pas contre le projet de loi, mais contre le principe. Je ne m'objecte pas à des expropriations normales quand il s'agit de faire entrer dans le domaine public des biens dont la couronne peut avoir besoin, mais je m'objecte à ce que la couronne prenne les biens de certains particuliers pour les concéder à d'autres particuliers. Je ne m'objecte nullement également aux expropriations pour fins de voirie ou d'utilité publique, mais actuellement nous sommes en présence d'intérêts privés, et je me demande si le gouvernement n'a pas quelque transaction à nous cacher. Ce droit d'expropriation sera peut-être un jour étendu à toute la province, ajoute-t-il. Cela va sûrement créer un état d'incertitude qui nuira au progrès.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne comprends pas que le chef de l'opposition s'objecte à ce que la province entre en possession de territoires dont elle a besoin. Il n'y a pas de spoliation dans cela. Nous allons payer ce que cela vaut, plus des dommages.

L'expropriation est un droit consacré par le Code civil. Il permet de donner la priorité à l'intérêt public sur l'intérêt privé. C'est un droit qui est accordé aux hôpitaux et même à certaines compagnies d'utilité publique. Pourquoi refuserait-on à la province ce qui est donné à des compagnies? L'intention du gouvernement, c'est de faire entrer dans le domaine public des propriétés qui sont nécessaires pour le développement de la colonisation, pour la stabilité de la petite industrie et pour empêcher l'exportation de notre bois aux États-Unis.

Dans Rimouski, il s'agit spécialement d'assurer la subsistance de petites industries autour desquelles gravitent des villages. Dans le comté de Saguenay, nous avons besoin pour la colonisation de

territoires situés dans la seigneurie de Mille-Vaches, qui appartient à la Consolidated Paper. Je n'hésite pas à dire que cette compagnie est l'une des plus revêches et des moins coopératives de toutes. Elle veut nous faire chanter, mais le gouvernement ne chantera pas. Nous nous servirons de la loi actuelle s'il le faut. Nous ne volerons personne, nous allons payer ce que ça vaut, mais nous ne chanterons pas.

Le chef de l'opposition a probablement peur que sa maison d'été à Métis-sur-Mer soit expropriée. Je me demande si le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) n'a pas été chargé de représenter les intérêts privés des propriétaires de terrains contre l'intérêt public de la province.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Personne ne m'a parlé et je n'ai reçu personne à ce sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est encore pire que je ne croyais. Le chef de l'opposition pense tellement comme ces intérêts privés qu'il s'établit une espèce de télépathie entre les deux.

M. Chaloult (Québec): Je ne doute pas des intentions du gouvernement, qui me paraissent excellentes. Je me suis déclaré en faveur du principe de la loi, mais je me demande si le gouvernement ne pourrait pas limiter son droit, préciser ce qu'il veut exproprier. L'expropriation est une dérogation à la règle générale et elle doit s'exercer dans des limites précises.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous limitons notre droit à trois districts électoraux. C'est une limite, cela. Aller au-delà de cela serait nous exposer à devenir prisonniers d'une définition. Il est difficile et dangereux de délimiter un territoire au moyen d'une définition cadastrale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

demande le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Chartier, Choquette, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson,

Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Thuot, Trudel, Vachon, 72.

Contre: MM. Chaloult, Dupré, Earl, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 21 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Demandes de documents:

**Route 2, section
Saint-Romuald-Montmagny**

M. Lévesque (Gaspé-Nord) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1950 jusqu'au 20 novembre 1951, pour la reconstruction de la section de la route 2 entre Saint-Romuald et Montmagny, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

Palais de justice de Rimouski

M. Lévesque (Gaspé-Nord) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, depuis le 1^{er} janvier 1951 jusqu'à date, pour la construction du palais de justice de Rimouski, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

**Route 15, section
Montmorency-Ange-Gardien**

M. Lévesque (Gaspé-Nord) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, au cours de l'année 1951, pour la construction de la section de la route 15, sur

le bord du fleuve Saint-Laurent, entre Montmorency et l'Ange-Gardien, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

Projets de loi:

Législation agricole

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 8 relatif aux problèmes de législation agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que le gouvernement soit autorisé à affecter aux fins de la loi qui accompagne les présentes résolutions une somme de cent mille dollars.

2. Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions, y compris les traitements des membres du comité, du secrétaire et des employés nommés en vertu de ladite loi, soient payées à même le fonds consolidé du revenu.

Il (l'honorable M. Duplessis) expose l'objet du projet de loi 8 créant un comité d'enquête de trois membres pour étudier les problèmes agricoles. Il s'agit d'un projet de loi important et qui montre tout l'intérêt que le gouvernement actuel porte à la classe agricole, dont le bien-être est intimement lié à celui de la province. Non seulement l'agriculture fournit la nourriture à un peuple, mais elle établit chez un peuple une tradition de stabilité et de sécurité que ne possèdent pas les peuples dont l'agriculture n'est pas l'industrie de base.

Dans la province de Québec, le rôle que joue l'agriculture est vital, est fondamental. Le gouvernement a montré l'intérêt qu'il porte aux cultivateurs. Il a créé une orientation positive, un sentiment pro-agricole incontestable. Il y aura toujours des problèmes, mais il y a toujours des questions qui demandent à être résolues.

Le grand problème, déclare-t-il, est suscité par la dépréciation des prix des produits agricoles. Il faut que le cultivateur puisse posséder les facilités de produire à un prix tel qu'il retire un profit et un bénéfice suffisants.

Dans la province de Québec, il y a un aspect à considérer, c'est que le climat ne se prête pas autant que certains autres pays à certains genres de cultures. Dans l'Ontario, où le climat est moins sévère, la production des fruits et la culture maraîchère y sont plus favorisées grâce à des conditions climatiques que nous n'avons pas l'avantage de posséder. Il y aura toujours, dans le domaine agricole, des problèmes à régler.

C'est ainsi que, dans notre province, nous avons à surmonter bien des difficultés qui découlent de notre climat. Nous avons aussi à faire face à la concurrence des pays étrangers. À certaines périodes de l'année, les légumes des autres provinces envahissent nos marchés, alors que la production locale n'est pas encore en mesure de répondre aux besoins.

Il en résulte une invasion de produits d'ailleurs. Le cas est particulièrement vrai aussi pour l'industrie laitière, qui est le fondement de notre agriculture. Si l'industrie laitière n'est pas prospère, tout le reste s'en ressent. Or, nous subissons une concurrence sévère des produits laitiers de certains pays qui se prêtent mieux que le nôtre à ce genre d'exploitation, comme le Danemark. Il y a d'autres problèmes qui sont suscités par la concurrence internationale et interprovinciale.

Il importe donc que nous ayons recours à des remèdes qui aident à résoudre ces problèmes sans en susciter de plus graves. Prenons le problème des marchés. Il y a des cultivateurs qui vendent eux-mêmes leurs produits au marché. Mais, dans nombre de cas, le cultivateur vend ses produits à un intermédiaire qui s'occupe de la distribution. Il en résulte souvent que le consommateur doit payer un prix qu'il n'a pas les moyens de payer et que le cultivateur reçoit un prix qui ne lui convient pas. Faut-il faire disparaître l'intermédiaire? Ce serait une chose difficile.

Il s'agit de trouver les remèdes appropriés à la situation existante. On ne peut ruiner une classe en

favorable d'une autre. Cela ne règle rien. D'un côté, les cultivateurs ne reçoivent pas suffisamment pour faire vivre leur famille et améliorer leurs méthodes de culture; d'un autre côté, à l'autre bout de la ligne, le consommateur n'est pas toujours traité avec justice.

C'est pourquoi nous avons décidé de créer une commission pour étudier ces questions. Elle obtiendra les informations requises et proposera les solutions les plus convenables.

M. Dupré (Verchères): Cette loi vient à la suite de requêtes présentées depuis plusieurs années par l'Union catholique des cultivateurs (UCC). Je suis surpris de voir l'Union nationale présenter ce bill. Évidemment, il arrive à la veille d'élections. Ce bill est un autre mirage que l'Union nationale veut servir à la classe agricole. Cela me rappelle un certain miroir que ma mère m'avait donné quand j'étais jeune. Sur un côté, il grossissait et, de l'autre, il donnait une image naturelle. C'est un miroir comme ça que le gouvernement veut donner à la classe agricole.

En outre, cette loi n'est pas nécessaire. Si le gouvernement avait regardé dans les Statuts, il aurait trouvé que tout ce qu'il demande aujourd'hui existe déjà dans des lois provinciales. Je me demande si l'Union nationale est sérieuse en présentant ce bill.

Le premier ministre a dit que l'industrie laitière est à la base de notre agriculture; c'est vrai. Aussi les libéraux l'ont compris, puisqu'ils avaient créé la Commission de l'industrie laitière et l'Union nationale a gardé cette Commission; elle rend de grands services. En 1935, le Parti libéral a fait adopter une loi relative au classement des produits agricoles; le présent bill demande la même chose. En 1939, à la veille des élections, l'Union nationale a fait adopter une loi pour aider la vente des produits agricoles. Évidemment, le gouvernement actuel ne s'est nullement occupé de l'existence de toutes ces lois et n'a pas accordé beaucoup d'importance à ces législations.

En 1947, sur les instances de l'UCC, le gouvernement actuel a fait adopter une loi créant un conseil de recherches agricoles scientifiques; les *Comptes publics* révèlent que les dépenses minimales faites à ce sujet ne correspondent malheureusement pas aux besoins des cultivateurs. En 1948, encore à la veille des élections, l'Union nationale a présenté une loi qui ressemble extrêmement à celle que nous étudions aujourd'hui; elle s'intitulait "Loi concernant les produits agricoles saisonniers" et avait pour but la formation d'un comité chargé d'étudier des méthodes de culture plus économiques.

Comme on peut le constater, l'Union nationale avait tout ce qu'il fallait dans les lois existantes et le présent bill n'a que pour but de jeter de la poudre aux yeux des cultivateurs, de leur présenter un mirage.

Les années 1949 et 1950 ont passé sans que le gouvernement donne suite à sa loi de 1948. Cette loi autorisait la création d'un comité de trois membres et elle permettait de dépenser \$25,000 par année.

Le 6 mars 1950, j'ai demandé au ministre de l'Agriculture combien avait été dépensé en vertu de cette loi de commission qui n'avait pas même été formée en 1948. Il m'a répondu "rien". Je me demande donc aujourd'hui pourquoi on nous demande aujourd'hui de voter une loi semblable, quand les précédentes, dans les mêmes termes, n'ont donné aucun résultat.

Le premier ministre nous reproche de parler souvent des élections. Pour ma part, je ne les crains pas et il pourra les faire quand il voudra. De toute façon, c'est l'opinion générale que l'appel au peuple est prochain et c'est probablement une des raisons pour lesquelles le gouvernement présente cette loi aujourd'hui.

Chaque année, les délégués de l'Union catholique des cultivateurs ont demandé la création d'un comité d'études. On se souvient de ces demandes et surtout de la façon dont les délégués de l'UCC ont été reçus par le gouvernement...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Vous ne pouvez pas vous en souvenir, vous n'y étiez pas. C'était au Conseil des ministres.

M. Dupré (Verchères): Je me souviens que le mémoire demandait la création d'un comité consultatif et que le ministre de l'Agriculture a répondu qu'il préférerait faire enquête lui-même, avec son personnel. Et le premier ministre ajoutait: "Il y a longtemps que nous avons ce comité consultatif puisque nous avons trois cultivateurs authentiques dans le gouvernement." C'est ce qui explique la surprise que j'ai eue en voyant cette loi sur l'ordre du jour.

Je demande au premier ministre si, par hasard, il ne serait plus satisfait de son comité consultatif des trois ministres de l'Agriculture. Peut-être songe-t-il à en nommer un quatrième, comme il a nommé l'autre jour un quatrième régisseur dans une autre commission. La présente loi semble indiquer que le premier ministre trouve que les rapports du comité consultatif ne viennent pas assez vite.

Il cite un rapport de la visite de l'UCC au cabinet provincial l'an dernier. Il (M. Dupré) suggère au gouvernement de mettre en force les lois déjà

passées pour atteindre le même but et qui n'ont donné lieu à aucune décision ni à aucune nomination. Il cite comme exemple du peu de cas que fait la création d'une commission, en 1937, la création d'un comité pour étudier la question de la betterave à sucre. Le rapport concluait à une augmentation de cette culture profitable aux cultivateurs et le gouvernement, probablement à l'instigation du trust du sucre, l'a mis dans ses filières sans y donner suite.

En 1948, une loi semblable à celle-ci a été votée et les membres du comité n'ont pas été nommés. On revient encore aujourd'hui avec une loi pour étudier. Ne serait-il pas temps d'avoir une loi pour agir? Pourquoi, à la veille des élections, dépenser \$100,000 pour faire encore des études? Et puis, tout rentrera dans le silence et l'ombre, après. Il (M. Dupré) revient à la loi de 1948. Il s'agissait, dit-il, encore une fois d'un mirage pour tromper le cultivateur.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Il y a eu autre chose, en 1948¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il y a eu non seulement un mirage, mais également un écabouillement.

M. Dupré (Verchères): Si le gouvernement était sérieux, il n'aurait qu'à étendre les pouvoirs des lois existantes. Les demandes formulées par l'Union catholique des cultivateurs ont eu pour but de voir inaugurer une politique devant assurer plus d'argent aux cultivateurs, déclare-t-il. L'Union nationale dit aux fermiers: "Nous vous avons donné l'électrification rurale, nous vous avons donné le crédit agricole, nous vous avons donné des chemins..."

Des députés ministériels font claquer les bureaux. C'est bien!, disent-ils.

M. Dupré (Verchères): Tout cela est très bien. L'Union nationale dit qu'elle vous a donné tout cela. D'autres vous le donnaient autrefois alors que le budget n'était pas de \$230,000,000. Mais ce que les cultivateurs ont demandé dernièrement, ils ne l'ont pas obtenu de l'Union nationale. Et j'ai entendu dire que prochainement il y aurait encore une loi pour prêter aux cultivateurs.

La politique de l'Union nationale est de lier toujours davantage les cultivateurs. Si, au lieu d'avoir une politique en faveur des trusts, au lieu de toujours vouloir prêter à la classe agricole, l'Union nationale assurait à cette classe agricole de nouvelles

sources de revenus, ce serait bien plus profitable. La politique du Parti libéral, au contraire, a toujours été d'aider l'agriculture. Le Parti libéral a formé la Commission de l'industrie laitière.

Si l'Union nationale a donné des chemins, et l'électrification rurale, et le crédit agricole à l'agriculture, c'est avec un budget de \$240,000,000. Le gouvernement libéral n'avait qu'un budget de \$40,000,000. Il me semble que le gouvernement aurait pu faire davantage, si l'on songe qu'avec un budget de \$40,000,000 le Parti libéral trouvait moyen de donner des sommes considérables en octrois de toutes sortes. Le gouvernement est satisfait d'une loi qui prête. Il devrait aussi passer des lois pour permettre aux cultivateurs de se dispenser d'emprunter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Qui a découvert les vaches? Le Parti libéral?

M. Dupré (Verchères): Ce n'est certainement pas le premier ministre. Le Parti libéral a implanté la culture de la betterave à sucre dans la province. Toutes les cultures particulières que le Parti libéral a introduites dans la province fournissent maintenant des milliers de dollars de revenus annuels aux cultivateurs. Le prix de la betterave à sucre est trop peu élevé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Vous n'êtes pas sérieux. On paie déjà \$15 la tonne.

M. Dupré (Verchères) proteste contre les interruptions qui hachent son discours. Il demande de ne plus être interrompu. Je n'interromps pas le premier ministre quand il parle; je suis poli, précise-t-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Que le député de Verchères (M. Dupré) s'en tienne à la loi.

M. Dupré (Verchères): La politique agricole du Parti libéral était une politique juste, qui mettait sur le même pied tous les fermiers, bleus comme rouges.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nous sommes loin de la loi. Qu'on reste dans le domaine du projet de loi. Il a pour but de créer une commission pour ouvrir des marchés. Quant aux questions de budget, on pourra y revenir lors de l'étude du budget.

Il soulève un point d'ordre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le projet de loi porte sur les produits agricoles; je crois qu'il n'est guère possible, en discutant le projet, de ne pas parler de l'agriculture.

M. le président rappelle le député à l'ordre. Le député de Verchères est hors d'ordre. Ce que le député fait, c'est une comparaison entre les politiques de deux gouvernements.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le député de Verchères (M. Dupré) a le droit d'argumenter comme il le fait.

M. le président maintient le point d'ordre.

M. Dupré (Verchères): Je ne suis pas opposé à la loi. Ce que je critique, c'est la façon avec laquelle l'Union nationale a passé autrefois des lois semblables qui n'ont jamais été appliquées. C'est seulement après huit ans que le gouvernement veut faire quelque chose et il arrive encore avec un comité d'études. Si je suis en faveur du projet de loi, c'est que nous avons toujours besoin d'étudier. L'Union nationale finit par s'en apercevoir. Dans les ministères, il y a certainement des gens qui ont étudié et qui pourraient faire des suggestions. L'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) a des gens qui ont étudié et sont en mesure de faire des suggestions pratiques. Il me semble que c'est le temps d'agir. Qu'on le sache bien, ce n'est pas seulement et toujours de l'étude que désirent les cultivateurs de chez nous, mais bien des actes. Nous constatons de l'action dans l'industrie. Pourquoi ne pas en mettre quand il s'agit de l'avancement et du bien-être de la classe agricole? Pourquoi toujours parler d'études, comme le fait le gouvernement, et jamais se lancer dans la réalisation comme c'est le cas dans le commerce et l'industrie?

Je crois qu'il était peut-être difficile dans cette présente loi de donner autant de pouvoirs que ceux qui sont accordés dans la loi de l'industrie laitière, mais je crois qu'il était tout de même possible au gouvernement d'accorder certains pouvoirs, ce qui aurait contribué à l'avancement de l'agriculture et aurait en même temps servi d'expérience relativement aux demandes faites depuis de nombreuses années par l'U.C.C.

Ce que je veux, c'est que la commission ait suffisamment de pouvoirs pour agir, aider l'agriculture et améliorer l'écoulement des produits agricoles. Je voudrais qu'on insère dans le projet de loi un article donnant à la commission le pouvoir d'agir. Les commissaires pourraient consulter

l'U.C.C. dont les dirigeants ne peuvent être accusés d'être des politiciens. Puis les commissaires agiraient à la condition que le projet de loi soit amendé pour leur donner des pouvoirs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet de loi donne des pouvoirs à la commission.

M. Dupré (Verchères): Le seul pouvoir d'étudier. Ce n'est pas suffisant.

M. Chalout (Québec): J'ai toujours dans le passé représenté des comtés agricoles, et celui que je représente aujourd'hui est encore en partie agricole. J'ai été heureux de m'intéresser à tous ces problèmes. J'aime causer avec les cultivateurs, car ils constituent certainement la partie la plus saine de notre population.

Ce projet de loi me paraît excellent. Il correspond à une demande des cultivateurs. Avant de légiférer sur les problèmes en cause, il est bon de procéder à des enquêtes et à des études sérieuses. La commission voudra ce que voudront ses membres et j'espère bien que le gouvernement les choisira avec précaution. Je souhaite aussi que l'on ne s'éternise pas à étudier et que l'on passe aux actes le plus rapidement possible.

Le problème fondamental et capital, c'est que le cultivateur ne retire pas assez pour les produits de la ferme, alors que le consommateur de la ville paie trop cher pour les mêmes produits. Comme question de fait, il paie souvent le double de ce que reçoit le cultivateur. Où va la différence? Il faut attribuer la cause de cet écart à l'intermédiaire, qui se trouve entre le cultivateur et le consommateur. La solution pourrait se trouver dans les coopératives, mais on n'a pas encore trouvé les moyens de généraliser les coopératives.

L'industrie laitière est à la base de notre économie agricole, et il se passe là des choses que je voudrais signaler à la Chambre. Il y avait autrefois 600 laitiers qui venaient vendre leur lait dans la ville de Québec. Aujourd'hui, il n'y en a pas 100, bien que la population de la ville ait doublé. C'est que le commerce du lait a été accaparé de plus en plus par les laiteries, qui tendent à constituer un trust et qui font des profits que j'estime exorbitants dans bien des cas, bien qu'il puisse y avoir des exceptions. Les cultivateurs se plaignent amèrement de cet état de choses.

J'ai eu l'occasion d'étudier à fond ce problème. Je constate que les grandes laiteries ont toutes de puissants amis dans les diverses municipalités et qu'elles se servent de ces influences pour augmenter leur commerce au détriment des petits laitiers. Le

gouvernement devrait, dans l'enquête qu'il fera, étudier ces cas pour y porter remède.

Il (M. Chaloult) cite le cas d'un M. Urgèle Allard, directeur du service municipal d'hygiène de Québec. Ce monsieur est un butor, dit-il. Je répète, un butor. C'est un homme qui n'a aucune délicatesse à l'endroit des cultivateurs avec qui il est en relation quotidienne; 99 % des cultivateurs que je connais ont à se plaindre de cet homme. À Saint-Augustin particulièrement, les cultivateurs se sont plaints amèrement du traitement qu'ils reçoivent de lui. Cet homme vanterait constamment les grandes laiteries, alors qu'il attaquerait les cultivateurs sur des vétilles, et les autorités de la ville le laisseraient faire.

C'est là une injure pour les cultivateurs qui, par suite des brimades qu'ils reçoivent de la part de M. Allard, doivent porter leur lait aux grandes laiteries plutôt que de le vendre directement au public.

Sans vouloir rouvrir le débat sur la question du lait pasteurisé, je tiens à signaler que la liberté existe encore de vendre du lait cru. Qu'on fasse observer l'hygiène, soit. Mais qu'on ne force pas les cultivateurs à porter leur lait à la pasteurisation. Les cultivateurs sont persécutés et tyrannisés par ce M. Allard en particulier. Les autorités de Québec devraient se débarrasser de lui. Je crois que le cas de Québec n'est pas le seul. Je demande au gouvernement de s'intéresser à la cause des petits laitiers qui sont trop souvent exploités.

Je plaide la cause des petits cultivateurs. Il s'agit là d'un problème urgent. Je voterai pour le projet de loi, et je souhaite que l'on avance rapidement dans l'étude de celui-ci et qu'on appliquera avec vigueur les remèdes nécessaires.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance².

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 12 relatif aux maladies mentales;
- bill 15 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers;
- bill 16 modifiant la loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw;
- bill 24 modifiant la loi des commissions d'enquête;
- bill 27 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec;
- bill 32 concernant la corporation scolaire de la ville de Laprairie.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 25 pour faciliter le succès de la souscription en faveur de l'hôpital Sainte-Justine, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 3 comme article 4:

"4. La présente loi a son effet à compter du 1^{er} janvier 1951."

2. L'article 4 devient article 5.

Projets de loi:

Hôpital Sainte-Justine

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 25 pour faciliter le succès de la souscription en faveur de l'hôpital Sainte-Justine.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Dépôt de documents:

Louis Pasquier à la Corporation de la raffinerie de sucre de Québec

L'honorable **M. Barré (Rouville)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 13 mars 1951, pour la production d'une copie du contrat d'engagement primitif et du contrat

d'engagement qui l'a suivi, avec aussi copie de l'avis de la discontinuation de l'engagement de M. Louis Pasquier comme gérant de la Corporation de la raffinerie de sucre de Québec. (Document de session no 7)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Il annonce que la Chambre s'ajournera à demain matin à 11 heures.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Y a-t-il réellement assez de choses au *Feuilleton* pour réunir la Chambre vendredi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre des Finances, le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) déposera le budget supplémentaire dont on commencera tout de suite l'étude. Le gouvernement a trois ou quatre projets de loi déjà rendus à l'imprimerie. Puis les comités des bills privés et publics ont encore beaucoup de travail. C'est pourquoi je propose que l'on ajourne la Chambre à demain 11 heures.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Le premier ministre fait référence à la défaite libérale aux élections de 1948.
2. Selon le *Montréal-Matin* du 30 novembre 1951 à la page 5, il est 5 heures.

Séance du vendredi 30 novembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Donation Desmarchais

M. Barrière (Laval) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des Sœurs de Sainte-Croix, demandant l'adoption d'une loi concernant un acte de donation à la corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des Sœurs de Sainte-Croix, demandant l'adoption d'une loi concernant un acte de donation à la Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 136 concernant la municipalité du canton Langelier, la municipalité scolaire de Rivière-Croche, les limites de ces municipalités et l'évaluation de certains biens situés dans lesdites limites.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 143 modifiant la charte de la ville de Lauzon;

- bill 141 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Limbour, dans le comté de Gatineau;

- bill 147 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny;

- bill 177 concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent dans le comté de Jacques-Cartier;

- bill 107 modifiant la charte de la cité de Magog;

- bill 162 changeant le nom de famille d'Alfred Edward Snoswell *et uxor*, Edward Alfred Snoswell *et uxor*, William John Snoswell *et uxor*, Linda Joan Snoswell, Emily Edith Snoswell en celui de Jameson.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 175 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Questions de privilège:

Canadian Westinghouse, de Trois-Rivières

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'est produit, hier, un événement que je crois de mon devoir de communiquer à la Chambre. Les organisations ouvrières ont entrepris depuis plusieurs mois dans leurs rangs une purge des éléments communistes, dont les buts et les attitudes n'ont rien de commun avec les véritables et nobles aspirations des unions ouvrières *bona fide*.

Les communistes ont tenté de se faufiler dans les unions ouvrières pour s'en servir à des fins de sabotage et de désordre. Plusieurs unions ont pris des mesures énergétiques pour se débarrasser de ces éléments indésirables, et je les en félicite et les encourage à continuer.

Il s'est présenté récemment un cas dans ma ville de Trois-Rivières. Une union dirigée par des communistes, qui avaient pour but de semer des idées révolutionnaires, a demandé d'être certifiée comme représentante des ouvriers à la Canadian Westinghouse, une industrie qui s'est installée à Trois-Rivières grâce aux démarches que j'ai faites personnellement pour l'obtenir. Ils favorisent le sabotage, le désordre et l'athéisme. Aussitôt que j'ai appris la chose, j'ai cru de mon devoir comme député et comme procureur général d'intervenir.

J'ai décidé de prendre les mesures nécessaires pour combattre la certification de cette union. J'ai chargé un avocat distingué de cette province, Me Noël Dorion, c.r., de me représenter devant la Commission des relations ouvrières et de tenter de prouver que l'union en question était communiste et qu'on devait lui refuser la certification.

J'ai reçu des protestations d'organisations communistes et je me suis empressé de les jeter au panier. J'ai demandé à Me Dorion de pousser les choses. En présence de cette attitude ferme, j'ai ce matin le plaisir de vous informer que les communistes se sont sauvés, qu'ils ont renoncé à demander la certification de leur union.

(Applaudissements)

J'ai conscience d'avoir rendu service à ma ville et à ma province. C'est une œuvre salubre qui va aider les organisations ouvrières *bona fide*, la classe ouvrière et toute la province. Il est bon de constater une fois de plus que la puissance des communistes réside non pas dans leur force, mais dans l'apathie des gens qui ne se tiennent pas debout. Quand on répond à leur ténacité par la ténacité des amis de l'ordre, ils se sauvent. Ce qui s'est produit ce matin rend service à toute la communauté en nous aidant à nous débarrasser du communisme, cette engeance dont nous n'avons que faire.

Demande d'aide pour la Gaspésie

M. Lévesque (Gaspé-Nord) parle de la situation tragique créée, il y a quelques jours, sur le littoral de la Gaspésie par la tempête. Au nom de la Gaspésie, dit-il, je demande au gouvernement de prendre les moyens nécessaires pour empêcher à l'avenir de tels dégâts, qui sont malheureusement trop fréquents. Non seulement cela cause à la population des ennuis considérables, mais cela chasse les pêcheurs vers les villes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement de la province offre aux victimes de cet accident de la nature ses sympathies. Nous n'avons malheureusement aucun contrôle sur les éléments.

Le gouvernement de l'Union nationale saura, comme d'habitude, prendre ses responsabilités et collaborer avec le fédéral pour secourir la population du littoral de Gaspé-Nord qui a eu à souffrir d'une violente tempête, récemment.

La Gaspésie a longtemps été négligée. Si la population s'est établie sur le littoral, c'est qu'il n'y avait pas de chemin transversal ni aucun moyen de

communication entre les divers points de l'intérieur de la péninsule. Nous avons commencé à améliorer cet état de choses, et nous sommes à terminer un chemin transversal qui va permettre à la population de s'installer à l'intérieur de la péninsule. Pour ce qui est des victimes de la tempête, je puis dire que le gouvernement saura leur manifester son intérêt de façon amicale et pratique et collaborer au règlement du problème qu'ils ont à affronter.

Projets de loi:

Canton Langelier et Rivière-Croche

M. Ducharme (Laviolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 concernant la municipalité du canton Langelier, la municipalité scolaire de Rivière-Croche, les limites de ces municipalités et l'évaluation de certains biens situés dans lesdites limites.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 136 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Limbour, Gatineau

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Limbour, dans le comté de Gatineau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 141 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 177 concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 177 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Changement de nom Snoswell

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 162 changeant le nom de famille d'Alfred Edward Snoswell *et uxor*, Edward Alfred Snoswell *et uxor*, William John Snoswell *et uxor*, Linda Joan Snoswell, Emily Edith Snoswell en celui de Jameson.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 162 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Magog

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 107 modifiant la charte de la cité de Magog.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 107 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Lauzon

M. Samson (Lévis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 modifiant la charte de la ville de Lauzon.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 143 sans l'amender.

M. Samson (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Montmagny

M. Lizotte (L'Islet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 147 sans l'amender.

M. Lizotte (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Saint-Hyacinthe

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 175 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 175 sans l'amender.

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Budget supplémentaire 1951-1952

L'honorable M. Gagnon (Matane) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1952, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 30 novembre 1951
(Document de session no 2)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

Subsides:

Budget supplémentaire 1951-1952

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): En ajoutant cette somme à celles qui se trouvent dans le budget régulier et à celles qui sont autorisées par des lois spéciales, le gouvernement a dépensé, durant l'année financière qui finira le 31 mars prochain, une somme qui dépasse le quart de milliard de dollars et je ne serais pas surpris que les dépenses totales du gouvernement, au cours de l'exercice financier 1951-1952, atteignent le montant de \$275,000,000 en comptant les dépenses prévues au dehors des budgets par la législation.

Je n'ai pas l'intention, à la fin de la séance, de discuter le budget. Je ne veux que poser deux questions au député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis). Premièrement, le budget de 1952-1953 sera-t-il soumis bientôt à la Chambre? Et, deuxièmement, quand les *Comptes publics* seront-ils déposés?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Les estimés budgétaires de 1952-1953 seront donnés aux députés mardi prochain, le 4 décembre, à 3 heures de l'après-midi. Quant aux *Comptes publics*, nous n'avons jamais l'habitude de retarder leur publication. Les députés en obtiendront copie entre le 20 et le 25 décembre, parce que les imprimeurs ne pourront pas les livrer avant cette date sans faire travailler leurs ouvriers durant la nuit, ce qui coûte très cher. Il faudrait payer un surplus parce que les ouvriers qui travaillent la nuit ont droit à double salaire. Je ne crois pas que ce soit tellement pressé. De toute façon, nous aurons les *Comptes publics* vers le 20 ou le 25 décembre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il nous sera difficile d'étudier les estimés budgétaires sans avoir les *Comptes publics*. Avant de voter de nouveaux crédits, nous avons le droit de savoir ce qu'on a fait des argents votés dans le passé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous pourrions tout de même commencer l'étude des subsides et, s'il arrive que l'opposition ait besoin de renseignements qu'elle pense trouver dans les *Comptes publics*, nous pourrions suspendre l'item. Après tout, les *Comptes publics* ne concernent que

l'année terminée le 31 mars dernier. Nous allons donner les facilités possibles à l'opposition.

Le chiffre des dépenses fixé à \$275,000,000 par le député de Westmount-Saint-Georges est énormément exagéré. L'Union nationale s'attache à résoudre les deux grands problèmes de l'heure: la santé publique et l'éducation. Si on regarde le budget supplémentaire, on verra que, pour ces deux items seulement, le gouvernement a dépensé plus que la moitié du \$10,000,000. Ce ne sont pas des dépenses, mais des placements que le gouvernement fait en s'occupant de la santé et de l'éducation. C'est de l'argent qui reste dans la province et ne s'en va pas à l'étranger. Il faut remarquer que tout ce que l'Union nationale dépense, ça reste ici, pour le progrès et l'avancement de la province.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il sera difficile de procéder à l'étude du budget sans *Comptes publics*. Comment les députés peuvent-ils logiquement étudier les dépenses prévues pour l'exercice commençant au printemps de 1952, s'ils ne savent pas comment ont été utilisés les crédits ouverts pour 1950-1951?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous voulons procéder avec diligence. On pourrait étudier les items non contentieux. Pour les autres, le gouvernement fournira les renseignements dont l'opposition aura besoin.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les députés ne peuvent pas faire une étude intelligente des estimés budgétaires sans avoir vu comment a été dépensé l'argent voté pour 1950-1951.

La motion est adoptée. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité siège durant quelque temps.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

Projets de loi:

Législation agricole

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 8 relatif aux problèmes de législation agricole.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) à la séance du 29 novembre 1951, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que le gouvernement soit autorisé à affecter aux fins de la loi qui accompagne les présentes résolutions une somme de cent mille dollars.

2. Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions, y compris les traitements des membres du comité, du secrétaire et des employés nommés en vertu de ladite loi, soient payées à même le fonds consolidé du revenu.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a des choses qui ont été dites à l'occasion de ce bill qui montrent qu'il y a des gens qui ne savent pas ce qui se passe dans la province. Le député de Québec (M. Chaloult) dit qu'il faut agir rapidement. Peut-être, mais je crois que le devoir d'un gouvernement, c'est d'agir sûrement plutôt que rapidement. Il est très facile de réclamer une loi et, quand elle est faite et ne répond pas au goût de tout le monde, de la critiquer. Le ministère de l'Agriculture est inondé, chaque année, de pétitions demandant l'adoption de telle ou telle mesure, mais, un an ou deux après, les mêmes pétitionnaires nous supplient de prendre des mesures opposées. Il est toujours facile de critiquer ceux qui font les lois et on oublie que souvent on leur demande des choses diamétralement opposées. On sème des appétits et on réclame des choses irréalisables.

Pour répondre au député de Québec (M. Chaloult) qui voit le salut dans la coopération, c'est aussi mon avis, mais le gouvernement ne peut pas imposer la coopération à ceux qui n'en veulent

pas. Je ne crois pas aux miracles des coopératives. Elles ne font de bien que si elles sont bien supportées par leurs membres. Bien des coopératives végètent, faute de support, et, au bout de quelques années, on vient demander des octrois au gouvernement. Le gouvernement actuel laisse aux coopératives pleine et entière liberté. Ce sont des organismes qui ont la responsabilité de leurs actes et de leur administration.

En 1944, il y en avait 544 dans la province. Au mois de mars 1951, ce chiffre montait à 609. Le nombre de leurs membres passait de 44,069, en 1944, à 69,382, en 1951, et leur actif de \$10,883,749, en 1944, à \$39,511,000, en 1951. Le chiffre de leurs transactions augmentait également, de \$37,000,000, en 1944, à \$111,000,000, en 1951. Le capital augmentait également, de \$2,557,000, en 1944, à \$8,034,000, en 1951.

Relativement au reproche qu'on adresse parfois au gouvernement de subventionner les coopératives, la province n'aide que les coopératives qui ont des œuvres à leur crédit. Nous les subventionnons quand elles ont des œuvres spéciales à faire que nous ne pouvons demander aux particuliers d'accomplir. Ces octrois sont toujours subordonnés à deux conditions: premièrement, qu'ils soient dans l'intérêt public et, deuxièmement, que les activités des coopératives ne soient pas une lutte à l'entreprise privée. Il faut que la Chambre se rende compte que le gouvernement actuel ne néglige rien pour aider au mouvement coopératif.

L'industrie laitière est la base de l'agriculture dans notre province. Mais ce n'est pas la faute du gouvernement si la margarine, qui n'est que du savon autrement préparé avec de l'huile de palme ou du coco, vient faire concurrence au beurre canadien et québécois. Ce n'est pas la faute du gouvernement s'il y a des postes de distribution de margarine le long des frontières entre les provinces et dans certains ports. La production du beurre a diminué au point qu'il a fallu aller chercher à l'étranger un beurre qui n'a pas la qualité du nôtre. Le député de Québec (M. Chaloult) dira que nous faisons partie de la Confédération. C'est vrai qu'on est obligé d'endurer le reste de la famille. Le moyen d'y remédier, ce serait de se mettre à notre compte; mais je ne suis pas prêt à dire que le moment est venu de le faire.

Ce n'est pas notre faute si le prix de base du beurre a été fixé trop bas. Le député de Québec (M. Chaloult) dit que le prix du lait est trop élevé. Y a-t-il quelque chose qui se vend meilleur marché que le lait? On paie l'eau de Vichy 35 cents, et pourtant le lait, qui est le meilleur de tous les liquides que nous avons bus dans notre enfance et que nous

boirons quand nous ne pourrons plus boire autre chose, ne se vend que 19 et 20 cents la pinte. On se plaint, on se lamente, on se désole.

On va au théâtre et on paie sans protester. Passez ce soir à la porte de n'importe lequel des théâtres de Québec et vous y verrez sortir des gens qui ont payé beaucoup plus cher pour y entrer que 11 cents pour une chopine de lait. Dans ces établissements que ni Mgr de Laval ni le comte de Frontenac n'ont pu fermer, on paie ce que ça coûte; mais donner 19 ou 20 cents pour ce qu'il y a de meilleur au monde, on proteste!

Il (l'honorable M. Barré) parle de ces maisons infâmes où l'on débite du poison. Quand donc, dans la province de Québec, rendra-t-on justice à mes frères les cultivateurs? À mes frères qui travaillent 365 jours par année pour produire du lait?

Le résultat de toutes ces campagnes injustes a été de diminuer la consommation du lait et de faire tort aux cultivateurs. Cela fait que les jeunes habitants s'en vont en ville parce que leur père n'a plus les moyens de leur payer un salaire convenable. Je ne réclame pas un prix plus élevé pour le lait, mais je veux qu'on cesse de représenter le cultivateur comme un profiteur.

Le député de Verchères (M. Dupré), que j'ai trouvé plutôt amusant, reconnaît qu'il y a amélioration grâce aux mesures de l'Union nationale. Je le remercie. Il m'a demandé si je lis *La Terre de chez nous*. Je lis une foule de choses et j'en approuve une foule de bonnes. Il (l'honorable M. Barré) a commencé à lire un article et a cessé parce qu'il s'est aperçu que cet article demandait uniquement d'augmenter ce qui se fait déjà. On approuve ce qui a été fait. On nous demande de faire plus. C'est ce que nous avons l'intention de faire et je veux m'y appliquer en autant que nos moyens nous le permettront. Quand on a fait le bien, il est difficile d'exiger qu'on arrête.

Pour ce qui est du comité consultatif, l'Union nationale a déjà dans son groupe de 82 députés qui représentent chacun dans sa spécialisation, son occupation, toutes les sphères d'activités de la province. Ils forment un bon comité consultatif. Il nous faut un comité qui ne s'occupe que de cette tâche de trouver des solutions aux problèmes agricoles.

Le gouvernement a accompli une multitude de choses depuis sept ans, mais la situation change sans cesse et il faut envisager des problèmes nouveaux. Il y a 10 ans, la plupart des gens faisaient des provisions d'hiver. Aujourd'hui, la chose ne se pratique plus même à la campagne, d'où des pertes de revenus pour le cultivateur. Il faut encourager les coopératives à garder leurs produits.

Le système d'entrepasage est utile; il stabilise les prix. Ainsi, la production des pommes fut particulièrement abondante l'automne dernier. L'écoulement en est devenu difficile. Grâce aux coopératives, on a pu entreposer 300,000 minots de pommes à l'entrepôt de Farnham et 80,000 minots à celui de Châteauguay. Ainsi, le gouvernement a permis, par ses subventions, aux cultivateurs de s'occuper de leurs affaires.

Les entrepôts de coopérative permettent aussi de classer les produits. Je suis en faveur d'une classification faite par les intéressés et non à coups de lois et sous les menaces de la police. Aujourd'hui, des entrepôts existent de Gatineau jusqu'à Matane. Que ceux qui n'ont rien fait nous fassent le reproche de n'avoir rien réalisé en sept ans, c'est leur affaire.

Ce qu'il nous faut empêcher, c'est une hausse intempestive qui ne rapporte rien au cultivateur. Que faut-il penser du commerçant? Je ne suis pas contre le commerçant, mais je sais qu'il ne peut faire commerce en perdant de l'argent. Le problème consiste donc à assurer un revenu raisonnable au cultivateur et à empêcher en même temps que le consommateur paie trop cher. Pour atteindre ces fins, le gouvernement a besoin d'être renseigné.

Nous avons le droit d'avoir un organisme qui étudie la situation en vue d'améliorer les conditions de vente, tant pour le cultivateur que pour le consommateur. Ce qui est important, ce n'est pas que le cultivateur vende ses produits à un prix plus élevé, mais qu'il puisse bénéficier d'un prix moyen stable.

Le député de Verchères (M. Dupré) a parlé à quatre ou cinq reprises de la Commission de l'industrie laitière comme d'une chose merveilleuse. Sait-il que, lorsqu'on l'a instituée, les seuls pouvoirs qu'elle avait, c'était de faire rapport au ministre et d'établir des garanties? La loi a été amendée depuis au fur et à mesure que les besoins se faisaient sentir. Il en est de même de tous les organismes du genre. Ceux-ci peuvent avoir du bon, mais nous avons besoin d'un organisme qui puisse nous donner des renseignements additionnels.

Je finis par où j'ai commencé. J'avais l'impression que la discussion n'était pas nécessaire sur ce bill, qu'il était facile à comprendre, à juger, à approuver. Au fait, je termine tout de suite afin de ne pas éterniser le débat de la session. Nous voulons continuer à mieux faire, voilà tout.

M. Chaloult (Québec): Le ministre de l'Agriculture est intervenu sur divers sujets qui me forcent à faire des mises au point. J'ai été très surpris d'entendre le brave ministre de l'Agriculture dire

qu'il voulait me donner la réplique. Je n'ai jamais attaqué le gouvernement ou le ministre de l'Agriculture.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je demande au gouvernement de procéder rapidement avec le comité d'études et d'enquête. Je veux à mon tour faire une mise au point. Je n'ai pas donné la réplique au député de Québec (M. Chaloult) et, s'il l'a entendu de cette manière, je m'en excuse. J'ai dit qu'il y avait certaines choses que le député de Québec (M. Chaloult), comme une foule de gens, ne savait peut-être pas et j'ai parlé de ces choses.

M. Chaloult (Québec): J'accepte cette mise au point et je remercie le ministre de l'Agriculture. Car je n'avais eu que des paroles bienveillantes, absolument, à l'endroit du gouvernement. Le ministre s'est aussi élevé contre mon invitation au gouvernement à procéder aussi vite que possible à l'étude. Je crois que cette remarque était pertinente.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'étude et l'enquête.

M. Chaloult (Québec): Parfaitement. Mais nous avons le droit de savoir ce que les enquêteurs font. On sait qu'il y a des enquêtes très longues. Par exemple, l'enquête sur le logement qui dure depuis plusieurs années et qui n'a pas encore apporté de conclusions. La rapidité n'exclut pas la sûreté. Il y a moyen de se hâter.

Le ministre a encore parlé de gens qui sèment des appétits et du communisme. Il y a deux manières de combattre le communisme. D'abord, la répression, celle que vient d'employer le premier ministre et que je félicite pour ce geste, qui a empêché des organisateurs communistes de venir s'installer chez nous. Mais il y a une autre manière de combattre le communisme, c'est la suppression des injustices sociales. Des injustices sociales, je le répète, il y en a. On en supprime, mais il en subsiste, comme la lettre des évêques sur le problème ouvrier le signalait, il y a moyen de combattre ces injustices sociales.

Le ministre m'a prêté un autre propos que je n'avais pas tenu quand il m'a fait dire que le lait se vend trop cher. Je n'ai jamais dit ça. J'ai dit que des consommateurs se plaignent de ce que le lait se vend trop cher. Autre parole que je n'ai pas aimée: le ministre m'a fait dire que j'avais traité les cultivateurs de profiteurs. C'est tout le contraire que j'ai dit. J'ai pris, hier, la défense des cultivateurs...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'y a pas l'ombre d'un doute là-dessus. Mon honorable ami est peut-être un peu susceptible, mais nous n'avons jamais prétendu qu'il avait dit que les cultivateurs sont des profiteurs. Au contraire, il profite de toutes les occasions pour dire son admiration à l'endroit des cultivateurs.

M. Chaloult (Québec) remercie le premier ministre de sa mise au point.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne veux pas me vanter, mais, jusqu'ici, il n'y a qu'un homme qui ait parlé de la loi, et c'est moi! Il serait temps de revenir à la loi.

M. Chaloult (Québec): La veille, je me suis hâté, vu que le premier ministre avait manifesté son intention de suspendre la séance de la Chambre, afin que le comité des bills privés puisse siéger le reste de l'après-midi. Je n'ai pas exprimé toute ma pensée. En ce qui concerne le lait, le producteur reçoit 11 cents la pinte tandis que le consommateur paie 19 ou 20 cents, ce qui laisse à l'intermédiaire 8 à 9 cents la pinte. Le cultivateur ne reçoit pas assez, et le consommateur se plaint de payer trop cher. Le problème de l'heure, c'est le problème des intermédiaires.

L'honorable M. Barré (Rouville):

L'intermédiaire se plaint-il lui aussi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il faudrait rester sur la loi, dont le but est d'étudier les moyens de voir à ce que le consommateur ne paie pas trop cher et que le cultivateur soit traité avec justice.

M. Chaloult (Québec): Le problème, selon moi, est celui de l'écart entre le producteur et le consommateur. C'est le problème de l'intermédiaire. J'ai parlé à des cultivateurs depuis hier et la laiterie Borden, dont j'ai parlé hier, au sujet des baux des grandes laiteries, constitue un des trusts, mais elle n'est pas la pire. La laiterie Laval a été mentionnée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Tandis que le consommateur se plaint de payer trop cher, le cultivateur, lui, ne reçoit que la moitié de ce que paie le consommateur. Ce dernier est exploité. C'est là un gros problème. Quand on produit, il faut vendre. La production sans la vente ne paie pas. Comment vendre? Voilà le problème.

M. Chaloult (Québec): Les cultivateurs se plaignent de ce qu'on refuse leur lait à certaines époques, particulièrement dans le temps des fêtes, alors qu'il s'en consomme moins. On porte préjudice au producteur et au consommateur avec la complicité d'un inspecteur de Québec, M. Allard, que j'avais traité hier de butor. J'aimerais employer une expression plus forte. Je demande que Québec voie à se débarrasser de cet homme. Le gouvernement provincial n'est pas en cause, il s'agit des autorités municipales.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La première chose que je constate, c'est l'objet de la loi: constituer un comité pour étudier les problèmes relatifs à la production, à la vente et à la distribution des produits agricoles. Il (M. Marler) aborde en détail chacune de ces trois catégories de problèmes, et il souligne qu'il importe de procéder en tenant compte des intérêts et du cultivateur et du consommateur.

La question discutée n'est pas nouvelle puisqu'elle remonte à 1949, alors que le gouvernement avait fait adopter une loi destinée à activer la production agricole, stipule-t-il. Dans le cas de la vente des produits agricoles, des lois ont également été adoptées dans le passé à cet effet. De même pour la distribution de ces produits.

Personne ne diffère d'avis sur le fait que l'industrie laitière est à la base de notre agriculture. Il existe une loi provinciale interdisant la vente et la production de ce succédané du beurre dans le Québec, mais, de l'aveu même des intéressés, il se vend de la margarine dans la province. Il se produit également dans le Québec et il se vend d'autres succédanés du beurre qui se vendent sous le nom de "spread". Le gouvernement ne doit pas prétendre accorder aux cultivateurs une protection qu'il ne leur assure pas en fait.

Il (M. Marler) exprime des doutes quant aux résultats du projet de loi discuté. Il s'agit d'établir une commission d'études, précise-t-il. Dans le passé, des commissions ont été créées par le gouvernement. Elles ont beaucoup voyagé, beaucoup dépensé; elles ont coûté cher, mais n'ont jamais fait de rapport. Je cite en exemple le comité des produits saisonniers, créé en 1948, qui n'a jamais fait de rapport. Il y a comme ça, des tas de comités et de commissions qui restent dans les Statuts, mais n'ont jamais donné de résultats.

Il convient de se livrer à des études en vue de faire la lumière sur les problèmes agricoles. Si l'opposition votait contre le bill 8, on pourrait croire

qu'il ne reste rien à faire, qu'il n'y a plus rien à étudier dans le domaine de l'agriculture.

Une commission d'études ne pourra pas faire de mal. Pour ce qui est de faire du bien, cela dépend du gouvernement. S'il s'agit d'un effort sincère de la part du gouvernement pour faire la lumière sur les problèmes agricoles, cela fera du bien. Je doute des résultats, mais je vais quand même voter pour cette loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Bien des choses ont été dites au cours de la discussion du présent projet de loi. Je ne les passerai pas toutes en revue. Seulement, je veux rappeler que le gouvernement de la province de Québec est le seul qui ait réellement pris des mesures efficaces contre la production, la vente et la consommation de la margarine.

On pourra discuter la chose plus au long lors de l'étude du budget du ministère de l'Agriculture. Je veux toutefois souligner que, s'il arrive que la loi ne soit pas toujours respectée comme elle devrait l'être, c'est parce que, dans les autres provinces, la vente est libre et que le gouvernement fédéral encourage la fabrication de ce produit en laissant entrer au pays les matières premières nécessaires à sa fabrication. Ils permettent l'importation d'huiles végétales venant de pays étrangers.

Au sujet de la présente loi, elle refond toutes les lois antérieures et elle va beaucoup plus loin que tout ce qui a été fait jusqu'ici. Elle donne à la commission qui va être instituée tous les pouvoirs d'enquête possibles. Grâce à cette commission, le gouvernement sera en mesure de connaître les causes de la dépréciation des produits agricoles et de prendre les mesures pour corriger la situation.

M. Dupré (Verchères): Je ne veux pas détailler à nouveau la loi. J'insiste néanmoins sur le fait que le ministre de l'Agriculture aurait admis qu'elle se trouvait déjà en grande partie dans les Statuts. J'ai, à plusieurs reprises, demandé les noms des personnes nommées ainsi que les dépenses faites sous l'empire des anciennes lois. Jamais il ne m'a répondu...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demanderais au député de Verchères de bien vouloir s'en tenir à la loi. Le travail de la session est déjà assez absorbant pour le gouvernement, qui doit en même temps s'occuper de l'administration générale de la province, sans que les députés entrent chaque fois dans de longues digressions.

M. Dupré (Verchères): Je demande au premier ministre de m'accorder deux minutes seulement. J'admets que l'industrie laitière est de toute première importance, mais il y a d'autres facteurs. Par exemple, il se perd chaque année dans notre région, celle du ministre de l'Agriculture et la mienne, de très grandes quantités de pommes. Le gouvernement pourrait contribuer à la construction d'entrepôts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Verchères s'éloigne encore du sujet. La commission d'enquête que crée cette loi a précisément pour but d'étudier ces problèmes.

M. Dupré (Verchères): Pourrais-je parler de l'UCC, qui a valu au ministre de l'Agriculture d'être interrompu par le premier ministre quand il en a parlé...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le député laissait moins trotter la folle du logis, il laisserait voir son intelligence. S'il y a un homme qui peut parler de l'UCC et que l'on ne doit jamais empêcher d'en parler, c'est bien le ministre de l'Agriculture qui fut son fondateur et son président dans les époques les plus difficiles des débuts.

L'honorable M. Barré (Rouville): Mon excellent ami de Verchères veut-il savoir ce que le premier ministre m'a dit? Eh bien, il m'a dit: "Ça presse." J'ai compris qu'il avait raison et je demande au député de Verchères de le comprendre aussi.

M. Dupré (Verchères): J'ai terminé moi aussi.

L'honorable M. Tardif (Frontenac): Mais ça ne presse pas tellement que je ne puisse féliciter le gouvernement et le ministre de l'Agriculture de tout ce qu'ils ont fait pour la classe agricole. L'opposition se contredit dans cette loi. J'ai ici les journaux du matin qui rapportent ce qu'ont dit ses membres, hier...

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre a-t-il l'intention de lire à la Chambre les journaux du matin?

L'honorable M. Tardif (Frontenac): Je veux seulement avoir les journaux à ma portée pour confondre l'opposition, si elle se contredit à nouveau. Je demanderais aussi au député de

Verchères de se regarder dans le petit miroir qui est un souvenir de famille qu'il porte avec lui. Il n'est pas nécessaire que ce miroir soit très grand. Il y verra très facilement le peu de chose qu'a fait l'opposition pour l'agriculture et les œuvres nombreuses de l'Union nationale. Ses amis et lui se sont toujours opposés à toutes les mesures de nature à aider les cultivateurs.

M. Dupré (Verchères): Je soulève un point d'ordre. Que le ministre me cite une seule mesure de nature à véritablement aider la classe agricole contre laquelle j'ai voté.

L'honorable M. Tardif (Frontenac): Je dis que l'opposition en général a agi de la sorte. Encore aujourd'hui, elle se contredit. Le député de Verchères dit qu'il est contre la loi parce que c'est une mesure inutile, mais qu'il votera pour. Si c'est une mesure inutile, s'il est inutile de dépenser \$100,000, il ne devrait pas voter pour¹.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Élie, Fleury, Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lévesque, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Matte, Ouellet, Paquette, Plourde, Prévost, Provençal, Riendeau, Roche, Rochon, Ross, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 69.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 8 sont agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 relatif aux problèmes de législation agricole soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Élie, Fleury, Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lévesque, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Matte, Ouellet, Paquette, Plourde, Prévost, Provençal, Riendeau, Roche, Rochon, Ross, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 69.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la présente séance.

Succession d'Édouard Biron

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 concernant la succession d'Édouard Biron soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de la cité de Trois-Rivières

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Les délais sont expirés, mais je n'ai pas d'objection à ce que le bill soit voté et envoyé au comité, parce que c'est la ville de Trois-Rivières.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Subsides:**Budget supplémentaire
1951-1952**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de protection de la jeunesse (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté "Pour faciliter l'établissement des jeunes - dépenses en immobilisations (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux: construction de camps (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté "Pour favoriser l'industrie du sucre d'érable (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas six mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-trois mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles normales (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas trente-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie, gages compris (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Biologie marine (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction, électrification et agrandissement d'entrepôts, séchoirs, neigères et école (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et administration (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de matériel, accessoires, instruments, médicaments et vêtements (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires de comtés (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions neuf cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Fonds de l'assistance publique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais de bureau (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Musées, archives et services culturels divers (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service forestier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Prévention des incendies (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues, frais légaux (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont de Québec - parachèvement, nouvelle voie carrossable et approches (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont de Valleyfield-Coteau (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de perception (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1952.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides. Les résolutions sont lues et agréées.

Voies et moyens:

Budget supplémentaire 1951-1952

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1952, il soit permis de tirer du fonds consolidé de la province une somme ne dépassant pas \$10,487,500.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité des voies et moyens est lue et agréée.

Projets de loi:

Loi des subsides No 1, 1951-1952

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 36 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1952, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Ministère de l'Agriculture, rapport 1950-1951

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1951. (Document de session no 8)

Projets de loi:

Législation agricole

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 8 relatif aux problèmes de législation agricole.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 8 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Chalout, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Élie, Fleury, Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicœur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lévesque, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Matte, Ouellet, Paquette, Plourde, Prévost, Provençal, Riendeau, Roche, Rochon, Ross, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 69.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Centres médicaux de diagnostic

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 33 assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande d'expliquer le projet de loi avant que la Chambre ne le vote en première lecture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est une loi pour établir dans la province des centres de diagnostic, sous la direction du ministre de la Santé. Les gens ne sont pas aux hôpitaux parce que souvent ils n'ont pas les moyens de payer les médecins appelés en consultation. Faute de soins donnés à temps, les maladies s'aggravent et cela cause une congestion dans les hôpitaux. C'est un projet merveilleux. Les centres que nous allons créer seront dotés de rayons X et de tous les appareils nécessaires au dépistage des maladies.

Grâce à ce programme, les médecins généralistes pourront poser des diagnostics sur leurs patients sans que ceux-ci n'aient à se rendre à l'hôpital où, dans bien des cas, ils ne sont pas autorisés à traiter leurs patients. Dans le cas des gens à revenus modestes, le gouvernement paiera les dépenses. Nous demandons \$6,000,000 pour l'opération de cette loi durant trois ans.

Je crois pouvoir annoncer que le premier centre de diagnostic sera établi à Montréal qui est la ville la plus peuplée de la province. Nous verrons pour Québec ensuite. Il (l'honorable M. Duplessis) attribue le mérite de cette idée au député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Guévremont) qui a présenté le sujet plusieurs mois auparavant.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Assistance publique

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 34 concernant l'assistance publique.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande d'expliquer le projet de loi avant que la Chambre ne le vote en première lecture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous voulons dégrever les municipalités des frais de l'assistance publique. Actuellement, chaque partie, la municipalité, les institutions et le gouvernement, paie 33⅓ de la dépense.

Conformément à la loi qui est en vigueur depuis 1921, les coûts pour soigner les indigents sont divisés également entre le gouvernement et la municipalité où la personne malade habite et où se trouve l'institution charitable. Par la loi que nous proposons à la Chambre, le gouvernement diminuera de plus de la moitié les dépenses des municipalités à ce sujet.

Nous voulons diminuer la part des municipalités de 33⅓ % à 10 % ou 15 %. La proportion exacte n'a pas été établie. Le gouvernement provincial assumera la part que payaient les municipalités.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Code municipal

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 35 modifiant le Code municipal.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande d'expliquer le projet de loi avant que la Chambre ne le vote en première lecture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quant à cette loi nouvelle, nous amendons le Code municipal pour donner aux conseils municipaux le droit absolu de contrôle sur les salles de danse qui sont dans les limites de leur juridiction. Il y aura également des amendements qui concernent l'urbanisation et les chemins d'hiver.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Centres médicaux de diagnostic

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions

relatives au bill 33 assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province.

Adopté.

Assistance publique

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 34 concernant l'assistance publique.

Adopté.

Législation agricole

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a déclaré tantôt que la vente de la margarine est permise dans la province de Québec. J'ai ici une copie de l'arrêté ministériel qui défend la fabrication, la vente, la mise en vente de la margarine et de l'oléomargarine dans la province de Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'ai dit que le gouvernement permet la vente d'un produit semblable, qui porte un nom différent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le comité des bills privés étudiera le bill de Montréal mardi matin. S'il le faut, le comité siégera dans l'après-midi et la soirée pour régler le sort du projet de loi. Après cela, on étudiera le bill de Québec.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTE

1. Selon *Le Soleil* du 1^{er} décembre 1951, à la page 6, le débat a duré deux heures.

Séance du mardi 4 décembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte de la cité de
Saint-Jérôme**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Barrière), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Centre médical
Claude Bernard**

M. Guévremont (Montréal-Jeanne-Mance) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Gendron), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Fernand Grégoire et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Centre médical Claude Bernard Medical Centre de la cité de Montréal, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Fernand Grégoire et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Centre médical Claude Bernard Medical Centre de la cité de Montréal.

Jean-Noël A. Thibert

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Jean-Noël A. Thibert, demandant l'adoption d'une loi permettant au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres, après examen, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Jean-Noël A. Thibert, demandant l'adoption d'une loi permettant au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 116 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Projets de loi:

Charte de la cité de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 116 sans l'amender.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- des Sœurs de Sainte-Croix, demandant l'adoption d'une loi concernant un acte de donation à la Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.

Projets de loi:

Donation Desmarchais

M. Barrière (Laval) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 172 concernant un acte de donation par Philomène et Élise Desmarchais à la Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.

Adopté.

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 172 concernant un acte de donation par Philomène et Élise Desmarchais à la Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Budget des dépenses 1952-1953

L'honorable M. Gagnon (Matane) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1953, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 4 décembre 1951
(Document de session no 1)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget qui l'accompagne.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 30 modifiant la loi concernant la Régie des loyers, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est modifié:

a) en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du paragraphe c, les mots "l'alinéa suivant" par les mots "les alinéas suivants";

b) en ajoutant, après le premier alinéa du paragraphe c, ce qui suit comme deuxième alinéa:

"Il doit aussi refuser la demande de prolongation lorsqu'il est établi que le locataire ou des personnes dont il est responsable détériorent les lieux loués, volontairement ou par négligence, ainsi que dans le cas où il autorise la conversion d'une maison d'habitations en un établissement commercial, en vertu de l'article 27."

2. L'article 8 est modifié en insérant immédiatement après le mot "maison", dans la troisième ligne du troisième alinéa du paragraphe b, les mots "en vertu du présent article,".

3. L'article 9 est modifié en ajoutant après le mot "octobre", à la fin du deuxième alinéa du sous-article 24b, les mots suivants: "; elle ne s'applique pas non plus aux décisions rendues avant le vingt-sept novembre 1951".

4. Ce qui suit est ajouté après l'article 11, comme article 12:

"12. L'article 27 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"L'administrateur ne peut permettre cette conversion pendant que la maison est légalement occupée par un locataire."

5. L'article 12 qui devient article 13 est modifié en remplaçant, dans la première ligne du sous-article 27*a*, les mots "L'administrateur" par les mots "Sous réserve des règlements municipaux en vigueur dans la localité, l'administrateur".

6. L'article 13, qui devient article 14, est modifié:

a) en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa du sous-article 28*a*, les mots "dans les soixante jours de la sanction de la présente loi," par les mots "avant le trente janvier 1952,";

b) en remplaçant, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa du sous-article 28*a*, le mot "vingt" par le mot "trente".

7. L'article 14 qui devient article 15 est modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "le suivant" par les mots "les suivants";

b) Ce qui suit est ajouté après le sous-article 29*a*, comme sous-article 29*b*:

"29*b*. Une maison qui a fait l'objet d'une prolongation de bail par un administrateur ou d'une entente entre les parties à la suite d'une demande de prolongation de bail ou de fixation de loyer, ou qui a été, après le trente avril 1951, légalement occupée par un locataire en vertu d'un bail consenti, avant ou après cette date, entre le locataire ou le propriétaire, ne peut, sans l'autorisation de l'administrateur, après le départ du locataire qui a obtenu cette prolongation, concourir dans cette entente ou consenti ce bail, être louée à un autre locataire pour un prix plus élevé.

"Au cas de violation des dispositions de l'alinéa précédent, le nouveau locataire n'est tenu qu'au paiement du loyer qui était exigible du locataire précédent, à moins que, sur demande du propriétaire, l'administrateur ne juge équitable d'approuver, en totalité ou en partie, l'augmentation de loyer exigée par le propriétaire; dans ce cas, le supplément de loyer approuvé par l'administrateur n'est exigible qu'à compter de la date de sa décision.

"Les deux alinéas précédents s'appliquent à toutes les maisons qui ont, depuis le premier mai 1951 inclusivement, fait l'objet d'une prolongation de bail, d'une entente ou d'une occupation légale visée par le premier alinéa."

8. Les articles 15, 16, 17, et 18 deviennent respectivement articles 16, 17, 18 et 19.

9. L'article 19, qui devient article 20, est modifié:

a) en remplaçant, dans les sixième et septième lignes du deuxième alinéa, les mots "modifiée; articles 13 et 14; paragraphe *a* de l'article 15; articles 16 et 17;" par les mots "modifiée; articles 14 et 15; paragraphe *a* de l'article 16; articles 17 et 18;";

b) en remplaçant, dans la première ligne du deuxième alinéa, à la page 10, le chiffre "20" par le chiffre "27";

c) en remplaçant, à la fin du deuxième alinéa, à la page 10, "et 11" par ", 11 et 12".

10. L'article 20 devient article 21.

Projets de loi:

Régie des loyers

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 30 modifiant la loi concernant la Régie des loyers.

Les amendements sont lus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative agréé les amendements qu'il a apportés au bill 30 modifiant la loi concernant la Régie des loyers, mais avec l'amendement suivant:

L'article 27*a* dudit bill, tel qu'amendé par le Conseil législatif, est abrogé et remplacé par le suivant:

"27*a*. Subordonnement à l'application de tous règlements municipaux alors en vigueur et notamment des règlements ayant trait à la construction et à la transformation des immeubles dans la municipalité, l'administrateur peut permettre la subdivision, en plusieurs logements, d'une maison spacieuse occupée par un seul locataire en vertu d'une prolongation de bail aux conditions qu'il détermine pour la protection des droits du locataire.";

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

La motion est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

4 décembre 1951

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 36 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1952, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Subsides:**Budget des dépenses
1952-1953**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Dupré (Verchères) propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Nord (M. Lévesque), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, est d'avis qu'elle devrait attendre pour ce faire que les *Comptes publics* démontrant l'utilisation des subsides votés pour l'année terminée le 31 mars 1951 ne lui aient été soumis."

On nous demande, dit-il, de voter des subsides avant d'avoir une copie des *Comptes publics* de l'année précédente. Je n'ai jamais eu connaissance que l'on ait commencé l'étude des subsides sans que les *Comptes publics* aient été produits. Le ministre des Finances nous dit que nous ne les aurons pas avant le 25 décembre. L'opposition est donc dans une mauvaise position pour remplir son rôle et il lui faut absolument les *Comptes publics*.

On ne peut pas discuter sensément des dépenses projetées par le gouvernement sans connaître par les *Comptes publics* quel usage on a fait des crédits précédemment votés. Nous n'avons pas un seul chiffre à notre disposition et je suis certain que si nous avions le document que nous réclamons, la discussion serait moins longue. C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer en amendement une motion à l'effet de retarder jusqu'après la présentation des *Comptes publics* la discussion des détails du budget pour l'année prochaine.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

J'appuie la proposition du député de Verchères (M. Dupré). J'ai remonté jusqu'à 1936, et toujours les *Comptes publics* ont été présentés avant le budget, avant la discussion des crédits.

Je réalise bien que la loi n'oblige pas le gouvernement de présenter ce document avant la discussion des crédits, mais c'est une question pratique. Dans l'étude des crédits, il nous faut juger en regard des dépenses faites durant l'exercice financier précédent. Au cours des sessions précédentes, l'opposition a critiqué la dépense des deniers publics sous l'autorisation de certaines lois. Le gouvernement nous a répondu qu'on pouvait trouver le détail de cette dépense dans les *Comptes publics*. Sans ce document, nous ne pouvons pas nous rendre compte de la façon dont le gouvernement dépense.

Nous ne savons rien quant à la dette de la province. Sans les *Comptes publics*, nous ne pouvons pas savoir dans quelle mesure le gouvernement a eu recours aux crédits statutaires. Je trouve la situation bien étrange: on nous demande de voter les crédits pour 1952-1953 et nous n'avons pas de *Comptes publics* plus récents que ceux de 1949-1950. Il me semble que c'est le devoir du gouvernement de rendre ses comptes aux députés et que l'occasion naturelle de le faire, c'est quand il nous demande de voter de nouveaux crédits.

En résumé, nous sommes obligés de voter des crédits pour 1952-1953 sans savoir comment le gouvernement a dépensé les crédits accordés pour 1949-1950. Les renseignements que nous demandons sont essentiels et je crois qu'il faut différer cette discussion jusqu'à ce que le gouvernement ait décidé de nous fournir les renseignements que nous réclamons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'opposition est pénétrée d'une idée fixe: critiquer tout le temps, de toute façon, n'importe quand et sur n'importe quoi. Ça fait 25 ans que je siège à Québec et jamais, sous aucun régime politique, n'a-t-on présenté aux députés autant de renseignements et ne l'a-t-on fait avec autant de diligence.

Autrefois, quand le Parlement était convoqué, les lois n'étaient pas prêtes, elles n'étaient même pas encore pensées; les séances de la Chambre qui devaient commencer à 3 heures débutaient à 4 heures; la Chambre ne siégeait pas le soir; les gens devaient passer trois semaines devant les comités pour obtenir la réalisation de choses que nous faisons, nous de l'Union nationale, en deux séances. Les sessions duraient quatre mois pour un travail qui

aurait pu se faire en un mois. C'est le peuple qui payait pour ces trois mois additionnels.

Nous présentons nos lois à temps: on nous accuse alors d'être à temps pour les impressions, mais en retard pour les besoins du public. Si c'est blanc, on dit noir; si c'est noir, on dit blanc. On nous reproche de dire aux députés, quatre ou cinq mois d'avance, ce que le gouvernement va dépenser l'an prochain.

On reproche au gouvernement de donner à l'opposition, cinq mois d'avance, des renseignements qu'elle obtenait un an après autrefois. C'est la première fois que je vois une opposition du genre. Je ne suis pas surpris qu'elle ne soit pas plus nombreuse et l'on peut facilement prévoir ce qui va lui arriver aux prochaines élections.

L'opposition prétend que, pour discuter les dépenses que la province va faire à partir du 1^{er} avril 1952 jusqu'au 31 mars 1953, il lui faut les *Comptes publics* de 1950-1951. C'est la première fois que j'entends dire ça. D'ailleurs, la loi ne nous oblige pas à donner les *Comptes publics* et je défie l'opposition de nous citer un article de la loi à l'encontre de ce fait.

Cette motion est un compliment déguisé. On nous fait un compliment en nous demandant les *Comptes publics* immédiatement. On dit: "Le gouvernement est si bon qu'il va faire tout ce qui est humainement possible." C'est vrai. On sait que le gouvernement a l'habitude de faire mieux que la loi, mais nous ne pouvons pas faire mieux que l'imprimeur. L'impression des *Comptes publics* a été confiée à *L'Action catholique*. C'est un journal qui est bon la plupart du temps et qui fait du beau travail. Mais, pour avoir les *Comptes publics* plus tôt, il faudrait faire travailler ces gens-là jour et nuit.

Il ne faut tout de même pas faire travailler les gens plus longtemps que raisonnable, 10, 12, 14 heures par jour. Si on les faisait travailler jour et nuit, l'opposition critiquerait; elle dirait avec raison que ce n'est pas humain. Nous tâchons d'être humains et l'opposition critique quand même.

L'opposition veut connaître le nombre des employés du gouvernement. Est-ce que le chef de l'opposition sommeillait, au début de la semaine dernière, quand je lui ai remis le rapport de la Commission du service civil? Il trouvera dans ce rapport tous les noms et tous les salaires des employés civils. Attend-il un ordre du chef absent, de celui qui a peur d'une élection par acclamation?

Nous déposons le budget d'avance pour donner tout le temps aux députés de l'étudier. Si, au cours de la discussion, l'opposition a besoin de renseignements additionnels, nous les lui fournirons. Que veut-on en plus de ça?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les *Comptes publics*!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai déjà vu des oppositions, mais jamais comme celle-là. Des oppositions qui remplissaient un travail patriotique, une tâche importante. Celle-là représente une relique d'un parti qui fut grand. Je ne sais pas du tout à quoi elle pense.

Le chef de l'opposition sait écrire. Qu'il dépose des motions et des questions à l'ordre du jour et nous lui répondrons. Nous ne sommes pas obligés de donner les *Comptes publics* avant le 15 janvier de l'an prochain.

Si l'on a besoin de renseignements, nous allons répondre. Mais nous ne voulons pas faire travailler les gens d'une façon inhumaine. La motion de l'opposition est une motion dilatoire, destinée à retarder le travail sessionnel, à faire perdre le temps de la Chambre. Nous allons voter et nous considérerons ensuite le budget. Le budget comprend 400 ou 500 items. L'opposition doit être prête à en discuter au moins quelques-uns. Je demande le rejet de la motion.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Dupré, Earl, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 7.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatien, Gendron, Gérin, Guay, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Roche, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 71.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Conseil législatif - (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On ne sait pas qui paie le chef absent. On pourrait peut-être parler de cela?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Y a-t-il eu augmentation des salaires des employés du Conseil législatif?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a eu augmentation des salaires et diminution du personnel. C'est ainsi qu'à la Bibliothèque, il y avait plus de monde que de livres. Mais nous avons régularisé la situation. Les salaires des employés ont été augmentés, sauf ceux du greffier et de l'assistant-greffier. Le greffier qui est en Europe, qui se promène.

Lors d'une récente réunion du Conseil des ministres, un arrêté en conseil a été adopté par lequel les employés civils et mariés, ou veufs avec enfants, qui gagnent \$2,500 et moins, recevront à Noël une gratification de \$25. Sous les anciens régimes libéraux, ils recevaient \$5.

(Applaudissements à droite)

Il (l'honorable M. Duplessis) reproche aux libéraux d'avoir proposé l'abolition du Conseil législatif, puis de s'y être réfugiés et de conserver leur siège. Le Conseil législatif, dit-il, joue un rôle modérateur. Les conseillers sont au nombre de 24 et il y a 17 partisans de l'opposition, et cependant ils approuvent nos lois. C'est probablement la Providence qui a permis cela pour punir ceux qui avaient promis d'abolir le Conseil.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Est-ce que le Conseil législatif devrait désapprouver les lois du gouvernement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il appuie le gouvernement tandis que l'opposition à l'Assemblée législative le critique. Le Conseil législatif a beaucoup de travail, puisque les sept ministériels sont obligés d'expliquer les lois aux 17 oppositionnistes. C'est comme à l'Assemblée législative où nous sommes 82 pour en faire comprendre sept¹.

Il y a des hommes éminents, au Conseil législatif, par exemple un ancien ministre, M. Laferté. Il était

ministre de la Colonisation. Un jour, il a présenté un projet merveilleux. Il s'agissait de faire de la colonisation en hiver. Les colons sont partis l'hiver. Mais, au printemps, ils ont failli se noyer. Ils étaient bâtis sur un lac.

C'est probablement la Providence qui a permis cela pour punir ceux qui avaient promis d'abolir le Conseil.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Je n'ai pas de réponse à ma question. Cela fait 11 sessions que je siège dans cette Chambre et chaque année j'ai entendu la même plaisanterie. Le premier ministre est très faible pour donner des réponses, mais très fort pour faire des plaisanteries. Qui est assistant-greffier?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne le sais pas. Il y a 14,000 employés au gouvernement. Je ne peux pas les nommer tous par leur nom.

Le Conseil législatif remplit un rôle important et nécessaire quand il agit selon la Constitution.

Est-ce que le chef de l'opposition prévoit un siège pour son chef, au Conseil législatif?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Non.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Alors il n'aura pas de siège nulle part.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Le premier ministre veut que nous demandions l'abolition du Conseil législatif. Nous proposons que ce soit l'Union nationale qui soit abolie.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Ce n'est pas une proposition, c'est un rêve!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

C'est plus sérieux qu'on ne le pense. Il y a plusieurs députés qui ne seront plus dans cette Chambre après les élections. Le gouvernement a-t-il l'intention d'accorder des augmentations?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous en avons accordées, par exemple à M. Paul Paré. Je ne sais pas ce qu'il fait. Mais le greffier n'en a pas eu ni l'assistant-greffier.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Il n'est pas raisonnable de ne pas accorder d'augmentation après les trois années qui viennent de s'écouler et la hausse du coût de la vie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les employés du Conseil législatif ne travaillent qu'environ un mois par année. En somme, ils sont bien payés.

Depuis 1944, des augmentations ont été données pour \$7,000,000. Ce n'est pas encore parfait, mais il ne faut pas oublier que le seul item "Salaires" coûte \$50,000,000 au gouvernement. Sous l'ancien régime, il y avait des salaires de \$300 et les salaires de \$1,000 étaient nombreux.

On a augmenté le traitement d'un grand nombre de fonctionnaires, mais les autorités provinciales ne peuvent englober tous leurs revenus dans les traitements et salaires. Si elles le faisaient, comment construiraient-elles des écoles, des hôpitaux, des routes? Comment viendraient-elles en aide aux indigents malades?

La première année que j'étais étudiant, j'avais \$24 par mois, et pourtant, je me trouvais avec plus d'argent que deux ans plus tard alors que je recevais \$60. C'est que je me permettais des dépenses plus fortes. Je prenais le taxi, je louais un siège plus cher au spectacle. Tout est relatif. Il y a là matière à considération. Il y a un peu de cela quand certains se plaignent.

Il (l'honorable M. Duplessis) cite des augmentations de salaire aux greffes, aux cours de magistrat, aux protonotaires, aux inspecteurs d'écoles. Dans le budget supplémentaire, la Voirie seule a une somme de \$700,000, et cela, uniquement pour les ouvriers qui travaillent durant l'été aux chemins, précise-t-il.

M. Chaloult (Québec): Je félicite le gouvernement pour les augmentations de salaire accordées, en particulier aux palais de justice de Québec et de Montréal. J'ai rencontré plusieurs employés du palais de justice de Québec qui se sont déclarés très satisfaits des améliorations apportées.

Le premier ministre a dit lui-même qu'il y a encore des améliorations possibles. Effectivement, il y a encore des améliorations possibles, en particulier aux greffes. Il y a des cas lamentables d'employés civils qui travaillent bien, qui ont de la valeur, et qui sont mal payés. Le premier ministre dit: "Nous avons donné tant de millions." C'est vrai, mais il y a aussi le coût de la vie qui a augmenté terriblement. Les gens qui gagnaient \$1,500 il y a 10 ans ne bénéficient aujourd'hui que de la moitié de ce qu'ils touchaient alors.

La valeur de l'argent a diminué de moitié. Qui avait \$3,000 il y a 10 ans, et a bénéficié de \$1,000 d'augmentation, n'a plus le pouvoir d'achat

d'il y a une décade. Ils devraient recevoir \$6,000 aujourd'hui, qui correspond au traitement de \$3,000 d'il y a 10 ans. Mes protestations sont surtout pour appuyer les pères de famille, auxquels personne ne pense. Je veux être juste pour le gouvernement et reconnaître ce qu'il a fait, mais je crois qu'il pourrait faire davantage. Et je parle au nom d'un groupe important de fonctionnaires de mon comté. Il faudrait ajuster les salaires au coût de la vie, afin que le personnel puisse fournir un meilleur rendement.

Il y a eu des augmentations, mais sont-elles proportionnées à la hausse du coût de la vie? Je connais des employés qui gagnent \$1,500 et même \$1,200 par année et qui doivent faire vivre une famille. C'est un très grave problème. Je fais des instances pour qu'on tâche d'ajuster le salaire au coût de la vie, afin que les employés puissent donner un meilleur rendement.

J'en viens au Conseil législatif. On aime à dauber sur le Conseil législatif. Il est absolument inutile. Pourquoi alors ne pas l'abolir? Ce serait une économie considérable. La province de Québec est la seule à conserver cette relique. Ce serait une mesure très populaire, à la veille de l'élection. Peut-être pas auprès des conseillers législatifs, mais ils sont peu nombreux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Québec prétend que, quand nous accordons \$1,000 d'augmentation de salaire, le salaire diminue. C'est un sophisme. D'ailleurs, nous n'avons pas seulement accordé des augmentations de salaire, nous avons aussi amélioré les conditions de travail en les assurant aux frais de la province, en leur accordant une pension adéquate et en les faisant bénéficier de divers autres avantages. Les employés du gouvernement ont de nombreux congés par année, si bien qu'on peut dire qu'ils ont de un mois et demi à deux mois de congé par année. Bref, les fonctionnaires bénéficient de longs congés, de pensions, d'assurances sur la vie, de cadeaux du jour de l'An, etc.

Il leur (les fonctionnaires) arrive de partir cinq minutes avant l'heure régulière, mais, quand ils font cinq minutes de travail supplémentaire, cela coûte à la province \$1 de l'heure. Et souvent je suis le premier à arriver dans les bureaux et le dernier à en partir.

Le gouvernement garde à son service certains employés uniquement par esprit humanitaire. La situation de fonctionnaire n'est pas si mauvaise. Un fait le prouve: certains employés ont refusé les offres d'hommes d'affaires qui proposaient des salaires plus élevés et sont restés au service du gouvernement.

C'est le cas de M. François Jobin, entrepreneur libéral, qui avait proposé d'engager à son service des fonctionnaires. Il est venu dans la cave du parlement pour employer du personnel en offrant de payer deux fois plus et en garantissant un emploi pendant deux ans. Il a essuyé un refus complet.

En ce qui concerne l'attaque du député de Québec contre le Conseil législatif, le Conseil législatif est nécessaire. Il rend des services signalés. Il y a sans doute des conseillers plus ou moins utiles, mais la majorité joue un rôle important. Le Conseil législatif joue un rôle de frein. Les autos, les locomotives et la plupart des moyens de locomotion modernes possèdent un système de freinage qui est essentiel. Le Conseil est le frein de la machine législative. Les autres provinces ont aboli le Conseil législatif et je crois qu'elles ont commis une erreur. Les remarques faites au sujet du Conseil législatif s'appliquent également au Sénat. Pour les Pères de la Confédération, le Sénat était une institution indispensable.

Le député de Québec a dit qu'en supprimant le Conseil on aurait de l'argent pour augmenter les employés du gouvernement. Le Conseil ne coûte pas si cher: de \$125,000 à \$150,000 par an. C'est peu si l'on réfléchit au rôle qu'il a à jouer. J'estime que c'est peu pour un frein de cette valeur-là. Dans tous les pays possédant une stabilité bien ancrée, on trouve une double Chambre. Tous ceux qui voulaient abolir le Conseil législatif sont rendus dans l'autre Chambre. Non seulement l'opposition ne demande pas l'abolition de la Chambre haute, mais elle réclame des augmentations de salaire.

Prenez la France qui a conservé une Chambre haute malgré les révolutions, les changements de Constitutions. C'est encore la même chose en Angleterre et à Ottawa où M. King n'a jamais osé abolir le Sénat. Aux États-Unis, il y a aussi un Sénat et des sénateurs élus pour six ans, alors que les représentants ont un mandat beaucoup trop court. La Chambre haute a son utilité.

M. Chaloult (Québec): La théorie du premier ministre peut se soutenir. Mais, depuis 15 ans que je siége dans cette Assemblée et que je vois à l'œuvre ces messieurs, je ne me suis jamais aperçu une fois de l'utilité de ce Conseil. C'est une question d'opinion. Quant à moi, je ne suis nullement surpris de constater que les autres provinces ont aboli le Conseil législatif.

Concernant la remarque du premier ministre au sujet de l'augmentation de \$1,000, si j'avais \$3,000 de salaire et que je donne \$1,000 d'augmentation de salaire, même avec ces \$1,000, je n'ai pas le pouvoir d'achat que j'avais il y a 10 ans.

En effet, il faudrait que mon salaire annuel s'élève à \$6,000, pour qu'il corresponde au salaire de \$3,000 que j'avais il y a 10 ans. Il importe donc que les augmentations de salaire soient proportionnées à l'augmentation du coût de la vie.

Le point de vue du gouvernement peut être défendu. Mais est-ce que le nombre d'employés que le gouvernement garde à son service par esprit humanitaire n'est pas trop élevé? Le Parlement, après tout, n'est pas la Saint-Vincent-de-Paul. Si l'on garde au service de la province tant de gens incapables de travailler, n'est-ce pas au détriment des autres employés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les fonctionnaires ont d'autres avantages que ceux qui ont été énumérés jusqu'à présent. Par exemple, le cadeau du jour de l'An est passé de \$3 à \$25.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Si le gouvernement ne paie pas suffisamment ses employés, comment veut-il avoir le personnel qu'il faut? Et comment peut-il compter sur son personnel? Ils ne peuvent montrer beaucoup d'enthousiasme à voir le salaire des autres augmenter alors que le leur reste le même.

Le premier ministre a parlé de \$7,000,000 d'augmentation des salaires, et pourtant beaucoup d'employés touchent le même salaire qu'en 1944, bien que le coût de la vie ait doublé.

Le premier ministre a parlé tout à l'heure des assurances sur la vie, mais les assurances sur la vie n'améliorent pas les conditions matérielles de la vie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et les pensions...

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les pensions? Ça ne se mange pas. Ça ne donne rien immédiatement.

L'Assemblée n'a aucun renseignement sur 1950-1951.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La question à l'étude n'est d'ailleurs pas très contentieuse. Les députés auront les nouveaux *Comptes publics* la semaine prochaine.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et

dépenses diverses - Conseil législatif - (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je suis étonné du fait que la même somme est votée pour la même fin depuis trois ans malgré l'augmentation du prix de la vie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est qu'il y a 15 employés de moins, mais il y a eu des augmentations de salaire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il y a des employés qui n'ont pas connu d'augmentation de salaire depuis 1943.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certains employés touchaient autrefois des salaires beaucoup plus élevés que certains autres fonctionnaires qui avaient une responsabilité égale dans d'autres ministères. Les emplois de fonctionnaire sont recherchés. Le nombre des demandes de candidats est considérable et a augmenté de 20 % à 25 %. Cela veut dire que les employés civils ne se considèrent pas aussi maltraités qu'on le prétend dans certains milieux.

La question des salaires est importante, mais il ne faut pas que tous les revenus de la province passent en salaires. Si mon honorable ami était à ma place, il verrait qu'il n'est pas aussi facile que cela de régler le problème. Une circonstance alourdit les charges du gouvernement provincial: c'est qu'il faut garder par charité à son emploi un certain nombre de personnes incapables de travailler.

M. Chaloult (Québec): Moi je paierais bien les employés du gouvernement, mais je les ferais travailler. Ils sont en bonne santé. Pourquoi ne travailleraient-ils pas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En effet, l'idéal serait d'avoir un personnel bien payé réduit au strict nécessaire, mais aucun chef de gouvernement n'a encore réussi à atteindre ce point de perfection. Il (l'honorable M. Duplessis) cite le cas du palais de justice de Montréal où le personnel est trop nombreux. L'Union nationale a tout de même fait quelque chose dans ce domaine. Quand nous avons pris le pouvoir, il y avait à Montréal des

gardiens de corridors, des surveillants de gardiens de corridors. Nous avons mis de l'ordre dans ce désordre et nous continuons dans la bonne voie.

La question des salaires est comme un nid de guêpes. Elle pourrait absorber tout le temps de l'administration. Chose curieuse, il n'est jamais question de remerciements mais toujours de nouvelles demandes.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

4 décembre 1951

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il agréé son amendement aux amendements qu'il avait apportés au bill 30 modifiant la loi concernant la Régie des loyers.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

6 Loi pour favoriser l'électrification rurale;

7 Loi concernant l'Office du crédit agricole du Québec;

9 Loi modifiant la loi pour assurer à la population des Îles-de-la-Madeleine un bon service de transport maritime;

11 Loi concernant la refonte des lois de la province;

12 Loi relative aux maladies mentales;

13 Loi concernant le Collège de Lévis;

14 Loi concernant l'aide aux sinistrés de Rimouski;

15 Loi modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers;

16 Loi modifiant la loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw;

17 Loi modifiant la loi de la Législature;

18 Loi modifiant la loi des prêts hypothécaires d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat and Power Company;

19 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires;

20 Loi concernant le délai d'assermentation des recorders et de certains officiers de la Cour du recorder;

22 Loi abrogeant la loi concernant le renouvellement des titres de certains droits de mine et concessions minières;

23 Loi modifiant la loi du département du procureur général;

24 Loi modifiant la loi des commissions d'enquête;

25 Loi pour faciliter le succès de la souscription en faveur de l'hôpital Sainte-Justine;

26 Loi concernant le droit d'expropriation par certains hôpitaux;

27 Loi modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec;

30 Loi modifiant la loi concernant la Régie des loyers;

32 Loi concernant la corporation scolaire de la ville de Laprairie.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

36 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1952, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

NOTE

1. Le *Montréal-Matin* du 5 décembre 1951, à la page 3, note que le député de Montréal-Outremont, M. Henri Groulx, n'a pas occupé son siège depuis le début de la session. C'est ce qui explique le nombre de sept députés de l'opposition.

Séance du mercredi 5 décembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 187 validant certaines résolutions et certains contrats passés par la corporation municipale de Saint-David-de-Falardeau et par les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-David-de-Falardeau, dans le comté de Chicoutimi.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal;
- bill 176 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;
- bill 184 modifiant la charte de la ville de Dolbeau;
- bill 170 modifiant la charte de la cité de Sillery;

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 154 relatif à la ville de Coaticook.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 189 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;
- bill 122 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine;
- bill 155 modifiant la charte de la ville de Jacques-Cartier;

- bill 185 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

- bill 108 modifiant la charte de la ville de Terrebonne;

- bill 164 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.

Projets de loi:

Résolutions et contrats pour Saint-David-de-Falardeau

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 187 validant certaines résolutions et certains contrats passés par la corporation municipale de Saint-David-de-Falardeau et par les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-David-de-Falardeau, dans le comté de Chicoutimi.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 187 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Montréal

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 100 sans l'amender.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 176 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ville de Coaticook

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 154 relatif à la ville de Coaticook.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 154 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Dolbeau

M. Marcotte (Roberval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 184 modifiant la charte de la ville de Dolbeau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 184 sans l'amender.

M. Marcotte (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Sillery

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 170 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 170 sans l'amender.

M. Saucier (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Trois-Rivières

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 189 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 189 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cité du Cap-de-la-Madeleine

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 122 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Jacques-Cartier

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 modifiant la charte de la ville de Jacques-Cartier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 155 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Sherbrooke

M. Goudreau (Richmond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 185 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 185 sans l'amender.

M. Goudreau (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Terrebonne

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 108 modifiant la charte de la ville de Terrebonne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 108 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Rivière-du-Loup

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 164 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 164 sans l'amender.

M. Gagné (Richelieu) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Demandes de documents:

Bureaux établis en vertu de la loi 14-15 George VI, chapitre 20, Régie des loyers

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant, relativement à la Régie provinciale des loyers: 1. Combien de bureaux le gouvernement a établis dans la province, depuis l'entrée en vigueur de la loi 14-15 George VI, chapitre 20; 2. Où chacun desdits bureaux est situé; 3. Quels sont les noms des personnes nommées par le gouvernement dans chacun desdits bureaux, et quel est leur salaire annuel respectif; 4. Quel est, à date, le coût de l'aménagement desdits bureaux, en

meubles, papeterie, articles de bureau, etc.;
5. Combien de requêtes ont été soumises à chacun desdits bureaux, depuis leur ouverture jusqu'à date, et combien de cas ont été réglés.

Adopté.

Questions et réponses:

L'ordre du jour appelle la question suivante:

Sinistrés de Rimouski et de Cabano

M. Lévesque (Gaspé-Nord): 1. Quel est le montant global souscrit en argent au fonds de secours Gagnon-Rivard, pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski et de Cabano?

2. Quel est le montant global qui a été distribué aux sinistrés: a) de Rimouski; b) de Cabano?

3. Combien de personnes de chacune desdites localités ont reçu des sommes à même ledit fonds de secours?

4. Quels sont les noms des personnes de chacune desdites localités qui ont reçu plus de \$1,000 chacune, et quel est le montant versé à chacune d'elles?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette question, alléguant qu'elle est irrégulière parce qu'elle se réfère à un sujet du domaine privé, qui ne rentre pas dans le cadre des attributions du gouvernement ou de la Législature.

Il n'y a pas lieu, dit-il, de demander au gouvernement des comptes sur l'administration de fonds qui ne sont pas des fonds publics, mais bien des fonds privés.

M. l'Orateur réserve sa décision.

Projets de loi:

Donation Desmarchais

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 concernant un acte de donation par Philomène et Élise Desmarchais à la Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides:

Budget des dépenses 1952-1953

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Bibliothèque de la Législature - (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les employés de ce département ont-ils eu des augmentations de salaire? Ils sont insuffisamment payés, en face de la hausse constante du coût de la vie. Il y a, à la Bibliothèque, des employés compétents qui ne semblent pas recevoir des salaires convenables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Une augmentation de \$1,100 par année a été donnée à M. J.-Chs Bonenfant qui deviendra éventuellement, prochainement, le directeur de la Bibliothèque de la Législature. Il est appelé à remplacer assez rapidement le directeur de la Bibliothèque, le lieutenant-colonel G.-E. Marquis, grand amateur de statistiques, qui a été nommé probablement pour compter les volumes. Il n'y a pas de doute que l'homme le plus compétent qui soit à la Bibliothèque est M. Jean-Charles Bonenfant.

Une augmentation globale de \$5,000 a été également accordée aux autres employés, au nombre de 15 ou 16, qui constituent le personnel de la Bibliothèque, ce qui fait une augmentation moyenne de quelque \$315. Ce n'est pas encore parfait, mais nous avons grandement amélioré les choses. Il fut un temps où il y avait à la Bibliothèque plus d'employés que de volumes. Nous avons diminué le nombre des employés et amélioré leur traitement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) relève un nom dans le volume des *Comptes publics* de 1949-1950. Combien gagne-t-il maintenant, demande-t-il?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Deux mille dollars. Nous lui avons accordé une augmentation de deux cents et quelques dollars, en 1950.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il avait déjà \$2,000 par an, en 1949-1950. Il ne reçoit pas \$40 par semaine. Je me demande comment un père de famille peut vivre avec \$40 par semaine, par le temps qui court.

M. Dupré (Verchères): Les statistiques me montrent que quelque 5,500 employés ont bénéficié d'un peu plus de \$1,000,000 d'augmentation. Là je vois encore des augmentations qui ont été données à 4,000 employés. C'est une augmentation moyenne de \$189 par année, précise-t-il. À mon avis, ce n'est pas suffisant. Est-ce que le premier ministre trouve ça raisonnable en regard de l'augmentation du coût de la vie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'opposition s'indigne, mais qu'elle n'oublie pas que les salaires payés sous l'administration libérale étaient dérisoirement bas et qu'il est impossible de tout corriger du jour au lendemain. La situation s'est améliorée. Le gouvernement a donné des augmentations de salaires qui atteignent la somme de \$7,000,000 depuis 1945. Il ne faut pas perdre de vue qu'on ne peut vivre que selon ses moyens. C'est tout de même pas mal mieux que ce qui se faisait sous les libéraux. Et nous n'avons pas fini. Nous allons continuer.

Il faut garder de l'argent pour construire des hôpitaux et des écoles, pour protéger la santé publique, pour appliquer la loi. Les employés de presque tous les ministères ont eu des salaires plus élevés. Les sous-ministres qui avaient \$6,900 ont \$8,000. Ingénieurs et médecins ont des traitements considérables¹. Les agronomes recevaient autrefois \$1,100 par année; c'est \$3,000 à \$3,500 qu'ils touchent. Il ne faut pas oublier que le gouvernement paie, de plus, une partie du fonds de pension, des primes d'assurance, etc.

À part ces augmentations, le gouvernement a fait donner des traitements améliorés, pour des centaines de millions, aux travailleurs de toute la province. Mais il n'y a pas de doute, la hausse du coût de la vie et l'impôt sur le revenu grèvent lourdement les budgets des familles.

Le gouvernement Godbout a fait voter une loi, en 1940, pour lever un impôt sur le revenu. Cette loi a eu un effet rétroactif jusqu'au 1^{er} janvier 1939, si bien que les contribuables ont dû payer l'impôt sur des revenus qu'ils avaient déjà dépensés.

La province de Québec est la seule province dont le gouvernement ne lève pas, à l'heure actuelle, un impôt sur le revenu.

M. Dupré (Verchères): L'Union nationale se vante d'avoir donné des millions de dollars d'augmentation de salaires aux travailleurs de la province de Québec. Le premier ministre me fait penser à un grand catholique qui n'irait pas à la messe. Il s'attribue à tort le mérite de toutes les augmentations accordées dans la province, que ce soit par le gouvernement ou par les industriels.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Depuis notre arrivée au pouvoir, les ouvriers de la province reçoivent en salaires \$755,000,000 de plus par année. Nous avons donné \$7,000,000 de plus aux employés civils. C'est quelque chose, mais il y a encore de l'amélioration à faire et nous allons continuer.

Le gouvernement garde à son emploi, par pure humanité, quelque 2,000 employés qui pourraient être licenciés sans que le service n'en souffre. On ne peut tout de même pas leur payer de hauts salaires.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre peut faire briller les millions dont il se vante d'avoir augmenté les fonctionnaires, mais la situation reste intolérable pour plusieurs. J'ai rencontré cet après-midi, dans les corridors du parlement, un employé qui venait de recevoir sa paie. Il n'a que \$57 pour 15 jours. Pour un père de famille, c'est peu. Peut-on vivre avec cette somme?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

De ce montant, on avait déjà sans doute enlevé la part de l'impôt sur le revenu qu'il paie à Ottawa; la pension pour laquelle le fonctionnaire ne paie que 5 %, le gouvernement fournissant le reste.

M. Dupré (Verchères): Nous avons déjà déduit du salaire l'impôt sur le revenu, la contribution à la pension, etc. Il reste tout de même que l'employé n'a que \$57 à dépenser en 15 jours pour faire vivre sa famille.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Verchères (M. Dupré) pourrait peut-être me dire de qui il s'agit.

M. Dupré (Verchères): Il y a de nombreux cas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais, depuis 1945, les fonctionnaires n'ont été si bien traités. Du temps des soi-disant libéraux, il y avait des fonctionnaires qui ne gagnaient que \$300 par année. Nous avons augmenté les salaires de plus de \$7,000,000 par année. Si la vie augmente, ce n'est tout de même pas le gouvernement provincial qui est responsable. Si on veut faire un débat général, je suis prêt.

M. Dupré (Verchères): La moyenne d'augmentation est trop basse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette moyenne est encore abaissée par les salaires de ceux que l'on garde par pitié et à qui nous ne pouvons tout de même pas payer de hauts salaires.

M. Chalout (Québec): Relativement aux milliers de personnes que le gouvernement garde à son emploi par humanité, c'est beau d'être humain, mais il ne faut pas, pour faire ce bien, être injuste à l'égard de ceux qui travaillent et qui sont compétents et qui souffrent d'une augmentation trop réduite, augmentation qui ne peut être plus forte à cause des salaires payés par pitié. C'est sur cette dernière catégorie que repose tout le service provincial.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le nombre des demandes d'emploi au gouvernement a augmenté de 25 % à 30 %. Les gens se battent pour travailler pour le gouvernement. C'est signe qu'ils ne sont pas si mal traités.

M. Chalout (Québec): Je ne comprends pas cela. C'est le plus mauvais service à rendre à un jeune homme que de l'aider à devenir fonctionnaire. Ce n'est pas un bon signe pour le peuple canadien-français. J'ai rencontré un jour un homme que j'avais placé au parlement. Il m'a dit que c'était le plus mauvais service que je pouvais jamais lui rendre. Il ne peut pas avoir un traitement convenable et il ne sait plus comment en sortir. Un employé mal payé se démoralise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'un de ceux qui travaillent le plus au parlement, et peut-être le moins bien payé, proportionnellement, c'est celui qui vous parle. Et l'homme qui travaille le plus dans l'administration, c'est celui qui parle. Je tâche tout de même de vivre selon mes moyens. Si les employés de la fonction publique ne sont pas contents de leur sort, personne ne les force à

continuer à travailler pour le gouvernement. Le fait qu'ils n'ont pas quitté est un signe qu'ils sont satisfaits en général.

Nous ne sommes pas, tout de même, pour donner tout l'argent de la province en salaires et négliger l'agriculture, la colonisation, la santé publique, fermer les hôpitaux et les écoles, ni laisser les routes à l'abandon, ni mettre fin au crédit agricole ou à l'électrification rurale et aux autres services essentiels.

M. Dupré (Verchères): J'admets, avec le premier ministre, qu'il n'est pas assez payé pour le travail qu'il fournit. Mais je ne m'accorde pas avec lui quand il dit qu'il faudrait fermer les hôpitaux et les écoles pour donner des salaires convenables. Si le gouvernement cessait de donner des contrats sans soumission, il économiserait suffisamment pour accorder des augmentations de salaire à tous les employés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député ne manque pas d'audace de parler de contrats sans soumissions. Cela se pratique ouvertement à Ottawa, où sont ses amis politiques. L'auditeur général Sellar disait récemment, dans un rapport, que le gouvernement a dépensé sans soumissions environ \$600,000 pour une certaine résidence. On ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Combien y a-t-il d'employés à la Bibliothèque?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a actuellement 22 employés à la Bibliothèque.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de livres - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'estime que le gouvernement ne consacre pas assez d'argent aux achats dans une bibliothèque qui est considérée comme la plus importante de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement doit se limiter parce qu'on manque d'espace et qu'il y a congestion à la Bibliothèque. Nous avons une belle bibliothèque, mais il y va peu de monde.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je suggère de sortir les vieilleries.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Les vieux livres sont souvent les plus beaux.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reliure, frais de bureau et dépenses diverses - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)
demande des renseignements sur la dépense, en 1950-1951, pour les impressions et reliures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
promet de donner demain ce renseignement au chef de l'opposition.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il y aura trois nouvelles lois présentées à l'Assemblée législative cette semaine. Une a trait au rôle d'évaluation et de perception des commissions scolaires, la deuxième désigne plus clairement les noms juridiques des Cours de magistrat de Grand'Mère et de La Tuque, et la troisième diminue

de 18¼ % la contribution des municipalités rurales à l'assistance publique.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

NOTE

1. *Le Devoir* du 6 décembre 1951, à la page 3, précise qu'il faut plutôt lire "convenables".

Séance du jeudi 6 décembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 167 constituant en corporation l'Institut Monseigneur Courchesne.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 188 concernant l'octroi d'une licence à Léo Capiello par l'Institut des comptables agréés de Québec.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 186 concernant la succession d'Édouard Biron ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer à sa demande.

Le rapport est adopté.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 109 modifiant la charte de la ville Saint-Michel;
- bill 145 relatif à la constitution en corporation de la ville de Fort-Chambly.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 183 modifiant la charte de la cité de Hull.

Projets de loi:

**Institut
Monseigneur Courchesne**

M. Dubé (Rimouski) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 167 constituant en corporation l'Institut Monseigneur Courchesne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 167 sans l'amender.

M. Dubé (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Léo Capiello

M. Rennie (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 188 concernant l'octroi d'une licence à Léo Capiello par l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 188 sans l'amender.

M. Rennie (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte de la ville de
Saint-Michel**

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 modifiant la charte de la ville Saint-Michel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 109 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ville de Fort-Chambly

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 145 relatif à la constitution en corporation de la ville de Fort-Chambly.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 145 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Hull

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 183 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 183 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de Jean-Noël A. Thibert, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

Projets de loi:

Jean-Noël A. Thibert

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatién), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 191 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jean-Noël A. Thibert au nombre de ses membres.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Cour de magistrat, Grand'Mère et La Tuque

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 38 concernant la Cour de magistrat siégeant à Grand'Mère et à La Tuque.

Le nom officiel de ce tribunal est la Cour du magistrat pour le district électoral de Lavolette, siégeant à Grand'Mère ou à La Tuque, selon le cas. Un greffier qui trouvait ce nom trop long s'est mis à faire imprimer des formules désignant le tribunal sous le nom de "Cour de magistrat de Grand'Mère" ou de "Cour de magistrat de La Tuque". Un avocat dont le client est poursuivi devant le tribunal ainsi tronqué d'une partie de son nom a fait une exception à la forme, et il avait raison. Le bill a pour objet de valider toutes les procédures faites jusqu'à maintenant, quel que soit le nom employé. Une réserve est faite quant aux frais pour la cause pendante.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 38 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 37 modifiant l'article 389 de la loi de l'instruction publique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 37 sans l'amender.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 8 relatif aux problèmes de législation agricole;

- bill 103 constituant en corporation l'Union du Commerce;

- bill 104 changeant le nom de Joseph-Edgar Tanguay dit Adjutor Huot en celui d'Adjutor Huot;

- bill 110 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Donnacona, dans le comté de Portneuf;

- bill 112 concernant la communauté des religieuses de l'Hôpital général de Québec;

- bill 115 autorisant les commissaires d'écoles de Bedford à vendre certains lots;

- bill 117 changeant le nom de Protestant Foster Home Centre;

- bill 118 régularisant le brevet de cléricature de Joseph-André Mayer;

- bill 120 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Roland Milette;

- bill 121 changeant le nom de Frederick Francis Myson en celui de Frederick Francis Griggs;

- bill 123 concernant la succession d'Arthur Yale;

- bill 127 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Denis Pérusse;

- bill 138 concernant le contrat de mariage de Bernard Houle et de Pauline Lefebvre;

- bill 139 validant le titre de Canada Steamship Lines Limited à certaine propriété;

- bill 142 constituant en corporation l'hôpital d'Argenteuil;

- bill 151 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Julien Chouinard à l'exercice de la profession d'avocat;

- bill 152 modifiant la charte de Les Frères mineurs capucins de Québec;

- bill 157 relatif à Joseph-Jean-Jacques-Maurice-Louis Ship dit Gingras;

- bill 159 changeant le nom de Marie-Bibianne-Simonne Guimont en celui de Marie-Bibianne-Simonne Authier;

- bill 161 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine;

- bill 171 concernant la succession de feu Gervais Cousineau;

- bill 173 modifiant la charte de la Bourse de commerce de Montréal.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 146 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié:

a) en remplaçant, dans la première ligne, les mots "À l'avenir" par les mots "À compter du premier mai 1952";

b) en biffant, dans les avant-dernière et dernière lignes, les mots "y compris l'année fiscale en cours".

2. L'article 3 est modifié en ajoutant, après le sous-article 5, les paragraphes suivants:

"Les membres du Conseil pédagogique sont nommés pour deux ans.

"Toute nomination comme membre de la commission ou du Conseil pédagogique doit être faite dans les quinze jours de la vacance."

3. L'article 4 est modifié dans la version anglaise seulement.

4. L'article 5 est modifié en biffant, dans la dixième ligne du sous-article 5, le mot "de".

Projets de loi:

Commission des écoles catholiques de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 146 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Les amendements sont lus.

M. Gendron (Montréal-Sainte-Marie) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1952-1953

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fournit les informations qui lui avaient été demandées à la séance précédente. La Chambre a voté, l'an dernier, pour la législation une somme de \$396,400, dont \$386,644.30 ont été dépensés, précise-t-il.

De plus, le budget comportait des crédits statutaires de \$500,000 sur lesquels on a dépensé \$499,999.60. Le solde de \$0.40 est probablement destiné au chef absent de l'opposition. Au total, les approbations se sont élevées à \$896,400 et l'on a dépensé \$887,643.90.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur et extérieur (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Kirkland (Jacques-Cartier): Ce montant constitue une augmentation de \$7,000 sur le budget précédent. Cette somme supplémentaire a-t-elle servi à payer de nouveaux employés ou à augmenter les salaires?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): À des augmentations de salaires exclusivement.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) pose d'autres questions.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) n'a pas les renseignements sous la main.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait appeler le sous-ministre des Affaires municipales, M. Jean-Louis Doucet.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je suis heureux de voir que le premier ministre n'administre pas tous les départements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remercie le chef de l'opposition du témoignage qu'il me rend. On m'accuse d'administrer tous les départements, mais le chef de l'opposition vient de me rendre le témoignage du contraire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est heureux que le premier ministre n'administre pas

tous les départements, car c'est dans son département que les employés sont le moins bien payés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère alors de changer de ministère et de prendre celui de l'Industrie et du Commerce.

L'étude de la résolution est suspendue.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):
Y a-t-il eu une augmentation des salaires?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Mon ministère vise à la stabilisation des salaires. Mon ministère compte 186 employés.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):
On ne nous a pas fourni les *Comptes publics*, mais au moins on devrait nous donner les renseignements requis.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): L'un des employés de mon ministère, M. F.-M. Gibaud, a été prêté aux coopératives de pêcheries.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande combien gagnent quelques autres employés du service intérieur du ministère de l'Industrie et du Commerce.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) lui donne les renseignements désirés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Veut-on aussi leur certificat de naissance?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Tous les employés de mon ministère ont reçu des augmentations de salaire, mais celles-ci ont varié suivant les mérites de chacun. Je suis parfois tenté de congédier de nombreux employés inutiles dans mon ministère afin d'augmenter le traitement des autres.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Peut-être devriez-vous faire ça.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Vous voudriez qu'on congédie vos amis?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La première suggestion que j'ai à faire, c'est de remplacer le gouvernement actuel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est une suggestion, pas une élection.

Un député ministériel: Et ça ne serait pas une amélioration.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Vous aurez l'air fin quand vous irez soumettre ça aux électeurs.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ça signifiera le congédiement pour au moins les $\frac{2}{3}$ d'entre vous.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): On prépare actuellement des statistiques industrielles complètes sur la province de Québec et les chiffres seront révélés au public dans deux ou trois mois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je profite de l'occasion pour dire que les statistiques provinciales que nous recevons sont très utiles, particulièrement celles qui ont trait à l'agriculture. Il y en a aussi pour les pêcheries et la température. N'y aurait-il pas moyen de faire la même chose dans d'autres domaines importants?

Je dois dire aussi que l'*Annuaire* de 1950 constitue une amélioration sur les années précédentes. Souvent, on y présente des tableaux pour cinq ou 10 ans; mais, quand on veut remonter plus loin, il nous faut fouiller longtemps dans de nombreux volumes. N'y aurait-il pas moyen de faire comme pour l'*Annuaire du Canada*, soit d'indiquer où l'on peut trouver, dans les volumes précédents, des indications similaires?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): C'est vrai.

On continue à faire l'inventaire des richesses industrielles des régions du Québec; à date, 60 comtés ont été passés, sur 80. Il s'agit d'un travail long et compliqué, à cause des variations qui surviennent de mois en mois. Ce qui est vrai un jour ne l'est plus tout à fait le lendemain. Le travail est toujours à retoucher chez les statisticiens. Il n'est pas étonnant que le service des statistiques de la province compte 76 employés.

Le ministère tente actuellement de trouver une formule idéale en gardant toutes les statistiques

dans un même volume à feuilles mobiles, de façon à permettre les changements plus facilement. Il y a des choses qui ne changent pas, comme les sols, mais il y a la production, les écoles, etc. Dans une seule ville, une industrie a demandé \$1,500 pour faire un travail de ce genre; le gouvernement le fait à ses frais partout dans la province.

Ce travail est confié, pour une bonne part, à des professeurs d'université et à des étudiants, durant la période des vacances; 37 personnes y travaillent à l'époque où l'activité est la plus grande, c'est-à-dire de juin à septembre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Combien de personnes sont employées directement à favoriser l'établissement de nouvelles industries dans la province?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): En plus du ministre et du sous-ministre, six ou sept en tout. Durant l'été, lorsque l'on recourt aux services d'étudiants, une quarantaine de personnes en tout travaillent à cet inventaire de nos richesses industrielles.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Est-ce que le ministre a des statistiques récentes sur les nouvelles industries?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Nous venons de procéder à un relevé des industries de la province. La publication s'en est trouvée retardée parce que, dans certains cas, on a refusé de nous communiquer certains renseignements. Mais, dans au-delà de 12,000 cas, nous avons obtenu des renseignements complets. Sans entrer dans les détails, nous donnons le total des employés, le total des salaires payés, le total de la production de ces industries. Ce travail est actuellement compilé et il sera publié prochainement. Comme nous l'avons dit, nous avons été retardés parce que certains industriels avaient refusé de nous donner certains renseignements. Mais nous avons pu quand même obtenir ces renseignements.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'avais parlé de nouvelles industries. Ce nombre de 12,000 représente l'industrie en général dans la province...

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Douze mille ont répondu. Il y a environ 14,000 industries en tout dans la province. Un tableau complet de la situation pourra être fourni à la Chambre dans un mois et demi ou deux mois.

Il y a une classification qui vaut pour toutes les provinces, pour permettre de déterminer ce que l'on est en droit d'appeler une industrie. Cette classification permet d'établir une comparaison équitable entre les diverses provinces. Ce sont les mêmes conditions partout qui déterminent s'il s'agit ou non d'une industrie.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Une industrie doit avoir un minimum de 15 employés?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Cinq et plus.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'aimerais savoir quels résultats le ministre croit avoir obtenus de ses voyages en Europe. Je ne veux pas parler des réceptions qui lui ont été ménagées, de l'effet sur l'esprit du ministre, mais des résultats tangibles.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) parle des personnes et groupes qu'il a rencontrés en Angleterre, en France, puis en Suisse, et il spécifie que des financiers de ce dernier pays ont déjà commencé à investir des millions dans notre province. Une banque suisse disposant de \$50,000,000 de capitaux a ouvert une succursale à Montréal. Les renseignements obtenus de part et d'autre, au cours des entretiens que j'ai eus en Europe, permettront de jeter les bases de nouvelles industries dans le Québec.

Le premier ministre a récemment rencontré un grand financier européen qui a des millions d'accumulés et qui désire les placer un peu partout en Amérique du Nord et du Sud. Après une étude approfondie de la situation et les conditions, ce financier estime que la province de Québec est l'endroit le plus stable, le plus sûr pour y placer des capitaux et y développer de nouvelles industries.

Ce matin encore, j'ai eu la visite d'un industriel belge qui va établir bientôt, dans notre province, une industrie nouvelle. Je ne puis donner dès maintenant les détails précis du projet, mais l'affaire est définitivement décidée. Cette industrie produira une chose que nous avons toujours importée jusqu'ici.

Les industriels étrangers qui viennent investir des capitaux chez nous tiennent à intéresser des gens de notre province à leurs projets. Ils veulent travailler en coopération et obtenir, si possible, l'aide de capitaux québécois. Je crois que c'est là de bons résultats des voyages que j'ai accomplis outre-mer.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) interroge le ministre au sujet des personnes qui font

l'inspection des hôtels: combien elles sont payées, de quelle manière elles voyagent, etc.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) fournit les renseignements demandés.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pose une question sur l'augmentation des salaires des inspecteurs.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Pour ces inspecteurs, il n'y a pas de cas spéciaux dans les augmentations de salaires. Tous reçoivent une augmentation au même moment. Il y a, au département, 76 employés qui reçoivent automatiquement leurs augmentations sans qu'elles ne dépendent de ma décision.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le gouvernement s'occupe plus des contrats que des employés. Un salaire moyen de \$38 par semaine pour les inspecteurs d'hôtellerie est inférieur à la moyenne. Il n'y a pas moyen d'avoir des gens compétents pour ce salaire et ces inspecteurs, si mal payés, sont exposés à recevoir des encouragements. Ces employés sont donc dans une situation intolérable et il faudrait mieux les payer. Pendant ce temps, le gouvernement dépense trop pour d'autre chose¹.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): C'est un autre gouvernement qui dépense trop et c'est de ce gouvernement-là que dépend le coût de la vie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition est illogique puisqu'elle accuse en même temps le gouvernement de ne pas payer assez les fonctionnaires et de dépenser trop.

Au ministère de l'Industrie et du Commerce, dit-il, on a un petit budget mais un grand ministre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, au cours de la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

La séance est suspendue.

Reprise des travaux à 8 heures

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 21 concernant l'acquisition de certains territoires forestiers;

- bill 102 modifiant la charte de la ville d'Asbestos;

- bill 105 modifiant la charte de la cité de Granby;

- bill 106 autorisant les commissaires d'écoles pour la ville de Rimouski à imposer une taxe d'éducation;

- bill 111 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu d'Alma;

- bill 113 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Jean-de-Brébeuf et ses Compagnons Martyrs;

- bill 114 concernant The Protestant Industrial Rooms de la cité de Montréal;

- bill 124 changeant le nom de famille de Frederick Augustus Blackadder Koettlitz et autres en celui de Blackadder;

- bill 144 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Joliette;

- bill 174 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Dan Roston au nombre de ses membres.

Projets de loi:**Centres médicaux de diagnostic**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 33 assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province.

L'honorable M. Paquette (Labelle) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose: Que le gouvernement soit autorisé à affecter à la mise en application de la loi qui accompagne la présente résolution, à même le fonds consolidé du revenu, en la manière et aux conditions qu'il déterminera, pendant le cours des trois prochaines années financières, jusqu'à concurrence de six millions de dollars.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 33 assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province.

Adopté.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 soit maintenant lu une deuxième fois.

(Longs applaudissements)

Je vois dans cette manifestation la preuve que les députés s'intéressent à la question et qu'ils

souhaitent bénéficier bientôt, dans chacun de leurs comtés, des avantages de cette mesure.

Ce projet a une très grande importance. Il consiste à organiser des centres de diagnostic dans les grandes cités de la province d'abord pour les propager ensuite, suivant le besoin, dans les autres centres. Cette mesure s'impose, d'autant plus que la population a besoin de s'assurer une vie exempte de maladies. Lorsque les malades sont amenés aujourd'hui devant les médecins, il arrive souvent qu'ils soient obligés de passer par toute une série d'examen dont l'unique objet est d'établir le diagnostic. Ces examens coûtent cher et ne sont pas à la portée de tout le monde. Pourtant, il est de toute première importance que la maladie soit diagnostiquée au début. Lorsque les malades veulent obtenir un diagnostic, ils doivent passer par toute une série de médecins. Depuis un quart de siècle, la façon d'établir des diagnostics a grandement évolué.

Dans le passé, on n'avait que des moyens rudimentaires pour arriver aux mêmes fins qu'aujourd'hui. On n'avait pas l'examen du sang, ni l'examen du liquide céphalo-rachidien, ni l'électrocardiogramme, ni les rayons X. Les examens coûtaient moins cher, mais les résultats étaient aussi moins précis, et cela n'entraînait pas les dépenses comparables à celles d'aujourd'hui. Or, la conservation de la santé et la guérison de la maladie reposent sur de bons diagnostics; une grande partie de la population n'a pas les moyens de bénéficier pleinement des progrès de la médecine dans ce domaine. C'est pourquoi nous présentons notre projet de loi.

Nous voulons venir en aide aux classes laborieuses, qui ont le droit d'être traitées mais qui ne peuvent disposer des fonds nécessaires. Nous aurons recours aux méthodes de prophylaxie et de prévention. Les personnes qui auront subi cet examen pourront ensuite subir des traitements appropriés, et au tout début de leur maladie.

On se plaint que les hôpitaux sont congestionnés, qu'il n'y a pas suffisamment de place pour les patients. Depuis 1944, nous avons construit 65 hôpitaux nouveaux; 17 autres sont en construction ou le seront sous peu, et cependant on se plaint du manque d'espace. C'est que les hôpitaux sont envahis par des personnes qui désirent obtenir un diagnostic.

Ces patients sont ainsi enlevés à leur médecin de famille et vont prendre la place d'autres malades dans les hôpitaux. C'est pourquoi nous voulons créer des centres où le diagnostic sera fait sans que le patient soit arraché à son médecin de famille et où le commun des gens pourra bénéficier gratuitement ou

pour une somme modique de services qui coûtent généralement très cher.

Il est essentiel que ce projet de loi soit étudié et qu'on fixe les modalités aussitôt que les informations obtenues nous permettront de le faire. Nous ne sommes pas en mesure pour le moment de dire précisément comment ces centres de diagnostic fonctionneront. Il y aura une période de tâtonnement comme dans tout ce qui est nouveau. Mais, avec l'Union nationale, on ne tâtonne pas longtemps. D'ici peu, il y aura un centre d'établi à Montréal. Par la suite, on en ouvrira d'autres par toute la province au fur et à mesure des besoins.

Il y aura là des laboratoires absolument modernes où pourront se faire tous les examens nécessaires à un diagnostic complet. La création des centres médicaux profitera aux médecins de famille, qu'il s'agisse de médecins de campagne ou de médecins de ville. Le patient sera ensuite retourné à son médecin de famille pour être traité. Les hôpitaux en seront décongestionnés et les médecins ne seront pas exposés à perdre leurs clients.

Il y a un point important sur lequel je veux insister. Un certain nombre de médecins nous demandent: "Est-ce que ce centre de diagnostic ne deviendra pas bientôt un centre de traitement?" Pas du tout. Il s'agit d'un laboratoire. Après cet examen, le malade sera retourné à son médecin de famille pour être traité. Actuellement, le médecin perd son patient qui va à l'hôpital pour être examiné et il ne le revoit plus que lorsqu'il est guéri. Avec ce nouveau système, le centre de diagnostic fera parvenir un rapport à la famille et le patient se fera soigner par son médecin habituel.

Depuis 30 ans, la mentalité des gens a changé au sujet des hôpitaux. Dans le passé, on allait à l'hôpital pour y mourir. On faisait son testament avant de partir. On versait des larmes et c'était un malheur qui tombait sur la famille. Aujourd'hui, tout cela est changé. On va à l'hôpital en toute confiance. Aujourd'hui, les malades vont à l'hôpital en toute confiance et avec un tel sentiment de sécurité qu'on en est rendu à un point où il faut parfois les retenir.

Aujourd'hui, la santé est si bien administrée, comme tous les autres départements, qu'on bénéficie d'une sécurité qui n'existait pas sous le régime libéral. Nous voulons accentuer cette sécurité pour le bonheur de la population. Avec les centres que nous voulons créer, il ne sera plus nécessaire d'aller à l'hôpital pour obtenir des examens complets.

L'ouverture de centres médicaux va créer un certain nombre de nouveaux postes de spécialistes, qui pourront être occupés par de jeunes médecins compétents.

M. Kirkland (Jacques-Cartier): Je m'accorde avec le ministre (l'honorable M. Paquette) sur la nécessité d'établir ces centres de diagnostic. Le problème est urgent et on en est rendu au point où les gens de la classe moyenne n'ont plus les moyens de se faire soigner. Les citoyens de classe moyenne, dit-il, n'ont plus les moyens de bénéficier des services de diagnostic et de laboratoire donnés par les hôpitaux. Il y a là un problème urgent, qui ne fait que s'aggraver avec les conditions de vie qui règnent dans les grands centres. Quant aux \$6,000,000 que le gouvernement se propose de dépenser pour ces établissements, c'est un bon placement.

C'est même si urgent que je suggère au ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) de conclure des ententes avec les grands hôpitaux pour faire les examens et certaines analyses en attendant l'établissement du centre provincial et faire subir, conformément à l'esprit du projet de loi, les examens qui ne requièrent pas l'hospitalisation du patient.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le député de Labelle (l'honorable M. Paquette) d'avoir ainsi présenté cette loi. C'est là l'une des plus grandes initiatives qui n'aient jamais été réalisées par un gouvernement provincial. Avant 1936, il n'y avait pas de ministre de la Santé, mais un simple service de santé rattaché au secrétariat provincial dont le titulaire était ordinairement un avocat. C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a nommé un médecin compétent en la personne du député de Labelle.

Dans la province de Québec, le grand problème, c'est le coût quasi prohibitif de soins médicaux. Les chambres dans les hôpitaux et les soins des médecins et des gardes-malades coûtent cher.

Je suis d'avis qu'il y a trop de spécialistes et de spécialités dans la médecine. Il y a amoindrissement constant de l'influence du médecin de famille, gardien depuis toujours de la santé publique. Impossible de sauvegarder la santé publique sans le médecin de famille. Il est la plus vivante illustration de la véritable médecine. C'est un apôtre et un père². Je me souviens que, dans nos campagnes, il y avait trois piliers: le curé, le médecin de famille et le notaire. Malheureusement, le médecin de famille a été délaissé sous prétexte de science et on a multiplié les spécialistes.

La multiplication des spécialités contribue à élever le coût des soins médicaux. Il arrive souvent que le patient qui se fait soigner par des spécialistes est aussi bien de mourir, car il ne lui reste rien pour s'acheter du pain. C'est là le problème que nous envisageons courageusement. Il arrive aussi que

certaines hôpitaux sont monopolisés par certains spécialistes et que le médecin de famille n'y a pas accès. Ça ne devrait pas exister. C'est un désastre.

La création de centres de diagnostic est de la prévention des maladies. On protège la santé en décongestionnant les hôpitaux, et on sauve le médecin de famille en voie de disparaître en certains endroits. Aujourd'hui, il n'y a que les riches et les pauvres qui peuvent obtenir les soins médicaux appropriés, les premiers, parce qu'ils ont de l'argent pour payer, et les pauvres, parce que le gouvernement paie pour eux. Entre les deux, il y a la nôtre, la classe moyenne, qui est écrasée. Je remercie le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Guévremont) d'avoir suggéré la présentation de cette mesure.

Je promets que ces centres seront ce qu'il y a de plus moderne, munis des appareils les plus modernes et aménagés de la façon la plus parfaite. Ils auront à leur tête des médecins experts qui seront en même temps des apôtres, des autorités en sciences, en expérience et en apostolat.

C'est le désir du gouvernement de faire revivre le médecin de famille, de le protéger et d'assurer son progrès. Le médecin de famille est le plus en mesure d'assurer la sauvegarde de la santé dont on a tant besoin aujourd'hui pour affronter les tâches qui nous incombent. Nous n'avons pas le droit de le sacrifier à la science médicale moderne spécialisée. Voilà donc une mesure féconde, nécessaire et éminemment sociale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne veux pas revenir sur les terrains déjà couverts par ceux qui ont parlé avant moi. Je veux d'abord citer des opinions d'autorités sur cette question des examens cliniques. Ainsi, le rapport du congrès des médecins de langue française de 1950 disait que la situation actuelle dans ce domaine entrave l'exercice de la médecine, parce que les examens nécessaires sont souvent hors d'atteinte de la plupart des malades. Dans une causerie prononcée devant l'Association des médecins de Montréal, le Dr Eugène Robillard a abondé dans le même sens:

"Il faut avouer que le coût très élevé de ces examens en prive une bonne partie de la population", disait le Dr Robillard, qui concluait en disant que "toutes les méthodes mises à la disposition de nos médecins ne leur sont pas toujours accessibles".

Je suis d'accord avec le premier ministre au sujet du fait que deux classes seulement peuvent supporter la maladie: la classe riche, qui a l'argent nécessaire, et la classe pauvre, pour laquelle l'État et les institutions de charité paient. La classe moyenne, si les examens sont nombreux et si l'hospitalisation

est longue, n'a pas les moyens de payer, se voit prise avec un fardeau trop lourd.

Le moyen que propose le bill me paraît bon dans l'ensemble. Avec le présent bill, le gouvernement peut assumer le coût de construction et d'organisation de centres de diagnostic ou encore conclure des ententes avec des établissements déjà existants. Je crois que c'est le second moyen qui est le meilleur. Le gouvernement semble vouloir surtout s'occuper de la construction de nouveaux centres. Je me demande si c'est la meilleure façon de faire face au problème. Je signale particulièrement le cas des grandes villes, notamment de Montréal et de Québec, où des services de laboratoires et de radiologie sont déjà bien équipés. Ne pourrait-on pas profiter davantage de ces services déjà existants plutôt que de créer de nouveaux centres à côté de ceux qui sont déjà là? De plus, n'y a-t-il pas danger qu'en créant des nouveaux centres, on aille chercher, pour les faire fonctionner, des experts dans les établissements qui existent déjà?

La capacité de payer est la question la plus importante. Il me semble donc que le gouvernement ne devrait pas attendre la construction de nouveaux centres, mais trouver dès maintenant une formule de gratuité ou de mi-gratuité des services dans les centres déjà existants. Cela permettrait de faire face tout de suite au problème, sans attendre la construction de nouveaux centres. Dans l'ensemble, cette mesure nous paraît très bonne, mais son efficacité dépendra de sa mise en application. Je crois que l'article le plus important du bill est celui qui permet au gouvernement de conclure dès maintenant des ententes, de façon à rendre gratuits les examens dans les cliniques existantes.

Je signale encore qu'il faut conserver l'initiative privée à tout prix et conserver la contribution du public quand il est en état de payer. Il ne faut pas que, par cette mesure, l'on s'achemine vers la médecine d'État. Enfin, il faut surtout rechercher l'emploi plus efficace des facilités dont nous disposons actuellement. Je crois aussi que les centres médicaux, surtout les laboratoires, ne doivent pas être fermés à la plupart des médecins. Le bill renferme des clauses qui permettent d'aborder la situation sous tous ses angles. Tout dépend de la façon dont la loi sera administrée. Si le gouvernement attache plus d'importance à la construction qu'à assurer la gratuité ou la contribution réduite des malades, la loi aura moins de succès. Nous avons l'intention d'appuyer ce projet de loi.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le médecin de famille est probablement l'homme le

plus indispensable dans le domaine de la santé publique. On veut donc le protéger. Le chef de l'opposition croit que les installations qui se trouvent actuellement dans les hôpitaux pourraient suffire et qu'il ne serait pas nécessaire d'aménager des centres. La vérité est qu'actuellement, dans la province de Québec comme d'ailleurs dans les autres parties du pays, un grand nombre de personnes n'ont pas recours aux hôpitaux, ni aux laboratoires existants pour faire établir un diagnostic. Le jour où tous voudront y avoir recours, les installations actuelles seront insuffisantes et il faudra, dans le cas de Montréal par exemple, doubler les laboratoires.

Dans le moment, les hôpitaux débordent. En 1949, par exemple, 260,000 personnes ont été hospitalisées dans la province. Les gens ne peuvent pas souvent avoir recours aux installations existantes, à cause du manque d'argent; et les médecins de famille, qui soignent en grande partie des malades relativement pauvres, ne peuvent les y envoyer. Actuellement, le médecin de famille ne peut pas imposer à son patient d'avoir recours aux laboratoires des hôpitaux parce que le prix en est souvent prohibitif.

Il (l'honorable M. Paquette) cite le cas d'un malade de Mont-Laurier qui est parti à Montréal avec \$220 en poche pour se faire examiner. Il est revenu chez lui sans un sou en poche et sans avoir pu acheter des médicaments. L'an dernier, 260,000 personnes sont passées dans les hôpitaux du Québec et le nombre des journées passées par les malades dans les hôpitaux a été de 12,000,000, ajoute-t-il.

Il faut sans aucun retard créer des centres médicaux où les malades pourront consulter le médecin. Les laboratoires des hôpitaux font des analyses pour deux catégories de malades: les malades ayant de l'argent et les malades de l'assistance publique. Est-ce qu'avec les installations insuffisantes actuelles, on n'expose pas les malades de l'assistance publique à voir retarder leurs analyses? Par ailleurs, les centres médicaux permettront de ne plus s'exposer à ce que les analyses et les examens faits pour le compte des malades de l'assistance publique passent parfois après les analyses et les examens faits pour le compte de malades riches. Nous allons étudier tous les aspects de la question et sonder toutes les possibilités d'entente.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quand le gouvernement a-t-il l'intention d'aménager les centres médicaux? Et combien de centres?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je ne puis encore donner des précisions à ce sujet. Il est impossible de prévoir tout de suite où, quand et comment les centres seront établis. Pour l'instant, ce que nous voulons, c'est avoir les moyens nécessaires pour commencer la réalisation du projet. Nous commencerons probablement par l'installation d'un centre à Montréal, agglomération de 1,300,000 âmes.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Avez-vous sous la main les spécialistes nécessaires aux centres en question?

L'honorable M. Paquette (Labelle): À l'heure actuelle, nous manquons de spécialistes, mais nous travaillons à en former.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Certains médecins ne sont-ils pas opposés au projet?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Les médecins sont des gens très compréhensifs. Ils ne s'opposent jamais à une amélioration. D'ailleurs, la création des centres aidera le médecin de famille, qu'il s'agisse du médecin de campagne ou du médecin de ville.

En effet, le malade qu'il enverra au centre pour une consultation lui reviendra, alors que le malade qu'il envoyait à l'hôpital y restait souvent et s'y faisait soigner. Le médecin gardera donc sa clientèle. Par ailleurs, l'ouverture des centres médicaux va créer un certain nombre de nouveaux postes de spécialistes.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Et comment comptez-vous régler la question financière? Qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire au juste, en ce qui concerne les conditions d'admission à ces centres de diagnostic?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le projet n'est pas encore très précis à cet égard, mais il est certain que nous voulons que les consultations, les analyses, les radiographies soient gratuites pour les indigents et les malades à ressources modestes. Nous fixerons un tarif réduit pour les autres. Nous voulons

aider la population. Ce que nous demandons aujourd'hui, c'est d'avoir le meilleur outil possible pour pouvoir répondre aux besoins de cette population.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non seulement aux indigents, mais aux gens de moyens modestes.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il est possible que nous exigions aussi un prix nominal. En tout cas, nous ne mettrons pas de barrière entre les centres de diagnostic et ceux à qui ils sont destinés.

Les articles 1 à 5, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 33 sans l'amender.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1952-1953

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Éducation hôtelière, cours (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Agents généraux de la province, salaires et dépenses (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inventaire des ressources naturelles et industrielles de la province, salaires et dépenses (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté "Pour favoriser l'industrie du sucre d'érable (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office de l'artisanat et de la petite industrie (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues et frais de représentation (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'enquiert des intentions du gouvernement sur l'ouverture d'agences de la province à l'étranger. En certains cas, ce pourrait être profitable comme ce fut le cas pour l'Ontario qui a vendu du fromage à l'Angleterre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les relations commerciales de notre pays avec l'Angleterre n'ont pas toujours été profitables à nos gens. Des échanges commerciaux ont été faits, mais ils ont toujours rendu plus service à l'Angleterre qu'ils ne nous ont rapporté de profits.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Tout de même, je me demande si ce ne serait pas profitable d'avoir une agence à Londres.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Nous surveillons la situation et nous sommes en relation constante avec les industriels et les consommateurs d'Angleterre.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Une loi nouvelle dégrèvera les petites successions dans la province de Québec. Jusqu'ici, la loi des successions décrète que si quelqu'un laisse, à sa mort, deux enfants et \$12,000, sa succession est totalement exempte d'impôts parce que l'exemption de base est de \$10,000, plus \$1,000 par enfant de moins de 21 ans. Mais, si le total de la succession atteint, disons, \$12,005, les héritiers sont tenus de payer les droits de succession sur tout le montant.

Dans la loi nouvelle, il y aura une exemption fixe de \$10,000 dans tous les cas, l'exemption par enfant est portée de \$1,000 à \$1,500, et l'âge des enfants, dans ce cas, est porté de 21 ans à 25 ans. Cependant, seulement les successions de moins de \$50,000 pourront bénéficier de cette amélioration.

De plus, en vertu de la loi actuelle, si un homme ayant deux enfants laisse \$12,005, la succession paie des droits sur le plein montant, alors qu'elle ne paierait rien du tout si le testateur laissait \$5 de moins. Cette situation est injuste et nous voulons la corriger.

J'annonce aussi la présentation prochaine d'une loi ayant pour but d'empêcher irrémédiablement des personnes ayant un dossier judiciaire de se présenter à l'échevinage. C'a été le cas récemment avec le conseiller Binder, de Montréal³. Lorsqu'un homme a un casier judiciaire, il n'est pas qualifié, mais, dans ce cas-ci, cet homme s'est présenté et il a été élu, et il est toujours en poste, en train de toucher une indemnité. Nous voulons empêcher que des gens usurpent effrontément un pouvoir public et se

réfugient ensuite derrière des procédures qui leur permettent, pendant ce temps, de retirer un salaire et de demeurer en fonction.

Une loi prochainement présentée permettra à une épouse, dont le mari a quitté le domicile conjugal et s'est enfui dans une autre province, de faire exécuter le jugement de contribution de soutien à la famille, rendu contre le mari, par un tribunal du Québec, même s'il réside hors de la province de Québec. Permettre que le jugement soit exécuté partout au Canada, contre quelque 20,000 époux de la province, serait d'une grande assistance.

Il y aura enfin un bill pour empêcher que les procédures en contestation de l'élection d'un conseiller municipal ne soient retardées par des mesures dilatoires.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est un signe des temps. À la veille de sa mort, le gouvernement pense à baisser les droits de succession.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a parlé en libéral; ce qui l'intéresse, ce n'est pas la vie mais la succession.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Le moment où a lieu cet extrait n'est pas spécifié dans le journal. Nous avons donc tenté avec déduction de replacer l'échange dans un contexte plausible.

2. Dans le *Montréal-Matin* du 7 décembre 1951, à la page 36, il est écrit: "C'est un apôtre, c'est un frère."

3. Selon *Le Devoir* du 9 décembre 1951, à la page 5, M. Binder a été "déqualifié à cause d'une condamnation pour offense criminelle, mais il occupe toujours son fauteuil de conseiller municipal à Montréal. Sa cause est pendante à Montréal."

Séance du mardi 11 décembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 179 concernant la Commission scolaire de Saint-Laurent et ses commissaires;

- bill 172 concernant un acte de donation par Philomène et Élise Desmarchais à la Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.

Votre comité recommande de prolonger au 18 décembre prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, les promoteurs payant les amendes prévues par le Règlement.

Le rapport est adopté.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a examiné le bill 160 du Collège des horlogers-bijoutiers de la province de Québec, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements. Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à votre honorable Chambre que, du consentement unanime des membres de votre comité et de celui des promoteurs intéressés dans ce bill, il a convenu de recommander à votre honorable Chambre que le titre en soit changé en celui de "Loi de la Corporation des horlogers-bijoutiers de la province de Québec".

Le rapport est adopté.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 18 décembre prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, les promoteurs payant les amendes prévues par le Règlement.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Donation
Desmarchais**

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 172 concernant un acte de donation par Philomène et Élise Desmarchais à la Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 172 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Horlogers-bijoutiers

M. Johnson (Bagot) propose, de consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 160 de la Corporation des horlogers-bijoutiers de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 160 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Saint-Laurent

M. Johnson (Bagot) propose, de consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 179 concernant la commission scolaire de Saint-Laurent et ses commissaires.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 179 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Saint-Jérôme

M. Blanchard (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Barrière), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 192 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Qualification pour les métiers du bâtiment

L'ordre du jour appelle la présentation du bill 41 concernant les certificats de qualification pour les métiers du bâtiment.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Je le retire, dit-il, pour répondre à un désir du conseil supérieur du travail, qui est à faire une étude complète de la loi des conventions collectives. Le conseil nous a demandé de ne faire aucune modification à cette loi avant qu'il en ait terminé l'étude.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill 41 avait été présenté à la demande des unions

ouvrières. Mais il paraît que c'est mieux de le retirer pour le moment, et nous le retirons.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit retiré

Adopté. Le bill est retiré.

Loi des mines de Québec

L'honorable M. French (Compton) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 40 modifiant l'article 227 de la loi des mines de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Jean-Noël A. Thibert

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jean-Noël A. Thibert au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession d'Édouard Biron

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que le bill 186 concernant la succession d'Édouard Biron ayant été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Questions de privilège:

Ouverture des magasins les jours de fête

M. Chaloult (Québec): Je désire soulever une question d'intérêt public au sujet de la violation des lois dans cette province. Il y a quelques semaines, le conseil de ville de Montréal adoptait, par un vote des deux tiers, un règlement décrétant la fermeture des magasins les jours de fête catholique. Quelques puissantes firmes anglaises contestèrent la validité du règlement. C'était leur droit et il appartiendra aux tribunaux de juger. Mais, en attendant, le règlement est en force et il faut s'y soumettre.

Or, sept établissements commerciaux, parmi les plus opulents: Eaton, Morgan, Simpson, Birks, Ogilvy, etc., organisèrent la désobéissance civile et ouvrirent leur magasin le jour de l'Immaculée Conception. C'est un scandale sur lequel je désire attirer l'attention de la Législature. Ils agirent ainsi avec la bénédiction de la *Gazette*. C'est une injustice envers les commerçants, respectueux de l'ordre, qui subissent une concurrence déloyale. C'est un attentat à la liberté de conscience des employés catholiques qu'on force à travailler malgré les commandements de leur religion.

La *Gazette* et les gros capitalistes en cause crient bien fort lorsque des humbles et des pauvres s'avisent de transgresser une loi. Le mauvais exemple est beaucoup plus grave lorsque des puissants et des riches se moquent cyniquement de l'autorité civile et, suivant l'expression de la Ligue du dimanche, font passer l'argent avant les considérations d'ordre moral.

Je note que les établissements canadiens-français, en très grande majorité, ont respecté l'ordre. C'est à leur honneur. Il faudra les récompenser en achetant chez eux, c'est-à-dire chez nous. C'est une question de fierté.

Je souhaite que la ville de Montréal sévise avec rigueur contre les fauteurs de troubles et que le procureur général, qui a commencé heureusement à assainir la métropole, seconde les autorités municipales, dans la mesure de sa juridiction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En effet, la ville a bien adopté un règlement pour ordonner la fermeture des magasins les jours de fête religieuse. Ce règlement est-il légal, n'est-il pas légal? Ce n'est pas à moi à me prononcer avant les tribunaux. Car ce règlement a été, en effet, soumis aux tribunaux par un groupe qui en conteste la validité. Montréal est capable d'organiser sa police et de faire respecter ses règlements.

Sous l'Union nationale, nous respectons l'autonomie de Montréal. Le gouvernement n'interviendra donc que si c'est nécessaire et dans l'intérêt public. Nous n'avons pas à nous imposer pour le moment. Si notre intervention devient nécessaire plus tard, nous n'hésiterons pas. Pour le moment, il y a cause pendante.

J'en profite pour inviter toutes les autorités et corporations municipales et autres autorités de faire leur part pour aider au respect de la loi, car le gouvernement provincial ne peut tout faire tout seul. Le vieux principe "Aide-toi, le ciel t'aidera" s'applique aux corporations municipales comme aux autres.

Taxes sur successions

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 43 diminuant les taxes sur les petites successions.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 43 diminuant les taxes sur les petites successions.

Adopté.

Assistance publique

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 34 concernant l'assistance publique.

L'honorable M. Paquette (Labelle) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose: Que la loi de l'assistance publique de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 187) soit modifiée en y ajoutant, après l'article 33, le suivant:

"33a. Toutefois, la contribution municipale prévue par l'article 33 sera, quant aux corporations régies par le code municipal, réduite de trente-trois et un tiers pour cent à quinze pour cent à compter du premier avril 1952, et le gouvernement de la province assumera et paiera, à compter de cette date, à même le fonds consolidé du revenu, la proportion correspondant à cette réduction des frais d'entretien, de séjour et de traitement des indigents dans les institutions d'assistance publique."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dussault, Earl, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Mégantic), Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lévesque, Lorrain, Marcotte, Marler, Matte, Ouellet, Pelletier, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Roche, Rochon, Ross, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 75.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 34 est agréée.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 concernant l'assistance publique soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'une initiative féconde de l'Union nationale. Ces initiatives sont une tradition pour le gouvernement actuel de la province de Québec. La loi, adoptée il y a déjà plusieurs années, dit que les frais de l'assistance publique sont payés à parts égales par les trois intéressés: le gouvernement, la municipalité et l'institution. Chacun paie 33⅓ % des frais. En vertu de cette loi, les pauvres sont hospitalisés et soignés gratuitement.

On parle souvent de lois sociales, mais pas un gouvernement n'a multiplié les législations sociales comme le gouvernement actuel. N'y a-t-il rien de plus social que de procurer des soins médicaux gratuits aux pauvres? Quand nous sommes arrivés au pouvoir, l'assistance publique coûtait au gouvernement \$4,500,000 par année. Grâce au dévouement du

ministre de la Santé qui nous a recommandé de faire plus, ce montant a été augmenté, au point que, l'an dernier, nous avons payé pour les pauvres la somme de \$23,500,000. Et, par cette loi, nous l'augmentons encore de \$600,000 à \$700,000 par année en libérant d'autant les corporations rurales.

Nos adversaires parlent souvent de législation sociale avec des trémolos dans la voix, mais ils oublient d'agir quand ils sont au pouvoir. Nous, nous agissons et nous mettons de la ténacité à améliorer partout où c'est possible.

En vertu de cette loi sociale nouvelle, les corporations rurales ne paieront plus un sou, car le gouvernement va prendre à sa charge le 33⅓ % que les municipalités payaient jusqu'ici. Le gouvernement reconnaît ainsi l'importance vitale de la classe agricole en faisant disparaître progressivement tout ce qui peut gêner les cultivateurs.

On nous dira: "Pourquoi n'enlevez-vous pas aussi cette charge aux villes et cités?" Les conditions ne sont pas les mêmes. Les salaires sont plus élevés, les amusements sont plus nombreux. Bref, la vie est plus facile en ville qu'à la campagne. Je ne dis pas que nous ne ferons rien. Si, plus tard, les circonstances le permettent, nous étendrons aux cités et villes le bénéfice de cette loi. Nous procédons de façon rationnelle et raisonnable. C'est \$600,000 à \$700,000 que nous donnons ainsi aux ruraux. C'est une initiative féconde et salutaire, conforme aux traditions de l'Union nationale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): En 1949, j'ai moi-même réclamé que l'on dégrève les frais de l'assistance publique chargés aux municipalités rurales. On devrait étendre immédiatement le dégrèvement aux cités et villes.

Il y a bien des raisons pour que le dégrèvement soit étendu non seulement aux campagnes, mais aux villes et aux cités. C'est dans les grands centres que le problème de l'aide aux pauvres s'est particulièrement aggravé, car c'est là que les conseils municipaux ont les plus gros comptes à rencontrer. La protection contre le feu, le déneigement, la santé leur imposent de très lourds fardeaux. À Montréal seulement, l'assistance publique représente une dépense annuelle de \$4,000,000 à \$5,000,000.

Les ressources des municipalités sont bien limitées. Il ne leur est permis de taxer que les propriétés, les ventes, et certaines autres choses de peu d'importance. La taxe d'amusement et la taxe de 5 % sur les repas sont deux revenus qui vont dans les coffres de la charité publique. Ces taxes sont prélevées presque toujours ensemble dans les villes

et les villages, et 50 % à 60 % de la taxe de vente était aussi prélevée dans les villes et les villages, et lorsque les municipalités pouvaient être soulagées, on l'accordait seulement aux municipalités rurales. Le gouvernement provincial, d'un autre côté, peut taxer les ressources naturelles, les mines, les forêts, les corporations, les successions, les liqueurs et le tabac.

Je dis donc que les revenus des municipalités sont limités; ceux de la province ne le sont pas. Je ne crois pas, en lisant le bill, que le dégrèvement soit total comme l'a dit le premier ministre. C'est seulement 55 % et les municipalités continueront de payer 15 %. Et ce dégrèvement ne profitera qu'aux municipalités régies par le Code municipal.

Il ne faut pas oublier que le principe de la répartition à parts égales du coût de l'assistance publique remonte à 1921, poursuit-il (M. Marler). À ce moment-là, le budget de la province n'était que de \$21,000,000 par année. Je pense que le principe de limiter ce dégrèvement aux municipalités rurales n'est pas juste, car c'est dans les villes que l'on paie la plus forte partie des taxes affectées au fonds de l'assistance publique en vertu des lois et c'est à la campagne que l'on bénéficie le plus du dégrèvement. On devrait appliquer la même justice à tout le monde.

Le gouvernement prend cette décision injuste au moment où son budget s'augmente de plus de \$20,000,000, et tout ce qu'il trouve à réduire, c'est \$700,000 au compte de l'assistance publique. Avec un budget de \$260,000,000 par année, le gouvernement pourrait sûrement faire beaucoup mieux. Ce n'est pas \$4,000,000 ou \$5,000,000, mais \$7,778.884 que le gouvernement a versés, en 1944-1945, en ce qui concerne le coût de l'assistance publique.

Il ne faut pas avoir deux poids et deux mesures. Tous les contribuables doivent être mis sur le même pied quand le gouvernement diminue les taxes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition vient de faire une confession intéressante, il relit les notes de ses discours. C'est une consolation comme une autre. Le secret du bonheur, c'est souvent de se contenter de peu. Un fait est certain, c'est que, sous les régimes de ses amis, tout le monde payait des prix considérables pour l'assistance publique. Sous l'Union nationale, nous dégrevons, nous multiplions les facilités et nous mettons la santé à la portée des pauvres gens.

Le chef de l'opposition a tenté de soulever les villes contre les campagnes. C'est dangereux et ce n'est pas juste. Je me demande pourquoi on s'ingénie à toujours critiquer la campagne et les cultivateurs. C'est bien dans la tradition prétendue libérale. S'il

avait été juste, il aurait tenu compte de tous les facteurs, au lieu de critiquer la campagne. Chaque fois que nous faisons quelque chose pour l'agriculture, l'opposition trouve que nous faisons toujours trop. Elle est bien dans la ligne de conduite qui a caractérisé l'inactivité de ce parti quand il était au pouvoir.

L'agriculture est à la base de tout système économique durable. Les peuples qui ont oublié cela dans le passé n'ont pas pris de temps à glisser vers la ruine. Les cultivateurs ne connaissent pas les journées de huit heures, les salaires de \$8 à \$10 par jour, le confort des villes. Il faut leur faciliter la tâche dans toute la mesure du possible. En outre, ils ne travaillent pas seulement pour eux, mais pour les villes aussi. Où iraient les villes sans les campagnes pour les nourrir?

Nous avons absorbé il y a quelques années pour plus de \$100,000,000 de dettes scolaires; les $\frac{9}{10}$ de ces dettes étaient celles de municipalités urbaines. Dans le domaine de l'habitation, nous avons mis \$30,000,000 à la disposition des gens des villes pour leur permettre de se bâtir des logements; alors que nous avons prêté aux cultivateurs, à des taux très bas, il est vrai, nous avons donné aux gens des villes. Les citoyens, qui profitent de la loi de l'habitation, voient une partie de l'intérêt payé par le gouvernement.

Il faut équilibrer les avantages donnés aux uns et aux autres. D'ailleurs, nous allons examiner la situation et, si, plus tard il y a moyen de soulager les villes en ce qui concerne les dépenses de l'assistance publique, nous accorderons à tout le monde les dégrèvements qui seront possibles et raisonnables dans les circonstances.

Sous les régimes libéraux, les villes devaient payer pour la construction d'écoles techniques. Chez nous, à Trois-Rivières et à Québec, on paie encore pour des écoles construites sous des gouvernements libéraux. Avec nous, les écoles techniques, les écoles spécialisées, textile, de médecine vétérinaire, du meuble, ne coûtent rien. C'est le gouvernement qui paie pour ces bâtisses situées dans les villes. Il ne faut pas oublier non plus que les cultivateurs paient la taxe de vente quand ils vont acheter dans les villes. Il y a encore la question des chemins qui, tout en bénéficiant à nos municipalités rurales, desservent aussi les villes. Je ne comprends pas pourquoi l'opposition s'acharne contre les cultivateurs et ne veut pas leur rendre justice, ne veut pas faire la différence entre les problèmes agricoles et ceux des villes.

Le chef d'opposition a dit que \$600,000, c'était une petite affaire, presque rien. Figurez-vous si ces gens-là arrivaient au pouvoir dans 50 ans, il n'y aurait pas moyen de songer à une seule réduction

de taxes avec eux. Quand le chef de l'opposition a parlé de \$8,000,000, il a faussé les faits. Les chiffres que j'ai cités ne concernent que le coût d'hospitalisation et les soins médicaux; les siens comprennent, en plus, la construction d'hôpitaux. En prenant la même échelle, nous dépenserions de \$42,000,000 à \$44,000,000 par année pour l'assistance publique. Je regrette sincèrement la déclaration du chef de l'opposition. Elle ne surprendra cependant pas les cultivateurs, venant de la bouche de ceux qui les ont persécutés autrefois.

M. Chaloult (Québec): La mesure me paraît très sage et je me réjouis de voir que le gouvernement l'a proposée. Il était opportun de faire quelque chose pour les municipalités rurales qui portent parfois de lourds fardeaux dans le domaine de l'assistance publique. Je crois que le besoin est plus pressant là que dans les villes. Si, plus tard, il y a moyen de soulager aussi les villes, tant mieux.

Je veux profiter de l'occasion pour rendre hommage à l'œuvre accomplie par le ministre de la Santé et député de Labelle (l'honorable M. Paquette). L'un des aspects intéressants de la politique du gouvernement actuel, c'est précisément l'amélioration de la santé publique, et le ministre a fait beaucoup pour cette œuvre salubre. Cette année, le budget de la santé est le plus augmenté, et je m'en réjouis. Je suis heureux de rendre ce témoignage au docteur Paquette qui le mérite amplement. La santé d'un peuple, c'est essentiel.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) me prête comme d'habitude des propos que je n'ai jamais tenus. J'ai dit que le gouvernement a raison d'aider les municipalités, mais que son aide ne devrait pas se limiter aux municipalités rurales. Il devrait accorder un dégrèvement général.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote sur les résolutions.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dussault, Earl, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay,

Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Mégantic), Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lévesque, Lorrain, Marcotte, Marler, Matte, Ouellet, Pelletier, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Roche, Rochon, Ross, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 75.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 34 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dussault, Earl, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Mégantic), Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lévesque, Lorrain, Marcotte, Marler, Matte, Ouellet, Pelletier, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Roche, Rochon, Ross, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 75.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 34 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:

Bons du Trésor

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Quel était le montant total des bons du Trésor de la province en cours le 31 octobre 1951?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Lorsque le gouvernement de l'Union nationale a pris le pouvoir, le 28 août 1944, le montant total des billets promissaires ou bons du Trésor dus aux banques par l'administration Godbout s'élevait à \$35,250,000.

À partir du 31 mars 1951 jusqu'au 22 octobre 1951, il n'y avait aucun bon du Trésor ou billet promissoire dû, par la province, aux banques, sauf un montant de \$1,500,000 concernant la loi 1 George VI, chapitre 2, relative au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et des Sulpiciens.

Au 31 octobre 1951, il n'y avait de dû aux banques par la province, en bons du Trésor ou billets promissoires, que \$1,500,000 au titre des fiduciaires aux biens de Saint-Sulpice et \$6,000,000 pour les besoins généraux de l'administration.

Plaques d'immatriculation

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

1. De qui le gouvernement de la province a-t-il acheté les plaques d'enregistrement de véhicules automobiles pour l'année 1951?
2. Quelle a été la quantité achetée?
3. Quel a été le coût des plaques à l'unité?

L'honorable M. Gagnon (Matane): 1. La compagnie Morin et Fils, de Montmagny.

2. 597,925 plaques doubles et plaques simples.

3. Ces plaques furent achetées au prix de \$0.11 la plaque simple et de \$0.22 par plaque double.

Dépôt de documents:

Les Comptes publics 1950-1951

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Bien que nous ne soyons pas obligés de déposer les *Comptes publics* avant le 15 janvier prochain, nous donnons encore la preuve d'une diligence remarquable en les déposant cet après-midi. J'espère que nous pourrons faire cesser par le fait même les jérémiades et les doléances que nous avons entendues depuis quelques jours, de la gauche. Je n'en ai que deux copies et je les fais parvenir immédiatement à l'opposition.

(Il se tourne vers le ministre des Finances.) Je remercie le ministre de sa diligence. La nomination du député de Matane (l'honorable M. Gagnon) à ses fonctions a réjoui le cœur de ceux qui favorisent l'autonomie de la province de Québec. Je me plais à féliciter le ministre des Finances en constatant que c'est grâce à son dévouement si le gouvernement peut, aujourd'hui, poser cet acte unique de produire aussi tôt les *Comptes publics* de la dernière année financière.

Comme ces comptes ne sont pas disponibles pour les députés et les journalistes, il nous faut remettre à plus tard leur analyse qui vraiment ne contient rien de bien nouveau, puisqu'ils ont déjà été annoncés par le trésorier lui-même, à la fin de l'année fiscale couverte par ledit rapport. On en fera la distribution dès que l'imprimeur aura fini son travail.

Subsides:

Budget des dépenses 1952-1953

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur et extérieur (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Au sujet des inspecteurs vérificateurs du ministère des Affaires municipales, je désire connaître leur nombre, leurs noms, leurs salaires et, surtout, leurs fonctions. Les municipalités ont chacune leur propre vérificateur. Pourquoi le ministère en garde-t-il six à son emploi?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Leur but est d'instruire les secrétaires-trésoriers des diverses municipalités. Par ailleurs, ils travaillent de plus en plus en coopération avec les vérificateurs municipaux.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce sont plutôt des conseillers que des inspecteurs vérificateurs. Combien y a-t-il d'employés au service civil du département?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Il y en a 36 aux Affaires municipales et 66 à la Commission municipale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) discute ensuite avec le ministre les salaires payés à ces employés.

M. Kirkland (Jacques-Cartier): Combien y a-t-il de nouveaux employés au service du département, cette année?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Il n'y a pas de nouveaux employés aux Affaires municipales. Il y en a huit à la Commission municipale.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Kirkland (Jacques-Cartier): Celles-ci couvrent-elles les frais de transport de tous les employés?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Oui. Je n'ai pas dépassé le budget et je m'efforce de garder les dépenses dans des limites raisonnables.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Codification des lois municipales, salaires et dépenses (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Le travail est très avancé.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) interroge le ministre sur la composition de la Commission chargée de cette tâche, puis il demande quel est le salaire d'un monsieur Nadeau qui en a la direction et si ce fonctionnaire consacre tout son temps à la Commission de codification.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Le salaire de M. Nadeau est de \$4,000 par année et il fait ce qu'on lui demande de faire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre des Affaires municipales est comme le premier ministre. Il ne répond pas à ce qu'on lui demande.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): J'ai, au contraire, fourni au chef de l'opposition des réponses directes. Le salaire est de \$4,000 et M. Nadeau est un officier spécial qui fait ce qu'on lui demande. Une partie de son temps va au travail de codification.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Décidément, le travail de codification n'est pas poussé très énergiquement, puisque M. Nadeau ne consacre seulement qu'une partie de son temps à ce travail. Souvent après qu'une municipalité a réclamé certains droits, toutes les autres s'empressent de l'imiter.

S'il s'agit d'une bonne chose, pourquoi ne pas faire les amendements nécessaires pour donner les mêmes avantages à toutes les municipalités régies par les Affaires municipales?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): En classifiant le code municipal, on revoit une foule de lois intéressant toutes les municipalités.

Je peux assurer que l'on procède à la codification avec toute la diligence possible et j'insiste pour que le travail de refonte soit bien fait, qu'on y apporte toute l'attention possible. La deuxième partie de ce travail sera moins difficile que la première partie, à présent terminée.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je trouve beaucoup trop lent le travail de codification des lois municipales.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission municipale de Québec (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Combien de commissions scolaires, de municipalités sont-elles sous le contrôle de la Commission municipale?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Soixante-douze municipalités et commissions, soit 42 municipalités, 27 commissions scolaires, ainsi que trois autres

municipalités, ces dernières étant sous un contrôle plus direct.

Il cite, parmi ces dernières, Québec-Ouest qui se trouve dans la situation qu'on lui connaît, depuis 1932.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La question va-t-elle se régler pour Québec-Ouest?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons voté une loi, à la dernière session, pour l'annexion de cette municipalité par Québec, ce qui aurait réglé le problème. Malheureusement, certaines difficultés d'ordre technique sont survenues qui ont empêché le règlement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Combien de commissions scolaires se sont prévaluées de la loi autorisant le gouvernement à se charger de leurs dettes?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Mille vingt-sept commissions scolaires se sont prévaluées de la loi autorisant le gouvernement à se charger de leurs dettes. Presque toutes les commissions qui se sont prévaluées de la loi ont continué depuis lors à s'administrer comme auparavant, sous la surveillance de la Commission municipale. Vingt de plus pouvaient se prévaloir de la loi, mais elles ne l'ont pas fait.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les commissions qui se prévalent de la loi ne jouissent plus d'une autonomie complète. Le ministre des Affaires municipales semble vouloir nous faire croire que toutes les commissions des écoles sont enchantées de la loi. Il y a une grande différence entre l'autonomie dont jouit une commission scolaire qui s'est prévaluée de la loi et l'autonomie d'une commission scolaire qui ne s'est pas prévaluée de la loi.

Quel est le nombre de commissions scolaires qui ont été relevées des conséquences de l'article de la loi pour assurer le progrès de l'éducation autorisant la Commission municipale à déclarer en défaut certaines commissions des écoles?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Je n'ai pas ce renseignement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) répète sa question sous une autre forme.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre des Affaires municipales vous a dit qu'il n'avait pas le renseignement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous pourrions suspendre la discussion sur ce point jusqu'à ce que le ministre puisse nous répondre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Si la Commission municipale exerce une certaine surveillance sur les commissions scolaires qui se sont prévaluées de la loi, c'est pour ne pas qu'elles se remettent à se couvrir de dettes. Nous avons simplement aidé les commissions à se relever. Je ne connais pas autre chose. La plupart des commissions scolaires qui se sont prévaluées de la loi s'administrent comme avant, quitte à venir prendre conseil auprès de la Commission municipale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il y a une grande différence entre l'autonomie d'une commission dont le gouvernement a payé les dettes et une commission qui n'est pas dans cette situation. Je suis surpris de voir que le ministre ne peut pas répondre à mes questions.

Près de 500 commissions scolaires avaient des dettes de \$5,000 ou moins. Pourquoi ne pas leur redonner leur autonomie complète?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Ce sont des municipalités satisfaites. Personne ne les inquiète. Elles ne viennent à la Commission que pour obtenir de l'aide.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sont les commissions scolaires qui nous demandent de continuer à bénéficier des services que leur rend la Commission municipale.

J'ai déclaré en 1946, lors de l'étude de la loi, que le gouvernement ne voulait pas connaître la même situation qu'en Ontario. En Ontario, le gouvernement s'est engagé à payer 50 % des dettes scolaires et les commissions scolaires ont tout de suite augmenté leurs taxes de 50 %, de sorte que le contribuable a été grevé autant qu'avant. C'est pour éviter de répéter l'expérience désastreuse de l'Ontario que nous avons dit qu'il n'y aurait plus de nouvelle taxe de la part des commissions scolaires sans l'autorisation de la Commission municipale. C'était la seule façon d'empêcher la situation malheureuse de l'Ontario de se reproduire chez nous.

Nous pouvons dire que 98 % des commissions scolaires se sont prévaluées de cette loi salvatrice, l'une des plus belles qui soient dans nos Statuts. On est venu de toutes parts se renseigner sur cette loi nouvelle. Notre loi pour assurer les progrès de l'éducation est une loi vraiment salvatrice. Elle est

appréciée dans le monde entier. Il est rare de voir une entreprise commerciale ou industrielle qui n'a pas de dettes. Il n'y avait pas une seule commission scolaire qui n'avait pas de dettes considérables. Nous leur avons donné un "clean sheet". Elles sont devenues les seuls organismes sans dettes.

Prenez le cas des commissions scolaires catholique et protestante de Montréal. Elles avaient \$68,000,000 de dettes. Cette loi a eu pour effet de les soigner de \$6,000,000 à \$7,000,000 par année au fonds d'amortissement, ce qui leur a donné de l'argent pour construire des écoles et augmenter les salaires des professeurs. C'est la loi la plus progressive jamais passée sur ce continent.

De nombreuses corporations ont supplié le gouvernement de continuer à administrer leurs affaires.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Y a-t-il des commissions scolaires qui ont obtenu d'être relevées du contrôle de la Commission municipale?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): N'importe quelle commission scolaire dont les finances sont bonnes peut demander d'être soustraite au contrôle. Mais ce sont les commissions elles-mêmes qui demandent à la Commission municipale de continuer à les aider. Doit-elle refuser de leur rendre service? Je crois que non.

Sous les régimes libéraux, le contrôle était bien plus strict. On ne pouvait acheter un balai sans demander l'autorisation, ni engager un homme de cour pour une journée sans y être autorisé. Nous avons fait cesser cela.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Dois-je comprendre qu'aucune commission scolaire n'a été relevée du contrôle de la Commission municipale?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répète que les commissions scolaires insistent pour continuer à bénéficier de l'aide de la Commission municipale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Pourquoi la Commission municipale compte sept employés de plus?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le travail augmente sans cesse. La Commission municipale doit faire enquête sur les demandes d'octroi pour les écoles. Nous avons construit 1,300 nouvelles écoles et nous en avons réparé 6,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Et combien de ponts?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous en avons construits 502 et réparés 2,200. Si l'opposition veut faire sa campagne sur cette question, je puis lui dire qu'entre le pouvoir et elle, il y a un précipice qu'aucun pont ne pourra franchir.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.
Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service d'urbanisme, salaires et dépenses (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.
Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.
Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, au cours de la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 135 modifiant la charte de la cité de Lachine;
- bill 140 modifiant la charte de la cité d'Arvida;

- bill 147 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny;
- bill 162 changeant le nom de famille d'Alfred Edward Snoswell *et uxor*, Edward Alfred Snoswell *et uxor*, William John Snoswell *et uxor*, Linda Joan Snoswell, Emily Edith Snoswell en celui de Jameson;
- bill 178 concernant la succession de John Parker;
- bill 180 modifiant la charte de la ville de Sainte-Rose;
- bill 181 modifiant la loi constituant en corporation Les Filles de la charité du Sacré-Cœur de Jésus;
- bill 182 constituant en corporation Reddy Memorial Hospital.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 131 modifiant la charte de la ville de Dorion, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:
 - a) en biffant le paragraphe *f*;
 - b) les paragraphes *g* et *h* deviennent respectivement paragraphes *f* et *g*;
 2. L'article 13 est modifié en biffant, dans les dixième, onzième et douzième lignes du sous-article 528*a*, les mots "et servant exclusivement à la vente de marchandises ou affectés à des fins lucratives".
 3. L'article 14 est modifié:
 - a) en remplaçant, à la page 8, aux deuxième et troisième lignes du quatrième paragraphe, les mots "(débentures) ou d'actions enregistrées" par les mots "ou de débentures";
 - b) en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes de la page 9, les mots "les actions enregistrées" par le mot "débentures";
 - c) en remplaçant, dans la deuxième ligne du troisième paragraphe de la page 9, les mots "bons ou obligations" par les mots "obligations ou débentures".
- Le Conseil législatif a aussi voté le bill 132 constituant en corporation la ville de Côte-Saint-Luc, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 27 est modifié:
 - a) en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du cinquième paragraphe de la page 16, les mots "(débentures) ou d'actions enregistrées" par les mots "ou de débentures";
 - b) en remplaçant, dans la septième ligne de la page 17, les mots "actions enregistrées" par le mot "débentures";

- c) en insérant dans la deuxième ligne du dernier paragraphe, à la page 17, immédiatement après le mot "obligations", les mots "ou débentures".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 133 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 24 est modifié en ajoutant à la fin, immédiatement après le mot "septembre", du sous-article 539, les mots "n'affectera en aucune façon le rôle de perception de la taxe scolaire, pour l'année en cours".
2. L'article 27 est modifié:
 - a) en biffant, dans les quatrième et cinquième lignes du quatrième paragraphe du sous-article 581*a*, les mots "et travaux qui font l'objet de cet emprunt";
 - b) en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième paragraphe de la page 13, les mots "(débentures) ou d'actions enregistrées" par les mots "ou de débentures";
 - c) en remplaçant, dans la septième ligne du quatrième paragraphe de la page 13, les mots "les actions enregistrées" par le mot "débentures";
 - d) en remplaçant, dans la deuxième ligne du dernier paragraphe de la page 13, les mots "bons ou obligations" par les mots "obligations ou débentures".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 149 autorisant l'imposition d'une taxe d'éducation dans la ville de Terrebonne, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 4 comme article 5:

"5. Le revenu annuel perçu par les commissaires provenant de ladite taxe sera, après déduction des dépenses encourues par lesdits commissaires pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois par lesdits commissaires entre eux et les syndics d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Terrebonne, au prorata du nombre d'enfants âgés de cinq à seize ans de chacune des dénominations religieuses catholiques romaine et protestante, respectivement, résidant dans le territoire commun à chacune d'elles."

2. L'article 5 devient article 6.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 165 modifiant la charte de la ville de Louiseville, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en biffant, dans le dernier paragraphe de la page 3:

a) dans les deuxième et troisième lignes les mots "véhicules automobiles";

b) dans la quatrième ligne les mots "ou autobus".

2. L'article 6 est biffé.

3. L'article 7, qui devient article 6, est modifié en remplaçant, dans les douzième et treizième lignes du sous-article 526a, les mots "(drive yourself) par les mots "conduites par le locataire ou son préposé".

4. L'article 8, qui devient article 7, est modifié en ajoutant immédiatement après le mot "Québec" à la fin, à la page 7, les mots "et par le ministre des Affaires municipales".

5. L'article 9 devient article 8.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 175 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant le dernier mot "(Annexe)".

2. L'article 2 est modifié:

a) en ajoutant immédiatement après le mot "Québec", dans la sixième ligne du sous-article 599b, les mots "et du ministre des Affaires municipales";

b) en remplaçant, dans les huitième et neuvième lignes dudit sous-article, les mots "quatre et demie" par le mot "cinq".

3. Et l'annexe est biffée.

Projets de loi:

Charte de la ville de Dorion

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 131 modifiant la charte de la ville de Dorion.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ville de Côte-Saint-Luc

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 132 constituant en corporation la ville de Côte-Saint-Luc.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la ville de Pointe-Claire

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 133 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Taxe d'éducation à Terrebonne

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 149 autorisant l'imposition d'une taxe d'éducation dans la ville de Terrebonne.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la ville de Louiseville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 165 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la cité de Saint-Hyacinthe

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 175 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 107 modifiant la charte de la cité de Magog, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du dernier paragraphe du sous-article 7°, le mot "quinze" par le mot "cinq".

2. L'article 9 est biffé.

3. Les articles 10, 11 et 12 deviennent respectivement articles 9, 10 et 11.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 130 modifiant la charte de la ville de Berthierville, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a) en biffant le paragraphe *f*;

b) les paragraphes *g* et *h* deviennent respectivement paragraphes *f* et *g*.

2. L'article 9 est modifié en biffant, dans la sixième ligne du paragraphe 9, le mot "d'autobus".

3. L'article 10 est modifié en biffant, dans les dixième, onzième et douzième lignes du sous-article 528*a*, les mots "et servant exclusivement à la vente de marchandises ou affectés à des fins lucratives".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 143 modifiant la charte de la ville de Lauzon, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 17 est modifié en retranchant, à la page 11, dans la quatrième ligne du deuxième paragraphe du paragraphe 27°*b*, les mots "ou autobus".

2. L'article 19 est modifié:

a) en biffant entièrement le paragraphe *a*;

b) les paragraphes *b* et *c* deviennent respectivement paragraphes *a* et *b*.

3. L'article 23 est modifié en biffant, dans les quatrième et cinquième lignes du sous-article 485*a*, les mots "par les meilleures méthodes possible".

Projets de loi:

Charte de la cité de Magog

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 107 modifiant la charte de la cité de Magog.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la ville de Berthierville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 130 modifiant la charte de la ville de Berthierville.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la ville de Lauzon

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 143 modifiant la charte de la ville de Lauzon.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 134 refondant la charte de la ville de Sainte-Thérèse, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Les articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 deviennent respectivement les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 137 modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du sous-article 34°, les mots "sur place" par les mots "sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 168 modifiant la charte de l'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 8 est modifié en remplaçant le sous-article 12*d* par ce qui suit:

"(12*d*. Les titres, actes, contrats et documents signés par la corporation sous le nom de "Couvent, Hospice ou Hôpital Saint-Damien", celui de "Hospice Saint-Bernard", celui de "Institut des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel secours", celui de "Congrégation des Sœurs du Perpétuel Secours", celui de "Couvent des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours", celui de "Couvent du Perpétuel

Secours", celui de "Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours", celui de "Corporation des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours" ou enfin celui de "Communauté des Sœurs du Perpétuel Secours" sont déclarés légaux et valides à toutes fins que de droit nonobstant cette désignation incorrecte et ont la même valeur légale que s'ils avaient été signés du véritable nom corporatif.").

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 177 concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent dans le comté de Jacques-Cartier, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans les septième, huitième et neuvième lignes du deuxième alinéa de la page 2, les mots "ainsi que le chemin public traversant ce territoire du nord au sud".

Projets de loi:

Charte de la ville de Sainte-Thérèse

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 134 refondant la charte de la ville de Sainte-Thérèse.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la ville de Beauceville-Est

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 137 modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Institut des Sœurs du Perpétuel Secours

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 168 modifiant la charte de l'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 177 concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent dans le comté de Jacques-Cartier.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1952-1953

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas six cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Dupré (Verchères): D'après les *Comptes publics* de 1950-1951, sur les 320 employés qu'il y a dans le service intérieur, 177 gagnaient moins de \$2,000 par année en 1950-1951. Le gouvernement se vante d'avoir donné beaucoup d'augmentations, mais, quand on va au fond des choses, on s'aperçoit que ses amis ont reçu plusieurs augmentations successives et que les petits employés n'ont à peu près rien eu.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les salaires dans ce ministère comme dans les autres sont trop bas. Il cite le cas d'un employé qui gagne \$1,300 par année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un messenger. Il porte les messages du chef intérieur au chef extérieur.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est un salaire insignifiant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition veut maintenant insulter les fonctionnaires, les traiter d'insignifiants.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est la remarque du premier ministre qui est dans cette catégorie.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre peut faire des farces, mais je crois que les fonctionnaires trouvent ça moins drôle quand il parle ainsi des salaires.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Des salaires des chefs?

M. Dupré (Verchères): Le ministre parlera tantôt à son tour. Il y a des fonctionnaires qui n'ont pas eu d'augmentation depuis deux ans, tandis que des hauts fonctionnaires ont eu jusqu'à \$700 par année. Il n'y a jamais rien pour les petits salariés.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il n'y a eu que deux officiers supérieurs qui ont eu des augmentations de \$500, cette année. La moyenne en était de \$1,976 l'an dernier et elle est, cette année, de \$2,060. Le salaire moyen payé, qui est supérieur à celui des autres ministères, s'explique par le fait qu'un bon nombre des employés du ministère sont des techniciens. Mon ministère compte maintenant 35 employés de moins que l'année dernière, certains d'entre eux étant des ingénieurs forestiers.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La raison pour laquelle les ingénieurs forestiers ne sont pas restés au ministère, c'est qu'ils étaient sous-payés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La profession d'ingénieur forestier s'est développée dans la province au fil des 15 dernières années, parce que les compagnies qui ont obtenu des concessions forestières ont été obligées d'embaucher des ingénieurs du Québec. Le gouvernement encourage ces derniers à occuper des postes clés dans l'industrie forestière.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Quand le député de Verchères (M. Dupré) dit que seuls nos amis ont été augmentés, il montre qu'il n'est pas au courant de la situation. Aux Terres et Forêts comme dans les autres départements, nous avons très peu d'employés nouveaux. La très grande majorité sont des gens qui étaient là sous l'ancienne

administration. C'est dire qu'ils ont reçu des augmentations comme les autres.

Dans ces chiffres sont comprises les situations particulières. Il faut en effet tenir compte des cas particuliers qui entrent dans la moyenne: 90 % seulement des employés travaillent, 5 % sont malades, 3 % font du travail temporaire, et 2 % ne viennent pas au bureau; on les garde quand même par humanité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est comme votre chef, il n'est jamais venu en Chambre.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre veut parler des élections?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne sera pas une élection, car votre chef ne sera jamais élu.

M. Dupré (Verchères): On parle de quelque chose dont on a peur et vous avez peur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne faut pas se fier sur les *Comptes publics*. Il y a des employés qui font de l'extra.

M. Dupré (Verchères): Les salaires sont tout de même trop bas. Les salaires n'ont que peu augmenté depuis un an, passant en moyenne de \$2,015 à \$2,055. J'ai ici le cas d'un employé qui a gagné \$1,582, en 1948, 1949, 1950 et \$1,682, en 1950.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça prouve qu'il a fait de l'extra.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Mille six cents dollars pour un père de famille, c'est un salaire de crève-faim.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est mort.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): De faim?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, il est venu en Chambre, il a entendu un discours du chef de l'opposition et il est retourné chez lui mourant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est certainement pas suffisant, mais c'est \$700 à \$800 de plus que du temps des rouges.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre dit toujours que le gouvernement n'a pas d'argent pour les salaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais dit ça. J'ai dit que tous les revenus ne peuvent passer pour les salaires. Il faut de l'argent pour les hôpitaux, les routes, les écoles, etc.

M. Dupré (Verchères): Sous l'ancien gouvernement libéral en 1943, les salaires nécessitaient 10 % du budget; sous le gouvernement actuel, 6.7 %. Si le gouvernement, qui a augmenté le budget de \$30,000,000 cette année, donnait seulement dans la même proportion, les fonctionnaires recevraient plusieurs millions de plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est archi-ridicule. Les salaires représentent au moins 25 % à 30 % des dépenses.

M. Dupré (Verchères): Que le premier ministre prenne le budget de 1943 et qu'il fasse le calcul. Il s'apercevra que les salaires représentaient alors 10 % du budget et qu'aujourd'hui cette proportion est baissée à 6.7 %.

D'après le rapport de la Commission du service civil, la moyenne des salaires payés en 1950 était de \$2,012 et, en 1951, cette moyenne était de \$2,055 d'après le même rapport. Les salaires des fonctionnaires n'ont augmenté que de \$500,000 depuis un an.

C'est dire que les augmentations accordées ne représentent que 0.43 %, en moyenne, alors que le budget a été augmenté de \$30,000,000. Le premier ministre a tort quand il dit qu'il faudrait fermer les hôpitaux et les écoles pour payer des salaires raisonnables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit qu'une administration saine ne peut pas consacrer tous ses revenus au paiement des salaires. Depuis 1945, les salaires ont augmenté de \$7,000,000. Ça n'est pas fini. Nous allons faire des améliorations, quand il y aura lieu, en tenant compte de tous les facteurs.

M. Dupré (Verchères): Le rapport de la Commission du service civil révèle que, d'avril 1945 à avril 1951, les salaires n'ont augmenté que de \$5,750,537.01, ce qui est loin des chiffres du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes arrivés au pouvoir avant avril 1945,

non pas depuis avril 1945. Il y a le cas des employés qui ne tombent pas dans la catégorie du service civil, comme ceux de la Voirie, par exemple, dont les salaires ont augmenté de \$700,000 en une seule année. Il y a aussi les mesureurs de bois, les employés de la Commission des accidents du travail, de la Commission des relations ouvrières, de la Régie de l'électricité, de la Régie des services publics et de plusieurs autres organismes. De sorte que lorsque je parle de \$7,000,000 d'augmentation, je suis en deçà de la vérité; je devrais dire \$8,000,000.

M. Dupré (Verchères): J'ai remarqué dans les *Comptes publics* de l'an dernier qu'il y a 318 employés, au ministère des Terres et Forêts, qui gagnent moins de \$2,000 par année.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le député a devant lui les *Comptes publics* de 1943? Qu'il cherche donc combien gagnaient les ingénieurs forestiers dans ce temps-là. Ils gagnaient \$1,800 par année. Aujourd'hui, ils ont \$3,000. Nous avons des gens au département qui ne travaillent que deux ou trois mois pendant l'été et l'on se sert de ça pour baisser la moyenne générale. Il arrive qu'on a des raisons pour ne pas donner d'augmentation de salaire. J'ai relevé dans les livres, il y a 15 jours, le cas d'un employé qui n'avait pas été augmenté depuis trois ans. Je me suis informé et j'ai constaté qu'il était au sanatorium depuis tout ce temps-là. Il retire son salaire quand même.

Je pourrais citer le cas d'un autre employé qui a été malade pendant six mois et à qui on a toujours payé son salaire. La première démarche qu'il a faite quand il est revenu à la santé, c'a été de venir demander une augmentation de salaire. Donc, il y a certainement dans ces gens-là des employés que nous gardons par simple charité. Les autres reçoivent graduellement des augmentations de salaire.

Je pense que le député de Verchères (M. Dupré) n'est pas satisfait de son salaire de député et qu'il est trop gêné pour le dire ouvertement.

M. Dupré (Verchères): Si on prenait le vote là-dessus, il y en a plusieurs qui seraient de mon avis. Le premier ministre lui-même se plaint de son salaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne me plains pas; je dis que l'homme le moins payé dans l'administration, c'est moi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends qu'il y a des cas particuliers comme

ceux qu'a cités le ministre. Mais, sur 615 employés de son département, il doit y en avoir qui travaillent et qui méritent un salaire. Je ne puis me résoudre à croire que ce sont tous des malades ou des cas d'hospice.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si on veut discuter toute la question des salaires et du fonctionnarisme, qu'on présente une motion. Nous sommes prêts n'importe quand.

M. Dupré (Verchères): Il y a des fonctionnaires amis du régime qui ont reçu deux et trois augmentations.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le député sait-il que les nouveaux fonctionnaires dans mon département sont la très petite minorité? Nous avons gardé presque tous les fonctionnaires nommés par les rouges.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'on en parle, de cette question! Quand les libéraux ont repris le pouvoir en 1939, ils ont renvoyé huit fonctionnaires sur 10 parmi ceux que nous avions nommés. Quand nous avons été reportés au pouvoir, nous avons gardé huit fonctionnaires libéraux sur 10.

M. Dupré (Verchères): Un père de famille ne peut quand même pas vivre avec un salaire inférieur à \$2,000 par année.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il y a dans cela des salaires de charité.

M. Dupré (Verchères): Il ne doit tout de même pas y avoir 318 salaires de charité au ministère des Terres et Forêts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef absent coûte combien au Parti libéral? Il paraît que ça coûte \$20,000 par année?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça, c'est pas juste pour le Parti libéral de payer aussi cher pour si peu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est injuste en effet. Le chef de l'opposition s'étiole à critiquer les œuvres du gouvernement, à tel point qu'il doit mettre de côté sa raison pour avoir recours à son imagination et il ne retire que \$8,000 par année. Et le chef, lui, reçoit près de \$20,000 pour son chauffeur, son automobile, sa maison d'été.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le territoire surveillé par le gouvernement est plus étendu qu'auparavant; il était autrefois de 80,000 carrés et il est maintenant de 150,000 milles carrés. La lutte contre les incendies de forêt est également devenue plus active. L'an dernier, le gouvernement a dépensé \$3,734,000 pour protéger nos forêts. Il y a beaucoup moins d'incendies de forêt depuis 1945. Le gouvernement est propriétaire de 1,500,000 pieds de boyaux d'arrosage, de 450 cours d'entreposage, de 743 pompes. La lutte contre l'incendie est coûteuse; pendant qu'on la mène, c'est malheureux à constater, mais un quart de l'équipement s'y perd. Il y a moins de feux en forêt sous l'Union nationale, parce que la surveillance est plus sévère et la lutte mieux organisée.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) interroge le ministre au sujet du reboisement.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Un gros travail se fait dans ce domaine. Actuellement, on peut compter sur 14,000,000 de plants à Berthierville, dont 7,000,000 pourront être expédiés au printemps, 7,000,000 à Proulx, 1,400,000 à Gaspé, et 4,600,000 dans les pépinières volantes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant 1944, il y avait bien d'autres choses qui volaient.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Dans ce dernier cas, il s'agit de pépinières établies dans

divers comtés de la province, de façon à ce qu'on puisse obtenir des plants bien acclimatés. Cela réduit le montant des pertes et le coût du transport. En effet, les jeunes arbres sont replantés, dans ce cas, dans un rayon de 50 à 60 milles; ils sont donc habitués au sol de la région; la perte tombe à moins de 1 %. On compte actuellement 12 pépinières volantes. Dans la grande forêt, le meilleur reboisement est le reboisement naturel. C'est ainsi que, sur les terrains du Séminaire, nous avons déjà une belle pousse d'épinettes. Voyez aussi près du lac Malbaie. Ailleurs, il faut recourir au reboisement artificiel.

La politique du gouvernement consiste à empêcher l'exportation du bois coupé pour le faire ouvrir sur place.

Au sujet de la production de papier journal, elle devrait augmenter cette année.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question au ministre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): La coupe du bois est limitée à la pousse annuelle, sur les terrains de la couronne, et les ordres du gouvernement, très stricts à ce sujet, sont suivis à la lettre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Cela n'exclut pas les "freeholds".

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je ne parle pas des terrains privés ou des seigneuries, sur lesquels le gouvernement n'a aucun contrôle. Sur les "freeholds", en propriété absolue ou dans les seigneuries, la coupe est presque toujours abusive. C'est l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement veut ramener les terres boisées privées à la couronne par le biais d'expropriation.

Le gouvernement s'oppose à l'exportation du bois de pulpe vers les États-Unis. Elle est cependant permise lorsque le bois est coupé sur des terres privées. Le gouvernement force toutes les compagnies à ouvrir entièrement dans Québec le bois qu'elles y coupent.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): S'exporte-t-il du bois de pulpe?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Nous empêchons totalement l'exportation du bois non ouvré. Nous ne faisons exception que pour le bois de tremble qui, comme tout le bois franc, est attaqué par une maladie et dont nous permettons l'exportation, moyennant un droit de 50 cents la corde. Mais l'exportation représente peu de chose.

Quant aux seigneuries et aux terrains privés, ils exportent entre 700,000 et 800,000 cordes aux États-Unis.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): L'an dernier, la production de papier journal a été de 2,700,000 tonnes. Quelle sera-t-elle cette année?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Plusieurs compagnies nous ont demandé pour augmenter la production. Nous avons refusé, car nous ne voulons pas faire de notre industrie papetière un feu d'artifice passager ni un festin avant la famine. Cela nous mènerait directement au désastre. Nous faisons cela dans l'intérêt de la province et des compagnies elles-mêmes, car, si on surmène les machineries, il se produira des accidents qui provoqueront du chômage.

Toutes les compagnies sont portées à outrepasser leurs droits; nous les surveillons constamment. La vaste majorité des papetières sont prêtes à collaborer. Les compagnies oublient presque toujours leurs propres intérêts et les intérêts de la province lorsque le marché est favorable. Elles surproduisent. L'augmentation de la production atteindra environ 3 %.

Si tant de régions boisées sont éloignées des cours d'eau aujourd'hui et que les compagnies paient plus cher pour le transport du bois par camion, c'est parce que les anciens régimes libéraux ont permis la dilapidation de nos forêts. La volonté bien arrêtée du gouvernement, c'est d'empêcher la surproduction et nous imposerons un contrôle, s'il le faut.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre a-t-il réussi à établir un prix moins élevé pour le papier journal dans la province de Québec, ainsi qu'il l'avait promis?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec le député de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), j'ai rencontré les principaux fabricants de papier journal, lors du banquet de l'Association des manufacturiers, dont j'étais l'hôte d'honneur, en juin dernier, et je leur ai dit que le gouvernement considérait comme une injustice criante et intolérable que les compagnies ne fassent pas de différence pour les gens de la province de Québec et qu'elles les traitent sur le même pied que les étrangers. J'ai dit ensuite que je ferais des démarches pour obtenir une réduction du prix du papier journal.

Mais c'est une question internationale et les choses sont passablement embrouillées, confuses et complexes sur le damier du monde. Il ne faut pas, par un geste inconsidéré, que le gouvernement pose

des actes qui auront pour effet d'augmenter la crise actuelle, au détriment des citoyens de la province de Québec. Nous avons parlé aux industriels. Nous leur avons parlé les yeux dans les yeux et nous avons obtenu une réduction appréciable pour les journaux de la province de Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): S'agit-il d'une véritable réduction sur le prix de vente aux Québécois ou si c'est un prix canadien établi sur le marché de New York et basé sur le coût du transport? S'agit-il bien d'une véritable réduction de prix et non d'une différence se limitant aux frais que doivent payer les consommateurs étrangers et que les consommateurs québécois n'ont pas à solder?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que le gouvernement de la province de Québec, par son attitude énergique et ferme, tout en respectant les droits de tous et sans provoquer de crise internationale, a obtenu pour les journaux de la province de Québec une réduction substantielle sur le prix que les journaux de Québec auraient été obligés de payer sans l'intervention du gouvernement provincial. Je dirai, de plus, que cette réduction a eu un effet rétroactif au 1^{er} juillet 1951. Le 1^{er} juillet dernier, le prix du papier journal est passé à \$112 la tonne, soit une augmentation de \$10 la tonne.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Au cours d'une conférence de presse, le premier ministre a parlé de l'établissement, dans le comté de Saguenay, d'un nouveau moulin à papier dont la production servirait surtout aux fins d'exportation vers l'Europe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les États-Unis sont nos meilleurs clients et doivent le demeurer pour diverses raisons, d'où l'importance pour notre pays de se procurer des devises américaines, qui règlent la valeur de toutes les autres monnaies. La consommation américaine est considérable et le marché américain est de plus en plus gourmand. Cependant, les produits de papier du Québec sont grugés par les papiers américains qui profitent d'une grande circulation et qui sont imprimés en grande quantité. Il cite le cas récent d'une édition de 350 pages, ce qui est illogique selon lui.

Le premier ministre parle de l'Amérique du Sud et, surtout, de l'Europe, qui de leur côté ont besoin de papier. L'Europe occidentale a besoin de papier pour mener la lutte contre les idées subversives. Nous devons trouver un moyen de fournir à ce continent le papier destiné aux revues,

journaux et magazines; ce sont des commandes d'amis. L'Europe s'approvisionnait, jusqu'à ces dernières années, dans les pays scandinaves, précise-t-il. Depuis la fin de la guerre, la Russie a pris un contrôle plus ou moins direct sur les marchés de ces pays.

Comme résultat, en France et en Angleterre, les journaux n'ont pas le papier nécessaire pour poursuivre une campagne d'ordre contre les éléments de désordre et de destruction. Ne pouvant perdre le marché américain et ne pouvant sacrifier nos forêts, nous avons cherché un moyen de fournir du papier journal à l'Europe. La seule solution, si nous ne voulons pas perdre le marché américain auquel d'ailleurs nous lient des contrats, consiste à trouver de nouvelles sources de production.

Un premier projet consistait dans une exploitation conjointe des forêts de la Côte-Nord et du Saguenay, par diverses compagnies de pulpe comme l'Abitibi Paper et son président, M. Enright, qui n'a pu se réaliser. M. Enright, son président, est venu me trouver pour m'imposer le projet.

En vertu de ce projet, on aurait établi un moulin près d'un endroit accessible à la navigation 12 mois par année et on aurait exploité des forêts en pleine croissance, qui se perdent à l'heure actuelle. Subséquemment, M. Édouard Simard, industriel de Sorel, a présenté un autre projet qui est encore à l'état embryonnaire. Le gouvernement a l'intention de prendre les mesures nécessaires pour qu'au moins l'un des projets se réalise.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Surveillance des terres de la couronne (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Photographie aérienne (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pépinière de Berthier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École des gardes forestiers à Duchesnay (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subvention à la faculté d'arpentage et de génie forestier de l'Université Laval (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études forestières (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Dépôt de documents:

Ministère des Mines, rapport 1950-1951

L'honorable M. French (Compton) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Mines de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1951. (Document de session no 10)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

Séance du mercredi 12 décembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 191 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jean-Noël A. Thibert au nombre de ses membres.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 126 constituant en corporation la ville de Saint-Vincent-de-Paul.

Projets de loi:

Jean-Noël A. Thibert

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 191 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jean-Noël A. Thibert au nombre de ses membres.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 191 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Ville de
Saint-Vincent-de-Paul**

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 constituant en corporation la ville de Saint-Vincent-de-Paul.

Adopté.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 126 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Demande et dépôt de documents:

Usines de Chicoutimi

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 15 février 1950 inclusivement jusqu'au 30 novembre 1951 inclusivement, relativement à la cession, la vente, l'échange ou la location des usines à pulpe de Chicoutimi ou de tous autres biens acquis de la Quebec Pulp and Paper Corporation.

Le gouvernement est maintenant propriétaire des moulins, des limites à bois et des pouvoirs hydrauliques de la Quebec Pulp and Paper Corporation. En vertu de la loi autorisant l'achat, le gouvernement avait le pouvoir de disposer des actifs comme il le jugerait à propos. Il (M. Marler) cite plusieurs déclarations et nouvelles parues dans les journaux à ce sujet, spécialement durant l'année 1951. Celle du 27 novembre, par le premier ministre, laissait voir que des intérêts américains étaient prêts à acheter l'actif, dit-il.

Comme il s'agit d'une propriété de grande valeur, et qu'il s'agit probablement d'une transaction dont l'équité dépasse \$1,500,000, je crois de mon

devoir, dans les circonstances, de demander au gouvernement de nous renseigner exactement et de produire copie des arrêtés ministériels à ce sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) passe en revue toute l'histoire de la compagnie, après avoir rendu hommage à la mémoire du fondateur feu J.-E. Dubuc.

Cette usine, érigée il y a environ 30 ans, fournissait la plus grande partie de l'ouvrage nécessaire à la population de Chicoutimi et elle était essentielle au progrès de cette ville. Puis la compagnie a fait faillite et les autres ont été fermées. Une crise de chômage s'en est suivie, avec la conséquence que la population ouvrière de Chicoutimi vivait dans la misère, la désespérance et l'angoisse.

En 1936, à la demande du ministre de la Voirie et député de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot), le gouvernement de l'Union nationale a commencé des démarches pour rouvrir ces usines qui avaient été fermées par suite probablement des activités de certains concurrents.

Nous sommes venus bien près de réussir en 1939. M. McInnis, de l'Anglo Pulp, homme d'affaires éminent de Québec, avait accepté de rouvrir les usines, mais deux calamités s'abattirent à ce moment sur la province et sur la ville de Chicoutimi, à savoir l'arrivée au pouvoir du gouvernement Godbout et la mort de M. McInnis.

Le gouvernement Godbout a étudié le problème et, avec son habileté coutumière et la haute vision qui a marqué ces années de négligence, il a trouvé le moyen de mettre la compagnie en faillite pour en assurer le progrès. À notre retour au pouvoir, nous avons travaillé à défaire le mal qui avait été fait et nous avons acheté tous les biens de la compagnie, et nous avons continué les démarches.

Le moulin de Chicoutimi était alimenté par les eaux d'un barrage sur la rivière Chicoutimi, dont une partie, par le canal de la rivière aux Sables, allait alimenter les usines de Price Brothers à Kénogami et Jonquière. Après la faillite, avec la connivence du régime précédent, la compagnie Price s'était arrangée pour divertir à son profit l'eau qui devait normalement servir à alimenter les moulins de Chicoutimi en énergie électrique. La compagnie Price a continué d'utiliser les eaux de la rivière et le gouvernement l'a forcée à payer \$250,000 d'arrérages.

À plusieurs reprises, on nous a offert de rouvrir la papeterie de Chicoutimi. Nous avons continué de recevoir des offres et les dernières en date sont celles d'un groupe de financiers américains, que nous avons acceptées. C'est une

étape nouvelle et progressive pour hâter la réouverture des usines de Chicoutimi.

La motion est adoptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de session no 11)

Emprunts de la province

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés en conseil adoptés, depuis le 1^{er} février 1951 jusqu'à date, concernant des emprunts de la province par émission d'obligations, de tous contrats ou ententes conclus par le gouvernement de la province, relativement à tels emprunts pendant telle période, et de tous certificats émis par l'auditeur de la province en rapport avec ces emprunts.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de session no 12)

Pont entre Valleyfield et Coteau-du-Lac

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province jusqu'à date, relativement aux travaux se rapportant à la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, entre Valleyfield et Coteau-du-Lac, ainsi qu'aux chemins et autres travaux d'approche, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

Projets de loi:

Charte de la cité de Saint-Jérôme

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Monuments historiques

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 42 relatif aux monuments, sites et objets historiques ou artistiques.

Il n'y a rien de nouveau dans ce bill. La loi qui est dans les Statuts n'est pas claire parce qu'elle ne contient aucune définition des immeubles et de ce que l'on doit considérer comme monument historique. Nous présentons une législation claire, basée sur la loi française des monuments historiques. Le projet de loi ajoute deux membres à la Commission des monuments historiques, qui en comprenait cinq jusqu'à maintenant. Elle aura un personnel de bureau et les commissaires pourront se faire rembourser leurs frais de déplacement. Nous voulons que l'affaire marche.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi de la Commission des monuments historiques est si bien faite qu'elle était au musée depuis ce temps-là.

M. Chaloult (Québec): Est-ce qu'à l'occasion de la deuxième lecture nous aurons la possibilité de connaître ce que le gouvernement entend dépenser pour la Commission, et quelle sera exactement l'activité de cet organisme?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je promets au député de Québec de lui fournir des détails sur le travail et les finances de la Commission quand la Chambre étudiera la loi en deuxième lecture. L'ancienne loi avait été laissée dans la poussière du musée. Nous voulons une loi qui fonctionne.

La nouvelle loi a pour but de donner plus d'efficacité au travail de la Commission. Il y a, dans le Québec, des trésors inestimables qui, trop souvent, sont vendus pour des chansons à des commis voyageurs ou des acheteurs intelligents. Nous voulons assurer à la province la conservation des choses historiques.

Il y a dans la province quantité de valeurs inestimables qu'il est temps de protéger. Il ne faut pas permettre que des étrangers, plus soucieux que nous de ces valeurs, s'en emparent et les emportent en dehors de la province. Grâce au secrétaire provincial, nous aurons une loi efficace dans sa

rédaction et ses moyens d'action; c'est le désir du gouvernement de protéger nos richesses historiques.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Est-ce que la nouvelle Commission aura à sa disposition les moyens financiers nécessaires pour atteindre cet objectif?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme je l'ai dit, nous aurons une loi efficace à la fois dans sa rédaction et dans les moyens d'action qui seront donnés aux commissaires. Nous voulons protéger nos richesses historiques.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 42 relatif aux monuments, sites et objets historiques ou artistiques.

Adopté.

Taxes sur successions

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 43 diminuant les taxes sur les petites successions.

L'honorable M. Gagnon (Matane) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que, nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la loi qui sera basée sur la présente résolution, dans les successions ouvertes après le 19 décembre 1951 et dont la valeur taxable, en vertu de la loi des droits sur les successions, n'excède pas cinquante mille dollars, transmises, en totalité ou

pour partie seulement, aux personnes mentionnées au paragraphe 1 de l'article 9 de ladite loi, il y ait, quant auxdites successions, aux lieu et place des exemptions actuelles, les exemptions ci-après:

- a) exemption de tout droit de succession, dans tous les cas, sur un montant de dix mille dollars;
- b) en outre, exemption de tout droit de succession sur un montant de mille cinq cents dollars par chaque enfant vivant du *de cuius*, au premier degré, âgé de moins de vingt-cinq ans et domicilié en cette province.

Le bill, dit-il, a pour but de rendre des services signalés aux familles nombreuses et il prouve une fois de plus la sollicitude de l'Union nationale pour la famille. Le Parti libéral nous a laissé une lourde succession de taxes, dont cet impôt sur les successions, après 40 ans de pouvoir. Dans le cas des taxes sur les successions, poursuit-il, l'Union nationale ne les a jamais augmentées d'un cent. Au contraire, par cette loi, elle les diminue. Comme la politique de l'Union nationale est centrée sur les familles nombreuses, nous voulons dégrever considérablement les petites successions. À l'avenir, lorsqu'il s'agira de successions de moins de \$50,000, les héritiers ne paieront rien dans la majorité des cas et ils paieront très peu dans les autres.

Jusqu'ici, la loi accordait une exemption de \$10,000 pour le veuf ou la veuve et de \$1,000 par enfant. Mais elle était d'une telle rigidité que, si la succession dépassait seulement de \$100 le montant de l'exemption, il fallait payer sur le tout. Ainsi, dans le cas d'un homme qui mourait sans enfant en laissant un héritage de \$10,100, il fallait payer des droits sur tout le montant de \$10,100. La loi d'aujourd'hui comporte une exemption réelle de \$10,000 dans tous les cas. Si la succession est de \$10,100 et qu'il n'y a pas d'enfant, il n'y aura de droits à payer que sur \$100.

De plus, le bill porte de \$1,000 à \$1,500 l'exemption accordée pour chaque enfant. Si le testateur laisse 10 enfants, il n'y aura aucun droit à payer sur les premiers \$25,000.

Comme exemple de dégrèvement ainsi accordé, pour un homme sans enfant laissant \$11,000, autrefois la veuve devait payer \$268.40 de droits; désormais elle ne paiera que \$24.40.

Et l'exemption de \$1,500 vaut pour tous les enfants jusqu'à l'âge de 25 ans, afin de permettre à de nombreux jeunes gens de pouvoir terminer leurs études universitaires et au collège. Les études modernes sont longues et coûteuses. Jusqu'à présent, l'âge limite était fixé à 21 ans. Les années comprises entre 18 et 25 ans sont les plus importantes. Nous ne

pouvons évidemment pas prophétiser quelle sera la mortalité l'an prochain ou dans les années qui vont suivre, mais nous pouvons dire que c'est au moins \$600,000 par année qui seront ainsi abandonnés aux familles nombreuses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pour l'opposition, l'enfance existe bien jusqu'à 50 ans.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

J'approuve la loi tout en regrettant qu'elle fasse disparaître les exemptions que l'ancienne loi accordait dans le cas des dons de charité ou pour les fins de l'éducation. L'exemption de \$1,500 par enfant de moins de 25 ans ne vaudra que pour deux enfants. Tous les autres ne sont pas couverts par la loi.

Le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) a parlé tantôt de la lourde succession de taxes laissées par le Parti libéral. Si vraiment les libéraux ont laissé une succession aussi lourde à porter, elle a servi très bien l'Union nationale, puisque le budget provincial, qui était il n'y a pas si longtemps de \$100,000,000 par année, est maintenant rendu à \$260,000,000. Lorsque nous aurons l'occasion d'étudier en détail les revenus de la province, nous verrons que, pour l'année courante, les chiffres sont sans précédent. Je ne serais pas surpris que les revenus en taxes seulement dépassent \$200,000,000.

Le ministre des Finances veut faire croire que la loi aura une portée plus grande que la réalité. La loi nouvelle ne change pas grand-chose et il reste un fait patent: si l'on scrute le projet du gouvernement, on constate qu'il n'est pas d'une générosité bien grande. En effet, dans Québec, les contribuables sont plus lourdement taxés que dans toutes les autres provinces du pays.

Sous la loi actuelle, l'article 11 dit que, dans le cas de successions de l'ordre d'un peu plus de \$10,000, ce dernier montant doit rester clair.

Contrairement à ce qu'a dit le ministre, les successions de moins de \$50,000 seront encore frappées de droits très considérables. Je trouve qu'il ne s'agit pas d'un dégrèvement d'une générosité extraordinaire. D'après l'ancienne loi, toute la succession était imposable dès qu'elle dépassait \$10,000 plus \$1,000 par enfant, mais de telle sorte que l'impôt à payer n'entame jamais le montant de l'exemption. La différence ne sera donc pas très considérable.

Les exemptions sont moins généreuses que dans les autres provinces, sauf l'Alberta. Les exemptions ne sont pas accordées, par exemple, uniquement en faveur des héritiers en ligne directe, mais aussi aux collatéraux.

En Ontario, les successions sont totalement exemptées si elles ne dépassent pas \$50,000, même quand elles favorisent des collatéraux ou des étrangers. Dans la province de Québec, si un époux laisse tous ses biens à son épouse et n'a pas d'enfant, il n'y a pas de droits de succession sur \$10,000. Si l'époux laisse cinq enfants et que son épouse est décédée avant lui, l'exemption est de \$15,000. Actuellement, de façon générale, les exemptions pour les successions en ligne directe vont de \$10,000 à \$15,000.

Avec des revenus de \$260,000,000, le gouvernement devrait augmenter les exemptions de façon à ce que l'on ne paie pas plus de droits sur les successions dans la province de Québec que dans les autres provinces, surtout en Ontario.

Je n'ai aucune objection à ce que le gouvernement augmente les exemptions, mais le bill 43 fait disparaître deux catégories d'exemptions dans le cas des dons de charité ou d'éducation, pourvu que les fins des institutions soient poursuivies dans la province de Québec. On permettrait également une exemption de \$3,000 par serviteur après cinq ans de service.

Le bill 43, en disant que les nouvelles exemptions seront accordées "aux lieu et place des exemptions actuelles", fait donc disparaître les exemptions prévues par les articles 12 et 13. L'article 12 prévoyait une exemption d'impôts sur une somme de \$3,000 dans le cas de serviteurs restés au moins cinq ans au service du défunt. L'article 13 exemptait de l'impôt sur les successions les dons à des institutions dont l'activité s'exerce dans les limites de la province.

Il (M. Marler) cite un cas où l'exemption ne sera pas plus considérable qu'avant; lorsque, par exemple, le défunt laisse deux enfants ayant plus de 25 ans, il n'y aura pas dégrèvement.

Le dégrèvement devrait se faire non pas par une loi spéciale, mais par un amendement à la loi principale, dit-il. Je vois une autre objection dans ce que la loi ne dit pas en faveur de qui se fera le dégrèvement. Dans le cas d'un défunt qui laisse trois enfants, le dégrèvement, en vertu de la nouvelle loi, sera de \$14,500. Mais en faveur de qui? Du conjoint ou des enfants?

Il me semble qu'avec des revenus de \$260,000,000 par année, les exemptions devraient ramener le droit sur les successions dans la province de Québec au même niveau que dans les autres provinces. Je n'ai évidemment aucune objection au bill. Je crois que le gouvernement a réellement l'intention, surtout à la veille des élections, de

dégrevier quelque peu les petites successions. Mais il devrait manifester son intention d'une façon plus claire et plus généreuse. Il serait important de clarifier la rédaction, de manière à éviter tout doute quant aux articles 12 et 13 de la loi principale.

Enfin, le gouvernement devrait indiquer de quelle façon attribuer l'exemption quand elle aura été calculée. On ne voit pas bien à qui vont profiter les exemptions dans le cas d'un héritage dont une partie est léguée en ligne directe et l'autre partie à des étrangers. Qu'allons-nous faire dans le cas d'un legs particulier?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition, selon son habitude, a parlé longtemps. Une partie de son discours est un amas de contradictions et l'autre partie ne vaut pas la peine qu'on y réponde. Le projet de loi est clair et bien intelligible.

Le chef de l'opposition a dit que nous avons des revenus de \$262,000,000. En prenant pour acquis que c'est exact, cela prouve que nous avons bien fait de ne pas imiter les amis du chef de l'opposition, que nous avons bien fait de ne pas céder nos droits à Ottawa. Si nous avons \$262,000,000 de revenus, nous avons accompli des œuvres pour \$262,000,000. Nous avons construit 81 sanatoriums et hôpitaux; nous avons augmenté l'assistance publique de plusieurs millions de piastres en portant de \$4,500,000 à \$23,000,000 nos contributions; nous avons ouvert 1,400 écoles et réparé 6,000 autres. Nous avons construit 650 ponts, en avons réparé 4,700 et entrete nu une foule d'autres; nous entretenons 22,400 milles de route et, en hiver, nous continuons d'entretenir 17,000 milles de route.

Des régions, autrefois inhabitées, le sont aujourd'hui et ont besoin de services publics. C'est un tour de force, avec les revenus que nous avons et avec la dévaluation de la piastre, malgré l'inflation, d'administrer la province comme nous le faisons, tout en réduisant les taxes et les impôts du même coup.

Nous multiplions les œuvres partout pour l'éducation, la santé, les communications et le développement industriel dans la province quand la piastre ne vaut plus que 40 sous et où le coût de l'administration se trouve augmenté d'autant. Nous diminuons les droits sur les successions de \$600,000 par année, \$600,000 que nous donnons aux petites successions, aux familles nombreuses. Et cela, quand les besoins de la province sont plus grands que jamais, quand les dépenses sont plus grandes que jamais en raison de l'expansion industrielle de la province.

En résumé, avec la loi actuelle, des centaines et des centaines de familles qui payaient \$600,000 par année de droits de succession ne verseront plus un sou. Les enfants jouiront d'une exemption individuelle de \$1,500 jusqu'à 25 ans, ce qui leur permettra de finir leurs études. Nous dégrèvon les familles nombreuses et nous encourageons l'éducation, et cela, à une période où tout coûte cher et où nous multiplions les œuvres.

L'opposition nous critique, quoi que nous fassions. Elle représente des gens qui n'ont jamais diminué les taxes mais les ont multipliées - ils ne voulaient pas du crédit agricole - négligeant les écoles, les vieux, les veuves, les orphelins et les orphelines.

On dit que nous sommes à la veille des élections. M. le président, la réputation de l'Union nationale est faite. Nous, nous faisons du bien avant les élections et après les élections. Après les élections de 1948, alors que nous venions de triompher, les travaux ont continué. Les réalisations de l'Union nationale ne sont pas saisonnières. Elles se poursuivent tout le temps, et nous ferons de mieux en mieux en suivant le programme de l'Union nationale.

M. Chaloult (Québec) se déclare en faveur de la loi. J'ai fréquemment demandé, dit-il, que les petites successions soient dégrévées dans la province de Québec. Comme l'a très bien expliqué le chef de l'opposition, il serait certainement souhaitable que nous puissions adopter ici les mêmes dégrèvements que dans les autres provinces; le gouvernement tend vers cela. Il exempt les petites successions et il tient compte des familles nombreuses. Je crois que c'est à souligner. On se plaint souvent que les lois fédérales ou provinciales ne tiennent pas suffisamment compte des familles nombreuses.

Je pourrais citer la loi des allocations familiales où l'on cesse de payer à 16 ans, alors que c'est précisément l'âge où l'enfant commence à coûter cher à ses parents. Voici un projet de loi qui s'inspire de ce souci social d'aider les grandes familles. Je ne peux qu'en complimenter le gouvernement. Au lieu de regretter que le gouvernement ne fasse pas davantage, j'aime mieux lui rendre hommage pour ce qu'il fait aujourd'hui. Je crois que cette loi s'inspire d'un principe social qui m'est cher: aider les familles nombreuses.

Depuis le début de la session, je n'ai pas eu à critiquer le gouvernement. Cela me rend presque mal à l'aise, car on va supposer, en certains milieux, que je me montre complaisant envers le gouvernement en vue des prochaines élections. Je n'irai pas à dire que j'espère avoir l'occasion de critiquer, car je suis heureux que le gouvernement nous propose de

bonnes lois et ce serait souhaiter que le gouvernement présente de mauvaises lois. Même si en l'approuvant je donne parfois l'impression d'être partial, il me faut être objectif, au meilleur de ma connaissance. Mais je suis et je tiens à rester indépendant.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): On parle de dégrèvement. Les restrictions qu'on apporte dans la loi sont si nombreuses que cela diminue considérablement la portée des dégrèvements. Il y aurait, je crois, moyen d'être facilement plus généreux en faisant disparaître la clause de 25 ans et celle du domicile qui oblige les héritiers de demeurer dans la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je puis affirmer que cette loi épargnera au moins \$600,000 aux petites successions, \$10,000 sont exemptés dans tous les cas. La clause du domicile dans la province me paraît normale. Il y a actuellement trop de jeunes gens qui quittent la province pour les États-Unis ou pour ailleurs. Le Canada se ressent de la perte de milliers de jeunes. Nous voulons qu'ils restent ici. Nous voulons garder notre jeunesse. Le Québec a tous les avantages qui permettent d'offrir une formation aux jeunes et il est raisonnable que les jeunes puissent rester ici et dépenser leur argent ici. Nous sommes généreux car, dans certaines provinces, les impôts sur les successions équivalent presque à la confiscation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre fait erreur. Dans toutes les provinces du Canada, sauf l'Ontario et le Québec, les successions de moins de \$50,000 sont exemptes d'impôts. Quant à l'Ontario, l'exemption est de \$50,000 si la succession est en ligne directe.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 diminuant les taxes sur les petites successions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande que la troisième lecture soit remise à une séance ultérieure.

Subsides:

Budget des dépenses 1952-1953

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service forestier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une loi de l'Union nationale, adoptée en 1937, qui a inauguré la politique d'inventorier le bois que l'on trouve dans telle ou telle forêt de la province et qui avait pour but de rendre plus facile la distribution des concessions à ceux qui en ont besoin pour leur industrie. On connaît exactement la valeur de chaque forêt.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Reste-t-il beaucoup de travail à faire dans ce domaine?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Un travail très considérable a été accompli et les trois-quarts de la tâche sont terminés. L'inventaire se poursuit sur une superficie de 160,000 milles carrés. C'est un travail de longue haleine, qui durera des années.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): L'an dernier, le gouvernement a dépensé \$111,000 pour ces travaux d'inventaire. De quelle façon l'argent a-t-il été dépensé? Les *Comptes publics* ne donnent plus autant de détails qu'autrefois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): L'entrepreneur de l'inventaire fournit les hommes et

l'équipement. Le travail d'inventaire peut coûter ici \$300 par mille carré, là \$700. Tout dépend de la configuration du terrain, de l'éloignement des centres, etc. Le travail revient en moyenne à \$60 à \$75 par mille carré.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je m'étonne de voir qu'une somme de \$1,000,000 a été votée pour le fonctionnement du service forestier durant l'exercice financier 1951-1952, alors que les crédits demandés pour le même service et pour 1952-1953 ne sont que de \$860,000.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Cela tient à ce que, par moments, le service forestier est obligé d'employer un plus grand nombre de travailleurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Arpentages (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Un député de l'opposition demande des précisions.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Pour chaque contrat, le gouvernement doit payer en moyenne de \$7,000 à \$8,000; parfois ce n'est que \$2,000 à \$3,000; il est arrivé que ce fut \$40,000. L'arpentage coûte beaucoup plus cher dans des régions éloignées, comme le Labrador. On peut dire que, chaque année, les dépenses d'arpentage sont à peu près les mêmes. Parfois elles sont plus élevées, parfois un peu moins; tout dépend de l'état des travaux.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service d'entomologie (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Qu'est ce que fait le gouvernement pour prévenir les maladies des arbres? Que fait-on pour détruire les insectes qui saccagent notre forêt, comme par exemple la tordeuse de l'épinette?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

On met à contribution toutes les données de la science moderne. Avec le concours de nos voisins du Sud, on fait même des expériences avec des arrosages du haut des airs. D'autres sont prévus l'an prochain. Le résultat ne semble pas excellent. Mais les fléaux viennent par cycles et il faut les endurer. La lutte menée jusqu'ici contre les insectes et maladies a pu donner des résultats dans de petites étendues, mais ne paraît pas efficace dans de vastes territoires.

Heureusement, le mal est parfois pour un bien. Dans toute la province, on a noté une maladie du bouleau. Au lac des Neiges, par exemple, tout le bouleau a pourri sur place et il a disparu pour faire place à une belle pousse d'épinettes.

M. Chaloult (Québec) déplore le fait qu'un trop grand nombre des nôtres ne se soucient pas de l'arbre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Depuis 10 ans, nous organisons des fêtes des arbres dans toute la province. Nous faisons aussi du travail dans les écoles. Chaque classe a un arbre à planter et entretenir. Nous avons fait beaucoup pour développer le culte des arbres. De leur côté, les clubs 4-H jouent un grand rôle pour faire comprendre l'importance de l'arbre. Ils ont eu jusqu'ici des résultats heureux et tangibles en apprenant à la population à respecter et à protéger les arbres et à s'en servir pour embellir les agglomérations.

Il (M. Bourque) parle de la maladie de l'orme, contre laquelle on lutte difficilement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions quatre cent vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission des eaux courantes de Québec: excédent des dépenses sur les revenus (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose de nombreuses questions sur les travaux de barrage, d'aménagement de lacs et de rivières, et de protection contre les inondations.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Dans le passé, on emmagasinait les eaux sans couper les arbres. Non seulement le bois était perdu, mais il devenait un obstacle très sérieux à la navigation. Aujourd'hui, on nettoie la place avant d'y faire déverser les eaux.

On a fait un mur de protection à l'embouchure de la rivière Bonaventure, en vue des inondations, et les travaux sont maintenant terminés.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose des questions concernant le développement projeté sur la rivière Madeleine en Gaspésie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les projets ont été abandonnés. Il en coûterait autant pour développer 15,000 chevaux-vapeur à cet endroit que 200,000 chevaux-vapeur ailleurs.

J'insiste cependant, dit-il, sur la nécessité de fournir du pouvoir électrique à la péninsule, qui paraît appelée à un gigantesque développement minier. Le projet de produire de l'électricité avec le charbon a été abandonné. Quant à la rivière Rimouski, ses possibilités ne sont que pour les besoins locaux. Soixante-quinze millions de tonnes de cuivre ont été repérées dans la Gaspésie et toute la péninsule devient un champ de développement extraordinaire. Il importe de lui fournir la force motrice.

On songe présentement à développer les possibilités des rivières de la Côte-Nord et à transporter l'électricité par câble. La rivière Bersimis peut produire 1,000,000 de chevaux-vapeur; la rivière Manicouagan et la rivière aux Outardes, 750,000 chevaux-vapeur chacune. C'est plus que suffisant pour répondre aux besoins présents et futurs.

Il est également question des travaux à Beauharnois, à la chute du Diable, à la chute Savane, sur la rivière Shipshaw et sur la rivière Mégiscane. Le gouvernement développera 35,000 chevaux-vapeur sur la Mégiscane, pour les besoins miniers de la région du lac Allard. Les travaux sur la Shipshaw

vont commencer en mars prochain. Aux chutes du Diable et Savane, tout sera terminé en 1954. À la Beauharnois, on produira 2,000,000 de chevaux-vapeur quand tous les travaux seront complétés.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Hydro-Québec a accumulé, depuis 1944, des réserves de \$88,000,000. Si l'on y ajoute les réserves de \$25,000,000 de la Beauharnois, on dépasse largement les \$100,000,000. Or, malgré cette réserve considérable, les taux sont toujours les mêmes. Le temps est venu d'accorder des diminutions de taux.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Les conditions actuelles ne permettent pas de faire davantage. Le chef de l'opposition n'est pas sans savoir que tout a augmenté: matériel, salaires, etc. L'Hydro a construit des sous-stations et exécuté un grand nombre de travaux.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ces facteurs n'ont pas empêché la constitution d'une réserve importante.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette réserve est conservée pour parer aux imprévus. Lorsque l'hydro fut achetée, il y avait une foule de vieilleseries et il a fallu renouveler beaucoup de matériel. De plus, il est indispensable d'avoir une abondante réserve pour prévoir la dépréciation et les dépenses. Les travaux de la Beauharnois, notamment, coûtent cher. Or, tout cela a été payé au fur et à mesure.

Ce que nous payons ici en électricité représente seulement une petite fraction de ce que doivent payer les gens aux États-Unis. Si en Ontario les taux sont un peu plus bas, c'est à cause de circonstances différentes. L'Hydro ontarienne alimente une population plus dense et les industries sont plus nombreuses.

Je prédis toutefois une hausse des taux prochainement en Ontario, parce que cette province vient d'emprunter de nombreux millions par suite du remplacement des génératrices produisant un courant alternatif d'une fréquence de 25 cycles par des génératrices fournissant un courant alternatif d'une fréquence de 60 cycles.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Mais on ne doit pas prétexter des dépenses "capital" pour maintenir les taux élevés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que ce soient des dépenses "capital" ou autres, vaut mieux avoir l'argent à sa disposition que d'emprunter.

M. Chaloult (Québec): Il y a 30 ans, la province de l'Ontario a établi une hydro pendant que dans Québec, on laissait la liberté absolue à l'entreprise privée dans ce domaine de l'électricité. L'expropriation de la Beauharnois a coûté cher, mais j'estime qu'il est important de réduire les taux à Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les taux sont plus que raisonnables, à Montréal. Avec la réduction de 20 % accordée il y a quelques années, la population bénéficie d'une économie de \$3,000,000 à \$4,000,000 par année. Dans le même temps, il y a eu des améliorations à l'Hydro, pour les employés, sous forme de fonds de pension, de prêts pour l'habitation, etc. Il faut prévoir l'avenir. Nous aurions été justifiés de les augmenter, car le champ d'action d'Hydro a été considérablement agrandi. L'Hydro est un actif pour la province; son administration est saine et conforme aux intérêts de la province de Québec.

M. Chaloult (Québec): On a apporté des améliorations dans la régie interne d'Hydro. C'est ainsi que les Canadiens français sont mieux traités. Mais il y a encore beaucoup à faire. Les nôtres ont toujours la plus grande proportion des petits salaires et nous devons tendre à ce qu'ils obtiennent la part qui revient aux Canadiens français. Nous représentons les quatre cinquièmes de la population et nous devrions avoir également les quatre cinquièmes des emplois et des salaires.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
8. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 101 concernant la succession d'Eugène Farly;
- bill 128 concernant la compagnie E. et A. Leduc Limitée.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée.

Séance du jeudi 13 décembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 192 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

Projets de loi:

Charte de la cité de Saint-Jérôme

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 192 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 192 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxes sur successions

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 diminuant les taxes sur les petites successions soit maintenant lu une troisième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La loi actuelle des droits sur les successions accorde une

exemption de \$1,000 par enfant, sans égard à son âge ou à son lieu de domicile. Avec l'amendement proposé par le ministre des Finances l'exemption est portée à \$1,500, mais il faut que l'enfant soit âgé de moins de 25 ans et qu'il demeure dans la province. Ces deux restrictions diminuent singulièrement la portée des nouvelles exemptions. Un père laisse à ses deux filles, âgées de plus de 25 ans, une somme de \$12,000. Actuellement, elles ne paieront aucun impôt, car l'exemption de base est de \$10,000 plus l'exemption de \$1,000 par enfant, ce qui fait \$12,000. Quelle sera la situation avec la nouvelle loi? L'exemption de base reste de \$10,000, mais, comme les deux filles ont plus de 25 ans, le dernier \$2,000 sera imposable. Donc, avec le bill présentement à l'étude, leur situation sera plus mauvaise qu'avant.

Par sa phraséologie actuelle, le bill semble remplacer toutes les anciennes exemptions par les nouvelles. Cela laisse craindre que le fisc ne reconnaisse plus les exemptions admises jusqu'ici sur les legs pour fins charitables ou scolaires.

Et que dire des successions de plus de \$50,000? Avec les amendements actuels, l'exemption de base de \$10,000 n'existe que pour les successions de \$50,000 et moins. Cela crée la situation suivante. Un légataire universel hérite de \$50,000: il paiera l'impôt, 4 % sur \$40,000, soit \$1,600. S'il hérite de \$50,100, le dégrèvement sur le premier \$10,000 disparaît. Il paiera l'impôt sur le plein montant et déboursera \$2,505. Donc, dans le premier cas, il aura un montant net de \$48,000 et, dans le deuxième, de \$47,495. C'est une anomalie.

Avec une succession plus forte, l'héritier aura environ \$1,000 de moins. On veut dégrever les petites successions? Alors, qu'on fasse donc comme en Ontario où toutes les successions de moins de \$50,000 sont exemptes d'impôts, pourvu qu'elles soient en ligne directe.

L'honorable M. Gagnon (Matane):

L'interprétation que le chef de l'opposition donne à la loi est absolument erronée. Nous modifions uniquement les articles relatifs au montant de l'exemption pour les enfants. Le reste demeure. La loi est généreuse puisqu'elle exempte toute succession relativement au premier \$10,000 et qu'elle augmente de \$500 le dégrèvement pour chaque enfant. Le projet de loi signifie, d'après les chiffres établis par le contrôleur du revenu, un dégrèvement d'au moins \$600,000 par année en faveur des familles nombreuses.

C'est un cadeau de \$600,000 à \$800,000 par année que la province fait aux petites successions.

Sur une succession de \$25,000 laissée par un légataire sans enfant, il fallait payer jusqu'à présent \$750 de droits parce que l'impôt s'appliquait à tout le montant. Désormais, les droits seront de \$450 seulement parce qu'on les calculera uniquement sur l'excédent de l'exemption de base de \$10,000.

Et, dans le cas d'une succession de \$25,000 laissée par un testateur ayant neuf enfants, il n'y aura plus aucun droit à payer, vu que l'exemption est portée à \$1,500 pour chaque enfant, en plus de l'exemption de base.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Avant que le bill 43 diminuant les taxes sur les petites successions, soit lu la troisième fois, la Chambre exprime le regret que ce bill propose des exemptions plus restreintes en certains cas que les exemptions actuelles et supprime dans les successions auxquelles elle est applicable l'exemption présentement accordée aux legs, dons ou souscriptions pour des fins de religion, de charité ou d'éducation".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)¹:

Je pourrais demander que cet amendement soit déclaré hors d'ordre, car c'est un tissu d'inexactitudes et parce qu'il ne découle pas de la loi. Mais je ne le ferai pas. Qu'on vote!

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Dupré, Earl, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 7.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Labege, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Roche, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 73.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors mise aux voix. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dussault, Earl, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Labege, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lévesque, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Roche, Rochon, Ross, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 82.

Contre: 0.

Ainsi, la motion principale est adoptée. Le bill 43 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

**Budget des dépenses
1952-1953**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Lévesque (Gaspé-Nord): À quoi est destiné le surplus des crédits demandés sur ceux de l'an dernier?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Ce surplus servira à augmenter les salaires et à engager

du nouveau personnel. Il faudra, par exemple, du personnel supplémentaire à l'entrepôt de Rimouski.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): s'étonne que les crédits demandés pour cette année représentent une augmentation de 50 % sur le montant de l'année 1950-1951.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Mon ministère a besoin de plus d'employés pour enseigner comment prendre plus de poisson et aussi pour faire de la propagande en faveur d'une plus grande consommation de poisson.

Mon département songe à établir l'inspection obligatoire du poisson, afin que le produit soit meilleur et obtienne un meilleur prix sur le marché domestique et à l'étranger.

M. Lévesque (Gaspé-Nord): Quels sont les salaires payés, au département?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): La moyenne des salaires au service civil intérieur est entre \$2,700 et \$2,900.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Seize mille dollars ont été inscrits à cet item afin de mettre sur la liste des employés civils les professeurs de l'École supérieure des pêcheries. Ces personnes se sont dévouées jusqu'ici, et cela leur est dû.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Les dépenses de voyage ont nécessairement suivi la courbe du coût de la vie ces dernières années. C'est là la raison des crédits plus élevés demandés. Les spécialistes du département des Pêcheries doivent faire de fréquents voyages à l'étranger afin d'étudier

les améliorations apportées et de maintenir notre industrie de la pêche au diapason des autres.

Le gouvernement n'a pas décidé s'il sera représenté lors de la prochaine conférence internationale sur les pêcheries qui se tiendra à Terre-Neuve. Cette hésitation s'explique en raison des frais qu'occasionnerait la présence de neuf ou 10 représentants à la conférence.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inspection et protection (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): L'inspection des produits de la pêche est de plus en plus générale. Nous nous acheminons vers l'inspection obligatoire sur la quantité et la qualité.

M. Lévesque (Gaspé-Nord): N'a-t-on pas formulé des plaintes sur la qualité?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Nous avons eu des plaintes, mais moins que l'année précédente. Notamment pour les conserves, à Halifax. Nous nous sommes rendus sur les lieux et avons constaté que seulement quelques boîtes n'avaient pas le poids réglementaire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Que fait-on pour protéger le saumon?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Une commission canadienne étudie le problème et un spécialiste écossais a suggéré de restreindre la pêche sportive du saumon pour certains jours de la semaine, comme c'est le cas pour la pêche commerciale. Il n'est pas facile de trouver une solution, en raison des coûts impliqués pour les pêcheurs du Nouveau-Brunswick.

Les pêcheurs ne peuvent tendre, le samedi et le dimanche, leurs filets, de façon à permettre aux saumons de pouvoir rentrer dans les rivières. On étudie également des méthodes qui pourraient faciliter davantage la pêche sportive, de même que celles qui pourraient empêcher la pêche sportive de

nuire à la pêche commerciale. Le gouvernement s'occupe aussi de l'élevage du saumon sur une grande échelle; on sème des millions chaque année un peu partout dans la province, mais il est trop tôt pour que ceci ait un effet. À propos, je signale que la truite est la grande ennemie des petits saumons.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Est-ce que les deux provinces ne pourraient pas s'entendre pour exercer le contrôle nécessaire?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Nous sommes prêts à nous entendre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) fait une dernière fois appel à la collaboration avec le Nouveau-Brunswick pour la conservation du saumon.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie, gages compris (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le gouvernement fait présentement de grands efforts pour moderniser les pêcheries maritimes de la province de Québec, de façon à leur permettre de soutenir victorieusement la concurrence des autres provinces et de Terre-Neuve en particulier.

Au cours de l'année, cinq bateaux ont été équipés. On a étudié les méthodes de pêche en vigueur à Terre-Neuve. La tendance actuelle est d'employer de gros bateaux de pêche. Notre flotte de pêche est en partie désuète, parce qu'elle comprend des bateaux qui, pour la plupart, ont moins de 45 pieds de longueur, alors que, dans les autres provinces, on utilise des bateaux de 65 pieds, ce qui permet de prendre des quantités beaucoup plus considérables de poisson à un coût de revient plus économique.

Au cours de l'année, le ministère a dû prendre charge de l'usine de La Tabatière où l'on tirait parti d'une dizaine de mille loups marins chaque année. Il a fallu en prendre la direction afin d'en empêcher la fermeture et de la voir s'établir dans une autre province.

Le gouvernement se tient constamment au courant des progrès considérables réalisés ailleurs, et il ne néglige aucun moyen pour mettre nos pêcheries au pas des progrès généraux réalisés dans les autres provinces. Nous ne voulons pas nous laisser dépasser par nos concurrents. Ainsi, nous n'avions autrefois qu'un bateau destiné aux expériences biologiques; nous en avons cinq aujourd'hui. Des expériences se poursuivent pour déterminer quelle sorte de bateaux devraient construire nos pêcheurs de la Gaspésie, de la Côte-Nord et des Îles-de-la-Madeleine. En certains endroits, des chalutiers peuvent être préférables; ailleurs, il faudra des bateaux à filets trainants ou à lignes dormantes.

Plusieurs navires destinés à nos pêcheurs sont présentement en construction, les uns dans la province de Québec, les autres au Nouveau-Brunswick. Pour certains types de navires, il est nécessaire de recourir à l'outillage et à l'expérience des chantiers du Nouveau-Brunswick. Des octrois provinciaux et fédéraux aident les pêcheurs à moderniser leur matériel.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des informations sur un bateau de pêche construit à Caraquet, au Nouveau-Brunswick, pour le compte de la province.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Ce bateau a coûté de \$22,000 à \$23,000. Il ne pouvait être construit dans la province de Québec parce que les plans appartiennent à des compagnies des Provinces maritimes. Mais, je le répète, d'autres bateaux sont en construction, quelques-uns dans la province de Québec, d'autres dans les Provinces maritimes.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Pourquoi notre production paraît diminuer alors que, d'une façon générale, les prises augmentent sur les côtes de l'Atlantique?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Il faut y voir surtout un problème de main-d'œuvre. Beaucoup de nos pêcheurs ont momentanément abandonné leur occupation normale pour travailler dans l'industrie ou en forêt où ils subissent l'attrait des gros salaires. Ils reviendront à la pêche lorsque celle-ci sera suffisamment payante. L'exportation du poisson aurait été plus importante s'il y avait eu plus de pêcheurs au travail.

La situation de nos marchés s'est sensiblement améliorée du fait de la reprise de nos relations commerciales avec l'Italie. Il y a trois ans, nous avons vendu 500,000 livres de poisson. Cette

année, nous avons expédié en Italie cinq cargaisons de poisson représentant un total de 2,500,000 livres. Nous pourrions exporter davantage encore si nous pouvions produire la qualité demandée par l'Italie.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Est-ce que le marché italien nous a été ouvert à la suite de démarches du ministère?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): C'est surtout grâce à un M. Smith, ancien Québécois, qui était alors en Italie et qui nous a beaucoup aidés à vendre notre poisson. Depuis, M. Smith a été transféré à Londres.

Nos pêcheurs continuent de se plaindre des ravages causés par les gros chalutiers qui viennent de l'étranger promener leur lourd outillage au large de nos côtes. C'est un problème que l'on cherche à régler au moyen d'ententes internationales. En dehors de nos eaux territoriales, nous ne pouvons empêcher personne de naviguer. Le Québec s'est plaint auprès des autorités fédérales et cela a eu des résultats.

Le Nouveau-Brunswick coopère à la solution du problème et des pourparlers, auxquels participe le Dr Arthur Labrie, sous-ministre du département, sont présentement en cours, en vue de la conclusion d'une entente qui réglerait également les incursions des navires étrangers. Mais la situation perdure en ce qui concerne les pêcheurs de Terre-Neuve et des États-Unis.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) passe à la question des assurances pour lesquelles un montant de \$40,000 est prévu dans le budget des pêcheries.

Depuis assez longtemps, dit-il, des montants substantiels sont affectés aux assurances. Est-ce que cela représente les primes annuelles sur tous les bâtiments?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le département a pour plus de \$2,000,000 de constructions assurées en groupe. Autrement, si elles étaient assurées individuellement, il en coûterait beaucoup plus cher à la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'an dernier, le département du ministre a reçu des indemnités beaucoup plus que les primes payées.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) souligne le cas de Rimouski où son département a perdu complètement d'importants bâtiments.

M. Lévesque (Gaspé-Nord) pose une question concernant l'aide aux pêcheurs.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Bon nombre de pêcheurs du comté du député de Gaspé-Nord ont reçu des indemnités à la suite de la tempête qui a affecté Gaspé.

Le montant de l'assistance aux pêcheurs est augmenté parce que, pour la première fois, le gouvernement de Québec a conclu une entente avec celui d'Ottawa, de façon à ce que les bateaux aient 45 pieds au lieu de 55 pieds. On se propose d'en construire cinq ou six l'an prochain. En effet, le gouvernement fédéral a accepté de payer désormais des octrois de \$165 la tonne pour des bateaux de 45 pieds au lieu de 55 pieds de longueur.

Le gouvernement provincial doit payer sa quote-part. Le gouvernement provincial s'occupe de faire construire de nouveaux bateaux de pêche. Il y en aura cinq ou six cette année. Les pêcheurs paient \$3,500 comptant pour un de ces bateaux, le prix est de \$23,000 environ; ils paient le reste de leur dette ensuite. Mais l'octroi fédéral n'est versé au pêcheur que lorsque le bateau de pêche est entré en service. Les cinq premières années, c'est Québec qui paie tout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous finançons les pêcheurs et Ottawa.

M. Lévesque (Gaspé-Nord) rend témoignage au ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot) d'avoir répondu généreusement à la demande d'aide des pêcheurs de son comté. Par suite de la tempête, dit-il, les pêcheurs avaient besoin d'assistance. Il mentionne le cas de certains qui ne sont pas reconnus officiellement comme pêcheurs, parce qu'ils s'occupent également à autre chose comme la culture du sol, mais à qui la pêche assure néanmoins un revenu nécessaire, et qui ont besoin d'aide eux aussi. Il demande des octrois additionnels pour la Gaspésie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons toujours été intéressés à développer la Gaspésie et à régler les problèmes accumulés par la négligence de l'ancien régime. J'ai reçu ce matin même la visite de M. James Y. Murdoch, président de la Noranda, accompagné de plusieurs autres industriels intéressés au développement des mines de cuivre de la Gaspésie. On avait d'abord repéré 60,000 tonnes. Dernièrement, on a repéré 15,000 tonnes additionnelles. On avait envisagé une usine qui produirait 50 tonnes par jour, mais, d'après les plans qui ont été élaborés, une usine d'une

capacité de 75 tonnes par jour sera construite. Des pourparlers sont engagés entre le C.P.R. ainsi qu'avec la compagnie Noranda. Cela signifie de nombreuses situations pour la brave population de Gaspé.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) revient à la question des bateaux de pêche et demande comment s'appliquera l'aide fédérale.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): L'octroi fédéral aide à amortir la dette des pêcheurs. On a fait la même chose que dans d'autres provinces. Seulement, dans celles-ci, il y avait un "Fish Board" - une commission spéciale qui s'occupait de ces bateaux de pêche, tandis qu'ici c'est le département des Pêcheries qui s'en occupe.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Pourquoi on envisage la construction de cinq ou six bateaux de pêche seulement pour la première année?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): C'est à cause de la difficulté de se procurer des moteurs. Il s'agit de moteurs Diesel, et il est très difficile de s'en procurer. On ne permettra pas aux pêcheurs de s'endetter pour faire construire des bateaux là où il n'y a pas de havre convenable. Le département se réserve d'orienter les pêcheurs vers tel ou tel endroit. Il est inutile de déboursier et de faire construire des bateaux s'il n'y a pas moyen de pêcher.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): On dit que cette année, notamment en octobre, les prix du poisson ont augmenté sur la côte de l'Atlantique, tandis qu'ils ont diminué dans la province de Québec.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Nos pêcheurs ne reçoivent pas un prix suffisamment rémunérateur pour leur poisson en comparaison avec d'autres industries de chez nous. Ainsi, des bûcherons pouvaient réaliser de \$25 à \$30 en forêt, au lieu d'aller à la pêche où il y a risque. Bon nombre ont délaissé momentanément la pêche.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
8. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications sur le fonctionnement du

système d'octrois aux jeunes pêcheurs pour les garder en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) explique ensuite le fonctionnement du système d'octrois aux jeunes pêcheurs. Cet octroi est de \$100 par année pendant trois ans, à condition qu'ils s'adonnent à la pêche, précise-t-il.

M. Dupré (Verchères): Le gouvernement accorde-t-il des octrois pour la pêche à la barbote?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La dernière saisie a rapporté \$30,000. C'est une pêche avantageuse et nous avons saisi un nombre considérable de membres de l'opposition. Sur 203 personnes arrêtées, au moins 140² étaient des oppositionnistes. Presque tout le Parti libéral était là.
(En souriant)

Ça doit être là que le poll Gallup a été pris. D'après les nouvelles que nous avons reçues, on a fait un nettoyage complet. Le maire de Côte-Saint-Luc a déclaré dernièrement au comité qu'il n'y avait plus de barbotes chez lui et qu'il n'y en aurait plus. Mes renseignements sont à l'effet qu'il n'y a plus de barbotes. Cependant, je puis dire à mes honorables amis que si jamais une barbote se montre la tête, nous lui ferons ce que nous entendons faire à l'opposition aux prochaines élections.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Biologie marine (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École d'apprentissage en pêcheries (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Les travaux se poursuivent avec entrain. L'autre jour, on a trouvé un poisson dont on ne connaît pas le nom. Il ressemble à un serpent.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subsides

aux compagnies de navigation qui desservent Montréal, Québec, la Côte Nord et la Côte Sud du Saint-Laurent, les Îles-de-la-Madeleine, et qui relient les principaux centres de la rive nord et de la rive sud du fleuve Saint-Laurent, et autres organismes d'un caractère équivalent (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction et agrandissement d'entrepôts, séchoirs, neigères et écoles (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Lévesque (Gaspé-Nord) interroge le ministre au sujet des constructions.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Il y a 49 entrepôts et 110 neigères.

M. Dupré (Verchères) interroge le ministre sur le nombre d'employés dans les entrepôts, séchoirs, etc.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Il y en a plus de 130. Certains sont payés à l'année, tandis que d'autres le sont seulement pour le temps où ils travaillent, étant employés saisonnièrement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande si la somme de \$40,000 inscrite pour l'usine de La Tabatière représente le prix d'achat.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): L'usine est seulement louée. Cette somme est pour l'administration. Cette usine n'appartient pas au gouvernement, mais fait vivre une population de 200 et 300 pêcheurs de lous marins. Mais, à cause des difficultés du marché et de la concurrence déloyale que faisaient d'autres provinces à nos produits "canadiens", cette usine a cessé de fonctionner. Les pêcheurs risquaient de perdre les lous marins déjà pêchés et de se voir privés d'une importante source de revenus.

C'est alors, à la demande du député de Saguenay (M. Ouellet), que le gouvernement provincial a assuré l'administration de l'usine de La Tabatière. Pour la faire marcher, il faut des mécaniciens, des techniciens compétents. Tout cela

exige un montant considérable. Mais il y a une certaine remise, parce que l'usine rapporte un certain revenu au gouvernement. Ce revenu sera de \$20,000 à \$25,000 si la pêche au loup marin est bonne.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

14. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) demande le nombre de gardes-chasse au service du ministère.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Il y a 308 gardes-chasse au service du ministère. L'un d'eux gagne \$700.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Pourquoi \$700?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Ce garde-chasse n'exerce ses fonctions que les jours fériés et les dimanches. Ce système donne satisfaction et les intéressés sont satisfaits.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Pensez-vous que c'est une bonne chose de faire payer l'amende sur le champ?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le système n'est certainement pas parfait, mais c'est celui qui est présentement le plus efficace. Supposons un garde-chasse qui se présente devant un groupe d'une cinquantaine de personnes. On lui donne de faux noms. Il n'est pas en mesure de contrôler les déclarations. Il perçoit l'amende et l'envoie au département. Si quelqu'un se croit lésé, il n'a qu'à faire une plainte au département.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Avez-vous des inspecteurs chargés de voir si l'on sert du chevreuil ou de l'orignal dans les restaurants et les clubs?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): On fait payer l'amende. Mon département exerce une

surveillance sévère et on commence à trouver qu'il a la main ferme. Il y a une grande amélioration à ce sujet.

Il cite le cas d'un club qui a payé. Je crois, dit-il, que le public devait être encouragé à informer les gardes-chasse des infractions aux lois sur le gibier, afin que la loi soit mieux respectée et pour préserver la faune de la province.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) dénonce le carnage que font certains Américains au détriment de nos chevreuils. Dans plusieurs de nos campagnes, dit-il, on ne peut même plus se promener dans le bois en sécurité. Il (M. Rochon) attire l'attention du ministre sur le massacre de chevreuils qui se fait dans la région de la route 11. Il y a des gens qui reviennent avec quatre, cinq chevreuils, précise-t-il. Pourquoi ne pas poster des gardes? Pourquoi ne pas fixer des limites comme cela se fait en Ontario?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je me suis déjà occupé de la route 11. On m'a cité un cas où 59 chevreuils ont été abattus un jour de congé et 52 le jour suivant. Mais que pouvions-nous faire? Les chevreuils avaient été abattus légalement. Je fais observer la loi dans toute sa rigueur, mais certains abus ne peuvent être réprimés. C'est ainsi que si le père et ses fils vont à la chasse ensemble, on ne peut exiger que le père soit le seul à tirer. Quant à la question de fixer des limites, la population des villages n'est pas encore prête à accepter qu'on empêche la chasse jusqu'à une certaine distance de l'agglomération. Ce qui importe, c'est une bonne campagne d'éducation plus qu'une surveillance policière.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Toutes les associations sportives sont unanimes à faire l'éloge du ministre de la Chasse et ministre des Pêcheries. Des améliorations considérables ont été faites dans le domaine de la protection de la faune. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) s'attache trop à des cas isolés.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Le ministre fait-il fouiller les voitures des chasseurs pour s'assurer qu'ils n'emportent pas de lampes?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Il est difficile de prouver qu'une lampe se trouve dans une automobile et sert à la chasse. On ne peut pas condamner des gens tant qu'ils n'ont pas été surpris en train de chasser avec des lampes, même s'ils en avaient l'intention.

M. Chaloult (Québec): Des clubs ont des droits exclusifs de chasse dans certains territoires, au détriment de la population de la région. N'y a-t-il pas moyen de remédier à cela?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Les clubs privés qui ont un bail auprès du gouvernement pour exploiter leurs activités représentent le meilleur moyen de préserver la faune, car ils doivent respecter des règlements stricts et ils doivent avoir des gardes-chasse à l'année longue sur leur territoire. Il faut un garde par 20 ou 25 milles carrés.

La résolution est adoptée³.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Questions et réponses:

Chemin des Caps

M. Lévesque (Gaspé-Nord): Combien le gouvernement a-t-il dépensé, depuis le 1^{er} juillet 1948 jusqu'à date, relativement à la route Chemin des Caps, entre Percé et le chemin Lemieux?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): \$116,661.93.

Dépôt de documents:

Route 2, section Saint-Romuald-Montmagny

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 29 novembre 1951, pour la production d'une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1950 jusqu'au 20 novembre 1951, pour la reconstruction de la section de la route 2 entre Saint-Romuald et

Montmagny, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de session no 13)

Route 15, section Montmorency-L'Ange-Gardien

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 29 novembre 1951, pour la production d'une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, au cours de l'année 1951, pour la construction de la section de la route 15, sur le bord du fleuve Saint-Laurent, entre Montmorency et L'Ange-Gardien, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de session no 14)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 33 assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province;
- bill 34 l'assistance publique;
- bill 37 modifiant l'article 389 de la loi de l'instruction publique;
- bill 38 concernant la Cour de magistrat siégeant à Grand'Mère et à La Tuque;
- bill 109 modifiant la charte de la ville Saint-Michel;
- bill 119 concernant la succession de Joseph de Grandpré;
- bill 122 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine;
- bill 125 changeant le nom de la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal en celui de Federation of Jewish Community Services of Montreal et élargissant ses pouvoirs et ses buts;
- bill 129 relatif à la succession de feu Mary Everett, veuve de feu Charles King;
- bill 141 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Limbour, dans le comté de Gatineau;

- bill 154 relatif à la ville de Coaticook;
- bill 188 concernant l'octroi d'une licence à Léo Capiello par l'Institut des comptables agréés de Québec.

Motions de condoléances:

Décès du frère du député de Beauce, M. Poulin⁴

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) formule les condoléances de la Chambre et du gouvernement à l'adresse du député de Beauce (M. Poulin) qui vient d'être éprouvé par la mort de son frère, M. Charles-Édouard Poulin.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) seconde les remarques du premier ministre et exprime les regrets de son groupe au député de Beauce (M. Poulin) et aux membres de la famille éprouvée.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Selon *L'Action catholique* du 14 décembre 1951, à la page 3, M. Duplessis souffre d'une laryngite qui le prive partiellement de sa voix.

2. Dans le *Soleil* du 14 décembre 1951, à la page 12, il est plutôt question de 149 libéraux.

3. Selon *L'Action catholique* du 14 décembre 1951, à la page 8, le débat sur la chasse s'est terminé à 6 heures.

4. Les journaux n'indiquent pas le moment où ces condoléances ont été énoncées.

Séance du vendredi 14 décembre 1951

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Monuments historiques

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 42 relatif aux monuments, sites et objets historiques ou artistiques.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution soient payées à même les deniers votés à cette fin par la Législature, sauf quant à l'année financière 1952-1953, pour laquelle elles seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Le projet de loi, dit-il, est pour améliorer l'administration des sites et des monuments historiques de la province de Québec, achats, entretien, surveillance, conservation, etc., précise-t-il.

La loi en vigueur jusqu'à présent, une très ancienne loi, chapitre 70, a institué une commission. Mais cette Commission n'a eu qu'une activité très réduite, se limitant à peu près à la pose de plaques et à assister à certaines cérémonies, et n'a jamais vu à la restauration de nos monuments ou constructions historiques. C'est que probablement la loi était trop

peu claire. Le bill précise bien des points restés obscurs dans l'ancienne loi, supprime des répétitions, est rédigé dans un style plus conforme aux buts poursuivis. Il permettra de classer les sites et monuments historiques. Le projet de loi répondra mieux aux besoins. Il permettra d'assurer la conservation de vestiges chers aux Canadiens français.

Les sites et monuments historiques ne manquent pas dans la province de Québec. Par exemple, il y a: l'église Saint-Mathias de Rouville; l'école Murphy où se sont réfugiés les étudiants en droit de l'université pendant le siège de la ville par les Anglais; l'école de Petit-Pré, à Chicoutimi, etc.

M. R.-A. Benoit¹ m'a dit un jour qu'en cas d'envoi de chèque pour la pose de plaque commémorative, on n'enregistrait même pas la chose.

Nous voulons avoir une Commission agissante, dont la mission sera bien définie et qui donnera des résultats pour la conservation de tout ce qui doit nous être cher. Pour ma part, depuis sept ans que je dirige le secrétariat provincial, je n'ai jamais reçu un appel téléphonique ou un document quelconque de la commission actuelle, qui ne possède même pas d'archives, me dit-on. L'Union nationale, comme d'habitude, veut remédier à cet état de choses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le projet de loi du secrétaire de la province paraît n'avoir qu'une importance secondaire. Pour ceux qui ne sont pas complètement au courant des faits ou qui sont portés à être distraits, le projet de loi peut n'avoir qu'un aspect platonique. Mais, en réalité, il est très important, car il pose des actes qui pourront avoir une répercussion profonde. La Confédération canadienne comporte un avantage unique pour nous et de nature à nous apporter un enrichissement insurpassable. La Confédération a l'avantage unique de posséder deux cultures, la culture française et la culture anglaise, qui ont une valeur inestimable.

Or, la province de Québec est la gardienne de la riche culture française qui se manifeste notamment dans certains édifices, sites, meubles et bijoux historiques rappelant l'œuvre accomplie, qui reflètent et évoquent la semence que nos aïeux ont jetée en terre canadienne et en terre américaine, au prix de sacrifices inouïs. Pour le bénéfice de notre histoire, qu'il faut faire connaître et apprécier, la province de Québec se doit de prendre les moyens nécessaires pour la conservation de ces reliques du passé qui ont pour nous une richesse culturelle que rien ne saurait remplacer.

La province de Québec et la population de la province, dépositaire de la culture française, se doivent de prendre toutes les initiatives possibles pour conserver ces richesses et son héritage culturel et historique. L'ancienne loi était insuffisante, ne disait pas grand-chose, et le peu qu'on y trouvait n'était même pas appliqué. M. Paul Gouin², conseiller technique près du Conseil des ministres de la province, est une des très nombreuses personnes qui ont attiré mon attention sur le fait que le Québec possède des richesses auxquelles malheureusement la population, qui possède des objets anciens dont elle ne sait pas apprécier la valeur, ne fait pas suffisamment attention et cède trop facilement ces objets à des étrangers. À notre plus grand détriment. Nous considérons qu'il est essentiel de prendre les dispositions nécessaires pour les conserver. Il faut empêcher que cette pratique se généralise avant qu'il ne soit trop tard.

L'actuel projet de loi a justement pour but de faire face à la situation. Et je n'ai pas d'hésitation à croire que le bill sera voté à l'unanimité. Je félicite le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Côté) de présenter un projet de loi qui donne à notre culture française la considération qu'elle mérite. C'est une initiative très féconde du secrétaire de la province qui sera très salutare.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas l'intention de discuter cette loi de façon partisane. Je ne veux pas non plus me prononcer sur les actes de la Commission actuelle. En raison de l'importance de la loi d'un point de vue historique et artistique, je ne vais pas m'y opposer. Après comparaison de la loi actuelle et de celle que l'Assemblée législative étudie en ce moment, il y a trois changements importants.

Premièrement, la loi actuelle permet au gouvernement de nommer deux commissaires additionnels, portant leur nombre de cinq à sept.

Deuxièmement, on ne change pas substantiellement les pouvoirs de la Commission, sauf dans un cas où on prévoit que les commissaires auront le pouvoir de classer non seulement les monuments, mais également les immeubles qui les entourent. La Commission aura aussi le pouvoir d'acheter de gré à gré ou d'exproprier. C'est le changement fondamental du bill et cela créera une situation bizarre. Il y aurait peut-être lieu de songer de nouveau à ce pouvoir extraordinaire.

Troisièmement, actuellement la loi prévoit trois étapes pour le classement des monuments: un, le classement par la Commission; deux, la publication du

classement dans la *Gazette officielle*, et trois, l'approbation définitive par le Conseil exécutif de la province.

La loi que nous étudions change l'ordre de ce classement et je me demande si c'est logique. Cette fois-ci, une fois le classement décidé par la Commission, le gouvernement l'approuve définitivement et ce n'est qu'après cette procédure que l'avis en est donné dans la *Gazette officielle*. Il n'y a plus d'avertissement et le public est mis en face du fait accompli.

Une fois l'immeuble historique classé, les pouvoirs du propriétaire sont considérablement diminués. Dans le cas des propriétaires des immeubles avoisinant le monument, ils n'ont plus le droit, après le classement, de réparer, modifier ou restaurer leurs propriétés. La loi dit en effet que les effets du classement suivent l'immeuble.

Je crains la possibilité d'abus. Par certains côtés, l'ancienne loi n'est-elle pas meilleure? Ne vaudrait-il pas mieux dans ce cas suivre la loi actuelle? Le gouvernement devrait étudier à nouveau la procédure du classement et l'ordre des étapes. Ne serait-ce pas juste également de songer à l'enregistrement du classement, afin que les gens intéressés à l'achat des immeubles avoisinants sachent à quoi s'en tenir?

Dans le cas des objets historiques dont une liste sera publiée dans la *Gazette officielle*, le gouvernement songe à la possibilité de publier une liste officielle de ces objets, afin d'éviter à ceux qui s'intéressent à ces choses de faire de longues recherches dans la *Gazette officielle* de Québec.

M. Chaloult (Québec): Le présent projet de loi est un des plus importants que la Législature ait étudiés cette année. Il y a longtemps que je réclame une loi générale d'urbanisme; je ne ferai pas de reproches au gouvernement qui nous en accorde une partielle.

Qu'est-ce que l'urbanisme? C'est l'art d'organiser une agglomération humaine conformément aux principes de l'ordre, de l'art, de la beauté, de la sécurité; c'est l'art de conserver les monuments historiques et de préserver le cachet d'une ville ou d'une région en suivant un plan directeur des travaux.

À plusieurs reprises déjà, j'ai préconisé la création d'un organisme provincial d'urbanisme. Toutes les autres provinces, les Français et les Américains en ont un et je crois que l'occasion est excellente de réitérer ma demande. La Commission provinciale d'urbanisme pourrait coordonner le travail des organismes régionaux et municipaux d'urbanisme. Il y a quelques années, le gouvernement ne paraissait pas très sympathique à cette idée. Aujourd'hui, il y a amélioration et je m'en réjouis.

Dans d'autres pays, comme la France, l'Italie, on est infiniment plus avancé que nous dans ce domaine, mais nous devons admettre qu'il y a dans les milieux gouvernementaux un réveil que j'apprécie hautement.

Qu'est-ce qui fait notre valeur au point de vue tourisme? C'est le caractère différent de notre province. Les visiteurs ne viennent pas ici pour voir des gratte-ciel, comme la maison Price ou la tour du Château Frontenac, mais pour voir "something different", les particularités que confèrent à nos paysages, nos villes, le caractère français et l'histoire de notre peuple.

Le gouvernement devrait alors faire l'éducation de la population. Il y a eu là aussi progrès. Le ministre de la Voirie a prohibé toute publicité sur le boulevard Talbot pour ne pas enlaidir le paysage, et c'est bien. D'autres ministres font également un effort, mais il faudrait voir à préserver nos vieilles églises, nos vieilles maisons qui tendent à disparaître. À Québec, on détruit presque avec rage ce qui fait le cachet de la ville. À l'Île d'Orléans, à l'Île aux Coudres, les vieux moulins tombent en ruine. Le gouvernement devrait intervenir pour protéger tout cela. À Sainte-Anne-de-la-Pérade, on devrait reconstruire la maison de Madeleine de Verchères...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Qui fut plus tard celle de Mercier.

M. Chaloult (Québec): Exactement, qui fut plus tard celle de Mercier. On devrait aussi voir à protéger le caractère français de la ville de Québec.

Il (M. Chaloult) proteste contre la décision que vient de prendre la Compagnie de téléphone Bell du Canada de baptiser une de ses zones téléphoniques du nom de Murray. Je proteste au strict point de vue commercial, dit-il, car on devrait comprendre l'importance économique de garder à Québec son caractère français. On ne devrait pas avoir ça dans la ville la plus française de l'Amérique. Trois zones ont été sélectionnées et l'une d'elles est anglaise et comprend la section la plus importante en population.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): On pourrait remplacer Murray par Maurice!
(Rires du premier ministre)

M. Chaloult (Québec): Je proteste aussi contre le fait que dans les annuaires téléphoniques il n'y a pas d'accents, pas de traits d'union, pas de ponctuation. C'est écrit en iroquois et j'aimerais

mieux que le volume soit exclusivement en anglais plutôt que de massacrer ainsi la langue française.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il ne faut pas oublier que l'Angleterre est un pays insulaire et qu'il n'a pas de trait d'union.

(Rires)

Les anglophones ont respecté les traditions françaises, lorsqu'on leur a dit qu'il était préférable de nommer la ville Trois-Rivières au lieu de Three Rivers, ils l'ont fait volontiers. Nous disons Londres au lieu de London, alors que le vrai nom de la ville est London. C'est la même chose pour bien des villes.

M. Chaloult (Québec): Je suis heureux de voir que le gouvernement va de l'avant. J'espère que cette loi sera appliquée vigoureusement. J'en félicite le ministre de l'Éducation, le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Côté), car je ne vois pas pourquoi on continuerait à l'appeler du nom ridicule de "secrétaire de la province".

Il ne faut pas avoir peur des mots. Dans la Cité vaticane, on le nommerait certainement ministre de l'Éducation ou de l'instruction publique. Quant à moi, je ne consentirai plus à l'appeler secrétaire de la province.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 relatif aux monuments, sites et objets historiques ou artistiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 108 modifiant la charte de la ville de Terrebonne, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, les mots "la loi 53 Victoria, chapitre 72" par les mots "la loi 7 Édouard VII, chapitre 75".

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 1 comme deuxième paragraphe:

"La location faite par la ville de Terrebonne de l'immeuble portant les numéros officiels 21, 22, 23 et 24 du cadastre de la ville de Terrebonne, par bail passé devant le notaire Jacques Joubert, le 27 juillet 1951 et enregistré au comté de Terrebonne sous le no 176967 et les sous-locations faites par la ville de Terrebonne de parties de cet immeuble sont légalisées à toutes fins que de droit; la ville de Terrebonne est autorisée à passer les baux de location pour cet immeuble en tout ou en partie."

3. L'article 5 est modifié en biffant, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du paragraphe 11^o, les mots "et fixer la taxe pour l'exploitation de telles boîtes, laquelle ne devra pas excéder dix dollars par boîte".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 116 modifiant la charte de la cité de Verdun, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 2, comme article 3 et article 4:

"3. L'article 426 de la loi des cités et villes, chapitre 233, est amendé pour la cité de Verdun en ajoutant, après le paragraphe 6, le paragraphe 6a se lisant comme suit:

["6a. Réglementer, permettre ou défendre les établissements où sont emmagasinés, pour être vendus, des matériaux inflammables mais sans préjudice aux droits acquis des tiers.]

"4. L'article 427 de la loi des cités et villes, chapitre 233, est amendé pour la cité de Verdun en ajoutant, après le paragraphe 4, le paragraphe 4a se lisant comme suit:

["4a. Pour réglementer les établissements où se vend la viande chevaline."]

2. Les articles 3, 4 et 5 deviennent respectivement articles 5, 6 et 7.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 189 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a) en biffant, dans les cinquième et sixième lignes, les mots "pour toutes fins de taxation municipale";

b) en ajoutant immédiatement après le mot "fixée", dans la quinzième ligne, les mots "pour toutes fins de taxation municipale,".

2. L'article 2 est modifié:

a) en biffant, dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe a, les mots "pour toutes fins de taxation municipale,";

b) en ajoutant immédiatement après le mot "fixée", dans la seizième ligne, les mots "pour toutes fins de taxation municipale,".

3. L'article 5 est remplacé par ce qui suit:

"5. Nonobstant toute disposition incompatible avec le présent article, l'acquisition par la cité des Trois-Rivières, de l'Aréna des Trois-Rivières limitée, en vertu d'un contrat passé le 14 août 1951, devant Me J.-A.-Donat Chagnon, n.p., sous le numéro 9786 de ses minutes, d'un système de réfrigération pour patinoire aux fins de l'installer dans la bâtisse du Colisée, au Parc de l'Exposition, et toutes dépenses qui ont été faites par la cité des Trois-Rivières à ce sujet sont déclarées valides et légales."

4. L'article 6 est modifié en remplaçant, dans les deux dernières lignes, le mot "municipales" par les mots "municipal est".

5. L'article 7 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne de la page 5, les mots "articles 2 et suivants" par les mot et chiffre "article 2".

Projets de loi:

Charte de la cité de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 116 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la cité de Trois-Rivières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 189 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle le travail qu'il s'est imposé pour la ville de

Trois-Rivières au cours de la présente session, malgré la tâche absorbante de la session.

Au début de la session, dit-il, alors qu'il fallait procéder avec diligence, que nous avions un travail extraordinaire, nous avons été assaillis de téléphones dans lesquels on nous demandait de légaliser un emprunt de la ville de Trois-Rivières, au montant de \$1,163,000, contracté sur le marché américain. Cet emprunt était illégal parce que le maire de Trois-Rivières avait mis de côté la loi qui oblige les municipalités à obtenir la permission de la Commission municipale avant de vendre des obligations de gré à gré.

Comme je l'ai dit au maire de Trois-Rivières, le ministre a le pouvoir de donner naissance à un droit. Il n'a pas le pouvoir de le ressusciter. Par la loi spéciale que nous avons fait voter à la Législature, nous avons ressuscité le droit d'emprunt de la ville de Trois-Rivières. Lorsque le bill amendant la charte de Trois-Rivières est venu au comité, l'avocat de Trois-Rivières nous a demandé la faveur de passer le bill le premier à la séance du mercredi. Nous n'étions pas obligés de faire cela, mais nous l'avons fait.

Les deux premiers amendements apportés par le Conseil législatif aux articles 1 et 2 consistent simplement à une transposition de ligne qui a pour but de rendre le texte plus facile à lire. Il s'agit, dans ces articles, de commutations de taxes en faveur des compagnies Columbus Textile Co. et Webster & Horsfall Canada Ltd. L'article 5 concernant la ratification d'un système de glace artificielle, afin de transformer le colisée en aréna, a été complètement remplacé par une rédaction nouvelle. Le nouvel article ratifie l'acquisition du système de réfrigération et les dépenses qu'elle entraîne au lieu de ratifier la résolution du conseil à cet effet.

Les amendements sont lus et acceptés sur division.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ça, ils aiment ça, eux autres, la division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la ville de Terrebonne

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 108 modifiant la charte de la ville de Terrebonne.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1952-1953

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pisciculture", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): La station de Baldwin Mills, dans les Cantons-de-l'Est, qui n'avait d'abord que des bassins, a maintenant des salles d'incubation. Nous allons construire un chalet pour abriter nos gardiens. C'est notre espoir de faire de cette station l'une des plus belles du genre au pays, mais ça prendra des années. Cette année, nous allons y dépenser de \$25,000 à \$30,000. Nous consacrerons \$50,000 à celle de Saint-Faustin. Il y a aussi celle de Lachine. Vous vous demandez sans doute avec quoi l'on nourrit les tout petits poissons?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Avec la Commission des liqueurs.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Avec du foie de veau ou du foie d'autres animaux, de cheval, etc.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): De barbote?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y en a plus!

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Les personnes qui veulent aller pêcher dans les camps du ministère font bien de s'y rendre tôt pour réserver leurs dates, notamment dans le cas de la pêche au saumon, et de ne pas attendre à la date limite de mai.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de chasse (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Jardin zoologique de Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): La Société zoologique s'occupe d'administrer le Jardin zoologique de Charlesbourg et le gouvernement ne fait que l'aider dans cette entreprise, notamment quand il s'agit de faire venir des animaux de l'étranger. Le gouvernement paie une importante partie des dépenses. Le Jardin zoologique grandit chaque année, s'améliore, contribue au succès touristique de Québec. J'invite la population de la province à le visiter.

Parmi les améliorations, on peut signaler le cas des originaux qui ont aujourd'hui plus d'espace à leur disposition, vivant dans un véritable petit bois. Il faut cependant entourer les arbres de clôtures car les originaux les détruiraient.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quel montant dépense la Société?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je l'ignore.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Dans les autres domaines de votre budget, les augmentations de crédits dépassent 50 %, et ici, c'est le même montant que l'an dernier; pourtant le Jardin progresse, avez-vous dit?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Oui, mais ils ont des revenus qu'ils n'avaient pas autrefois. Ainsi, ils chargent un montant pour l'admission et tout ça les aide à apporter des améliorations.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
8. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Les camps du parc des Laurentides ont rapporté au gouvernement, depuis le début de l'année, une somme de \$214,000, soit déjà plus de \$41,533.25 que l'an dernier. C'est dire que la popularité du parc ne cesse de s'accroître.

Le nombre des visiteurs augmente d'année en année et la réputation des lacs et des rivières que renferme le parc s'étend sur tout le continent. Les revenus proviennent de la location des camps aux touristes et de la pension donnée aux voyageurs dans les hôtelleries du gouvernement.

Des améliorations importantes sont en cours dans le parc national de la Gaspésie, où plusieurs lacs poissonneux ont été mis cette année à la disposition des pêcheurs.

Par ailleurs, la vogue du parc de la Gaspésie va croître grâce à la construction d'une route transversale en direction de Sainte-Anne-des-Monts, à New Richmond.

Cette route traverse le parc et une centaine de personnes sont employées actuellement aux travaux. Lorsqu'elle sera terminée, le parc national de la Gaspésie deviendra sûrement un autre paradis de prédilection pour les pêcheurs et les touristes. Nous avons amélioré le parc de la Gaspésie et nous allons continuer à le faire.

Nous avons notamment fait une route carrossable du lac Madeleine au lac Sainte-Anne. Nous avons ouvert le lac Saint-Louis et le lac Claude au public et ils sont très achalandés. Tout cela demande des travaux de construction et, tant que nous n'aurons pas fini, il nous faudra des crédits additionnels.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je suis allé dans cette partie de la province, l'été dernier, et les gens ne m'ont pas paru très enthousiasmés au sujet des possibilités de pêche. Sont-elles bonnes?

M. Pouliot: Oui, très bonnes. Ainsi, au lac Sainte-Anne, il y a une énorme quantité de poissons, mais des petits.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Établissements de pisciculture (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux: construction de camps, etc. (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche: construction de cabines, etc. (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Jardin zoologique de Québec: construction et équipement (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les augmentations de traitement de plusieurs employés sont insuffisantes. C'est le cas d'un employé dont le traitement de \$2,582 est resté le même depuis 1948 et peut-être 1947. De façon générale, les augmentations de traitement devraient suivre la hausse du coût de la vie.

Je ne peux pas dire que cette augmentation doive suivre pour chaque point de hausse, mais il faudrait adopter une norme. Le gouvernement et le ministère du Travail devraient donner l'exemple.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le gouvernement provincial, dans une certaine mesure, a été pris par surprise par la hausse du coût de la vie. Il y a eu deux reclassements des emplois depuis 1944, et les traitements ont augmenté en moyenne de \$349.

Lors du dernier reclassement, l'indice était de 160 et Ottawa assura qu'il ne dépassait pas 170. Or, la montée a continué et, comme Ottawa, nous avons été pris par surprise.

L'augmentation du coût de la vie a été plus forte au cours des 15 derniers mois que jamais auparavant. Cependant, je crois que le coût de la vie a atteint un point de saturation. Le nouveau reclassement prévoit la fixation de traitements maxima et minima, ce qui facilitera les choses en cas de nouvelle hausse de l'indice du coût de la vie.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
15. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. M. Benoit est greffier au Conseil législatif et travaille aussi pour la Commission des monuments historiques.

2. Fils de Lomer Gouin, Paul Gouin est le principal fondateur de l'Action libérale nationale en 1934 et s'allie aux conservateurs de Maurice Duplessis. Il est élu député à l'Assemblée législative sous la bannière de l'Action libérale nationale dans la circonscription de L'Assomption aux élections de 1935. Il retire son appui à M. Duplessis en 1936 et ne se présente pas aux élections qui ont lieu la même année. Il est défait aux élections de 1939 dans Montréal-Mercier. Il est cofondateur du Bloc populaire en 1942. Il est défait comme candidat indépendant en 1944. De 1951 à 1975, il est membre du Conseil de la vie française en Amérique et il préside la Commission des monuments historiques de 1955 à 1965.

